

I N O U R

S O I L

G R O W S

an amazing

future*



SOMMAIRE

1. Présentation de Soitec et de nos activités 31

1.1 À propos de Soitec	32
1.2 Les marchés	32
1.3 Stratégie	35
1.4 Produits	36
1.5 L'innovation	38
1.6 Production	40
1.7 Clients : nos partenaires stratégiques privilégiés	41
1.8 Accélération de notre engagement qualité	42
1.9 Résultats et objectifs	42
1.10 Organigramme du Groupe	44

2. Facteurs de risques, contrôle interne et gestion des risques 47

2.1 Facteurs de risques	48
2.2 Contrôle interne et gestion des risques	56
2.3 Assurance et couverture des risques	61
2.4 Procédures administratives, judiciaires ou d'arbitrage	62

3. Responsabilité sociétale de l'entreprise 65

3.1 Le modèle d'affaires de Soitec	66
3.2 La RSE, pilier de la stratégie de notre Groupe	67
3.3 Innover au service de la transformation pour un avenir meilleur	74
3.4 Contribuer à la transition vers une économie bas carbone et préserver la planète	77
3.5 Offrir une expérience enrichissante à nos salarié-es	81
3.6 Être exemplaire dans notre activité et nos relations	92
3.7 Table de concordance GRI et ODD	97
3.8 Performance RSE	100
3.9 Note méthodologique	114
3.10 Rapport de l'un des commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur la déclaration consolidée de performance extra-financière	118

4. Gouvernement d'entreprise 123

4.1 Gouvernance	125
4.2 Rémunérations	171

5. Commentaires sur l'exercice 195

5.1 Analyse de la situation financière et des résultats consolidés de l'exercice	196
5.2 Événements postérieurs à la clôture	205
5.3 Tendances et objectifs	205
5.4 Analyse de la situation financière et des résultats de la Société	206

Rapport intégré

02. Profil
04. Message du Président du Conseil d'administration
05. Entretien avec le Directeur Général
07. Performances financières
08. Tendances et opportunités
10. Nos marchés
12. Stratégie
14. Innovation
16. Système de production
18. Stratégie RSE
22. Modèle d'affaires
24. Conseil d'administration
26. Comité exécutif
28. Facteurs de risques

6. États financiers 211

6.1 Informations financières historiques	212
6.2 Comptes consolidés	212
6.3 Comptes sociaux	258
6.4 Autres informations financières et comptables	283

7. Capital et actionariat 287

7.1 Notre actionariat	288
7.2 Informations sur notre capital social	295

8. Assemblée Générale 323

8.1 Ordre du jour	324
8.2 Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions présentées à l'Assemblée Générale Mixte du 28 juillet 2021	326
8.3 Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	362
8.4 Conditions de réunion, de convocation et d'admission à nos Assemblées Générales	364

9. Informations complémentaires 369

9.1 Informations juridiques	370
9.2 Documents accessibles au public	380
9.3 Personnes responsables du Document d'Enregistrement Universel et de l'information financière	380
9.4 Contrôleurs légaux des comptes	381
9.5 Honoraires des Commissaires aux comptes	381



Tables de concordance	383
Glossaire	393

incluant le rapport intégré
& le rapport financier annuel

« Soitec est un leader mondial de la production de matériaux semi-conducteurs innovants. Nos produits sont indispensables à l'adoption massive des mégatendances de l'industrie des semi-conducteurs : la 5G, l'intelligence artificielle et l'efficacité énergétique. »

Un leader mondial de la production de matériaux semi-conducteurs innovants

Nos technologies et nos produits jouent un rôle essentiel dans l'adoption massive d'appareils électroniques et de services sur trois grands marchés : celui des communications mobiles et des infrastructures associées, celui de l'automobile et de l'industrie, et celui des objets connectés. Ces trois marchés sont portés par trois mégatendances : la 5G, l'intelligence artificielle et l'efficacité énergétique.

90 %

du CA
à l'international

13 %

du CA
dédié à la R&D

Des performances
financières
stables

sur l'exercice
2020-2021

+ 30 %

de hausse du CA
pour l'exercice 2019-2020

6

lignes de production
dans le monde

1 750

collaborateur·rices
dans le monde

Hausse de
+ de 40 %
attendue

pour l'exercice
2021-2022

+ de 3 500

brevets actifs

73 %

de cadres, ingénieur·es
et technicien·nes

285

nouveaux brevets déposés
sur l'exercice 2020-2021

Soitec au cœur de la transformation mondiale portée par le segment de l'électronique

Nous proposons des solutions uniques permettant aux fabricants de puces d'améliorer la performance de leurs produits, d'y intégrer de nouvelles fonctionnalités et de réduire leur consommation d'énergie.

En répondant aux défis techniques et économiques qui donnent une impulsion à l'adoption grand public, nous jouons un rôle d'accélérateur dans l'industrie des semi-conducteurs et contribuons à la transformation mondiale portée par les communications mobiles, l'efficacité énergétique et l'intelligence artificielle. Nos produits sont utilisés dans la fabrication des puces destinées aux smartphones, aux centres de données, aux automobiles et à l'industrie 4.0, ainsi qu'aux objets connectés dans de nombreux domaines, dont la santé et la sécurité.

UNE PRÉSENCE
INTERNATIONALE, AU PLUS
PRÈS DE NOS CLIENTS



25 %
EUROPE



61 %
ASIE



14 %
ÉTATS-UNIS



Bureaux commerciaux et de support

Tokyo, Japon
Hsinchu, Taïwan
Séoul, Corée du Sud
Shanghai, Chine
San Diego et Santa Clara, États-Unis



Centre d'innovation dédié aux substrats

Grenoble, France



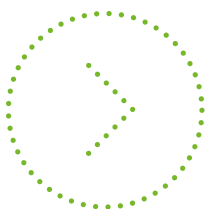
Centre de production

Bernin, France
Hasselt, Belgique
Shanghai, Chine
Singapour



Édito
d'Éric Meurice
Président du Conseil
d'administration

« Soitec est parfaitement positionné pour profiter de la croissance exponentielle du marché des semi-conducteurs. »



Après une année de transition, Soitec s'apprête à vivre une nouvelle phase de très forte croissance.

Dans un monde de plus en plus connecté, de plus en plus intelligent, à la recherche d'une plus grande efficacité énergétique, les vagues de transformations technologiques vont se multiplier. Que ce soit dans le domaine des communications mobiles, dans les secteurs automobile et industriel, ou dans l'univers des appareils intelligents, l'électronique va engendrer une nouvelle révolution des usages domestiques et industriels, personnels et professionnels. L'une des grandes forces de Soitec est d'être au cœur même de ces mutations. Bien plus que d'anticiper l'évolution des besoins des clients finaux, la politique d'innovation de Soitec consiste à participer avec eux à la construction des solutions de demain. Ainsi, dès leur conception, les nouvelles générations de smartphones, de véhicules électriques et autonomes ou d'objets connectés reposent sur des circuits intégrés plus petits, plus performants, plus économes en énergie et accessibles à un coût approprié. Autant de défis technologiques rendus possibles par les innovations apportées dans les matériaux semi-conducteurs utilisés, à savoir les substrats conçus et produits par Soitec, dont l'adoption fait partie intégrante des solutions développées. Le marché des semi-conducteurs va connaître une croissance exponentielle. Il devrait passer de 500 à plus de 1 000 milliards de dollars d'ici la fin de la décennie. Pour Soitec, l'enjeu est concret : en

cinq ans, ses marchés adressables vont passer de 3 à 7 millions de substrats. Une opportunité unique de pousser l'adoption de ses produits pour en faire des standards de l'industrie, à l'instar du RF-SOI pour les smartphones. Et de figurer parmi les quelques acteurs technologiques européens ayant une véritable dimension mondiale. Pour saisir cette opportunité, Soitec va accroître ses capacités de production en veillant à engager ses investissements au rythme de la montée en puissance de la demande anticipée pour ses différents matériaux.

L'AMBITION D'UNE CROISSANCE RESPONSABLE ET DURABLE

Au-delà de l'outil industriel, l'autre défi majeur est de continuer à faire grandir l'entreprise pour accompagner la croissance à venir. Cela passe par des campagnes de recrutement, notamment en France et à Singapour, mais aussi par la capacité de Soitec à développer tous ses talents dans le respect des objectifs que la société s'est fixés en termes de santé et sécurité, de qualité de vie au travail, de diversité et d'inclusion.

De plus, l'entreprise a renforcé ses engagements en matière de responsabilité sociétale et environnementale. Encouragée par le Conseil d'administration, la démarche de Soitec vise à placer l'innovation, le respect de l'environnement, l'éthique et l'exemplarité en matière de relations avec ses parties prenantes au cœur de son modèle économique. Un modèle d'autant plus durable que les produits de Soitec ont un impact positif sur la planète en permettant d'importantes économies d'énergie. ●

« La 5G, l'intelligence artificielle et l'efficacité énergétique vont révolutionner le monde. »

L'EXERCICE 2020-2021 A COÏNCIDÉ AVEC LA CRISE SANITAIRE. COMMENT SOITEC A-T-ELLE TRAVERSÉ CETTE CRISE ?

— Ce fut une année très particulière pour le monde entier comme pour chacun d'entre nous. Cette crise a durement affecté les populations et des pans entiers de l'économie. Grâce à l'implication de tous nos collaborateurs et aux mesures de protection sanitaire que nous avons mises en place, nous avons maintenu notre activité. Nos usines n'ont jamais cessé de fonctionner. Tout en protégeant nos équipes, nous avons su répondre à la demande de nos clients et poursuivre nos programmes de R&D. Non moins important à mes yeux, nos équipes ont aussi soutenu les communautés qui nous entourent, que ce soit en fournissant du matériel aux hôpitaux ou des ordinateurs portables à des collégiens qui en étaient dépourvus.

DANS CE CONTEXTE, LA PERFORMANCE DE SOITEC A-T-ELLE ÉTÉ AFFECTÉE ?

— Certains de nos marchés finaux ont ralenti avec la crise. Ce fut le cas notamment de l'industrie automobile. En revanche, la demande pour nos substrats dédiés aux applications de radiofréquence est restée très soutenue grâce à l'accélération de l'adoption de nouveau standard de la télécommunication - la 5G. Au final, nous avons même enregistré une légère croissance de notre chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants et réussi à maintenir notre marge d'EBITDA au-dessus de 30%, alors même que nous avons intensifié nos efforts de R&D, continué d'investir dans notre outil industriel et recruté plus de 400 nouveaux talents pour accompagner notre croissance future.

CETTE CRISE A MIS EN LUMIÈRE UN BESOIN ACCRU DE CONNEXIONS. C'EST UNE BONNE NOUVELLE POUR SOITEC ?

— Indéniablement. Non seulement le monde a basculé dans un nouveau paradigme, celui de travailler, enseigner, soigner à distance, mais notre conviction profonde est que ces tendances vont perdurer. Les hommes et les femmes vont avoir besoin de connexions plus nombreuses, plus rapides, plus sûres, plus puissantes et les appareils eux-mêmes vont avoir besoin de plus de connectivité. Ces transformations radicales ne pourront être matérialisées que par le rôle clé que vont jouer les semi-conducteurs de nouvelle génération. Et nos matériaux innovants sont à la base même des mégatendances qui vont soutenir la croissance des semi-conducteurs, qu'il s'agisse de la 5G, de l'intelligence artificielle ou de l'efficacité énergétique.

QUELLES VONT ÊTRE LES CONSÉQUENCES DE CETTE NOUVELLE RÉVOLUTION DE L'ÉLECTRONIQUE ?

— D'ici à 2030, les ventes de smartphones 5G devraient atteindre 1,6 milliard d'unités par an, les véhicules

Entretien
avec **Paul Boudre**
Directeur général



électriques devraient représenter plus de la moitié du parc automobile et le nombre d'objets connectés avec de l'intelligence artificielle embarquée devrait atteindre 2,5 milliards d'unités, soit une multiplication par 150. La 5G sera au cœur de cette révolution avec un décuplement de la vitesse de transmission, du temps de réponse, du nombre d'objets connectés et une division par 10 de la consommation d'énergie par donnée échangée. Tout ceci reposera sur une multiplication par 100 de la capacité des réseaux 5G. Dans les smartphones, pour permettre plus d'échanges de données, la 5G signifie concrètement plus d'antennes, plus de fréquences, plus de bande passante et par conséquent plus d'amplificateurs, de commutateurs, de tuners, de filtres et donc plus de semi-conducteurs.

QUELLES SONT VOS AMBITIONS DE CROISSANCE POUR SOITEC A L'HORIZON 2025-2026 ?

— Nous visons de tripler notre chiffre d'affaires pour atteindre 2 milliards de dollars, une croissance portée par nos trois marchés finaux. Les communications mobiles devraient continuer de représenter notre premier débouché avec 65% du total contre 75% aujourd'hui. Le poids de l'automobile devrait augmenter fortement en passant de 10 à 20% du total et les objets connectés devraient constituer les 15% restants.

COMMENT ALLEZ-VOUS GÉNÉRER UNE TELLE CROISSANCE DE VOS REVENUS ?

— Pour répondre à la demande anticipée, nous devons doubler notre capacité de production pour passer de 2 à 4 millions de plaques d'ici à 2025-2026 tout en continuant d'élargir notre mix à de nouveaux matériaux, notamment le piézoélectrique sur isolant, le carbure de silicium et le nitrure de gallium. Pour cela, nous prévoyons d'investir 1,1 milliard d'euros sur la période pour accroître encore nos capacités de production existantes en France, en Belgique et à Singapour, et construire deux nouvelles unités, l'une dédiée à la production de substrats en carbure de silicium et l'autre aux plaques de silicium sur isolant en 300 mm. Compte tenu de notre situation de trésorerie et des flux de trésorerie opérationnelle que nous allons générer, nous estimons pouvoir autofinancer ces investissements.

CETTE CROISSANCE SERA-T-ELLE PROFITABLE ?

— La croissance de nos revenus sera supérieure à celle de nos volumes. Nous allons bénéficier d'un effet mix-prix favorable lié à l'augmentation de la valeur apportée par nos produits. A cela va s'ajouter un fort levier opérationnel résultant de la meilleure utilisation de nos capacités de production. Au total, nous visons une marge d'EBITDA d'environ 35% à l'horizon 2025-2026 contre moins de 31% aujourd'hui.

QUELLE PLACE ACCORDEZ-VOUS À LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE ?

— Nous sommes déterminés à inscrire notre processus de création de valeur dans une démarche responsable. Tout d'abord, avec des produits plus économes en énergie, nous contribuons directement à la transition

« Notre processus de création de valeur s'inscrit dans une démarche durable et responsable. »

Paul Boudre

vers un modèle économique plus durable. Par leur efficacité, en 2020, nos produits ont permis d'économiser l'équivalent de la consommation domestique d'une ville de 450 000 habitants. Nous sommes par ailleurs engagés à réduire les émissions de gaz à effet de serre générées par notre activité en ligne avec les objectifs définis par l'Accord de Paris sur le réchauffement climatique, mais aussi à réduire notre consommation en eau et à protéger la biodiversité. De plus, le modèle que nous développons est celui d'une entreprise inclusive, capable d'attirer, fidéliser et développer les meilleurs talents, mais aussi désireuse de nouer des relations durables et mutuellement bénéfiques avec l'ensemble de ses parties prenantes et de contribuer au développement de nos territoires. Notre politique en matière d'innovation est, d'ailleurs, fondée sur un maillage d'alliances et de collaborations avec des laboratoires de recherche et des universités comme avec les différents acteurs de l'industrie des composants électroniques. 🌱

Nos priorités pendant la pandémie de Covid-19

Protéger nos ressources humaines

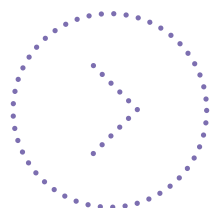
Depuis le début de la pandémie de Covid-19 début 2020, la Direction générale a pour priorité absolue de protéger nos collaborateur·rices tout en maintenant l'ensemble de nos activités commerciales. Grâce à notre implantation en Asie, et notamment à notre site industriel de Singapour, nous avons pu déployer la totalité des mesures sanitaires sur chacun de nos sites et pour l'ensemble de nos collaborateur·rices à travers le monde, dès les premières heures de la crise.

Nous avons ainsi été capables de protéger efficacement nos collaborateur·rices et d'assurer la continuité de nos activités, sans interruption. Assurer la continuité des activités et de la chaîne de valeur et accompagner nos clients

Tous nos sites ont continué de fonctionner normalement, avec suffisamment de ressources. Nous sommes restés proches de nos clients et leur avons livré les volumes commandés tout en renforçant nos efforts de communication et d'accompagnement.

Soutenir notre communauté

Nous sommes également restés en étroite communication avec nos fournisseurs et nos partenaires. Récemment, nous nous sommes activement investis auprès des communautés locales afin de leur apporter un appui logistique et avons fait don d'équipements médicaux aux hôpitaux locaux ainsi que d'ordinateurs aux écoles. À l'heure où la crise sanitaire commence à céder du terrain, Soitec ressort plus solide, avec une équipe plus robuste.



Performances financières

RÉSULTAT NET DE BASE PAR ACTION

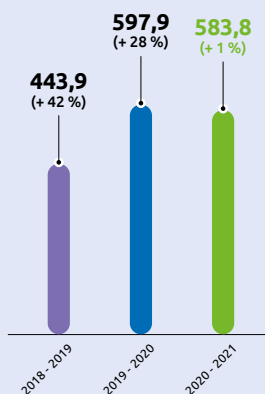
2,19 €
par action

2020-2021

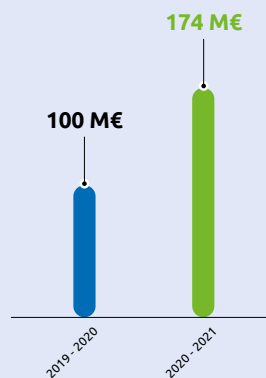
3,40 €
par action

2019-2020

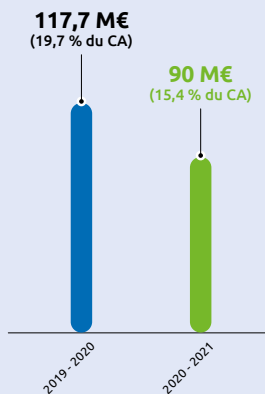
CHIFFRE D'AFFAIRES (en millions d'euros)



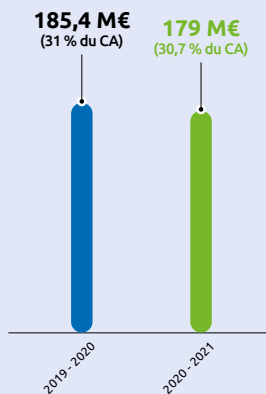
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ



RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT (+ 10 %)



EBITDA (DES ACTIVITÉS POURSUIVIES)



« En dépit de la crise sanitaire, nous sommes parfaitement en ligne avec nos objectifs, avec une marge d'EBITDA qui reste supérieure à 30 %. »

Léa Alzingre
Directrice financière

L'exercice 2020-2021 était une période de transition. Malgré un début d'année marqué par l'incertitude liée à la situation sanitaire, nous sommes parvenus à augmenter notre chiffre d'affaires de 1 % (à taux de change constants) grâce, d'une part, à une excellente communication et coordination avec nos clients et nos fournisseurs et, d'autre part, à la mobilisation infaillible de nos collaborateurs. Nous avons enregistré une marge d'EBITDA de 30,6 % tout en poursuivant nos efforts d'investissement en vue de préparer la croissance attendue pour l'exercice 2021-2022.

En parallèle, nos activités opérationnelles ont généré d'importants flux de trésorerie, en nette hausse par rapport à l'exercice précédent, ce qui nous a permis de renforcer encore davantage notre situation financière et de continuer à investir dans nos sites industriels pour soutenir la croissance future. Nous avons en outre émis, en octobre 2020, des obligations à option de conversion pour un montant de 325 millions d'euros, à des conditions intéressantes – signe de la confiance que nous accordent les investisseurs.

Tendances et opportunités

Trois mégatendances accélèrent la croissance du marché des semi-conducteurs : les communications mobiles, l'intelligence artificielle et l'efficacité énergétique. Toutes trois sont indispensables à la transformation du monde post-Covid-19.





La **5G** est la technologie de communication mobile de nouvelle génération.

La 5G est en mesure de multiplier par dix le débit de données par rapport à la 4G, mais aussi le nombre d'appareils connectés, tout en divisant par dix le temps de latence. La 5G se place ainsi au cœur des prochaines générations de smartphones. L'industrie 4.0 ouvre quant à elle la voie à la voiture autonome et à une multitude de nouvelles applications telles que la réalité virtuelle. Elle confèrera également à certains marchés – les villes intelligentes, l'agriculture intelligente, les soins de santé ou encore l'éducation – des niveaux parfaitement inédits de performance et de valeur ajoutée pour l'utilisateur-rice final.e. La 5G continuera d'évoluer au fil des générations durant les dix prochaines années, avec plusieurs vagues d'innovations et d'amélioration des performances.



L'intelligence artificielle (IA) rend les appareils électroniques intelligents grâce à un processus d'apprentissage

automatique qui leur permet de traiter les données recueillies par leurs capteurs pour prendre des décisions, comme le ferait le cerveau humain. En fonction de la complexité des tâches et des applications, cet apprentissage peut se faire directement en *edge computing* (« à l'extrémité du réseau »), c'est-à-dire dans l'appareil concerné, ou dans le *cloud*. D'ici

à 2030, la part des données traitées en *edge computing*, encore infime à l'heure actuelle, atteindra 45 % du volume total de données traitées, ce qui réduira la latence et améliorera la sécurité. Ces deux types d'intelligence artificielle – en *edge computing* et dans le *cloud* – sont essentiels et connaîtront un développement considérable. L'intelligence artificielle est appelée à devenir une partie intégrante de la quasi-totalité des applications et des appareils électroniques. Ce sera l'un des principaux moteurs des prochaines générations de semi-conducteurs actuellement en cours de conception.



L'efficacité énergétique est depuis plusieurs décennies au cœur des défis relatifs aux semi-conducteurs. Dans

l'imaginaire collectif, elle est de plus en plus associée aux préoccupations suscitées par le réchauffement climatique et son impact sur notre planète. L'Accord de Paris a fixé une feuille de route aux États du monde entier pour prendre des mesures destinées à atténuer les risques et les impacts liés au changement climatique. Les semi-conducteurs seront amenés à jouer un rôle de premier plan. La mobilité électrique – avec les véhicules électriques, mais pas uniquement – et les autres technologies de rupture susceptibles de réduire la consommation d'énergie de toute application ou de tout domaine à forte composante électronique (centres de données, industries, appareils grand public, etc.) sont au centre de la vague actuelle d'innovation dans les semi-conducteurs. ☉



Une croissance porteuse de défis techniques complexes

Le déploiement de ces applications nées des mégatendances, marquées par des évolutions technologiques incroyablement rapides, engendre des besoins pour des puces spécifiques de haute performance et de consommation faible.

La mobilité, la connectivité et la diminution de la consommation d'énergie exigent :

- de poursuivre la miniaturisation des puces ;
- d'augmenter leurs performances ,
- de réduire leur consommation d'énergie ; et
- d'intégrer différentes fonctions allant des capteurs au traitement d'information et transfert de données.

Les substrats avancés sont essentiels au déploiement de masse de la communication mobile 5G pour des applications telles que les voitures autonomes, la connectivité industrielle en continu ou la réalité virtuelle.



Les exigences techniques et les défis posés à la 5G, à l'intelligence artificielle et à l'efficacité énergétique requièrent de nouvelles solutions en matière de semi-conducteurs, liées aux matériaux pour l'essentiel. C'est pourquoi les solutions conçues par Soitec sont au cœur de ces révolutions technologiques.

À travers ces trois tendances technologiques majeures, Soitec vise trois grands marchés : celui des communications et des infrastructures mobiles, celui de l'automobile et de l'industrie, et celui des objets connectés (maisons et villes intelligentes, soins de santé, etc.).



Nos marchés

Les années 2020 promettent de nombreuses perspectives de croissance pour le marché des semi-conducteurs. IBS estime en effet que celui-ci fera plus que doubler entre 2020 et 2030, pour atteindre 1,2 billion de dollars, soit un taux de croissance annuel moyen de 10 %.

**CAGR
de 11 %**
pour le segment des
semi-conducteurs
destinés à l'automobile
entre 2020 et 2030

Le marché mondial des semi-conducteurs a progressé de 6,5 % entre 2019 et 2020, résistant à une conjoncture macroéconomique difficile du fait de la crise du coronavirus et des tensions géopolitiques.

Pour 2021, les perspectives de croissance sont excellentes, avec une prévision d'environ 12 %. Depuis le début de l'année 2021, la demande de composants semi-conducteurs est soutenue, et l'ensemble de la chaîne de valeur est fortement sollicité. Cette tendance tient à l'effet de rebond constaté sur les secteurs automobile et industriel au sortir de la pandémie, et reflète un maintien de la tendance amorcée en 2020, marquée par une très forte demande sur le marché des smartphones (utilisant notamment la technologie 5G) et celui des ordinateurs portables, ainsi que par l'essor de l'intelligence artificielle, des objets connectés et des véhicules électriques contenant une grande quantité de semi-conducteurs.

Les dix prochaines années promettent de nombreuses perspectives de croissance pour le marché des semi-conducteurs. IBS estime en effet que celui-ci fera plus que doubler en volume entre 2020 et 2030, pour atteindre 1,2 billion de dollars, soit un taux de croissance annuel moyen de 10 %.

COMMUNICATIONS MOBILES ET INFRASTRUCTURES

**Smartphones
5G**

**200 M (2020)
> 500 M (2021)**

Ce marché est au cœur des débouchés de Soitec. Si la croissance totale du nombre de smartphones reste modeste, à 5 % par an en moyenne, l'avancée des modèles compatibles 5G est quant à elle très rapide. C'est elle qui entraîne le marché. De 200 millions d'unités en 2020 à environ 500 millions en 2021, les téléphones 5G sont rapidement adoptés par les utilisateurs et cette tendance, portée par la qualité de l'expérience d'utilisation et par les mesures volontaristes impulsées par les opérateurs comme par les fabricants, ne montre aucun signe d'essoufflement. Les normes 5G exigent une quantité bien supérieure de semi-conducteurs dans les smartphones, ce qui se reflète directement dans la hausse de la demande des produits de Soitec. L'un de nos produits phares, le RF-SOI, destiné aux puces radio-fréquence (RF), s'est imposé comme une solution de référence pour la 4G et est présent dans tous les modèles 4G. Or un téléphone 5G de première génération renferme environ deux fois plus de RF-SOI que son prédécesseur 4G. Plusieurs autres produits de

Soitec ont été développés afin de répondre à des exigences spécifiques de la 5G.

Les infrastructures de la 5G imposent elles aussi une configuration et des solutions entièrement nouvelles. Si les stations de base sont nettement moins nombreuses que les smartphones, elles contiennent beaucoup plus de matériaux semi-conducteurs et ceux-ci sont plus complexes. Il en résulte des opportunités pour des entreprises telles que Soitec, qui pourront activement prendre part au développement du marché.





AUTOMOBILE ET INDUSTRIE

50 %
des véhicules seront
soit tout électriques,
soit hybrides.

(source : IHC)

Les segments de l'électronique pour l'automobile et pour l'industrie comptent parmi ceux qui affichent la plus forte croissance de tout le marché des semi-conducteurs. Le segment de l'électronique pour l'automobile bénéficie actuellement de la « transformation du siècle », avec la mégatendance liée aux véhicules « CASE » (connectés, autonomes, partagés et électrifiés). Bientôt, nos voitures seront à la fois des smartphones, des super-ordinateurs et des centrales électriques. Selon IHC, environ un véhicule sur deux sera soit tout électrique soit hybride d'ici 2030. La production de véhicules autonomes constitue un objectif primordial pour l'industrie automobile. Bien que plusieurs obstacles, d'ordre technologique mais aussi réglementaire, restent à lever avant de faire circuler des voitures parfaitement autonomes sur nos routes, l'industrie automobile déploie d'ores et déjà une série d'options et de fonctions

perfectionnées d'aide à la conduite. Ainsi, le contenu en semi-conducteurs des véhicules est appelé à doubler, *a minima*, en fonction du degré d'électrification et d'automatisation de la conduite. Le marché des semi-conducteurs destinés à l'automobile devrait connaître un taux de croissance annuel composé de 11 % entre 2020 et 2030. L'électronique destinée à l'industrie englobe une vaste série d'applications telles que la création, le stockage et la gestion d'énergie, les centres de données, le transport, l'automatisation des sites de production et bien d'autres. Les domaines du solaire et des centres de données devraient connaître des taux de croissance annuels composés de 8 % et 15,5 % respectivement. Ces applications serviront de moteur pour la demande en semi-conducteurs liés à l'énergie, à la connectivité haut-débit, à l'apprentissage automatique, à l'intelligence artificielle et au stockage de données. ☼



APPAREILS INTELLIGENTS

Un appareil intelligent est un objet électronique capable de se connecter à un réseau, d'échanger et interagir avec son utilisateur et d'autres appareils intelligents. Selon le cabinet Strategy Analytics, spécialiste de l'électronique grand public, le nombre d'appareils intelligents atteindra 38,6 milliards d'ici à 2025, et 50 milliards d'ici à 2030. Avec la pandémie de Covid-19, la distanciation physique, le télétravail, l'*e-learning* et les cours à distance sont entrés dans les mœurs. Le vieillissement de la population fait par ailleurs émerger une « économie de la longévité », avec un regain d'intérêt pour les soins de santé et de bien-être personnalisés et dispensés à domicile ou sur le lieu de travail. Les systèmes de santé s'orientent donc vers des dispositifs portables, centrés sur le patient, afin de lui apporter des soins sur mesure. Les tendances actuelles font apparaître une accélération de la transformation numérique par les appareils intelligents. Pour les semi-conducteurs, les opportunités se présentent dans de nombreux domaines : connexion aux réseaux (5G, Bluetooth, etc.), capteurs

(visuels, vocaux, mécaniques, etc.), communication optique, processeurs *edge* et affichage pour interfaces homme-machine, afin de rendre les appareils à la fois connectés et intelligents. Une fois les données recueillies par un capteur, un traitement informatique à l'extrémité du réseau (*edge computing*) est nécessaire pour en tirer des informations pertinentes. À mesure que nous avançons dans la transformation numérique, le traitement des données au plus près de la source devient important pour réduire la latence et préserver la vie privée. Cette tendance devrait faire émerger de nouvelles opportunités pour les semi-conducteurs destinés aux marchés des puces pour l'intelligence artificielle de type *edge* et dans la conception de microcontrôleurs à faible consommation d'énergie permettant d'optimiser la durée de vie des batteries. D'après le cabinet ABI Research, le marché des puces pour l'intelligence artificielle de type *edge* devrait atteindre 12 milliards de dollars d'ici à 2025, dépassant ainsi celui des puces pour l'intelligence artificielle de type *cloud*, qui atteindra 11,9 milliards de dollars à la même période. ☼

38,6 milliards
d'appareils connectés
prévus d'ici 2025,
et 50 milliards d'ici 2030

(source : Strategy Analytics)

Stratégie

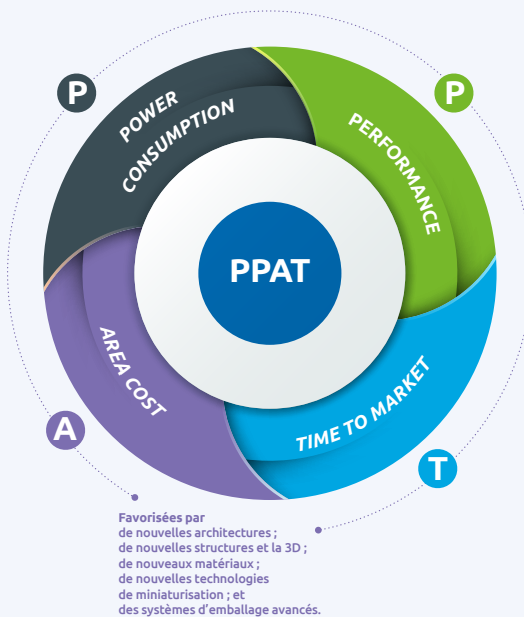
Soitec a pour ambition de devenir un leader mondial de la fabrication de substrats innovants pour l'industrie des semi-conducteurs afin de s'imposer comme une référence sur des segments de marché en forte croissance. Pour atteindre cet objectif et poursuivre notre progression année après année, nous avons mis en place un processus de planification stratégique annuelle très efficace intégrant nos priorités ainsi qu'un plan d'exécution exhaustif pour l'ensemble de nos activités et de nos organisations.



1.

Des technologies uniques

Nos technologies sont utilisées pour créer des structures (« substrats innovants ») de matériaux semi-conducteurs à partir de silicone, de composants et d'autres matériaux conférant aux appareils électroniques (au niveau des transistors et/ou du système) des caractéristiques uniques réparties en quatre grandes catégories que l'on nomme les « qualités PPAT » : **Performance** (performances), **Powerconsumption** (consommation d'énergie), (chip) **Area and Cost** (périmètre et coût des puces) et **Time to market** (délai de commercialisation).



Power consumption (consommation d'énergie) – Il s'agit d'un facteur essentiel pour tous les dispositifs semi-conducteurs, toutes applications confondues, à un certain niveau de performance.

Performance (performances) – Ce volet a trait aux qualités uniques d'un appareil dans certaines applications, telles que sa capacité de calcul pour une consommation d'énergie donnée, sa capacité de radio-fréquence (RF) en matière de connectivité, sa puissance de sortie accrue, sa capacité de détection unique, etc.

Area and Cost (périmètre et coût) – La taille d'une puce, notamment la possibilité d'y intégrer diverses fonctionnalités, ainsi que le coût total lié à la conception et à la fabrication d'un appareil électronique, sont essentiels pour résoudre l'équation économique de son adoption massive.

Time to market (délai de commercialisation) – La plupart des marchés grand public exigent un délai très court entre la définition des exigences relatives à un appareil et sa fabrication, ce qui ne laisse que peu de marge pour le développement de nouvelles solutions de matériaux semi-conducteurs.



Parce qu'ils combinent ces quatre qualités dans un parfait équilibre, nos substrats innovants offrent une valeur unique et constituent un facteur de différenciation totale sur le marché pour un grand nombre d'applications et de technologies utilisant des semi-conducteurs.

Certains de nos produits apportent une valeur unique et optimale en matière de qualité PPAT sur le marché et sont même devenus des références dans le secteur. En voici quelques exemples :

- RF-SOI pour les modules front-end des smartphones

- Photonics-SOI pour les émetteurs et récepteurs optiques dans les centres de données

Autres exemples analogues en termes de valeur et d'adoption :

- POI pour les filtres RF
- FD-SOI pour l'edge computing



Notre vision

« Devenir un leader dans l'élaboration de standards innovants pour les matériaux semi-conducteurs qui dessinent les produits de demain. »



Nos atouts

● **Des technologies de base uniques** associées aux matériaux semi-conducteurs, conjuguées à un important portefeuille de propriété intellectuelle, un solide savoir-faire, une plateforme d'innovation unique (le Substrate Innovation Center de Grenoble) et de puissants partenaires, dont des centres de recherche de premier plan dans le secteur des semi-conducteurs (comme le CEA-LETI et l'IMEC), et bien d'autres organisations partout dans le monde.

● **Une stratégie axée autour des applications et des marchés finaux** – Comprendre les besoins et les défis des clients finaux en amont de la croissance du marché.

● **Une relation privilégiée avec nos clients**, qui nous permet de commercialiser les bons produits au moment opportun, avec l'objectif d'établir les standards de l'industrie.

● **Notre capacité d'innovation et nos coûts**, ainsi que notre gestion de la chaîne de valeur.

● **Des processus clés moteurs de croissance** : atteinte d'objectifs de rentabilité en misant sur des propositions de valeur, sur la qualité, sur une planification stratégique et sur la responsabilisation.



Nos priorités

CROISSANCE

ÉTENDRE ET PROTÉGER
NOTRE CŒUR DE
MÉTIER

PROFITABILITÉ

NOUS DÉVELOPPER
SUR DES MARCHÉS
ADJACENTS

RESSOURCES HUMAINES

AJUSTER NOTRE
MODÈLE D'AFFAIRES

PÉRENNITÉ

MAINTENIR NOTRE
STRATÉGIE DE
CRÉATION DE VALEUR

Une approche unique pour instaurer des standards de l'industrie

Une politique d'innovation et de protection de la propriété intellectuelle pour établir des standards de l'industrie.

NOTRE POLITIQUE DE PARTENARIATS : LA FORCE DE NOTRE INNOVATION

Travailler avec nos partenaires dès les tous premiers stades de développement du produit

À Soitec, nous comptons des personnes capables de remonter la chaîne de valeur, qui parlent le même langage que celui des bureaux d'études de nos clients finaux afin de comprendre les besoins des donneurs d'ordres.

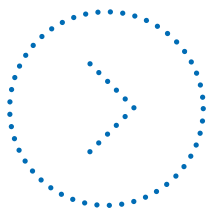
Nous développons des synergies pour rester à l'avant-garde de la R&D sur les matériaux semi-conducteurs et les technologies qui accompagnent la transformation numérique de notre société (Internet des Objets – IoT –, automobile connectée, ville intelligente, etc.).

Nos collaborations au niveau mondial avec des laboratoires et universités spécialisés dans le domaine des semi-conducteurs, avec des fabricants de systèmes intégrés et des fonderies ainsi qu'avec des clients « fabless » sur des segments de marchés variés (numérique, radio-fréquence, automobile, IoT), nous permettent d'anticiper les besoins des nouveaux marchés et les caractéristiques requises pour les futures générations de composants électroniques.

Nous nous appuyons également sur notre environnement technologique et industriel ; notre principal site se situe à côté de Grenoble, pôle majeur de la microélectronique européenne avec de nombreux acteurs de la recherche, de l'enseignement supérieur et de l'industrie. ●



DES PARTENARIATS STRATÉGIQUES AVEC DES INDUSTRIELS ET DES LABORATOIRES



Focus sur le Substrate Innovation Center

En juillet 2018, nous avons lancé le Substrate Innovation Center, en partenariat avec le Leti, l'institut de recherche du CEA (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives). De niveau international, ce centre de prototypage allie les équipements et le savoir-faire des deux partenaires pour développer de nouveaux matériaux.

Il s'agit d'un centre unique en son genre : alors qu'une usine de fabrication typique dispose d'une flexibilité limitée pour essayer de nouvelles solutions et ne peut pas prendre de risques avec le prototypage (contamination, etc.), le Substrate Innovation Center a pour mission de devenir un centre mondial d'évaluation et de conception de solutions de substrats pour répondre aux besoins émergents. Cette ligne pilote permet un partage des savoir-faire entre le Leti et Soitec.

Au Substrate Innovation Center, situé sur le campus du Leti, les ingénieurs des deux partenaires explorent et développent des fonctionnalités de substrats innovants, en se concentrant sur la connectivité 4G/5G, les capteurs et l'affichage, l'automobile, la photonique, l'intelligence artificielle et l'*edge computing*.

Ces ressources sont accessibles à l'ensemble des acteurs qui interviennent sur la chaîne de valeur de l'industrie des semi-conducteurs : fonderies, entreprises « fabless » et fabricants de systèmes. Les partenaires industriels sont également en mesure d'évaluer et de prototyper des produits en petites séries. Le premier partenaire du Substrate Innovation Center est Kokusai, équipementier japonais spécialisé dans les semi-conducteurs.

L'innovation, l'ADN de Soitec en quelques chiffres



« Soitec figure dans le Top 50 des dépositaires français de brevets et en tête du top 10 des ETI* »

UNE ACTIVITÉ DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE SOUTENUE QUI NOUS PERMET D'OCTROYER DES LICENCES À NOS PARTENAIRES

La force de notre innovation nous permet de maintenir une activité de propriété intellectuelle soutenue. Nous avons ainsi une politique double pour nos technologies : nous produisons nous-mêmes ou licencions pour que d'autres acteurs de l'industrie contribuent à l'établissement des standards du secteur.

Nous avons conclu des accords de licence avec notre partenaire japonais historique Shin-Etsu Handotai (1997), avec SunEdison, une société américaine en grande partie rachetée par GlobalWafers (2013), ainsi qu'avec notre partenaire industriel chinois Simgui (2014).

Création de normes industrielles

pour la communication 4G et 5G, l'AIoT (*Artificial Intelligence of Things*), l'*edge computing*, la connectivité des centres de données et les véhicules électriques et autonomes.

ACTIVITÉS DE LICENCE

Shin-Etsu

SIMGU I

GW

GlobalWafers

* Palmarès des principaux déposants de brevets à l'Institut National de la Propriété Intellectuelle (INPI).

Une organisation mondiale centrée sur ses clients

Nos activités de fabrication sont essentielles pour le Groupe, en Europe comme en Asie. Notre organisation mondiale dédiée à la fabrication a pour mission de garantir à nos clients le meilleur niveau de qualité et l'excellence opérationnelle sur l'ensemble de nos sites de production.

OPÉRATIONS

Nous visons une amélioration continue de la capacité de nos usines de fabrication, au moyen de techniques d'automatisation avancées et sans gaspillage (« lean »), de façon à accroître l'effet de levier opérationnel. Nos outils et notre organisation s'adaptent parfaitement aux évolutions de la demande d'un mix produits, ce qui nous permet de maintenir un niveau de chargement et de compétitivité élevé malgré les fluctuations de la demande.

Depuis plusieurs années, nous mettons l'automatisation opérationnelle au cœur de nos initiatives de façon à améliorer la qualité de nos produits à l'aide de solutions de pointe en matière de contrôle des processus qui nous permettent de détecter rapidement d'éventuelles anomalies. Grâce à cette démarche, Soitec a reçu en France le prix « Fab of the Year » 2020. Les solutions de pointe telles que les solutions SPC, FDC, RMS et CMMS sont largement déployées dans nos multiples usines de fabrication. Nous déployons également des solutions d'intelligence artificielle afin de créer encore plus de valeur à mesure que nous nous orientons vers l'industrie 4.0.

Notre organisation est conçue de manière à permettre l'accélération rapide et structurée des opérations durant la phase d'industrialisation d'un nouveau produit. L'agilité comme l'automatisation font partie intégrante de nos



méthodes de fabrication, l'objectif étant de faciliter l'introduction de nouveaux produits selon le niveau de qualité et les délais requis.

Nos activités s'inscrivent dans une démarche durable. En France, certains projets que nous avons entrepris à l'effet de diminuer notre consommation d'énergie (par ex., modélisation numérique et amélioration du système de gestion de l'énergie) ont été salués pour leurs excellents résultats. Nous nous efforçons au quotidien d'identifier toutes les solutions possibles afin de réduire notre impact sur l'environnement. ☒



QUALITÉ

Soitec a l'ambition d'être reconnue par ses clients pour la qualité de ses produits et services.

Lors du précédent exercice, Soitec a renforcé ses programmes visant l'excellence qualité opérationnelle et organisationnelle, parmi lesquels :

- le lancement du programme « Culture Qualité » – une démarche visant à informer toutes les employé-es de la qualité perçue par nos clients ;
- le renforcement du « Programme Zéro Défaut » – une démarche d'amélioration continue de nos systèmes de contrôle qualité ainsi que des processus associés. ☒

- Intelligence artificielle
- Industrie 4.0
- Modélisation numérique
- Gestion de l'énergie

Nous nous efforçons au quotidien d'identifier toutes les solutions possibles afin de réduire notre impact sur l'environnement.



CUSTOMER GROUP

Le partenaire stratégique privilégié de nos clients

Nous travaillons en étroite collaboration avec nos clients afin de définir, pour chaque produit, les caractéristiques, les performances et les feuilles de route les mieux adaptées pour répondre à leurs besoins et aux impératifs de commercialisation. Nous déployons également des responsables de programmes et des ingénieurs d'application sur le terrain pour aider nos clients à concevoir, fabriquer et tester les dispositifs semi-conducteurs qui intègrent nos substrats innovants. Nous nous efforçons de devenir le partenaire stratégique privilégié de nos clients grâce à notre engagement en matière d'innovation, de création de valeur et de qualité d'exécution.

L'exercice 2020-2021 a été un exercice particulier qui a démontré notre flexibilité et notre résilience pour accompagner nos clients. Au début de la pandémie mondiale de Covid-19, nous avons pris des mesures fortes pour assurer la sécurité de toutes nos employé·es tout en maintenant nos usines en marche. Au fil des mois, la combinaison de l'économie télétravail/apprentissage à domicile et du lancement de nouvelles applications telles que les communications sans fil 5G a conduit à une augmentation significative de la demande, que nous nous étions préparés à satisfaire en augmentant considérablement notre capacité de production. Nous amorçons ainsi l'exercice 2021-2022 avec une dynamique forte. ☺



« Créer de la valeur pour l'ensemble de l'écosystème avec des substrats innovants »

Bernard Aspar
Directeur Général Adjoint

Les marchés des smartphones, des véhicules électriques et de l'IIoT sont confrontés à de nouveaux défis ; nos substrats innovants font partie de la solution pour y répondre.

Afin de mieux comprendre les défis posés au niveau de l'écosystème, nous travaillons avec chacun de ses acteurs, de la clientèle directe aux fabricants de produits finis. Grâce à cette collaboration, nous entretenons une relation privilégiée avec nos clients sur l'ensemble de la chaîne de valeur, ce qui permet de mieux saisir notre proposition de valeur et de veiller à ce que notre feuille de route produits soit adaptée à la demande du marché. La confiance de nos clients quant

à notre capacité à concevoir et à livrer nos substrats innovants dans les délais, ainsi que notre objectif de création de valeur pour l'ensemble de nos parties prenantes, sont nos plus grands atouts.

Le fait de comprendre l'écosystème nous permet de concevoir des substrats adaptés et d'établir de nouveaux standards de l'industrie avec nos partenaires et nos clients pour certains produits tels que le RF-SOI et le Photonics-SOI. De cette manière, nous sommes à même d'intégrer des produits standardisés au système final, quel que soit son fournisseur. Cette stratégie nous apporte beaucoup de valeur, tout en nous positionnant comme un pivot de notre industrie. ☺

Avoir un impact positif sur notre monde grâce aux interactions résultant de nos produits

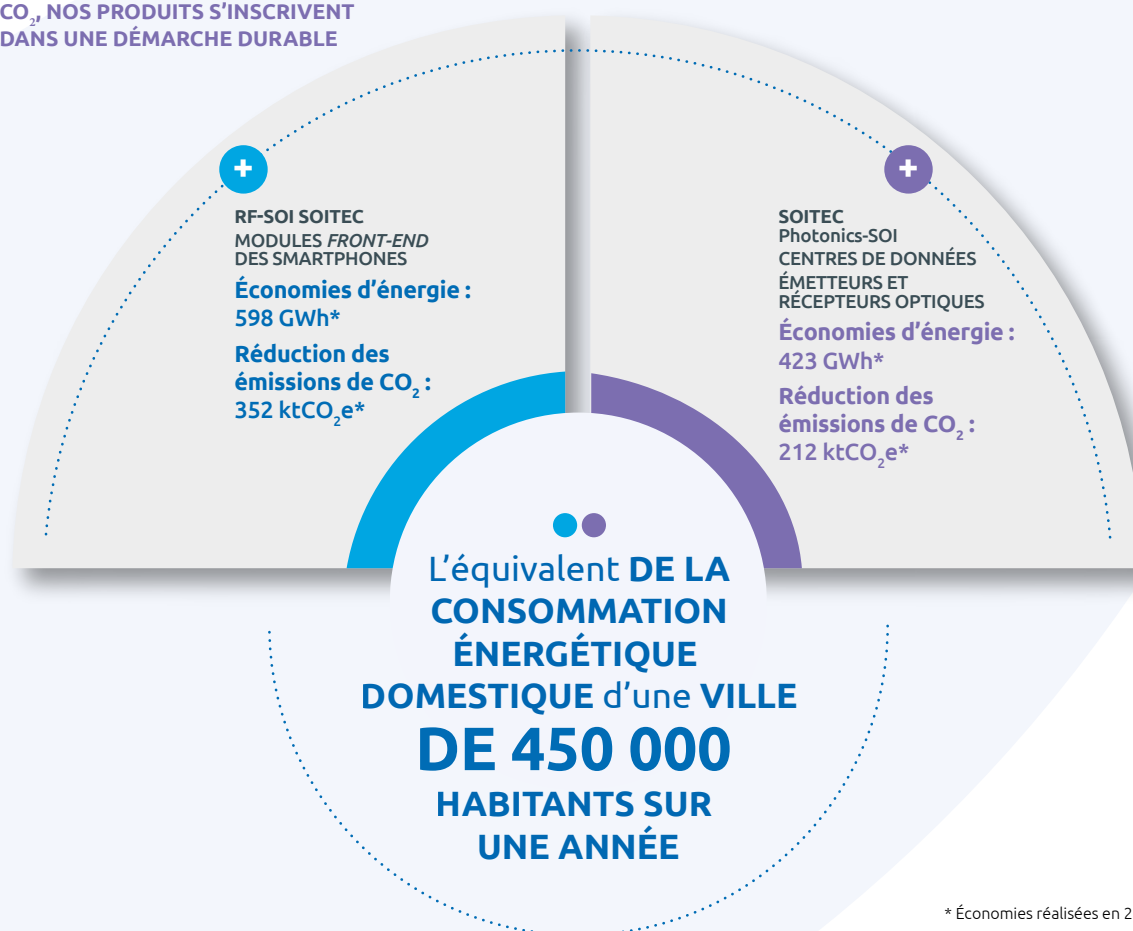
L'engagement de Soitec en faveur du développement durable est le fruit d'engagements ancrés de longue date dans la culture et les valeurs humanistes de notre Groupe qui imprègnent notre quotidien en matière d'éthique, de préservation de l'environnement et d'innovation sociale.

Cette année, cet engagement a pris une nouvelle dimension, s'articulant désormais pleinement avec les trois autres piliers de notre plan stratégique.

Depuis toujours, les produits que nous concevons et fabriquons impactent positivement notre monde, en permettant sans cesse des opportunités nouvelles d'interactions tout en garantissant une efficacité énergétique aux applications qui en résultent.

Cela a naturellement inspiré et structuré notre manière de conduire nos activités et nos comportements avec nos parties prenantes, ainsi que la façon dont nous maîtrisons notre impact sur la planète. Le développement durable s'inscrit dans le cœur de métier de Soitec avec la sobriété énergétique des produits, fer de lance de notre innovation.

PARCE QU'ILS PERMETTENT DE RÉALISER DES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE ET CONTRIBUENT À RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE CO₂, NOS PRODUITS S'INSCRIVENT DANS UNE DÉMARCHE DURABLE



* Économies réalisées en 2020.



TRANSFORMER PAR NOTRE INNOVATION POUR UN AVENIR MEILLEUR

INNOVATION

Innover constamment pour améliorer la qualité et les impacts de nos produits ainsi que la vie des utilisateur·rices

RELATIONS CLIENTS

Concrétiser les projets de nos clients

OFFRIR UNE EXPÉRIENCE ENRICHISANTE À NOS SALARIÉ·ES

ATTRACTIVITÉ ET DÉVELOPPEMENT

Faire de Soitec un employeur attractif, mettre en place les conditions pour permettre à nos salarié·es de se développer dans l'entreprise tout en supportant la croissance du Groupe

SANTÉ ET SÉCURITÉ*

Préserver la santé et garantir la sécurité de nos salarié·es et travailler en permanence à renforcer la prévention des risques

QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

Déployer les conditions nécessaires pour assurer un bien-être au travail à nos salarié·es, leur permettre de devenir des ambassadeur·rices de notre Groupe et poursuivre nos efforts d'identification des axes d'amélioration

DIVERSITÉ ET INCLUSION

Rendre Soitec plus inclusive sur l'ensemble de ses implantations mondiales, lutter contre les stéréotypes et promouvoir l'égalité

* Cet engagement intègre aussi la gestion de la crise Covid-19.

Notre stratégie RSE repose ainsi sur 4 piliers qui se traduisent par 13 ENGAGEMENTS, pilotés par des indicateurs :

CONTRIBUER À LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE BAS CARBONE ET PRÉSERVER LA PLANÈTE

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Engager Soitec sur une trajectoire compatible avec l'Accord de Paris afin de réduire ses émissions de CO₂ et ainsi devenir une entreprise bas carbone

STRESS HYDRIQUE

Poursuivre nos programmes de réduction des consommations d'eau en la mesurant, réduisant et recyclant

BIODIVERSITÉ

Mettre en place sur nos sites les conditions pour préserver la biodiversité et sensibiliser nos collaborateur·rices à cet enjeu

ÊTRE EXEMPLAIRE DANS NOTRE ACTIVITÉ ET NOS INTERACTIONS

CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT RESPONSABLE

Influencer notre écosystème à travers nos accords avec nos fournisseurs

COMMUNAUTÉS

S'engager auprès des communautés locales et des jeunes

ÉTHIQUE

Agir au plan mondial conformément à des principes sociaux et éthiques exigeants

CYBERSÉCURITÉ

Gérer les risques cyber et assurer la sûreté, la sécurité et la protection des données

Nos réussites en 2020-2021

-14%

de consommation
d'eau
par unité de
production
en 5 ans



Membre du Pacte
économique local
visant à assurer
la résilience
économique et
l'attractivité du
territoire Grenoble
Alpes



**Signature d'un accord
pionnier sur l'égalité
professionnelle**

avec les organisations
syndicales, visant à traiter les
questions de genre dans leur
globalité, sans les limiter aux
seuls enjeux d'égalité femmes-
hommes mais en abordant
également, dans un seul et
même accord, la situation des
personnes LGBTQIA+, avec
la volonté affichée de lutter
contre les stéréotypes et de
promouvoir l'inclusion



+ 5 points

d'amélioration de
la perception de la
qualité de vie au
travail sur l'année,
avec un score de 72/100
malgré les contraintes liées
à la pandémie

-29%

de consommation
énergétique par unité
de production en 5 ans

+18%

évolution de la note
relation client dans
l'enquête de satisfaction
client

**444
embauches**
sur l'année, dont une
centaine de jeunes de
moins de 26 ans en France
Participation à l'initiative
« 1 jeune, 1 solution » du
programme gouverne-
mental France Relance



#1jeune1solution

x2

Double distinction pour notre politique d'actionnariat salarié

« Grand Prix de l'actionnariat salarié » dans la catégorie PME-ETI et start-up, et « Trophée C&B » du Club ORAS (Observatoire de la rémunération et des avantages sociaux), récompensant la culture de partage de valeur mise en évidence par nos divers plans, leur diversité et leurs taux de participation élevés



Label « Solar Impulse Efficient Solution »,

qui récompense 1 000 solutions efficaces, propres et rentables ayant un impact positif sur l'environnement et la qualité de vie,

attribué à notre filiale Dolphin Design



Signature d'une convention quinquennale en matière de biodiversité avec la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO)



Engagement auprès de l'initiative Science Based Targets (SBT),

qui vise à définir des objectifs ambitieux à moyen et long termes dans le but de contribuer à la neutralité carbone

Intégration de l'Indice Gaïa qui regroupe les 70 sociétés les mieux classées

Soitec lauréate dans la catégorie « Impact for Good » des « Grands Prix de l'Accélération Digitale » remis par la chaîne de télévision française BFM Business pour récompenser la baisse de notre consommation d'énergie en France

Partenariat avec Télémaque pour promouvoir la mobilité sociale en parrainant et en accompagnant des jeunes issus de zones prioritaires

Initiatives de solidarité face à la pandémie (don d'équipements de protection au personnel de santé et de matériel informatique aux jeunes pour soutenir la continuité pédagogique)

100 000 € injectés dans l'économie locale sous forme de chèques cadeaux distribués aux salarié-es pour qu'ils/elles les dépensent auprès des commerces de proximité

Un haut niveau d'exigence sanitaire pendant la pandémie et d'anticipation notamment dans la prévention (tests antigéniques, vaccination, soutien psychologique, etc.)

+ 5 points pour l'index d'égalité femmes/hommes (94/100 points)

45 % de femmes parmi les très hauts potentiels : augmentation de la part des femmes au sein du Comité Exécutif, de 9,1 % à 18,2 %

Notre modèle d'affaires axé sur la création de valeur

Ressources

ÉCOSYSTÈME RELATIONNEL

- Des partenariats de co-développement avec :
 - plus de 10 importants centres de recherche et universités
 - des industriels et fournisseurs
- Partenaire de la *Responsible Business Alliance*
- Adhésion à des groupements du secteur de l'électronique et des semi-conducteurs : SEMI, Global Semiconductor Alliance, ACSIEL

HUMAIN

- Plus de 1 750 collaborateur·rices
- Plus de 40 nationalités
- 33,6 % de femmes - 66,4 % d'hommes

INNOVATION

- Trois technologies (Smart Cut™, Smart Stacking™ et Épitaxie), au service de trois marchés (Communication mobile et infrastructures, Automobile et industrie, Objets connectés)
- Plus de 200 inventeur·rices

PRODUCTION

- 6 lignes de production et des projets d'extension
- 63 % de salarié·es travaillant en production

FINANCE ET ORGANISATION

- Hausse des fonds propres : + 124 M€
- Société cotée aux indices SBF120 et CAC Mid60 d'Euronext Paris
- 3 investisseurs stratégiques possédant près de 30 % de nos actions
- Dissociation des fonctions de Directeur général et de Président du Conseil d'administration
- Un Conseil d'administration impliqué : taux d'assiduité moyen de 97,02 % en 2020-2021

RESSOURCES NATURELLES

- Consommation d'eau : 1 639 ML
- Consommation d'énergie : 118 150 MWh

Modèle d'affaires

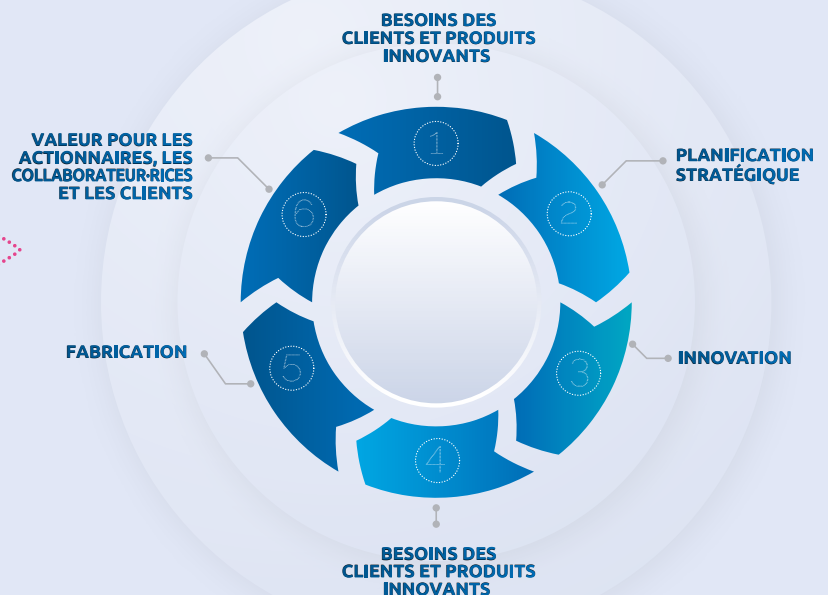
TENDANCES

3 mégatendances
5G, IA, efficacité
énergétique

Des défis
technologiques
complexes

Un marché
internationalisé,
dépendant de la
croissance mondiale

NOTRE FORCE MOTRICE



RSE : 4 PILIERS

Offrir une
expérience
enrichissante
à nos salarié·es

Contribuer à la
transition vers
une économie
bas carbone
et préserver la
planète

Transformer par
notre innovation
pour un avenir
meilleur

Être
exemplaire
dans
notre
activité et
nos relations



NOUVEAUX STANDARDS

Notre stratégie consiste à développer des produits qui deviennent des standards de l'industrie et sont utilisés comme solutions de référence pour des applications et des marchés spécifiques.

Par exemple, les dispositifs électroniques fabriqués en RF-SOI font partie de tous les smartphones 4G et 5G.



3 MARCHÉS

- Communications mobiles et infrastructures
- Automobile et industrie
- Objets connectés



Valeur créée

CLIENTS

- 12,7 % du CA consacré à la R&D
- Collaboration étroite sur les sujets d'innovation avec une quinzaine de clients clés
- Un portefeuille de plus de 3 500 brevets
- Une présence dans le Top 50 des déposants de brevets français et en tête du top 10 des ETI
- ISO 9001 : Bernin - Pasir Ris - Hasselt
- IATF : Bernin 1 et 2 - Pasir Ris
- OEA : Bernin

FOURNISSEURS ET SOUS-TRAITANTS

- 54,5 % du CA pour les fournisseurs et sous-traitants
- 86 % des fournisseurs stratégiques signataires de la Politique qualité Fournisseurs

COLLABORATEUR-RICES

- 16,1 % du CA pour les collaborateur-rices
- Plans d'actions gratuites et de co-investissement
- + 186 collaborateur-rices sur l'année 2020-2021
- Taux de démission : 3,8 %
- Taux de satisfaction : 70/100
- Taux de fréquence = 3,1
- ISO 45001 : Bernin - Pasir Ris planifiée en 2021

ÉTAT ET TERRITOIRES

- 1,4 % du CA pour l'État (taxes et impôts)
- Signature du Pacte économique local
- Partenariats avec les écoles et universités locales à Singapour et Grenoble

ACTIONNAIRES

- Valorisation du titre : + 164 % sur l'année
- Chiffre d'affaires : 584 M€
- Maintien de la marge d'EBITDA à environ 31 %

PLANÈTE

- - 29 % de consommation énergétique par unité de production en 5 ans
- - 14 % de consommation d'eau par unité de production en 5 ans
- Émissions de GES : 170 955 tCO₂e
- Émissions évitées de 564 ktCO₂e pour les produits vendus RF-SOI et Photonics-SOI
- ISO 14001 : Bernin - Pasir Ris planifiée en 2021
- ISO 50001 : Bernin

Impact



Une structure de gouvernement d'entreprise au service de notre stratégie



La stratégie de notre Groupe s'appuie sur une structure de gouvernement d'entreprise en ligne avec les meilleures pratiques. Depuis le 26 juillet 2017, les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur général sont dissociées.

Éric Meurice, notre Président nommé en mars 2019, est indépendant.

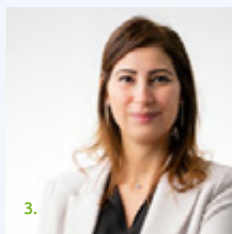
Notre gouvernance est organisée autour du Conseil d'administration, de ses cinq Comités spécialisés et du Comité Exécutif piloté par Paul Boudre, notre Directeur général.



1.



2.



3.



4.



5.



6.



7.



8.



9.



10.



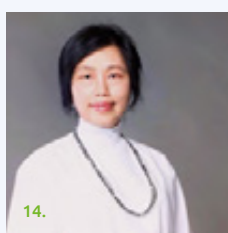
11.



12.



13.



14.

1. **Éric Meurice**
Administrateur indépendant
Président du Conseil d'administration, du Comité des Rémunérations et du Comité de la Stratégie
2. **Paul Boudre** Directeur général et Administrateur
3. **Wissème Allali**
Administratrice représentant le personnel salarié
4. **Françoise Chombar**
Administratrice indépendante
5. **Laurence Delpy**
Administratrice indépendante et Présidente du Comité des Nominations et de la Gouvernance
6. **Christophe Gegout**
Administrateur indépendant et Président du Comité d'Audit et des Risques
7. **Didier Landru**
Administrateur représentant le personnel salarié
8. **Satoshi Onishi**
Administrateur
9. **Sophie Paquin**
(Représentante permanente de Bpifrance Participations)
Administratrice
10. **Guillemette Picard**
Administratrice
11. **Kai Seikku**
Administrateur
12. **Thierry Sommelet**
Administrateur
13. **Jeffrey Wang**
Administrateur
14. **Shuo Zhang**
Administratrice indépendante

14

Administrateur-ices

5

nationalités

41,67 %

de femmes*

* Hors administrateurs représentant le personnel salarié.

NOS 5 COMITÉS

41,67 %

Administrateur-rices
indépendant-es*

2

administrateur-rices
représentant le personnel
salarié

3

ans durée du mandat

10

réunions

95,33 %

taux de participation

Notre Conseil d'administration s'appuie sur les travaux de ses cinq Comités : le Comité de la Stratégie, le Comité d'Audit et des Risques, le Comité des Nominations et de la Gouvernance, le Comité des Rémunérations et le Comité des Questions Stratégiques Sensibles.



membres



réunions



taux de participation

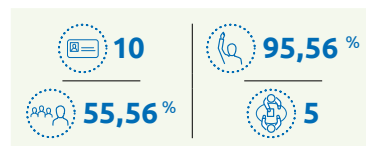


taux d'indépendance

COMITÉ DE LA STRATÉGIE

Président
Éric Meurice

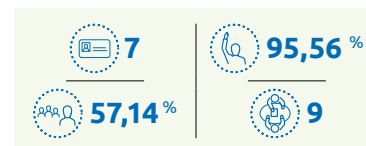
Le Comité de la Stratégie est notamment chargé d'analyser la situation et les axes de développement de notre Groupe en vue de présenter au Conseil d'administration des propositions quant à la stratégie de notre Groupe. Il éclaire par ses analyses et ses débats les objectifs stratégiques de notre Groupe et apprécie le bien-fondé et les conséquences des décisions stratégiques importantes proposées au Conseil d'administration. Il est en outre chargé de procéder à une analyse de notre environnement concurrentiel et de préparer un rapport sur ce sujet.



COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES

Président
Christophe Gegout

Le Comité d'Audit et des Risques aide notre Conseil d'administration à veiller à l'exactitude et à la sincérité de nos comptes sociaux et consolidés et à la qualité générale de l'information délivrée. Il est par ailleurs investi de missions en matière de contrôle externe comme interne et de gestion des risques. Dans ce cadre, il s'entretient régulièrement avec nos Commissaires aux Comptes et notre Service contrôle interne.



COMITÉ DES NOMINATIONS ET DE LA GOUVERNANCE

Présidente
Laurence Delpy

Le Comité des Nominations et de la Gouvernance intervient principalement dans le processus de sélection de nouveaux administrateurs ou de renouvellement de mandats. Il supervise également le processus de nomination du Président du Conseil d'administration et du Directeur général. Il s'assure de l'existence d'un plan de succession pour chacun d'eux et est informé des évolutions au sein de notre Comité Exécutif (tout en ayant la possibilité de formuler des recommandations quant à sa composition). Au titre de chaque exercice, il conduit une évaluation du Conseil d'administration et en présente les résultats à nos actionnaires.



COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Président
Éric Meurice

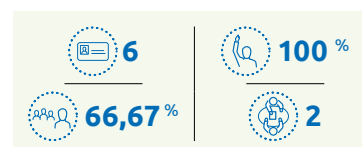
Le Comité des Rémunérations est principalement chargé de formuler des recommandations concernant les modalités de rémunération de nos mandataires sociaux (Président du Conseil d'administration, Directeur général et administrateurs) et de conduire les travaux préparatoires relatifs aux plans d'attribution d'actions destinés à nos salarié-es et mandataires sociaux. Il assure en outre le suivi des volets environnemental et social de nos programmes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).



COMITÉ DES QUESTIONS STRATÉGIQUES SENSIBLES

Convocation exceptionnelle

Le Comité des Questions Stratégiques Sensibles a vocation à se prononcer sur tout projet de transfert (que ce soit par le biais d'une cession, de l'octroi d'une licence ou de toute autre manière) ou de tout autre projet de joint-venture impliquant la technologie Smart Cut™ et à émettre des recommandations au Conseil d'administration à cet égard.



Une équipe expérimentée de haut niveau issue de divers horizons

Notre Directeur général a institué lors de sa prise de fonction en 2015 un nouvel organe de direction interne : le Comité Exécutif, également dénommé ComEx. Celui-ci joue un rôle primordial dans la mise en œuvre de notre plan d'affaires et de notre stratégie. Leader de cette équipe composée de 11 cadres dirigeants, Paul Boudre s'appuie sur l'expertise de chacun pour inspirer, animer, contrôler et développer de manière collégiale l'activité de notre Groupe. Ensemble, ils visent à continuer à capter la croissance des marchés de l'électronique et à poursuivre la progression de notre rentabilité tout en garantissant notre pérennité sur le long terme.

A Paul Boudre

Ingénieur chimiste de formation, Paul Boudre a consacré toute sa carrière aux semi-conducteurs, d'abord en France dans des postes de management opérationnel, avant d'évoluer dans des fonctions de *business development* et de management général chez un des principaux équipementiers aux États-Unis. Il a rejoint Soitec en 2007 pour en devenir le Directeur Général délégué l'année suivante. En 2015, le Conseil d'administration l'a nommé Directeur Général pour piloter son redressement et la trajectoire de croissance profitable initiée aussitôt.

D Christophe Maleville

Après un démarrage dans la recherche au CEA Leti, Christophe Maleville a été un des pionniers de Soitec et de la plateforme SOI. Après des premières missions techniques, il occupe différentes responsabilités commerciales et de management général de la société en France et au Japon. Il en pilote l'innovation depuis 2019 en qualité de *Chief Technical Officer*. Il est docteur en sciences des matériaux et titulaire d'un MBA. Il est l'auteur d'une trentaine de brevets.

G Thomas Piliszczuk

Thomas Piliszczuk a rejoint Soitec fort d'une solide carrière internationale de dirigeant en marketing et ventes, notamment chez un des principaux équipementiers de semi-conducteurs aux États-Unis. À Soitec, il a également dirigé depuis 2008 le marketing et les ventes avant de créer en 2019 le *strategic office* qui comprend outre la stratégie le marketing stratégique, les affaires publiques et la communication externe. Il a complété sa formation d'ingénieur électronicien par un doctorat en physique et un MBA aux États-Unis.

J Philippe Pellegrin

Philippe Pellegrin a rejoint Soitec en 2017 pour y piloter les achats. Il intègre le Comité exécutif en 2018. Auparavant, il dirigeait les achats d'un des principaux groupes européens de l'industrie des semi-conducteurs. Il est ingénieur en sciences des matériaux.

B Bernard Aspar

Après une première vie de chercheur dans les laboratoires du CEA, Bernard Aspar crée sa propre entreprise, Tracit, dans la continuité de ses travaux au CEA. Après l'avoir cédée à Soitec, il y prend différentes responsabilités jusqu'à en piloter l'intégralité du business en 2019 et d'être promu directeur général adjoint en 2020. Il est ingénieur et docteur en sciences des matériaux, auteur de plus de 60 brevets et lauréat de nombreux prix pour ses recherches.

E Cyril Menon

Après un rapide passage dans la recherche, Cyril Menon rejoint le monde des opérations dans un grand groupe américain avant de rejoindre Soitec en 2006 dans différentes fonctions de management technique. Il intègre le Comité exécutif en 2015 comme patron des opérations. Il préside parallèlement le Conseil d'administration de Dolphin Design, une société de design de puces contrôlée par Soitec. Il est ingénieur et docteur en physique des matériaux.

H Yvon Pastol

Yvon Pastol a rejoint Soitec en 2020 pour y piloter depuis la Californie le « Customer Group » au terme d'une carrière internationale de dirigeant commercial d'équipementiers de premier plan de l'industrie des semi-conducteurs, au Japon et aux États-Unis. Il est ingénieur électronicien et titulaire d'un doctorat en physique des matériaux.

K Pascal Lobry

Pascal Lobry a rejoint Soitec en 2015 auprès du Directeur Général pour piloter le volet social des restructurations avant d'intégrer le Comité exécutif l'année suivante en charge des ressources humaines et du développement durable. Auparavant, il a été le DRH de larges périmètres mondiaux dans différents groupes industriels cotés français. Il est diplômé d'une école de commerce, formation qu'il a complétée par des études en sociologie du genre.

C Léa Alzingre

Après un parcours d'audit dans un des *big four* de l'audit, Léa Alzingre a occupé plusieurs postes de direction financière dans le monde de la tech, aussi bien au sein d'une division semi-conducteurs d'un groupe américain que pour accompagner la levée de capitaux d'une start up. Elle a rejoint Soitec en 2019 pour en prendre la direction financière un an plus tard. Elle est diplômée d'une grande école de commerce.

F Steve Babureck

Après une première carrière comme analyste spécialisé dans la tech dans différents établissements financiers en Europe et au Royaume-Uni, Steve Babureck a rejoint Soitec en 2011 dans des fonctions de direction financière avant d'animer les relations investisseurs en 2015. Il intègre le Comité exécutif en 2019 avec la double responsabilité des relations investisseurs et de développement corporate. Il est ingénieur en sciences des matériaux et titulaire d'un master d'une *business school* parisienne.

L Reiner Breu

Reiner Breu a rejoint Soitec en 2019 pour y prendre la direction de la qualité, après un solide parcours dans des groupes européens de l'électronique et des semi-conducteurs, en Allemagne, au Royaume-Uni et en France. Il a complété sa formation initiale d'ingénieur par un MBA.

L Joséphine Deege-Mansour

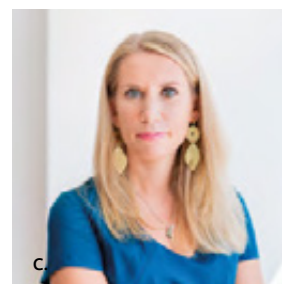
Après un double cursus en droit en France et à New York, Joséphine Deege-Mansour a exercé d'abord comme avocate dans des cabinets d'avocats internationaux de premier plan puis comme directrice juridique de larges divisions mondiales d'un grand groupe industriel américain. Elle a rejoint Soitec en 2018 pour y diriger la fonction juridique.



B. Bernard Aspar
Directeur Général Adjoint
& Global Business Units



A. Paul Boudre
Direction Générale



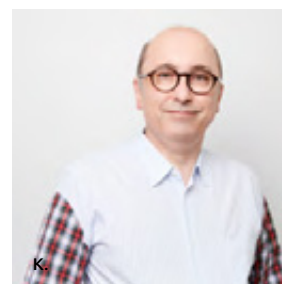
C. Léa Alzingre
Directrice financière



D. Christophe Maleville
Directeur de
l'Innovation



E. Cyril Menon
Opérations



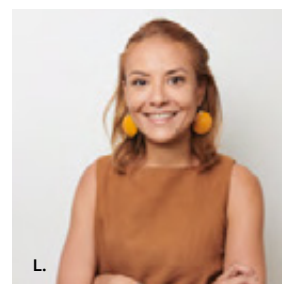
F. Steve Babureck
Relations Investisseurs et
Développement Corporate



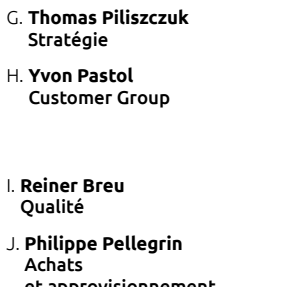
G. Thomas Piliszcuk
Stratégie



H. Yvon Pastol
Customer Group



K. Pascal Lobry
Ressources Humaines
et Développement durable



I. Reiner Breu
Qualité
J. Philippe Pellegrin
Achats
et approvisionnement



L. Joséphine Deege-Mansour
Juridique

Maîtriser les risques pour améliorer la performance

Pour répondre au besoin de surveillance et de pilotage des risques inhérents à son activité, son organisation et son environnement, notre Groupe a mis en place un dispositif de contrôle interne et de gestion des risques tant au niveau opérationnel que financier ou de conformité. Il a pour objectif de donner une assurance raisonnable quant à la maîtrise de ses risques. Il contribue ainsi, dans le respect des normes et de la réglementation, à la maîtrise de nos activités, à l'efficacité de nos opérations et à l'utilisation efficiente de nos ressources.

Notre dispositif de contrôle interne et de gestion des risques

Le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques est structuré sur la base de trois composantes :

- une organisation qui participe à la mise en œuvre et à l'amélioration continue du dispositif ;
- trois niveaux de contrôle qui permettent de suivre et d'évaluer la maîtrise des risques ;
- des acteurs clés qui contribuent au pilotage et à la diminution des risques identifiés.

Notre organisation

La maîtrise du dispositif de contrôle interne et de gestion des risques est au cœur de l'organisation de notre Groupe avec des activités de contrôle et de pilotage à différents niveaux.

Les activités de contrôle sont assurées par l'ensemble de nos Directions et de nos collaborateurs. Le pilotage interne est sous la responsabilité de notre Comité Exécutif avec notamment la Direction financière et sa fonction contrôle interne et risques qui rend compte à notre Direction générale, ainsi qu'à notre Comité d'audit et des risques, de l'efficacité du dispositif mis en œuvre.



NOS TROIS NIVEAUX DE CONTRÔLE

Le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques met en œuvre des lignes de maîtrise qui s'organisent sur trois niveaux :

Niveau 1 : des contrôles permanents de premier niveau qui sont assurés par nos Directions et les fonctions opérationnelles ;

Niveau 2 : un contrôle continu de deuxième niveau qui évalue l'efficacité du dispositif par notre fonction contrôle interne et gestion des risques ;

Niveau 3 : un contrôle semestriel de troisième niveau réalisé par notre Comité Exécutif, composé de l'ensemble des Directions de notre Groupe, en ce inclus la Direction financière.

Nos acteurs clés

● **Notre Comité d'Audit et des Risques** : il est investi de plusieurs missions en matière de contrôle interne et de gestion des risques, telles que l'évaluation du dispositif de contrôle interne, la revue de la cartographie de nos risques, l'examen et le suivi des plans d'action qui y sont associés.

● **Notre Comité Exécutif** : il supervise le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques en s'appuyant notamment sur les travaux et les revues périodiques de la Direction financière qui siège à ce Comité.

● **Notre Direction financière** : elle est chargée de centraliser et de présenter périodiquement des indicateurs de gestion, de contrôle interne et de gestion des risques qui sont suivis par notre Direction générale et notre Comité d'Audit et des Risques.

● **Notre Service contrôle interne et risques** : notre Direction financière est dotée d'un Service contrôle interne qui a la responsabilité d'organiser le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques, de l'évaluer et de suivre son efficacité. Pour cela, il définit les procédures à appliquer, suit le plan d'action relatif

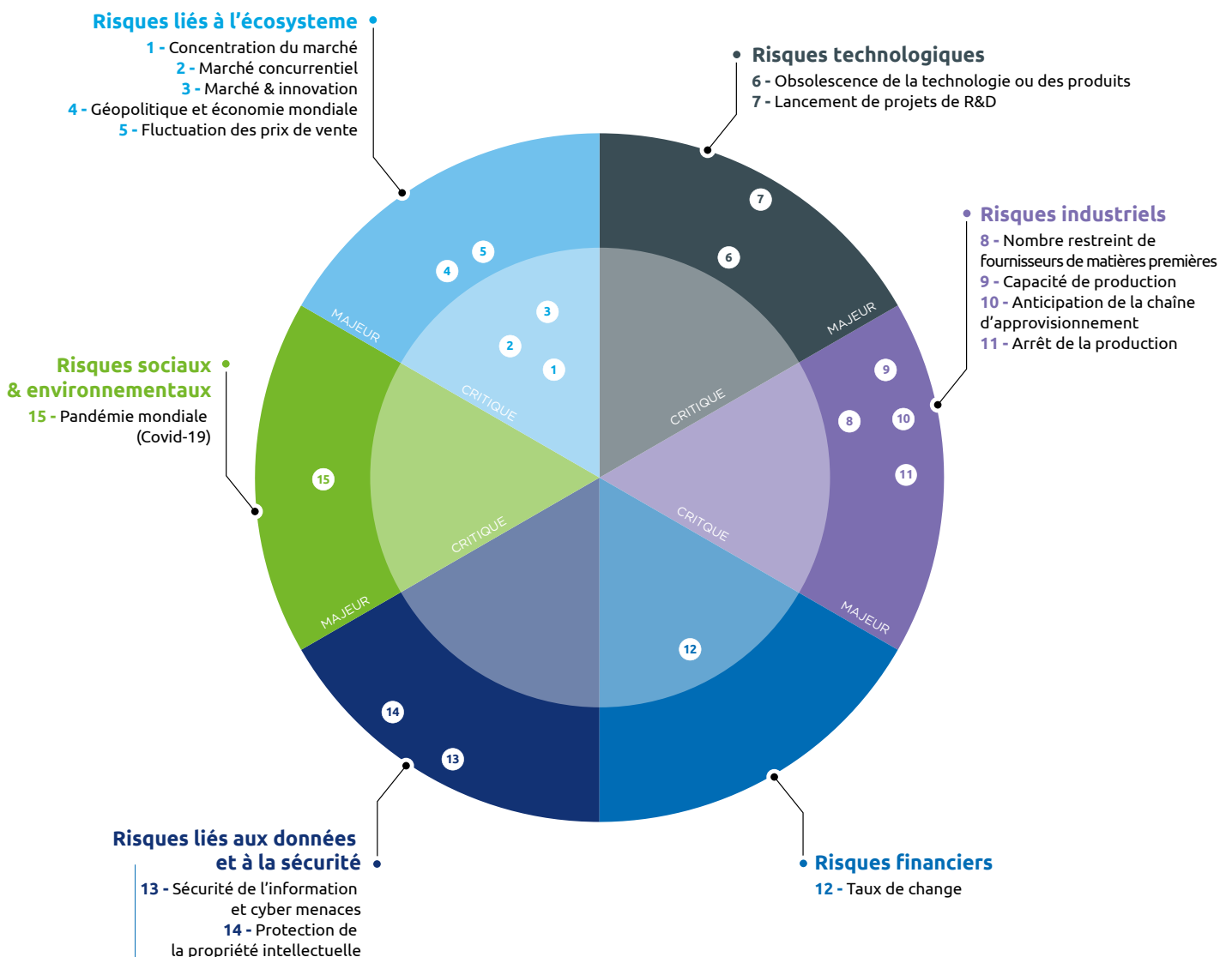
aux recommandations formulées par nos auditeurs et aux directives données par notre Comité d'Audit et des Risques et formalise la cartographie des risques.

● **Nos Directions opérationnelles** : elles sont au cœur du dispositif de contrôle interne et de gestion des risques. Il leur incombe ainsi, avec une implication permanente de l'ensemble de nos collaborateurs, de mettre en œuvre les politiques et procédures communiquées par notre Groupe afin d'atteindre les objectifs fixés et d'assurer l'efficacité de leurs activités.

Présentation de nos facteurs de risques spécifiques par catégorie

Conformément aux dispositions de l'article 16 du Règlement (UE) 2017/1129, les facteurs de risques identifiés dans nos six catégories de risques sont classés par importance, du risque le plus élevé au risque le plus faible, selon l'évaluation qu'en fait notre Groupe à la date du présent document.

Seuls les risques spécifiques, importants et corroborés figurent dans le schéma ci-après.



Conformément aux obligations de déclaration de performance extra-financière, nos facteurs de risques en lien avec les enjeux de responsabilité sociétale de l'entreprise (« RSE ») font l'objet d'une présentation spécifique au sein du présent Document d'Enregistrement Universel dans le chapitre 3. Une matrice de matérialité des risques évaluant l'impact extra-financier a été élaborée en 2020-2021 avec le support d'un cabinet de conseil et sur la base d'entretiens avec l'ensemble des parties prenantes internes et externes liées à nos enjeux RSE.



1

Présentation de Soitec et de nos activités

1.1 À propos de Soitec	32	1.5 L'innovation	38
1.2 Les marchés	32	1.5.1 Une boîte à outils extraordinaire pour élaborer les substrats les plus complexes	38
1.2.1 Trois mégatendances – la 5G, l'intelligence artificielle et l'efficacité énergétique – accélèrent la croissance sur les principaux marchés de Soitec	32	1.5.2 Un portefeuille mondial de brevets pour nous différencier et préserver notre avantage concurrentiel	38
1.2.2 Marché mondial des semi-conducteurs	33	1.5.3 Partenariats stratégiques sur l'ensemble de la chaîne de valeur des semi-conducteurs	39
1.2.3 Communications mobiles	33	1.5.4 Les produits en développement	39
1.2.4 Automobile et industrie	34	1.6 Production	40
1.2.5 Appareils intelligents	34	1.6.1 France	41
1.3 Stratégie	35	1.6.2 Singapour	41
1.3.1 Le modèle d'affaires	35	1.6.3 Belgique	41
1.3.2 Protéger notre cœur de métier	35	1.6.4 Partenariat de production en Chine	41
1.3.3 Étendre notre cœur de métier	35	1.7 Clients : nos partenaires stratégiques privilégiés	41
1.3.4 Développement adjacent visant l'accélération de l'adoption de nos produits	35	1.8 Accélération de notre engagement qualité	42
1.3.5 Une Politique RSE Ambitieuse	36	1.9 Résultats et objectifs	42
1.4 Produits	36	1.9.1 Répartition du chiffre d'affaires du Groupe	42
Une vaste gamme de substrats innovants	36	1.9.2 Analyse de la concurrence	43
		1.9.3 Les objectifs du Groupe	43
		1.10 Organigramme du Groupe	44

1.1 À propos de Soitec

Notre entreprise a été créée il y a 29 ans au sein de l'écosystème d'innovation technologique de Grenoble, en France. Notre vocation est de créer des substrats innovants pour l'industrie du semi-conducteur.

Les matériaux semi-conducteurs servent de supports aux circuits électroniques. En proposant, grâce à nos substrats innovants, des solutions compétitives uniques qui réduisent la consommation d'énergie des circuits et améliorent leurs performances, nous contribuons au dynamisme de l'innovation dans le secteur de la microélectronique. Nos produits sont aujourd'hui présents dans quasiment tous les smartphones et nous avons l'ambition de créer des standards dans d'autres domaines tels que l'automobile, les applications industrielles ainsi que les objets intelligents.

Grâce à notre expertise en ingénierie des matériaux, nous sommes en mesure de transférer de très fines couches d'un matériau sur n'importe quel autre matériau, tout en conservant ses propriétés cristallographiques initiales. Nous produisons ainsi des substrats multicouches qui ajoutent de la fonctionnalité et des performances aux circuits intégrés de nos clients.

Notre technologie brevetée Smart Cut™⁽¹⁾ est la plus connue de notre portefeuille et elle entre dans la fabrication de la quasi-totalité de nos produits. Fonctionnant comme un scalpel à l'échelle atomique, elle permet de transférer des couches monocristallines ultrafines d'un substrat donneur vers un substrat support, par implantation ionique et adhésion moléculaire. Elle repousse les limites classiques du dépôt de couches, assurant un contrôle total de l'uniformité d'épaisseur des différentes couches au niveau atomique. Notre savoir-faire s'étend du silicium aux matériaux composés.

Nous avons également développé un savoir-faire profond dans le report de couches de circuits intégrés sur d'autres substrats (Smart Stacking™⁽²⁾)

ainsi que dans l'épitaxie. Ces technologies peuvent être associées et sont une formidable boîte à outils au service de notre innovation afin d'apporter les meilleures solutions à nos clients.

Nous produisons en fort volume ces substrats innovants dans nos unités de fabrication qui sont équipées des technologies les plus avancées en termes de contrôle qualité et de productivité.

Nous vendons nos substrats à des fonderies de semi-conducteurs et à des fabricants traditionnels de circuits intégrés (IDM) implantés dans le monde entier afin qu'ils puissent développer des produits d'avant-garde. Les substrats innovants que nous développons et produisons sont utilisés par nos clients pour fabriquer des puces destinées aux télécommunications mobiles (smartphones, infrastructures 5G), au marché automobile, aux applications industrielles et à tout ce qui touche aux objets intelligents. En bref : au service des objets que vous utilisez au quotidien.

Désormais implantés dans le monde entier, nous sommes n° 1 dans la production de plaques de silicium sur isolant⁽³⁾ (SOI). Notre portefeuille produit inclut aussi des substrats piézoélectriques sur isolant (POI) et nitrure de gallium (GaN).

À Soitec, nous sommes convaincus que notre innovation et nos produits doivent être portés par un engagement total pour un monde plus durable et plus équitable. C'est pourquoi nous intégrons pleinement notre stratégie RSE (Responsabilité Sociale et Environnementale) à l'ensemble de nos activités. La stratégie RSE de Soitec repose sur quatre piliers : innover pour un monde meilleur, préserver la planète, offrir une expérience enrichissante à nos salarié·es et être exemplaire dans notre activité et nos interactions.

1.2 Les marchés

1.2.1 Trois mégatendances – la 5G, l'intelligence artificielle et l'efficacité énergétique – accélèrent la croissance sur les principaux marchés de Soitec

Le monde « post-Covid-19 » donne un coup d'accélérateur à l'adoption de nouvelles normes de vie.

La digitalisation est partout et les données sont devenues un nouvel eldorado. La majeure partie de la population mondiale est désormais connectée via un smartphone ou un ordinateur portable. Cette tendance ne fera que s'accroître à l'avenir, avec l'apparition des maisons et des villes intelligentes, du bureau à domicile, de l'agriculture intelligente et des appareils connectés dotés de fonctionnalités avancées telles que la réalité augmentée, l'intelligence artificielle et l'industrie 4.0, entièrement digitalisée.

Dans le même temps, la population mondiale vieillit et le pourcentage des plus de 65 ans devrait doubler d'ici à 2050⁽⁴⁾. Les soins seront dispensés de moins en moins à l'hôpital et de plus en plus à domicile. Les systèmes de santé s'orientent donc vers des dispositifs portables, centrés sur le patient et permettant à la télémédecine de prévenir et de traiter les maladies.

Une économie du « net zéro » s'impose, au vu des effets avérés du réchauffement climatique. Dans un scénario extrême, le niveau des mers, qui a déjà gagné 22 centimètres au cours du siècle dernier, pourrait s'élever de 2,5 mètres d'ici à 2100⁽⁵⁾. L'énergie de l'avenir sera 100 % renouvelable et alimentera des appareils toujours plus efficaces.

Les communications mobiles, l'intelligence artificielle et l'efficacité énergétique sont trois mégatendances technologiques au service du monde, aujourd'hui et demain.

Depuis une trentaine d'années, l'évolution des communications mobiles rend possibles de nouvelles applications et de nouveaux services. La demande de données mobiles double tous les deux ans⁽⁶⁾. Le déploiement de la 5G a commencé en 2019 et la 6G est attendue pour 2030. La 5G est en mesure de multiplier par dix le débit de données par rapport à la 4G, mais aussi le nombre d'appareils connectés au kilomètre carré, tout en divisant par dix le temps de latence. La 5G se place ainsi au cœur des prochaines générations de smartphones. L'industrie 4.0 ouvre quant à elle la voie à la voiture autonome et à de nouvelles applications telles que la réalité augmentée ou virtuelle (AR/VR). Elle confèrera également aux villes intelligentes, à l'agriculture intelligente, aux soins de santé et à l'éducation un niveau parfaitement inédit de performance et de valeur ajoutée pour l'utilisateur final. La 5G continuera d'évoluer au fil des générations durant les dix prochaines années, avec plusieurs vagues d'innovations et d'amélioration des performances.

(1) Description du procédé Smart Cut™ : <https://www.soitec.com/fr/produits/smart-cut>

(2) Description du procédé Smart Stacking™ : <https://www.soitec.com/fr/produits/smart-stacking>

(3) Marché du silicium sur isolant (SOI) – Prévisions mondiales à l'horizon 2025 – image 49, page 129, code du Rapport SE2737 – juin 2020.

(4) Rapport mondial des Nations unies sur le vieillissement de la population (2019) <https://www.un.org/en/development/desa/population/publications/pdf/ageing/WorldPopulationAgeing2019-Highlights.pdf>

(5) Climate Change – Global Sea Level 2021 <https://www.climate.gov/news-features/understanding-climate/climate-change-global-sea-level>

(6) Ericsson, Mobility Report 2020 https://www.ericsson.com/en/mobility-report?gclid=Cj0KCQjw1PSDBhDARIsAPeTqrFqggr0d5rU6SZXyH0J6Jltvsp1D35cfFLjZ4zApXugTZza-g3laAj9qEALw_wcB&gclid=aw.ds

L'intelligence artificielle rend les appareils électroniques intelligents grâce à un processus d'apprentissage automatique qui leur permet de traiter les données recueillies par leurs capteurs pour prendre des décisions, comme le ferait le cerveau humain. En fonction de la complexité des tâches et des applications, cet apprentissage peut se faire directement en *edge computing* (« à l'extrémité du réseau »), c'est-à-dire dans l'appareil concerné, ou dans le *cloud*. D'ici à 2030, la part des données traitées en *edge computing*, encore infime à l'heure actuelle, atteindra 45 % du volume total de données traitées, ce qui réduira la latence et améliorera la sécurité. Ces deux types d'intelligence artificielle – en *edge computing* et dans le *cloud* – sont essentiels et connaîtront un développement considérable. L'intelligence artificielle est appelée à devenir une partie intégrante de la quasi-totalité des applications et des appareils électroniques. Ce sera l'un des principaux moteurs de développement des prochaines générations de semi-conducteurs actuellement en cours de conception.

L'efficacité énergétique est depuis plusieurs décennies au cœur des exigences et des défis relatifs aux semi-conducteurs. Dans l'imaginaire collectif, elle est de plus en plus associée aux préoccupations suscitées par le réchauffement climatique et son impact sur notre planète. L'Accord

de Paris a fixé une feuille de route aux États du monde entier pour prendre des mesures destinées à atténuer les risques et les impacts liés au changement climatique. Les semi-conducteurs seront amenés à jouer un rôle de premier plan. La mobilité électrique – avec les véhicules électriques, mais pas uniquement – et les autres technologies de rupture susceptibles de réduire la consommation d'énergie de toute application ou de tout domaine à forte composante électronique (centres de données, industrie, appareils grand public, etc.) sont au centre de la vague actuelle d'innovation dans les semi-conducteurs.

Ces opportunités accélèrent la croissance du marché. Les exigences techniques et les défis posés à la 5G, à l'intelligence artificielle et à l'efficacité énergétique requièrent de nouvelles solutions en matière de semi-conducteurs, liées aux matériaux pour l'essentiel.

C'est pourquoi les solutions conçues par Soitec sont au cœur de ces révolutions technologiques.

À travers ces trois tendances technologiques majeures, Soitec vise trois grands marchés : celui des communications et des infrastructures mobiles, celui de l'automobile et de l'industrie et celui des objets connectés (maisons et villes intelligentes, soins de santé, etc.)



**COMMUNICATIONS
MOBILES**



**AUTOMOBILE
ET INDUSTRIE**



**APPAREILS
INTELLIGENTS**

1.2.2 Marché mondial des semi-conducteurs

Le marché mondial des semi-conducteurs a progressé d'environ 7 % ⁽¹⁾ entre 2019 et 2020, résistant à une conjoncture économique difficile du fait de la crise du coronavirus et des tensions géopolitiques.

Pour 2021, les perspectives de croissance sont excellentes, avec une prévision d'environ 12 % ⁽²⁾. Au début de l'année 2021, la demande de composants semi-conducteurs est soutenue, et l'ensemble de la chaîne logistique est fortement sollicité. Cela tient d'abord au rebond attendu dans les secteurs automobile et industriel au sortir de la pandémie, et

également à une forte croissance des semi-conducteurs portée notamment par la 5G, l'essor de l'intelligence artificielle, les objets connectés et les véhicules électriques.

Les perspectives de croissance du marché des semi-conducteurs seront considérables au cours des dix prochaines années. IBS estime que le marché des semi-conducteurs fera plus que doubler en volume entre 2020 et 2030, pour atteindre 1,2 trillion de dollars, soit un taux de croissance annuel moyen de 10 % ⁽³⁾.

1.2.3 Communications mobiles

Ce marché est au cœur des débouchés de Soitec. Si la croissance totale du nombre de smartphones reste modeste, à 5 % par an en moyenne, l'avancée des modèles compatibles 5G est quant à elle très rapide. C'est elle qui entraîne le marché. De 200 millions d'unités en 2020 à plus de 500 millions en 2021 ⁽⁴⁾, les téléphones 5G sont rapidement adoptés par les utilisateur·rices et cette tendance, portée par la qualité de l'expérience d'utilisation et par les mesures volontaristes impulsées par les opérateurs comme par les fabricants, ne montre aucun signe d'essoufflement. Les normes 5G exigent une quantité bien supérieure de semi-conducteurs dans les smartphones ⁽⁵⁾, ce qui se reflète directement dans la hausse de la demande des produits de Soitec. L'un de nos produits phares, le RF-SOI,

destiné aux puces radio-fréquence (RF), s'est imposé comme une solution de référence pour la 4G et est présent dans tous les modèles 4G. Or un téléphone 5G de première génération renferme environ deux fois plus de RF-SOI que son prédécesseur 4G ⁽⁶⁾. Plusieurs autres produits de Soitec ont été développés afin de répondre à des exigences spécifiques de la 5G.

Les infrastructures de la 5G imposent elles aussi une configuration et des solutions entièrement nouvelles. Si les stations de base sont nettement moins nombreuses que les smartphones, elles contiennent beaucoup plus de matériaux semi-conducteurs et ceux-ci sont plus complexes. Il en résulte des opportunités pour des entreprises telles que Soitec, qui pourront activement prendre part au développement du marché.

(1) Gartner, Semiconductor Market Growth in 2020, 2021 <https://www.gartner.com/en/newsroom/press-releases/2021-01-14-gartner-says-worldwide-semiconductor-revenue-grew-7-percent-in-2020>

(2) IC Insight, Semiconductor Market Growth in 2021, 2021 <https://emsnow.com/ic-insights-raises-its-2021-ic-market-forecast-from-12-to-19-growth/>

(3) IBS, Semiconductor Market Analysis, janvier 2021.

(4) IDC, Worldwide Smartphone Shipment Forecast, 2021 <https://www.idc.com/getdoc.jsp?containerid=prUS47523321>

(5) Yole, 5G impact on RF front-end module content, 2020 https://fr.slideshare.net/Yole_Developpement/5gs-impact-on-rf-frontend-module-and-connectivity-for-cell-phones-2019-by-yole-dveloppement

(6) L'offre de substrats innovants de Soitec pour la 5G, 2020 https://www.soitec.com/media/files/soitec_5g_march_2020.pdf

1.2.4 Automobile et industrie

La voiture de demain est destinée à faire office de « second chez-soi ». Elle embarquera des contenus multimédias, sera parfaitement autonome, plus sûre et plus respectueuse de l'environnement. Ces tendances vont influencer sur l'avenir de la mobilité, avec un accent mis sur le confort des passagers, la praticité, la sécurité et la réduction de l'empreinte carbone.

Le segment de l'électronique pour l'automobile bénéficie actuellement de la « transformation du siècle », avec la mégatendance liée aux véhicules « CASE » (connectés, autonomes, partagés et électrifiés). Bientôt, nos voitures seront à la fois des smartphones, des super-ordinateurs et des centrales électriques.

Le segment de l'électronique pour l'automobile compte parmi ceux qui affichent la plus forte croissance de toute l'industrie des semi-conducteurs ⁽¹⁾. Si les ventes de voitures semblent devoir stagner à un taux de croissance à un chiffre, leur contenu en semi-conducteurs est quant à lui appelé à doubler, *a minima*, en fonction du degré d'électrification et d'automatisation de la conduite ⁽²⁾. L'électrification et la conduite autonome sont les deux

principaux moteurs de croissance ⁽³⁾. En 2030, au moins une voiture vendue sur deux environ sera soit tout électrique, soit hybride ⁽⁴⁾. Bien que plusieurs obstacles, d'ordre technologique mais aussi réglementaire, restent à lever avant de faire circuler des voitures parfaitement autonomes sur nos routes, l'industrie automobile déploie d'ores et déjà une série d'options et de fonctions perfectionnées d'aide à la conduite. D'une façon générale, le segment des semi-conducteurs destinés à l'automobile devrait connaître un taux de croissance annuel composé de 6 % entre 2020 et 2026 ⁽⁵⁾.

L'électronique destinée à l'industrie englobe une vaste série d'applications telles que la création, le stockage et la gestion d'énergie, les centres de données, le transport et l'automatisation des sites de production. Les domaines du solaire et des centres de données devraient connaître des taux de croissance annuels composés de 8 % et 15,5 % respectivement. Ces applications serviront de moteurs pour la demande en semi-conducteurs liés à l'énergie, à la connectivité haut débit, à l'apprentissage automatique, à l'intelligence artificielle et au stockage de données.

1.2.5 Appareils intelligents

Un appareil intelligent est un objet électronique capable de se connecter à un réseau, d'échanger et interagir avec son utilisateur et d'autres appareils intelligents. Selon le cabinet Strategy Analytics, spécialiste de l'électronique grand public, le nombre d'appareils intelligents atteindra 38,6 milliards d'ici à 2025, et 50 milliards d'ici à 2030 ⁽⁶⁾.

Avec la pandémie de Covid-19, la distanciation physique, le télétravail, l'*e-learning* et les cours à distance sont entrés dans les mœurs. Le vieillissement de la population fait par ailleurs émerger une « économie de la longévité », avec un regain d'intérêt pour les soins de santé et de bien-être personnalisés et dispensés à domicile ou sur le lieu de travail. Les systèmes de santé s'orientent donc vers des dispositifs portables, centrés sur le patient, afin de lui apporter des soins sur mesure. Les tendances actuelles font apparaître une accélération de la transformation numérique par les appareils intelligents.

Pour les semi-conducteurs, les opportunités se présentent dans de nombreux domaines : connexion aux réseaux (5G, Bluetooth, etc.), capteurs (visuels, vocaux, mécaniques, etc.), communication optique, processeurs *edge* et affichage pour interfaces homme-machine, afin de rendre les appareils à la fois connectés et intelligents.

Une fois les données recueillies par un capteur, un traitement informatique à l'extrémité du réseau (*edge computing*) est nécessaire pour en tirer des informations pertinentes. À mesure que nous avançons dans la transformation numérique, le traitement des données au plus près de la source devient important pour réduire la latence et préserver la vie privée. Cette tendance devrait faire émerger de nouvelles opportunités pour les semi-conducteurs destinés aux marchés des puces pour l'intelligence artificielle de type *edge* et dans la conception de microcontrôleurs à faible consommation d'énergie permettant d'optimiser la durée de vie des batteries. D'après le cabinet ABI Research, le marché des puces pour l'intelligence artificielle de type *edge* devrait atteindre 12 milliards de dollars d'ici à 2025, dépassant ainsi celui des puces pour l'intelligence artificielle de type *cloud*, qui atteindra 11,9 milliards de dollars à la même période ⁽⁷⁾.

Avec l'explosion des données issues des appareils intelligents et la 5G, les infrastructures du *cloud* continueront de se développer. Le nombre de *hyperscale data centers* doublera au cours des cinq prochaines années ⁽⁸⁾. Pour couvrir le débit de données élevé des réseaux de serveur à serveur et de *cloud* à *cloud*, des solutions optiques viennent supplanter les réseaux cuivre. Le marché des émetteurs-récepteurs devrait ainsi atteindre 17 milliards de dollars ⁽⁹⁾.

(1) Deloitte, Semiconductor – The Next Wave www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/cn/Documents/technology-media-telecommunications/deloitte-cn-tmt-semiconductors-the-next-wave-en-190422.pdf

(2) Infineon, ATV Roadshow and Call <https://www.infineon.com/dgdl?fileId=5546d46174dd743b0174f89228fe001d>

(3) Bain, Electric and Autonomous Vehicles – The Future is Now <https://www.bain.com/insights/electric-and-autonomous-vehicles-the-future-is-now/>

(4) Jabil, Electrified Vehicles – The Race to Mass Adoption <https://www.jabil.com/blog/electric-vehicle-adoption.html>

(5) IHS – Global Automotive Semiconductor Revenue <https://ihsmarkit.com/research-analysis/global-automotive-semiconductor-revenue-in-2020.html>

(6) Strategy Analytics, Global Connected and IoT Device Forecast Update <https://www.strategyanalytics.com/access-services/devices/connected-home/consumer-electronics/reports/report-detail/global-connected-and-iot-device-forecast-update>

(7) ABI Research, Edge to Dethrone Cloud for AI Chipset Revenues with US\$12 Billion in 2025 <https://www.abiresearch.com/press/edge-dethrone-cloud-ai-chipset-revenues-us12-billion-2025/>

(8) Bloomberg, SK Hynix CEO Forecasts Exponential Growth in Data Use <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-03-21/data-centers-doubling-is-next-driver-of-chip-demand-hynix-says>

(9) Yole, Optical Transceiver Markets http://www.yole.fr/Optical_Transceivers_IndustryOverview.aspx



1.3 Stratégie

1.3.1 Le modèle d'affaires

Notre vision est de « devenir un leader dans l'élaboration de standards innovants et durables pour les matériaux semi-conducteurs qui dessinent les produits de demain ».

Depuis près de trente ans, Soitec innove et œuvre à l'élaboration des normes du secteur afin d'accélérer l'adoption des avancées technologiques par le plus grand nombre.

Notre stratégie est simple, mais bien structurée. Elle consiste à :

- protéger notre cœur de métier (substrats innovants) ;
- étendre notre cœur d'activité (croissance organique ou fusions-acquisitions) ;
- nous développer sur des marchés adjacents.

Elle repose sur :

- des femmes et des hommes, une équipe internationale compétente et engagée, à l'écoute des clients ;
- un modèle opérationnel flexible ;
- une innovation dans des solutions durables ;
- un réseau mondial dédié à la vente et à la production.

La stratégie que nous avons conçue vise à accélérer, de façon rentable, l'adoption de nos produits *via* des partenariats et des investissements dans la chaîne de valeur, en complément de nos travaux de R&D.

1.3.2 Protéger notre cœur de métier

Notre cœur de métier, ce sont les substrats innovants créés à partir des technologies Smart Cut™ et Smart Stacking™ et de l'épitaxie. Nous investissons chaque année de l'ordre de 13 % de nos revenus dans l'innovation afin de rendre nos produits de plus en plus performants et économes en énergie. Nous travaillons non seulement sur l'élaboration de nouveaux produits (ex. : le POI) mais aussi sur l'amélioration continue des produits existants que nous déclinons sous forme de nouvelles générations (voir le produit RF-SOI, paragraphe 1.4.1 G). En ce qui concerne l'innovation, nous mettons en place les capacités de production nécessaires pour satisfaire au bon moment les demandes de nos clients. La bonne adhésion du

marché à notre produit POI nous a par exemple conduit-es, cette année, à augmenter de 50 % notre capacité projetée (voir section 1.6). L'écoute de nos clients et la réactivité sont des éléments clés pour garder notre leadership. Nous avons développé un savoir-faire unique pour la fabrication en très fort volume de nos substrats et nous continuons d'investir dans l'optimisation de notre outil industriel en utilisant les technologies numériques, le *cloud*, des automatisations, des lunettes connectées et des objets connectés. À ce titre, Soitec a été élu Usine de l'année 2020 par le magazine *L'Usine Nouvelle* ⁽¹⁾.

1.3.3 Étendre notre cœur de métier

Outre le développement de notre portefeuille produit visant à soutenir les feuilles de route technologiques de nos clients et à commercialiser des solutions innovantes qui façonneront le monde de demain, notre stratégie inclut aussi le renforcement de notre cœur de métier, les substrats innovants, *via* des opérations de rachat. Ainsi, en avril 2018, nous avons fait l'acquisition d'EpiGaN n.v., un leader européen de la fourniture de plaques

épitaxiées à base de nitrure de gallium (GaN) rebaptisé Soitec Belgium n.v. en juin 2020. Issue de l'Imec, la start-up a été créée en 2010. Elle est reconnue dans le secteur pour son expertise sur les technologies à base de GaN. Les produits à base de GaN de Soitec Belgium n.v. (anciennement EpiGaN n.v.) sont essentiellement destinés aux applications de radio-fréquence pour la 5G et à l'électronique de puissance.

1.3.4 Développement adjacent visant l'accélération de l'adoption de nos produits

En complément du développement de notre cœur de métier, notre stratégie vise à renforcer de façon sélective les briques élémentaires permettant l'essor de nos technologies. Ainsi, nous avons fait l'acquisition de Frecn|sys en octobre 2017 et de Dolphin Design (auparavant Dolphin Integration) en août 2018.

A. Frecn|sys – Développement de filtres pour la radio-fréquence et de capteurs avancés

Basée en France, Frecn|sys élabore et fait la démonstration de prototypes de dispositifs à base de substrats piézoélectriques sur isolant (POI).

Ces substrats piézoélectriques avancés sont aujourd'hui employés pour la fabrication de composants à ondes acoustiques (capteurs, filtres) destinés au secteur de la communication, ainsi que de dispositifs et systèmes conçus pour des applications industrielles et automobiles.

L'acquisition de Frecn|sys nous a permis d'accélérer le développement des substrats POI avancés pour les filtres de radio-fréquence, grâce à son expertise en caractérisation des substrats piézoélectriques (évaluation de l'interaction entre le substrat et les composants).

B. Dolphin Design – Spécialiste des applications faible puissance

En août 2018, notre Groupe et MBDA ont annoncé l'acquisition conjointe de Dolphin Integration, un fournisseur reconnu dans la conception de circuits intégrés en silicium et de systèmes sur puces destinés à des applications à faible consommation d'énergie. Fondé en 1985, son siège social est situé à Grenoble.

La propriété de la co-entreprise ainsi créée et dénommée Dolphin Design se présente comme suit : 80 % détenus par Soitec et 20 % par MBDA. Dolphin Design a repris une partie des actifs et des passifs de Dolphin Integration ainsi que l'ensemble de ses salariés.

Après une année de restructuration de l'offre produit en 2019 pour cibler les marchés de l'Internet des Objets, de l'automobile, de la défense et de l'aérospatial, Dolphin Design est reparti sur le chemin de la croissance et les revenus générés sont visibles dans les *royalties* et autres revenus perçus par Soitec.

Au cours de l'année 2020, Dolphin Design a renforcé sa position sur ses marchés historiques (*power management* et audio) et a aussi démarré une nouvelle activité autour des sous-systèmes microcontrôleurs (MCU) ainsi que des processeurs de signaux numériques (DSP), en particulier ceux dédiés à l'intégration d'intelligence artificielle.

Tous ces développements s'intègrent dans un objectif d'optimisation de l'efficacité énergétique des futurs circuits intégrés.

(1) <https://www.usinenouvelle.com/article/usine-de-l-annee-2020-soitec-modele-pour-l-industrie-des-puces.N1009804>

1.3.5 Une politique RSE ambitieuse

L'engagement de Soitec en faveur du développement durable a pris au cours de l'année 2020-2021 une nouvelle dimension, s'articulant désormais pleinement avec les trois autres piliers dans l'élaboration du plan stratégique de la société. Il est le fruit d'engagements ancrés de longue date dans la culture et les valeurs humanistes de notre Groupe en matière d'éthique, de préservation de l'environnement et d'innovation sociale.

Depuis toujours, les produits que nous concevons et fabriquons impactent positivement notre monde, en permettant sans cesse des opportunités nouvelles d'interactions tout en garantissant une efficacité énergétique aux applications qui en résultent.

Cela a naturellement inspiré et structuré notre manière de conduire notre business et nos comportements avec nos parties prenantes et notre planète.

Le développement durable intègre ainsi le cœur de métier de Soitec avec la sobriété énergétique des produits, fer de lance de notre innovation.

Notre stratégie repose ainsi sur quatre piliers, résultant à la fois de :

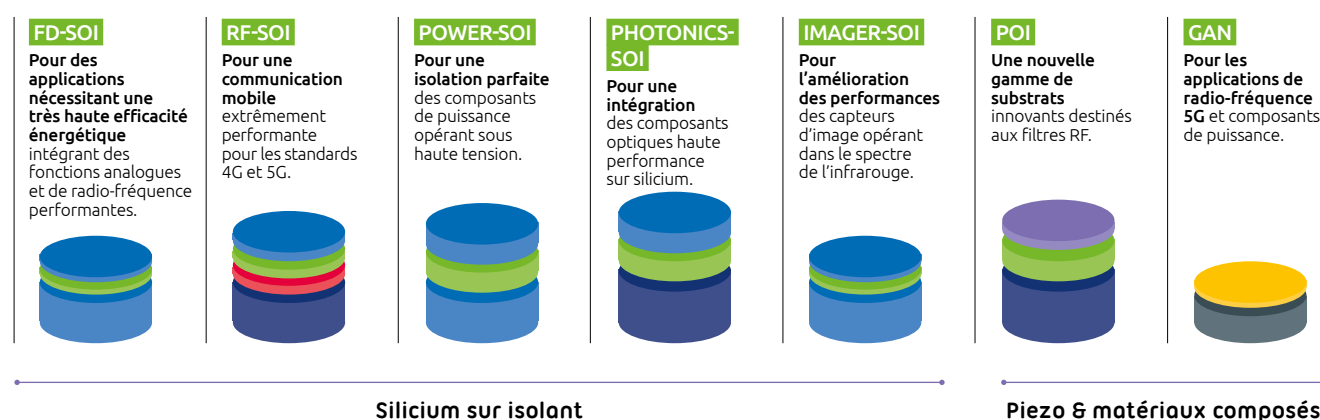
- transformer par notre innovation la vie d'aujourd'hui pour un avenir meilleur ;
- contribuer à la transition vers une économie bas carbone et préserver la planète de manière volontariste et factuelle ;
- offrir une expérience enrichissante à nos salarié-es, source d'attraction et moteur de l'engagement de tous et toutes dans la durée ;
- être exemplaire dans notre activité et nos interactions, pour impacter positivement nos territoires et notre écosystème.

Ils se traduisent par 13 engagements opérationnels pilotés par des indicateurs.

1.4 Produits

Notre gamme de technologies (Smart Cut™, Smart Stacking™) et notre expertise en ingénierie des matériaux (silicium, matériaux composés, épitaxie) offrent au secteur de l'électronique de nouvelles opportunités d'innovation et de différenciation dans des domaines en plein essor ou émergents, tout en créant une très forte valeur pour les produits destinés aux consommateurs finaux. Nous avons ainsi mis au point une gamme complète de substrats innovants afin de répondre aux besoins de divers segments et applications.

Une vaste gamme de substrats innovants



A. FD-SOI

La technologie semi-conducteur FD-SOI offre des performances remarquables en termes de basse consommation, de performances, de compromis de surface et de coût, lui permettant de couvrir une large gamme d'applications numériques avec une seule et même plateforme technologique. Cette technologie offre de nombreux avantages uniques, comme sa capacité de compenser les procédés de fabrication, de température ou de vieillissement, d'opérer près du seuil, et d'être quasi insensible au rayonnement. Enfin, elle est considérée comme la technologie CMOS avancée la plus rapide du marché pour les applications de radio-fréquence.

Ces performances sont rendues possibles par le design unique du substrat FD-SOI Soitec qui présente une couche supérieure de silicium et une couche d'oxyde enterré à la fois extrêmement fines et uniformes.

La technologie FD-SOI est désormais prise en charge par plusieurs fonderies et fabricants de dispositifs intégrés (IDM) avec des offres technologiques complètes désormais disponibles pour les nœuds 55 nm, 28 nm et 22 nm, et émergentes pour les nœuds 18 nm et 12 nm. Sur l'exercice 2020-2021, nous avons observé l'émergence d'une nouvelle fonderie, Shanghai Huali Microelectronics Corporation (HLMC), ayant fait le choix du FD-SOI pour la fabrication de nouvelles applications visant le marché chinois. L'adoption du FD-SOI s'est poursuivie également chez les grandes entreprises mondiales du semi-conducteur à l'instar de NXP, GlobalFoundries/Bosch ⁽¹⁾, STMicroelectronics et Lattice Semiconductor ⁽²⁾, avec la mise en production de produits innovants. Avec un tel écosystème mondial en place, la technologie FD-SOI va poursuivre son évolution au travers du développement d'applications disruptives sur les marchés de l'intelligence artificielle embarquée, de l'automobile et de la 5G. Enfin, il est important de souligner que pour répondre à la demande, Soitec dispose désormais de deux lignes de production qualifiées, situées à Bernin et Singapour.

(1) <https://www.usinenouvelle.com/article/bosch-choisit-la-technologie-francaise-de-puces-fd-soi-pour-son-radar-automobile.N1071494>

(2) <https://www.microcontrollertips.com/embedded-vision-optimized-fpgas-optimized-for-automotive-applications/>



B. Plaques épitaxiées GaN

Le matériau nitrure de gallium (GaN) permet de travailler sous très haute tension, offrant des pertes réduites, des fréquences de commutation rapides et une température de fonctionnement plus élevée que les composants faits sur silicium. C'est pourquoi la technologie GaN est de plus en plus courante pour les marchés de la RF et de la puissance.

Le portefeuille de produits GaN de Soitec peut ainsi offrir à nos clients un point de départ unique pour les stations de base et les smartphones 5G mmW.

La technologie 150 mm a été transférée d'un ensemble d'outils de R&D à une plateforme de production industrielle. La même transition est actuellement en cours pour la technologie 200 mm. Dans le même temps, nous maintenons un effort de R&D intensif dans ce domaine en évolution rapide. Les programmes de qualification des clients sont en cours avec l'objectif de démarrer la production en volume dès 2022.

C. Imager-SOI

Nos substrats Imager-SOI ont été spécialement conçus pour la fabrication des capteurs d'image 3D utilisés pour la reconnaissance faciale. Nos produits sont matures et délivrés en fort volume pour le marché des smartphones.

D. Photonics-SOI

Les interconnexions optiques haut débit dans les centres de données évoluent rapidement pour augmenter la quantité et la vitesse des informations échangées, réduire leur coût et améliorer leur efficacité énergétique. La technologie « silicon photonics » construite sur des substrats de type SOI est en train de remplacer les composants traditionnellement fabriqués sur des matériaux composés III-V (GaAs, InP).

Les substrats Photonics-SOI sont au cœur de cette révolution. Ils sont utilisés pour les interconnexions de 100 GbE (Gigabit Ethernet), 400 GbE et au-delà dans les centres de données.

Ce substrat est également une solution pour d'autres applications dans les domaines des capteurs et du calcul. La technologie SOI fournit une structure unique qui permet d'intégrer des composants optiques sur des plateformes CMOS. Nos substrats Photonics-SOI jouent un rôle majeur dans la performance optique finale des dispositifs. C'est pourquoi nous innovons et améliorons de façon continue leurs caractéristiques afin d'accompagner les évolutions technologiques des centres de données de dernière génération.

En 2020-2021, Soitec est au stade de la production de masse en vue de répondre aux besoins de nos différents clients. Les produits obtenus ont une très bonne uniformité ainsi qu'une très faible rugosité de surface. L'accent a été spécialement mis sur la reproductibilité et la qualité de notre procédé de production, permettant de répondre à l'évolution du marché vers les connexions entre circuits électroniques qui représentera d'ici quelques années un « must » dans les circuits haut de gamme.

Nous avons aussi étendu nos contacts afin d'ouvrir plus largement nos substrats sur des applications innovantes au-delà des centres de données, à destination de nouveaux segments de SOI photonique. Les évaluations en cours permettront de confirmer cette tendance en 2022.

La structure de nos substrats Photonics-SOI peut également être une très bonne option pour la réalisation de dispositifs pour le *quantum computing*. Nous avons engagé une activité de R&D en partenariat avec des acteurs majeurs dans ce domaine.

E. POI

Le développement à grande échelle des communications mobiles génère un trafic extrêmement dense dans toutes les bandes de fréquences. Pour être en mesure d'isoler les informations à recevoir et ne pas perturber les autres utilisateur·rices lors de l'émission, on utilise des filtres radio-fréquence. Ces filtres se multiplient dans les nouvelles générations de smartphones, ils doivent donc être plus petits et moins énergivores, et prendre en charge des fréquences plus élevées et des bandes plus larges.

Nos substrats POI permettent de fabriquer des filtres à ondes acoustiques de surface (SAW) qui répondent à ces enjeux. Ces filtres sont assemblés dans les modules *front-end* des smartphones avec les amplificateurs de puissance, les commutateurs et les amplificateurs à faible bruit, dont la fabrication utilise déjà les substrats RF-SOI de Soitec.

Nos produits POI sont composés d'une fine couche de matériaux piézoélectriques au-dessus d'une couche d'oxyde, et d'un substrat en silicium à haute résistivité. Ils offrent la possibilité de fabriquer des filtres de bande passante plus larges et très peu sensibles aux variations de température. Par ailleurs, nos substrats POI permettent d'intégrer plusieurs filtres sur une même puce.

En juillet 2020, nous avons annoncé la signature d'un accord commercial avec Qualcomm Technologies portant sur l'approvisionnement de substrats POI pour la nouvelle génération de filtres RF destinés aux modules *front-end* des smartphones ⁽¹⁾. Lors du dernier exercice fiscal, nous avons continué à échantillonner de nouveaux clients. Nous avons poursuivi nos efforts de R&D et avons présenté des résultats démontrant les possibilités technologiques à IEEE IUS ⁽²⁾, IEDM ⁽³⁾ et EuMW ⁽⁴⁾.

Les premiers smartphones avec des filtres acoustiques sur substrats POI sont sur le marché et nous continuons à augmenter notre capacité de production afin de répondre à la demande croissante pour les filtres RF 4G et 5G.

F. Power-SOI

Nos substrats Power-SOI sont utilisés dans les process Bipolar-CMOS-DMOS (BCD) ⁽⁵⁾ avancés pour obtenir des circuits de puissance intelligents, économes en énergie et d'une très grande fiabilité, destinés principalement aux marchés verticaux automobile, industriel et médical.

Ces substrats sont idéaux pour les circuits qui pilotent le réseau à l'intérieur des véhicules tels que la gestion intelligente des alimentations (PMIC), la puce de base du système, les circuits intégrés de commande de portes logiques, les contrôleurs intelligents pour les différents moteurs, l'alimentation par Ethernet (PoE), les pilotes de LED, les amplificateurs audio de classe D, les sondes à ultrasons et les capteurs de gaz et de pression.

Nos produits Power-SOI procurent une excellente isolation électrique. Parfaitement adaptés à l'intégration de composants fonctionnant à des tensions différentes (de quelques volts à plusieurs centaines de volts), tout en permettant d'intégrer plusieurs fonctions sur la même puce, de réduire la taille des puces et d'augmenter leur fiabilité.

(1) https://www.soitec.com/en/press-releases/soitec-announces-poi-substrates-business-agreement-with-qualcomm-technologies-for-5g-rf-filters?__geom=%E2%9C%AA

(2) Page 74 https://2020.ieee-ius.org/sites/ius20/files/2020-09/IUS%202020%20Final%20Program1_0.pdf

(3) Section 34.6 <https://ieee-iedm.org/wp-content/uploads/2020/11/20-ap.pdf>

(4) <https://ieeexplore.ieee.org/abstract/document/9338169>

(5) BCD (Bipolar-CMOS-DMOS) est un procédé de semi-conducteur utilisé pour les dispositifs de puissance.

G. RF-SOI

Les substrats RF-SOI sont présents dans quasiment 100 % des smartphones vendus dans le monde. Au cours des dernières années, notre gamme de plaques de silicium sur isolant destinées aux applications de radio-fréquence (RF-SOI) s'est imposée comme la technologie de référence pour l'élaboration de nombreux composants des modules *front-end* des smartphones. Le module *front-end* permet l'émission et la réception de signaux de radio-fréquence (RF) entre un téléphone cellulaire et une station de base.

Le contenu en RF-SOI augmente avec chaque nouvelle génération de produits puisqu'un plus grand nombre de composants et une performance accrue sont nécessaires dans les modules *front-end*.

En augmentant la vitesse et la qualité des transmissions de données, nos substrats RF-SOI jouent un rôle essentiel pour les réseaux actuels 4G/LTE, LTE avancée et LTE avancée PRO (normes de réseaux cellulaires), ainsi que pour le déploiement du nouveau réseau 5G. Il fournit une qualité inégalée d'isolation des interférences et d'intégrité du signal (facteur essentiel pour éviter l'interruption des appels), offrant des niveaux de qualité très élevés.

La gamme de produits RF-SOI englobe les plaques *RF enhanced Signal Integrity* (RFeSI) and *High-Resistivity SOI* (HR-SOI). Nos principaux contrats de fourniture nous lient aux plus grandes fonderies.

On notera aussi que nos nouvelles générations de produits RFeSI permettent de réduire la consommation énergétique des modules *front-end* à performance équivalente, ce qui induit un effet positif sur la durée de vie des batteries.

Dans ce marché très dynamique, il est important de constamment innover en matière de technologie, mais aussi de coûts. Soitec continue à investir et exécute sa feuille de route sur le développement des nouveaux produits RF-SOI pour répondre à ces défis.

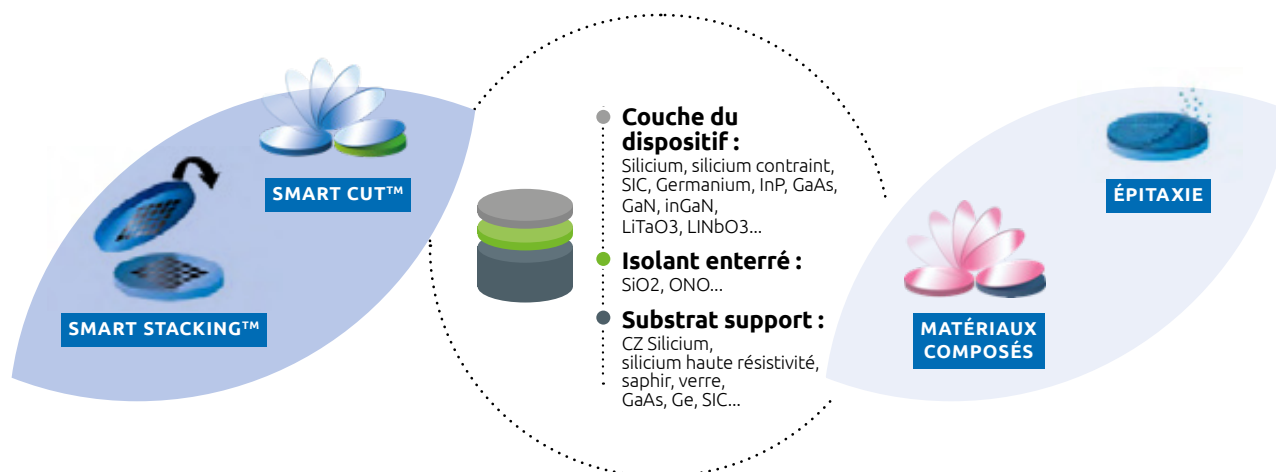
Pendant l'année 2020-2021, outre la très forte production en 200 mm, nous avons assuré une production croissante de plaquettes RF-SOI en technologie 300 mm, sur notre site de Bernin en France mais aussi sur notre site de Singapour, qui est aujourd'hui qualifié chez la majorité des clients.

1.5 L'innovation

1.5.1 Une boîte à outils extraordinaire pour élaborer les substrats les plus complexes

Les circuits électroniques sont créés dans la partie supérieure des substrats. La nature même du matériau influence directement le fonctionnement et la performance du circuit. Les parties inférieures servent souvent d'isolation ou de protection, ou contribuent à la régulation thermique des composants. La possibilité de mixer des matériaux différents et d'en contrôler les caractéristiques physiques et chimiques ouvre un champ quasi infini de possibilités.

Avec nos technologies qui permettent non seulement le transfert de couches mais aussi la croissance de couches nouvelles, nous disposons d'une formidable boîte à outils pour créer des matériaux extrêmement novateurs.



1.5.2 Un portefeuille mondial de brevets pour nous différencier et préserver notre avantage concurrentiel

Avec un portefeuille de plus de 3 300 brevets dans le monde, nous menons une stratégie d'innovation basée sur des solutions de rupture. Afin de répondre aux besoins de nos clients, cette stratégie vise à leur fournir des produits qui allient performance, efficacité énergétique et compétitivité.

Elle repose sur :

- une équipe d'experts ;
- le lien étroit entre la R&D et l'élaboration des produits, afin de mettre au point de nouvelles solutions technologiques ;
- le développement et l'industrialisation de produits à forte valeur ajoutée pour répondre aux besoins du marché.

Nous consacrons une part importante de nos ressources et de notre chiffre d'affaires au développement de procédés de fabrication d'avant-garde et à l'amélioration des procédés existants. Notre stratégie est en phase avec la tendance du secteur en matière d'innovation technologique.



L'âge moyen de nos brevets est inférieur à cinq ans. Nous déposons plus de 250 demandes de brevets chaque année. Depuis 2017, nous figurons parmi les 50 premiers déposants de brevets en France, aux côtés de très grands groupes industriels ⁽¹⁾.

Notre technologie Smart Cut™ est protégée par plusieurs centaines de brevets.

Ces brevets portent sur les extensions d'application de cette technologie à de nouveaux produits, sur les améliorations réalisées lors de certaines étapes de la production et sur l'optimisation des coûts au sein du procédé de production. Par ailleurs, nous déposons chaque année de nombreux brevets pour des substrats avancés et innovants, et d'autres technologies exclusives.

1.5.3 Partenariats stratégiques sur l'ensemble de la chaîne de valeur des semi-conducteurs

Dans le secteur des semi-conducteurs, nous bénéficions aujourd'hui d'une position concurrentielle unique, fruit des partenariats que nous avons mis en place sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

Afin d'être au cœur de l'innovation, nous collaborons avec des centres de recherche d'envergure mondiale (tels que l'Imec, le Fraunhofer, le CEA-Leti, SITRI, A*STAR-IME, le CNRS, le CEMES), des universités (telles que Stanford, Berkeley, NUS, NTU, l'UCL), des équipementiers internationaux et des plateformes d'innovation industrielle.

Nous développons également des initiatives uniques au monde avec nos partenaires, telles que le *Substrate Innovation Center*, créé en juillet 2018 avec le CEA-Leti. Le *Substrate Innovation Center* est un pôle de R&D ouvert

En complément de notre portefeuille de brevets, nous acquérons des brevets sous licence auprès de nos partenaires industriels et de recherche. Cela nous permet de renforcer les dispositifs de protection mis en place autour de nos principales technologies. Cette stratégie proactive en matière de propriété industrielle vise à protéger le caractère unique de nos technologies, que nous pouvons ensuite mettre à disposition de nos licenciés dans le cadre de transferts de technologie.

Les accords de licence que nous concluons sont conformes aux pratiques du marché : ils contiennent des secrets commerciaux ainsi qu'une clause de confidentialité. Nous sommes rémunérés à travers des paiements de redevance pour l'utilisation de nos licences.

aux différentes entités actives dans cette industrie qui a pour mission de favoriser la collaboration précoce et le partage des connaissances au sein de la chaîne de valeur des semi-conducteurs, depuis les substrats jusqu'aux systèmes. Ce pôle a ainsi pour vocation de stimuler la R&D en matière de substrats innovants, qu'il s'agisse du SOI ou d'autres matériaux. Une ligne pilote dédiée permet actuellement de réaliser des prototypes.

Le centre d'innovation sur les substrats Soitec-Leti accueille depuis 2020 une ligne pilote dédiée au carbure de silicium (SiC), dans le cadre du programme de co-développement que Soitec et Applied Materials ont contracté fin 2019 ⁽²⁾.

1.5.4 Les produits en développement

A. SiC

Le carbure de silicium (SiC) est un matériau semi-conducteur à large bande interdite (WBG) qui améliore les performances des dispositifs tels que les diodes et les transistors à effet de champ métal-oxyde-semi-conducteur (MOSFET), présentant des avantages compétitifs ainsi que des bénéfices notables par rapport aux diodes et aux transistors bipolaires à grille isolée (IGBT) faits en silicium (Si).

Utilisés dans des applications de conversion d'énergie, les dispositifs en SiC offrent les avantages suivants : moindres pertes énergétiques, fréquences de commutation plus élevées, température de fonctionnement plus élevée, robustesse dans les environnements sévères et hautes tensions de claquage. Du point de vue des utilisateurs, ces avantages se traduisent en des systèmes moins gourmands en énergie, plus compacts, moins lourds et, en somme, moins coûteux lors de leur production ainsi que de leur utilisation.

Grâce à ces caractéristiques, les dispositifs en SiC sont devenus incontournables dans les marchés des véhicules électriques et de leur infrastructure de charge, et leur rôle d'accélérateurs de ces marchés est aujourd'hui indiscutable. En effet, l'utilisation des dispositifs en SiC permet d'étendre la distance roulée par charge d'au moins 10 %, et d'obtenir des temps de charge de la batterie bien plus courts qu'avec l'utilisation des dispositifs en Si.

Les substrats conventionnels en SiC sont difficiles à produire, et ceux de haute qualité, permettant d'obtenir un rendement de production élevée, sont très onéreux.

En utilisant la technologie exclusive Smart Cut™ de Soitec et en collaboration avec Applied Materials, le n° 1 dans le domaine des équipements pour le semi-conducteur ⁽³⁾, nous développons un nouveau type de substrat SiC permettant de relever les défis de la chaîne d'approvisionnement actuelle, tout en offrant des rendements de production et des performances sans précédent.

En 2020-2021, Soitec a mis en fonctionnement la ligne pilote installée au sein des locaux du CEA-Leti à Grenoble afin de fournir à nos clients des prototypes pour valider la technologie.

B. Les développements à plus long terme

- Les **matériaux composés (compound semiconductors)** sont **énergétiquement efficaces** car ils présentent des propriétés uniques telles que des champs de claquage et une mobilité électronique bien supérieurs à ceux du silicium. En outre, à basse tension, ils permettent d'émettre et de détecter la lumière et de générer des micro-ondes. Ces atouts permettent de créer des dispositifs plus rapides, qui fonctionnent à des fréquences et des puissances plus élevées et qui consomment moins d'énergie.
- Les **technologies qui permettent de faire de l'intégration verticale de circuits intégrés**. Dans ce domaine, deux approches existent : la première consiste à empiler des couches afin de fabriquer sur une même puce des composants différents (mémoires, logiques, ASIC) : c'est que l'on appelle l'intégration séquentielle 3D. La seconde approche consiste à empiler verticalement des puces puis à générer le système de connexions approprié entre elles, procédé nommé « intégration 2.5D ».
- Les matériaux qui serviront de base aux qubits (abréviation de *quantum bits*) pour les **ordinateurs quantiques**. Les qubits sont les éléments de base qui permettent de manipuler les informations dans un ordinateur quantique.

(1) <https://www.inpi.fr/fr/nationales/palmares-2019-des-principaux-deposants-de-brevets-l-inpi>

(2) <https://www.soitec.com/fr/communiqu%C3%A9s-de-presse/soitec-annonce-un-programme-de-co-d%C3%A9veloppement-de-substrats-en-carbure-de-silicium-de-nouvelle-g%C3%A9n%C3%A9ration-avec-applied-materials>

(3) <https://www.soitec.com/fr/communiqu%C3%A9s-de-presse/soitec-annonce-un-programme-de-co-d%C3%A9veloppement-de-substrats-en-carbure-de-silicium-de-nouvelle-g%C3%A9n%C3%A9ration-avec-applied-materials>

1.6 Production

› UNE EMPREINTE INDUSTRIELLE MULTI-SITE DANS LE MONDE



BELGIQUE

PLAQUES ÉPITAXIÉES GAN
SOITEC BELGIQUE
N.V HASSELT
BELGIQUE



CHINE

POWER-SOI
RF-SOI

SIMGUI SHANGHAI
CHINE
450 K PLAQUES/AN
CAPACITÉ MAX



FRANCE

RF-SOI
PHOTONICS-SOI
POWER-SOI

SOITEC BERNIN 1
FRANCE - HVM
950 K PLAQUES/AN
CAPACITÉ MAX



SINGAPOUR

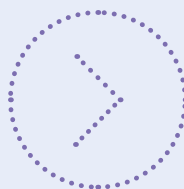
RF-SOI
FD-SOI
AUTRES PRODUITS SOI

SOITEC PASIR RIS
SINGAPOUR
1 M PLAQUES/AN
CAPACITÉ MAX

RF-SOI
IMAGER-SOI
PHOTONICS-SOI
FD-SOI

SOITEC BERNIN 2
FRANCE
700 K PLAQUES/AN
CAPACITÉ MAX

POI
SOITEC BERNIN 3
FRANCE
750 K PLAQUES/AN
CAPACITÉ MAX



300 mm SOI *
1,7 M plaques/an
BERNIN 2
PASIR RIS

200 mm SOI *
1,4 M plaques/an
BERNIN 1
SIMGUI

150/200 mm POI *
0,75 M plaques/an
BERNIN 3

* Capacité max ultime des installations.



Nous disposons de sites de production, de centres de R&D et de bureaux basés en Europe, aux États-Unis et en Asie, nous permettant de servir nos clients partout dans le monde. Agile et ajustable, notre modèle de production a été conçu pour soutenir une croissance rentable. Nous nous concentrons sur l'excellence opérationnelle et nous cherchons à créer de la valeur pour toutes nos parties prenantes.

1.6.1 France

Nos usines de Bernin 1 (production de plaques de 200 mm) et de Bernin 2 (production de plaques de 300 mm) fonctionnent à plein régime depuis janvier 2021, avec une production annuelle de 650 000 plaques. La capacité de Bernin 2 concernant la réutilisation des plaques donneuses de 300 mm est de 300 000 unités par an. Nous continuons à faire évoluer les infrastructures industrielles de Bernin pour garantir notre réactivité en prévision des prochains enjeux de croissance, et nous optimisons Bernin 2 grâce à l'amélioration continue de nos performances de production afin d'atteindre une capacité maximum de 700 000 plaques.

1.6.2 Singapour

Depuis le lancement de notre ligne pilote en septembre 2017, le site a atteint une capacité de production de 200 000 plaques par an, qui est qualifiée pour les produits RF-SOI et FD-SOI. Face à la montée en puissance des produits SOI sur le site de Pasir Ris, des investissements sont prévus dans le budget de cet exercice pour porter la capacité à 400 000 plaques par an d'ici début 2022. L'objectif final reste de monter à 1 000 000 plaques par an dans le futur.

1.6.3 Belgique

Notre site belge fournit les plaques épitaxiées de nitrure de gallium sur silicium (GaN-on-Si) et de nitrure de gallium sur carbure de silicium (GaN-on-SiC). Sa capacité de production totale va augmenter progressivement, et une étape majeure a été réalisée en 2019-2020 avec l'installation et la qualification d'un nouveau réacteur industriel épitaxie en phase vapeur

Nous commercialisons des solutions très différenciées avec lesquelles nous repoussons les limites des semi-conducteurs, afin de développer davantage les applications grand public et industrielles. Les substrats innovants se développent sur un marché de plusieurs milliards de dollars dont nous détenons une part importante, que nous nous emploierons à développer durant les années à venir.

Grâce à un *redesign* de nos salles blanches, de notre infrastructure industrielle et de la gamme de fabrication, nous avons augmenté significativement le potentiel de production de notre ligne de substrats POI à Bernin 3, à 750 000 plaques par an à terme. Les investissements ont été validés afin de répondre aux besoins de nos clients et nous mettrons en place les prochaines augmentations de capacité par tranches successives.

1.6.4 Partenariat de production en Chine

En 2015, nous avons conclu un partenariat avec la société chinoise Shanghai Simgui Technology Co. Ltd. (Simgui) pour la production de plaques de 200 mm (cf. notre communiqué de presse du 26 mai 2014). Ce partenariat a marqué une étape importante nous permettant de soutenir plus encore les capacités de production à l'échelle mondiale, d'établir un écosystème SOI en Chine et de confirmer le statut de référence de notre technologie brevetée Smart Cut™ à l'ensemble du secteur.

Ce partenariat a permis à Simgui de fabriquer des plaques SOI de 200 mm en intégrant notre technologie Smart Cut™.

Deux ans plus tard, après la certification du site de Simgui par les principaux clients, nous avons annoncé le lancement de la production en série de plaques SOI de 200 mm en Chine.

La capacité installée est désormais de 450 000 plaques par an, avec un niveau industriel totalement comparable au site de Bernin 1.

En 2019, nous avons établi une présence commerciale directe en Chine. Dès lors, nos clients locaux peuvent non seulement bénéficier d'un contact et d'une relation d'assistance directe avec notre équipe locale, mais aussi accéder à notre expertise technique mondiale et à notre réseau international dans le domaine des substrats avancés, couvrant l'ensemble des applications destinées aux marchés électroniques chinois en pleine expansion. Cette équipe commerciale s'est vue renforcée par le recrutement d'un Directeur du développement stratégique basé à Shanghai en avril 2020.

1.7 Clients : nos partenaires stratégiques privilégiés

Nous travaillons en étroite collaboration avec nos clients pour définir les fonctionnalités, les performances et les feuilles de route des produits qui répondent aux besoins continus de nos clients et aux délais de mise sur le marché. Nous déployons également des responsables de programmes et des ingénieurs d'application sur le terrain pour aider nos clients à concevoir, fabriquer et tester les dispositifs semi-conducteurs qui intègrent nos substrats. Nous nous efforçons de devenir le partenaire stratégique privilégié de nos clients grâce à notre engagement en matière d'innovation, de création de valeur et d'exécution rigoureuse.

L'année 2020-2021 a été un exercice particulier qui a démontré la flexibilité et la résilience de Soitec pour accompagner nos clients. Au début de la pandémie mondiale de Covid-19, nous avons pris des mesures fortes pour assurer la sécurité de toutes nos employé·es tout en maintenant nos usines en marche. Au cours du reste de l'année, le développement du télétravail et le lancement de nouvelles applications telles que la 5G ont entraîné une augmentation importante de la demande, à laquelle nous avons su répondre en augmentant notre production de manière significative. Cette forte dynamique continue de nous porter dans le nouvel exercice 2021-2022.



1.8 Accélération de notre engagement qualité

Parmi les axes stratégiques de développement, Soitec a l'ambition d'être reconnu par ses clients pour la qualité de ses produits et services. Lors de cet exercice fiscal, Soitec a renforcé ses programmes visant l'excellence qualité opérationnelle et organisationnelle. Certaines actions réalisées en faveur de la qualité méritent d'être soulignées :

- lancement du programme « Culture Qualité » qui permet de rappeler l'implication de toutes les employé·es vis-à-vis de la qualité perçue par nos clients, avec la création des Quality Awards qui récompenseront en 2021 les meilleures réalisations et donneront une visibilité accrue, à l'échelle de l'entreprise, des initiatives de terrain ;

- renforcement du « Programme Zéro Défaut ». Il s'agit d'une démarche d'amélioration continue de nos systèmes de contrôle qualité ainsi que des processus associés. Démarré en 2017 sur le site de Bernin, ce programme se déploie depuis 2019 sur l'ensemble de nos sites de production et sur celui de notre partenaire pour la production en Chine, et concerne également nos fournisseurs de matière silicium. Ce programme a notamment permis, cette année, de déployer une nouvelle stratégie de contrôle qualité sur les lignes SOI 200 mm et 300 mm de Bernin, supportée par l'acquisition d'un nouveau software notamment spécialisé dans la détection des dérives lentes.

Cet axe est essentiel pour accompagner la croissance de Soitec dans la durée : développer de nouveaux produits innovants sans compromis sur la satisfaction de nos clients, ni sur la qualité de nos substrats et de nos livraisons.

1.9 Résultats et objectifs

1.9.1 Répartition du chiffre d'affaires du Groupe

Comme cela était attendu, l'exercice 2020-2021 a été marqué par une activité quasi stable à périmètre et taux de changes constants ⁽¹⁾ : le chiffre d'affaires total consolidé ressort ainsi à 583,8 millions d'euros en 2020-2021 contre 597,5 millions d'euros en 2019-2020, soit une croissance de 1 % à taux de change constants ⁽¹⁾ et de - 2 % en euros compte tenu d'un effet de change défavorable de 3 % (soit un impact de 20 millions d'euros).

Les ventes de plaques de 150/200 mm sont en hausse de 1 % (4 % à taux de change constants ⁽¹⁾) par rapport à l'exercice 2019-2020, tandis que les ventes de plaques de 300 mm sont en baisse de 6 % (3 % à taux de change constants ⁽¹⁾).

Toutes tailles de plaques confondues, les ventes de substrats RF-SOI ont été stables par rapport à l'exercice 2019-2020. En revanche, la performance des autres produits a été plus contrastée, avec une forte hausse des ventes de substrats POI et Imager-SOI et une baisse des ventes de substrats Power-SOI, FD-SOI et Photonics-SOI.

Bien que leur répartition par trimestre ait été plus équilibrée, les revenus de notre groupe ont crû de trimestre en trimestre tout au long de l'année.

● RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR TYPES DE PLAQUE

(en millions d'euros)	2020-2021	2019-2020	Variation (%)
Électronique SOI 300 mm	277	294	- 6 %
Électronique 150/200 mm	277	275	1 %
Royalties et autres revenus	30	28	5 %
TOTAL ÉLECTRONIQUE	584	597	- 2 %

● RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	2020-2021	2019-2020	2018-2019
États-Unis	14 %	20 %	19 %
Europe	25 %	25 %	44 %
Asie	61 %	55 %	37 %

● RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR CLIENT

	2020-2021	2019-2020	2018-2019
Cinq clients principaux	66 %	64 %	56 %
Clients n° 6 à n° 10	19 %	24 %	28 %
Autres clients/Royalties	15 %	12 %	16 %

Parmi les clients principaux, nous pouvons citer GlobalFoundries, STMicroelectronics, Tower Jazz, TSMC et UMC ⁽²⁾.

(1) Évolution à taux de change constants et périmètre de consolidation comparable ; les effets de périmètre sont liés aux acquisitions d'Epigan en mai 2019.

(2) Classement alphabétique.

1.9.2 Analyse de la concurrence

Notre concurrence directe sur les produits SOI provient des deux sociétés auxquelles nous avons accordé une licence sur la technologie Smart Cut™.

La société japonaise Shin-Etsu Handotai (SEH) est un acteur important de notre écosystème : un fournisseur stratégique, mais aussi une société concurrente, ainsi qu'un actionnaire minoritaire. Ces trois activités sont clairement cloisonnées et indépendantes :

- les discussions fournisseurs sont réalisées *via* les groupes achats et innovations suivant des processus standards ;
- SEH a obtenu en 1997 une licence d'exploitation pour la technologie Smart Cut™, qui a été renouvelée en 2012. Cette licence leur donne une autonomie dans l'exploitation et ne requiert aucune interaction opérationnelle au-delà de la déclaration de leur chiffre d'affaires ;
- la participation au Conseil d'administration est conforme au respect des règles se rapportant aux conflits d'intérêts.

1.9.3 Les objectifs du Groupe

Soitec est bien positionnée pour poursuivre une croissance nettement plus rapide que le marché des semi-conducteurs dans le monde. Pour l'exercice en cours, 2021-2022, le Groupe prévoit une hausse de son chiffre d'affaires de l'ordre de 42 % (à taux de change et périmètre constants), à 950 millions de dollars, contre 12 % environ attendus sur le marché mondial des semi-conducteurs au titre de l'année 2021.

Des mégatendances séculaires encourageantes – la 5G, l'intelligence artificielle et l'efficacité énergétique – devraient effectivement entraîner une demande constante en appareils et en matériaux semi-conducteurs sur les marchés stratégiques finaux de Soitec, tels que les communications mobiles, l'automobile et l'industrie, et les appareils intelligents.

En outre, le Groupe conservera un avantage concurrentiel solide sur le marché des substrats innovants, grâce à ses activités d'innovation et de développement commercial très différenciées, et à ses relations étroites avec des partenaires stratégiques dans l'industrie des semi-conducteurs – centres de recherche, fournisseurs et clients. L'avantage concurrentiel de Soitec permettra de maintenir un facteur de différenciation unique dans son portefeuille de produits en développement et confirmera sa position de leader sur l'ensemble des marchés de substrats innovants couverts par le Groupe.

Enfin, Soitec a déjà prévu de développer sensiblement ses capacités de fabrication afin de produire des substrats innovants dans plusieurs régions, dont la France, Singapour, la Belgique et la Chine avec son partenaire Simgui. Le fait d'augmenter la capacité de production et le taux d'utilisation dans chaque usine est essentiel pour saisir des opportunités de croissance et améliorer l'effet de levier opérationnel, ce qui permet de générer une rentabilité et des flux de trésorerie plus élevés.

Dans la continuité de notre plan stratégique, qui place désormais le développement durable au nombre des quatre enjeux majeurs de la société, nous avons travaillé depuis le début de l'année 2021 à la définition d'une raison d'être qui décrive au mieux notre contribution dans la chaîne de

La société taïwanaise GlobalWafers possède également une licence Smart Cut™ SOI et produit du SOI 200 mm.

Les licences accordées à SEH et GlobalWafers seront renégociées en 2023.

En nous basant sur les *royalties* versées par nos licenciés, nous estimons que la part du marché des plaques SOI détenue par Soitec s'établit à 77 % pour l'année 2020-2021 et est stable comparée à l'année précédente.

Le marché du nitrure de gallium (GaN) est en forte croissance, fragmenté et encore peu mature. La place de Soitec est encore modeste sur ce marché, et le groupe mise sur l'innovation apportée dans la qualité des substrats produits par sa filiale belge et sa grande compétence en matière de production de forts volumes pour prendre une position de leader lorsque le marché deviendra mature.

Sur le marché des filtres RF, le produit piézoélectrique sur isolant (POI) apporte une disruption sur le marché ⁽¹⁾. Nous sommes l'entreprise qui pénètre le marché pour établir un nouveau standard.

valeur et pour l'ensemble de nos parties prenantes, internes et externes, en intégrant la dimension environnementale et sociétale, tant au travers de nos produits que comme acteur·rices de notre chaîne de valeur.

Accompagné·es de consultant·es familièr·es de cet exercice à une échelle internationale, nous nous sommes appuyé·es sur les contributions de nos parties prenantes, clients, partenaires, actionnaires, membres de notre Conseil d'administration, dirigeant·es et salarié·es, recueillies au cours d'entretiens qualitatifs conduits par nos consultant·es et sur un important travail de recueil de données propres à la société, à notre secteur d'activité, ainsi qu'à des démarches inspirantes en matière de raison d'être.

Notre objectif étant que cette raison d'être, si adoptée, constitue un message de référence à la fois en interne pour nous guider et expliquer nos actions et nos choix à l'aune de cet engagement.

Au terme de ce travail préliminaire, un projet de raison d'être a émergé à la faveur d'une journée de co-construction à l'échelle du Comité exécutif et d'une session de travail avec le Comité des rémunérations, en charge des enjeux environnementaux et sociétaux, dont la version finale suivante a été approuvée par le Conseil d'administration le 9 juin 2021 aux fins de soumettre son inscription aux statuts de la société à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 juillet 2021.

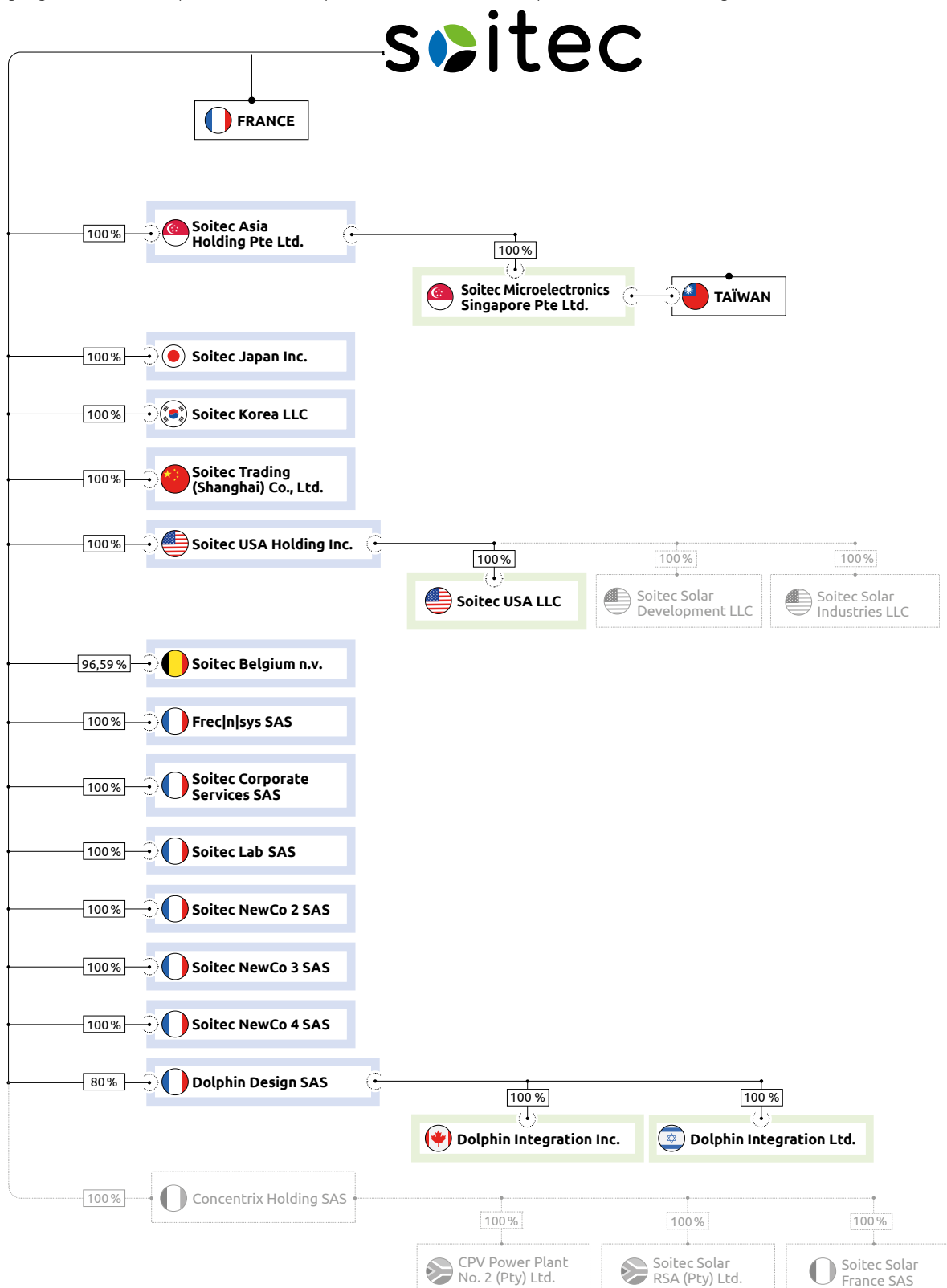
Nous proposons à nos actionnaires d'adopter la raison d'être suivante qui figurerait dans un nouvel article préliminaire des statuts de la Société : *« Nous sommes le terreau innovant de technologies intelligentes et économes en énergie, qui transforment durablement nos vies quotidiennes ».*

Le choix des mots fait référence à la fois aux substrats eux-mêmes, à l'importance de notre ancrage territorial et à notre place singulière dans la chaîne de valeur, à son origine et à notre capacité de permettre à la fois les avancées technologiques de nos clients et de veiller à leur sobriété énergétique. Cette raison d'être a pour vocation d'inspirer chacun des engagements que nous allons prendre en matière de lutte contre le changement climatique et dans le cadre de nos politiques sociales.

(1) <https://www.strategyanalytics.com/strategy-analytics/blogs/components/rf-wireless/rf-and-wireless/2020/07/09/qualcomm-reveals-details-of-ultrasaw-filter>

1.10 Organigramme du Groupe

L'organigramme ci-dessous présente notre Groupe à la date de finalisation du présent Document d'Enregistrement Universel.





2



Facteurs de risques, contrôle interne et gestion des risques

2.1 Facteurs de risques	48	2.3 Assurance et couverture des risques	61
2.1.1 Gestion de la crise sanitaire liée à la Covid-19	48	2.3.1 Présentation générale de notre politique d'assurances	61
2.1.2 Cartographie des risques spécifiques à notre Groupe et à son secteur d'activité	48	2.3.2 Descriptif de nos polices d'assurance	62
2.1.3 Présentation de nos facteurs de risques spécifiques par catégorie	49	2.4 Procédures administratives, judiciaires ou d'arbitrage	62
2.1.4 Synthèse de nos risques spécifiques par catégorie et niveau de criticité	50		
2.2 Contrôle interne et gestion des risques	56		
2.2.1 Notre environnement de contrôle	56		
2.2.2 Nos instances clés du contrôle interne et de la gestion des risques	57		
2.2.3 Notre dispositif de contrôle interne	58		
2.2.4 Notre gestion des risques	59		
2.2.5 Nos procédures de contrôle interne et d'information comptable et financière	59		

2.1 Facteurs de risques

Notre Groupe, de par son organisation et ses activités, évolue dans un environnement en constante évolution et est à ce titre exposé à un certain nombre de facteurs de risques dont l'impact, s'ils se matérialisaient, pourrait être significatif.

Un dispositif a été mis en place depuis quelques années pour permettre à notre Groupe d'identifier, d'évaluer et de hiérarchiser les facteurs de risques et de mettre en œuvre les actions nécessaires permettant d'assurer au mieux ses activités et l'atteinte de ses objectifs.

Conformément aux recommandations émises par la European Securities and Markets Authority (« ESMA ») dans le cadre du Règlement « Prospectus » du 1^{er} octobre 2019, ce chapitre présente l'ensemble des risques spécifiques et importants pouvant, sur la base de notre méthode d'évaluation (cf. paragraphe 2.2.4 *Notre gestion des risques*), affecter l'activité et la situation de notre Groupe au jour du dépôt du présent Document d'Enregistrement Universel.

Malgré nos travaux de revue annuelle reposant sur un dispositif complet de gestion des risques (cf. section 2.2 *Contrôle interne et gestion des risques*), d'autres facteurs de risques non connus ou évalués comme non significatifs à ce jour, et ne figurant donc pas dans ce chapitre, pourraient toutefois affecter notre Groupe.

2.1.1 Gestion de la crise sanitaire liée à la Covid-19

Notre Groupe a abordé son exercice 2020-2021 dans un contexte caractérisé par une incertitude économique inédite liée à la pandémie de coronavirus (« Covid-19 »). Pour répondre à cette crise sanitaire, de nombreux pays du monde ont pris, et continuent de prendre, des mesures de restriction des déplacements et de confinement.

Dans ce contexte, la priorité de notre Groupe a été et reste la protection de ses salarié-es et de ses partenaires. Un ensemble de mesures nécessaires est mis en place sur tous les sites concernés afin d'assurer la continuité des activités de notre Groupe dans les meilleures conditions, et ce dans tous les pays où notre Groupe est présent. Ces dispositifs ont permis de maintenir l'ensemble des sites de production en activité et de préserver les circuits d'approvisionnement et d'expédition sur l'exercice 2020-2021 et à ce jour.

Notre Groupe gère cette crise sanitaire en pilotant différents plans d'action qui sont mis en œuvre au sein de cellules dédiées : mesures sanitaires, préservation de la chaîne d'approvisionnement, accompagnement social et informations des salarié-es, et communication externe.

Ces cellules ont à la fois défini des politiques au niveau de notre Groupe sur chacun de ces sujets et validé les mesures locales adaptées aux réalités et au cadre réglementaire de chacun des sites. Les mesures sanitaires et sociales ainsi que l'impact opérationnel et organisationnel de la crise donnent lieu à un dialogue social continu avec les représentants du personnel.

Ce pilotage coordonné au niveau des différentes filiales de notre Groupe permet d'adapter l'ensemble des dispositifs en fonction de l'évolution de la crise sanitaire.

L'ensemble des risques identifiés dans ce chapitre 2 du présent Document d'Enregistrement Universel doit être appréhendé à la lumière des conséquences de la pandémie de Covid-19 et en considérant plus particulièrement le facteur de risque « Pandémie mondiale » décrit dans le chapitre suivant.

Le chapitre 3 du présent Document d'Enregistrement Universel détaille les mesures sanitaires et de communication qui ont été mises en place dans le cadre de la crise Covid-19.

2.1.2 Cartographie des risques spécifiques à notre Groupe et à son secteur d'activité

2.1.2.1 Méthodologie et évaluation

Chaque risque est identifié, analysé et évalué dans une matrice générale. Cette matrice permet ensuite de cartographier les risques par catégorie (écosystème, conformité, opérations, technologie & innovation, finance, etc.) et par niveau de criticité.

Ces derniers sont au nombre de quatre :

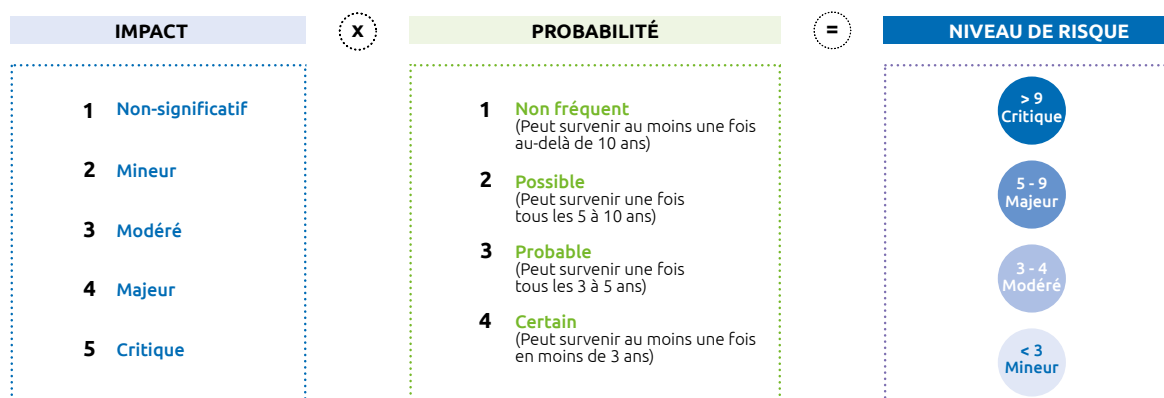
- critique ;
- majeur ;
- modéré ; et
- mineur.

2.1.2.2 Critères d'évaluation des risques

L'évaluation du niveau de criticité d'un risque est réalisée sur la base de deux critères :

- le calcul d'un impact financier basé sur la génération d'EBITDA, ou le flux de trésorerie, ou le cours de Bourse, avec une échelle allant de 1 (non significatif) à 5 (critique) ;
- l'estimation d'une probabilité ou d'une occurrence avec une échelle allant de 1 (non fréquent) à 4 (certain).

La combinaison de ces deux critères permet de classer les risques parmi les quatre niveaux de criticité précités, comme décrit dans le schéma qui suit.



2.1.2.3 Notre cartographie des risques spécifiques

La cartographie des risques de notre Groupe, établie par la Direction financière et présentée à notre Comité d'Audit et des Risques, a permis d'identifier un nombre total de 91 risques sur l'exercice 2020-2021.

Ils ont été classés selon quatre niveaux de criticité : mineur, modéré, majeur et critique (cf. paragraphe 2.1.2.1 *Méthodologie et évaluation*).

Parmi ces 91 risques, seuls quatre risques ont été évalués à un niveau critique et 16 à un niveau majeur, compte tenu de leur impact potentiel et de la probabilité de les voir se matérialiser.

Les risques présentés dans ce chapitre sont groupés et hiérarchisés selon leur nature et leur criticité dans un nombre limité de catégories. Sur l'ensemble de nos 20 risques critiques et majeurs, nous avons identifié 15 risques spécifiques à notre Groupe, à son secteur d'activité et à l'environnement dans lequel il opère, que nous avons répartis au sein de six catégories :

- risques liés à l'écosystème ;
- risques technologiques ;
- risques industriels ;
- risques financiers ;
- risques liés aux données et à la sécurité ;
- risques sociaux et environnementaux.

Sont présentés dans le paragraphe suivant les risques spécifiques et importants pouvant affecter l'activité et la situation de notre Groupe au jour du dépôt du présent Document d'Enregistrement Universel.

Nous rappelons que d'autres risques non encore identifiés, ou dont la matérialisation n'est pas considérée comme susceptible d'avoir des effets négatifs significatifs, peuvent exister à la date du dépôt du présent Document. Les informations ci-après intègrent dès lors des hypothèses et anticipations qui, par nature, pourraient se révéler inexactes.

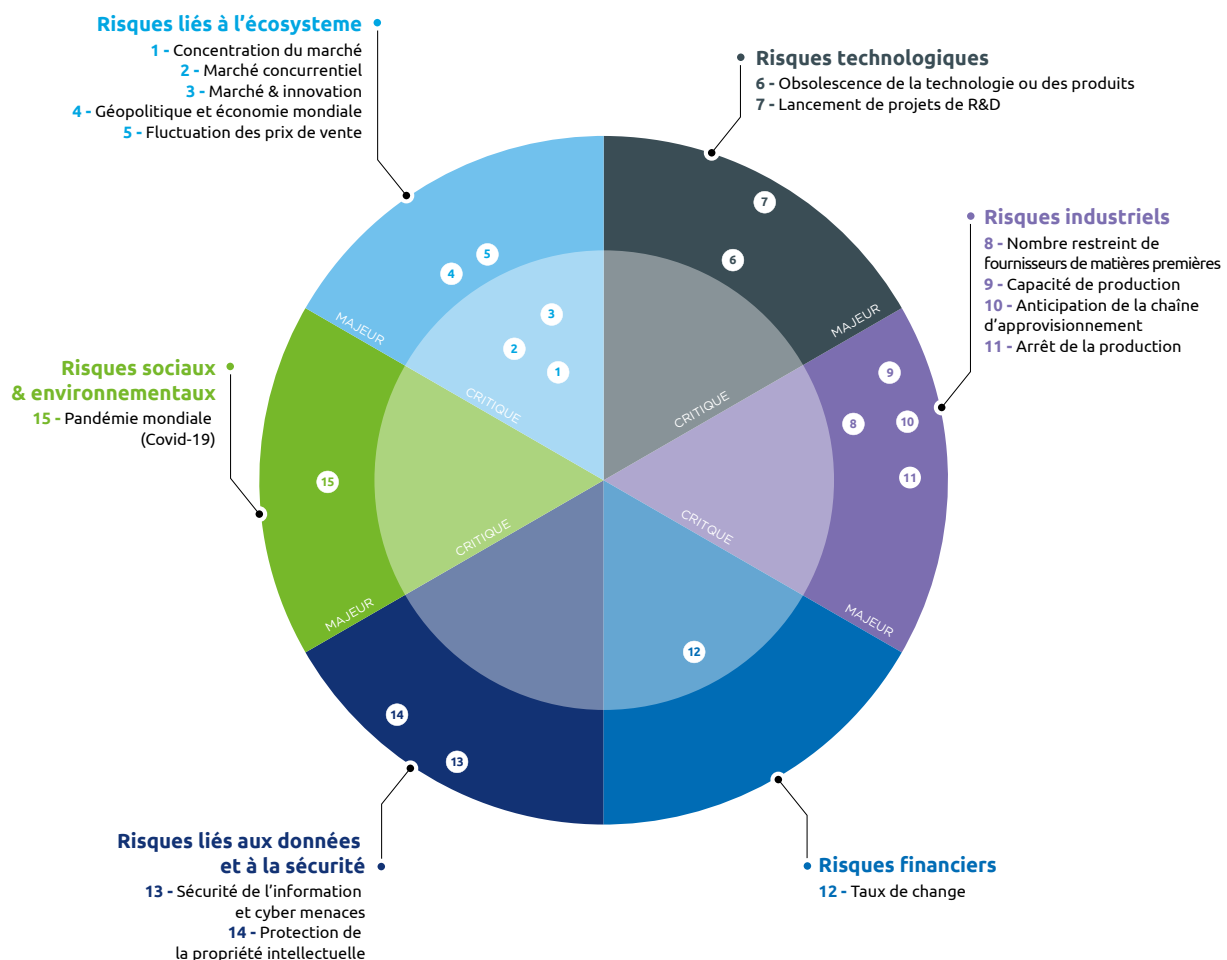
2.1.3 Présentation de nos facteurs de risques spécifiques par catégorie

Conformément aux dispositions de l'article 16 du Règlement (UE) 2017/1129, les facteurs de risques identifiés dans nos six catégories de risques sont classés par ordre d'importance, du risque le plus élevé au risque le plus faible, les risques les plus importants étant mentionnés en premier, selon l'évaluation qu'en fait notre Groupe à la date du présent Document d'Enregistrement Universel.

Seuls les risques spécifiques, importants et corroborés figurent dans le schéma ci-après.

Conformément aux obligations de déclaration de performance extra-financière, nos facteurs de risques en lien avec les enjeux de responsabilité sociétale de l'entreprise (« RSE ») font l'objet d'une présentation spécifique au sein du présent Document d'Enregistrement Universel dans le chapitre 3.

Une matrice de matérialité des risques évaluant l'impact extra-financier a été élaborée en 2020-2021 avec le support d'un cabinet de conseil et sur la base d'entretiens avec l'ensemble des parties prenantes internes et externes liées à nos enjeux RSE.



2.1.4 Synthèse de nos risques spécifiques par catégorie et niveau de criticité

Dans chacune des six catégories, les risques sont identifiés selon le niveau de criticité évalué lors de l'exercice de cartographie des risques, conformément à la légende présentée ci-après et à ce qui est décrit dans le paragraphe 2.1.2.1 *Méthodologie et évaluation*.



Risque critique



Risque majeur



Risque modéré



Risque mineur

2.1.4.1 Risques liés à l'écosystème

Description du risque	Impacts potentiels	Principaux dispositifs de maîtrise
<div> <div>> 9 Critique</div> <p>CONCENTRATION DU MARCHÉ</p> <p>La concentration du marché est particulièrement marquée, par la conjonction de plusieurs phénomènes :</p> <ul style="list-style-type: none"> un nombre réduit d'acteurs (Fonderies et <i>fabless</i>) sur le marché du semi-conducteur, limitant la diversification du portefeuille clients (cf. paragraphe 1.9.1 <i>Répartition du chiffre d'affaires du Groupe</i> du présent Document d'Enregistrement Universel) ; près de 70 % du chiffre d'affaires réalisé par notre Groupe se positionne sur les segments de marché Mobile (smartphones) & Infrastructure ; une exposition influencée par les choix technologiques du marché et des clients. </div>	<ul style="list-style-type: none"> Une diminution de la demande sur les segments de marché prépondérants de notre activité ou un changement dans les choix technologiques de nos principaux clients pourraient impacter significativement le chiffre d'affaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la politique de diversification des produits et de captation de segments de marché différents : smartphone, automobile, Cloud & infrastructure, IoT, afin d'élargir notre offre et notre positionnement qui nous permettent d'adresser nos solutions à l'ensemble des acteurs clés du secteur. Renforcement de notre stratégie pour une adoption de nos substrats innovants en tant que standards de l'industrie, avec notamment une adoption de nos produits RF-SOI qui sont une référence pour notre clientèle et dans les composants utilisés pour les smartphones 4G et 5G (cf. section 1.4 <i>Produits</i> du présent Document d'Enregistrement Universel). Diversification de l'offre sous l'angle couple produits/applications permettant d'adresser un marché plus large. Diversification de notre base produits avec l'utilisation de nouveaux substrats (POI, GaN, SiC...). Programme « Customer intimacy » visant à aligner constamment nos roadmaps technologie/produits avec la demande clients et ainsi à anticiper les besoins futurs.

Description du risque

Impacts potentiels

Principaux dispositifs de maîtrise

> 9
Critique

MARCHÉ CONCURRENTIEL

- Le phénomène de concentration des acteurs du secteur des semi-conducteurs rend ce marché fortement concurrentiel (cf. paragraphe 1.9.2 *Analyse de la concurrence* du présent Document d'Enregistrement Universel).
- Ce contexte est renforcé par la stratégie de certains acteurs qui lancent des opérations de fusion-acquisition ou de partenariat pour diversifier l'offre technologique ou développer la capacité de production.
- Il existe un risque de développement de nouveaux modèles intégrés dans lesquels des producteurs de substrats pourraient être en capacité de produire du SOI, du POI, du GaN, etc. ou des alternatives aux produits de Soitec.
- Un marché en forte croissance où nos concurrents directs se positionnent pour augmenter leurs parts de marché.
- Potentielle arrivée de nouvelles entreprises concurrentes qui ne sont pas encore présentes sur le marché et/ou qui disposent de technologies alternatives susceptibles d'affecter négativement le chiffre d'affaires et la croissance de notre Groupe.
- Veille régulière assurant un suivi de la capacité globale de la concurrence en matière de SOI, de POI, de GaN, etc., et analyse du positionnement de notre technologie par rapport aux besoins du marché.
- Maintien des efforts de R&D pour être à la pointe de la technologie et apporter des solutions innovantes et performantes sur le marché.
- Renforcement de l'organisation avec le département Customer Group et des *Business Units* par ligne de produits, assurant notamment la promotion d'un portefeuille diversifié de produits pouvant adresser plusieurs applications auprès des utilisateurs finaux.
- Développement d'une collaboration étroite avec notre clientèle directe et la clientèle finale afin d'aligner les roadmaps de nos produits et de répondre au mieux aux besoins de performance, de coûts, et de qualité, et arriver au moment opportun sur le marché (*time to market*).

> 9
Critique

MARCHÉ ET INNOVATION

- L'avance technologique sur le marché du semi-conducteur représente un facteur important de différenciation entre les acteurs présents sur le marché.
- L'adoption d'une technologie ou d'un nouveau produit par le marché connaît des cycles d'intégration plus courts sur certains segments de marché (smartphone, IoT, etc.), ce qui nécessite une constante anticipation de l'évolution des besoins de la clientèle finale.
- Perte de parts de marché en cas de non-adoption d'une technologie ou d'un produit, ou en cas de retard sur l'arrivée d'un produit sur le marché.
- Baisse ou décalage du chiffre d'affaires sur certaines lignes de produit ne rencontrant pas la demande de la clientèle.
- Près de 13 % du chiffre d'affaires annuel de notre Groupe est consacré aux projets de R&D (coût de R&D brut au 31/03/2021 – cf. paragraphe 5.1.1.5 *Frais de R&D en nette progression* du présent Document d'Enregistrement Universel).
- Soutien et financement européen dans le cadre du programme IPCEI et Nano 2022.
- Politique de partenariat avec des acteurs clés que sont les centres de recherche, les universités et les clients majeurs sur les segments de marché cibles (smartphone, automobile, IoT, Cloud et infrastructure).
- Développement de plateformes de recherches en Europe, en Asie et aux États-Unis (cf. paragraphe 1.5.3 *Partenariats stratégiques sur l'ensemble de la chaîne de valeur des semi-conducteurs* du présent Document d'Enregistrement Universel).
- Organisation interne qui permet d'identifier les tendances et les opportunités de marchés et d'anticiper les besoins futurs des clients avec les départements Customer Group, Innovation, Strategic Office, et les *Business Units*.

5-9
Majeur

GÉOPOLITIQUE ET ÉCONOMIE MONDIALE

- Les activités de notre Groupe peuvent subir l'impact direct ou indirect de mesures protectionnistes des grandes économies mondiales, notamment la Chine, les États-Unis ou l'Europe.
- Augmentation significative des droits de douane impactant la marge de notre Groupe sur les produits exportés dans les pays concernés.
- Blocage ou interdiction d'entrée sur un marché (notamment Chine et États-Unis) pouvant affecter l'activité de notre Groupe.
- Mise en place d'une équipe experte :
 - pour identifier les évolutions réglementaires et les restrictions des pays concernés ;
 - pour évaluer les impacts potentiels sur nos activités ;
 - pour analyser le contenu de nos produits et l'origine des composants, des équipements ou de l'IP ayant servi à leur fabrication.
- Capacités multiples de production situées en Europe et en Asie permettant d'adapter le circuit de distribution.
- Portefeuille de produits dont certains sont des standards répondant à un marché global.

2.

Description du risque	Impacts potentiels	Principaux dispositifs de maîtrise
<p>5 - 9 Majeur</p> <p>FLUCTUATION DES PRIX</p> <ul style="list-style-type: none"> La mise en concurrence entre nos substrats innovants et les produits alternatifs proposés sur le marché des semi-conducteurs peut accentuer la pression sur les prix de vente. Le degré d'adoption des technologies Soitec dépend de leur rapport prix/performance comparé à celui des autres solutions disponibles sur le marché. Le coût du silicium peut engendrer une variation du prix de vente. 	<ul style="list-style-type: none"> Possible abandon des projets reposant sur nos produits par la clientèle finale ou leurs fournisseurs si l'équilibre prix/performance n'est pas avantageux, ce qui aurait un impact sur le chiffre d'affaires et les résultats de notre Groupe. Diminution de la rentabilité en cas de hausse significative du prix des matières premières non répercutée sur nos prix de vente. 	<ul style="list-style-type: none"> Définition d'un prix minimum afin de maintenir un niveau de marge satisfaisant sur nos produits et de répondre aux attentes du marché en matière de rapport prix/performance. Mise en place d'une roadmap produits permettant l'amélioration continue des performances de nos produits et d'assurer leur différenciation sur les segments de marché visés. Négociation d'accords pluriannuels avec les principaux clients pour déterminer les prix de vente en fonction des quantités commandées. Mise en œuvre d'un programme de contrôle des coûts utilisant un procédé développé en interne entièrement dédié à une optimisation de l'utilisation des matières premières. Partenariat à long terme et contrats pluriannuels en volumes et en prix avec les fournisseurs afin de maîtriser les variations de coûts des matières premières.

2.1.4.2 Risques technologiques

Description du risque	Impacts potentiels	Principaux dispositifs de maîtrise
<p>5 - 9 Majeur</p> <p>OBSOLESCENCE DE LA TECHNOLOGIE OU DES PRODUITS</p> <ul style="list-style-type: none"> Les technologies ou les produits développés par notre Groupe peuvent devenir obsolètes par rapport aux nouveaux besoins du marché et à de nouveaux produits et/ou à des technologies concurrentes présentant un meilleur rapport coûts/performances. 	<ul style="list-style-type: none"> L'obsolescence des technologies RF-SOI et Power-SOI, qui constituent l'essentiel du chiffre d'affaires de notre Groupe, pourrait se traduire par une perte de parts de marché, affecter le chiffre d'affaires et ralentir notre développement. Potentielle dépréciation des stocks qui deviendraient obsolètes et des actifs de production associés. 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'une cellule stratégique en charge d'identifier la fin de vie de génération de produits et d'arrêter leur positionnement sur les segments de marché concernés. Concentration des efforts sur l'offre de nouvelles technologies, de nouveaux produits ou de nouvelles générations de produits RF-SOI, POI, FD-SOI, Imager-SOI, Photonics-SOI, etc. (cf. section 1.4 <i>Produits</i> du présent Document d'Enregistrement Universel). Accélération du développement de nouvelles générations de produits à l'intérieur de chaque famille de produits pour adresser les différents segments du marché. Revue annuelle des hypothèses sous-jacentes aux prévisions, aux stocks obsolètes, aux frais de R&D capitalisés et à la dépréciation des actifs à long terme. Analyse continue des marchés avec identification des nouvelles applications proposées et des stratégies de la clientèle afin d'anticiper les changements technologiques.

Description du risque	Impacts potentiels	Principaux dispositifs de maîtrise
<p>5 - 9 Majeur</p> <p>LANCEMENT DE PROJETS DE R&D</p> <ul style="list-style-type: none"> Les décisions d'investissement sur des projets de R&D sont réalisées très en amont et sans certitude quant à l'aboutissement du projet ou à l'opportunité d'affaires. Le risque qu'une technologie concurrente soit disponible avant la finalisation d'un projet et/ou à un coût moindre peut rendre caduc un projet de R&D. Les coûts bruts liés aux projets de R&D représentent près de 13 % du chiffre d'affaires au 31/03/2021 (cf. paragraphe 5.1.1.5 <i>Frais de R&D en nette progression</i> du présent Document d'Enregistrement Universel). 	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses liées à certains projets de R&D ne rencontrant pas le retour sur investissement attendu. Retard dans l'arrivée de nouveaux produits sur le marché. Baisse ou décalage du chiffre d'affaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des études de marché et de la veille technologique pour identifier les opportunités et les tendances du marché du semi-conducteur. Processus de lancement et de suivi de projets permettant d'identifier la cohérence d'un projet par rapport aux critères stratégiques définis, aux opportunités commerciales et au retour sur investissement. Développement de partenariats avec des centres de recherche et mise en place de plateformes d'innovation en Europe, en Asie et aux États-Unis permettant une synergie et une limitation des coûts (cf. paragraphe 1.5.3 <i>Partenariats stratégiques sur l'ensemble de la chaîne de valeur des semi-conducteurs</i> du présent Document d'Enregistrement Universel).

2.1.4.3 Risques industriels

Description du risque	Impacts potentiels	Principaux dispositifs de maîtrise
<p>5 - 9 Majeur</p> <p>NOMBRE RESTREINT DE FOURNISSEURS DE MATIÈRES PREMIÈRES</p> <ul style="list-style-type: none"> Le nombre d'entreprises susceptibles de fournir certaines matières premières (silicium, FloatZone-silicium, etc.) sur le marché mondial est restreint et peut créer une dépendance vis-à-vis de fournisseurs majeurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Incapacité de notre Groupe à s'approvisionner suffisamment en matières pour faire face à la demande de la clientèle, qui pourrait se traduire par une baisse du chiffre d'affaires et des parts de marché. 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la politique <i>du multi-sourcing</i> pour les composants critiques ou stratégiques. Identification des pièces et matériaux à forte consommation afin d'assurer un approvisionnement sans rupture. Développement d'alternatives <i>sourcing</i> en interne pour réduire le risque et créer un effet de levier sur les fournisseurs. Mise en place d'un plan de continuité des opérations allant jusqu'au <i>tier 2</i> ou au <i>tier 3</i> pour s'assurer de la diversification des propres sources de nos fournisseurs, <i>multi-sourcing</i> pour les gros volumes, méthode SMI (<i>supplier-managed inventory</i>) et accords à long terme avec les fournisseurs révisés annuellement.
<p>5 - 9 Majeur</p> <p>CAPACITÉ DE PRODUCTION</p> <ul style="list-style-type: none"> La capacité de production de notre Groupe pourrait ne pas être suffisante en cas de forte croissance à court terme de la demande (cf. section 1.6 <i>Production</i> du présent Document d'Enregistrement Universel). Face à une saturation des lignes de production ou à un retard dans l'extension de nos capacités, les délais de mise en production peuvent être allongés. 	<ul style="list-style-type: none"> Insatisfaction de la clientèle entraînant la non-adoption des produits proposés par Soitec et/ou la recherche de solutions alternatives, ce qui occasionnerait une perte de parts de marché. Baisse ou décalage du chiffre d'affaires. Délai dans la qualification des nouveaux produits. 	<ul style="list-style-type: none"> Anticipation des capacités nécessaires <i>via</i> un processus fiable de planification à court, à moyen et à long terme. Augmentation continue des capacités de production sur les sites de Bernin et de Singapour (cf. section 1.6 <i>Productions</i> du présent Document d'Enregistrement Universel). Maximisation de la capacité et de la flexibilité dans une salle de production (ressources et agencement). Développement des capacités de production par la mise en place de contrats de licence ou de sous-traitance avec plusieurs acteurs majeurs. Extension de la capacité de production par le partenariat mis en place avec Shanghai Simgui Co. Ltd. (cf. chapitre 1.6.4 <i>Partenariat de production en Chine</i> du présent Document d'Enregistrement Universel).

Description du risque	Impacts potentiels	Principaux dispositifs de maîtrise
<p>5 - 9 Majeur</p> <p>ANTICIPATION DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> Le marché du silicium et des produits chimiques, du fait de son caractère cyclique, peut subir des fluctuations importantes : une demande à la hausse et des capacités mondiales restreintes pourraient rendre l'approvisionnement difficile. 	<ul style="list-style-type: none"> Retard sur les délais d'approvisionnement pouvant entraîner un décalage de notre chiffre d'affaires. Hausse des prix du silicium répondant à la pression du marché pouvant entraîner une diminution de la rentabilité de notre activité si elle n'est pas répercutée sur les prix de vente. 	<ul style="list-style-type: none"> L'approvisionnement auprès de nos principaux fournisseurs de <i>bulk</i> est encadré par des contrats à long terme où sont déterminés les volumes et les prix. Le département Achat met l'accent sur les termes de ses contrats, en instaurant, autant que possible, la flexibilité à la hausse ou à la baisse, afin de stabiliser le coût et de réserver la capacité nécessaire. Une démarche de qualification de nouveaux fournisseurs permet de disposer de sources complémentaires d'approvisionnement.
<p>5 - 9 Majeur</p> <p>ARRÊT DE LA PRODUCTION</p> <ul style="list-style-type: none"> Notre Groupe a un nombre limité de sites de production avec des niveaux de capacité différents : <ul style="list-style-type: none"> Bernin 1, 2 et 3 en France ; Hasselt en Belgique ; Pasir Ris à Singapour ; en Chine <i>via</i> le partenariat avec Shanghai Simgui Co. Ltd. <p>(cf. section 1.6 <i>Production</i> du présent Document d'Enregistrement Universel)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Difficultés à répondre aux demandes de la clientèle en cas d'indisponibilité prolongée d'un des sites de production. Coûts importants (remise en marche, coûts du personnel pendant l'arrêt, etc.). Perte de parts de marché et impact sur les résultats de notre Groupe. Impact social et conséquences sur la réputation de Soitec. 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un plan de continuité des activités qui comprend différents scénarios selon le type de situation de crise : <ul style="list-style-type: none"> plan des opérations internes avec des entraînements pour préserver la sécurité, la santé des collaborateurs et l'intégrité de l'infrastructure industrielle ; exercice opérationnel tous les ans ; identification des activités « critiques » et sécurisation des approvisionnements et des livraisons à la clientèle. Mise en place de moyens de prévention et de protection des sites de production (organisation d'équipes de sûreté et de sécurité, audit périodique d'évaluation des équipements de sécurité, etc.). Qualification de lignes de production sur deux sites différents afin de limiter l'impact et d'assurer une flexibilité des livraisons. Assurance « perte d'exploitation » couvrant en partie le risque d'arrêt de production.

2.1.4.4 Risques financiers

Description du risque	Impacts potentiels	Principaux dispositifs de maîtrise
<p>> 9 Critique</p> <p>TAUX DE CHANGE</p> <ul style="list-style-type: none"> Les transactions de notre Groupe sont majoritairement réalisées en dollars et une évolution défavorable de la parité EUR/USD peut avoir un impact significatif, notamment sur le chiffre d'affaires qui est essentiellement réalisé en dollars (90 % environ). 	<ul style="list-style-type: none"> Impact négatif sur la marge brute en cas d'évolution défavorable de la parité non compensée par une baisse équivalente sur la base de coûts libellés en euros. Risque de conversion comptable des comptes de nos filiales pour les comptes consolidés de notre Groupe. 	<ul style="list-style-type: none"> Atténuation de l'exposition aux fluctuations des autres devises étrangères en équilibrant les coûts et les revenus. Revue régulière de la position nette d'exposition au risque de change, pour décider de l'opportunité, ou non d'utiliser des achats/ventes à terme ou options pour réduire autant que possible l'exposition au risque de change EUR/USD (cf. note 5.4 du paragraphe 6.2.1.2 <i>Annexes à nos états financiers consolidés</i> au 31 mars 2021 du présent Document d'Enregistrement Universel).

2.1.4.5 Risques liés aux données et à la sécurité

Description du risque	Impacts potentiels	Principaux dispositifs de maîtrise
<div>5 - 9 Majeur</div> SÉCURITÉ DE L'INFORMATION ET CYBER MENACES		
<ul style="list-style-type: none"> La transformation digitale affecte les infrastructures informatiques de notre Groupe et crée une forte dépendance de notre activité à l'environnement numérique. Les activités de notre Groupe évoluent dans un contexte mondial où les cyber menaces se sont accrues, et où les techniques d'attaques sont de plus en plus sophistiquées et ciblent le vol de données ou la paralysie d'une activité ciblée. 	<ul style="list-style-type: none"> Vol ou perte de données confidentielles et sensibles. Attaques informatiques et captation d'informations sensibles à des fins d'utilisation non autorisée ou de tentative d'escroquerie. Paralysie temporaire et partielle de l'activité. Atteinte à la réputation et à l'image de notre Groupe. 	<ul style="list-style-type: none"> Politique de sécurité de l'information à l'échelle du Groupe qui définit toutes les mesures de protection de l'information, aussi bien techniques (mots de passe, chiffrement des données et des services, antivirus, pare-feu) que comportementales (classification, sensibilisation). Étroite collaboration avec l'ensemble des services de l'État en charge de la sûreté informatique et des données (DGSi, ANSSI, etc.). Mise en place d'une unité Cyberdéfense (IT et sûreté) chargée du suivi et de l'évaluation régulière des risques, et plan d'action pour éradiquer ou circonscrire les éventuelles vulnérabilités détectées. Communication adaptée aux collaborateur·rices considéré·es comme « sensibles » (meilleures pratiques en matière de voyages d'affaires et accent sur les pays à risque). Assurance « cyberattaques » pour couvrir en partie ce risque.
<div>5 - 9 Majeur</div> PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE		
<ul style="list-style-type: none"> La protection de la propriété intellectuelle est un enjeu primordial pour protéger le patrimoine de brevets et de savoir-faire de notre Groupe et pour se préserver des risques de contrefaçon de ses brevets. L'autre enjeu pour notre Groupe est de se prémunir contre la perte du bénéfice des inventions de collaborateur·rices et contre la fuite des savoir-faire (cf. paragraphe 1.5.2 <i>Un portefeuille mondial de brevets pour nous différencier et préserver notre avantage concurrentiel</i> du présent Document d'Enregistrement Universel). 	<ul style="list-style-type: none"> Perte de l'avantage compétitif de notre Groupe. Perte d'opportunités de développement. Perte de marché et effets négatifs sur la situation financière. 	<ul style="list-style-type: none"> Politique de protection des droits de propriété intellectuelle de notre Groupe : protection des principales innovations technologiques de notre Groupe par le dépôt de brevets (cf. paragraphe 1.5.2 <i>Un portefeuille mondial de brevets pour nous différencier et préserver notre avantage concurrentiel</i> du présent Document d'Enregistrement Universel) ; extension à l'étranger des principales demandes de brevets ; protection des techniques de fabrication, des perfectionnements de technologie, des marques, etc. vérification des clauses sur la propriété intellectuelle dans les contrats avec nos fournisseurs, nos partenaires et notre clientèle. Préservation de l'expertise et fidélisation des collaborateur·rices qui sont à l'origine d'inventions, par la mise en place d'outils RH spécifiques (dispositif financier d'incitation, plan de rétention, accords de confidentialité, clause de non-concurrence, etc.).

2.1.4.6 Risques sociaux et environnementaux

Description du risque	Impacts potentiels	Principaux dispositifs de maîtrise
<div>5 - 9 Majeur</div> PANDÉMIE MONDIALE (COVID-19) <ul style="list-style-type: none"> Les risques sanitaires induits par la pandémie mondiale, l'apparition de nouveaux variants, la faible vitesse de vaccination dans certains pays peuvent entraîner une réorganisation et/ou un ralentissement de l'activité de notre Groupe sur ses sites de production en Asie, en France et en Belgique. Le risque sanitaire peut conduire à la fermeture temporaire d'établissements, à l'exposition des salarié-es à des risques de contamination, à un absentéisme élevé ou à l'exercice d'un droit de retrait de salarié-es se considérant en danger, et à la mise en cause de l'entreprise employeuse ou de ses représentant-es. 	<ul style="list-style-type: none"> Baisse de l'activité des sites de production qui seraient touchés par une forte contamination. Ralentissement généralisé de l'économie mondiale et possible impact sur les commandes de notre clientèle (cf. section 5.3 <i>Tendances et objectifs</i> du présent Document d'Enregistrement Universel). Risque de défaillance de partenaires ou de tierces parties. Impact négatif sur les marchés boursiers et le cours de l'action Soitec. Impact social et de réputation. 	<ul style="list-style-type: none"> Plan de continuité de l'activité (PCA) comprenant des mesures adaptées selon différents scénarios et niveaux de crise pour (i) préserver la santé et la sécurité des collaborateur-ices, (ii) maintenir l'activité et/ou la redémarrer dans les meilleures conditions et (iii) renforcer la résilience de notre Groupe, de ses filiales et de ses différents sites de production. Plan de communication interne (cf. paragraphe 3.5.6 <i>Gérer la crise sanitaire sur le long terme</i> du présent Document d'Enregistrement Universel) et externe par le maintien d'un contact étroit avec notre clientèle, nos fournisseurs et nos sociétés sous-traitantes, garantissant l'agilité et la réactivité. Veille réglementaire sur les mesures sanitaires des différents pays. Analyse de marché constante pour maintenir une bonne visibilité des tendances liées aux nouveaux modes de travail et de communication à l'échelle mondiale, qui ont été favorables à certains segments de marché (smartphone, IoT, infrastructure).

2.2 Contrôle interne et gestion des risques

Pour répondre au besoin de surveillance et de pilotage des risques inhérents à son organisation et à son activité, notre Groupe a mis en place un dispositif de contrôle interne et de gestion des risques.

Il a pour objectif de donner une assurance raisonnable quant à la maîtrise de ces risques et à l'atteinte de ses objectifs.

Le dispositif contribue ainsi, dans le respect des normes et de la réglementation, à la maîtrise de nos activités, à l'efficacité de nos opérations et à l'utilisation efficiente de nos ressources.

2.2.1 Notre environnement de contrôle

2.2.1.1 Objectifs et définition

L'environnement de contrôle de notre Groupe est constitué d'un dispositif de contrôle interne et de gestion des risques élaboré sur la base du cadre de référence de l'AMF.

Ce dispositif est défini et mis en œuvre sous la responsabilité de notre Groupe et vise à assurer la réalisation des objectifs suivants :

- la fiabilité et l'intégrité des informations comptables et financières qui sont publiées ;
- le respect des lois et règlements auxquels notre Société et ses filiales sont soumises ;
- la mise en œuvre des instructions et des orientations fixées par les instances de gouvernance de notre Groupe ; et
- le bon fonctionnement et l'efficacité de ses processus internes, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs et de son patrimoine.

L'objectif poursuivi par notre Groupe est de s'assurer que l'ensemble du dispositif de contrôle interne et de gestion des risques permet de prévenir, dans la mesure du possible, les risques auxquels notre Groupe est exposé, qu'ils soient opérationnels, financiers ou de conformité.

Toutefois, notre Groupe ne peut fournir une garantie absolue que tous nos objectifs seront atteints, ni que les risques d'erreurs ou de fraude seront totalement maîtrisés ou éliminés.

Le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques est structuré sur la base de trois composantes :

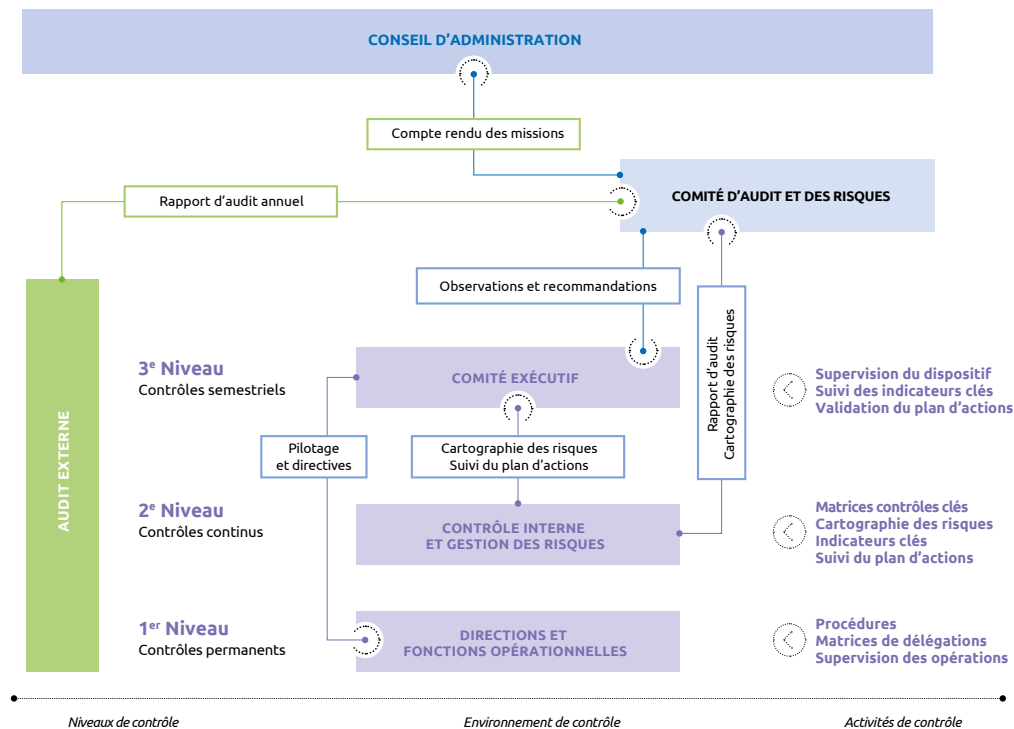
- une organisation qui participe à la mise en œuvre et à l'amélioration continue du dispositif ;
- des outils qui permettent de suivre et d'évaluer la maîtrise des risques ; et
- des acteurs et actrices clés qui contribuent au pilotage et à la diminution des risques identifiés.

2.2.1.2 Dispositif de contrôle interne et de gestion des risques

Le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques met en œuvre des lignes de maîtrise qui s'organisent sur trois niveaux :

- niveau 1 : des contrôles permanents de premier niveau sont assurés par nos Directions et les fonctions opérationnelles ;
- niveau 2 : un contrôle continu de deuxième niveau évalue l'efficacité du dispositif par notre fonction contrôle interne et gestion des risques ; et
- niveau 3 : un contrôle de troisième niveau est réalisé par notre Comité Exécutif, composé de l'ensemble des Directions de notre Groupe, incluant la Direction financière.

L'organisation du dispositif de contrôle interne et de gestion des risques est décrite ci-dessous :



2.2.2 Nos instances clés du contrôle interne et de la gestion des risques

La maîtrise du dispositif de contrôle interne et de gestion des risques opérationnels, financiers et de conformité est au cœur de l'organisation de notre Groupe et de nos activités de contrôle et de pilotage.

Les activités de contrôle sont assurées, au niveau de chaque processus identifié, par l'ensemble de nos Directions et de nos collaborateurs.

Le pilotage interne est quant à lui sous la responsabilité de notre Comité Exécutif.

La Direction financière rend compte à notre Comité d'Audit et des Risques ainsi qu'à notre Conseil d'administration de l'efficacité du dispositif mis en œuvre.

2.2.2.1 Notre Comité d'Audit et des Risques et notre Conseil d'administration

Conformément au Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées publié par l'AFEP et le MEDEF (le « Code AFEP-MEDEF »), notre Comité d'Audit et des Risques est investi de plusieurs missions en matière de contrôle interne et de gestion de risques, telles que notamment :

- l'évaluation des systèmes de contrôle interne de notre Groupe ;
- la revue de la cartographie de nos risques ;
- l'examen des plans d'action en matière de contrôle interne et de gestion des risques ; et
- le suivi des recommandations et des suites qui leur sont données.

Dans ce cadre, notre Comité d'Audit et des Risques donne son avis sur l'organisation du contrôle interne en étant informé de son programme de travail. En outre, il s'assure de la mise en place d'un processus d'identification, de quantification et de prévention des principaux risques qu'entraînent les activités de notre Groupe.

S'il le juge opportun ou nécessaire, notre Comité d'Audit et des Risques donne toute information utile à notre Conseil d'administration en matière de contrôle interne ou de gestion des risques.

2.2.2.2 Notre Comité Exécutif

Notre Comité Exécutif est l'organe de gestion et de pilotage de notre Groupe. Il assure l'identification et le traitement des enjeux essentiels et valide les objectifs opérationnels et stratégiques de notre Groupe.

Il est responsable de la supervision du dispositif de contrôle interne et de gestion des risques de notre Groupe. Pour remplir cette mission, il s'appuie sur les travaux et les revues périodiques de la Direction financière qui siège à ce Comité.

Notre Comité Exécutif suit l'avancement du plan d'action validé par notre Comité d'Audit et des Risques et s'assure de l'efficacité du dispositif de contrôle interne et de gestion des risques.

Enfin, il veille à l'exécution de la stratégie et examine les options permettant sa bonne réalisation, dans le respect des directives qui lui sont données par notre Comité d'Audit et des Risques et notre Conseil d'administration.

2.2.2.3 Notre Direction financière

La Direction financière est représentée au Comité Exécutif par notre Directrice financière.

Elle a pour rôle essentiel d'assurer une cohésion opérationnelle autour du Directeur général, auquel l'ensemble des membres du Comité Exécutif rapporte directement.

Notre Directrice financière est chargée de centraliser et de présenter périodiquement des indicateurs de gestion, de contrôle interne et de gestion des risques qui sont suivis par notre Direction générale et notre Comité d'Audit et des Risques.

Notre Direction financière est dotée d'un Service contrôle interne qui a la responsabilité d'organiser le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques, de l'évaluer et de suivre son efficacité.

Pour cela, notre Service contrôle interne définit les procédures à appliquer, suit le plan d'action relatif aux recommandations formulées par nos

auditeur-rices et aux directives données par notre Comité d'Audit et des Risques et formalise la cartographie des risques.

Notre Service contrôle interne communique périodiquement ses travaux à la Directrice financière, qui en est la supérieure hiérarchique directe.

2.2.2.4 Notre Direction juridique

Notre Direction juridique est également représentée au Comité Exécutif par notre Directrice juridique.

Elle gère les questions liées à tous les domaines légaux et réglementaires au sens large.

Sa mission comprend notamment la supervision des questions de réglementation et de conformité qui concernent notre Groupe.

Elle comprend également la gestion des litiges impliquant les sociétés de notre Groupe. Le rapport sur les litiges est examiné par notre Comité Exécutif.

Notre Direction juridique est en outre responsable de la définition de la politique d'assurances de notre Groupe, ainsi que de la souscription et de la gestion de l'ensemble des polices d'assurance le concernant.

Elle assume le secrétariat de notre Conseil d'administration et de ses cinq Comités. Dans ce cadre, elle participe activement à la préparation et à la tenue de leurs réunions. Elle s'assure notamment que les questions qui doivent faire l'objet d'un examen et/ou d'une validation par leurs soins – en vertu des lois, des Règlements, du règlement intérieur du Conseil d'administration ou encore des règles de bonne gouvernance (telles que celles du Code AFEP-MEDEF) – sont effectivement portées à la connaissance de nos administrateur-rices et, le cas échéant, soumises à leur approbation préalable et/ou à leur ratification postérieure.

Une procédure matricielle d'approbation a été instaurée. Elle permet de s'assurer de la correcte validation des Directions concernées.

2.2.2.5 Notre Direction des ressources humaines et du développement durable

Notre Direction des ressources humaines et du développement durable, représentée à notre Comité Exécutif par le Directeur des ressources humaines et de la RSE, supervise la politique d'attraction et de fidélisation des talents, gère les relations sociales, encadre la prévention des risques industriels et la sécurité aux postes de travail, et pilote la politique environnementale de notre Groupe. Elle supervise également la politique de sûreté, qu'il s'agisse des enjeux de cybersécurité et de protection des données personnelles ou de la sûreté des biens et des personnes. Enfin, le service de santé au travail de l'UES lui est rattaché administrativement, tout en disposant pleinement de l'autonomie et de l'indépendance nécessaires à un exercice libre et déontologique de ses missions.

2.2.3 Notre dispositif de contrôle interne

2.2.3.1 Référentiel

Le dispositif de contrôle interne de notre Groupe s'appuie sur les recommandations du cadre de référence publié par l'AMF en 2007 et mis à jour en 2010. Notre Société s'attache à le respecter pour déployer son dispositif de contrôle interne.

Adopté au sein de notre Groupe depuis 2009, il s'applique à l'ensemble des entités appartenant à notre périmètre de consolidation. Il a conduit à la mise en place :

- de procédures de contrôle interne applicables à l'ensemble des entités appartenant à notre Groupe ;
- de règles d'accès aux systèmes d'information adaptés aux rôles et responsabilités de nos opérationnel-les et aux principes de séparation des fonctions ;
- de règles de supervision des opérations de nature comptable et financière identifiées comme critiques.

Dans ce cadre, notre Direction des ressources humaines veille au respect des réglementations applicables dans l'ensemble de ses implantations, notamment en matière de droit du travail, de droit de la sécurité sociale, de droit de l'environnement ; elle veille également au respect des accords collectifs qu'elle conclut avec les partenaires sociaux et des engagements unilatéraux de notre Société – tels que le Code de bonne conduite ou les chartes et engagements externes auxquels la Société souscrit – pour les domaines qui ont trait à ses différentes responsabilités ou dans la mesure où les salarié-es doivent s'y conformer.

Notre Direction des ressources humaines conçoit et déploie des politiques d'attraction et de fidélisation de ses collaborateur-rices pour faire face aux enjeux technologiques et de croissance de l'activité, à la fois en proposant des parcours de carrière stimulants, en veillant au développement constant des personnes et en offrant une large palette de dispositifs de rétribution compétitifs. Ces dispositifs concilient reconnaissance collective et gratification individuelle. En font partie différents produits d'actionnariat salarié originaux et, pour l'essentiel, ouverts à une large part des collaborateur-rices. Ces politiques visent à unir l'ensemble des parties prenantes autour des mêmes objectifs de croissance profitable à court et à moyen terme.

Notre Direction des ressources humaines veille à la qualité du dialogue social, préserve la santé des personnels, anime une démarche de progrès continu en matière de réduction des risques industriels et de qualité de vie au travail, et promeut la diversité et l'inclusion.

Elle pilote et coordonne les programmes environnementaux de notre Groupe et mesure ses résultats, notamment en matière de lutte contre le changement climatique et de maîtrise de la consommation d'eau avec les différentes directions opérationnelles concernées.

2.2.2.6 Nos directions opérationnelles et nos collaborateur-rices

Nos directions opérationnelles sont au cœur du dispositif de contrôle interne et de gestion des risques. Il leur incombe d'appliquer les politiques et procédures communiquées par notre Groupe afin d'atteindre les objectifs fixés et d'assurer l'efficacité de leurs activités.

L'ensemble des collaborateur-rices de notre Groupe sont les acteurs et actrices de premier niveau dans la mise en œuvre des activités de contrôle interne. Leur implication dans le dispositif fait partie intégrante de leurs missions et contribue au bon niveau de maîtrise des activités de notre Groupe.

Des procédures écrites décrivent les contrôles à effectuer aux étapes critiques de chaque processus identifié.

Nos salarié-es contribuent également à l'amélioration continue du dispositif en partageant les anomalies ou erreurs détectées avec leur Direction ou les services compétents.

La formalisation de ces règles contribue au renforcement des contrôles clés et à la fiabilisation du déroulement de notre processus de contrôle interne, ainsi qu'à la prévention et à la maîtrise des risques majeurs auxquels nous expose la nature de notre activité.

Notre Société a mené à bien la plupart des chantiers qu'elle avait entrepris, visant à aligner son environnement de contrôle interne sur le cadre de référence de l'AMF.

Nos procédures de contrôle interne sont aujourd'hui adaptées à la taille de notre Groupe ainsi qu'à la nature de nos activités.

2.2.3.2 Évaluation du contrôle interne

L'évaluation de notre dispositif de contrôle interne fait l'objet d'une communication annuelle spécifique auprès de notre Comité d'Audit et des Risques lors de sa réunion de revue des comptes annuels.

Cette présentation est préparée par notre Service contrôle interne sous la forme d'un plan de suivi des actions menées durant l'exercice.

Il consiste à identifier des axes d'amélioration et à fixer des objectifs pour l'exercice suivant.

Nos plans d'actions sont définis avec les responsables internes de processus et ont pour objectif d'améliorer le dispositif de contrôle interne.

La coordination de ces plans d'actions est réalisée par notre Service contrôle interne et fait l'objet d'une revue interne régulière par notre Comité Exécutif.

Nos processus de contrôle interne sont revus par nos Commissaires aux comptes dans le cadre de leurs diligences d'audit pour la certification des comptes annuels.

2.2.4 Notre gestion des risques

2.2.4.1 Contexte et cartographie des risques

Notre Société a renforcé son dispositif de contrôle interne mis en place depuis quelques années, en présentant une cartographie des risques à notre Comité d'Audit et des Risques une fois par an. L'objectif est de mettre à disposition un outil de surveillance plus systématique.

Cette cartographie est issue d'une analyse des risques auxquels notre Groupe peut être exposé et dont la matérialisation pourrait avoir un effet négatif sur ses activités, sa situation financière ou son patrimoine, ou encore sur sa réputation ou son image.

Notre Société a achevé l'exercice de revue de sa cartographie des risques en février 2021. Elle a ainsi identifié et travaillé sur plusieurs scénarios couvrant les principaux risques pouvant affecter ses activités tant au niveau du Groupe qu'au niveau local.

Notre Comité d'Audit et des Risques a pris connaissance de la dernière version de la cartographie des risques en mars 2021.

2.2.4.2 Méthode

Notre cartographie des risques a été réalisée avec le concours de l'ensemble des membres du Comité Exécutif. Elle s'est construite en deux étapes :

- conduite d'entretiens avec les membres du Comité Exécutif, les responsables de filiales et les fonctions opérationnelles, complétée par

2.2.3.3 Rôle de nos Commissaires aux comptes

Dans l'exercice de leurs fonctions, nos Commissaires aux comptes sont appelés :

- à prendre connaissance de l'organisation et du fonctionnement de nos processus de contrôle interne ;
- à présenter leurs observations, le cas échéant, sur la description donnée sur nos procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière ;
- à attester de l'établissement des autres informations requises dans notre rapport sur le gouvernement d'entreprise au titre de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

des questionnaires thématiques, afin d'identifier les risques propres à chacune de leurs activités et les moyens mis en œuvre pour les maîtriser ou les atténuer ;

- évaluation du niveau de criticité de chaque risque sur la base de deux critères : impact financier et probabilité de survenance du risque.

2.2.4.3 Révision et rapports périodiques

Notre cartographie des risques est révisée au minimum une fois par an. Elle repose sur la conduite d'entretiens avec les membres de notre Comité Exécutif et les fonctions opérationnelles.

Elle peut également être revue à la suite d'un audit externe ou d'une analyse spécifique conduisant à l'identification de nouveaux risques ou à la réévaluation de risques existants.

La cartographie des risques fait l'objet de rapports périodiques auprès de notre Comité Exécutif et d'une communication annuelle auprès de notre Comité d'Audit et des Risques.

2.2.5 Nos procédures de contrôle interne et d'information comptable et financière

En application de l'article L. 225-100-1 du Code de commerce, notre Groupe décrit ci-dessous ses procédures de contrôle interne concourant à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

2.2.5.1 Principes généraux

Notre processus interne d'élaboration et de traitement comptable et financier vise à assurer :

- la conformité des informations comptables et financières publiées avec les règles applicables ;
- l'application des instructions et orientations fixées par notre Direction générale au titre de ces informations ;
- la fiabilité des informations diffusées et utilisées en interne à des fins de pilotage ou de contrôle dans la mesure où elles concourent à l'élaboration de l'information comptable et financière publiée ;
- la fiabilité des comptes publiés et celle des autres informations communiquées au marché ;
- la préservation de ses actifs et de son patrimoine ;
- la prévention et la détection des fraudes et irrégularités comptables et financières, dans la mesure du possible.

Notre Groupe s'appuie sur notre Direction financière pour assurer le processus d'élaboration et de traitement de l'information comptable et financière.

2.2.5.2 Processus de pilotage de l'organisation comptable et financière

Notre processus de pilotage de l'organisation comptable et financière repose sur une organisation et des procédures documentées qui assurent la fiabilité et l'intégrité des données consolidées publiées.

Des procédures de contrôle interne sont mises en place et reposent sur un système de contrôle centralisé des données remontées par nos filiales.

Elles consistent notamment à mettre en place des principes de séparation des tâches et de supervision des opérations critiques, et participent entre autres à la prévention et à la détection de fraudes ou d'irrégularités comptables et financières.

A. Notre Direction financière

Notre Direction financière a un rôle clé dans le pilotage de l'organisation comptable et financière de notre Groupe et s'appuie, pour mener à bien ses missions, sur ses fonctions Consolidation, Comptabilité, Contrôle de gestion, contrôle interne et communication, et Relations investisseurs.

Notre Direction financière est également représentée dans chaque filiale de notre Groupe.

Notre organisation comptable et financière est intégrée au dispositif de contrôle permanent mis en place au sein de notre Groupe. Elle s'assure de son efficacité et de celles de ses processus contribuant à l'élaboration et au traitement des données financières publiées.

Pour cela, elle met en œuvre des procédures de consolidation et de suivi et de pilotage de l'information financière en conformité avec les normes comptables IFRS.

B. Notre *Disclosure Committee*

Le *Disclosure Committee* est un élément important du contrôle interne de notre Groupe.

Il s'agit d'une réunion ayant lieu deux fois par an avant l'arrêté des comptes par notre Conseil d'administration.

Sont présentés aux membres de notre Comité Exécutif les événements clés et points significatifs de la période relatifs aux comptes, les options de clôture retenues ainsi que les principales zones de jugement faites.

L'objectif est de s'assurer de la pertinence de l'information financière qui sera mise à disposition du public, notamment :

- en confirmant la correcte compréhension de notre Direction financière des situations opérationnelles ;
- en validant l'exhaustivité des litiges, ou risques de litiges, examinés ;
- en revoyant les éventuels événements post-clôture.

Ces réunions font l'objet d'un compte rendu écrit dans lequel les membres de notre Comité Exécutif confirment avoir communiqué à notre Direction financière l'ensemble des informations nécessaires.

Nos Commissaires aux comptes assistent au *Disclosure Committee*.

C. Notre Comité d'Audit et des Risques et notre Conseil d'administration

Notre Comité d'Audit et des Risques ainsi que notre Conseil d'administration ont un rôle de contrôle et de vérification sur le processus d'élaboration et de traitement de l'information comptable et financière.

Contrôles et vérifications

Chaque année, le budget annuel est approuvé par notre Conseil d'administration, après analyse et sur proposition de notre Comité d'Audit et des Risques. Ce budget est utilisé pour le pilotage des performances économiques de chaque unité opérationnelle et de l'ensemble de notre Groupe.

Lors de chaque arrêté de comptes, notre Directeur-riche financier-e présente au Comité d'Audit et des Risques et au Conseil d'administration la situation réelle de notre Groupe par rapport au budget annuel.

Arrêté des comptes

Les projets de comptes semestriels et annuels, consolidés et sociaux, accompagnés des annexes, sont adressés à notre Conseil d'administration ainsi qu'à notre Comité d'Audit et des Risques huit jours avant leurs réunions d'arrêté des comptes.

Notre Comité d'Audit et des Risques se réunit préalablement à la séance du Conseil d'administration pour revoir les états financiers. Ses membres peuvent s'entretenir avec nos Commissaires aux comptes ou des personnes clés de notre Direction financière, hors la présence de notre Direction Générale. Les membres du Comité peuvent recueillir leurs avis sur les éléments comptables présentés, ou encore sur l'efficacité du dispositif de contrôle interne mis en œuvre.

Les états financiers, une fois revus par notre Comité d'Audit et des Risques, sont présentés à notre Conseil d'administration, qui les arrête.

Par ailleurs, notre Comité d'Audit et des Risques assure la revue du plan d'investissement annuel et des dépenses exceptionnelles. Il est également en charge de la revue régulière des principaux risques financiers et engagements hors bilan significatifs de notre Groupe.

Notre Comité d'Audit et des Risques rend compte de ses travaux à notre Conseil d'administration *a minima* quatre fois par an.

D. Nos Commissaires aux comptes

Conformément à la législation française, les comptes de notre Groupe sont audités par un collège de Commissaires aux comptes.

Nos filiales identifiées comme significatives font l'objet d'un audit (revue limitée pour les comptes semestriels). Nos autres filiales font l'objet de procédures de revue sur les agrégats financiers pertinents.

Nos Commissaires aux comptes présentent la synthèse de leurs travaux à notre Direction financière ainsi qu'à notre Comité d'Audit et des Risques, à l'occasion de chaque clôture semestrielle et annuelle.

Les cabinets Ernst & Young et KPMG ont été nommés pour une durée de six exercices courant à compter de l'Assemblée Générale du 25 juillet 2016 et expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui sera appelée à statuer en 2022 sur les comptes de l'exercice à clore le 31 mars 2022.

2.2.5.3 Processus concourant à l'élaboration de l'information comptable et financière publiée

Conformément au Règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, notre Société publie ses comptes consolidés suivant les normes comptables internationales (IFRS) depuis le 1^{er} avril 2005.

A. Communication financière

En application de la réglementation boursière, notre Groupe s'attache à diffuser une information fiable et précise, et à porter à la connaissance du public, aussitôt que possible, tout événement susceptible d'avoir une influence sensible sur le cours de ses instruments financiers.

Les éléments financiers à porter à la connaissance du public sont élaborés par notre Directeur-riche financier-e qui utilise les données préparées et vérifiées par son équipe.

Avant diffusion, ces publications sont revues par plusieurs membres clés du Comité Exécutif ainsi que par notre Directeur général.

Elles sont également préalablement soumises à la validation des membres de notre Comité d'Audit et des Risques et/ou de notre Conseil d'administration. Nos administrateur-rices ont ainsi la faculté de formuler leurs observations et de suggérer des modifications avant toute publication.

L'exactitude, l'exhaustivité ainsi que la précision de l'information, sa cohérence, sont les points clés faisant l'objet d'une vérification systématique à chaque étape de ce processus.

L'ensemble des supports de la communication financière de notre Société est publié sur notre site internet à la rubrique « Entreprise/Investisseurs » (www.soitec.com/fr/investisseurs).

Ils sont disponibles pendant une durée minimale de cinq années.

B. Processus de consolidation

Le processus de consolidation est centralisé au sein de notre Groupe.

Le Service consolidation diffuse à nos filiales les règles comptables à appliquer et s'assure de leur correcte compréhension et application.

Le *reporting* mensuel, les budgets ainsi que la consolidation des données comptables sont gérés sur un même système informatique.

Les objectifs du système de consolidation et de gestion en termes de contrôle sont les suivants :

- procéder à des contrôles de cohérence sur les données financières remontées par les filiales ;
- accélérer le traitement des informations remontées ;
- gérer les normes comptables internationales (IFRS).

Les définitions et les principes comptables sont formalisés et disponibles pour l'ensemble de nos utilisateurs et utilisatrices.

Les informations transmises par nos filiales sont contrôlées par l'équipe Consolidation à notre siège. Elle effectue des contrôles de cohérence et valide les postes présentant le plus de risques préalablement à la consolidation des états financiers.

Une procédure de *reporting* à notre Directeur-riche financier-e, visant à lui fournir une analyse détaillée de l'évolution des résultats et de certains indicateurs clés, est organisée de la manière suivante :

- établissement et approbation d'un budget détaillé annuel, qui est ensuite mensualisé ;
- *reporting* mensuel en matière de résultat, trésorerie et investissement ;
- analyse détaillée des écarts ;
- révision budgétaire trimestrielle lors des réunions de pilotage et de contrôle.

Nos résultats et prévisions sont revus sur une base trimestrielle de façon à s'assurer que les objectifs sont atteints.

Le suivi régulier de nos résultats et prévisions permet de prendre, le cas échéant, les mesures correctives nécessaires.

C. Procédure de remontée et de consolidation de l'information

Nos états financiers consolidés publiés sont élaborés par notre Direction financière sur la base des états financiers des filiales.

Nos états financiers sont préparés par nos filiales en conformité avec les règles comptables de notre Groupe selon un calendrier défini et communiqué par notre Direction financière.

Les principales options et estimations comptables retenues par notre Groupe sont évoquées en amont de l'arrêté des comptes avec nos Commissaires aux comptes.

D. Contrôle des comptes consolidés

Les Commissaires aux comptes de notre Société vérifient et auditent les états financiers consolidés annuels et procèdent à un examen limité des états financiers consolidés semestriels. Si nécessaire, les états transmis par nos filiales font l'objet d'une revue de la part des auditeurs externes locaux.

Nos Commissaires aux comptes établissent dans le cadre de leur mission une synthèse de leurs travaux et de leurs conclusions, qui fait l'objet d'une discussion avec notre Direction financière.

E. Gestion de l'information financière externe

Les états financiers de notre Groupe sont élaborés à partir des données issues de nos ERP (progiciels de comptabilité) et sont ensuite intégrés aux rapports semestriels et annuels qui sont revus par les auditeurs externes.

Les publications de notre Groupe relatives à nos états financiers sont rédigées en fonction des informations recueillies auprès de notre Direction financière et sont systématiquement validées par notre Directeur-riche financier-e.

Notre Comité d'Audit et des Risques ainsi que notre Conseil d'administration les examinent et approuvent leur publication.

2.3 Assurance et couverture des risques

2.3.1 Présentation générale de notre politique d'assurances

En complément des moyens de prévention et de protection déployés, notre Société dispose d'un programme d'assurances global permettant notamment de couvrir :

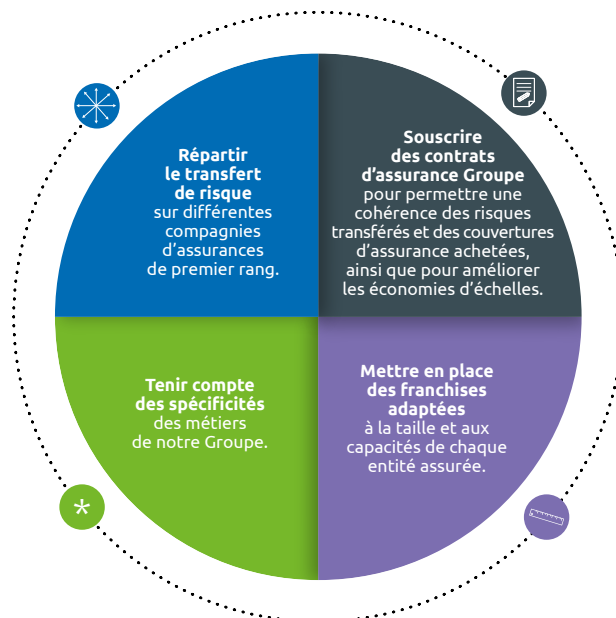
- les risques de dommages aux biens et de perte d'exploitation ;
- les risques des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à notre Société du fait de son exploitation ou du fait de la circulation de ses produits dans le monde ;
- les risques liés au transport de marchandises ;
- les risques liés aux atteintes à l'environnement ;
- les risques liés aux cyberattaques.

D'autres programmes d'assurances sont également souscrits pour les risques de moindre intensité.

En tant que de besoin, nos programmes d'assurances sont complétés par des polices d'assurance souscrites par ou pour les filiales de notre Groupe, afin de couvrir les risques inhérents à leur activité spécifique. Par exemple, une police d'assurance responsabilité civile produits aéronautiques a été souscrite par notre filiale Dolphin Design.

Notre politique de gestion des risques et des assurances répond aux objectifs suivants :

- répartir le transfert de risque sur différentes compagnies d'assurances de premier rang ;
- souscrire des contrats d'assurance Groupe pour permettre une cohérence des risques transférés et des couvertures d'assurance achetées, ainsi que pour améliorer les économies d'échelles ;
- tenir compte des spécificités des métiers de notre Groupe ;
- mettre en place des franchises adaptées à la taille et aux capacités de chaque entité assurée.

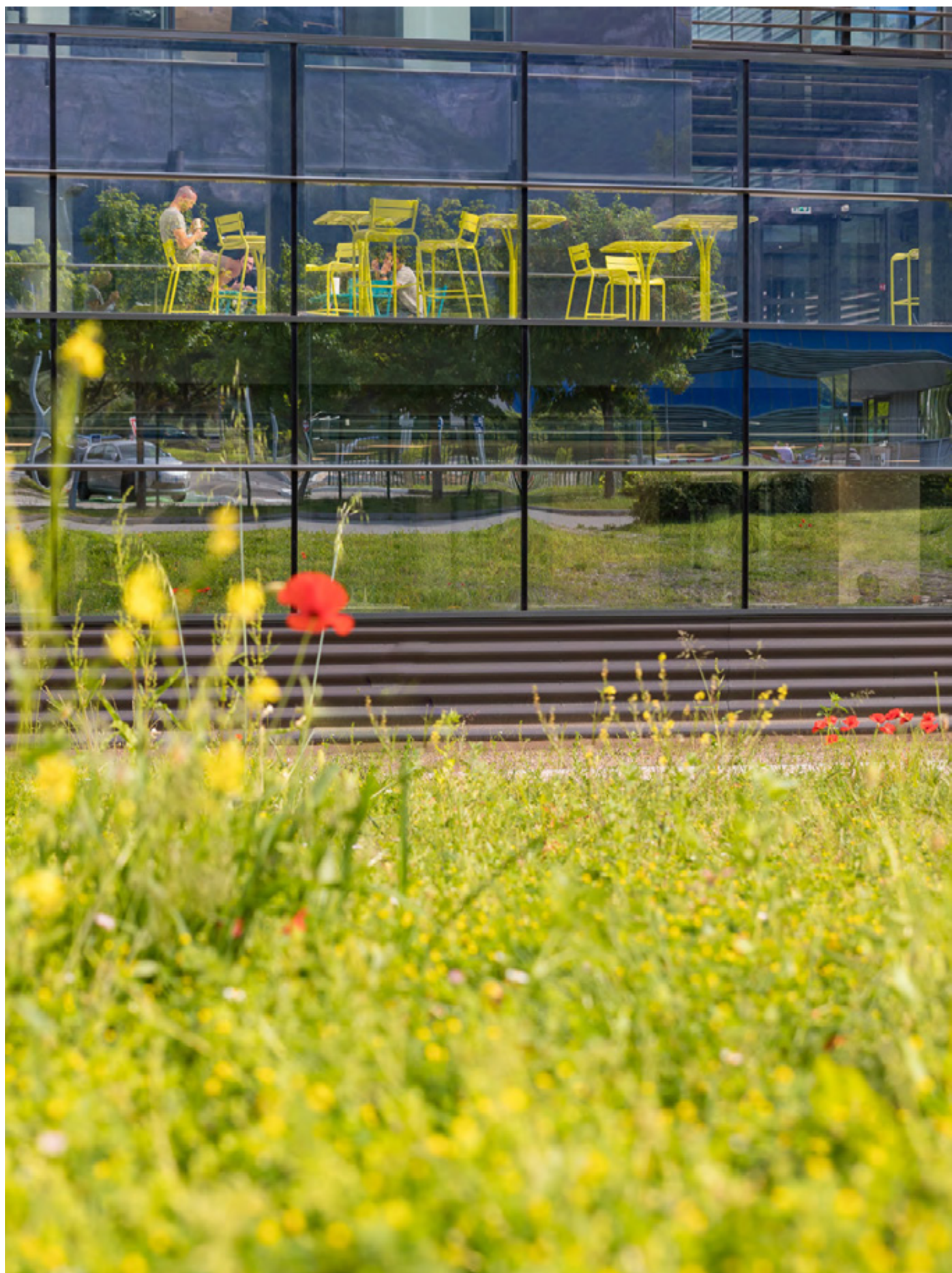


2.3.2 Descriptif de nos polices d'assurance

Type de police	Objet de la police et périmètre d'application
Dommages aux biens & pertes d'exploitation	Les biens et les pertes d'exploitation sont couverts par des polices d'assurance du type « tous risques sauf ». Ces polices sont adaptées aux différents sites de production de notre Groupe qui font l'objet de visites régulières de la part des expert-es des compagnies d'assurances afin d'ajuster au mieux les montants des garanties et les franchises à la réalité des risques. Les franchises « dommages aux biens » et « pertes d'exploitation » combinées sont adaptées en fonction des sites et les pertes d'exploitation sont en général assurées pour des périodes de 12 mois. Ce programme intègre la garantie « frais supplémentaires d'exploitation » ainsi qu'une garantie « carence fournisseurs et/ou clients ».
Transport de marchandises	La politique de gestion des risques et des assurances de notre Groupe conduit à souscrire des polices d'assurance permettant de couvrir ses marchandises sur l'ensemble de sa chaîne logistique, de nos fournisseurs jusqu'à la clientèle.
Responsabilité civile atteinte à l'environnement	L'assurance « Responsabilité civile atteinte à l'environnement » porte sur notre site de production de Bernin, en France. Elle couvre les conséquences pécuniaires de notre Société pour les dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tierces parties, en cas de pollution ou d'atteinte à l'environnement dont elles seraient victimes du fait notre activité. Cette assurance prend également en charge les frais de dépollution faisant suite à une contrainte administrative.
Responsabilité civile	Les assurances « Responsabilité civile » ont pour objet de couvrir la responsabilité de notre Groupe soit pendant l'exploitation de l'activité, soit après la livraison des produits, soit dans le cadre d'une défense pénale et de recours. Ces assurances sont souscrites pour l'ensemble de nos sites de production et de distribution auprès des mêmes compagnies d'assurances. Ces polices prennent en compte les particularités de chaque site de production ainsi que les risques liés aux différentes zones géographiques de livraison des produits.
Responsabilité civile des dirigeant-es et mandataires sociaux-ales	L'assurance « Responsabilité des dirigeant-es et mandataires sociaux-ales » a pour objectif de couvrir l'ensemble de nos dirigeant-es et des mandataires sociaux-ales de notre Société ainsi que de nos filiales contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourues par ces personnes à l'égard des tierces parties, fondées sur une faute de gestion ou sur une faute professionnelle dans l'exercice de leurs fonctions.
Fraude et malveillance	L'assurance « Fraude et malveillance » a pour objet de couvrir les préjudices financiers de la Société et de ses filiales résultant d'actes frauduleux (tels que l'abus de confiance, l'escroquerie, le faux et l'usage de faux, la falsification ou contrefaçon de chèques ou le vol) ou d'agissements hostiles (tels que l'introduction de virus informatiques) commis par leurs préposé-es ou par des tierces personnes, ainsi que les dépenses consécutives qu'elles peuvent encourir à ce titre.
Cyberattaques	L'assurance « Cyberattaques » a pour objectif de couvrir les conséquences liées aux cybermenaces qui pourraient porter atteinte aux données et à la sécurité du système informatique de la Société et/ou de l'entité prestataire d'externalisation, ou liées aux menaces d'extorsion de données ou de fonds. Cette couverture prend notamment en compte les risques de perte d'exploitation, les frais de gestion de l'incident et de restauration des systèmes d'information et de leurs données, ainsi que les frais de conseil ou d'expertise.

2.4 Procédures administratives, judiciaires ou d'arbitrage

Conformément au Règlement délégué 2019/980 de la Commission européenne du 14 mars 2019, faisant complément au Règlement (UE) 2017/1129, notre Groupe estime ne pas avoir, à la date de la publication du présent Document d'Enregistrement Universel, de procédure administrative, judiciaire ou d'arbitrage en cours pouvant avoir un impact significatif sur la situation financière ou la rentabilité de notre Groupe.



3



Responsabilité sociétale de l'entreprise

3.1	Le modèle d'affaires de Soitec	66
3.2	La RSE, pilier de la stratégie de notre Groupe	67
3.2.1	Une gouvernance impliquée	67
3.2.2	Inscrire la RSE au cœur de la stratégie : la politique développement durable 2021-2026...	68
3.2.3	L'analyse de matérialité et des risques	71
3.3	Innover au service de la transformation pour un avenir meilleur	74
3.3.1	L'innovation au cœur de notre performance	74
3.3.2	Notre valeur ajoutée : rendre possibles les projets de nos clients	75
3.3.3	Garantir la santé et la sécurité des utilisateur·rices de nos produits	76
3.4	Contribuer à la transition vers une économie bas carbone et préserver la planète	77
3.4.1	Un système de management certifié..	77
3.4.2	Changement climatique et énergie	77
3.4.3	Les ressources en eau	79
3.4.4	Réduire les pollutions et les déchets	80
3.4.5	Maintenir un écosystème local sain et équilibré	81
3.5	Offrir une expérience enrichissante à nos salarié·es	81
3.5.1	Attirer les talents	82
3.5.2	Fidéliser les talents	83
3.5.3	Promouvoir la diversité et l'inclusion	86
3.5.4	Maintenir un excellent dialogue social	88
3.5.5	Assurer la santé et la sécurité des collaborateur·rices	89
3.5.6	Gérer la crise sanitaire sur le long terme	91
3.6	Être exemplaire dans notre activité et nos relations	92
3.6.1	Lutter contre la corruption et l'évasion fiscale	92
3.6.2	Chaîne d'approvisionnement responsable	93
3.6.3	Cybersécurité et protection des données	94
3.6.4	Renforcer les liens avec les communautés locales	95
3.7	Table de concordance GRI et ODD	97
3.8	Performance RSE	100
	Social	100
	Environnemental	110
	Gouvernance	114
3.9	Note méthodologique	114
3.9.1	Contrôle et consolidation des données	114
3.9.2	Définition des entités	114
3.9.3	Périmètre	115
3.9.4	Méthodes de calcul	117
3.9.5	Limites méthodologiques	118
3.10	Rapport de l'un des commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur la déclaration consolidée de performance extra-financière	118

3.1 Le modèle d'affaires de Soitec DPEF

Soitec est un acteur mondial majeur de l'innovation et de la production de matériaux semi-conducteurs. Notre vocation est d'apporter des solutions au cœur des évolutions technologiques majeures : la 5G, l'intelligence artificielle et l'efficacité énergétique.

À travers ces trois grandes tendances technologiques, Soitec s'adresse à trois marchés principaux : la communication mobile et ses infrastructures, l'automobile et l'industrie, et les objets intelligents.

Le numérique se développe dans tous les foyers de la planète et la consommation de données explose, la période de crise sanitaire ayant accéléré le processus. Les besoins en équipements de plus en plus performants pour accélérer l'accès à la donnée, et ce à des prix concurrentiels, sont un levier fort de croissance pour le secteur. Cependant, le numérique a un impact potentiel important sur le changement climatique, étant responsable de 3,4 % des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et de 2,7 % de la consommation d'énergie finale mondiale ⁽¹⁾. Concilier la sobriété énergétique et l'amélioration de la performance des équipements devient dans ce contexte un mot d'ordre à traduire en pratique : augmenter la durée de vie des batteries, réduire la consommation lors de l'utilisation...

Le secteur évolue très rapidement ; pour garder sa position parmi les leaders, l'ambition de notre Groupe est de continuer à créer les standards sur ses trois marchés de référence. Ainsi, certaines normes ont déjà été établies par Soitec : pour la communication 4G et 5G, l'AIoT (*Artificial Intelligence of Things*) et l'informatique de pointe, la connectivité des centres de données, les véhicules électriques et autonomes.

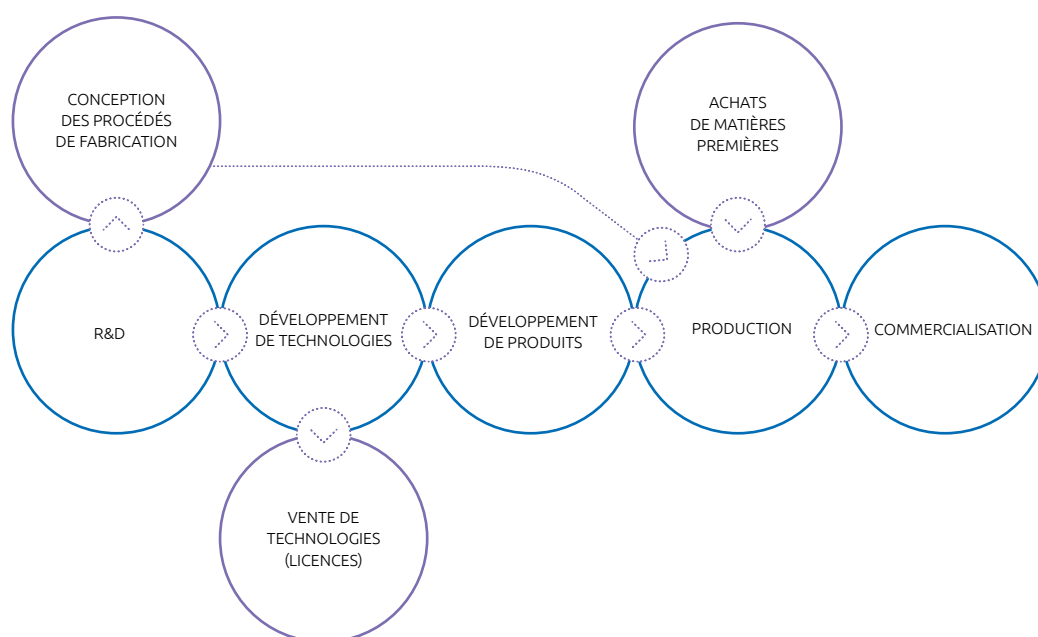
Pour garder cette avance, notre stratégie inclut un fort investissement dans l'innovation : près de 13 % du chiffre d'affaires y est consacré, environ 20 % de l'effectif travaille sur les sujets innovation et nous avons développé un écosystème riche et des partenariats étroits pour capter les tendances et défis technologiques de demain et être en capacité d'y répondre.

Le développement de technologies innovantes, couvertes par de nombreux brevets, nous permet de proposer des produits, eux-mêmes brevetés, particulièrement intéressants pour répondre aux enjeux de nos clients.

Ainsi, deux technologies majeures – Smart Cut™ et Smart Stacking™ – et notre expertise dans multiples domaines (épitaxie, matériaux composites et piézoélectriques) nous ont permis de développer une vaste gamme de produits : FD-SOI, RF-SOI, Power-SOI, Photonics-SOI, Imager-SOI, POI et GaN. Les futures générations de substrats InGaNOs et SiC sont à un stade avancé de développement.

Notre Groupe donne un accès à ses technologies à d'autres acteurs du secteur par un système de licences, faisant de ces entreprises à la fois des clients et des concurrents, ce qui nous confère une position particulière dans la chaîne de valeur. Les clients de notre Groupe sont les principaux fabricants de puces électroniques.

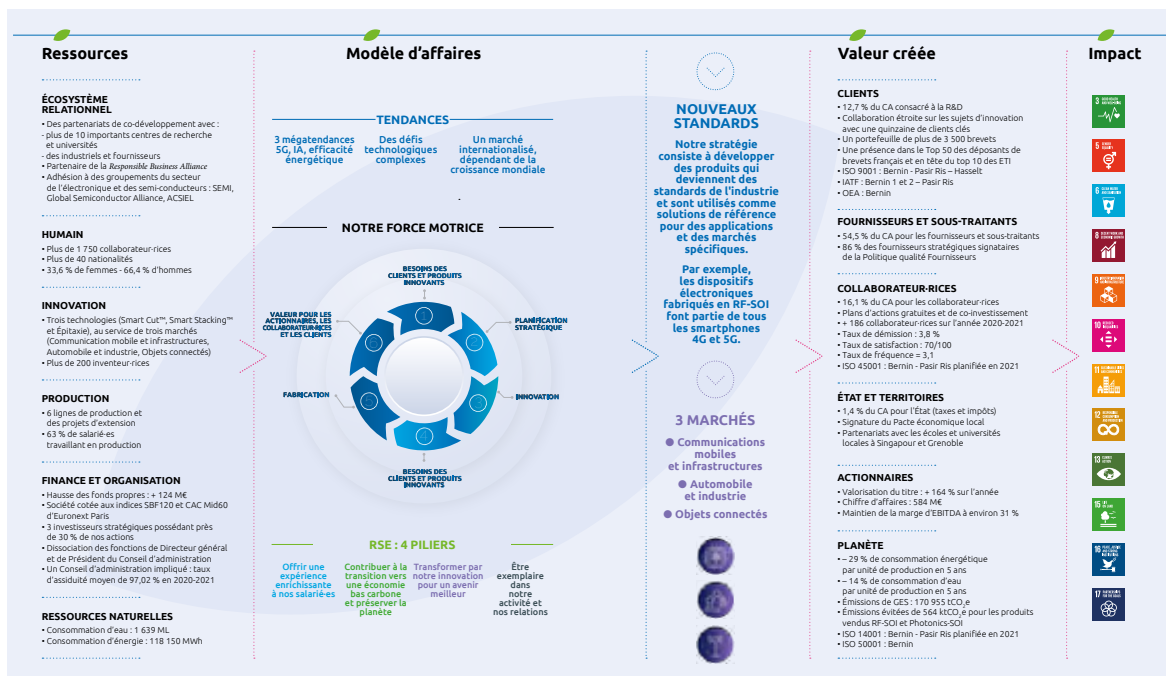
L'organisation du Groupe repose sur ses différentes activités opérationnelles, soutenues par les fonctions support – qualité, HSE, RH, finance...



(1) Données 2017. Dedryver L. (2020), « Maîtriser la consommation du numérique : le progrès technologique n'y suffira pas », Document de travail, n° 2020-15, France Stratégie, octobre.

Le schéma du modèle d'affaires peut être consulté dans le Rapport intégré, pages 22-23.

Notre modèle d'affaires axé sur la création de valeur



3.2 La RSE, pilier de la stratégie de notre Groupe

3.2.1 Une gouvernance impliquée

La responsabilité sociétale de Soitec est portée au niveau du Comité de Direction par le Directeur des ressources humaines et du développement durable. Une responsable de la RSE et de la communication employeur lui est rattachée et a la charge du pilotage de la démarche. Les décisions majeures, qui impliquent, à des degrés divers, l'ensemble des départements de l'entreprise, sont débattues par le Comité Exécutif lors de revues trimestrielles. Chaque entité opérationnelle est embarquée et contribue à construire, mettre en œuvre et évaluer les politiques, les objectifs et les résultats. Tous les mois, un Comité de pilotage de la RSE, composé des représentant·es de ces départements, se réunit pour évoquer les objectifs, les résultats et les plans d'action. Les entités concernées sont :

- le département ressources humaines ;
- le département HSE ;
- le département finances ;
- le département qualité ;
- le département des infrastructures ;
- le département achats ;
- le département juridique ;
- le département des relations investisseurs.

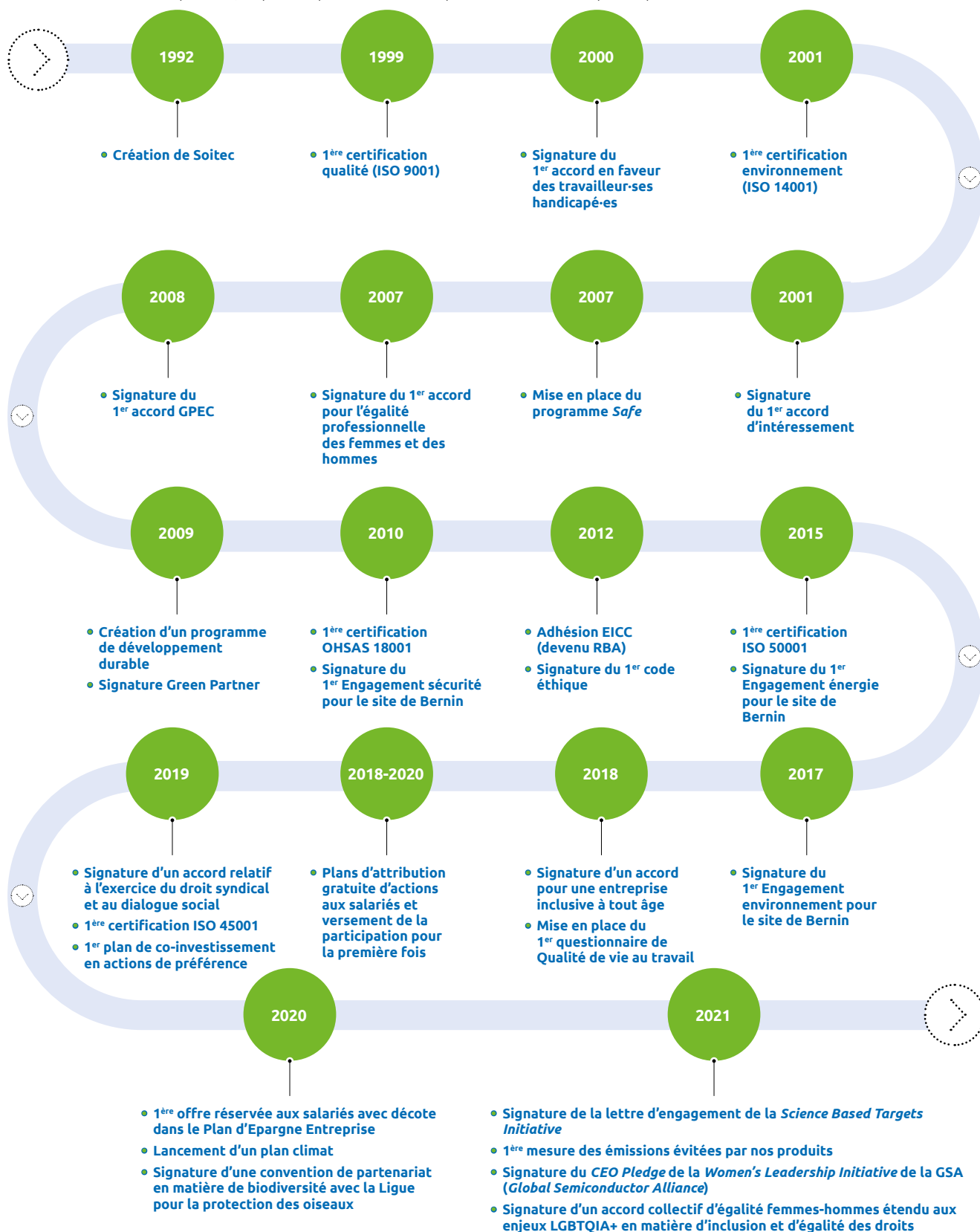
En application d'une décision du Conseil d'administration prise lors de sa réunion du 31 mars 2021, le Conseil d'administration abordera également les sujets RSE au sein du Comité des rémunérations, désormais « Comité des Rémunérations et du Développement durable », qui aura pour mission de débattre des orientations et de suivre les objectifs et des indicateurs de chacun des domaines concernés pour formuler ses recommandations au Conseil d'administration.

Marqueur fort de l'engagement de notre Groupe, la part variable de la rémunération de notre Directeur général dépend en partie de critères de développement durable : sur les deux précédents exercices, son bonus était ainsi lié au score de l'enquête « qualité de vie au travail », aux progrès réalisés en matière d'égalité femmes-hommes et pour l'exercice 2020-2021 aux objectifs de maîtrise de la consommation d'énergie. Pour l'exercice 2021-2022, le Conseil d'administration a proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires d'approuver un dispositif de part variable comprenant des objectifs en matière de qualité de vie au travail, d'égalité femmes-hommes et d'engagements dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Les salarié·es des différents établissements industriels éligibles à une part variable individualisée ont, parmi leurs critères, un objectif de réduction du taux de fréquence des accidents de travail avec arrêt et, en fonction de leurs missions, des objectifs liés aux projets de développement durable auxquels ils et elles sont associés (notamment la lutte contre le réchauffement climatique, l'égalité femmes-hommes et la qualité de vie au travail). L'ensemble des salarié·es de l'UES en France est également incité à contribuer à l'amélioration de la vie dans l'entreprise par l'intégration d'un indicateur de qualité de vie au travail dans le calcul de l'intéressement.

3.2.2 Inscrire la RSE au cœur de la stratégie : la politique développement durable 2021-2026

La politique RSE précédente basée sur trois piliers, *Planet – People – Ethical business* a été revue en fin d'exercice 2020-2021 pour une nouvelle dynamique sur cinq ans à partir de 2021. Soitec a choisi de redéfinir sa politique RSE cette année pour inscrire pleinement le développement durable au cœur de sa stratégie d'entreprise. Conscient des enjeux de son secteur d'activité et des impacts des produits qu'il commercialise, notre Groupe a choisi d'avoir une croissance durable et pérenne, en prenant pleinement en compte les attentes de ses parties prenantes.



La mise en œuvre de la stratégie RSE ainsi que la prise en compte au quotidien de nos valeurs ont été récompensées par plusieurs prix sur l'année fiscale :

- le site de Bernin a reçu le « Trophée de l'Usine de l'année », remis par le magazine français *L'Usine Nouvelle* ;
- Soitec est lauréate dans la catégorie « Impact for good » des « Grands Prix de l'Accélération Digitale » remis par la chaîne de télévision française BFM Business, Inetum (anciennement GFI), Axway, SFR Business, Square, Lumapps et InsideBoard. Cette distinction récompense la réduction au cours des six dernières années de 63 % de l'énergie consommée pour chaque plaque produite sur son site industriel en France ;
- le gouvernement français a décerné au consortium Référence piloté par Soitec, la distinction d'« Étoile de l'Europe » pour son innovation dans le secteur des télécommunications ;
- la stratégie d'actionnariat salarié s'est vu décerner le « Grand Prix de l'actionnariat salarié », dans la catégorie Grand Prix des PME-ETI et Start-up remis par la Fédération française des associations d'actionnaires salariés et anciens salariés, dans la catégorie des PME-ETI et Start-up ;

- cette même stratégie a également été récompensée du Trophée C&B, à l'initiative du Club ORAS (Observatoire de la rémunération et des avantages sociaux).

Soitec a obtenu le score de 82/100 dans l'étude 2020 de Gaïa Rating, se classant au 16^e rang parmi 230 sociétés évaluées. Soitec a par conséquent intégré l'Indice Gaïa qui regroupe les 70 sociétés les mieux classées et qui a été publié pour la 12^e année.

Forte de cette belle dynamique, la nouvelle politique RSE trouve ses fondations dans une attention portée de longue date aux personnes et à l'environnement. Elle est le fruit d'engagements ancrés dans la culture de notre Groupe en matière d'éthique, de préservation de l'environnement et de respect des personnes. Elle intègre désormais le cœur de métier de Soitec avec la sobriété énergétique des produits, fer de lance de notre innovation.

La stratégie repose maintenant sur 4 piliers et 13 engagements opérationnels.

TRANSFORMER PAR NOTRE INNOVATION LA VIE D'AUJOURD'HUI POUR UN AVENIR MEILLEUR

INNOVATION

Innover constamment pour améliorer la qualité et les impacts de nos produits ainsi que la vie des utilisateur·rices

RELATIONS CLIENTS

Concrétiser les projets de nos clients

OFFRIER UNE EXPÉRIENCE ENRICHISANTE À NOS SALARIÉ·ES

ATTRACTIVITÉ ET DÉVELOPPEMENT

Faire de Soitec un employeur attractif, mettre en place les conditions pour permettre à nos salarié·es de se développer dans l'entreprise tout en supportant la croissance de Soitec

SANTÉ ET SÉCURITÉ *

Préserver la santé et garantir la sécurité à nos salarié·es et travailler en permanence à renforcer la prévention des risques

QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

Déployer les conditions nécessaires pour assurer un bien-être au travail à nos salarié·es, leur permettre de devenir des ambassadeur·rices de notre Groupe et poursuivre nos efforts d'identification des axes d'amélioration

DIVERSITÉ ET INCLUSION

Rendre Soitec plus inclusive sur l'ensemble de ses implantations mondiales, lutter contre les stéréotypes et promouvoir l'égalité

* Cet engagement intègre aussi la gestion de la crise Covid-19.

Notre stratégie RSE repose ainsi sur 4 piliers qui se traduisent par 13 ENGAGEMENTS, pilotés par des indicateurs :

CONTRIBUER À LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE BAS CARBONE ET PRÉSERVER LA PLANÈTE

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Engager Soitec sur une trajectoire compatible avec l'Accord de Paris en réduisant ses émissions de gaz à effet de serre

STRESS HYDRIQUE

Poursuivre nos programmes de réduction des consommations d'eau en mesurant, en réduisant et en recyclant notre eau

BIODIVERSITÉ

Mettre en place sur nos sites les conditions pour préserver la biodiversité et sensibiliser nos salarié·es à cet enjeu

ÊTRE EXEMPLAIRE DANS NOTRE ACTIVITÉ ET NOS INTERACTIONS

CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT RESPONSABLE

Influencer notre écosystème à travers nos accords avec nos fournisseurs

COMMUNAUTÉS

S'engager auprès des communautés locales et des jeunes

ÉTHIQUE

Agir au plan mondial conformément à des principes sociaux et éthiques exigeants

CYBERSÉCURITÉ

Gérer les risques cyber et assurer la sûreté, la sécurité et la protections des données

La politique RSE de Soitec a été définie en cohérence avec des normes et des standards reconnus au niveau international. Ils dictent un cadre pour toute entreprise et toute organisation pour mettre en œuvre les principes du développement durable :

- la norme ISO 14001, relative à la gestion environnementale ;
- la norme ISO 45001, relative à la gestion de la santé et de la sécurité au travail ;
- la norme ISO 50001, relative à la gestion de l'énergie ;
- la norme ISO 27000, relative à la gestion de la sécurité de l'information ;
- la norme IATF, relative à la gestion de la qualité dans l'industrie automobile ;
- l'autorisation d'opérateur économique agréé (OEA) ;
- la norme ISO 26000, établissant les lignes directrices relatives à la responsabilité sociétale des entreprises ;

- les 8 Conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) ;
- la Déclaration universelle des droits de l'homme ;
- la Convention des Nations Unies contre la corruption ;
- les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, adoptés le 25 mai 2011 ;
- le cadre de reporting climat publié par la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD) ;
- le Code de conduite de la Responsible Business Alliance (RBA).

Notre Groupe a également identifié sa contribution aux Objectifs de développement durable des Nations Unies. Ces objectifs ont été choisis en 2015 et doivent être atteints en 2030 pour relever les grands défis mondiaux en matière de pauvreté, d'inégalité, de climat, de dégradation de l'environnement, de prospérité, de paix et de justice. Les entreprises ont un rôle non négligeable à jouer dans l'atteinte de ces objectifs.

	Objectif n° 3 : Bonne santé et bien-être		Objectif n° 11 : Villes et communautés durables
	Objectif n° 5 : Égalité entre les sexes		Objectif n° 12 : Consommation et croissance responsable
	Objectif n° 6 : Eau potable et assainissement		Objectif n° 13 : Mesures relatives à la lutte contre le changement climatique
	Objectif n° 8 : Travail décent et croissance économique		Objectif n° 15 : Vie terrestre
	Objectif n° 9 : Industrie, innovation et infrastructure		Objectif n° 16 : Paix, justice et institutions efficaces
	Objectif n° 10 : Inégalités réduites		Objectif n° 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

3.2.3 L'analyse de matérialité et des risques DPEF

Début 2021, une analyse de matérialité et des risques a été menée par un cabinet extérieur afin d'identifier nos principaux risques extra-financiers, ainsi que les risques que Soitec fait porter à ses principales parties prenantes. Cette analyse a été l'occasion de mettre à jour la cartographie des parties prenantes selon le niveau d'impact réciproque et le niveau de relation. Les parties prenantes internes et externes ainsi priorisées se sont alors exprimées sur une sélection de risques.

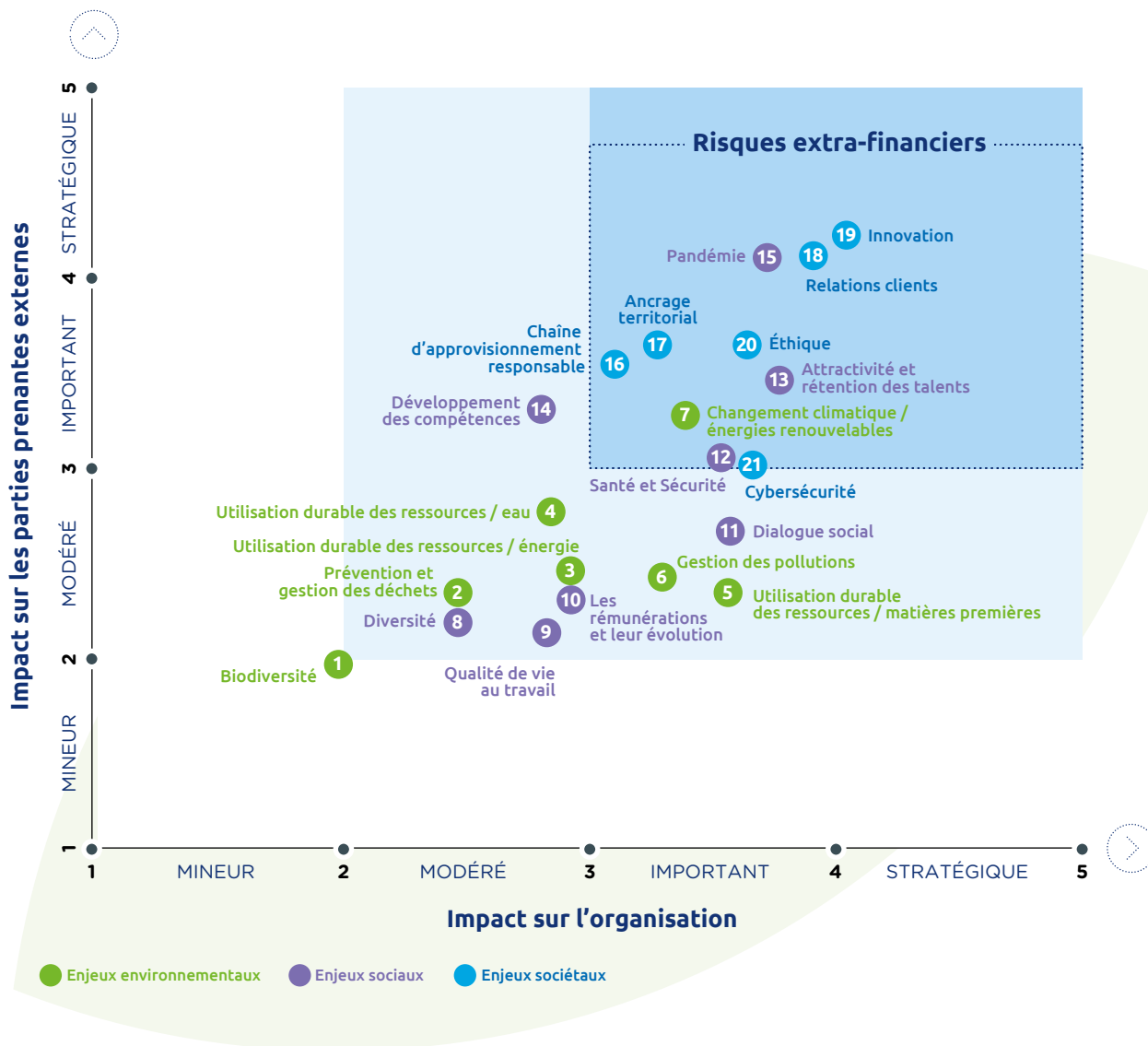
Cette sélection de risques a été le résultat d'un travail d'analyse des grandes tendances mondiales, des enjeux sectoriels, des risques identifiés par les pairs, des facteurs de risques financiers de Soitec et de la liste des indicateurs de l'article R. 225-105 du Code de commerce, régissant cette déclaration de performance extra-financière.

Les parties prenantes internes interrogées ⁽¹⁾, en entretien individuel ou groupe restreint, se sont prononcées sur le niveau de risque financier, de risque de continuité de l'activité, de risque réputationnel et risque de

conformité réglementaire qu'une mauvaise maîtrise du sujet pourrait faire porter à Soitec. Les parties prenantes externes ⁽²⁾ ont quant à elles noté l'impact potentiel qu'une mauvaise maîtrise du sujet par Soitec pourrait avoir sur leur organisation.

Les résultats sont présentés dans la matrice de matérialité et des risques, fléchant les principaux risques extra-financiers à prendre en compte. La crise sanitaire Covid-19 a notamment fait émerger un nouveau risque, celui de « Pandémie ».

Certains sujets n'ont pas été identifiés comme des risques extra-financiers prioritaires mais sont des enjeux sur lesquels Soitec est engagée depuis de nombreuses années. C'est le cas notamment de la qualité de vie au travail et de la diversité. Ces sujets, qui contribuent grandement à l'attractivité et à la rétention des talents, demeurent des aspects importants de la stratégie RSE de notre Groupe.



Le Comité de Direction a validé et retenu dix principaux risques extra-financiers. Pour chacun de ces risques, une politique est définie permettant de prévenir, éviter et réduire l'impact, et un indicateur clé de performance aide au pilotage. Notre Groupe s'est doté d'objectifs sur certains de ces indicateurs, selon l'historique disponible et la trajectoire de l'entreprise.

(1) Les deux administrateur-rices salariées, neuf membres du Comité Exécutif ainsi que la responsable RSE.

(2) Des représentant-es des clients, fournisseurs, sous-traitants, collectivités locales, pouvoirs publics, actionnaires, banques et partenaires innovation, ainsi que des administrateur-rices.

Risques extra-financiers	Définition des risques	Politiques	Indicateurs clés de performance
Innovation	<ul style="list-style-type: none"> Ralentissement de l'innovation Innovation mal fléchée Mauvaise compréhension des problématiques des clients 	Politique d'investissement	Nombre de brevets déposés
Pandémie	<ul style="list-style-type: none"> Maladie Fermeture d'usines Rupture d'activité 	Politique QHSE	Nombre moyen de jours de chômage partiel par collaborateur·rice concerné·e sur l'année
Relations clients	<ul style="list-style-type: none"> Mauvaise compréhension des attentes Perte de notoriété auprès des clients et de leurs donneurs d'ordre 	Politique qualité	Enquête de satisfaction relation client conduite tous les trois ans (base 100 en 2015)
Ancrage territorial	<ul style="list-style-type: none"> Détérioration de partenariats stratégiques et de source d'innovation Diminution du vivier de jeunes talents Ralentissement des projets d'extension 	Pacte économique local Partenariat Télémaque	
Éthique	<ul style="list-style-type: none"> Fraude, corruption, conflit d'intérêts, délit d'initiés, pratiques anticoncurrentielles 	Code de bonne conduite	% de salarié·es ayant suivi l'e-learning Code de bonne conduite
Attractivité et rétention des talents	<ul style="list-style-type: none"> Projet de croissance non tenable Perte de compétences clés 	Programme Elevate	Taux de promotion interne
Changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> Détérioration de l'image vis-à-vis de l'ensemble des parties prenantes Perte de contrats (à long terme) 	Engagement SBTi	Taux de réduction des gaz à effet de serre
Chaîne d'approvisionnement responsable	<ul style="list-style-type: none"> Participer indirectement au financement des conflits (minerais) Violations des droits de l'homme, détérioration de l'environnement dans la chaîne d'approvisionnement 	Politique Qualité fournisseurs (éthique, droits de l'homme, etc.)	% des fournisseurs stratégiques ayant signé la Politique qualité fournisseurs
Santé et sécurité	<ul style="list-style-type: none"> Accidents du travail, maladies professionnelles Risques psychosociaux 	Politique QHSE Programme Safe	Taux de fréquence
Cybersécurité	<ul style="list-style-type: none"> Perte ou vol de données confidentielles et/ou personnelles Arrêt des activités 	Politique de sécurité des systèmes d'information	% des nouveaux·elles collaborateur·rices sensibilisé·es à la cybersécurité

Les descriptions détaillées de ces risques, les politiques, les actions menées et les principaux résultats sont présentés dans les sections suivantes.

Risques extra-financiers	Résultats			Objectif 2021-2022	Objectif 2025-2026
	2018-2019	2019-2020	2020-2021		
Innovation	439	238	285		En cours de définition
Pandémie	-	-	821 jours	-	-
Relations clients	-	-	118		En cours de définition
Ancrage territorial	-	-	-		En cours de définition
Éthique	-	64 %	65 %	80 %	100 %
Attractivité et rétention des talents	13 %	10,4 %	14,8 %	-	13 % par an en moyenne sur les cinq ans
Changement climatique	-	-	-	Les objectifs seront validés et communiqués par l'initiative SBT.	
Chaîne d'approvisionnement responsable	88 %	90 %	86 %		En cours de définition
Santé et sécurité	5,3	3	3,1	3,4	-
Cybersécurité	-	-	98 %		En cours de définition

3.3 Innover au service de la transformation pour un avenir meilleur

Les produits que notre Groupe conçoit et commercialise sont des matériaux essentiels pour les équipements électroniques de la vie quotidienne de millions de personnes. Le secteur évolue très rapidement et Soitec doit être un moteur sur ses différents marchés, la stratégie étant de créer les normes de demain. L'innovation est donc un levier clé de la stratégie. Pour avancer dans la bonne direction, les relations avec nos clients et

leurs donneurs d'ordre sont indispensables. Notre réussite repose sur la compréhension des problématiques de demain et la création des relations partenariales avec nos clients. Enfin, nos produits, présents dans la vie de nombreuses personnes et infrastructures, se doivent d'être totalement sûrs, dans le respect des réglementations.

3.3.1 L'innovation au cœur de notre performance



3.3.1.1 Une organisation tournée vers l'innovation

Dans un secteur *high-tech* tel que celui de Soitec, l'innovation est le premier levier de la performance de l'entreprise. Un ralentissement dans l'innovation ou un mauvais choix technologique pourrait à terme engendrer une baisse de parts de marché et une détérioration de l'image, entraînant des difficultés financières.

Aussi, l'innovation est au cœur du modèle d'affaires de notre Groupe et de ses décisions. Elle est pilotée au sein de la Direction de l'innovation, qui emploie environ 160 personnes en France, en Belgique, aux États-Unis et à Singapour. La croissance prévue pour le Groupe sur le prochain exercice entraînera une forte croissance des effectifs de cette direction.

Une centaine de personnes supplémentaires contribue à soutenir l'innovation à travers les différentes collaborations externes. Le périmètre de Direction de l'innovation englobe la R&D avec la recherche de nouveaux produits, la mise en œuvre d'une solution mature aboutissant à un produit pilote commercialisable ainsi que la gestion de la propriété intellectuelle. Elle travaille en étroite collaboration avec les six *Business Units* internes (RF-SOI, FD-SOI, Specialty-SOI, Filtres, EpiGaN et Matériaux composés) ainsi qu'avec les clients, les donneurs d'ordre des clients et les partenaires de recherche au sein de diverses plateformes.

Notre Groupe a pour stratégie de développer des partenariats avec des centres de recherche d'envergure mondiale (CEA-Leti, Imec, Fraunhofer, SITRI, A*STAR, CEMES...), des universités (Stanford, Berkeley, National University of Singapore, Université catholique de Louvain, Université technique de Vienne...), des équipementiers internationaux et des plateformes d'innovation ou RTO – *Research and Technology Organization*.

Une équipe interne, la *collaboration platform*, a pour mission d'aller à la rencontre des grandes plateformes de R&D et des clients pour comprendre les *roadmaps* technologiques à 10 ans. Cette équipe peut ainsi conforter les choix technologiques inscrits dans la *roadmap* de Soitec. Elle identifie également les problématiques existant au sein de ces plateformes et chez les clients et alimente ainsi la réflexion pour la R&D.

L'ambition de notre Groupe est de créer les technologies et les produits qui seront les standards de nos marchés, faisant de notre Groupe un acteur incontournable des semi-conducteurs.

Trois sujets d'innovation confèrent à notre Groupe sa position de pionnier et de leader sur certains marchés : nos technologies (Smart Cut™, Smart Stacking™), notre expertise en ingénierie des matériaux (épitaxie, matériaux composés, piézoélectriques) et nos produits issus de ces technologies (SOI, POI, GaN, SiC).

Ces technologies et ces produits sont couverts par un portefeuille de plus de 3 500 brevets. Tous les ans, près de 300 demandes de brevets sont déposées, faisant de notre Groupe l'un des 50 premiers déposants de brevets en France et l'une des 10 premières ETI.



Sur l'exercice, 13 % du chiffre d'affaires ont été consacrés à la R&D.

Durant l'année 2020-2021, la Direction de l'innovation a travaillé sur des projets de diversification, hors SOI. Les principaux sujets ont été l'émergence de nouveaux designs dans le POI et le travail sur le carbure de silicium (SiC) : la première version d'une nouvelle génération de substrats SiC conçue avec la technologie Smart Cut™ a ainsi été réalisée cette année.

3.3.1.2 L'innovation responsable

Une des spécificités de notre innovation est la recherche d'optimisation sur la base de quatre indicateurs, appelés PPAC, pour les produits finaux de nos clients, quel que soit le marché (la communication mobile et ses infrastructures, l'automobile et l'industrie, et les objets intelligents) :

- *performance* : améliorer les performances des composants ;
- *power* : réduire la puissance consommée ;
- *area* : réduire et optimiser la surface utilisée ;
- *cost* : réduire le coût.

La réduction de la puissance consommée est un sujet important car le numérique est un secteur très consommateur d'énergie et par conséquent émetteur de gaz à effet de serre. Grâce à ses technologies et produits, Soitec participe à l'amélioration des consommations des produits mis sur le marché par ses clients. Cette année, une première étude a permis de montrer que les émissions de gaz à effet de serre évitées sont conséquentes pour deux familles de produits Soitec devenus des standards du marché, le premier équipant des smartphones (RF-SOI), l'autre des *data centers* (Photonics-SOI). L'étude a été menée en collaboration avec un partenaire extérieur spécialisé qui a développé une méthodologie spécifique, à partir du nombre de produits vendus au cours de l'année 2020-2021, en comparaison avec des substrats de référence (Soitec de génération précédente ou autre) du marché. Pour chaque type d'appareil, la durée de vie, le temps de recharge des smartphones et le fonctionnement en continu des *data centers* ont été pris en compte.

Pour le substrat RF-SOI, sur lequel est réalisée la majorité des composants du module antenne des smartphones, l'analyse a porté sur les gains de consommation électrique du *front-end module* d'un smartphone équipé de la génération 2 (RFeSI80) par rapport à la génération 1 (HR-SOI) et sur

les gains concernant le *front-end module* d'un smartphone équipé de la génération 3 (RFeSI90) par rapport à la génération 2 (RFeSI80). Ces trois générations prises en considération sont des produits Soitec car il n'y a pas de produits équivalents sur le marché.

598 GWh sont économisées pour le RF-SOI soit 352 000 tCO₂e évitées. La génération 2 permet d'économiser 18 % d'électricité par rapport à la génération 1 et la génération 3 permet d'économiser 8 % par rapport à la génération 2.

Pour le substrat Photonics-SOI, au cœur des connecteurs qui équipent les *data centers*, la génération 1 (40G) n'est pas un produit vendu par Soitec, les deux autres, générations 2 (100G) et 3 (400G) sont des produits Soitec.

À débit équivalent, les gains en consommation électrique d'un produit de la génération 2 par rapport à la génération 1 s'élèvent à 46 % et sont de 16 % entre la génération 3 et la génération 2. Au total, 423 GWh ont donc été économisés par le changement de générations : ce sont 212 000 tCO₂e qui ont ainsi été évitées.

Au total, la vente en 2020 des nouvelles générations a permis d'économiser la consommation énergétique domestique d'une ville de 450 000 habitants.

Tous les détails méthodologiques seront à retrouver dans le rapport qui sera prochainement rendu public. De nouveaux produits du portefeuille de Soitec seront étudiés prochainement.

Nos technologies ont aussi la spécificité d'optimiser la consommation des ressources. Le substrat principal, le silicium, peut être réutilisé. Avec la technologie Smart Cut™⁽¹⁾ et notre procédé de *refresh*, le substrat donneur

peut être recyclé jusqu'à 10 fois, permettant, outre un coût optimisé, une gestion plus durable des ressources.



L'innovation de notre filiale Dolphin Design a été reconnue en octobre dernier pour sa contribution à la protection de l'environnement : la plateforme SPEED (*System Platforms for Energy Efficient Design*) a reçu le label « Solar Impulse Efficient Solution » qui récompense 1 000 solutions efficaces, propres et rentables ayant un impact positif sur l'environnement et la qualité de vie.

Cinq critères dans trois domaines sont jugés par des experts indépendants pour intégrer le portefeuille de solutions labellisées :

- faisabilité : notre solution augmente considérablement la durée de vie de la batterie des appareils fonctionnant sur batterie et réduit le *time to market* ;
- impact environnemental : le principal avantage est la diminution de la consommation d'énergie nécessaire pour effectuer les mêmes opérations, ce qui entraîne moins de stress sur la batterie, moins d'auto-échauffement de la puce et une plus longue durée de vie de l'appareil ;
- rentabilité : SPEED fournit un *time to market* accéléré et une compétitivité accrue à ses utilisateurs, en utilisant des solutions cohérentes et des composants silicium de haute qualité.

Pour plus d'informations concernant la stratégie d'innovation, se référer au paragraphe 1.3.2 *Stratégie d'innovation*.

3.

3.3.2 Notre valeur ajoutée : rendre possibles les projets de nos clients DPEF

Dans la chaîne de valeur, Soitec a un positionnement particulier : notre Groupe travaille en étroite relation avec ses clients pour leur fournir les produits nécessaires à leur développement et se doit de collaborer également avec les donneurs d'ordre de nos clients pour être en capacité de comprendre leurs attentes vis-à-vis de leur chaîne d'approvisionnement globale. En effet, l'activité high tech dans laquelle nous évoluons est tirée par les utilisateur·rices finaux·ales de nos produits et par les marques d'équipements mis sur le marché (smartphones, automobiles...). Si nous ne comprenions pas suffisamment tôt les attentes des utilisateur·rices, si nous n'étions pas assez proches de nos clients et de leurs donneurs d'ordre, Soitec s'éloignerait du marché et des opportunités de développement des produits et des technologies. À terme, Soitec pourrait ne plus être vu comme une entreprise à la pointe de son secteur et perdre des clients et des parts de marché.

Notre Groupe a des équipes dédiées à la compréhension des évolutions des principaux marchés et des attentes actuelles et futures de chaque secteur.

Des *Business Units* sont dédiées à chacune des familles de produits. Elles ont la responsabilité de comprendre les besoins spécifiques des clients, de concevoir les produits et d'établir les spécifications, en matière de performance et de prix, attendues par les clients. L'équipe des ventes intervient de manière transversale auprès de toutes les *Business Units* pour orchestrer la relation et travailler à l'identification des besoins des clients.

Un travail a été mené pour cartographier les relations avec les clients et notre capacité à créer de la valeur. Cette cartographie s'articule autour de deux axes :

- *trusted execution* : c'est le socle de toute relation client. Il s'agit pour notre Groupe de gérer la relation au quotidien, de s'assurer de la conformité et de la qualité des produits envoyés, de la bonne tenue des spécifications, du respect des délais et de l'exécution des *roadmaps* technologiques. Sans confiance dans l'exécution des missions confiées, il sera difficile de développer la relation plus avant ;
- *enabler* : il s'agit pour Soitec de rendre possibles les projets de ses clients, de trouver les réponses à leurs problématiques et de contribuer de façon unique à leur succès.

Pour la dimension *enabler*, quatre niveaux ont été définis selon la facilité des clients à trouver des alternatives, et selon la valeur unique ou non que nous créons pour eux :

1. les produits que nous proposons répondent à un besoin existant, ils ne sont pas uniques sur le marché. La relation avec les clients est alors un rapport fournisseur-client classique sans complexité ;
2. sur certains produits nous sommes les leaders, car ils sont plus performants que les alternatives disponibles sur le marché. Notre Groupe apporte une valeur ajoutée et permet à ses clients de développer un avantage concurrentiel pour ses produits et pour ses propres clients ;
3. dans ce niveau de relation, notre Groupe va travailler avec un client ou un donneur d'ordre de nos clients pour répondre à une problématique spécifique qu'il cherche à résoudre, par exemple trouver un substrat qui réponde à certains critères de coût et de performance ;
4. notre Groupe privilégie la relation partenariale : les équipes travaillent en étroite relation avec les équipes des clients pour maximiser la réussite de toutes les parties prenantes. Le niveau de partenariat peut aller jusqu'à la mise en commun d'équipes, de projets de R&D voire d'investissements. Des relations de tous les niveaux existent.

Plus notre Groupe progresse dans ces niveaux de relation, plus il crée de la valeur pour ses clients et pour lui-même. Le travail pour chacune des six *Business Units* est de développer au maximum le niveau de partenariat et ce positionnement d'*enabler*. L'objectif est de rendre possible de façon unique le succès de nos clients sur leurs propres marchés

Avec les clients principaux, la relation est gérée au travers d'une cadence opérationnelle : des revues régulières sont organisées à tous les niveaux hiérarchiques en présence des fonctions client concernées, par exemple des réunions opérationnelles hebdomadaires, des réunions de projet mensuelles, des revues technologiques, des réunions trimestrielles au niveau exécutif ou des rencontres semestrielles des CEO.

Ces réunions sont l'occasion de s'assurer de développer le bon niveau de relation avec les clients et d'obtenir en temps réel des indications sur leur niveau de satisfaction.

Tous les trois ans, notre Groupe mène une enquête de satisfaction auprès de ses clients. Cette enquête est conduite par un organisme indépendant, auprès d'un panel de clients très complet : fonderies, *fabless* et IDM.

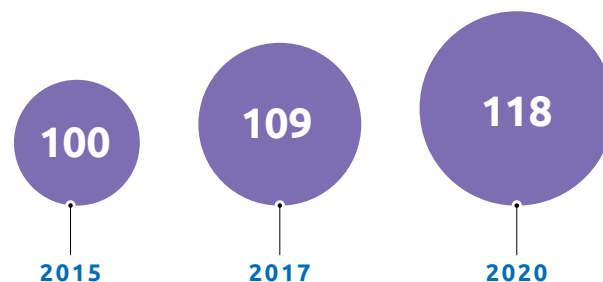
L'année calendaire 2015 est prise comme année de référence, elle est donc considérée comme ayant un score de 100.

(1) <https://www.soitec.com/fr/produits/smart-cut>



Cette nette amélioration s'explique par les actions d'amélioration mises en place depuis quelques années et notamment issues de la nouvelle organisation de Soitec de 2019. Les équipes de *Field Application Engineers* (FAE) a été renforcée dans les régions et dotées d'un outil IT pour mieux répondre aux besoins techniques de nos clients, et plus rapidement. D'autre part, un nouvel outil IT pour la gestion de la relation client (*Customer Relationship Module – CRM*) a été déployé au niveau du Groupe afin d'améliorer nos

› ÉVOLUTION DE LA NOTE RELATION CLIENT DANS L'ENQUÊTE DE SATISFACTION CLIENT



interactions clients. Enfin, Soitec a mis en place une structuration par *Key Account Teams* (KAT) autour des grands comptes constituée de membres des équipes transverses pour se focaliser davantage sur les problématiques des ces clients et mieux les adresser.

Nos clients ont reconnu ces améliorations dans nos interactions lors de l'enquête 2020.

3.3.3 Garantir la santé et la sécurité des utilisateur-rices de nos produits



3.3.3.1 Application de la directive européenne RoHS 3

Soitec applique la directive européenne RoHS 3 (EU 2015/863) – *Restriction of Hazardous Substances* – qui vise à limiter l'utilisation de 10 substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques afin de contribuer à la protection de la santé des consommateur-rices et de la planète.

Soitec s'engage à suivre les exigences environnementales décrites dans les spécifications générales de ses clients internationaux par une analyse chimique annuelle de ses produits finaux. Ces analyses sont réalisées par un laboratoire extérieur certifié ISO 17025 et permettent de garantir la conformité des produits aux exigences réglementaires internationales. Afin de s'assurer de pouvoir respecter ces exigences, notre Groupe impose à ses fournisseurs de matériaux de procéder à une analyse chimique annuelle de leurs plaques conforme à ses exigences et aux réglementations internationales et de s'engager à se conformer à notre cahier des charges en termes de gestion des substances.

Fondée sur les textes réglementaires et les normes internationales (CEI 62474), la politique *Green Partner* de Soitec assure l'absence, dans ses produits finaux, de substances interdites, spécifiques ou dangereuses pour la santé et pour l'environnement mais aussi la maîtrise de la traçabilité des articles que nous achetons. Cette politique découle du référencement de Soitec chez son client Sony. Celui-ci déploie des exigences spécifiques vis-à-vis de ses fournisseurs et, après contrôle, leur délivre une attestation *Green Partner* démontrant qu'ils respectent ses exigences spécifiques en matière de substances pouvant avoir un impact sur la santé ou l'environnement.

Certifiée *Green Partner* depuis 2008, Soitec applique ces exigences à ses fournisseurs. Ainsi, notre Groupe exige de ses fournisseurs de plaques, d'emballages primaires et de colisage, c'est-à-dire de l'ensemble de ce que recevront les clients, que leurs produits respectent la politique *Green Partner*.

3.3.3.2 Application du Règlement européen REACH

La politique *Green Partner* intègre également la conformité à REACH Europe et aux réglementations internationales (TSCA, REACH China, Convention de Stockholm, etc.), contribuant ainsi à la protection de la santé des travailleur-ses, des consommateur-rices et de la planète.

Les législateurs imposent des restrictions d'utilisation des substances dangereuses sur le lieu de travail et dans les produits. Au sein de l'Union européenne, l'entrée en vigueur en 2007 du règlement REACH (*Registration, Evaluation, Authorisation and restriction of Chemicals*) a permis d'améliorer la connaissance des risques chimiques et a conduit à accroître les restrictions et précautions d'utilisation.

Soitec intègre les réglementations européennes et internationales liées aux produits chimiques telles que REACH, RoHS et CLP dans son processus de développement produit et dans son mode de fonctionnement afin de répondre à ses obligations, mais aussi dans l'optique d'anticiper les évolutions de ces réglementations.

Le service HSE assure, en relation avec le service de santé au travail, le contrôle des substances chimiques entrant sur le site *via* les fiches de données de sécurité.

La prise en compte des réglementations relatives aux substances est intégrée aux processus quotidiens de l'entreprise, lui permettant de remplir les obligations d'information et de transparence exigées par la réglementation REACH, notamment en termes de suivi et de déclaration des *Substances of Very High Concern* (SVHC), à travers l'analyse de production et les articles achetés auprès des fournisseurs.

Un outil d'aide à la décision est en cours d'élaboration pour garantir la non-appartenance aux listes de substances réglementées de toute nouvelle matière première qui entrerait dans le processus de production.

3.4 Contribuer à la transition vers une économie bas carbone et préserver la planète

L'activité industrielle de Soitec nécessite de porter une attention particulière à nos modes de production. Notre site de Bernin est classé Seveso seuil bas, en raison des risques que peuvent faire porter nos usines à l'environnement, aux salarié-es et aux riverain-es. Une organisation dédiée et un système de management de l'environnement sont primordiaux pour s'assurer de produire en limitant notre impact sur le changement climatique, en générant le moins de pollution possible et en réduisant les consommations d'eau et les déchets, tout en favorisant la biodiversité.

3.4.1 Un système de management certifié

La gestion des thématiques environnementales est portée par le service HSE et le service des infrastructures. Le service HSE est organisé en trois pôles : environnement, sécurité et risque industriel. Au responsable HSE Corporate sont rattaché-es quatre ingénieur-es et deux techniciens. L'équipe intervient également en termes de méthodologies auprès de l'entité de Pasir Ris où un ingénieur HSE déploie et met en œuvre les politiques et procédures.

La politique Qualité, Sécurité, Santé et Environnement du Groupe, portée par la Direction Générale, a été révisée en début d'année 2021 pour accompagner la croissance et s'articule autour des axes suivants :

- l'implication et la responsabilisation du personnel dans tous les niveaux de l'organisation ;
- l'adhésion au concept de « Connaissance approfondie du client » pour renforcer la loyauté client ;
- la confiance et la performance de nos fournisseurs et partenaires ;
- le respect de la législation, de la réglementation, des normes et autres exigences ;
- l'analyse, la gestion et la prévention des risques ;
- l'amélioration continue des performances, de la réduction des coûts et de la qualité de vie au travail.

Sur le site de Bernin, cette politique est déclinée en engagements, en particulier pour les trois thématiques environnement, santé/sécurité et énergie.

Les engagements sont pilotés par des objectifs. Pour l'environnement, quatre objectifs sont fixés :

- réduire les impacts sur les changements climatiques et sur la biodiversité ;
- prévenir les impacts environnementaux ;
- optimiser l'utilisation des ressources en eau ;
- garantir le *sourcing* et la gestion des substances.

Dans le cadre de cet engagement environnement, le site de Bernin se fixe des cibles annuelles permettant de contribuer à l'atteinte des objectifs. Sur l'année 2020-2021, 11 cibles environnementales ont été choisies.

Un engagement Énergie a également été pris pour le site de Bernin (voir paragraphe 3.4.1.1 *Une priorité de longue date, un engagement public récent*).

Pour les trois systèmes de management, environnement, énergie et sécurité, l'atteinte des objectifs est revue périodiquement en revue de Direction opérationnelle et une fois par an par la Direction Générale.

Pour l'ensemble des sites, la stratégie est de faire certifier le système de management intégré par les trois normes ISO 14001, ISO 45001 et ISO 50001. Le site de Bernin possède déjà ces certifications tandis que Pasir Ris déploie progressivement les systèmes : déjà certifié ISO 14001, le site prévoit une certification des systèmes de management de la sécurité et de l'énergie d'ici la fin de l'année 2021, sous réserve des évolutions du contexte sanitaire.

3.4.2 Changement climatique et énergie DPEF



L'impact sur le changement climatique est au cœur des préoccupations de nombreuses parties prenantes de Soitec : les investisseurs deviennent particulièrement vigilants aux stratégies des émetteurs, les clients souhaitent impliquer leurs fournisseurs dans la réduction de leurs propres émissions, les salarié-es et futur-es salarié-es accordent de plus en plus d'importance aux actions menées par leur employeur... Ne pas prendre en compte au bon niveau le changement climatique dans la stratégie de l'entreprise pourrait nuire à sa réputation, avec un risque à long terme de moins attirer les investisseurs, les clients, les talents et de dégrader la performance de Soitec. Un des axes de travail pour Soitec est la maîtrise des consommations d'énergie, qui contribuent de manière non négligeable aux émissions du Groupe et qui, si elles ne sont pas maîtrisées, peuvent augmenter les coûts de production.

3.4.2.1 Une priorité de longue date, un engagement public récent

Conscient de ce risque, notre Groupe travaille depuis plusieurs années à la réduction des consommations d'énergie. Les certifications ISO 14001 puis ISO 50001 démontrent la bonne prise en compte du sujet sur les sites. En janvier 2021, Soitec a annoncé s'engager auprès de l'initiative *Science-Based Targets* (SBT) pour définir des objectifs ambitieux à moyen et à long terme dans le but de réduire son empreinte carbone.

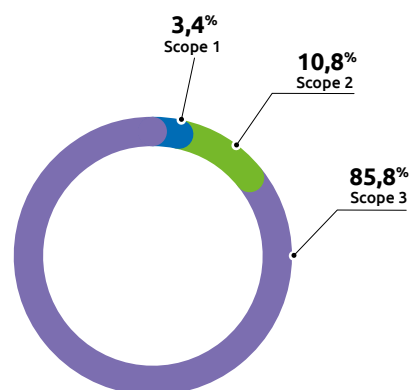
Un nouveau bilan des émissions de gaz à effet de serre a été réalisé en début d'année 2021 sur les scopes 1, 2 et 3, afin d'être en mesure de dessiner la trajectoire de réduction et de se fixer des objectifs crédibles et ambitieux.

Le bilan (hors utilisation des produits vendus) a ainsi été réalisé avec l'aide d'un cabinet extérieur spécialisé et a permis de montrer que les principales émissions sont liées aux émissions indirectes et plus particulièrement aux produits et services achetés, aux bien immobilisés, à la consommation d'énergie (dont l'électricité), et au transport des marchandises. L'exercice effectué cette année a conforté les résultats du bilan de gaz à effet de serre effectué sur l'exercice précédent concernant l'identification des postes d'émissions les plus importants.

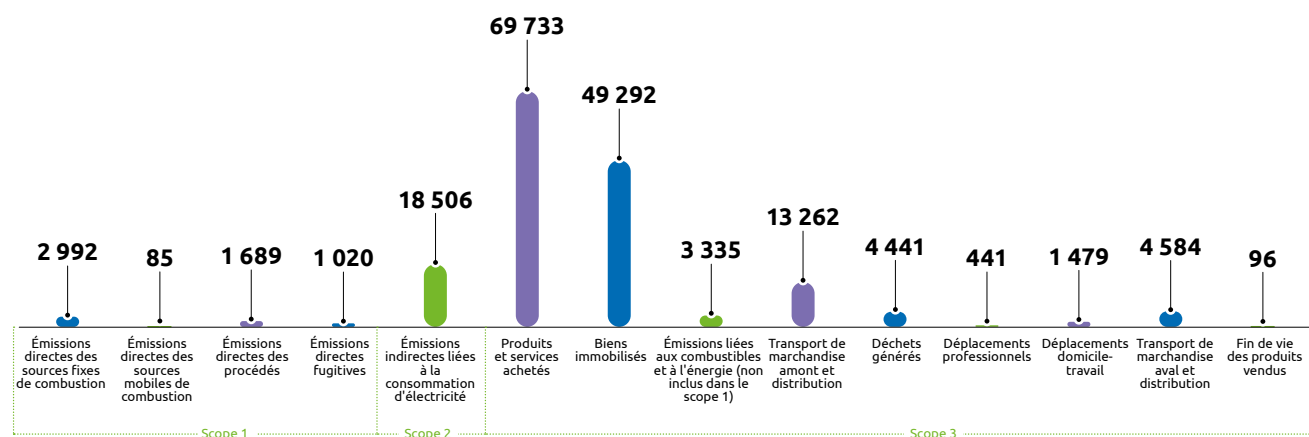
Soitec croit fermement qu'un réchauffement climatique limité à 1,5 °C maximum d'ici 2050 est possible. Dans le cadre de son engagement auprès de l'initiative SBT, Soitec va maintenant définir des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre à long terme afin de viser la trajectoire reconnue comme la plus ambitieuse : un réchauffement climatique mondial de 1,5 °C maximum sera le but à atteindre. En visant cet objectif, Soitec répond à l'appel à l'action des Nations Unies, et montre sa volonté de faire partie des 500 pionniers mondiaux capables de s'aligner sur cette trajectoire. Les engagements pris par Soitec seront soumis à l'initiative SBT dans les prochains mois afin de valider leur conformité à cette limite planétaire.

Notre Groupe n'a cependant pas attendu ce nouvel engagement public pour avoir une politique énergétique et mener des actions de réduction des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre.

› BILAN DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PAR SCOPE EN tCO₂ EN 2020



› BILAN DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE EN tCO₂ PAR POSTE EN 2020

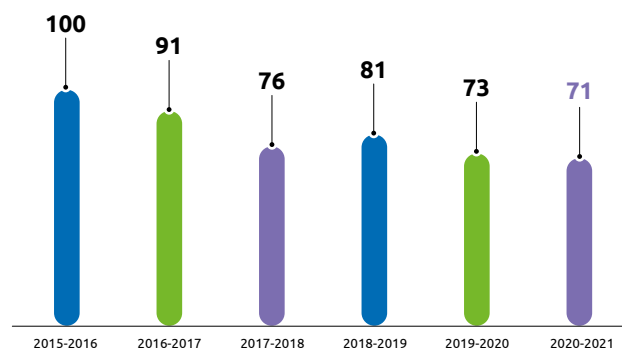


Dans le cadre de la politique Qualité, Hygiène, Sécurité et Environnement (QHSE) revue fin 2020, un engagement est pris en matière d'énergie et de changement climatique : « Réduire les impacts sur le changement climatique et sur la biodiversité ». Sur le site de Bernin, un engagement énergie 2021 vient soutenir la politique QSSE. Il se traduit par trois objectifs et 12 cibles techniques pour l'année :

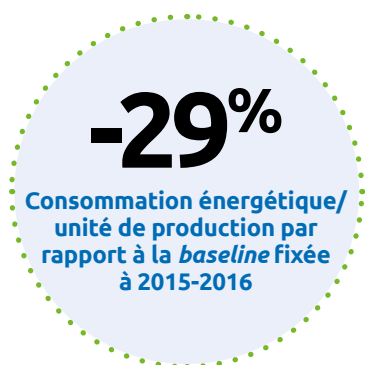
- objectif 1 : pérenniser et dynamiser le système de management de l'énergie (SME). Cela inclut notamment la formation des référents énergie, l'implication du personnel ainsi que l'élargissement du périmètre couvert par le SME ;
- objectif 2 : améliorer la performance énergétique des UES (usages énergétiques significatifs ⁽¹⁾). Selon les équipements, il s'agit d'affiner la mesure de la consommation et des rendements ou de mettre en place des actions d'amélioration ;
- objectif 3 : améliorer la performance énergétique du site. À l'échelle du site de Bernin, les cibles concernent la réduction permanente des consommations, à périmètre constant.

La consommation énergétique totale de notre Groupe est de 118 150 MWh. La politique menée démontre sa performance avec une réduction continue de la consommation par unité de production. Par rapport à 2015-2016 (année de référence en base 100), les consommations ont ainsi diminué de 29 %.

› ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE PAR UNITÉ DE PRODUCTION (normalisée par rapport à la baseline fixée à 2015-2016)



(1) Les UES correspondent aux installations les plus consommatrices d'énergie et à celles qui disposent des plus grands potentiels d'économies d'énergie.



3.4.2.2 Les actions pour une trajectoire bas carbone

A. Réduire les consommations d'énergie

Une démarche d'intelligence énergétique lancée il y a près de 7 ans sur le site de Bernin, concrétisée autour du projet de certification ISO 50001 en 2015, a permis de réduire les consommations énergétiques de 63 % par unité de production en 6 ans. Ce résultat a été récompensé par le Grand Prix de l'accélération digitale dans la catégorie « Impact for Good » décerné par BFM Business.

Dans les travaux d'aménagement ou d'extension du site, les impacts sur l'environnement en général et le changement climatique en particulier sont pris en compte. Un nouveau bâtiment tertiaire sera construit et mis à notre disposition par notre bailleur. Soitec a conclu un accord avec celui-ci

pour que le futur bâtiment respecte la norme NF HQE (haute qualité environnementale) niveau excellent (3^e niveau sur 4).

Un deuxième bâtiment d'entrepôt est également en cours de construction. D'une surface de 1 500 m², il permettra d'internaliser une partie de la logistique sous-traitée et ainsi de réduire une partie des émissions liées au transport de marchandises vers les entrepôts externalisés.

B. S'engager pour contribuer à la neutralité carbone mondiale

L'électricité achetée pour Bernin est décarbonée depuis le 1^{er} janvier 2021 : le site a conclu un contrat spécifique 100 % d'électricité garantie d'origine (GO) renouvelable France *via* des fermes hydroélectriques situées en Rhône-Alpes.

En fin d'exercice 2020-2021, notre Groupe a également démarré un programme de compensation des émissions de gaz à effet de serre, avec la société Reforest'action. Ainsi, une partie des émissions du scope 1 du site de Bernin, est compensée par des projets de reforestation en Guinée-Conakry. Ce projet contribue à atteindre la trajectoire bas carbone que le Groupe s'est fixée. Outre ses bénéfices en matière de lutte contre le changement climatique, ce programme présente des co-bénéfices sociaux : les arbres plantés sont en partie des arbres fruitiers qui sont une source de revenus pour les communautés locales, ce qui leur permet de gérer la forêt de manière responsable et d'arrêter la déforestation. Les communautés sont également formées par l'ONG locale en partenariat avec des écoles d'agriculture. Enfin, ce projet contribue au développement de la biodiversité locale par la plantation des arbres, mais aussi à celui des écosystèmes marins *via* la régénération de mangroves.

Dans le cadre du projet d'extension et afin de limiter la hausse du trafic routier du fait de l'augmentation des effectifs, le plan de déplacement inter-entreprises est en cours de révision. La priorité est donnée aux mobilités les moins émettrices : transports en commun, vélo et covoiturage. Le recours accru au télétravail, plébiscité par un plus grand nombre de collaborateur·rices qu'auparavant, devrait également contribuer à maîtriser l'augmentation des déplacements.

3.4.3 Les ressources en eau



Notre Groupe consomme de l'eau pour répondre à deux besoins principaux : les besoins humains (eau sanitaire) et l'alimentation des procédés industriels. La consommation d'eau sanitaire est négligeable en comparaison de la consommation d'eau industrielle. Les actions menées pour réduire la consommation d'eau portent donc en priorité sur l'amélioration des procédés industriels.

L'eau est utilisée pour produire de l'eau ultrapure, de l'eau glacée et de l'eau chaude, pour alimenter les systèmes de refroidissement et pour abattre les rejets gazeux par l'utilisation d'équipements spécifiques.

Dans le cadre de la norme ISO 14001, déployée sur les sites de Bernin et Pasir Ris, un plan de maîtrise des consommations est en place. Après un état des lieux des équipements consommateurs, les équipes ont défini un plan d'actions qui est mis à jour annuellement. Plusieurs fonctions de l'entreprise sont impliquées dans la mise en œuvre et le suivi des actions : les ingénieur·es procédés et maintenance, les ingénieur·es HSE, les responsables *facilities* ainsi que les équipes de production.

La consommation d'eau de Pasir Ris est à 100 % issue de l'eau de ville et un programme de réduction des consommations est en place, conformément à la certification ISO 14001.

Les deux tiers de la consommation d'eau de notre Groupe proviennent du site de Bernin. Cette consommation est issue à 100 % des eaux de surface.

Le site est en croissance et des projets d'agrandissement sont en cours. Sur l'exercice 2020-2021, une nouvelle cafétéria a déjà vu le jour. Un nouveau bâtiment tertiaire sera construit par notre bailleur et loué par

Soitec sur le prochain exercice pour accroître la capacité d'accueil. De plus, une augmentation de la capacité de production est en cours. Une étude d'impact a été réalisée pour assurer la bonne maîtrise des risques environnementaux que les nouveaux aménagements pourraient faire porter sur l'environnement.

L'étude d'impact a permis de dialoguer avec la communauté de communes concernant l'alimentation en eau du site. L'analyse a confirmé que la ressource en eau, venant à 100 % de la Romanche (rivière locale), est bien disponible et n'engendrera pas de problématique de stress hydrique ni de concurrence avec les besoins des autres industries et des populations locales.

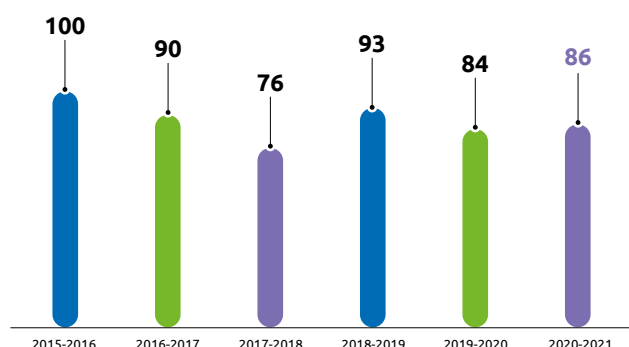
Cette étude note toutefois que les réseaux d'alimentation actuels seront insuffisants à terme pour acheminer la quantité d'eau nécessaire aux besoins croissants de la population locale et des industries du territoire, dont Soitec. Un accord a été conclu avec la communauté de communes pour augmenter rapidement les capacités d'alimentation, permettant à toutes de profiter dans le futur de cette ressource abondante dans la région.

En complément, afin de préserver la ressource en eau, Soitec travaille activement à réduire sa consommation par la mise en œuvre d'un plan de réutilisation de l'eau.

Sur le site de Bernin, le volume d'eau réutilisée est constant depuis 2019, et représente environ 13 % de l'eau consommée. Des investissements importants sont prévus, permettant d'augmenter la quantité d'eau réutilisée de plus de 50 % à partir de l'exercice 2022-2023.

La consommation totale d'eau sur l'année 2020-2021 s'élève à 1 639 ML.

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION D'EAU PAR UNITÉ DE PRODUCTION (normalisée par rapport à la baseline fixée à 2015-2016)



-14%

Consommation d'eau/unité
de production par rapport
à la **baseline** fixée
à 2015-2016

3.4.4 Réduire les pollutions et les déchets



3.4.4.1 Limiter les rejets atmosphériques et aqueux

Du fait de l'utilisation de produits chimiques dans ses procédés de fabrication, notre Groupe émet des rejets gazeux et aqueux.

Les émissions dans l'air sont principalement des composés organiques volatils, des chlorures, des fluorures, de l'ammoniac mesurés à la sortie des laveurs de gaz ou encore les rejets des chaudières : oxydes d'azote (NOx) et oxyde de carbone.

Des équipements limitent les rejets afin de respecter les seuils autorisés par l'arrêté préfectoral à Bernin et par les réglementations locales à Singapour : les effluents acides et basiques sont collectés par des réseaux d'extraction, les gaz sont traités dans des laveurs spécifiques selon leur type. En fonction des activités, les polluants sont différents et les traitements adaptés : soit par lavage, soit par incinération.

Des mesures sont effectuées très régulièrement par des laboratoires externes pour s'assurer de ne pas dépasser les seuils. Aucun dépassement n'a été à déplorer à Singapour. Des travaux sont en cours pour assurer le suivi des rejets atmosphériques au niveau de cette entité. À Bernin, cinq dépassements ont été observés au cours de l'exercice 2020-2021 :

- un dépassement du seuil d'ammoniac (NH_3) en flux (680 g/h versus un seuil de 500 g/h) : ce dépassement étant très ponctuel, il n'a aucune conséquence négative. La technologie intrinsèque de certains équipements de production ne permet pas d'acheminer les effluents basiques et les effluents acides dans des laveurs bien distincts. Le choix avait été fait, il y a quelques années, de raccorder ces équipements sur un laveur acide. Compte tenu de l'activité actuelle qui génère un changement de la répartition des effluents basiques et acides, des travaux ont été réalisés pour raccorder ces équipements à un laveur basique, permettant un traitement plus efficace sur les effluents basiques sans altérer le traitement des effluents acides ;

- un dépassement de seuil de fluorure d'hydrogène (HF) en flux (280 g/h versus un seuil de 110 g/h) et un dépassement en concentration (1,5 mg/ Nm^3 versus un seuil de 1 mg/ Nm^3). Ces deux dépassements, ponctuels également, n'ont pas d'incidence négative. La cause provient de l'arrêt provisoire des déconcentrations d'un laveur acide pour une maintenance.

Les eaux collectées ont trois origines : sanitaires, pluviales et industrielles.

Les eaux sanitaires sont collectées par un réseau séparatif, raccordé au réseau communal des eaux usées domestiques, puis traitées par une station d'épuration.

Les eaux pluviales sur le site de Bernin venant des toitures sont dirigées vers les trois bassins d'orage avant de rejoindre le réseau communal ou de s'infiltrer dans le sol. Les eaux pluviales issues des aires de stationnement et de circulation sont filtrées grâce à des séparateurs d'hydrocarbures. Des contrôles sont effectués sur les réseaux de collecte des eaux pluviales une fois par an pour vérifier la concentration en hydrocarbures, la température et le pH de l'eau.

Les effluents issus des eaux industrielles sont récupérés et traités sur site ou neutralisés avant rejet. La teneur en agents polluants est contrôlée avant toute évacuation pour garantir le respect des seuils réglementaires. Aucun dépassement n'a été observé sur le site de Pasir Ris. Deux dépassements sans conséquence ont été observés à Hasselt : la concentration totale autorisée a été dépassée sur un brûleur de gaz pour lequel la buse d'eau douce a été remplacée. À Bernin, 19 dépassements bénins ont été mesurés :

- dépassements de HF : un dépassement de la moyenne mensuelle, cinq dépassements du maximum journalier et un dépassement du flux maximal journalier. Des actions correctives sur le fonctionnement de l'évapoconcentrateur ont été menées et une étude est en cours sur le fonctionnement des laveurs de gaz ;
- dépassements de N-NH_4 : trois dépassements de la moyenne mensuelle, neuf dépassements du maximum journalier et un dépassement du flux maximal journalier. Plusieurs actions de rétention ont été mises en place.

3.4.4.2 Réduire les déchets

88 % des déchets issus de la production sont des déchets dangereux (DD) liquides : acide fluorhydrique, ammoniacal et alcool isopropylique, et des déchets dangereux solides : solides souillés par des produits chimiques, piles, etc. Les déchets non dangereux (DND) sont les cartons, le bois, les papiers, les plastiques et le verre.

Les filières de traitement pour les déchets sont la valorisation énergétique et le recyclage, ainsi que la régénération matière pour les déchets dangereux. 62 % des déchets dangereux et 75 % des déchets non dangereux sont valorisés, soit 63 % des déchets totaux générés.

Au total, 6 515 tonnes de déchets ont été produites.

3.4.5 Maintenir un écosystème local sain et équilibré



Le site de Bernin est situé dans un environnement particulièrement privilégié dans la vallée du Grésivaudan. Par conséquent, la Direction et les salarié-es sont particulièrement sensibilisé-es au besoin de protéger cette nature environnante et les écosystèmes. Pour ce faire, Soitec privilégie les partenariats avec des associations, les citoyen-nes et les scientifiques du territoire.

En octobre 2020, notre Groupe a signé une convention avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) pour une durée de cinq ans. L'objectif est de structurer sur le moyen terme notre action en matière de biodiversité. Un recensement des espèces présentes sur le site de Bernin pour les cinq années à venir. À l'occasion de la cérémonie de célébration du partenariat en présence du président de la communauté de communes et de la maire de Bernin, la plaque « Refuge LPO » a été apposée à l'entrée du site ainsi que le premier nichoir. Les premières actions menées seront une tonte et des tailles raisonnées. 27 % des 135 000 m² occupés par les sites ne sont pas étanches et laissent ainsi s'infiltrer l'eau dans la terre, favorisant la biodiversité en sous-sol.

Ces actions futures sont dans la continuité des actions déjà amorcées : les espaces verts sont gérés sans produits phytosanitaires, à Bernin et à Pasir Ris, et deux ruches présentes sur le site depuis 2019 contribuent à la pollinisation locale : huit salarié-es volontaires s'occupent de ces ruches et récoltent le miel qui est distribué aux salarié-es.

Dans le cadre des projets d'aménagement menés ces dernières années, la préservation de la biodiversité a été un critère primordial dans la réflexion. Un bassin d'orage dans lequel la biodiversité s'était développée a été conservé pour permettre à celle-ci de se développer.

Une grainothèque est disponible sur le site de Bernin pour créer un troc de semences entre salarié-es. Ce partage a pour objectif de favoriser la biodiversité et de proposer des variétés adaptées au terroir local. Les fruits et légumes obtenus donnent également l'occasion de manger sainement. L'association Maksika, protégeant les abeilles, les hommes et leurs territoires, avait accompagné la mise en place du projet. Une modernisation de la grainothèque est également en projet.

3.5 Offrir une expérience enrichissante à nos salarié-es

Notre réussite repose principalement sur la qualité des hommes et des femmes qui composent notre Groupe. Nos projets de croissance prévoient une augmentation importante de nos effectifs et la politique de notre Groupe s'attache à porter une attention particulière à chacun-e des salarié-es, d'une part pour les fidéliser, et d'autre part pour leur permettre de s'épanouir professionnellement dans un environnement de travail agréable, bienveillant et inclusif. Cette année, nous avons mis un accent

particulier sur la politique de diversité et d'inclusion avec la signature de l'accord collectif égalité dans une approche du genre intégrant les enjeux d'inclusion et d'égalité des droits pour les personnes LGBTQIA+. Le développement de ces composantes de notre politique RH repose sur le fait que la santé et la sécurité de nos salarié-es est un pré-requis, notamment dans une période de crise sanitaire complexe.



3.5.1 Attirer les talents

DPEF



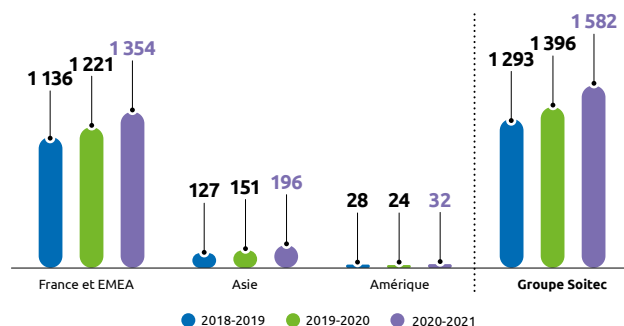
Notre Groupe a prévu une croissance forte sur les prochaines années dans la continuité de l'évolution actuelle. Dans ce contexte, notre Groupe doit attirer de nouveaux talents. En effet, un manque d'attractivité pourrait nous empêcher de suivre la trajectoire prévisionnelle au rythme escompté. Différents profils pourraient venir à manquer et créer des carences en matière d'innovation (ingénieur·es, chercheur·ses), en matière de production, ce qui pourrait notamment empêcher des démarrages industriels (opérateur·rices, technicien·nes), ou encore dans les fonctions support, ce qui pourrait entraîner à terme une perte de compétitivité.

Pour pallier ce risque moyen/long terme, notre Groupe travaille sur sa marque employeur et sur son attractivité, notamment pour les sites de Bernin et Pasir Ris, où les perspectives de croissance sont les plus fortes. En fin d'année 2020, Soitec a lancé le programme Elevate pour attirer de nouveaux talents et créer des emplois. L'objectif, qui a été atteint, était d'attirer une centaine de potentiels dans les domaines de l'ingénierie, de la technologie, de l'exploitation et de la gestion, pour le siège et les installations de production de Bernin. Une deuxième phase d'Elevate sera déployée à Singapour où Soitec emploie actuellement près de 190 personnes et où la Société accroît également sa production et ses opérations.

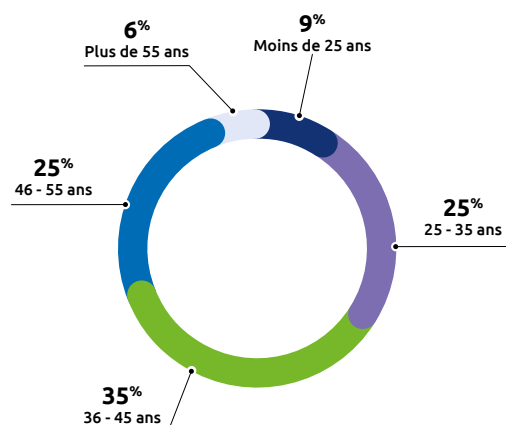
Selon une étude de DSMN8, Soitec se classe dans le top 10 des entreprises européennes du semi-conducteur pour l'engagement de ses collaborateur·rices sur les réseaux sociaux. Les salarié·es engagé·es dans leur entreprise, sont ses premier·es ambassadeur·rices.

Soitec emploie aujourd'hui 1 752 personnes dans le monde, dont 1 498 en France et près d'un quart dans les domaines de l'innovation et de l'ingénierie.

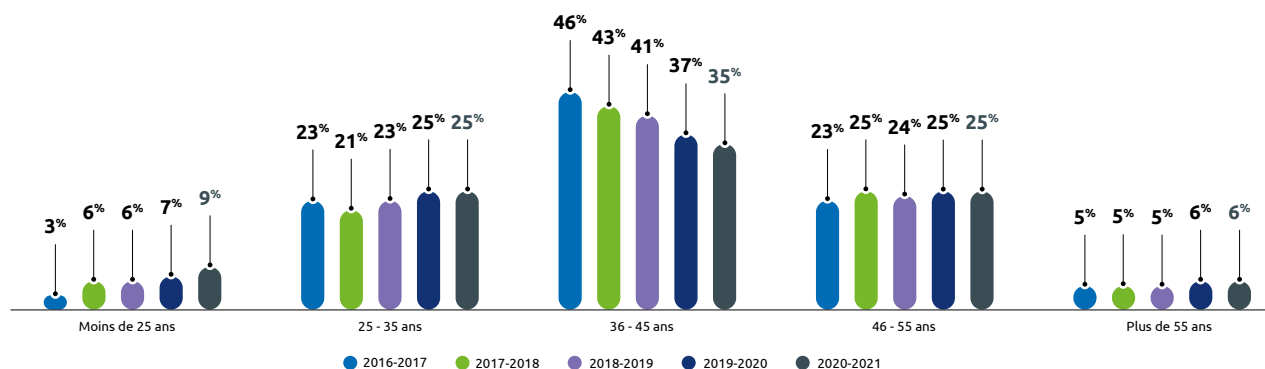
› ÉVOLUTION DU NOMBRE DE SALARIÉ·ES EN CDI



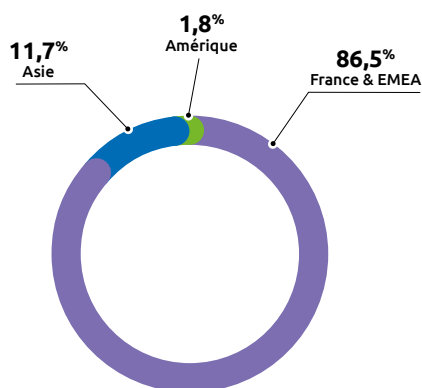
› RÉPARTITION DES SALARIÉ·ES PAR ÂGE



› ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION PAR ÂGE SUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES



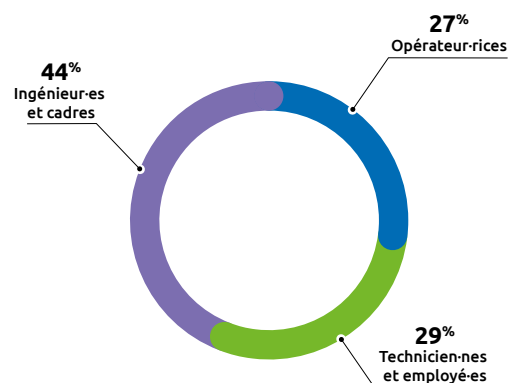
› RÉPARTITION DES SALARIÉ·ES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



Un facteur clé dans la politique de recrutement est d'assurer une bonne parité d'embauches, afin de participer à la stratégie de diversité et d'inclusion voulue par notre Groupe. Cette volonté de parité dans les recrutements a pour objectif de compenser un déséquilibre en défaveur des femmes principalement dans les fonctions de technicien·nes et de cadres, du fait de notre secteur d'activité *high-tech* traditionnellement masculin.

Embauches	444
Dont CDI	249
Dont CDD	195

› RÉPARTITION DES SALARIÉ·ES PAR CSP



En France, en fin d'année 2020, un plan de relance gouvernemental a été mis en place pour faciliter l'embauche des jeunes dans le contexte sanitaire et économique actuel. Cette initiative « 1 jeune 1 solution » propose des aides aux entreprises qui souhaitent recruter des jeunes de moins de 26 ans, en CDD, en CDI ou en contrat d'apprentissage, avec des aides complémentaires s'ils ou elles sont issu·es de quartiers prioritaires de politique de la ville, ou reconnu·es travailleur·ses handicapé·es. Soitec a choisi de participer à cet effort et a ainsi recruté 26 alternant·es et 91 jeunes de moins 26 ans en CDI et CDD sur la période de l'initiative, allant du 1^{er} août 2020 au 31 mars 2021.

3.5.2 Fidéliser les talents



Un turnover trop important peut déstabiliser une organisation. En effet, cela génère une perte de compétences qu'il est nécessaire de pallier par le recrutement et la formation des remplaçant·es. Outre l'aspect humain et la dégradation potentielle de l'environnement de travail, un fort turnover peut avoir un impact financier en raison d'une potentielle baisse de productivité ou de qualité lors des périodes de vacance des postes concernés et de formation. Cela peut également avoir un impact dans la qualité de la relation avec les parties prenantes externes, celles-ci devant alors recréer constamment un lien de confiance avec les nouveaux et nouvelles salarié·es. Ce risque est d'autant plus important dans un contexte de forte croissance où de nombreux recrutements ont lieu : il est primordial de pouvoir compter sur un personnel formé et qualifié pour bien intégrer et gérer les nouvelles recrues.

Pour fidéliser ses salarié·es, la politique de notre Groupe repose sur trois composantes principales : un accent fort sur la qualité de vie au travail, une politique de rémunération et d'actionariat salarié ambitieuse et la volonté de proposer aux salarié·es des parcours professionnels enrichissants par la promotion interne et la formation.

Année après année, cette politique démontre son efficacité. Le taux de turnover ⁽¹⁾ reste faible, l'ancienneté moyenne est de huit ans.

Taux de turnover

6,9%

Taux de démission

3,86%

(1) Total des démissions, licenciements et ruptures conventionnelles sur les 12 derniers mois/effectif moyen CDI inscrit.

3.5.2.1 Créer un environnement favorisant le bien-être au travail



Pilier essentiel de la politique sociale de notre Groupe, la qualité de vie au travail est un des principaux leviers pour optimiser la qualité du travail, la productivité et l'engagement des salarié·es. Parmi les facteurs permettant de proposer une bonne qualité de vie au travail, il y a d'abord l'instauration d'un dialogue constructif pour comprendre les attentes des salarié·es. L'organisation du travail, le respect de l'équilibre vie privée/vie professionnelle, la reconnaissance (monétaire et non monétaire), les relations sociales de qualité avec sa hiérarchie et au sein de son équipe sont autant de composantes de la qualité de vie au travail.

A. Mesurer pour améliorer ensemble

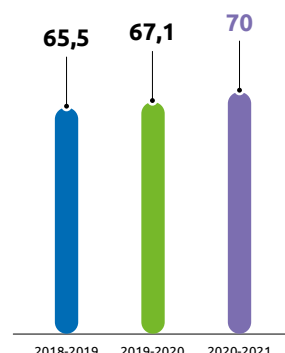
Depuis 2018, une mesure de la qualité de vie au travail est réalisée sur les sites à intervalles réguliers. Ce questionnaire adressé à l'ensemble des salarié·es de manière anonyme et élaboré dans le cadre du dialogue social porte sur l'autonomie, la qualité des relations avec la ligne hiérarchique, les collègues, la collaboration inter-service, l'environnement de travail, la charge de travail, l'équilibre professionnel et personnel ainsi que la communication.

En raison du contexte sanitaire, deux campagnes (au lieu de trois les autres années) ont été menées au cours de l'exercice. Soitec Belgium, à Hasselt en Belgique, et les établissements de Dolphin Design en France et au Canada ont répondu pour la première fois. Au global, le taux de réponse continue à progresser à un niveau très élevé avec 91 %, par rapport au 86 % de l'exercice passé, attestant de l'adhésion de l'ensemble du personnel à la démarche.

Le score global obtenu s'est amélioré de 2,9 points malgré un contexte difficile.



ÉVOLUTION DU TAUX DE SATISFACTION



Suite au questionnaire et à son analyse, une restitution est organisée lors de sessions animées par les managers. C'est l'occasion de travailler ensemble sur la mise en place d'initiatives et sur les thématiques les moins bien notées. Le fait d'impliquer les salarié·es dans la construction des actions leur donne une responsabilité dans la création d'un environnement de travail agréable et épanouissant, dans l'entreprise en général et au sein de leur équipe en particulier.

274 actions ont été identifiées au cours de l'exercice et 145 ont pu être mises en œuvre.

B. Les outils de la QVT

Le télétravail est une organisation du travail de plus en plus appréciée par les salarié·es. Tous·tes ne sont pas éligibles au travail à distance, notamment dans les métiers nécessitant le recours aux équipements techniques, mais pour celles et ceux qui le peuvent et le souhaitent, des avenants annuels à leur contrat peuvent être mis en place. Dans la continuité du télétravail mis en place de manière généralisée lors de la crise sanitaire, de nombreux·euses salarié·es ont exprimé le souhait de bénéficier du télétravail de manière récurrente, augmentant de manière significative la proportion de bénéficiaires de ce dispositif. Dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire, il a été conclu que notre Groupe participerait financièrement à la fourniture d'équipements ergonomiques pour les salarié·es en télétravail, afin de leur assurer un bon confort de travail à domicile dans le cadre du télétravail imposé lors des confinements. Il a également été proposé dans le nouvel accord collectif de télétravail que l'UES Soitec participe aux frais de consommables et d'électricité.

Une commission du CSE (Comité Social et Économique) est dédiée à la qualité de vie au travail : cette commission « Vie au travail et rapports sociaux » est totalement dédiée aux enjeux spécifiques de la vie au travail. Elle a volontairement été créée pour que le sujet soit doté de moyens spécifiques en termes de dialogue social, en sus de la Commission de santé, sécurité et conditions de travail. Elle suit et analyse les résultats des questionnaires ainsi que les actions qui en découlent. Ses membres s'impliquent également dans l'analyse et la prévention de situations génératrices de risques psychosociaux.

3.5.2.2 L'actionnariat salarié



La politique salariale est un levier important dans la fidélisation des salarié·es, et notre Groupe a choisi de mener une politique forte et dynamique de partage de la valeur avec ses salarié·es. Rendre ses collaborateur·ices actionnaires de son Groupe et partager ainsi les fruits de la performance actuelle et future de Soitec est un engagement fort en matière de ressources humaines et de marque employeur. Cette stratégie ambitieuse s'est vue récompensée par la Fédération française des associations d'actionnaires salarié·es et anciens salarié·es qui nous a remis son « Grand Prix de l'Actionnariat Salarié » en février 2021, dans la catégorie Grand Prix des PME-ETI et Start-up. Notre Société a également reçu le « Prix du partage de la valeur » décerné en avril 2021 par le Club Oras (Observatoire de la rémunération et des avantages sociaux) pour les différents plans existants.

Dans la continuité des attributions gratuites d'actions et d'actions de performance décidées en mars et juillet 2018, deux dispositifs ont été mis en place au cours de l'exercice 2019-2020 dans notre Groupe à destination des salarié·es : une offre réservée avec décote et effet de levier, Jade 2020 (pour Soitec S.A., Soitec Lab, Frec|n|sys, Dolphin Design et Soitec Electronics Singapore) et un programme de co-investissement en actions de préférence, dont la conversion à terme est adossée à des critères de performance, Topaz 2020 (pour Soitec S.A., Soitec Lab, Frec|n|sys et Soitec Electronics Singapore).

Jade 2020 a permis à 1 053 salarié·es (71 % de la population éligible) d'investir dans le capital de Soitec pour une durée de cinq ans à des conditions avantageuses, avec décote et effet de levier, capital et rendement minimum garantis. Cette offre a été mise en place dans le cadre favorable de l'épargne salariale. En cas de débouclage anticipé ⁽¹⁾, une estimation prévoit une plus-value de l'ordre de 1 100 % pour les salarié·es ayant investi.

En 2020, pour le programme Jade, un Conseil de surveillance avec droit de vote à l'Assemblée Générale des actionnaires a été instauré. L'ensemble des actions détenues dans le cadre de Jade ont ainsi un poids dans les décisions lors des votes de l'Assemblée Générale : les représentant·es salarié·es au sein de ce Conseil de surveillance de Jade décident du vote en Assemblée Générale.

Topaz, lancé en parallèle de Jade, est un plan de co-investissement ouvert aux mandataires et salarié·es de notre Groupe : il a été l'occasion de créer une nouvelle catégorie d'actions de préférence (ADP 2) convertibles en actions ordinaires selon la réalisation de résultats financiers. Les collaborateur·ices ayant souscrit au plan Topaz en décembre 2019 bénéficieront d'une attribution gratuite d'actions de préférence qui seront définitivement acquises en trois phases de décembre 2020 à août 2022, sous réserve de leur présence dans le groupe.

En 2018, trois plans d'attribution gratuite d'actions ordinaires ont été mis en place au profit de l'ensemble des salarié·es. Deux des plans ont été débouclés en 2020, le troisième sera débouclé en juillet 2021. Les salarié·es se verront attribuer définitivement les actions gratuites avec l'opportunité de les vendre. Le nombre d'actions qui seront livrées en juillet 2021 dépend de critères de performances des trois exercices 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021.

En 2020, un nouveau plan d'attribution d'actions gratuites de performance, Opale, a été approuvé par le Conseil d'administration. Cette attribution exceptionnelle à l'ensemble des salarié·es du Groupe vient reconnaître les efforts de tous et toutes pendant les mois difficiles. Elle a aussi pour objectif de se mobiliser ensemble sur les objectifs de croissance, de rentabilité et de performance boursière à l'horizon de l'année fiscale 2022-2023.

En complément de ces plans d'actionnariat salarié particulièrement avantageux, différents mécanismes de plan d'épargne entreprise couvrent

l'ensemble des filiales françaises de notre Groupe : ainsi 98 % des salarié·es bénéficient de ce système en France.

Concernant les rémunérations, sur le périmètre de l'UES regroupant Soitec et Soitec Lab (soit 76 % de l'effectif du Groupe), la négociation annuelle obligatoire a abouti pendant 17 ans, à l'exception d'une année, à un accord collectif sur la politique salariale avec les organisations syndicales, résultat d'une concertation, d'un échange et d'une prise en compte importante des attentes des collaborateur·ices. En France, la convention collective est celle de la métallurgie, imposant des minima salariaux favorables aux salarié·es par rapport au minimum national et la politique salariale de Soitec se positionne au-delà de ces minima conventionnels.

3.5.2.3 Développer les compétences pour anticiper le futur

A. Les parcours professionnels

Le développement des compétences est un levier primordial pour notre Groupe afin d'appréhender de manière sereine notre forte croissance à venir. Il est nécessaire de comprendre les besoins de demain et de connaître nos compétences internes actuelles afin de tracer le chemin pour combler les écarts éventuels. Si une partie de la réponse à notre fort besoin vient de recrutements externes, les parcours internes sont une source importante d'évolutions qui concilient les aspirations individuelles et les ambitions du Groupe.

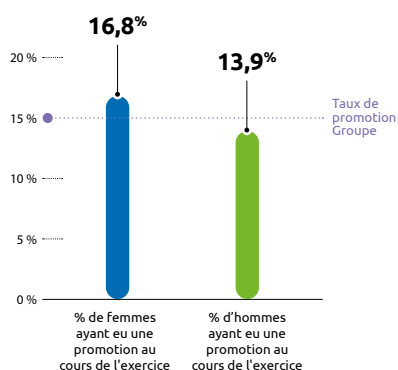
Pour cela, un système de *people review* est déployé à l'échelle du Groupe : une fois par an, les forces et les axes d'amélioration de chaque entité sont analysés. Les trajectoires individuelles des salarié·es sont étudiées pour identifier les parcours envisageables pour elles et eux et leurs besoins en formation : cet exercice, mené sur une large part des effectifs de notre Groupe, permet de prendre des décisions stratégiques éclairées et de préparer un réservoir de futurs talents. Des parcours de développement individuel sont dessinés, avec les plans de formation associés. Le plan de succession des différents postes clés est actualisé annuellement à cette occasion. Cette revue annuelle se déroule d'abord au sein de chaque département du Groupe avant d'être consolidée dans le cadre d'un séminaire de deux jours du Comité Exécutif. Les principaux enseignements et engagements pris sont présentés au Comité des Nominations et de la Gouvernance du Conseil d'administration.

En complément de la vision Groupe, les évolutions de carrière sont abordées avec les salarié·es au cours de leurs entretiens individuels. Deux types d'entretien sont menés : l'entretien annuel, qui est l'occasion de faire le point sur les réussites et les axes d'amélioration et l'entretien professionnel au cours duquel le ou la salarié·e expose ses projets professionnels, ses besoins en formation. C'est lors de ces entretiens que les managers et les collaborateur·ices envisagent les promotions internes et les besoins en développement des compétences par des formations.

Les promotions internes rendues possibles notamment par la croissance du Groupe font partie intégrante de notre politique de ressources humaines depuis plusieurs années. Ainsi 14,8 % des salarié·es éligibles ont bénéficié d'une promotion interne sur l'exercice 2020-2021, 10,4 % ayant déjà bénéficié d'une promotion interne sur l'exercice précédent. Cela concerne près de 17 % de femmes dans le Groupe, contre 14 % d'hommes. Une part de la masse salariale est allouée au financement des promotions internes, qui s'accompagnent de revalorisation salariale. En complément, les taux de prime sur objectifs ont été revus à la hausse et atteignent un plancher de 5 % du salaire de base brut (lorsque les objectifs sont atteints à 100 %).

(1) Donnée au 31 mars 2021, fonction de l'évolution du cours de Bourse.

› TAUX DE PROMOTION



14,8%
des salarié·es éligibles ont
bénéficié d'une promotion
interne sur l'exercice
2020-2021

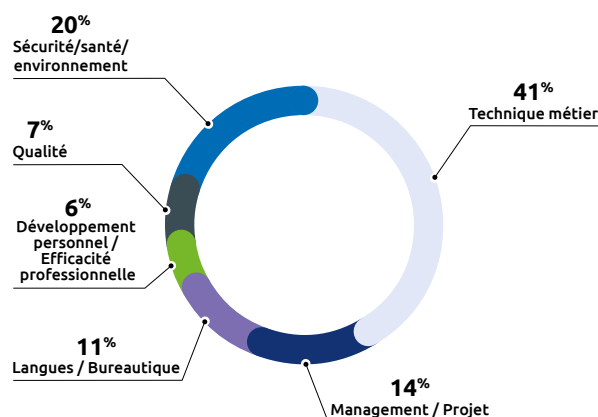
B. La politique de formation

La politique de formation est définie selon les besoins identifiés lors des *people reviews* et les besoins individuels évoqués lors des entretiens professionnels.

91 % des salarié·es ont ainsi pu bénéficier d'au moins une formation au cours de l'année, pour une moyenne de 14,7 heures par salarié·e formé·e.

En raison du contexte sanitaire, notre Groupe s'est principalement concentré sur les formations critiques, en matière de sécurité par exemple, sur les formations techniques métier et sur les formations nécessaires à la préparation du futur telles que le leadership.

› RÉPARTITION DES HEURES DE FORMATION PAR THÉMATIQUE



En 2020-2021, un grand programme à l'échelle mondiale a été déployé pour développer le leadership. En effet, les ambitions de croissance génèrent une complexité accrue notamment pour les managers, et il est par conséquent indispensable de créer une culture managériale commune. L'objectif est de renforcer la culture de leadership au niveau du Groupe, de construire un réseau de managers, d'aligner toutes les managers autour des ambitions de Soitec et de faire en sorte qu'elles-ils puissent véhiculer de manière homogène les valeurs de l'entreprise. Une centaine de personnes a ainsi participé à ce programme qui sera poursuivi sur le prochain exercice, incluant de nouveaux managers.

Sur l'exercice 2020-2021, nous avons poursuivi notre programme *Gestion de la formation* dédié aux opérateur·ices de niveau 4, en application d'un accord collectif. Dix opérateur·ices de niveau 4 ont été choisies en interne pour occuper des postes axés sur la formation et pour aider les opérateur·ices à renforcer leurs compétences. Un programme de formation a été créé sur mesure et testé en interne pour accompagner les nouveaux·elles opérateur·ices niveau 4 à bien appréhender leur poste. L'ensemble des parties prenantes a adhéré à ce nouveau programme : il a reçu un accueil très positif, à la fois de la part des nouvelles recrues de niveau 4 et du personnel de formation et des personnes qu'ils ou elles accompagnent.

En complément, lorsqu'un·e salarié·e souhaite retourner à l'université pour étudier et obtenir une certification ou un diplôme, Soitec, après examen du projet, lui apporte un soutien financier. Une « charte d'évolution » est signée entre la ou le salarié·e et Soitec, en vue de garantir une promotion et l'obtention d'un nouveau poste en ligne avec les nouvelles compétences et qualifications.

3.5.3 Promouvoir la diversité et l'inclusion

DPEF



Sur l'exercice 2020-2021, Soitec a signé en France un accord d'UES pionnier sur l'égalité professionnelle. Notre Société a souhaité utiliser le dispositif d'accord collectif plutôt que celui d'un engagement unilatéral, moins contraignant, pour associer les syndicats sur le sujet. Le contenu de l'accord est innovant puisqu'il vise à traiter les questions de genre dans leur globalité, sans les limiter aux seuls enjeux d'égalité femmes-hommes mais en abordant également, dans un seul et même accord, la situation des personnes LGBTQIA+ et par la volonté affichée de lutter contre les stéréotypes et de promouvoir l'inclusion.

L'égalité en matière d'accès à l'emploi et de traitement est inscrite dans l'accord, mais celui-ci va plus loin encore. Il prévoit un alignement des droits à la parentalité pour les couples de même sexe : congés d'accueil de l'enfant en cas de PMA ou GPA, jours enfants malades ou chèques emploi service pour la petite enfance pour la ou le conjoint·e... L'accord prévoit également un accompagnement des personnes s'engageant dans une transition pour changer de sexe et de leur entourage de travail, ou encore des programmes de lutte contre les agissements sexistes ou

les stéréotypes d'assignation de genre. L'expression explicite dans un accord collectif des situations et des droits associés contribue à aider les salarié·es concerné·es à se signaler pour mobiliser les droits auxquels elles-ils sont éligibles.

Concernant la lutte contre les agissements sexistes, quatre référent·es ont été nommé·es : deux personnes au niveau de la Direction et deux personnes représentant le personnel. Ces référent·es ont été formé·es à l'écoute et ont une capacité d'action pour intervenir (conduite d'enquêtes, entretiens auprès des personnes concernées, etc.) Une procédure de signalement des agissements sexistes, prévue par l'accord collectif, sera diffusée à l'ensemble des salarié·es sur l'exercice 2021-2022.

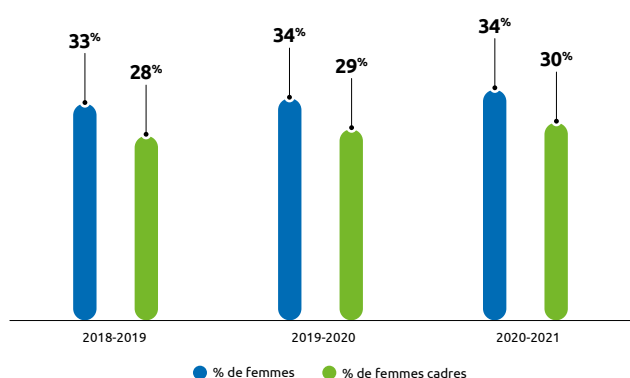
La politique des ressources humaines de Soitec s'articule autour de trois axes :

- promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- accueillir et bien intégrer les travailleur·ses en situation de handicap ;
- éliminer toute forme de discrimination.

3.5.3.1 Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes

Dans une industrie fortement masculine, une des priorités du Groupe est d'améliorer la parité. Si le secteur des semi-conducteurs emploie entre 20 % et 25 % de femmes ⁽¹⁾, Soitec affiche une proportion de femmes de 33,5 % sur l'exercice 2020-2021. Le travail mené pour améliorer le taux de féminisation lors des recrutements porte ses fruits. La sensibilisation fait partie des leviers. Une formation d'*empowerment* des femmes est dispensée depuis plusieurs années à Soitec, bien qu'elle n'ait pas pu avoir lieu cette année, en raison du contexte sanitaire. Le sujet est également abordé lors des différentes formations comme les séances *Leadership* ou la formation *Mieux collaborer pour améliorer les relations de travail*.

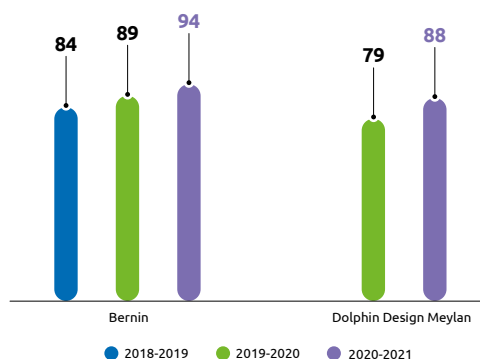
› PART DE FEMMES CADRES DANS L'EFFECTIF TOTAL



En France, les entreprises doivent publier annuellement un index égalité femmes-hommes, composé de cinq éléments. Pour Bernin, l'index 2020-2021 est de 94, en amélioration par rapport à l'an passé (89/100). Les notes montrent une quasi-égalité sur les composantes suivantes : traitement des hommes et des femmes lors des augmentations individuelles (20/20), traitement entre les hommes et les femmes lors de l'attribution des promotions (15/15), niveau de rémunération à niveau de responsabilité et âge comparables (39/40), ainsi qu'un parfait respect de la loi sur les augmentations appliquées au retour du congé de maternité (15/15). La progression majeure réside donc dans la promotion d'une deuxième femme au ComEx, ce qui porte la note relative à la représentation des femmes aux plus hauts niveaux de rémunérations à 5/10.

La filiale Dolphin Design à Meylan a également publié son deuxième index avec un score de 88/100, soit + 9 points par rapport à l'exercice précédent. Les notes concernant l'écart de rémunération (38/40), les augmentations salariales (35/35) et la non-discrimination au retour de congés maternité (15/15) démontrent une quasi-égalité de traitement. En 2020-2021, l'effort a notamment porté sur l'égalité de distribution dans les augmentations individuelles. La notation de (0/10) concernant l'écart de rémunération est liée à une faible proportion de femmes dans les hautes fonctions dans un secteur d'activité traditionnellement encore plus masculin que celui de Soitec.

› ÉVOLUTION DE L'INDEX ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES



En complément du travail mené en interne, un des leviers est de développer les vocations des jeunes et notamment des jeunes filles pour les métiers scientifiques et techniques. À cette fin, Soitec participe annuellement à l'initiative Inn.OTech organisée en partenariat avec l'école Grenoble INP, et d'autres entreprises de la microélectronique implantées localement. Tous les ans, deux à trois sessions réunissant 18 filles et 18 garçons dont certaines issues de lycées de zones d'éducation prioritaire visitent l'entreprise et découvrent les métiers des micro et nanotechnologies à travers des conférences, animations et ateliers. En raison du contexte sanitaire, les sessions de cette année ont été annulées.

3.5.3.2 Accueillir et bien intégrer les personnes en situation de handicap

La politique menée en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap démontre son efficacité par un taux d'emploi de 5,2 % sur le site de Bernin. Ce taux élevé par rapport à la moyenne nationale est dû à un engagement de longue date, le premier accord sur le sujet datant de 2000.

Taux d'emploi des personnes en situation de handicap

5,2%

Plusieurs leviers sont utilisés pour favoriser l'emploi des personnes en situation de handicap : le recrutement, les aménagements de poste pour le maintien dans l'emploi, la facilitation de la reconnaissance de la qualité de travailleur-se handicapé-e.

(1) Source : étude 2021 Accenture et GSA Doubling Women in Semiconductor Leadership.

Soitec s'engage dans différents dispositifs facilitant le recrutement : avec son partenaire Ohé Prométhée Isère, notre Société utilise les services de la Plateforme Alternance Handicap (PAH) qui permet aux personnes en situation de handicap d'avoir un accès facilité aux entreprises partenaires pour rechercher un contrat en alternance. Dans ce cadre, un jeune est en alternance à Soitec depuis 2019.

Le maintien dans l'emploi est aidé par une politique volontariste en matière d'aménagement des postes : nous recherchons la meilleure ergonomie des postes de travail selon le handicap *via* l'achat d'équipements adaptés par exemple ainsi que l'accessibilité globale du site par l'aménagement des locaux.

3.5.3.3 Éliminer toute forme de discrimination

La lutte contre la discrimination, quelle qu'elle soit, est l'un des fondamentaux du bien-vivre ensemble, valeur chère à notre Groupe. Le travail en équipe, omniprésent à Soitec, nécessite d'avoir un esprit collectif et une ouverture à l'autre. Pour développer ces comportements, notre Société a créé une formation *Mieux collaborer pour améliorer les relations de travail*, promouvant la bienveillance, la capacité fournir du *feedback* à ses collègues

et l'inclusion de tou-tes. Cette formation est destinée aux opérateur-ices de production, aux agent-es logistiques et à leur manager. Après une session pilote dispensée à 32 personnes sur l'exercice précédent, le programme a été mis en suspens en attendant que les conditions sanitaires soient de nouveau favorables. Dans cette formation, l'objectif est que les stagiaires soient accompagnés pour créer un espace relationnel de collaboration constructive au sein de leur équipe et en transverse. À terme, ils et elles produiront une charte de collaboration sur les valeurs et les comportements qui fondent l'esprit de coopération à Soitec.

Au moment du recrutement, le risque de discrimination est présent. Pour éliminer d'éventuels biais conscients ou inconscients lors du processus de recrutement, un *e-learning* à destination des managers a été créé. Il aborde le traitement équitable des candidatures, la bonne conduite des entretiens ainsi que l'intégration des futur-es collaborateur-ices.

La filiale Dolphin Design est membre du club isérois des 100 entreprises inclusives, association regroupant les entreprises du bassin et menant des actions en faveur de l'inclusion : stages de 3^e pour des jeunes issus des quartiers prioritaires, accompagnement à la préparation de dossiers professionnels ou d'entretiens de recrutement.

3.5.4 Maintenir un excellent dialogue social

3.5.4.1 L'organisation du dialogue social

Le dialogue social est réglementé en France. Soitec S.A., Soitec Lab, Frec|N|sys et Dolphin Design ont des représentant-es élu-es par les salarié-es. À l'échelle de l'UES, qui correspond à 76 % des effectifs, un accord ambitieux, signé en 2019 à l'unanimité par les organisations syndicales, a prévu des moyens accrus pour le dialogue social, notamment 42 élu-es disposant d'un nombre d'heures de délégation allant ainsi au-delà de la réglementation. Sept commissions spécialisées ont été constituées :

- une commission économique ;
- une commission formation ;
- une commission couverture sociale et épargne salariale ;
- une commission égalité professionnelle ;
- une commission sociale et logement ;
- une commission santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT) ;
- une commission vie au travail et rapports sociaux (VTRS).

En 2021, un administrateur et une administratrice représentant les salarié-es ont été désignés par les deux organisations syndicales ayant le taux de représentativité le plus élevé sur le périmètre français (CGT et CFE-CGC), en application d'une résolution de par l'assemblée des actionnaires. Leur participation au Conseil d'administration avec voix délibérative permet de faire entendre la voix des salarié-es dans les travaux du Conseil et de peser dans ses décisions. En outre, deux membres du Comité Social et Économique de l'UES sont autorisés à participer aux réunions du Conseil avec voix consultative.

3.5.4.2 Le bilan des accords collectifs



Notre Société privilégie le mécanisme de l'accord collectif pour de nombreux sujets structurants pour la vie des salarié-es. 86 % des salarié-es du Groupe sont couvert-es par des conventions collectives ou des accords collectifs. Ainsi, depuis la création de Soitec il y a 30 ans, 28 accords annuels ont été signés concernant les salaires. Cette année, la négociation annuelle obligatoire sur les salaires a de nouveau abouti à un accord signé à l'unanimité des trois syndicats représentatifs.

Des accords de participation et d'intéressement courent depuis de nombreuses années, dont les derniers ont été signés en 2019 avec une échéance en 2022. Les modalités des deux accords sont identiques et prévoient une répartition pour moitié en proportion de la présence des salarié-es au cours de l'exercice et pour moitié en proportion de leur salaire de base, et favorisent donc dans la répartition les personnes ayant les rémunérations les moins élevées.

Le montant de l'enveloppe de l'accord d'intéressement de l'UES peut atteindre au maximum 15 % de la masse salariale et est indexé sur trois critères : les résultats financiers de l'entreprise (pourcentage d'Ebitda sur le chiffre d'affaires), la qualité (mesurée en ppm) et la qualité de vie au travail (nombre d'actions concrètes mises en œuvre sur le terrain).

La filiale Dolphin Design possède son propre accord d'intéressement, basé sur un critère d'EBIT et de chiffre d'affaires. La formule de répartition, basée à 50 % sur le critère de présence, favorise les rémunérations les moins élevées.

Enfin, un accord d'égalité professionnelle très innovant a été signé. Il met l'accent sur la lutte contre les stéréotypes et les assignations de genre comme racine des inégalités, et garantit un traitement égalitaire et la non-discrimination des personnes LGBTQIA+.

Au total, 35 accords collectifs sont en vigueur dans le Groupe, dont six signés durant l'année fiscale 2020-2021.

3.5.5 Assurer la santé et la sécurité des collaborateur·rices

DPEF



La prise en compte des salarié·es commence par le fait d'assurer leur santé et leur sécurité. Dans une activité industrielle telle que celle de Soitec, les risques existent. Ils sont cartographiés dans le document unique d'évaluation des risques professionnels, obligatoire en France, et demandés dans la certification ISO 45001. Annuellement, les risques, leur niveau de maîtrise et les plans d'action associés sont revus pour prendre en compte les évolutions et mettre à jour les moyens de maîtrise. Deux typologies de risques existent dans notre Groupe. Premièrement, les salarié·es sont individuellement exposé·es à des risques tels que les accidents, les maladies professionnelles et les risques psychosociaux. Deuxièmement, des risques industriels liés à l'activité existent. Ils sont principalement dus aux matières et procédés utilisés et octroient au site de Bernin un statut d'Installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) et plus précisément Seveso seuil bas. Si Soitec gérait mal ses risques en matière de santé et de sécurité, outre la problématique humaine, cela pourrait avoir un impact sur la réputation du Groupe et son attractivité vis-à-vis des futur·es embauché·es, notamment pour les postes industriels. Les grands donneurs d'ordre, très observés sur leur chaîne d'approvisionnement, pourraient être moins enclins à travailler avec Soitec.

Pour protéger au maximum les femmes et les hommes sur nos sites, salarié·es ou prestataires, Soitec travaille en permanence sur la prévention du risque. La politique Qualité, Sécurité, Santé et Environnement, portée par la Direction Générale et remise à jour au cours de l'exercice, engage Soitec sur quatre thématiques :

- développer la culture sécurité et tendre vers le « zéro accident » ;
- prévenir les maladies professionnelles ;
- réduire les risques aux postes de travail ;
- prévenir les risques industriels et les crises majeures.

Pour chaque site, ces objectifs sont déclinés en cibles annuelles. Pour l'année 2021, le site de Bernin s'est ainsi fixé 12 cibles.

3.5.5.1 Une organisation dédiée et un système de management robuste

Pour atteindre les objectifs fixés dans la politique et les cibles locales, une organisation dédiée est mise en place : un département HSE rattaché à la Direction des ressources humaines et du développement durable, un service autonome de santé au travail, et des commissions spécifiques au sein du Comité Social et Économique de l'UES à Bernin sont au cœur du dispositif, qui implique également la Direction Générale, les directions de sites et les instances représentatives du personnel.

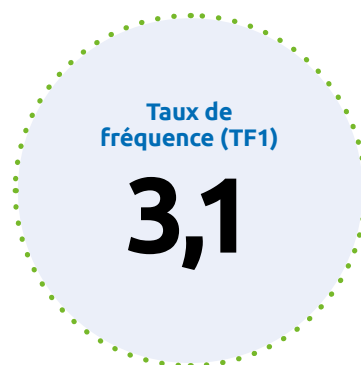
Sur le site de Bernin, des moyens accrus sont accordés au dialogue social en la matière : deux commissions dédiées au sein du Comité Social et Économique sont en charge des thématiques de prévention des risques et de la qualité de vie au travail. La commission vie au travail et rapports sociaux (VTRS) s'occupe des risques psychosociaux et de la qualité de vie au travail. La commission santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT) se concentre sur la sécurité au poste de travail et la sécurité industrielle : ses six membres sont en charge de la réalisation des enquêtes en matière d'accidents du travail, de l'analyse des risques professionnels, du suivi des indicateurs de sécurité, de la réalisation des inspections trimestrielles en matière de santé et de sécurité et conditions de travail, ainsi que de la proposition d'actions de prévention.

La certification ISO 45001 du site de Bernin et celle à venir du site de Pasir Ris confirment la solidité du système de management de la sécurité et de la santé mis en place.

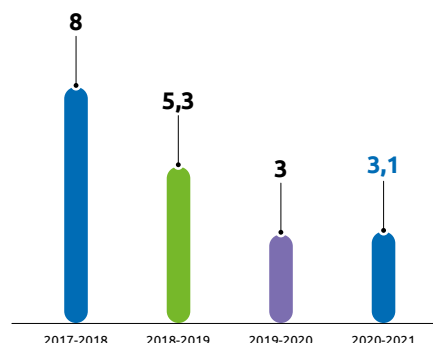
3.5.5.2 Une efficacité démontrée

A. Taux de fréquence et taux de gravité

La santé et la sécurité ne font l'objet d'aucune concession. Le niveau recherché est l'excellence avec l'ambition de tendre vers le zéro accident. L'indicateur clé démontrant la performance de notre Groupe sur ce sujet est le taux de fréquence (TF1 ⁽¹⁾) des accidents avec arrêt de travail. Cet indicateur – notamment sa progression – est un critère pris en compte dans la part variable de la rémunération des managers.



ÉVOLUTION DU TAUX DE FRÉQUENCE DES ACCIDENTS AVEC ARRÊT



L'évolution globale montre une tendance positive, les efforts menés pour créer une forte culture sécurité portent leur fruit sur tous les sites. Ainsi à Bernin, le TF1 est à 4, bien inférieur à celui du secteur (16,6 dans le secteur de la métallurgie en 2019 ⁽²⁾).

Le taux de gravité est également un indicateur majeur. Il est en amélioration à 0,03 contre 0,05 l'an passé, notamment du fait de son amélioration à Bernin. Il reste bien inférieur à la moyenne du secteur (0,3 en 2018).

Le taux de fréquence et le taux de gravité sont pilotés mensuellement et le taux de fréquence est diffusé à l'ensemble du personnel sur ce même rythme. La communication de ces chiffres est un outil fort de sensibilisation, et rappelle qu'un incident peut arriver à tout moment.

(1) TF1 : nombre d'accidents du travail ayant généré un arrêt de plus d'une journée par million d'heures travaillées.

(2) Synthèse sinistralité ATMP 2019.

Le taux d'absentéisme ⁽¹⁾ reste faible à 4,3 % en dépit d'un pic enregistré en mars 2021 lié à la pandémie et aux conditions du confinement, qui prévoyaient en France de couvrir les arrêts pour garde d'enfants par des arrêts de travail.

B. Un pilotage fin des accidents, incidents et presque-accidents

Le suivi des accidents n'est pas suffisant pour tendre vers l'excellence : notre Groupe a mis en place de longue date, les *reportings* nécessaires pour identifier les presque-accidents. Ainsi, les salarié-es disposent des outils nécessaires pour signaler les problèmes ou suggérer des améliorations. Ces dispositifs sont efficaces pour identifier, analyser et traiter des situations à risque, avant qu'un incident, voire un accident ne survienne : des actions de prévention ou d'amélioration des conditions de travail sont mises en place.

Lorsqu'un accident ou un presque-accident significatif survient malgré les mesures de prévention, une analyse systématique est réalisée selon la méthodologie 8D et l'arbre des causes, en groupe de travail, en présence de la victime si possible, d'un-e représentant-e de la CSSCT, du service de santé au travail et du département HSE. Un retour d'expérience, comprenant les axes d'amélioration possibles, est réalisé et diffusé à l'ensemble des salarié-es *via* le bulletin mensuel *Safe* dédié à la santé et à la sécurité. Pour les entreprises extérieures intervenant sur site, l'analyse des causes est demandée systématiquement à l'entreprise concernée. Dès qu'un presque-accident significatif ou un accident se produit, une restitution est réalisée avec un groupe de travail intégrant le responsable de l'entreprise extérieure, son donneur d'ordre, le service HSE et un membre de la CSSCT.

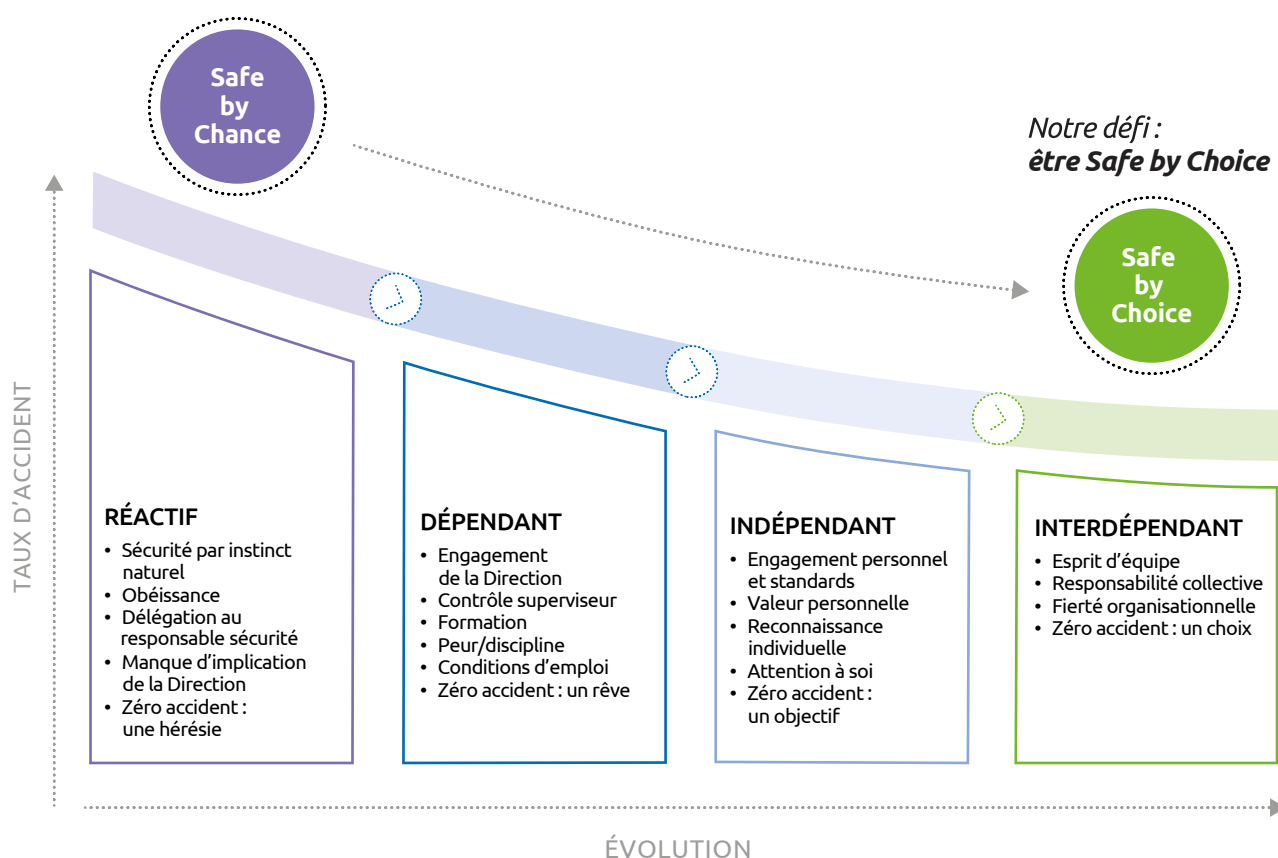
Une analyse triennale des accidents et des soins conduite en décembre 2019 à Bernin a démontré que la majeure partie des accidents et des soins sont liés à des problématiques individuelles, d'ergonomie, d'identification du risque ou d'autres facteurs humains. Cette étude a servi de support dans la préparation du programme de prévention de l'année écoulée.

3.5.5.3 Le programme *Safe* de management de la sécurité

Le programme *Safe*, instauré dès 2007, a pour ambition de transformer les comportements par un changement culturel. La courbe de Bradley, outil de référence, montre les différentes étapes pour développer une culture sécurité mature et ancrée dans l'entreprise.

Le programme *Safe* est construit en trois étapes : un audit pour évaluer le niveau de maturité, une phase d'analyse et de concertation pour créer le plan d'actions et enfin le déploiement des actions. À Pasir Ris, le programme a été lancé par l'audit en 2019 et a abouti à la mise en place du plan d'action sur les deux exercices suivants. Bernin a réalisé un audit cette année en menant des *focus groups* anonymes réunissant 180 personnes. Un état des lieux du niveau de culture sécurité a été établi ; il a permis de dégager les axes d'amélioration et de définir un plan d'action qui sera conduit sur les deux prochaines années.

Les audits ont permis de constater que le niveau actuel est celui de l'indépendance. Les équipes de Soitec ont pour objectif d'atteindre le niveau d'interdépendance où chacun-e se sent responsable de la sécurité avec et pour les autres.



(1) Taux d'absentéisme pour arrêt maladie, maladie professionnelle et mi-temps thérapeutique.

3.5.5.4 Engager les salarié-es

Une des premières causes d'accident est le facteur humain. Créer un esprit collectif, œuvrer pour une prise de conscience et influencer positivement les comportements : ce sont les fondations d'une culture sécurité forte et d'une trajectoire réussie vers l'ambition zéro accident. Sur l'exercice 2020-2021, un système d'information des ressources humaines a été mis en place. Il facilite et automatise la gestion des formations, notamment sur les aspects santé-sécurité. Les résultats de l'audit ont confirmé que la formation était un outil clé. Le programme de formation sera renforcé sur l'année 2021-2022, notamment auprès des managers.

Sur cet exercice, les formations sur les thématiques santé, sécurité et environnement ont représenté 20,5 % des heures de formation, soit 4 977 heures.

A. Développer la culture d'entraide

Le programme *Mieux collaborer pour améliorer les relations de travail*, présenté précédemment au paragraphe 3.5.1.3, vise à développer la bienveillance et la capacité à produire du *feedback* et à développer l'esprit d'équipe. Ces savoir-être sont indispensables pour passer du niveau d'indépendance au niveau d'interdépendance de la courbe de Bradley. Compte tenu du contexte sanitaire, seulement 6 sessions sur les 26 planifiées ont pu avoir lieu. Le programme se poursuivra dès qu'il sera possible de réunir des personnes en présentiel en toute sécurité.

B. Sensibiliser

Les sessions de formation *Safe* sont dispensées aux collaborateur-ices et aux managers pour développer la capacité d'observation et le repérage de bonnes pratiques et des situations à risque. Sur l'exercice 2020-2021, 75 nouveaux-elles salarié-es ont été formés-es. Suite aux formations, les managers sont en mesure d'effectuer des *safety tours* dans leur département, au cours desquels elles-ils échangent avec leurs collaborateur-ices sur leurs observations. 763 *safety tours* ont eu lieu sur l'exercice.

C. Former

La majorité des erreurs humaines aboutissant à des accidents sont commises par des professionnel-les confirmé-es, dans la réalisation de tâches répétitives. La sensibilisation des salarié-es à la possibilité d'une erreur humaine est un levier essentiel pour améliorer la fiabilité. Dans cette perspective, certaines des formations ont pour but d'enseigner six pratiques aux salarié-es pour qu'elles ou ils puissent optimiser leurs ressources cognitives, être moins stressés pendant le travail, prendre du recul pour réévaluer la notion

d'urgence, faire bien dès la première fois et en être sûr-es et être moins fatigué-es après le travail. Cette démarche se déploie avec succès grâce à la formation des équipes par des référent-es internes.

3.5.5.5 L'ergonomie des postes

Les accidents ne sont pas les seuls risques auxquels sont exposé-es les salarié-es. Les maladies professionnelles, notamment les troubles musculo-squelettiques, peuvent être une conséquence majeure des tâches répétitives. Pour réduire ce risque, il est nécessaire d'analyser les postes et de mettre en place des actions préventives. Les postes de travail sont évalués selon des méthodologies qui ont été affinées et validées par le médecin du travail et la Carsat : des combinaisons connectées permettent de visualiser en temps réel les contraintes subies par l'organisme des travailleur-ses en salle blanche. Les zones du corps particulièrement sollicitées sont identifiées et les actions de prévention à mener sont dirigées prioritairement vers ces parties.

Un groupe de travail créé pour travailler sur l'automatisation de certaines tâches manuelles a recueilli les besoins des services production, maintenance et *facilities* et a lancé des projets avec des gains intéressants. Ces projets ont été achevés pendant l'exercice et ont eu des résultats positifs tant en termes de sécurité que de productivité.

Nombre de maladies professionnelles déclarées : 2.

Nombre de maladies professionnelles reconnues : 1.

3.5.5.6 Prévenir les risques industriels majeurs

Sur des sites industriels à risques tels que ceux de Soitec, des organisations sont définies pour répondre à des situations d'urgence et à des sinistres. Des exercices d'urgence sont menés pour éprouver ces organisations et notamment l'efficacité des process et de la collaboration avec les secours externes. Ces exercices en situation réelle sont indispensables pour s'assurer du bon fonctionnement des process et des bons comportements et ont été maintenus sur l'exercice 2020-2021. En raison de l'extension prévue, les organisations existantes seront revues et adaptées aux nouvelles infrastructures.

Des salarié-es de Bernin et Pasir Ris font partie d'équipe d'astreinte sécurité afin de pouvoir gérer les urgences à tout moment. Pour cela, les personnes identifiées sont formées et participent à des situations tests d'urgence pour maintenir leur niveau d'efficacité et leur réactivité. Ces équipes sont régulièrement renforcées et le seront davantage avec l'accroissement du site de Bernin.

3.5.6 Gérer la crise sanitaire sur le long terme

DPEF



Depuis un an, la pandémie oblige notre Groupe à s'adapter en permanence. Les vagues successives de la pandémie sont autant de périodes de risque accru. Notre activité nécessite d'avoir une proportion importante du personnel physiquement présent sur les sites, l'ensemble du personnel de production et de la R&D notamment. Des contaminations sur site générant un cluster local pourraient entraîner des conséquences graves pour la santé des salarié-es contaminé-es et éventuellement des prestataires intervenant sur site. De plus, notre Groupe pourrait être contraint d'arrêter quasiment sans préavis son activité sur le site, créant une rupture dans la chaîne d'approvisionnement de nos clients et les mettant en difficulté pour produire. L'impact se répercuterait sur toute la chaîne de valeur, avec des conséquences financières importantes et un risque de détérioration de la réputation de notre Groupe.

Du fait de sa présence en Asie et grâce à une prise de conscience très précoce de la gravité de la situation, notre Groupe a réagi très vite. Le plan de continuité d'activité a été déployé rapidement. Depuis lors, les mesures évoluent en permanence pour prendre en compte les nouvelles informations et règles gouvernementales applicables dans chacune de ses entités. Pendant les périodes de confinement, les opérations ont pu se poursuivre sans aucune interruption grâce aux mesures mises en place par Soitec pour préserver l'activité et maintenir un haut niveau d'exigence sanitaire. Par exemple, le site de Pasir Ris a organisé le logement de ses salariés transfrontaliers pendant les nombreux mois de fermeture de la frontière. Soitec a contribué à la prise en charge du logement de ses salarié-es en hôtel/motel pendant toute cette période.

Le fonctionnement en gestion de crise s'est poursuivi jusqu'à l'été, et certains des éléments de ce fonctionnement ont été maintenus. Ainsi les cellules sanitaires continuent de se réunir de manière hebdomadaire. Le suivi des cas et la mesure du taux d'incidence sur les sites se poursuivent sur la base des déclarations des salarié-es. La cellule sanitaire réunit toutes les semaines la médecine du travail, les instances représentatives du personnel, la direction de site, les services HSE, *facilities*, communication et RH. Son rôle est d'analyser les évolutions réglementaires, le nombre de cas sur site, de proposer des adaptations utiles aux mesures sanitaires et de déployer la communication interne auprès des collaborateur-ices. Une cellule de coordination des différents sites continue également de fonctionner.

En complément des cellules, la problématique de gestion de la pandémie est abordée dans les Comités Sociaux et Économiques, notamment lors de la commission santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT). Par ailleurs, un des membres de la commission participe à la cellule de crise sanitaire.

Désormais, l'ensemble des salarié-es du Groupe est accoutumé à ce nouveau mode de fonctionnement spécifique avec des mesures sanitaires strictes. Le niveau de maîtrise global est très bon et les efforts ne se relâchent pas. Le site de Bernin a fait partie des tout premiers sites de France à proposer la réalisation de tests antigéniques sur site pour ses équipes. Une campagne de tests, qui s'inscrivait dans une initiative plus large de la région Auvergne-Rhône-Alpes, a notamment été proposée à l'approche de la période des congés de fin d'année pour rassurer les salarié-es avant de passer les fêtes en famille. Le nombre de volontaires a été très important. Le service de santé au travail participe à la campagne de vaccination, selon le calendrier gouvernemental.

Le dispositif du chômage partiel a été mis en place au cas par cas pour les salarié-es ne pouvant pas télétravailler et ayant des problèmes d'organisation personnelle les empêchant de venir sur site. La qualité de l'organisation de Soitec a permis un recours très faible à ce système.



La crise sanitaire a également eu des répercussions dans les relations avec les autres parties prenantes. Le nombre de rencontres physiques a chuté, entraînant une dématérialisation des échanges et pouvant faire craindre une baisse de la dynamique. Cependant, notre Groupe a réussi à maintenir une animation forte de ses partenariats et de ses relations avec ses clients et fournisseurs. La communication a été renforcée et les rencontres physiques remplacées par des échanges virtuels. Ainsi, Soitec a su démontrer sa flexibilité et sa résilience dans l'accompagnement de ses clients. Le contexte a généré une forte hausse du besoin de connectivité des entreprises et des particuliers avec la nécessité de créer du lien à distance et d'être bien chez soi. La combinaison de l'économie du travail et de l'apprentissage à domicile et le lancement de nouvelles applications telles que les communications sans fil 5G ont conduit à une augmentation significative de la demande, que Soitec était prête à satisfaire en augmentant considérablement la production des usines.

3.6 Être exemplaire dans notre activité et nos relations

Depuis 2012, notre Groupe s'est engagé à respecter le Code de conduite de l'association RBA (Responsible Business Alliance) dont Soitec est partenaire. Sa finalité est de soutenir les droits et le bien-être des travailleur-ses et des communautés du monde entier affecté-es par les problèmes sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ainsi, Soitec s'engage à suivre les principes édictés par la RBA : respect de la main-d'œuvre (droits humains, interdiction du travail forcé, interdiction du travail des enfants, respect des réglementations en matière d'heures de travail et de salaires

et avantages sociaux, traitement éthique, liberté d'association et lutte contre la discrimination et le harcèlement), respect de la santé/sécurité, de l'environnement ainsi que de l'éthique dans la conduite des affaires.

Soitec répond annuellement au questionnaire d'auto-évaluation RBA, au niveau Groupe et au niveau du site de Bernin. Depuis trois ans, nous obtenons une note supérieure à 95 % sur les deux périmètres. Le site de Pasir Ris répondra individuellement pour la première fois sur l'exercice 2021-2022.

3.6.1 Lutter contre la corruption et l'évasion fiscale

DPEF



Dans toute entreprise opérant au niveau international, il existe des risques en matière d'éthique : corruption, fraude, conflits d'intérêts, pratiques anticoncurrentielles... Ces risques sont généralement le fait d'une personne isolée mais peuvent générer pour l'entreprise des impacts importants : poursuites en justice menant à des amendes, à l'engagement de la responsabilité des dirigeants ou à des condamnations, perte de confiance des parties prenantes qui sont les clients et partenaires avec de potentielles répercussions sur les opérations (baisse de commandes, rupture de partenariat...).

3.6.1.1 Code de bonne conduite

Pour minimiser le risque, notre Groupe a mis en place un Code de bonne conduite dès 2013, régissant les comportements et devant être respecté par tou-tes. Suite à la mise en application en France en 2017 de la loi sur la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique, dite « Sapin 2 », Soitec a revu ses dispositifs pour lutter contre la corruption. L'ensemble des membres du Comité Exécutif a été impliqué dans la révision des mesures.

Le Code de bonne conduite revu en 2018 pour intégrer les dispositifs de la loi Sapin 2 et signé par le Directeur général est disponible en français et anglais, les deux langues de travail principales du Groupe. Il rappelle à chacun-e :

- les valeurs de Soitec ;
- la nécessité absolue d'assurer la sécurité des informations et des actifs ;
- les règles à suivre en matière de relations avec les tiers, en respect des principes de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, et de la Recommandation de 2009 de l'OCDE visant à renforcer la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales : concurrence loyale, éthique et principes fondamentaux, qualité et sécurité des produits, communication responsable et transparente, interdiction des conflits d'intérêts, de la corruption, du trafic d'influence, du blanchiment d'argent, du délit d'initié ;
- la mise à disposition d'un dispositif d'alerte interne, également ouvert aux prestataires sur site ;

- les engagements pris vis-à-vis des salarié-es et des parties prenantes en matière de respect des droits humains, des Conventions de l'ONU sur les droits de l'enfant et des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (interdiction du travail forcé, du travail des enfants, de la discrimination, liberté d'association), ainsi qu'en matière de santé/sécurité, de développement des carrières, de promotion de la diversité et de l'inclusion, de respect de l'environnement ;
- les engagements demandés aux fournisseurs en matière de traçabilité des minerais dits du conflit et en matière de préservation de l'environnement.

Notre Groupe applique une tolérance zéro vis-à-vis des cas de violation de nos règles éthiques. De plus, Soitec s'engage, à travers son Code de bonne conduite, à ne verser aucune contribution politique, que ce soit à un parti, à un-e candidat-e ou à un comité, et ce, quel que soit le pays.

3.6.1.2 Mesures et procédures pour une gestion éthique des affaires

Distribué et présenté à l'ensemble aux nouveaux et nouvelles arrivant-es, le Code de bonne conduite s'accompagne d'un *e-learning* dédié pour s'assurer de sa parfaite compréhension et de sa parfaite mise en œuvre par l'ensemble des salarié-es.



En complément, un *e-learning* spécifique sur la lutte contre la corruption s'adresse aux populations les plus à risque : membres du Comité Exécutif, département ventes, achats, finance et juridique.

Afin de compléter et renforcer le dispositif d'*e-learning*, une réflexion concernant d'autres formes de sensibilisation et de formation est en cours.

En association avec le Code de bonne conduite et les dispositifs de formation (*e-learning*), les autres mesures exigées par la loi Sapin 2 sont créées et déployées progressivement :

- cartographie des risques de corruption ;
- procédures d'évaluation de la situation des clients, fournisseurs de premier rang et intermédiaires ;
- procédures de contrôles comptables, internes ou externes, destinées à s'assurer que les livres, registres et comptes ne sont pas utilisés pour masquer des faits de corruption ou de trafic d'influence ;

3.6.2 Chaîne d'approvisionnement responsable DPEF

3.6.2.1 La politique qualité fournisseurs

L'activité de notre Groupe nécessite des achats importants de matières premières pour la fabrication de nos produits et plus particulièrement pour les achats de silicium et de produits chimiques. Les fournisseurs sont classés selon leur criticité dans la chaîne d'approvisionnement : ainsi les fournisseurs de matières premières entrant dans la fabrication des produits sont catégorisés comme « stratégiques ». La défaillance d'un de ces fournisseurs pourrait avoir un impact important pour notre Groupe. Outre la défaillance en approvisionnement en raison d'une pénurie de matières premières, un problème de violation des droits humains ou des

- régime disciplinaire permettant de sanctionner les salarié-es de la Société en cas de violation de son Code de bonne conduite ;
- dispositif d'alerte interne : ce dispositif permet à chaque salarié-e ou prestataire externe témoin de situations contraires au Code de bonne conduite ou aux réglementations en vigueur en matière de fraude, de corruption ou de trafic d'influence de signaler les faits constatés de manière anonyme. Une adresse électronique est dédiée. Ses destinataires sont la Directrice Juridique Groupe et le Directeur Groupe des ressources humaines et du développement durable. Lors de sa mise en place, le dispositif a été présenté aux instances représentatives du personnel et une campagne de communication à destination de l'ensemble des collaborateur-ices a été menée. Sur l'exercice, aucun cas n'a été remonté par ce canal. Les dispositions légales applicables prévoient une protection des personnes ayant effectué des signalements de bonne foi.

Tous ces dispositifs s'appliquent à l'ensemble des collaborateur-ices de notre Groupe et de ses filiales. Seule la filiale Dolphin Design, détenue à 80 %, possède son propre Code de conduite dont le contenu est conforme à celui de Soitec, et sa propre ligne d'alerte éthique interne.

3.6.1.3 Lutte contre l'évasion fiscale

Présent dans plusieurs pays, notre Groupe s'attache à respecter la réglementation fiscale dans chaque implantation : les entités déclarent et paient leurs impôts en conformité avec leurs obligations locales ainsi que les taxes qui leur incombent.

La Direction Générale demande aux entités de collaborer et de travailler en toute transparence avec les administrations fiscales en cas de demande de documentation ou de contrôle fiscal.

Une politique de prix de transfert régit les transactions intra-Groupe. Celle-ci s'appuie sur les recommandations de l'OCDE et notamment sur le principe de « prix de pleine concurrence ». L'ensemble des transactions intra-Groupe est couvert par la politique. Une étude comparative des taux de rémunération des transactions intra-Groupe au niveau mondial permet d'assurer la cohérence des pratiques mises en place.

3.6.1.4 Label Opérateur économique agréé (OEA)

Depuis 2008, Soitec s'inscrit dans une démarche collaborative avec le service des douanes françaises. Celle-ci a abouti à l'obtention du statut d'Opérateur économique agréé dès 2016, ce qui fait de Soitec l'une des premières entreprises françaises à être certifiées. Renouvelée tous les trois ans, cette certification permet à notre Groupe d'être reconnu comme une entreprise sûre et fiable, ayant pris des mesures adaptées pour sécuriser son activité dans la chaîne logistique internationale sur les aspects de simplification douanière et de sûreté et sécurité de l'information. Grâce à ce statut OEA *full* (c'est-à-dire concernant à la fois la sécurité et la sûreté de l'information), renouvelé début 2021, notre Groupe bénéficie de procédures de dédouanement accélérées et de contrôles allégés : le processus logistique est ainsi facilité, les échanges sont plus fluides et plus sûrs.

conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, de pollutions majeures ou encore un problème éthique – corruption, fraude, etc. pourrait entraîner une recherche en responsabilité de notre Groupe, une perte de confiance des clients dont l'image serait fortement dégradée, ou une détérioration de la réputation de notre Groupe. De plus, notre Groupe utilise du tantalate de lithium, dérivé du tantale dont l'approvisionnement peut, parfois, alimenter financièrement des conflits.

Pour prévenir, éviter et réduire ces risques, notre Groupe a mis en place d'une part une politique qualité fournisseurs régissant ses exigences vis-à-vis de ses fournisseurs en matière de qualité, d'éthique et notamment

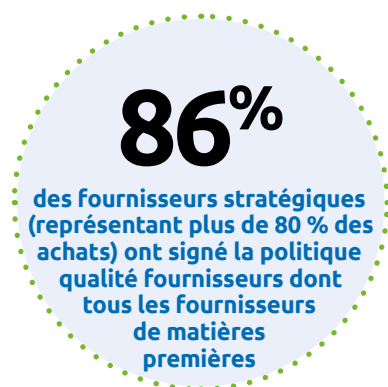


de lutte contre la corruption et de pratiques sociales, environnementales et sociétales et d'autre part une Politique Minerais du conflit.

La Politique Qualité Fournisseurs s'applique à tous les fournisseurs du Groupe, quelles que soient l'entité et la zone géographique. Le fournisseur doit signer le document afin d'être référencé. Dans ce document, le fournisseur s'engage à respecter toutes les exigences réglementaires concernant les produits (REACH, RoHS, *Green Partner*, CE, UL, etc.) la santé, la sécurité, la protection de l'environnement et l'éthique des affaires ainsi que les droits humains, les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail et les lignes directrices de l'OCDE (en particulier dans le domaine du développement durable). Il est notamment tenu de respecter le Code de bonne conduite de Soitec décrit dans le paragraphe 3.6.1.1 ainsi que le Code de conduite RBA. Les fournisseurs sont fortement encouragés à obtenir les certifications ISO 45001 (ex-OHSAS 18001), ISO 14001 et ISO 50001 certifiant respectivement les systèmes de management de la santé/sécurité, de l'environnement et de l'énergie.

En complément, le fournisseur s'engage à exiger le respect de ces mêmes principes par ses sous-traitants et toute personne sous son contrôle.

D'autre part, un questionnaire détaillé est envoyé à certains de nos fournisseurs. Ce questionnaire comprend entre autres des questions relatives à la lutte contre la corruption, permettant ainsi à notre Groupe de cartographier et maîtriser plus précisément ce risque.



3.6.2.2 L'évaluation des fournisseurs

Deux fois par an les fournisseurs de matières premières sont invités à remplir des questionnaires appelés *SPR scorecards* (*Supplier Performance Review*) permettant à Soitec de mesurer la performance sur des critères de qualité, d'approvisionnements, de technologie et de politique des achats. Sur l'exercice 2020-2021, une réflexion a été menée pour ajouter des questions concernant les pratiques en matière sociale, environnementale, achats responsables et santé/sécurité. Une phase de test de ce nouveau modèle de *scorecard* commencera en début d'exercice 2021-2022 et sera suivie d'un déploiement progressif.

3.6.3 Cybersécurité et protection des données DPEF



Dans une entreprise de haute technologie comme Soitec, les risques en matière de sécurité, sûreté et protection de l'information sont importants : vols ou pertes de données confidentielles ou sensibles, attaques informatiques et captation d'informations sensibles à des fins d'utilisation non autorisée ou de tentative d'escroquerie. Ces risques « cyber » constitués historiquement d'espionnage industriel ou de piratage des données deviennent des risques de cybercriminalité, de malveillance et de rançonnement. Ils pourraient entraîner, outre une atteinte à la réputation et à l'image de notre Groupe, une diffusion de données confidentielles avec propagation de notre savoir-faire ou encore des dysfonctionnements majeurs avec arrêt des activités.

Les acheteur-ses ont été formé-es à la nouvelle version de la *scorecard* : ses objectifs, ses procédures et sa mise en place avec les fournisseurs.

En parallèle, la conformité à notre politique qualité fournisseurs est vérifiée lors d'audits et lors de toute interaction avec le fournisseur. Par exemple, en cas de plainte qualité, nous vérifions que le fournisseur respecte ses engagements de réactivité et de formalisme.

Les risques en matière d'éthique sont évalués dans le cadre du dispositif mis en place pour répondre aux exigences de la loi Sapin 2. Un prestataire extérieur enregistre les tierces parties sur une plateforme et réalise des analyses détaillées de chacune de ces tierces parties, en prenant en compte l'activité et le pays du fournisseur. La cotation prend notamment en compte l'indice de perception de la corruption de l'ONG Transparency International et les notations de Coface pour le volet financier. En cas de problème remonté dans un rapport détaillé, le service juridique peut être amené à renforcer les dispositifs vis-à-vis du fournisseur : clauses dans les contrats ou questionnaires spécifiques pour vérifier les mesures mises en place par le fournisseur.

3.6.2.3 La gestion des minerais du conflit

L'utilisation du tantale, de l'or, du tungstène et de l'étain est réglementée par le Règlement européen 2017/821 relatif aux minerais provenant de zones de conflit et par le Dodd-Frank Act aux États-Unis. L'objectif de ces réglementations est d'obliger les entreprises intervenant dans la chaîne d'approvisionnement à veiller à ce que leurs importations de ces minerais et métaux proviennent exclusivement de sources responsables et ne soient pas issues de conflits. Le tantale de lithium, dérivé du tantale que notre Société utilise est concerné par cette réglementation. Soitec l'applique avec rigueur et refuse de travailler avec des fournisseurs ne pouvant garantir le respect du Règlement. L'engagement que notre Groupe a pris de respecter le Code de conduite de la RBA l'oblige à adopter une politique et à faire preuve de diligence raisonnable sur la provenance et la traçabilité du tantale notamment dans les produits que nous fabriquons, afin de s'assurer raisonnablement que les approvisionnements sont menés d'une manière conforme aux Directives de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour les chaînes d'approvisionnement responsables des minerais provenant de zones de conflit et à haut risque, ou à un cadre de diligence raisonnable équivalent reconnu. Pour cela, une démarche de conformité au Règlement relatif aux minerais provenant de zones de conflit a été mise en place dans le cadre du système de management des produits chimiques. Les fournisseurs sont spécifiquement inclus dans la démarche *Green Partner*. Il leur est notamment demandé de communiquer un *reporting* selon le modèle de rapport sur les minerais du conflit (CMRT – *Conflict Mineral Reporting Template*) développé par la Responsible Minerals Initiative (fondée en 2008 par des membres de la Responsible Business Alliance et de la Global e-Sustainability Initiative). Ce rapport a pour objectif de faciliter le transfert d'informations à travers la chaîne d'approvisionnement concernant le pays d'origine des minéraux et les fonderies et raffineries utilisées. Ainsi est assurée la traçabilité de ces matières.

Une cartographie des risques est mise à jour plusieurs fois par an afin de s'assurer que les politiques et procédures mises en œuvre couvrent bien les risques, qui évoluent rapidement sur ce sujet.

Une politique de sécurité des systèmes d'information permet de fixer les règles fondamentales d'identification des enjeux de sûreté numérique et de traitement des risques associés et précise les rôles et responsabilités dans ce domaine. Par exemple, elle définit la gestion des accès physiques et informatiques, la politique de mots de passe, etc. Cette politique, qui est en place depuis plus de 10 ans et est révisée annuellement, est portée par le Responsable de la sécurité et de la protection des données, sous la supervision d'un membre du Comité Exécutif.

Elle est construite et mise à jour selon les recommandations de l'ANSSI (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information – agence

gouvernementale française) et les exigences de la norme internationale ISO 27001 ainsi que du dispositif de la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST) défini par le SGDSN (Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale).

Un tiers indépendant, accrédité par l'ANSSI, a audité la politique et l'ensemble des outils, organisations et procédures en 2018 et a émis une liste de recommandations qui sont mises en œuvre par notre Groupe. La Direction de la sécurité et de la protection des données a ainsi piloté un programme d'investissement conséquent pour déployer des outils certifiés par l'ANSSI. De nombreux indicateurs sont suivis, permettant de vérifier la conformité aux exigences de la norme ISO 27001 et l'efficacité opérationnelle du système de management.

Un des axes majeurs de la sécurité et sûreté des informations est le comportement des salarié-es. Une charte de sécurité de l'information créée en 2019 est annexée au règlement intérieur de l'entreprise (en fonction des sites), et hérite à ce titre de la même valeur juridique au sein de Soitec. Elle est portée à la connaissance de l'ensemble des salarié-es lors de leur arrivée. En complément de cette charte, une formation présentielle leur est dispensée concernant la sûreté, la sécurité, la protection de l'information et sur le Règlement général sur la protection des données (RGPD). Des informations sont régulièrement envoyées pour assurer une sensibilisation de tous les jours. Le support de formation initiale est notamment renvoyé aux salarié-es plus ancien-nes. Un module de formation complémentaire sur la protection de l'information et l'intelligence économique et un *e-learning* sur la protection de l'information font partie des éléments disponibles.



Concernant la protection des données personnelles, les sites et process hébergés en Europe sont concernés par le RGPD tandis que les sites et process hébergés à Singapour sont soumis à la loi PDPA (*Promoting Trust & Data Protection* – Promouvoir la confiance et la protection des données) plus exigeante que le Règlement européen. Dans chaque service, une personne référente RGPD a été nommée et formée par un organisme extérieur et rapporte au Responsable de la sécurité et de la protection de l'information, également Délégué à la protection des données. Le registre de traitement des données, adapté par rapport au modèle proposé par la CNIL (autorité administrative indépendante française en charge de réguler les données personnelles), est régulièrement mis à jour par ces référent-es, dont le rôle est également de s'assurer que les process qui ont cours dans leur service sont conformes aux réglementations.

Les thématiques RGPD sont intégrées dans la charte de sécurité de l'information et dans la PSSI, et une politique dédiée de protection des données des personnes a été élaborée sur la fin de l'exercice 2020-2021 pour un déploiement sur l'année 2021-2022.

3.6.4 Renforcer les liens avec les communautés locales DPEF



La localisation principale de notre Groupe à Bernin, dans la vallée du Grésivaudan, est liée à l'histoire de la création de Soitec, essaimage du CEA-Leti basé à Grenoble. Le développement important de notre Groupe depuis sa création il y a 30 ans lui confère une place importante dans la ville de Bernin, dans la communauté de communes du Grésivaudan et plus généralement dans la vallée de la tech grenobloise.

Soitec est un employeur local important, avec un partenariat resserré avec le centre de recherche CEA-Leti. Notre Groupe a également tissé des liens de longues dates avec la communauté de communes, les écoles et universités locales (Grenoble INP par exemple) ou encore les autres entreprises du territoire (tech ou non).

Notre Groupe s'attache à de fortes relations avec ces différents acteurs afin d'éviter tout risque qui pourrait lui être préjudiciable :

- un relâchement des liens avec le CEA-Leti et les entreprises de la tech locales pourrait engendrer une perte de vitesse dans notre innovation, notre connaissance du marché et notre capacité d'innovation ;
- des relations dégradées ou inexistantes avec les instituts de formation (IUT), universités et écoles locales nous priveraient d'un vivier de jeunes talents indispensable à notre croissance actuelle et future ;
- une tension dans les relations avec la communauté de communes nous ralentirait dans les projets actuels d'extension du site qui prévoient un accroissement des approvisionnements en eau, voire nous pénaliserait en nous privant de subventions nécessaires à la bonne marche de l'entreprise.

Le développement de notre ancrage territorial et l'implication de nos parties prenantes locales font partie du mode de fonctionnement de notre Groupe et notamment de la Direction Générale.

Deux points marquants illustrent cet engagement : le partenariat avec le CEA-Leti, dont Soitec est un essaimage, et le Pacte économique local conclu avec les trois collectivités majeures du bassin grenoblois – Grenoble-Alpes Métropole, le Grésivaudan et le Pays voironnais et avec une vingtaine d'autres acteurs économiques de la région.

Le partenariat avec le CEA-Leti est historique. En 2019, une nouvelle étape du partenariat avait été franchie avec la création en commun du Substrate Innovation Center, centre 100 % dédié à la recherche de nouveaux substrats pour la connectivité 4G/5G, l'intelligence artificielle, l'automobile, les capteurs et l'affichage, la photonique et l'informatique de pointe.

3.6.4.1 Soutenir l'économie locale



Le Pacte économique local, signé en février 2021 par 24 partenaires publics et privés dont Soitec, a pour objectif d'assurer la résilience et l'attractivité du territoire. À travers ce Pacte, chaque acteur s'engage à mener des actions concrètes en faveur des transitions écologiques, énergétiques, numériques et sociétales. Huit ambitions ont été fixées pour relever les défis du territoire dans une vision de long terme.

Dans ce cadre et avant même la signature officielle du Pacte, Soitec a déjà mené certaines actions, dont un engagement à soutenir l'économie locale.

Sur la période des fêtes de fin d'année, Soitec offre traditionnellement un repas à l'ensemble des salarié-es. Cette année, en raison des conditions sanitaires, le Groupe a choisi de transformer ce moment de fête en chèques Grésicadeaux avec le soutien des élu-es du personnel au CSE : les 1 250 salarié-es de l'UES ont reçu des chèques cadeaux à dépenser dans le territoire auprès des commerces de proximité, partenaires de l'initiative. Ainsi, notre Groupe a exceptionnellement doté le Comité Social et Économique de 100 000 € pour que ceux-ci soient distribués en chèques Grésicadeaux, directement réinjectés dans l'économie locale. Les salarié-es ont eu le choix de les dépenser localement ou d'en faire don à l'association Secours populaire français.

Depuis 2015, à l'initiative des représentant-es du personnel au sein du CSE de l'UES, Soitec subventionne à hauteur de 15 000 euros par une dotation spécifique (ce qui représente environ les trois-quarts du coût total du projet), les achats de fruits et légumes issus de l'agriculture raisonnée et biologique dans des circuits courts, contribuant ainsi à une alimentation saine de ses salarié-es tout en soutenant l'agriculture responsable du territoire.

3.6.4.2 S'engager auprès des jeunes



Au printemps 2020, début de la crise sanitaire en France et du premier confinement, Soitec a choisi d'aider les jeunes afin qu'ils et elles puissent suivre leurs cours à distance : ainsi des ordinateurs ont été offerts à une trentaine de collégien-nés de zones défavorisées identifiés par les services de l'Éducation nationale pour lutter contre la fracture numérique. Des salarié-es de Soitec avaient également bénéficié de cette vague de dons.

L'accueil de public sur site étant impossible à organiser au cours de l'année, certains événements n'ont pas pu se tenir ou ont été conduits à distance. Ainsi l'initiative Inn.OTech visant à faire découvrir à de jeunes lycéen-nés les métiers scientifiques et techniques n'a pas pu être menée cette année. En revanche, Soitec a participé à la version numérique de Job Bridge : il s'agit pour les grandes entreprises locales ayant recours à des contrats en alternance, mais ne pouvant pas embaucher définitivement tou-tes les apprenti-es, de les mettre en relation au cours d'un événement avec les PME locales. C'est une chance pour les jeunes de rencontrer des entreprises locales, ayant des besoins en recrutement. Pour les PME, c'est un moyen

de se faire connaître auprès de ces jeunes en recherche d'emploi et de s'assurer d'avoir des recrues bien formées, car passées pendant un ou deux ans par des grands groupes.

Par ailleurs, Soitec est engagée depuis de nombreuses années en faveur de la diversité et de l'égalité des chances. Ainsi, en 2020, un partenariat a été noué avec l'Institut Télémaque. Cette association accompagne des jeunes de zones prioritaires par le biais d'un double tutorat : un-e tuteur-riche d'entreprise et un-e référent-e pédagogique. Nous avons donc fait appel à nos collaborateur-riche-s souhaitant devenir parrains ou marraines. Six collaborateur-riche-s suivent ainsi six collégien-nés afin de leur donner les éléments nécessaires à leur réussite, de les accompagner vers la découverte du monde professionnel et de développer leur confiance en soi.

3.6.4.3 Autres actions

De manière régulière, Soitec propose à l'Établissement français du sang de venir sur son site de Bernin organiser des collectes de sang. Les salarié-es peuvent ainsi, sur leur temps de travail, donner leur sang. Sur l'exercice 2020-2021 et malgré le contexte, les collectes se sont poursuivies : deux sessions ont ainsi permis à 69 donneur-ses de faire un geste de solidarité sanitaire.

Depuis l'accord d'entreprise signé en 2009, des chèques emploi service universel (CESU) sont proposés à tou-tes les salarié-es de plus de six mois d'ancienneté ayant un enfant de moins de quatre ans. Le programme a été reconduit depuis 2017 avec un crédit alloué de 45 000 euros par an. Il permet aux parents de jeunes enfants de payer des prestations de service à la personne et les aider ainsi dans leur équilibre vie privée/vie professionnelle, tout en contribuant indirectement à l'emploi local.

Enfin, en raison de la crise sanitaire, la consommation de masques jetables sur le site est particulièrement importante. Depuis le mois de décembre 2020, Soitec a mis en place des poubelles spécifiques pour les collecter en vue d'être recyclés. Ils sont ainsi transformés en tee-shirts et pièces plastiques. Ils sont pour cela envoyés dans l'Ain où le masque central, les élastiques et le tour de masque sont séparés avant d'être retraités par différents organismes et transformés au final en vêtements techniques et en pièces plastiques.

3.7 Table de concordance GRI et ODD

Risques DPEF	Chapitres	Pages	Indicateurs	GRI	ODD
Innovation	3.3.1	74	<ul style="list-style-type: none"> % du CA consacré à la R&D Nombre de brevets déposés % de salarié-es qui travaillent sur les sujets innovation Tonnes équivalent CO₂ évitées sur les produits finaux 	-	12- Croissance et production responsable 9- Industrie, innovation et infrastructure
Pandémie	3.5.6	91	<ul style="list-style-type: none"> Nombre moyen de jours de chômage partiel par collaborateur-riche concerné-e 	-	3- Bonne santé et bien-être
Relations clients	3.3.2	75	<ul style="list-style-type: none"> Note Relations client de l'enquête de satisfaction (base 100 en 2015) 	-	9- Industrie, innovation et infrastructure 17- Partenariats pour la réalisation des objectifs
Ancrage territorial	3.6.4	95		-	17- Partenariats pour la réalisation des objectifs 11- Villes et communautés durables
Éthique	3.6.1	92	<ul style="list-style-type: none"> Collaborateur-rices ayant suivi le module <i>e-learning</i> du Code de bonne conduite 	412-2	16- Paix, justice et institutions efficaces 17- Partenariats pour la réalisation des objectifs
Attractivité et rétention des talents	3.5.2 3.5.3	83 86	<ul style="list-style-type: none"> Effectif au 31 mars 2021 Effectif en CDI Répartition par âge (<i>en %</i>) Répartition des salarié-es par zone géographique Ancienneté moyenne Répartition par catégories (<i>en %</i>) Nombre de recrutements CDI Taux de turnover Taux de démission Taux de promotion interne Nombre d'alternant-es embauché-es sur l'année Nombre de jeunes de moins de 26 ans embauché-es sur l'année % de salarié-es bénéficiant du plan d'épargne entreprise 	412-2 102-8 405-1 401-1	8- Travail décent et croissance économique
Changement climatique	3.4.2	77	<ul style="list-style-type: none"> Émissions directes de GES (scope 1) Émissions indirectes liées à la consommation d'électricité (scope 2) Autres émissions indirectes de GES (scope 3) 	305-1 305-2 305-3	13- Mesures relatives à la lutte contre le changement climatique
Chaîne d'approvisionnement responsable	3.6.2	93	<ul style="list-style-type: none"> % de fournisseurs stratégiques ayant signé la politique qualité fournisseurs Score à l'auto-évaluation de la RBA 	414-1 308-1	16- Paix, justice et institutions efficaces 17- Partenariats pour la réalisation des objectifs
Santé et sécurité	3.5.3	86	<ul style="list-style-type: none"> Taux de fréquence des accidents du travail (avec arrêt) Taux de gravité des accidents du travail Nombre de maladies professionnelles déclarées Nombre de maladies professionnelles reconnues Taux d'absentéisme % de salariés travaillant en production Part des heures de formations dédiées à la santé, à la sécurité et à l'environnement Nombre de <i>safety tours</i> 	403-2 403-3	3- Bonne santé et bien-être
Cybersécurité	3.6.3	94	<ul style="list-style-type: none"> % de nouveaux-elles collaborateur-rices sensibilisé-es à la cybersécurité 	-	17- Partenariats pour la réalisation des objectifs

Enjeux	Chapitres	Pages	Indicateurs	GRI	ODD
Gestion des pollutions	3.4.4.1	80	<ul style="list-style-type: none"> Rejets atmosphériques Dépassements Rejets aqueux Dépassements 	307-1	12- Consommation et production durables 15-Vie terrestre
Prévention et gestion des déchets	3.4.4.2	81	<ul style="list-style-type: none"> Total déchets produits Total DND Total DD % DND recyclés % DND valorisés % DD valorisés + recyclés % DD valorisation énergétique 	306-3 306-4 306-5	12- Consommation et production durables 15- Vie terrestre
Utilisation durable des ressources/ énergie	3.4.2.1	77	<ul style="list-style-type: none"> Consommation énergétique par unité de production 	302-3	13- Mesures relatives à la lutte contre le changement climatique
Utilisation durable des ressources/eau	3.4.3	79	<ul style="list-style-type: none"> Volume total d'eau prélevé Consommation d'eau par unité de production % d'eau recyclée 	303-1 303-3	6- Eau potable et assainissement
Biodiversité	3.4.5	81	<ul style="list-style-type: none"> Surface totale couverte par les terrains Soitec Surface totale étanche Sites ayant mis en place des initiatives pour favoriser la biodiversité (partenariat, travail avec les fournisseurs de matières premières, LPO, ruches...) 	304-2 304-3	15- Vie terrestre
Les rémunérations et leur évolution	3.5.3.3 3.5.1 3.5.2.2	88 82 85	<ul style="list-style-type: none"> % d'augmentation moyen pour les salarié-es (d'une année sur l'autre) Écart de rémunération moyen % de la masse salariale consacré aux revalorisations salariales Taux de prime sur objectif en % du salaire de base brut (lorsque les objectifs sont atteints à 100 %). 	405-2	8- Travail décent et croissance économique
Qualité de vie au travail	3.5.3.1	87	<ul style="list-style-type: none"> Questionnaires Taux de participation Taux de satisfaction Nombre d'actions d'amélioration identifiées dans l'année Nombre d'actions d'amélioration clôturées dans l'année 	-	3- Bonne santé et bien-être
Développement des compétences	3.5.3.3	88	<ul style="list-style-type: none"> Nombre moyen d'heures de formation/ collaborateur-ice formé-e/an % de salarié-es ayant reçu une formation au cours de l'exercice % de la masse salariale dépensée en formations % de managers formé-es 	404-1	8- Travail décent et croissance économique
Diversité	3.5.4.1 3.5.1	88 82	<ul style="list-style-type: none"> Part de femmes dans l'effectif Index égalité salariale Taux de travailleur-ses handicapé-es % de femmes cadres 	102-8 405-2	5- Égalité entre les sexes 10- Inégalités réduites 16- Paix, justice et institutions efficaces
Dialogue social	3.5.2.2 3.5.2.3	85 85	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'accords collectifs signés dans l'année Nombre d'accords collectifs en vigueur 	403-4	8- Travail décent et croissance économique 10- Inégalités réduites

Dans le cadre de ses activités et faisant partie des sociétés obligées, Soitec se doit de publier une déclaration de performance extra-financière. Ainsi, ce présent document présente la démarche RSE du Groupe au regard de cette législation. Les éléments constitutifs de la DPEF sont signalés par ce pictogramme **DPEF**.

Éléments constitutifs de la DPEF	Chapitres	Pages	GRI
Modèle d'affaires	3.1	66	102-1, 102-2, 102-3, 102-4, 102-5, 102-6, 102-7, 102-9, 102-10, 201-1
Gouvernance de l'entreprise	Chapitre 4 Gouvernement d'entreprise		102-18, 102-23, 102-24, 102-35
Gouvernance RSE	3.2	67	101-1.1, 101-1.3, 101-1.4, 102-12, 102-13, 102-14, 102-40, 102-42, 102-43, 102-44, 102-47
Description des principaux risques, description des politiques et procédures de diligences, résultats de ces politiques	3.3, 3.4, 3.5, 3.6, 3.8	74 77 81 92 100	101-1.10, 102-11, 102-15, 102-16, 102-17, 102-41, 103-2, 205-1, 201-2
Note méthodologique	3.8	100	101-2.4, 102-45, 102-46, 102-48, 102-49, 102-50, 102-51, 102-52, 102-54
Validation par l'OTI	3.9	114	101-1.5, 101-1.6, 101-1.7, 101-1.8, 101-1.9, 102-56
Point de contact	4 ^e de couverture du DEU		102-53
Table de concordance	3.7	97	102-55

3.8 Performance RSE

Social

			2020-2021			
	Unité	GRI	GROUPE	FRANCE & EMEA (France – Bernin, Soitec Lab, Frec n sys, Dolphin Design Meylan – Soitec Belgium)	ASIE (Singapour, Japon, Corée du Sud, Taiwan, Chine)	AMÉRIQUE (États-Unis, Dolphin Design Canada)
Effectif au 31/03/2021	Nombre	102-8	1 752	1 515 (France : 1 498)	205	32
Hommes	Nombre		1 164	1 006	135	23
Femmes	Nombre		588	509	70	9
Effectif au 31/03/2021 par type de contrat		102-8				
CDI	Nombre		1 582	1 354	196	32
• dont femmes	%		33	33	35	28
• dont hommes	%		67	67	65	72
CDD	Nombre		170	161	9	0
• dont femmes	%		40	41	22	0
• dont hommes	%		60	59	78	0
Répartition par âge (en %)		405-1				
Moins de 25 ans	%		9 %	9	5	3
25-35 ans	%		25 %	24	38	13
36-45 ans	%		35 %	35	34	28
46-55 ans	%		25 %	26	20	28
Plus de 55 ans	%		6 %	6	3	28
Âge moyen	Nombre		39,5	39,5	38,1	47,4
Ancienneté moyenne	Nombre		7,7	9	2	6
Répartition par catégorie (en %)		405-1				
Opérateur-rices	%		27	29	24	0
Technicien-nes et employé-es	%		29	30	24	6
Ingénieur-es et cadres	%		44	41	52	94
Répartition par catégorie		405-1				
Opérateur-rices	Nombre		479	429	50	0
• dont femmes	%		45	42	66	0
• dont hommes	%		55	58	34	0
Technicien-nes et employé-es	Nombre		509	459	48	2
• dont femmes	%		29	29	29	50
• dont hommes	%		71	71	71	50
Ingénieur-es et cadres	Nombre		764	627	107	30
• dont femmes	%		30	31	21	27
• dont hommes	%		70	69	79	73

2019-2020					2018-2019				
GROUPE	FRANCE & EMEA (France – Bernin, Soitec Lab, FrecInsys, Dolphin Design Meylan et Israël – Soitec Belgium)	ASIE (Singapour, Japon, Corée du Sud, Taiwan, Chine)	AMÉRIQUE (États-Unis, Dolphin Design Canada)	ACTIVITÉS ABANDONNÉES	GROUPE	FRANCE & EMEA (Bernin, Soitec Lab, FrecInsys, Dolphin Design Meylan)	ASIE (Singapour, Japon, Corée du Sud, Taiwan, Chine)	AMÉRIQUE (États-Unis, Dolphin Design Canada)	ACTIVITÉS ABANDONNÉES
	1 381 <i>(France : 1 364)</i>					1 267 <i>(France : 1 261)</i>			
1 566		160	25	0	1 430		133	28	2
1 038	917	104	17	0	960	851	88	19	2
528	464	56	8	0	470	416	45	9	0
1 396	1 221	151	24	0	1 293	1 136	127	28	2
33	33	36	33	0	32	32	35	32	0
67	67	64	67	0	68	68	65	68	100
170	160	9	1	0	137	131	6	0	0
39	40	22	0	0	39	40	18	0	0
61	60	78	100	0	61	60	82	0	0
7	7	6	0	0	6	6	7	4	
25	24	30	20	0	23	23	27	11	50
37	37	41	20	0	41	41	45	32	50
25	26	17	40	0	24	25	15	25	
6	6	6	20	0	5	5	6	29	
39,3	39,3	38,2	47,7	0	39,8	39,8	38,3	47,9	34,6
8,2	8,8	3,3	6,7	0	8,7	8,9	4,8	8,2	3,7
27	29	16	0	0	27	29	19	0	0
29	29	26	8	0	30	30	27	7	100
44	42	58	92	0	43	41	54	93	0
427	401	26	0	0	390	365	25	0	0
44	42	73	0	0	44	42	64	0	0
56	58	27	0	0	56	58	36	0	0
451	407	42	2	0	425	385	36	2	2
30	29	38	50	0	30	30	36	50	0
70	71	62	50	0	70	70	64	50	100
688	573	92	23	0	615	517	72	26	0
29	30	23	30	0	28	28	22	31	0
71	70	77	70	0	72	72	78	69	0

			2020-2021				
	Unité	GRI	FRANCE & EMEA (France – Bernin, Soitec Lab, Frec n sys, Dolphin Design Meylan – Soitec Belgium) ASIE (Singapour, Japon, Corée du Sud, Taiwan, Chine) AMÉRIQUE (États-Unis, Dolphin Design Canada)				
Variation de l'effectif sur 2020-2021			186	134	45	7	
Dont opérateur-ices	Nombre	102-8	58	33	25	0	
• dont femmes	%		47	36	60	0	
• dont hommes	%		53	64	40	0	
Dont technicien-nés et employé-es			58	53	5	0	
• dont femmes	%		17	25	- 60	0	
• dont hommes	%		83	75	160	0	
Dont ingénieures et cadres	Nombre		70	48	15	7	
• dont femmes	%		36	44	13	29	
• dont hommes	%		64	56	87	71	
Temps partiel	%		5,65	7	0	0	
• dont femmes	%		64	64	0	0	
• dont hommes	%		36	36	0	0	
Dont temps partiel choisi	%		5,65	7	0	0	
• dont femmes	%		64	64	0	0	
• dont hommes	%		36	36	0	0	
Salarié-es de nationalité autre que française	%		18	6	97	87	
Nombre de nationalités	Nombre		42				
Expatrié-es	Nombre				4 (Singapour)		
Embauches	Nombre	102-8	444	362	73	9	
Dont CDI	Nombre		249	172	70	7	
• dont femmes	%		33	32	37	22	
• dont hommes	%		67	68	63	78	
Dont CDD	Nombre		195	190	3	2	
• dont femmes	%		41	41	0	50	
• dont hommes	%		59	59	100	50	
Taux de turnover	%	401-1	6,89	5,87	15,15	3,68	
Taux de démission	%		3,86	2,78	12,73	0	
Départs (tous motifs confondus)	Nombre		258	228	28	2	
Répartition par activité (en %)							
Dont Personnel administratif	%		14	13	23	16	
Dont Ventes et marketing	%		3	2	6	25	
Dont R&D	%		20	22	0	59	
Dont Production	%		63	63	71	0	

2019-2020					2018-2019				
GROUPE	FRANCE & EMEA (France – Bernin, Soitec Lab, FrecInsys, Dolphin Design Meylan et Israël – Soitec Belgium)	ASIE (Singapour, Japon, Corée du Sud, Taiwan, Chine)	AMÉRIQUE (États-Unis, Dolphin Design Canada)	ACTIVITÉS ABANDONNÉES	GROUPE	FRANCE & EMEA (Bernin, Soitec Lab, FrecInsys, Dolphin Design Meylan)	ASIE (Singapour, Japon, Corée du Sud, Taiwan, Chine)	AMÉRIQUE (États-Unis, Dolphin Design Canada)	ACTIVITÉS ABANDONNÉES
136	114	27	- 3	- 2	338	231	94	14	- 1
34	32	2	0	0	56	27	29	0	0
59	50	200	0	0	59	56	62	0	0
41	50	- 100	0	0	41	44	38	0	0
33	29	6	0	- 2	70	37	33	0	0
30	24	50	0	0	29	27	33	0	0
70	76	50	0	100	71	73	67	0	0
69	53	19	- 3	0	212	167	32	14	- 1
38	43	21	33	0	27	25	25	21	0
62	57	79	77	0	73	75	75	79	100
7	8	0	0	0	7	7	0	0	0
67	67	0	0	0	69	69	0	0	0
33	33	0	0	0	31	31	0	0	0
7	8	0	0	0	7	7	0	0	0
67	67	0	0	0	69	69	0	0	0
33	33	0	0	0	31	31	0	0	0
17	6	96	92	0	15	5	97	96	100
5	5 (Singapour)				5	5 (Singapour)			
351	294	54	3	0	524	404	104	16	0
177	123	51	3	0	343	230	97	16	0
36	34	43	0	0	30	28	31	19	0
64	66	57	100	0	70	72	69	81	0
174	171	3	0	0	181	174	7	0	0
37	37	33	0	0	37	37	29	0	0
63	63	67	0	0	63	63	71	0	0
6,9	5,3	17	19,3	300	4,1	3,77	6,2	6,3	37,5
4,9	3,1	15	19,3	300	2,2	1,72	6,2	0	37,5
215	180	27	6	2	186	168	15	2	1
13	12	24	16	0	14	13	19	21	100
2	1	7	20	0	3	2	6	32	0
23	25	1	64	0	22	23	1	47	0
62	62	68	0	0	61	62	74	0	0

			2020-2021			
	Unité	GRI	GROUPE	FRANCE & EMEA (France – Bernin, Soitec Lab, Frec n sys, Dolphin Design Meylan – Soitec Belgium)	ASIE (Singapour, Japon, Corée du Sud, Taiwan, Chine)	AMÉRIQUE (États-Unis, Dolphin Design Canada)
Taux absentéisme global	%		4,29	4,83	1,15	0
% d'augmentation moyen pour les salariés (d'une année sur l'autre)	%		1,83	2,37	- 1,20	- 2,77
Écart de rémunération moyen	%	405-2	- 15,82	- 13,15	- 41,61	13,12
Opérateur-rices	%		- 5,29	- 1,36	4,99	-
Technicien-n-es et employé-es	%		- 0,07	0,02	- 2,26	*
Ingénieur-es et cadres	%		- 13,47	- 13,40	- 23,08	12,61
Variation écart de rémunération moyen	Point de pourcentage	405-2	- 0,87	- 1,47	- 2,53	
Opérateur-rices	Point de pourcentage		1,99	0,59	6,61	-
Technicien-n-es et employé-es	Point de pourcentage		- 0,43	- 0,77	1,5	*
Ingénieur-es et cadres	Point de pourcentage		1,65	1,56	- 2,38	- 0,61
Index égalité salariale		405-2	-	-	-	-
Abondement	Milliers d'euros		204	204	0	0
Participation versée	Milliers d'euros		1 227	1 227	0	0
Intéressement versé	Milliers d'euros		4 351	4 351	0	0
Masse salariale	Milliers d'euros		125 472	109 598	11 759	4 115
<i>Dont charges patronales</i>	Milliers d'euros		<i>41 162</i>	<i>39 714</i>	<i>1 005</i>	<i>442</i>
Nombre d'accidents du travail	Nombre	403-2	8	7	1	0
Taux de fréquence des accidents du travail (avec arrêt)		403-2	3,1	4,0	2,8	0
Taux de fréquence des accidents du travail (sans intérimaires)		403-2	3,1	4	2,8	0
Taux de gravité des accidents du travail		403-2	0,03	0,05	0,01	0
Taux de gravité des accidents du travail (sans intérimaires)	Nombre	403-2	0,03	0,05	0,01	0
Nombre de maladies professionnelles déclarées	Nombre	403-3	2	2	0	0
Nombre de maladies professionnelles reconnues	Nombre		1	1	0	0
Nombre de safety tours	Nombre		763	-	-	-
Taux de travailleur-ses handicapé-es	%		-	5,26	-	-
Nombre de collaborateur-rices en situation de handicap	Nombre		62	62	0	0

2019-2020					2018-2019				
GROUPE	FRANCE & EMEA (France – Bernin, Soitec Lab, Frecn sys, Dolphin Design Meylan et Israël – Soitec Belgium)	ASIE (Singapour, Japon, Corée du Sud, Taiwan, Chine)	AMÉRIQUE (États-Unis, Dolphin Design Canada)	ACTIVITÉS ABANDONNÉES	GROUPE	FRANCE & EMEA (Bernin, Soitec Lab, Frecn sys, Dolphin Design Meylan)	ASIE (Singapour, Japon, Corée du Sud, Taiwan, Chine)	AMÉRIQUE (États-Unis, Dolphin Design Canada)	ACTIVITÉS ABANDONNÉES
1,40 %	3,86 %	0,30 %	0,10 %	-	-	-	-	-	-
7,00	5,83	20,94	5,13	-	-	-	-	-	-
- 16,69	- 14,62	- 44,14	-	-	- 16,38	- 13,73	- 44,27	-	-
- 3,3	- 0,77	11,6	-	-	- 3,82	- 0,79	11,3	-	-
- 0,5	- 0,75	- 0,76	*	-	- 1,27	- 1,3	5,5	*	-
- 11,82	- 11,84	- 25,46	12	-	- 12,06	- 11,1	- 28,64	- 2,11	-
0,31	0,89	- 0,13	-	-	-	-	-	-	-
- 0,52	- 0,02	- 0,3	-	-	-	-	-	-	-
- 0,77	- 0,55	6,26	*	-	-	-	-	-	-
- 0,24	0,74	- 3,18	- 14,11	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
530	530	0	0	0	511	511	0	0	0
2 469	2 469	0	0	0	0	0	0	0	0
4 200	4 200	0	0	0	2 606	2 606	0	0	0
117 802	102 888	11 125	3 679	110	93 921	82 919	6 994,6	3 644,8	297,4
32 988	31 655	956	371	6	26 956	26 129	665,6	149,4	12,4
7	6	1	0	0	10	10	0	0	-
3	3,6	3,6	0	0	5,3	6,6	0	0	-
3	3,6	3,6	0	0	5,3	6,6	0	0	-
0,05	0,07	0,004	0	0	0,19	0,23	0	0	-
0,05	0,07	0,004	0	0	0,19	0,23	0	0	-
1	1	0	0	0	2	2	0	0	-
0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	6,19 %	-	-	-	-	6,10 %	-	-	-
57	2 (Meylan) 55 (Bernin)	0	0	0	55	2 (Meylan) 53 (Bernin)	0	0	0

			2020-2021			
	Unité	GRI	GROUPE	FRANCE & EMEA (France – Bernin, Soitec Lab, Frec n sys, Dolphin Design Meylan – Soitec Belgium)	ASIE (Singapour, Japon, Corée du Sud, Taiwan, Chine)	AMÉRIQUE (États-Unis, Dolphin Design Canada)
Nombre d'heures de formation/ collaborateur-riche/an	Heure		14,68	15,08	12,57	7,99
% de salarié-es ayant reçu une formation au cours de l'exercice	%	404-1	91 %	96 %	48 %	83 %
% de femmes ayant reçu une formation au cours de l'exercice	%		89 %	97 %	27 %	100,00 %
% d'hommes ayant reçu une formation au cours de l'exercice	%		89 %	85 %	46 %	65,22 %
Nombre d'heures de formation moyen/ CSP/an						
Opérateur-rices	%		15 %	17 %	0,00 %	0,00 %
Technicien-nes et employés-es	%		25 %	27 %	4,19 %	9,96 %
Ingénieur-es et cadres	%		62 %	58 %	95,81 %	90,04 %
Nombre d'heures de formation moyen/ thématique						
Technique métier	Heures		10 017,5	8 916,5	960	141
Management/Projet	Heures		3 427	2 522	843	62
Langues/Bureautique	Heures		2 633	2 577	56	0
Développement personnel/Efficacité professionnelle	Heures		1 582	1 518	64	0
Qualité	Heures		1 831	1 639	192	0
Sécurité/santé/ environnement	Heures		4 977	4 879	80	18
Taux de promotion	%		14,8	14,8	16,8	3,7
% de femmes ayant eu une promotion au cours de l'exercice	%		16,8	16	25,5	0
% d'hommes ayant eu une promotion au cours de l'exercice	%		13,9	14,2	12,2	5,6
Dialogue social						
Nombre d'accords collectifs signés dans l'année	Nombre	403-4	6	6	-	-
Nombre d'accords collectifs en vigueur	Nombre		35	35	-	-
Nombre de jours de grève	Nombre		0	0	0	0
Nombre de pays/sites/entités avec des instances représentatives du personnel	Nombre	102-41	3 (Bernin, Meylan et Frec n sys)	-	-	-
Nombre de réunions des IRP pour les sites concernés	Nombre		99	99	-	-
Taux de salariés couverts par des conventions collectives ou accords collectifs	Taux		86	-	-	-

2019-2020					2018-2019				
GROUPE	FRANCE & EMEA (France – Bernin, Soitec Lab, Frec'n sys, Dolphin Design Meylan et Israël – Soitec Belgium)	ASIE (Singapour, Japon, Corée du Sud, Taiwan, Chine)	AMÉRIQUE (États-Unis, Dolphin Design Canada)	ACTIVITÉS ABANDONNÉES	GROUPE	FRANCE & EMEA (Bernin, Soitec Lab, Frec'n sys, Dolphin Design Meylan)	ASIE (Singapour, Japon, Corée du Sud, Taiwan, Chine)	AMÉRIQUE (États-Unis, Dolphin Design Canada)	ACTIVITÉS ABANDONNÉES
24,50	27,01	3,03	-	-	-	-	-	-	-
86,11 %	88,65 %	64,38 %	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10,4	10,9	7,8	0	0	13	14,3	1	0	0
12	12,7	8	0	0	13,8	15,1	3,1	0	0
9,7	10,1	7,7	0	0	12,6	14	0	0	0
9	9	-	-	-	4	4	-	-	-
35	35	-	-	-	31	31	-	-	-
13	13	0	0	0	0	0	0	0	0
2 (Bernin & Meylan)	-	-	-	-	1 (Bernin)	-	-	-	-
100	100	-	-	-	80	80	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

		2020-2021					
		FRANCE & EMEA (France – Bernin, Soitec Lab, Frecn sys, Dolphin Design Meylan – Soitec Belgium)				ASIE (Singapour, Japon, Corée du Sud, Taiwan, Chine)	AMÉRIQUE (États-Unis, Dolphin Design Canada)
Unité	GRI	GROUPE					
Rémunération							
Salariés dont le salaire est supérieur au minimum légal en vigueur, lorsqu'il en existe un dans le pays concerné	%	100 %	100 %	100 %	100 %		
Covid							
Nombre de jours de chômage partiel au global pour tous les salariés	Nombre	821	821	0	0		
Nombre de salariés concernés par le chômage partiel	Nombre	72	72	0	0		
Part des salariés en télétravail	%	53	55	38	100		
Qualité de vie au travail							
Questionnaires	Nombre	2,00	-	-	-		
Taux de participation	%	91 %	-	-	-		
Taux de satisfaction	Points sur 100	70 %	-	-	-		
Nombre d'actions d'amélioration identifiées dans l'année	Nombre	274	-	-	-		
Nombre d'actions d'amélioration clôturées dans l'année	Nombre	145	-	-	-		
Équipes shiftées							
Salariés en horaire de nuit	%	19	16	40	0		
Salariés en équipe	%	46	48	40	0		
Nombre de salariés avec des facteurs de pénibilité (en France uniquement, sauf s'il est possible de récupérer des informations similaires dans les autres pays)	Nombre	188	188	-	-		

2019-2020					2018-2019				
GROUPE	FRANCE & EMEA (France – Bernin, Soitec Lab, Frec'n sys, Dolphin Design Meylan et Israël – Soitec Belgium)	ASIE (Singapour, Japon, Corée du Sud, Taiwan, Chine)	AMÉRIQUE (États-Unis, Dolphin Design Canada)	ACTIVITÉS ABANDONNÉES	GROUPE	FRANCE & EMEA (Bernin, Soitec Lab, Frec'n sys, Dolphin Design Meylan)	ASIE (Singapour, Japon, Corée du Sud, Taiwan, Chine)	AMÉRIQUE (États-Unis, Dolphin Design Canada)	ACTIVITÉS ABANDONNÉES
100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18	16	38	0	0	17	16	37	0	0
45	47	38	0	0	46	48	37	0	0
176	176	-	-	-	145	145	-	-	-

Environnemental

			2020-2021				
	Unité	GRI	GROUPE (3 sites industriels)	BERNIN (France)	PASIR RIS (Singapour)	HASSETT (Belgique)	
ÉNERGIE							
Consommation énergétique totale	MWh	302-1	118 150	83 251	33 158	1 742	
Consommation énergétique par unité de production	Valeur normalisée par rapport à l'année de référence 2015-2016	302-3	71	-	-	-	
Consommation énergétique par source							
Électricité	kWh		100 245 330	65 653 000	32 877 249	1 715 081	
Gaz naturel	kWh		17 624 592	17 598 000	0	26 592	
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	kWh		276 505	0	276 505	0	
Carburant	kWh		4 000	0	4 000	0	
Énergies renouvelables							
Électricité verte achetée	kWh		16 286 000	16 286 000	0	0	
EAU							
Volume total d'eau prélevée	Mégalitres = ML = 1 000 m³	303-1	1 639	1 016	622	1	
Consommation d'eau par unité de production	Valeur normalisée par rapport à l'année de référence 2015-2016	303-1	86	-	-	-	
Prélèvements d'eau par source							
Eau de surface	ML = 1 000 m³		1 016	1 016	0	0	
Eau du réseau	ML = 1 000 m³		624		622	2	
Recyclage et réutilisation de l'eau							
Volume total d'eau utilisée	ML = 1 000 m³		1 798	1 174	622	1	
Volume total d'eau recyclée et réutilisée	ML = 1 000 m³		158	158			
Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	%		8,79 %	13,45 %	0,00 %	0,00 %	
BILAN CARBONE			24 292				
Émissions directes des sources fixes de combustion	tCO ₂	305-1	2 992	2 879	113		
Émissions directes des sources mobiles de combustion	tCO ₂		85	57	28		
Émissions directes des procédés	tCO ₂		1 689	1 687	2		
Émissions directes fugitives	tCO ₂		1 020	438	582		
Émissions indirectes liées à la consommation d'électricité	tCO ₂	305-2	18 506	2 670	15 836		
Produits et services achetés	tCO ₂	305-3	69 733	61 787	7 946		
Biens immobilisés	tCO ₂		49 292	25 389	23 903		
Émissions liées aux combustibles et à l'énergie (non inclus dans le scope 1 ou le scope 2)	tCO ₂		3 335	1 881	1 454		
Transport de marchandise amont et distribution	tCO ₂		13 262	9 145	4 117		
Déchets générés	tCO ₂		4 441	3 422	1 019		
Déplacements professionnels	tCO ₂		441	223	218		
Déplacements domicile travail	tCO ₂		1 479	1 395	84		
Transport de marchandise aval et distribution	tCO ₂		4 584	4 312	272		
Fin de vie des produits vendus	tCO ₂		96	94	2		

2019-2020				2018-2019		
GROUPE (3 sites industriels)	BERNIN (France)	PASIR RIS (Singapour)	HASSETT (Belgique)	GROUPE (2 sites industriels)	BERNIN (France)	PASIR RIS (Singapour)
114 053	83 238	29 337	1 477	104 823	83 895	20 928
73	-	-	-	81	-	-
97 155 632	66 602 000	29 076 245	1 477 387	86 969 172	66 252 000	20 717 172
16 636 000	16 636 000	0	Pas de relevé	17 643 000	17 643 000	0
257 488	0	257 488	0	204 980	0	204 980
3 500	0	3 500	0	5 500	0	5 500
0	0	0	0	-	-	-
1 512	1 049	463	1	1 378	1 028	349
84	-	-	-	93	-	-
1 049	1 049	0	0	1 028	1 028	0
463	0	463	1	349	0	349
1 676	1 212	463	1	1 542	1 192	349
164	164			164	164	
9,78 %	13,51 %	0,00 %	0,00 %	10,63 %	13,75 %	0,00 %
3 275	3 046	229		3 141	3 141	
201	68	133		64	64	
1 331	1 327	4		375	375	
80	16	64		25	25	
16 548	2 774	13 774		2 735	2 735	
81 295	76 622	4 673				
68 279	39 149	29 130				
3 217	1 915	1 302				
23 602	21 409	2 193				
3 989	3 215	774				
2 053	1 836	217				
1 760	1 643	117				
6 091	6 064	27				
82	82	0				

	Unité	GRI	2020-2021			
			GROUPE (3 sites industriels)	BERNIN (France)	PASIR RIS (Singapour)	HASSELT (Belgique)
Rejets atmosphériques		305-7				
Dépassements	Nombre	307-1	5	5	0	-
Litiges en cours pour pollution	Nombre	307-1	0	0	0	0
Rejets aqueux						
Dépassements	Nombre		21	19	0	2
Volume d'eau rejeté	L	306-1	1 378 370,2	834 036	544 267	67,2
Volume d'eau rejeté après traitement	L	306-1	1 378 370,2	834 036	544 267	67,2
DÉCHETS						
Total Déchets produits		306-3	6 515,3	-	-	-
Total DND	Tonnes	306-3	628,8	-	-	-
Total DD	Tonnes	306-3	5 886,5	-	-	-
DND Recyclés	Tonnes		404,3	-	-	-
DND Valorisation énergétique	Tonnes		139,8	-	-	-
DND valorisés	Tonnes		472,8	-	-	-
DND sans valorisation	Tonnes		81,0	-	-	-
DD Recyclage/Régénération	Tonnes		937,9	-	-	-
DD Valorisation énergétique	Tonnes		2 722,8	-	-	-
DD valorisés	Tonnes		3 658,4	-	-	-
DD Sans valorisation	Tonnes		2 226,9	-	-	-
% DND valorisés	%	306-5	75 %	-	-	-
% DND recyclés	%	306-4	64 %	-	-	-
% DD valorisés + recyclés	%	306-4	62 %	-	-	-
% DD valorisation énergétique	%	306-5	46 %	-	-	-
BIODIVERSITÉ						
Surface totale couverte par les terrains Soitec	m²		135 386,12	107 588	27 000	798,12
Surface totale étanche	m²	304-2	98 269,12	70 716	27 000	553,12
Sites proches d'espaces protégés	Nombre	304-3	1	Oui	Non	Non
Sites en zéro produits phytosanitaires	Nombre		2	Oui	Oui	Non
Sites ayant mis en place des initiatives pour favoriser la biodiversité (partenariat, travail avec les fournisseurs de matières premières, LPO, ruche...)	Nombre	304-3	1	Oui	Non	Non

2019-2020				2018-2019		
GRUPE (3 sites industriels)	BERNIN (France)	PASIR RIS (Singapour)	HASSELT (Belgique)	GRUPE (2 sites industriels)	BERNIN (France)	PASIR RIS (Singapour)
1	1	0	-	6	6	0
0	0	0	0	0	0	0
	6	0	1		8	0
1 251 167	868 200	382 953	14	823 663	823 663	pas de données
1 251 167	868 200	382 953	14	823 663	823 663	pas de données
6 233,1	-	-	-	4 865,9	-	-
569,4	-	-	-	396,8	-	-
5 663,7	-	-	-	4 469,1	-	-
260,8	-	-	-	194,6	-	-
144,9	-	-	-	147,1	-	-
404,5	-	-	-	341,7	-	-
160,9	-	-	-	54,0	-	-
828,5	-	-	-	822,1	-	-
2 785,1	-	-	-	2 779,6	-	-
3 612,1	-	-	-	3 601,7	-	-
2 050,5	-	-	-	867,8	-	-
71 %	-	-	-	86 %	-	-
46 %	-	-	-	49 %	-	-
64 %	-	-	-	81 %	-	-
49 %	-	-	-	62 %	-	-
135 386,12	107 588	27 000	798,12	134 588	107 588	27 000
97 769,12	70 216	27 000	553,12	90 186	63 186	27 000
1	Oui	Non	Non	1	Oui	Non
1	Non	Oui	Non	1	Non	Oui
1	Oui	Non	Non	1	Oui	Non

Gouvernance

	Unité	GRI	2020-2021 GROUPE	2019-2020 GROUPE	2018-2019 GROUPE
ÉTHIQUE					
Collaborateur·rices ayant suivi le module e-learning du Code de bonne conduite	Nombre	412-2	1 141	1 009	
INNOVATION					
Dépenses en R&D : % du CA consacré à la R&D	%		12,7 %	11 %	12 %
Brevets	Nombre		3 564		
Salarié·es en R&D	Nombre		352	358	309
Titres déposés dans l'année	Nombre		285	238	439
Partenariats pour l'innovation	Nombre		15	15	12
RELATIONS CLIENTS					
• Enquêtes de satisfaction	Nombre		1	0	1
• Nombre de participants	Nombre		55	-	45
CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT RESPONSABLE					
Fournisseurs de rang 1	Nombre		2 080	N/A	N/A
Fournisseurs stratégiques	Nombre		22	20	18
Fournisseurs stratégiques ayant signé une charte	Nombre	414-1 308-1	19	18	16
CYBERSÉCURITÉ					
Salarié·es formé·es à la cybersécurité	%		98 %	-	-
Sites/entités avec un DPO ou équivalent (data protection officer)	Nombre		1	1	0

3.9 Note méthodologique

3.9.1 Contrôle et consolidation des données

Les données présentées dans ce document font l'objet d'une vérification externe par l'organisme tiers indépendant KPMG. Les conclusions de ses travaux sont précisées à la fin du présent chapitre. Ce rapport a été préparé en conformité avec les normes GRI : option de conformité essentielle.

3.9.2 Définition des entités

Dans le texte de ce chapitre, le nom d'usage est utilisé pour parler des différentes entités. Voici la correspondance avec les noms juridiques des entités :

Nom d'usage	Nom juridique
Bernin	Soitec Corporate Services SAS Soitec Newco 2 SAS Soitec Newco 3 SAS Soitec Newco 4 SAS
Soitec Lab	Soitec Lab SAS
Singapour ou Pasir Ris	Soitec Microelectronics Singapore Pte Ltd Soitec Asia Holding Pte Ltd
Frec n sys	Frec n sys SAS
EpiGaN/Hasselt/Soitec Belgium n.v.	Soitec Belgium n.v.
Asie	Soitec Japan Inc. Soitec Korea LLC Soitec Trading Shanghai Co., Ltd.
États-Unis	Soitec USA LLC
Dolphin Design Meylan	Dolphin Design SAS
Dolphin Design Canada	Dolphin Inc.

3.9.3 Périmètre

Par défaut, le périmètre de consolidation est constitué de l'ensemble des entités de Soitec détenues intégralement ou partiellement, consolidées dans les états financiers de notre Groupe. Néanmoins, certaines filiales ne font pas le *reporting* de l'intégralité des indicateurs sociaux, de sécurité et environnementaux. Il s'agit principalement d'entités qui ne sont pas des sites industriels, et pour lesquelles certains indicateurs sont donc moins

pertinents, ou bien d'entités détenues partiellement, comme Dolphin Design détenue à 80 %. La liste des filiales qui ne font pas le *reporting* de certains indicateurs peut différer selon la nature des indicateurs. Le tableau ci-dessous détaille le périmètre de chacun des indicateurs et les variations de périmètre.

Thématiques des indicateurs	Périmètre	% de l'effectif	Liste des indicateurs concernés
SOCIAL			
Attractivité et rétention des talents	Groupe	100 %	<ul style="list-style-type: none"> Effectif au 31 mars 2021 Effectif en CDI Répartition par âge (<i>en %</i>) Répartition des salarié-es par zone géographique Ancienneté moyenne Répartition par catégories (<i>en %</i>) Nombre de recrutements CDI Taux de turnover Taux de démission Taux de promotion interne Nombre d'alternant-es embauché-es sur l'année Nombre de jeunes de moins de 26 ans embauché-es sur l'année % de salarié-es bénéficiant du plan d'épargne entreprise
Santé/sécurité	Groupe	100 %	<ul style="list-style-type: none"> Taux de fréquence des accidents du travail (avec arrêt) Taux de gravité des accidents du travail Nombre de maladies professionnelles déclarées Nombre de maladies professionnelles reconnues Taux d'absentéisme % de salariés travaillant en production Part des heures de formations dédiées à la santé, sécurité et environnement Nombre de <i>safety tours</i>
Pandémie	Groupe	100 %	<ul style="list-style-type: none"> Nombre moyen de jours de chômage partiel par collaborateur-riche concerné-e
Rémunérations et leur évolution	Groupe	100 %	<ul style="list-style-type: none"> % d'augmentation moyen pour les salarié-es (d'une année sur l'autre) Écart de rémunération moyen % de salarié-es dont le salaire est supérieur au minimum légal en vigueur, lorsqu'il en existe un dans le pays concerné % de la masse salariale consacré aux revalorisations salariales Taux de prime sur objectif en % du salaire de base brut (lorsque les objectifs sont atteints à 100 %)
Qualité de vie au travail	Groupe	100 %	<ul style="list-style-type: none"> Questionnaires Taux de participation Taux de satisfaction Nombre d'actions d'amélioration identifiées dans l'année Nombre d'actions d'amélioration clôturées dans l'année
Développement des compétences	Groupe	100 %	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'heures moyennes de formation par collaborateur-riche formé-e par an % de salarié-es ayant reçu une formation au cours de l'exercice % de la masse salariale dépensée en formations % de managers formé-es

Thématiques des indicateurs	Périmètre	% de l'effectif	Liste des indicateurs concernés
Diversité	Groupe	100 %	<ul style="list-style-type: none"> Part de femmes dans l'effectif % de femmes cadres
	Bernin Soitec Lab Dolphin Design Meylan	85 %	<ul style="list-style-type: none"> Index égalité salariale
	Bernin Soitec Lab	77 %	<ul style="list-style-type: none"> Taux de travailleur·ses handicapé·es
ENVIRONNEMENT			
Changement climatique	Groupe	100 %	<ul style="list-style-type: none"> Émissions directes de GES (scope 1) Émissions indirectes liées à la consommation d'électricité (scope 2) Autres émissions indirectes de GES (scope 3)
Gestion des pollutions	Sites industriels principaux	87 %	<ul style="list-style-type: none"> Rejets atmosphériques Dépassements Rejets aqueux Dépassements
Prévention et gestion des déchets	Sites industriels principaux	87 %	<ul style="list-style-type: none"> Total déchets produits Total DND Total DD % DND recyclés % DND valorisés % DD valorisés + recyclés % DD valorisation énergétique
Utilisation durable des ressources/énergie	Sites industriels principaux	87 %	<ul style="list-style-type: none"> Consommation totale d'énergie Consommation énergétique par unité de production
Utilisation durable des ressources/eau	Sites industriels principaux	87 %	<ul style="list-style-type: none"> Volume total d'eau prélevée Consommation d'eau par unité de production % d'eau recyclé
Biodiversité	Sites industriels principaux	87 %	<ul style="list-style-type: none"> Surface totale couverte par les terrains Soitec Surface totale étanche Sites ayant mis en place des initiatives pour favoriser la biodiversité (partenariat, travail avec les fournisseurs de matières premières, LPO, ruches...)
GOVERNANCE			
Innovation	Groupe	100 %	<ul style="list-style-type: none"> % du CA consacré à la R&D Nombre de brevets déposés % de salarié·es qui travaille sur les sujets innovation Tonnes équivalent CO₂ évitées sur les produits finaux
Relations clients	Groupe	100 %	<ul style="list-style-type: none"> Note Relations client de l'enquête de satisfaction (base 100 en 2015)
Cybersécurité	Groupe	100 %	<ul style="list-style-type: none"> % de nouveaux·elles collaborateur·rices sensibilisé·es à la cybersécurité
Éthique	Groupe hors Dolphin Design	90 %	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de collaborateur·rices ayant suivi le module e-learning du Code de bonne conduite
Chaîne d'approvisionnement responsable	Groupe	100 %	<ul style="list-style-type: none"> % de fournisseurs stratégiques ayant signé la politique qualité fournisseurs Score à l'auto-évaluation de la RBA

Le terme « Groupe » désigne l'ensemble des entités, à savoir : les sites de Bernin et de Singapour ; FrecInsys et Soitec Belgium n.v. ; les bureaux basés au Japon, en Corée du Sud et aux États-Unis ; Dolphin Design Meylan, Dolphin Design Israël et Dolphin Design Canada. Les sites industriels principaux de Soitec correspondent à Bernin, Singapour et Hasselt, soit

87 % de l'effectif Groupe inscrit. Certaines données ne sont pas consolidées à ce jour, du fait de pratiques du traitement de la donnée différentes. Un travail est en cours pour obtenir une consolidation de la donnée pour les années futures.

3.9.4 Méthodes de calcul

Les chiffres sont donnés par année fiscale, sauf mention contraire précisée avec la donnée. L'exercice fiscal de Soitec démarre le 1^{er} avril et se termine le 31 mars.

A. Données sociales

Les données sociales sont calculées sur les effectifs inscrits et sur les postes tenus (qui ne comprennent pas les contrats suspendus). Les effectifs inscrits regroupent les personnes disposant d'un contrat de travail Soitec ; cela exclut les stagiaires, les intérimaires et les salarié-es détaché-es.

- Effectifs inscrits : répartition du personnel par âge, zone géographique, variation des effectifs, taux de turnover, répartition femmes/hommes.
- Postes tenus : répartition du personnel par métier et démission, absentéisme, pénibilité.

Dans les **CDD** sont inclus les CIFRE et contrats d'apprentissage (apprentissage ou professionnalisation), mais pas les stagiaires ni les volontaires internationaux en entreprise. La variation de l'effectif est calculée par la différence entre les entrées sur l'année 2020-2021 et les sorties 2020-2021.

L'**effectif moyen** correspond à la somme des effectifs compilés sur les 12 mois divisée par 12.

Le **taux de turnover** correspond à la somme des démissions, des licenciements, des ruptures conventionnelles et des départs dans le cadre des plans de départ collectifs sur les 12 derniers mois, rapporté à l'effectif moyen CDI annuel. Il est calculé en fonction des effectifs inscrits.

Le **taux de démission** correspond à la somme des démissions sur les 12 derniers mois, rapportée à l'effectif moyen CDI annuel. Il est calculé en fonction du nombre de postes tenus.

Le **taux d'absentéisme** correspond au N-nombre d'heures d'arrêts maladie divisé par le nombre d'heures travaillées.

L'**écart de rémunération** hommes/femmes est calculé sur les salarié-es présent-es toute l'année, sans les alternant-es, ni les personnes de niveau N4 leader). Il est obtenu par le calcul suivant : (Salaire moyen des femmes – salaire moyen des hommes)/salaire moyen des hommes × 100.

Le **taux de fréquence** correspond au nombre d'accidents avec arrêt sur l'année fiscale multiplié par 1 million et divisé par le nombre d'heures travaillées sur la période.

Le **taux de gravité** correspond au nombre de jours d'arrêt de travail en jours calendaires multiplié par 1 000 et divisé par le nombre d'heures travaillées. Il est à noter que les jours d'arrêt pour accident de travail ne sont plus décomptés au-delà de 150 jours d'absence.

Les indicateurs de sécurité taux de fréquence et taux de gravité sont suivis et diffusés mensuellement. Ils sont présentés sous forme de graphiques et calculés sur une année glissante, permettant d'appréhender leur évolution au cours du temps.

Les indicateurs sécurité sont accessibles à l'ensemble du personnel sur l'intranet ainsi que dans le bulletin mensuel *Safe*.

Les **accidents avec arrêt** correspondent au nombre d'accidents ayant eu pour conséquence au moins une journée non travaillée, la journée de l'accident n'étant pas comptabilisée.

Le **taux de travailleur-es en situation de handicap** est calculé selon la réglementation en vigueur en France.

Taux de participation aux questionnaires de qualité de vie au travail et de satisfaction

Au cours de l'année écoulée, un questionnaire a été envoyé à différents groupes de salarié-es, couvrant ainsi l'ensemble du personnel de notre Groupe. La comparabilité avec l'année précédente n'est pas possible, car les entités autres que Bernin n'étaient pas toutes intégrées dans le questionnaire.

Nombre d'heures de formation/collaborateur-ice/an

La comparabilité avec 2019-2020 est seulement possible pour Bernin et Singapour, car les autres entités n'étaient pas intégrées l'année dernière.

B. Données environnementales

Consommations d'énergie et d'eau

Les consommations d'énergie et d'eau sont les consommations facturées.

Consommation d'énergie par unité de production

Indicateur calculé à partir de la consommation énergétique totale du Groupe rapportée au nombre de plaques produites, puis normalisé en base 100 fixée sur l'année fiscale 2015-2016.

Consommation d'eau par unité de production

Indicateur calculé à partir de la consommation d'eau totale du Groupe rapportée au nombre de plaques produites, puis normalisé en base 100 fixée sur l'année fiscale 2015-2016.

Bilan carbone

L'inventaire des émissions de gaz à effet de serre de notre Groupe a été réalisé en s'appuyant sur les données d'activité de l'année calendaire 2020.

Il a été réalisé à partir de la méthodologie internationale du GHG protocol.

Ainsi, les facteurs d'émissions utilisés sont majoritairement ceux de la Base Carbone de l'Ademe, complétés par quelques facteurs issus de la base de données Ecolinvent, lorsque cela est plus pertinent.

Le bilan considère l'ensemble des gaz à effet de serre : dioxyde de carbone (CO₂), méthane (CH₄), protoxyde d'azote (N₂O), gaz fluorés (HFC, PFC, SF₆ et autres).

La méthodologie utilisée prend en compte les postes d'émissions suivants.

Scope 1 :

- la consommation d'énergie directe sur les sites ;
- les rejets directs de gaz à effet de serre non issus de l'énergie (gaz de process et de climatisation).

Scope 2 :

- la consommation d'énergie indirecte sur les sites.

Scope 3 :

- les achats de biens et services, y compris la sous-traitance industrielle ;
- le transport de marchandises entrant, entre les sites, et sortant ;
- les déplacements de personnes : déplacements domicile-travail et déplacements professionnels des employé-es, ainsi que ceux des visiteur-es ;
- la collecte et le traitement des déchets générés sur les sites ;
- les immobilisations corporelles ;
- la fin de vie des produits et emballages mis sur le marché.

Un seul poste, l'utilisation des produits mis sur le marché, n'est pas pris en compte (limite méthodologique).

L'incertitude associée au résultat est de 24 %. L'incertitude a été calculée en utilisant l'incertitude sur la donnée et l'incertitude sur les facteurs d'émission.

Rejets aqueux

Sur le site de Bernin, les prélèvements sont réalisés par Soitec et les analyses sont faites par Abiolab.

Sur le site de Singapour, ils sont réalisés par Analab.

Rejets atmosphériques

Sur le site de Bernin, les prélèvements ainsi que les analyses sont réalisés par l'Apave.

Sur le site de Singapour, ils sont réalisés par Setsco.

C. Données sociétales

Pourcentage du chiffre d'affaires dédié à la R&D

Il s'agit du montant de R&D avant subventions et crédit impôt recherche, rapporté au chiffre d'affaires.

Taux de collaborateur·rices ayant suivi le module *e-learning* du Code de bonne conduite

Il s'agit d'un indicateur cumulatif et non annuel. Les personnes qui sont sorties de l'effectif au 31 mars 2021 ont été retirées du décompte. Le taux est calculé en divisant le nombre de personnes ayant suivi le module par le nombre total de personnes qui y ont eu accès (soit 1 141 personnes).

Nombre de brevets

Le nombre de brevets est calculé en additionnant l'ensemble des titres déposés au cours de l'année fiscale : dépôts prioritaires, extensions et demandes divisionnaires.

3.9.5 Limites méthodologiques

Soitec n'estime pas être porteur de risque ou d'opportunité majeur sur les sujets de la lutte contre la précarité alimentaire, du respect du bien-être animal, d'une alimentation responsable, équitable et durable et de la lutte contre le gaspillage alimentaire.

3.10 Rapport de l'un des commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur la déclaration consolidée de performance extra-financière

Exercice clos le 31 mars 2021

A l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société (ci-après « entité ») désigné organisme tiers indépendant (OTI), accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1049⁽¹⁾, nous vous présentons notre rapport sur la déclaration consolidée de performance extra-financière relative à l'exercice clos le 31 mars 2021 (ci-après la « Déclaration »), présentée dans le rapport de gestion du groupe, en application des dispositions des articles L. 225-102-1, R. 225-105 et R. 225-105-1 du code de commerce.

Responsabilité de l'entité

Il appartient au Conseil d'administration d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra-financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance.

La Déclaration a été établie en appliquant les procédures de l'entité (ci-après le « Référentiel »), dont les éléments significatifs sont présentés dans la Déclaration et disponibles sur demande au siège de l'entité.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11-3 du code de commerce et le code de déontologie de la profession. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des textes légaux et réglementaires applicables, des règles déontologiques et de la doctrine professionnelle.

Responsabilité du commissaire aux comptes désigné OTI

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R. 225-105 du code de commerce ;
- la sincérité des informations fournies en application du 3° du I et du II de l'article R. 225-105 du code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques, ci-après les « Informations ».

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur le respect par l'entité des autres dispositions légales et réglementaires applicables, notamment en matière de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale, ni sur la conformité des produits et services aux réglementations applicables.

(1) Accréditation Cofrac Inspection, n°3-1049, portée disponible sur le site www.cofrac.fr

Nature et étendue des travaux

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A. 225-1 et suivants du code de commerce, à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention, et à la norme internationale ISAE 3000⁽¹⁾ :

- Nous avons pris connaissance de l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation et de l'exposé des principaux risques ;
- Nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L. 225-102-1 en matière sociale et environnementale ainsi que les informations prévues au 2^{ème} alinéa de l'article L. 22-10-36 en matière de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R. 225-105 lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques et comprend, le cas échéant, une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le 2^{ème} alinéa du III de l'article L. 225-102-1 ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et une description des principaux risques liés à l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services, ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance afférents aux principaux risques ;
- Nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour :
 - apprécier le processus de sélection et de validation des principaux risques ainsi que la cohérence des résultats, incluant les indicateurs clés de performance retenus, au regard des principaux risques et politiques présentés ;
 - corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes présentées en Annexe. Pour certains risques⁽²⁾, nos travaux ont été réalisés au niveau de l'entité consolidante, pour les autres risques, des travaux ont été menés au niveau de l'entité consolidante et dans une sélection d'entités⁽³⁾.
- Nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L. 233-16, avec les limites précisées dans la Déclaration ;
- Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité et avons apprécié le processus de collecte visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;
- Pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs que nous avons considérés les plus importants présentés en Annexe, nous avons mis en œuvre :
 - des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
 - des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés auprès d'une sélection d'entités contributrices³ et couvrent entre 75% et 100% des données consolidées sélectionnées pour ces tests ;
- Nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation.

Nous estimons que les travaux que nous avons menés en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de cinq personnes et se sont déroulés entre avril et juillet 2021 sur une durée totale d'intervention d'environ deux semaines.

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos spécialistes en matière de développement durable et de responsabilité sociétale. Nous avons mené une dizaine d'entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration consolidée de performance extra-financière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Paris-La Défense, le 1^{er} juillet 2021

KPMG S.A.

Fanny Houlliot
Associée
Sustainability Services

Jacques Pierre
Associé

Stéphane Devin
Associé

(1) ISAE 3000 – Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information

(2) Innovation, Relation clients, Pandémie, Ethique, Ancrage territorial, Chaîne d'approvisionnement responsable, Cybersécurité

(3) Siège, site de Bernin et site de Singapour

Annexe

Informations qualitatives (actions et résultats) considérées les plus importantes

- Mesures mises en place dans le contexte de la crise sanitaire COVID-19
- Dispositifs et résultats en matière d'attractivité et de rétention des talents
- Résultats des actions menées en matière de santé et sécurité des collaborateurs
- Engagement, programmes et contrats conclus en faveur de la lutte contre le changement climatique
- Résultats des actions menées en termes de réduction de l'impact environnemental de l'activité (gestion des déchets et des pollutions)
- Dispositifs en faveur d'une gestion éthique des affaires et de lutte contre l'évasion fiscale
- Auto-évaluation menée en faveur du respect des Droits de l'Homme.
- Politique Qualité Fournisseurs et questionnaires d'évaluation de la performance sur des critères d'approvisionnement responsable
- Actions et partenariats menés au niveau du territoire
- Résultats des actions menées en faveur de l'innovation au sein de l'entreprise
- Actions menées et résultats en matière d'amélioration de la relation client
- Politique de protection des données

Indicateurs clés de performance et autres résultats quantitatifs considérés les plus importants

- Effectif au 31/03/21 et répartition par genre et par tranche d'âge
- Part des femmes dans l'effectif et répartition du personnel féminin par catégorie (Opérateurs, ETAM et Ingénieurs / Cadres)
- Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt
- Taux de gravité des accidents du travail
- Part des employés formés
- Nombre d'accord collectifs signés
- Part des actions clôturées suite au questionnaire QVT (Qualité de Vie au Travail)
- Consommation d'énergie par unité de production
- Emissions de gaz à effet de serre (scopes 1 et 2)
- Part des salariés ayant suivi le e-learning sur le Code de Bonne Conduite
- Part des fournisseurs stratégiques ayant signé la Politique Qualité Fournisseur
- Part des nouveaux collaborateurs sensibilisés à la cybersécurité
- Nombre de brevets déposés dans l'année



4



Gouvernement d'entreprise

4.1 Gouvernance	125	4.2 Rémunérations	171
4.1.1 Structure de gouvernance	125	4.2.1 Rémunérations de nos mandataires sociaux au titre de l'exercice écoulé 2020-2021	171
4.1.2 Notre Direction générale	125	4.2.2 Éléments de rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice 2020-2021 aux dirigeants mandataires sociaux soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021	185
4.1.3 Composition de notre Conseil d'administration	130	4.2.3 Politique de rémunération de nos mandataires sociaux	188
4.1.4 Organisation, fonctionnement et travaux de notre Conseil d'administration	153	4.2.4 Rémunérations et avantages de toute nature des membres de notre Comité Exécutif (ComEx)	191
4.1.5 Composition, fonctionnement et travaux des Comités de notre Conseil d'administration	160	4.2.5 Sommes provisionnées par notre Groupe aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	192
4.1.6 Évaluation de notre Conseil d'administration	165		
4.1.7 Participations des membres des organes d'administration et de direction	166		
4.1.8 Code de gouvernement d'entreprise	167		
4.1.9 Conventions avec des parties intéressées ou liées	169		

Rapport de notre Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise

Le présent chapitre inclut le rapport de notre Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce.

La table de concordance figurant au chapitre 10 indique les parties du présent Document d'Enregistrement Universel correspondant à celles du rapport sur le gouvernement d'entreprise qui ne figurent pas au présent chapitre.

Préparé par le département juridique de notre Société et les directions fonctionnelles concernées, notamment les départements financier, ressources humaines et stratégie, ce rapport a tout d'abord été revu par notre Directeur général ainsi que par les membres du Comité Exécutif, et notamment par notre Directrice juridique, notre Directeur des ressources humaines et notre Directrice financière.

Il a par la suite fait l'objet d'un examen approfondi du Président de notre Conseil d'administration ainsi que du Comité des Nominations et de la Gouvernance, du Comité des Rémunérations et du Comité d'Audit et des Risques, pour les sections relevant de leurs compétences respectives.

Enfin, il a été présenté et approuvé par notre Conseil d'administration en date du 9 juin 2021.

Référence au Code AFEP-MEDEF de janvier 2020

Notre Société se réfère aux règles de bonne gouvernance telles que définies dans le Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées publié par l'AFEP et le MEDEF, dans sa dernière version datant de janvier 2020 (le « **Code AFEP-MEDEF** »).

Ce Code est consultable sur le site www.afep.com, aux liens suivants :

- pour la version française du Code AFEP-MEDEF :

https://afep.com/wp-content/uploads/2020/01/Code-Afep_Medef-revision-janvier-2020_-002.pdf

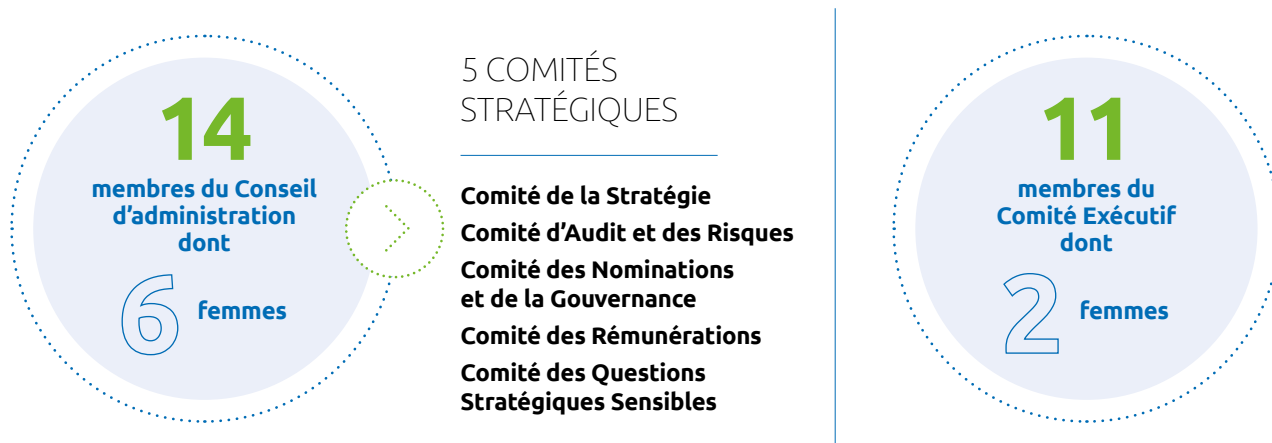
- pour la version anglaise du Code AFEP-MEDEF :

https://afep.com/wp-content/uploads/2020/01/Afep_Medef-Code-revision-2020-EN-.pdf

Notre Société se conforme au Code AFEP-MEDEF, sous les réserves indiquées dans le présent chapitre au paragraphe 4.1.8 *Code de gouvernement d'entreprise* du présent Document d'Enregistrement Universel.

4.1 Gouvernance

La gouvernance de notre Société est synthétisée dans le schéma ci-dessous :



4.1.1 Structure de gouvernance

Depuis sa constitution en 1992, Soitec est une société anonyme de droit français à Conseil d'administration (mode moniste).

Elle est dirigée par un Directeur général, Paul Boudre, qui s'entoure d'un Comité Exécutif constitué de 11 personnes.

Son Conseil d'administration est composé, au 31 mars 2021, de 14 membres, dont Paul Boudre ; et depuis janvier 2021, deux membres représentant le personnel salarié en font partie. Les travaux du Conseil sont dirigés par un Président désigné parmi les membres indépendant-es, à savoir Éric Meurice.

Après avoir assumé les fonctions de Directeur général délégué du groupe Soitec pendant près de sept années, Paul Boudre est notre Directeur général depuis le 16 janvier 2015. Sa nomination s'est inscrite dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan stratégique visant à recentrer nos activités sur notre cœur de métier, l'Électronique. Depuis cette date, Paul Boudre est notre seul mandataire social exécutif.

Après une période de deux ans pendant laquelle les fonctions de Président et de Directeur général ont été réunies et exercées par Paul Boudre, le 2 mai 2017, notre Conseil d'administration a décidé de dissocier ces fonctions de façon pérenne, avec effet au 26 juillet 2017, se conformant ainsi aux standards les plus exigeants en matière de gouvernance. Depuis le 27 mars 2019, Éric Meurice est Président du Conseil d'administration.

Le Conseil a estimé que le profil d'Éric Meurice, administrateur indépendant de notre Société depuis le 26 juillet 2018, correspondait aux besoins de notre Société, compte tenu de son parcours en tant que dirigeant de plusieurs entreprises technologiques de renommée mondiale, principalement dans le secteur des semi-conducteurs, de la dimension multiculturelle de sa carrière, ainsi que de son expérience d'administrateur de sociétés d'envergure internationale.

Lors d'une réunion du 9 juin 2021, le Conseil a décidé de modifier substantiellement son règlement intérieur afin, en particulier, de renforcer les missions, pouvoirs et moyens du Conseil, de son Président et de ses Comités et de consacrer la mise en place, à l'issue de chaque réunion du Conseil, de sessions hors la présence des membres appartenant à la Direction Générale ou de tout membre potentiellement en situation de conflit d'intérêts.

La dissociation des fonctions de Président et de Directeur général, l'indépendance du Président du Conseil d'administration, les limitations de pouvoirs de la Direction générale prévues par le règlement intérieur du Conseil modifiées le 9 juin 2021 (cf. paragraphe 4.1.2.1 *Pouvoirs de la Direction générale* du présent Document d'Enregistrement Universel) de même que les procédures de prévention et de gestion des conflits d'intérêts (cf. paragraphe 4.1.4.2 B *Prévention générale des conflits d'intérêts* du présent Document d'Enregistrement Universel) contribuent à l'équilibre des pouvoirs au sein de nos organes de gouvernance.

4.1.2 Notre Direction générale

4.1.2.1 Pouvoirs de la Direction générale

Paul Boudre est en charge de la Direction exécutive de notre Société en sa qualité de Directeur général.

Il est également administrateur au sein de notre Conseil, membre du Comité de la Stratégie, et invité permanent du Comité des Questions Stratégiques Sensibles.

Conformément à l'article L. 225-56 du Code de commerce, son mandat de Directeur général l'investit des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de notre Société.

Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires, au Conseil d'administration ou à son Président.

Paul Boudre représente notre Société dans ses rapports avec les tierces personnes.

Les limitations aux pouvoirs du Directeur général, renforcées lors de la réunion du Conseil d'administration du 9 juin 2021, sont prévues au sein du règlement intérieur de notre Conseil d'administration publié sur notre site internet et sont résumées ci-après.

En application de l'article 17.1 des statuts de notre Société, il est prévu, outre les consultations et/ou autorisations préalables que notre Directeur général doit obtenir du Conseil d'administration en application de la réglementation applicable et dans les conditions définies par celle-ci, des cas spécifiques dans lesquels un droit d'examen et/ou d'information est conféré au Conseil, ou des cas spécifiques dans lesquels le Directeur général doit obtenir l'approbation préalable du Conseil d'administration.

« Ainsi, l'article 3.c) du règlement intérieur du Conseil d'administration tel que modifié le 9 juin 2021 énumère les sujets pour lesquels l'approbation préalable du Conseil d'administration est requise ; dans ces cas, la Direction Générale doit produire des rapports d'activité et les communiquer en temps utile au Conseil d'administration.

Il prévoit que le Conseil d'administration doit être informé au préalable de toute initiative du Directeur général relative aux sujets listés ci-dessous.

1) Stratégie, Business Plans et budget opérationnel

- La Direction Générale soumet chaque année au Conseil pour approbation la stratégie, le *business plan*, le budget opérationnel, l'empreinte industrielle, la R&D et les engagements contractuels convenus avec les fournisseurs clés de la Société soumis par la Direction Générale.
- Le Conseil revoit toutes modifications ou déviations substantielles de toute stratégie ayant fait l'objet d'une approbation, de tout *business plan* ou de tout budget opérationnel existants ou les écarts importants entre les performances réelles et le budget opérationnel et/ou les prévisions.
- La Direction Générale présente des rapports périodiques au Conseil d'administration comparant les résultats d'exploitation au budget.

2) Investissements

- La Direction Générale soumet chaque année au Conseil pour approbation un budget des dépenses d'investissement détaillant les investissements prévus pour les actifs et projets d'investissement dont le coût total dépasse 10 millions de dollars américains. L'approbation du budget d'investissement comprendra l'approbation de la nature des postes d'investissement et du total global des investissements, avec une marge de manœuvre de plus ou moins 10 %.
- Chaque investissement dépassant individuellement 10 millions de dollars américains et n'ayant pas été énuméré dans le budget d'investissement approuvé par le Conseil d'administration devra être approuvé par le Conseil d'administration.

3) Opérations

- La Direction Générale soumet au Conseil pour examen et approbation préalable :
 - toutes les opérations de fusions et acquisitions qui dépassent le cadre de la stratégie convenue ou dont le montant est supérieur à 10 millions de dollars ;
 - les acquisitions de participations et de joint-ventures impliquant un paiement avec des actions de la Société et/ou toute filiale détenue majoritairement par celle-ci et/ou un apport par la Société de fonds, d'actifs ou la reprise de dette dépassant 10 millions de dollars américains et/ou de nouvelles activités ou toute autre acquisition de participation ou joint-venture à caractère inhabituel, quel que soit le montant de l'investissement initial.
- La Direction Générale informera le Conseil d'administration avant de conclure toute acquisition de participation et de joint-venture pour un montant inférieur à 10 millions de dollars américains.

4) Dettes et contrats de location

- La Direction Générale soumet au Conseil pour examen et approbation préalable :
 - tous emprunts supérieurs à 60 millions de dollars américains en cumulé par an (hors emprunts autorisés par des résolutions spécifiques ou régulières précédemment adoptées ou ceux effectués sur des lignes de crédit existantes) ;
 - les opérations de vente ou de cession-bail ou les locations-financement ou locations simples d'une valeur supérieure à 60 millions de dollars américains en cumulé par an.

5) Ventes d'actifs

- La Direction Générale soumet au Conseil pour examen et approbation préalable :

- les ventes d'immobilisations lorsque la valeur comptable des actifs ou le produit net de la vente dépasse 10 millions de dollars américains en cumulé par an ; ou
- les ventes ou octrois de licence concernant des actifs incorporels ou des droits de propriété industrielle.

6) Prêts, garanties et avances

- La Direction Générale soumet au Conseil pour examen et approbation préalable les prêts, avances ou garanties d'exécution ou de dette dont le montant dépasse 60 millions de dollars américains en cumulé par an (hors prêts, avances ou garanties accordées aux filiales de la Société détenues à 100 % ou majoritairement ou paiements anticipés et garanties bancaires donnés dans le cadre de l'activité normale de la Société).
- La Société ne peut accorder aucun prêt ou avance d'actifs de la Société à (a) un Administrateur ou un dirigeant de la Société, ou (b) à leurs apparentés, collaborateurs ou affiliés de ces personnes.

7) Contrats avec clause de prise ferme (*Take or Pay Contract*)

La Direction Générale soumet au Conseil pour examen et approbation préalable tout contrat incluant une clause de prise ferme (*Take or Pay Contract*) pouvant impliquer le paiement d'une pénalité au profit d'un tiers d'un montant égal ou supérieur à 10 millions de dollars américains par contrat.

8) Contrats ou engagements importants

- La Direction Générale soumet au Conseil pour examen et approbation préalable les achats ou commandes de clients dans lesquels l'obligation d'exécution crée ou est susceptible de créer un risque standard supérieur à 100 millions de dollars américains par élément ou est susceptible de créer un risque non-standard supérieur à 20 millions de dollars américains par élément.
- La Direction Générale soumet à l'approbation du Conseil d'administration tous les engagements susceptibles de générer une exposition à long terme supérieure à 10 millions de dollars.

9) Rémunération

- L'approbation du Conseil d'administration, après recommandation du Comité des Rémunérations, est requise pour :
 - tous les éléments de rémunération et avantages attribués au Président du Conseil d'administration, aux Administrateurs, au Directeur général, aux Directeurs Généraux Délégués et aux éventuels membres du Conseil d'administration salariés ou mandataires sociaux ;
 - l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions de la Société ainsi que l'attribution d'actions gratuites ou de tout autre instrument financier aux Administrateurs et aux salariés du Groupe ;
 - les conditions de rémunération contractuelle et les indemnités de licenciement non conventionnelles pour le Directeur général et les membres du Comité Exécutif.

10) Autres actions

- La Direction Générale soumet au Conseil pour examen et approbation préalable :
 - la communication sur les questions financières, en particulier les communications au marché, les présentations aux analystes financiers, les communiqués trimestriels/semestriels/annuels, ainsi que les nouveaux objectifs ou changements d'objectifs (guidance) et les communiqués de presse financiers ;
 - les actions et la communication (en ce compris les relations avec les autorités locales/gouvernementales) sur des questions exceptionnelles qui peuvent avoir un impact important sur la stratégie, la stature et la réputation, l'empreinte ESG de la Société ou sur des questions qui relèvent de la responsabilité du Conseil d'administration ;
 - la communication à des tiers (en ce compris les actionnaires) de l'intention de mise en œuvre ou de la mise en œuvre des projets énumérées ci-dessus. »

Le règlement intérieur du Conseil d'administration, tel que modifié le 9 juin 2021, prévoit en outre que les sujets suivants font l'objet d'une notification préalable au Conseil d'administration ou d'une recommandation préalable du Comité concerné, selon le cas, avec la possibilité pour le Conseil d'administration d'émettre une recommandation :

- les actions non énumérées pour une approbation préalable mais ayant un impact matériel potentiel sur la Société ;
- les changements organisationnels, y compris la réorganisation, la relocalisation, l'embauche ou le licenciement de cadres supérieurs en vue de couvrir les postes de N-1 à Directeur général ;
- la rémunération des cadres supérieurs ;
- les communiqués de presse autres que les communiqués de presse financiers.

4.1.2.2 Un Comité Exécutif renforcé et diversifié

1. Genèse et rôle du Comité Exécutif

Afin de l'épauler dans l'accomplissement des missions qui lui incombent, notre Directeur général a institué lors de sa prise de fonction en 2015 un nouvel organe de direction interne : le Comité Exécutif, également dénommé ComEx.

Leader de cette équipe de cadres dirigeant-es, Paul Boudre s'appuie sur l'expertise de chacun-e des 11 autres membres du ComEx pour inspirer, animer, contrôler et développer de manière collégiale l'activité de notre Groupe. Leur action vise à continuer à capter la croissance des marchés de l'Électronique, et à poursuivre la progression de notre rentabilité en visant sa pérennité sur le long terme.

Les 11 membres de notre ComEx se réunissent chaque fois que nécessaire, sous la Direction de Paul Boudre. En tout état de cause, les membres s'entrelient de manière hebdomadaire par voie téléphonique ainsi qu'à l'occasion de revues trimestrielles détaillées.

Les processus de décision et ses modalités de fonctionnement sont définies dans le système de management piloté par la Direction de la qualité.

2. Composition du Comité Exécutif et ajustement de l'organisation

Notre Comité Exécutif, dirigé par notre Directeur général, comprend 11 membres, en charge de fonctions de direction spécialisées.

Au cours de l'exercice 2020-2021 :

- Après avoir rejoint Soitec en tant que responsable du département *Corporate Finance* en 2019, **Léa Alzingre** a pris la responsabilité de la Direction financière à compter du 1^{er} août 2020. Elle a été confirmée en qualité de *Vice President & Chief Financial Officer* à compter du 1^{er} janvier 2021.

Après avoir acquis une solide expérience dans l'audit chez KPMG, où elle a passé 10 ans de 2005 à 2015, Léa a été VP Finance de la division semi-conducteurs de Teledyne e2v Semi-conducteurs entre 2015 et 2018, avant de rejoindre Adeunis, une start-up spécialisée dans les capteurs et solutions IoT cotée sur Euronext Growth, en tant que Directrice financière. Léa est diplômée de l'école de commerce SKEMA.

Cette nomination d'une deuxième femme à un poste au sein du Comité Exécutif, de surcroît dans le cadre d'une évolution interne, contribue à l'engagement de Paul Boudre en matière de parité dans la Société et notamment au sein de l'équipe dirigeante ;

- **Yvon Pastol** a rejoint notre Société en qualité de *Executive Vice President* en charge du *Customer Group* le 10 août 2020. Yvon Pastol apporte une expérience de plus de 20 ans à des postes de direction dans l'industrie du semi-conducteur, précieuse pour Soitec, dont le succès repose notamment sur l'étroite collaboration entretenue avec ses clients et l'ensemble des acteurs de l'écosystème.

Avant de rejoindre Soitec, Yvon Pastol était *Corporate Vice President* et *General Manager* pour les régions Amérique du Nord et Europe au sein d'Applied Materials. Il était chargé de la définition des stratégies

commerciales et du développement des relations avec les principaux clients. Yvon Pastol a commencé sa carrière chez IBM en 1990 avant de rejoindre Atmel Corporation en 1996, puis KLA-Tencor en 1998 et Varian Semiconductor Associates en 2007, où il a occupé divers postes de management en Europe, en Asie et aux États-Unis. Il est titulaire d'un diplôme d'ingénieur de l'Institut supérieur d'électronique de Paris et d'un doctorat en physique des solides de l'Université de Paris.

- Notre succès passant aussi par une interaction chaque fois plus intense, agile et exigeante entre business, innovation et production, **Cyril Menon**, Directeur des opérations, et **Christophe Maleville**, Directeur de l'innovation & CTO, ont chacun été promus *Senior Executive Vice Presidents* à effet à compter du 1^{er} septembre 2020.

Cyril Menon est *Senior Executive Vice President, Operations* et a plus de 20 ans d'expérience dans différentes responsabilités techniques, opérationnelles et de management dans l'industrie des semi-conducteurs. Avant de rejoindre Soitec, il a été notamment Responsable du *device engineering*, puis du process chez IBM Semiconductor. Il a ensuite notamment été en charge du développement du process, du transfert de technologies et de l'accélération de la production. Après sa prise de fonction de directeur d'établissement de notre site à Bernin, et de la direction des Opérations au sein du Comité Exécutif en 2015, Cyril Menon est désormais en charge des Opérations, de l'*Engineering*, de l'IT et des Partenariats industriels. Par ailleurs, Cyril Menon est le Président du Conseil d'administration de Dolphin Design, filiale de Soitec, qu'il guide depuis 2019 dans son développement profitable. Cyril est titulaire d'un diplôme d'ingénieur en physique de Grenoble INP, complété par un doctorat en microélectronique de l'École royale polytechnique de Stockholm et d'un diplôme en Management de Harvard Business School.

- **Christophe Maleville** a été nommé Chief Technology Officer et Executive Vice President de l'innovation de Soitec en avril 2019. À ce poste, il se concentre sur la transformation de l'innovation de Soitec, visant à accélérer l'utilisation des technologies de Soitec vers de nouveaux matériaux en s'appuyant sur des partenariats stratégiques. Il a rejoint Soitec en 1993 et a été un élément moteur des activités de recherche conjointes menées avec le CEA-Leti. Pendant plusieurs années, il a dirigé le développement de nouveaux procédés SOI, supervisé le transfert de la technologie SOI de la R&D à la production, et géré les certifications clients. Il a également occupé le poste de Vice-Président de la plateforme de produits SOI chez Soitec, travaillant en étroite collaboration avec des clients clés dans le monde entier. De 2010 à 2019, il a géré les *Business Units* SOI puis Digital Electronics, faisant évoluer le SOI vers les applications RF-SOI et conduisant à l'adoption initiale du FD-SOI.

Au cours de son parcours chez Soitec, il est l'auteur ou le coauteur de plus de 50 articles et est également à l'origine d'une trentaine de brevets. Il est titulaire d'un doctorat en microélectronique de l'Institut polytechnique de Grenoble et est titulaire d'un MBA de l'INSEAD ;

- **Bernard Aspar**, qui a démontré, à la tête de l'organisation *Global Business Units*, son rôle essentiel de garant de la réussite de nos objectifs stratégiques, a quant à lui été promu Directeur général adjoint (Chief Operating Officer) à compter du 1^{er} septembre 2020.

Bernard Aspar a rejoint Soitec en 2006 en tant que *Directeur de Business Unit* à la suite du rachat par Soitec de Tracit Technologies, *spin-off* du CEA-Leti qu'il avait fondé en 2003. Au sein de Soitec, il a dirigé plusieurs *Business Units* en accroissant fortement l'action commerciale en particulier sur la partie RF et composants de puissance et en développant systématiquement une interaction permanente avec les clients.

Avant de rejoindre Soitec, Bernard Aspar avait dirigé pendant plus de 10 ans, au sein du CEA-Leti, le développement de la technologie Smart Cut™ et le Laboratoire « Transfert de couches minces et de circuits ».

Bernard Aspar a un diplôme d'ingénieur et un doctorat en sciences des matériaux de l'Université de Montpellier. Il est co-auteur de plus de 60 brevets et il a reçu plusieurs prix, dont le *European Semi Award* en 2017.

Notre Société cherche à améliorer la mixité au sein du Comité Exécutif ainsi que la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des 10 % de postes à plus forte responsabilité.

3. Représentation équilibrée des femmes et des hommes et résultats de la mixité dans les 10 % de postes à plus forte responsabilité de la Société

Nous sommes engagé-es de longue date dans une politique de mixité à tous les niveaux de la Société et nous attachons à l'étendre avec le même volontarisme à l'échelle du Groupe, en particulier dans les filiales plus récemment acquises, sans méconnaître les stéréotypes particulièrement à l'œuvre dans notre écosystème, dès l'orientation scolaire et universitaire, qui détournent la majorité des femmes des formations scientifiques et techniques, puis ensuite au sein de nombreuses entreprises du secteur des semi-conducteurs et de la microélectronique. Plutôt qu'un frein, ce contexte moins favorable que ne le sont d'autres secteurs d'activité constitue pour notre direction une motivation à agir avec détermination, mais impacte nécessairement le rythme de notre progression dans ce domaine.

Cette politique s'est notamment traduite ces dernières années par une progression régulière de la part des femmes dans la catégorie socio-professionnelle ingénieur-es et cadres, qui comptait fin mars 2021 à l'échelle du Groupe 30 % de femmes comparativement à 28 % au terme de l'exercice 2018-2019, et, pour la Société, 34 % contre 32 % sur la même période.

Notre politique repose sur un suivi régulier d'indicateurs et d'objectifs, notamment à l'occasion des *people review*, des revues de salaire et des campagnes de promotion. Ces indicateurs sont présentés chaque trimestre dans une revue dédiée au Comité Exécutif du Groupe et la *people review*, qui réunit le Comité Exécutif deux jours par an en clôture d'un processus qui a mobilisé l'ensemble de l'organisation sur plusieurs semaines, se focalise particulièrement sur les enjeux de genre dans le contexte des évolutions de carrière au prisme de la gestion des hauts potentiels et des plans de succession.

Les enjeux de mixité, les objectifs et indicateurs associés ont fait l'objet d'une analyse au sein des organes dédiés du Conseil d'administration, au Comité des Nominations et de la Gouvernance en novembre 2020, puis au Comité des Rémunérations, désormais mandaté pour les sujets environnementaux et sociaux en mai 2021, qui a présenté et analysé les enjeux, les objectifs, indicateurs ainsi que le plan d'actions au Conseil d'administration lors de sa réunion du 9 juin 2021. Sur proposition du management, les objectifs de mixité détaillés ci-après pour le Comité Exécutif et le périmètre de cadres supérieurs ont été déterminés par le Conseil au cours de cette réunion.

Les principaux autres leviers sont les actions de sensibilisation de l'ensemble des parties prenantes internes et externes, notamment sur les stéréotypes à l'œuvre dans le monde du travail et sur les pratiques inclusives, les actions de formation pour prendre conscience des biais dans les processus de nomination et de recrutement (un *e-learning* a notamment été développé sur ce sujet), un programme de formation d'*empowerment* dédié aux femmes, l'inclusion des enjeux de genre dans le dialogue social, une ouverture à la création des réseaux de femmes et alliés prévue par accord collectif avec les syndicats. Enfin, nos contrats-cadres avec les cabinets de recrutement sont progressivement renégociés pour inclure un engagement systématique de présentation d'une *shortlist* mixte sur tout recrutement.

Cette détermination s'est notamment traduite en France par une amélioration continue depuis sa création de l'index d'égalité femmes hommes de la Société et, désormais, de l'unité économique et sociale regroupant la Société et Soitec Lab, qui atteste de notre détermination à éradiquer les écarts de salaire à raison du genre et de notre volontarisme à garantir une égalité réelle des chances en matière de promotions et d'augmentations au mérite :

- 84/100 au 31 mars 2018 ;
- 89/100 au 31 mars 2019 et 2020 ;
- 94/100 au 31 mars 2021.

De la même manière, notre filiale Dolphin Design, dans laquelle la Société a pris une participation en 2018 et qui intervient dans un secteur d'activité où la prédominance masculine est encore plus marquée que dans celui des semi-conducteurs, a significativement progressé au cours de l'exercice : 89/100 contre 79/100 sur l'exercice précédent.

Lors des campagnes de promotion et de la *people review* de 2020, ce travail engagé a notamment permis que 37 % des personnes promues dans le Groupe soient des femmes et que 45 % des très hauts potentiels identifiés soient également des femmes. 50 % des personnes en mobilité internationale étaient également des femmes, cette exposition à l'international constituant un levier important de développement des carrières.

Le Comité Exécutif du Groupe était encore début 2018 totalement composé d'hommes. À chaque opportunité d'y pourvoir un poste, la Société s'attache à considérer une sélection mixte pour que ses engagements en matière de parité ne restent pas lettre morte le moment venu. En 2018, c'est ainsi qu'une première femme a été recrutée pour rejoindre le Comité Exécutif en qualité de *Senior Vice President* et Directrice juridique. En 2020, la sélection rigoureuse, menée tant en interne qu'en externe avec l'aide d'un cabinet de recrutement renommé pour notre direction financière a permis d'y promouvoir de manière interne une deuxième femme au ComEx, portant le ratio de femmes dans cette instance à 18,2 %. Ce résultat encourageant, pour un poste encore majoritairement tenu par des hommes dans les sociétés de l'indice SBF 120, a été possible grâce à une politique en amont d'identification mixte de talents lors des plans de succession. Ainsi, le plan de succession du Comité Exécutif comportait en 2020 un vivier de successeurs mixtes, à court ou moyen terme pour huit des 11 postes.

À l'horizon de l'exercice 2024-2025, la Société s'est fixé pour objectif d'atteindre ou dépasser 25 % de femmes dans son Comité Exécutif.

Plus largement, nous suivons par ailleurs tout particulièrement la population occupant les postes dont la classification dans notre architecture interne des métiers est supérieure ou égale à 150. Il s'agit pour l'essentiel des postes clés de notre organisation, pour une très large majorité d'entre eux rattachés directement au Comité Exécutif du groupe, et représentant environ 7 % de l'effectif total. Dans cette population où le poids relatif des métiers scientifiques et techniques est plus important qu'au Comité Exécutif, le ratio de femmes à l'échelle du groupe y est légèrement moins élevé : 17 % à fin mars 2021, avec une disparité importante entre l'unité économique et sociale de Bernin (19 %) et nos filiales singapourienne ou Dolphin Design où la proportion de femmes dans cette catégorie n'est que de 6 %.

Nous nous sommes fixé comme objectif d'atteindre ou dépasser 20 % au plus tard à l'horizon de l'exercice 2024-2025 sur cette population de cadres supérieurs-es.

Afin de nous conformer aux obligations légales, nous avons également analysé les résultats de notre politique en matière de mixité sur la population correspondant aux 10 % des postes à plus fortes responsabilités, même si ce périmètre ne correspond pas, dans le cas de Soitec, à une population homogène et cohérente. Il ressort qu'au 31 mars 2021, la proportion de femmes dans ce périmètre est de 15 % à l'échelle du Groupe, sachant qu'elle est de 7 % à Singapour et de 3 % à Dolphin Design. Ce chiffre s'explique notamment par la proportion plus élevée d'emplois techniques que dans les autres périmètres analysés.

Enfin, nous considérons en outre que les enjeux de mixité dans les instances dirigeantes méritent d'être au cœur du dialogue social, c'est pourquoi nous avons tenu à inclure des objectifs sur ce point dans l'accord collectif signé en mars 2021 avec les organisations syndicales représentatives du personnel de l'unité économique et sociale (qui représente 76 % de l'effectif total du Groupe). À l'échéance de cet accord d'une durée de trois ans (exercice 2023-2024), les objectifs suivants ont été convenus avec les syndicats :

- Sur l'effectif dans sa globalité, passer de 36 % à 40 % de femmes ;
- Sur les positions supérieures ou égales à la classification interne 150, passer de 16 % de femmes au cours de l'exercice 2019-2020 à 19 % en 2023-2024 ou, à défaut, à 35 % de femmes sur les positions supérieures ou égales au grade 130 (18 % de l'effectif total).

L'organisation de la Direction générale et du Comité Exécutif est synthétisée ci-dessous :



COO
Global business
Bernard Aspar



CEO
Paul Boudre



CFO
Léa Alzingre



CTO
Christophe
Maleville



Opérations
Cyril Menon



**Investor relations
and corporate
development**
Steve Babureck



**Strategic
office**
Thomas
Piliszcuk



**Customer
group**
Yvon Pastol



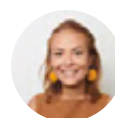
Qualité
Reiner Breu



Achats
Philippe Pellegrin



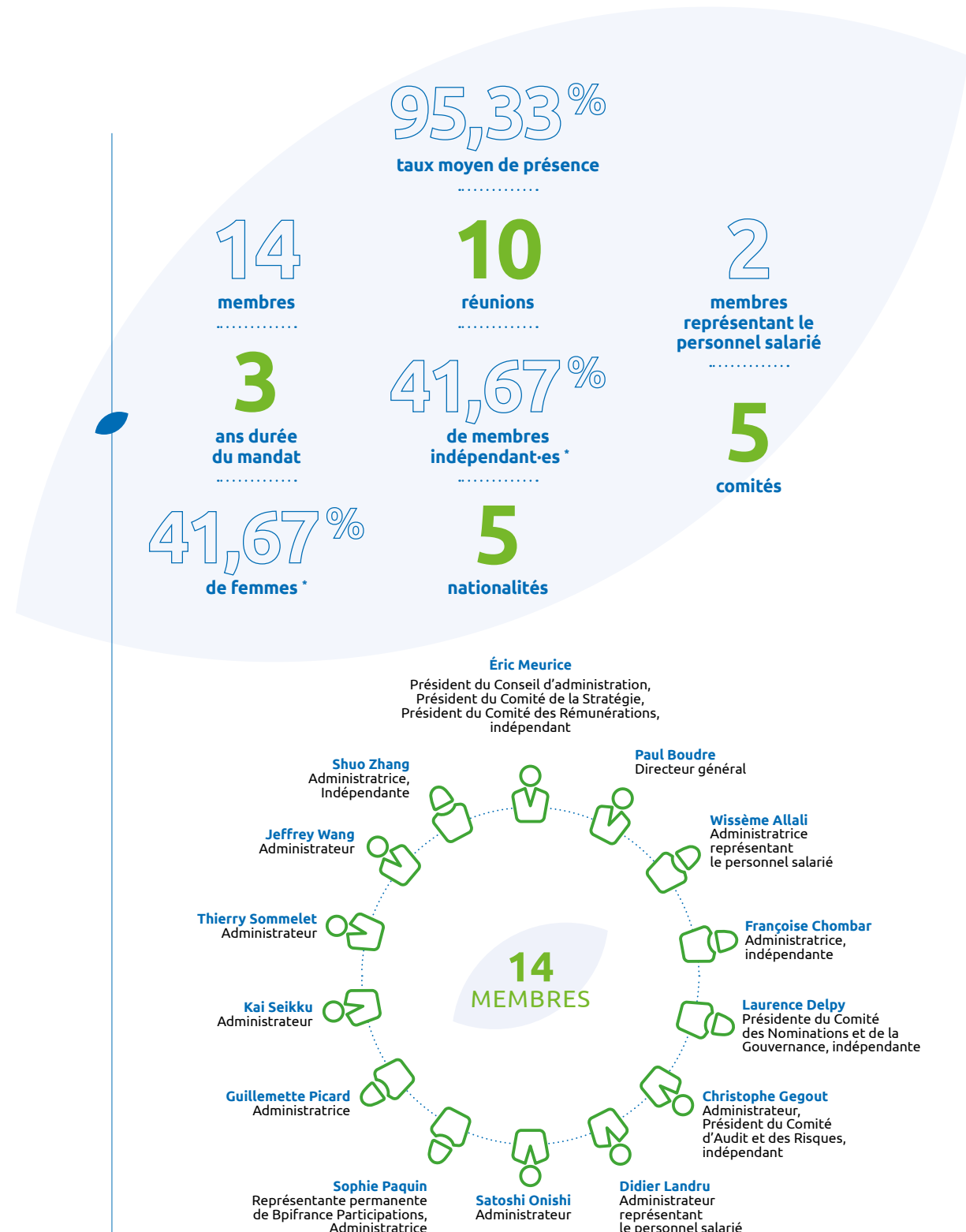
**Ressources
humaines et
Développement
durable**
Pascal Lobry



Juridique
Joséphine
**Deege-
Mansour**

4.1.3 Composition de notre Conseil d'administration

4.1.3.1 Composition actuelle de notre Conseil d'administration



* Hors administrateurs représentant le personnel salarié.

CHANGEMENTS INTERVENUS DANS LA COMPOSITION DE NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE NOS COMITÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2020-2021











	Départ	Nomination	Renouvellement
Conseil d'administration	CEA Investissement, représenté par Guillemette Picard (23 septembre 2020)	Guillemette Picard (24 septembre 2020) *	-
Comité de la Stratégie	-	Guillemette Picard (24 septembre 2020)	-
Comité d'Audit et des Risques	-	Guillemette Picard (24 septembre 2020)	-
Comité des Nominations et de la Gouvernance	CEA Investissement, représenté par Guillemette Picard (23 septembre 2020)	Satoshi Onishi (10 juin 2020) Guillemette Picard (24 septembre 2020)	-
Comité des Rémunérations	CEA Investissement, représenté par Guillemette Picard (23 septembre 2020)	Guillemette Picard (24 septembre 2020)	-
Comité des Questions Stratégiques Sensibles	-	Guillemette Picard (24 septembre 2020)	-
Conseil d'administration		Wissème Allali (22 janvier 2021)	-
Conseil d'administration		Didier Landru (18 janvier 2021)	-






* Nomination par voie de cooptation décidée par notre Conseil d'administration lors de sa réunion du 24 septembre 2020 (à la suite de la démission de CEA Investissement), soumise à la ratification de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COMPÉTENCES DES MEMBRES DE NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DONT LE MANDAT EST EN COURS

	Finance	International	RSE/RH	Industrie	TMT (Techno, Médias, Télécoms)	R&D	Gouvernance / Juridique	Direction générale
Éric Meurice								
Paul Boudre								
Wissème Allali								
Françoise Chombar								
Bpifrance Participations (représentée par Sophie Paquin)								
Laurence Delpy								
Christophe Gegout								
Didier Landru								
Satoshi Onishi								
Guillemette Picard								
Kai Seikku								
Thierry Sommelet								
Jeffrey Wang								
Shuo Zhang								

A. Tableau récapitulatif de la composition de notre Conseil d'administration au 9 juin 2021

INFORMATIONS PERSONNELLES								DERNIER MANDAT		HISTORIQUE		
Prénom et nom ou raison sociale	Âge	Sexe	Nationalité	Nombre de titres	Nombre de mandats dans d'autres sociétés cotées ⁽¹⁵⁾	Indépendance	Taux d'assiduité aux réunions du Conseil au cours de l'exercice 2020-2021	Date de début	Date de fin ⁽¹⁾	Date de première nomination	Andenneté au Conseil	Participation à des comités du Conseil
MEMBRES DU CONSEIL DONT LE MANDAT EST EN COURS												
Éric Meurice <i>Président du Conseil</i>	64	♂		1 000	3	★✓	100 %	26/07/2018	AG 2020-2021	26/07/2018	3	Président du Comité de la Stratégie Président du Comité des Rémunérations Membre du Comité des Nominations et de la Gouvernance, du Comité d'Audit et des Risques et du Comité des Questions Stratégiques Sensibles
Paul Boudre <i>Directeur général</i>	62	♂		53 892	0	✗	100 %	26/07/2019	AG 2021-2022	03/07/2012	9	Membre du Comité de la Stratégie Invité permanent du Comité des Questions Stratégiques Sensibles
Wissème Allali <i>Représentant le personnel salarié</i>	37	♀		65	0	✗	100 %	22/01/2021	AG 2023-2024	22/01/2021 ⁽²⁾	1	Membre du comité des rémunérations
Bpifrance Participations <i>(représentée par Sophie Paquin)</i>	43	♀		3 636 007	0	✗	100 %	26/07/2019	AG 2021-2022	02/07/2013	8 ⁽³⁾	Membre du Comité des Nominations et de la Gouvernance et du Comité des Rémunérations
Françoise Chombar	59	♀		0	2	✓	70 %	26/07/2019	AG 2020-2021 ⁽¹⁶⁾	26/07/2019	2	Membre du Comité de la Stratégie, du Comité des Nominations et de la Gouvernance et du Comité des Questions Stratégiques Sensibles
Laurence Delpy	50	♀		150	0	✓	100 %	26/07/2019	AG 2021-2022	11/04/2016	5	Présidente du Comité des Nominations et de la Gouvernance Membre du Comité d'Audit et des Risques, du Comité de la Stratégie, du Comité des Rémunérations et du Comité des Questions Stratégiques Sensibles
Christophe Gegout	45	♂		0	1	✓	100 %	26/07/2019	AG 2021-2022	11/04/2016 ⁽⁴⁾	6 ⁽⁵⁾	Président du Comité d'Audit et des Risques Membre du Comité de la Stratégie et du Comité des Questions Stratégiques Sensibles
Didier Landru <i>Représentant le personnel salarié</i>	49	♂		45	0	✗	100 %	18/01/2021	AG 2023-2024	18/01/2021 ⁽⁶⁾	1	Membre du comité de la stratégie
Satoshi Onishi	58	♂		100	0	✗	100 %	26/07/2018	AG 2020-2021	10/07/2015	6	Membre du Comité des Nominations et de la Gouvernance
Guillemette Picard	45	♀		124	0	✗	100 %	24/09/2020	AG 2021-2022	24/09/2020 ⁽⁷⁾	5 ⁽⁸⁾	Membre du Comité d'Audit et des Risques, du Comité des Nominations et de la Gouvernance, du Comité des Rémunérations, du Comité de la Stratégie et du Comité des Questions Stratégiques Sensibles

INFORMATIONS PERSONNELLES								DERNIER MANDAT		HISTORIQUE		
Prénom et nom ou raison sociale	Âge	Sexe	Nationalité	Nombre de titres	Nombre de mandats dans d'autres sociétés cotées ⁽¹⁵⁾	Indépendance	Taux d'assiduité aux réunions du Conseil au cours de l'exercice 2020-2021	Date de début	Date de fin ⁽¹⁾	Date de première nomination	Ancienneté au Conseil	Participation à des comités du Conseil
MEMBRES DU CONSEIL DONT LE MANDAT EST EN COURS												
Kai Seikku	56	♂		2 000	1	✗	100 %	26/07/2019	AG 2021-2022	06/05/2019 ⁽⁹⁾	2	Membre du Comité de la Stratégie, du Comité des Nominations et de la Gouvernance et du Comité des Rémunérations
Thierry Sommelet	51	♂		0	4	✗	90 %	26/07/2019	AG 2021-2022	29/11/2017 ⁽¹⁰⁾	6 ⁽¹¹⁾	Membre du Comité d'Audit et des Risques, du Comité de la Stratégie et du Comité des Questions Stratégiques Sensibles
Jeffrey Wang	61	♂		0	0	✗	100 %	26/07/2019	AG 2021-2022	06/05/2019 ⁽¹²⁾	2	Membre du Comité d'Audit et des Risques
Shuo Zhang	56	♀		0	1	✓	90 %	26/07/2019	AG 2020-2021 ⁽¹⁶⁾	26/07/2019	2	Membre du Comité d'Audit et des Risques, Comité des Rémunérations et du Comité de la Stratégie
<div> TOTAL/ MOYENNE</div> 52,57				3 693 383	12	42 % ⁽¹⁴⁾	96,67 %	2 en 2018 9 en 2019 1 en 2020 2 en 2021	2 en 2021 10 en 2022 2 en 2024	1 en 2012 1 en 2013 1 en 2015 2 en 2016 1 en 2017 1 en 2018 4 en 2019 1 en 2020 2 en 2021	4,1	

MEMBRES DU CONSEIL PRÉSENT-ES AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2021 ET DONT LE MANDAT A PRIS FIN

CEA Investissement (représenté par Guillemette Picard)	45	♀		2 571 007	0	✗	100 %	26/07/2019	23/09/2020	20/04/2015 ⁽¹⁷⁾	5 ⁽¹⁸⁾	
---	----	---	---	-----------	---	---	-------	------------	------------	----------------------------	-------------------	--

★ Président du Conseil d'administration.

(1) Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice mentionné.

(2) Désignation par le syndicat CGT le 22 janvier 2021 en qualité d'administratrice représentant le personnel salarié.

(3) Bpifrance Participations a été successivement représentée par Fabienne Demol (de 2013 au 20 avril 2015), puis par Thierry Sommelet (du 20 avril 2015 au 26 juillet 2016), et enfin par Sophie Paquin (depuis le 26 juillet 2016).

(4) Nomination lors de l'Assemblée Générale du 11 avril 2016, décidée sous condition suspensive de la réalisation définitive des augmentations de capital réservées à Bpifrance Participations, CEA Investissement et National Silicon Industry Group (NSIG). La date de début du mandat correspond au jour de la réalisation définitive desdites augmentations de capital réservées, savoir le 2 mai 2016.

(5) Dont une année en tant que représentant permanent de CEA Investissement.

(6) Désignation par le syndicat Métallurgie Isère CFE-CGC le 18 janvier 2021 en qualité d'administrateur représentant le personnel salarié.

(7) Nomination par cooptation sur décision du Conseil d'administration en date du 24 septembre 2020, pour la durée du mandat restant à courir de CEA Investissement, démissionnaire. La ratification de la nomination sera proposée aux actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021.

(8) Dont quatre années en tant que représentant permanent de CEA Investissement.

(9) Nomination par cooptation sur décision du Conseil d'administration en date du 6 mai 2019, pour la durée du mandat restant à courir de Nabeel Gareeb, démissionnaire, ratifiée par les actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 26 juillet 2019.

(10) Nomination par cooptation sur décision du Conseil d'administration en date du 29 novembre 2017, pour la durée du mandat restant à courir de la société Bpifrance Investissement, démissionnaire, ratifiée par les actionnaires lors de l'Assemblée Générale le 23 mars 2018.

(11) Dont deux années en tant que représentant permanent de Bpifrance Participations puis de Bpifrance Investissement.

(12) Nomination par cooptation sur décision du Conseil d'administration en date du 6 mai 2019 pour la durée restant à courir du mandat de Weidong (Leo) Ren, démissionnaire, décidée sous condition suspensive de la confirmation écrite de la démission de Weidong (Leo) Ren. La date de début effective du mandat correspond au jour de la confirmation écrite de la démission de Weidong (Leo) Ren, savoir le 7 mai 2019. La ratification de la nomination et le renouvellement du mandat ont été votés par les actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 26 juillet 2019.

(13) Les membres du Conseil d'administration représentant le personnel salarié n'entrent pas dans le décompte pour établir ces pourcentages, conformément à l'article L. 225-27-1 du Code de commerce.

(14) Les membres du Conseil d'administration représentant le personnel salarié n'entrent pas dans le décompte pour établir ces pourcentages, conformément au paragraphe 9.3 du Code AFEP-MEDEF.

(15) Nombre de mandats exercés dans des sociétés extérieures à notre Groupe, y compris étrangères, apprécié conformément aux critères du paragraphe 19 du Code AFEP-MEDEF.

(16) Françoise Chombar et Shuo Zhang ont démissionné de leurs fonctions d'administratrice avec effet à l'issue de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021 en vue de rendre plus harmonieux l'échelonnement des mandats des membres du Conseil d'administration. Dans ce contexte, le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021 le renouvellement de leur mandat respectif pour une durée de trois ans (cf. paragraphe 4.1.3.4 Évolution de la composition de notre Conseil à venir du présent Document d'Enregistrement Universel).

(17) Nomination par cooptation sur décision du Conseil d'administration en date du 20 avril 2015, pour la durée restant à courir du mandat de Christian Lucas, démissionnaire, ratifiée par les actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 10 juillet 2015.

(18) CEA Investissement a été successivement représentée par Christophe Gegout (du 20 avril 2015 au 2 mai 2016) puis par Guillemette Picard (depuis le 2 mai 2016 jusqu'à sa démission en date du 23 septembre 2020).

Tout au long de l'exercice clos le 31 mars 2021, et toujours à ce jour, à la connaissance de notre Société, aucun des membres de notre Conseil d'administration n'exerce davantage de mandats d'administrateur-riche que ce que prévoient l'article L. 225-21 du Code de commerce et le Code AFEP-MEDEF (cf. les informations détaillées dans les fiches individuelles ci-après).

B. Fiches individuelles synthétiques des membres de notre Conseil d'administration en fonction



Éric Meurice

Président du Conseil d'administration

Administrateur indépendant

Président du Comité de la Stratégie

Président du Comité des Rémunérations

Membre du Comité des Nominations et de la Gouvernance, du Comité d'Audit et des Risques et du Comité des Questions Stratégiques Sensibles

Nombre d'actions détenues : 1 000

Date de première nomination : 26 juillet 2018

Date de début du mandat en cours : 26 juillet 2018

Date de fin du mandat en cours : renouvellement du mandat proposé à l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021



64 ans



Adresse professionnelle *
soitec



Compétences
International
TMT
R&D
Gouvernance/Juridique
Direction Générale



Comités
Président et membre du Comité Stratégique
Président et membre du Comité des rémunérations
Membre du Comité des Nominations et de la Gouvernance
Membre du Comité d'Audit et des Risques
Membre du Comité des Questions Stratégiques Sensibles



Ancienneté au Conseil
3 ans



Taux d'assiduité au Conseil et dans les Comités sur l'exercice 2020-2021
100 %

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Éric Meurice a été le Président-Directeur général d'ASML Holding N.V., un des principaux fabricants d'équipements pour l'industrie des semi-conducteurs, d'octobre 2004 à juin 2013, et son Président jusqu'en mars 2014.

De 2001 à 2004, il a été le Vice-Président exécutif de la division Thomson-RCA Television. De 1995 à 2001, il a dirigé pour Dell Computer les régions d'Europe de l'Ouest, d'Europe de l'Est, ainsi que les marchés émergents de la région EMEA.

Avant 1995, il a acquis une expérience significative dans les domaines industriel et technologique au sein d'ITT Semiconductors, Intel Corporation et Renault SA.

Éric Meurice est administrateur indépendant d'IPG Photonics Corp. depuis juin 2014, d'UMICORE SA depuis avril 2015 et de Global Blue AG depuis mai 2018.

Il a été membre du Conseil d'administration de NXP Semiconductors N.V. et de Meyer Burger AG jusqu'en mai 2019. Il a également été administrateur de Verigy Ltd. jusqu'à l'acquisition de cette société par Advantest Corporation en 2011, ainsi que d'ARM Holdings plc jusqu'en mars 2014.

Éric Meurice est diplômé de l'École centrale de Paris (France). Il est titulaire d'une maîtrise d'économie obtenue à l'université Panthéon-Sorbonne (Paris, France), et d'un MBA de l'université de Stanford (Californie, États-Unis).

FONCTION PRINCIPALE EXERCÉE EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ

- Administrateur de sociétés.

AUTRES MANDATS DANS LES SOCIÉTÉS DU GROUPE EN COURS

N/A.

MANDATS EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ EN COURS :

- IPG Photonics Corporation ** (États-Unis) ;
- Umicore, SA ** (Belgique) ;
- Global Blue AG (Suisse).

MANDATS EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ AYANT EXPIRÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES :

- NXP Semiconductors NV ** (Pays-Bas) (jusqu'en mai 2019) ;
- Meyer Burger ** (Suisse) (jusqu'en mai 2019)

* Chemin des Franques – Parc Technologique des Fontaines – 38190 Bernin.

** Société cotée.

**62 ans****Adresse
professionnelle ***
soitec**Compétences**
International
Industrie
TMT
Gouvernance/Juridique
Direction Générale**Comités**
Membre du Comité
Stratégique
Invité permanent
du Comité des
Questions Stratégiques
Sensibles**Ancienneté
au Conseil**
9 ans**Taux d'assiduité
au Conseil et dans
les Comités sur
l'exercice 2020-2021**
100 %

Paul Boudre

Directeur général**Membre du Comité de la Stratégie****Invité permanent du Comité des Questions Stratégiques Sensibles****Nombre d'actions détenues : 53 892****Date de première nomination : 3 juillet 2012****Date de début du mandat en cours : 26 juillet 2019****Date de fin du mandat en cours : Assemblée Générale appelée à statuer
sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022**

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2015, Paul Boudre est Directeur général de Soitec, leader mondial des matériaux semi-conducteurs innovants. Il est également membre du Conseil d'administration.

Il a rejoint l'entreprise en 2007, en tant que Directeur des ventes, marketing et développement commercial où il s'est consacré au développement de nouvelles opportunités de marché et de l'écosystème du SOI (Silicium sur Isolant), permettant ainsi l'adoption de cette technologie pour les applications grand public et *More than Moore*.

Outre ses fonctions au sein de Soitec, Paul Boudre est également membre de plusieurs Conseils d'administration : Alphawave IP, leader mondial de la connectivité haut débit pour l'infrastructure technologique mondiale ; FOGALE Nanotech, l'un des leaders dans les solutions de métrologie de haute précision ; AENEAS, Association européenne en charge de promouvoir les activités nanoélectroniques. Il est également Président du SOI Industry Consortium, une organisation internationale dédiée à la compréhension, au développement et à l'adoption de technologies basées sur le SOI, pour laquelle Paul Boudre a joué un rôle majeur dans son lancement. Par ailleurs, il est Vice-Président du European Advisory Board de SEMI, association industrielle mondiale servant la chaîne d'approvisionnement de fabrication pour l'industrie électronique. Enfin, il est membre de l'Advisory Board CORES du Leti, un institut de recherche technologique du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Paul Boudre évolue depuis plus de 30 ans dans l'industrie des semi-conducteurs, où il a acquis une solide expérience internationale. Durant 10 ans chez KLA-Tencor, l'un des cinq premiers équipementiers mondiaux de l'industrie des semi-conducteurs, il a dirigé les activités européennes du groupe, puis en a pris la vice-présidence pour l'Europe et les États-Unis. Précédemment, il a également exercé des fonctions de direction dans des unités industrielles au sein d'IBM Semiconductor (appartenant maintenant à GlobalFoundries), STMicroelectronics, Motorola Semiconductor (appartenant maintenant à NXP Semiconductors) et Atmel.

Paul Boudre est diplômé de l'École nationale de chimie de Toulouse.

FONCTION PRINCIPALE EXERCÉE EN DEHORS DU GROUPE :

N/A.

AUTRES MANDATS DANS LES SOCIÉTÉS DU GROUPE EN COURS

- Administrateur de Soitec Japan Inc. (Japon) ;
- Administrateur de Soitec Microelectronics Singapore Pte Ltd. (Singapour) ;
- Représentant légal de Soitec dans les sociétés dans lesquelles elle exerce un mandat.

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE EN COURS

- Administrateur d'Alphawave IP (Royaume-Uni) ** ;
- Administrateur de Fogale Nanotech (France) ;
- Administrateur d'AENEAS ;
- Président du SOI Industry Consortium ;
- Vice-Président du European Advisory Board de SEMI ;
- Membre de l'Advisory Board CORES du Leti.

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE AYANT EXPIRÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

- Représentant permanent de Soitec ; Administrateur d'Exagan (France) (jusqu'à avril 2020).

* Chemin des Franques – Parc Technologique des Fontaines – 38190 Bernin.

** Société cotée.

**37 ans****Adresse
professionnelle ***
soitec**Compétences**
RSE/RH
Industrie**Comités**
Comité des
rémunérations**Ancienneté
au Conseil**
1 an**Taux d'assiduité
au Conseil et dans
les Comités sur
l'exercice 2020-2021**
100 %

Wissème Allali

Administratrice représentant le personnel salarié

Comité des rémunérations

Nombre d'actions détenues : 65

Date de première nomination : 22 janvier 2021 ⁽¹⁾

Date de début du mandat en cours : 22 janvier 2021

Date de fin du mandat en cours : Assemblée Générale (AG) appelée à statuer
sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2024

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Wissème Allali a rejoint le service qualité de Soitec en 2011 dans la continuité d'une carrière de qualitiennienne dans différents secteurs.

Elle a été promue ingénieure en 2018, à la suite d'un master en amélioration continue et en excellence opérationnelle.

Par ailleurs, Wissème Allali a exercé un mandat de représentation du personnel au sein du CHSCT de la société de 2013 à 2015.

FONCTION PRINCIPALE EXERCÉE EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ

N/A.

AUTRES MANDATS DANS LES SOCIÉTÉS DU GROUPE EN COURS

N/A.

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE EN COURS

N/A.

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE AYANT EXPIRÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

N/A.

* Chemin des Franques – Parc Technologique des Fontaines – 38190 Bernin.

(1) Désignation par le syndicat CGT.

**59 ans****Adresse
professionnelle ***
soitec**Compétences**
International
RSE/RH
Industrie
TMT
Direction Générale**Comités**
Membre du Comité
de la Stratégie
Membre du Comité
des Nominations et
de la Gouvernance
Membre du Comité des
Questions Stratégiques
Sensibles**Ancienneté
au Conseil**
2 ans**Taux d'assiduité
au Conseil et dans
les comités sur
l'exercice 2020-2021**
85 %

Françoise Chombar

Administratrice indépendante**Membre du Comité de la Stratégie, du Comité des Nominations et de la Gouvernance
et du Comité des Questions Stratégiques Sensibles****Nombre d'actions détenues : 0****Date de première nomination : première nomination proposée à l'AG du 26 juillet 2019****Date de début du mandat en cours : 26 juillet 2019****Date d'échéance du mandat en cours : renouvellement du mandat proposé
à l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021**

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2003, Françoise Chombar est Directrice générale de Melexis, après l'avoir cofondée en 1989 et y avoir occupé divers postes, dont celui de Directrice générale déléguée de 1997 à 2003. Melexis est un fabricant de capteurs semi-conducteurs à signal mixte et de composants de pilotage principalement dédiés aux applications automobiles.

En parallèle, elle est administratrice au sein du Conseil de Umicore (depuis 2016), un groupe spécialisé dans la technologie des matériaux et le recyclage, ainsi que Présidente de BioRICS, une start-up dans le domaine de la santé.

Elle est également Présidente de STEM Platform, un conseil consultatif du gouvernement flamand ayant pour objectif d'encourager les jeunes à choisir un parcours d'enseignement dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques et de promouvoir ces disciplines auprès du grand public.

Par ailleurs, elle a été mentor pour le SOFIA Women's Network, un organisme de coaching pour les femmes actives (de 1999 à 2016), et promeut l'accession des femmes aux Conseils d'administration par son adhésion à l'association Women on Board.

Avant de rejoindre Melexis, Françoise Chombar a travaillé chez Elmos, un vendeur de semi-conducteurs allemand, au sein duquel elle était Responsable du Planning de Production et du Service Client (de 1985 à 1989).

Françoise Chombar est titulaire d'un Master en interprétariat (néerlandais, anglais et espagnol) de l'Université de Gand.

FONCTION PRINCIPALE EXERCÉE EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ

- Co-fondatrice et Directrice générale de Melexis ** (Belgique).

AUTRES MANDATS DANS LES SOCIÉTÉS DU GROUPE EN COURS

N/A

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE EN COURS

- Administratrice de Umicore ** (Belgique) ;
- Présidente de BioRICS (Belgique) ;
- Présidente de STEM Platform (Belgique).

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE AYANT EXPIRÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

N/A.

* Chemin des Franques – Parc Technologique des Fontaines – 38190 Bernin.

** Société cotée.



50 ans



**Adresse
professionnelle ***
soitec



Compétences
Finance
International
TMT
Gouvernance/Juridique



Comités
Présidente et
membre du Comité
des Nominations
et de la Gouvernance
Membre du Comité
d'Audit et des Risques
Membre du Comité
de la Stratégie
Membre du Comité
des Rémunérations
Membre du Comité des
Questions Stratégiques
Sensibles



**Ancienneté
au Conseil**
5 ans



**Taux d'assiduité
au Conseil et dans
les Comités sur
l'exercice 2020-2021**
100 %

Laurence Delpy

Administratrice indépendante

Présidente du Comité des Nominations et de la Gouvernance

Membre du Comité d'Audit et des Risques, du Comité de la Stratégie, du Comité des Rémunérations et du Comité des Questions Stratégiques Sensibles

Nombre d'actions détenues : 150

Date de première nomination : 11 avril 2016

Date de début du mandat en cours : 26 juillet 2019

Date de fin du mandat en cours : Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

En septembre 2020, Laurence Delpy a été nommée Vice-Présidente de l'activité Fournisseurs de services de la zone EMEA chez Palo Alto Networks, un leader mondial en cybersécurité.

De 2016 à 2020, Laurence Delpy a dirigé les activités de réseaux mobiles de Nokia pour les zones Asie-Pacifique et Japon où elle a vécu et travaillé pendant 25 ans.

Elle a été Vice-Présidente de l'activité mobile d'Alcatel-Lucent en Asie et Vice-Présidente adjointe de l'activité réseaux en Chine au sein de leur joint-venture, Alcatel-Lucent Shanghai Bell, de 2012 à 2016. Précédemment, elle a été Vice-Présidente et Directrice générale de la ligne de produits GSM de 2010 à 2012.

Auparavant, elle a occupé plusieurs postes commerciaux chez Telstra, Alcatel et Alcatel-Alstom en Australie, Asie du Sud et en France.

Laurence Delpy est diplômée de l'École supérieure de gestion de Paris (France), et possède un diplôme en gestion d'entreprise. Elle possède également un certificat d'administration générale obtenu à l'INSEAD à Singapour.

FONCTION PRINCIPALE EXERCÉE EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ

- Vice-Présidente de l'activité fournisseurs de services chez Palo Alto Networks (Paris) pour la zone EMEA.

AUTRES MANDATS DANS LES SOCIÉTÉS DU GROUPE EN COURS

N/A

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE EN COURS

N/A.

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE AYANT EXPIRÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

N/A.

* Chemin des Franques – Parc Technologique des Fontaines – 38190 Bernin.

**45 ans****Adresse
professionnelle ***
soitec**Compétences**
Finance
International
TMT
R&D
Gouvernance/Juridique**Comités**
Président du Comité
d'Audit et des Risques
Membre du Comité
de la Stratégie
Membre du Comité
des Questions
Stratégiques Sensibles**Ancienneté
au Conseil**
6 ans**Taux d'assiduité
au Conseil et dans
les Comités sur
l'exercice 2020-2021**
97,5 %

Christophe Gegout

Administrateur indépendant**Président du Comité d'Audit et des Risques****Membre du Comité de la Stratégie et du Comité des Questions Stratégiques Sensibles****Nombre d'actions détenues : 0****Date de première nomination : 20 avril 2015 ⁽¹⁾****Date de début du mandat en cours : 26 juillet 2019****Date de fin du mandat en cours : Assemblée Générale appelée à statuer
sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022**

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis décembre 2020, Christophe Gegout est Directeur général et associé fondateur de Yotta Capital Partners, plateforme d'investissement dans l'industrie du futur et la transition vers une économie bas carbone. Précédemment, Christophe Gegout était directeur des investissements chez Meridiam, en charge de l'investissement dans les PME au sein de l'un des leaders mondiaux de l'investissement et de la gestion d'actifs dans les infrastructures au service de la collectivité.

Après avoir été Directeur financier du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) (de 2009 à 2015), Christophe Gegout en est devenu l'administrateur général adjoint (jusqu'en 2018). Il y a notamment développé des partenariats d'innovation avec de grands groupes internationaux et des PME européennes, ainsi qu'une nouvelle activité de gestion d'actifs pour compte de tierces parties, centrée sur les innovations de rupture, dans le domaine des transformations majeures (révolutions digitale, médicale et énergétique), activité portée aujourd'hui par Supernova Invest.

Précédemment, de 2001 à 2009, Christophe Gegout a occupé différentes fonctions au sein du ministère de l'Économie et des Finances, dont celle de conseiller de Christine Lagarde, ministre des Finances.

Il est diplômé de l'École polytechnique, de Sciences Po Paris et de l'ENSAE (École nationale de la statistique et de l'administration économique).

FONCTION PRINCIPALE EXERCÉE EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ

- Associé-Directeur général de Yotta Capital Partners (depuis décembre 2020).

AUTRES MANDATS DANS LES SOCIÉTÉS DU GROUPE EN COURS

N/A

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE EN COURS

- Administrateur de Neoen ** (France) (depuis juin 2015).

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE AYANT EXPIRÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

- Président du Conseil d'administration de CEA Investissement (France) (janvier 2011-octobre 2018) ;
- Administrateur de Supernova Invest (France) (avril 2017-octobre 2018) ;
- Administrateur de FT1CI et de sociétés du groupe AREVA, y compris AREVA SA ** (jusqu'en octobre 2018) ;
- Administrateur de Séché environnement ** (France) (jusqu'en novembre 2019) ;
- Administrateur d'Allego BV (Pays-Bas).

* Chemin des Franques – Parc Technologique des Fontaines – 38190 Bernin.

** Société cotée.

(1) Désignation comme représentant permanent de CEA Investissement, administrateur nommé par cooptation décidée par le Conseil d'administration du 20 avril 2015 pour la durée restant à courir du mandat de Christian Lucas, démissionnaire, ratifiée par les actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 10 juillet 2015. Puis, nomination comme administrateur en nom propre intervenue lors de l'Assemblée Générale du 11 avril 2016, et décidée sous condition suspensive de la réalisation définitive des augmentations de capital réservées à Bpifrance Participations, CEA Investissement et National Silicon Industry Group (NSIG). La date de début effective du mandat correspondait au jour de la réalisation définitive desdites augmentations de capital réservées, à savoir le 2 mai 2016.



49 ans



**Adresse
professionnelle ***
soitec



Compétences
RSE/RH
Industrie
TMT
R&D



Comités
Membre du comité
de la Stratégie



**Ancienneté
au Conseil**
1 an



**Taux d'assiduité
au Conseil et dans
les Comités sur
l'exercice 2020-2021**
100 %

Didier Landru

Administrateur représentant le personnel salarié

Membre du Comité de la Stratégie

Nombre d'actions détenues : 45

Date de première nomination : 18 janvier 2021 ⁽¹⁾

Date de début du mandat en cours : 18 janvier 2021

Date de fin du mandat en cours : Assemblée Générale appelée à statuer
sur les comptes de l'exercice fiscal clos le 31 mars 2024

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Didier Landru est *senior expert* au sein du département innovation de Soitec où il a occupé différentes fonctions en R&D depuis 15 ans, après une première expérience dans un grand groupe de l'industrie des semi-conducteurs.

Didier Landru est ingénieur en génie des matériaux de Grenoble INP-Phelma et a obtenu son doctorat en 2000 à l'université de Grenoble-Alpes, en collaboration avec l'université de Cambridge.

Par ailleurs, Didier Landru a été à plusieurs reprises représentant du personnel et représentant syndical au sein de différentes instances représentatives du personnel.

FONCTION PRINCIPALE EXERCÉE EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ

N/A.

AUTRES MANDATS DANS LES SOCIÉTÉS DU GROUPE EN COURS

N/A.

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE EN COURS

N/A.

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE AYANT EXPIRÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

N/A.

* Chemin des Franques – Parc Technologique des Fontaines – 38190 Bernin.

(1) Désignation par la CFE-CGC.

**58 ans****Adresse
professionnelle ***
soitec**Compétences**
International
Industrie
TMT
Direction Générale**Comités**
Membre du Comité
des Nominations
et de la Gouvernance**Ancienneté
au Conseil**
6 ans**Taux d'assiduité
au Conseil et dans
les Comités sur
l'exercice 2020-2021**
100 %

Satoshi Onishi

Membre du Comité des Nominations et de la Gouvernance

Nombre d'actions détenues : 100

Date de première nomination : 10 juillet 2015

Date de début du mandat en cours : 26 juillet 2018

Date de fin du mandat en cours : renouvellement du mandat proposé
à l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Satoshi Onishi est Directeur du bureau du Président de Shin-Etsu Chemical Co. Ltd.

Auparavant et pendant plus de cinq années, il a été le Président-Directeur général de Shin-Etsu Handotai Europe Ltd., société basée au Royaume-Uni.

Il a rejoint Shin-Etsu Chemical Co. Ltd. en 1985, où il a initialement travaillé pour la division Systèmes informatiques de Shin-Etsu Handotai Co. Ltd. C'est au cours de cette période qu'il a conçu et développé, en tant que chef de projet, de nombreux systèmes de Shin-Etsu, appliqués tant à l'échelle de la société que des processus de fabrication.

Satoshi Onishi a obtenu un diplôme en économie de l'Université de Kagawa (Japon) en 1985 et est également titulaire d'une maîtrise en génie des systèmes industriels de l'Université de Floride.

FONCTION PRINCIPALE EXERCÉE EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ

- Directeur du bureau du Président de Shin-Etsu Chemical Co. Ltd. (Japon).

AUTRES MANDATS DANS LES SOCIÉTÉS DU GROUPE EN COURS

N/A

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE EN COURS

N/A.

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE AYANT EXPIRÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

- Président et Directeur général de Shin-Etsu Handotai Europe Ltd. (Royaume-Uni) (2012-2018).

* Chemin des Franques – Parc Technologique des Fontaines – 38190 Bernin.



43 ans



**Adresse
professionnelle ***
soitec



Compétences
Finance
International
RSE/RH
Gouvernance/Juridique



Comités
Membre du Comité
des Nominations
et de la Gouvernance
Membre du Comité
des Rémunérations



**Ancienneté
au Conseil**
5 ans



**Taux d'assiduité
au Conseil et dans
les comités sur
l'exercice 2020-2021**
100 %

Sophie Paquin

Représentante permanente de Bpifrance Participations, administratrice

Membre du Comité des Nominations et de la Gouvernance et du Comité des Rémunérations

Nombre d'actions détenues : 3 636 007 ⁽¹⁾

Date de première nomination : 2 juillet 2013

Date de début du mandat en cours : 26 juillet 2019

Date d'échéance du mandat en cours : Assemblée Générale appelée à statuer
sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis le 1^{er} juin 2014, Sophie Paquin occupe la fonction de Directrice juridique de Bpifrance Investissement.

Auparavant, Sophie Paquin a travaillé pendant huit ans pour le cabinet Latham & Watkins, spécialisé dans les opérations de fusions et acquisitions et de financement d'entreprises, françaises et internationales. Elle a rejoint le Fonds stratégique d'investissement à sa création et est intervenue en particulier sur la structuration, la négociation et la documentation des opérations d'investissement. En 2013, elle a travaillé avec le Directeur général de Bpifrance sur les aspects juridiques et opérationnels de la création de la banque publique d'investissement. Sophie Paquin est avocate et diplômée de l'ESSEC.

FONCTION PRINCIPALE EXERCÉE EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ

- Directrice juridique de Bpifrance Investissement (France).

AUTRES MANDATS DANS LES SOCIÉTÉS DU GROUPE EN COURS

N/A

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE EN COURS

- Administratrice de Cosmeur SAS (France) ;
- Administratrice de Tyrol Acquisition 1 SCA (Luxembourg).

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE AYANT EXPIRÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

N/A

* Chemin des Franques – Parc Technologique des Fontaines – 38190 Bernin.

** Société cotée.

(1) Actions détenues par la société Bpifrance Participations.

**45 ans****Adresse
professionnelle ***
soitec**Compétences**Finance
International
RSE/RH
TMT
R&D**Comités**Membre du Comité
d'Audit et des Risques
Membre du Comité
des Nominations
et de la Gouvernance
Membre du Comité
des Rémunérations
Membre du Comité
de la Stratégie
Membre du Comité
des Questions
Stratégiques Sensibles**Ancienneté
au Conseil**
5 ans**Taux d'assiduité
au Conseil et dans
les comités sur
l'exercice 2020-2021**
98 %

Guillemette Picard

Membre du Comité d'Audit et des Risques, du Comité des Nominations et de la Gouvernance, du Comité des Rémunérations, du Comité de la Stratégie et du Comité des Questions Stratégiques Sensibles

Nombre d'actions détenues : 124

Date de première nomination : 2 mai 2016 ⁽¹⁾

Date de début du mandat en cours : 24 septembre 2020 ⁽²⁾

**Date d'échéance du mandat en cours : ratification de la cooptation
(jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022)
proposée à l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021**

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Guillemette Picard est Directrice technologie santé chez Nabla, société qu'elle a rejointe en septembre 2018. Nabla est une jeune entreprise innovante dédiée à l'accélération du développement de l'intelligence artificielle dans la santé.

Elle a plus de 15 ans d'expérience en science de la donnée et dans le financement de nouvelles technologies pour différents secteurs industriels.

Précédemment, elle dirigeait le département d'intelligence artificielle d'Allianz en France. De 2013 à 2017, elle était Directrice d'investissement dans le fonds Engie New Ventures. Elle a participé à la création de ce fonds corporate de capital-risque et mené les investissements stratégiques dans les secteurs du digital et de la mobilité. De 2010 à 2013, elle fut experte industrielle à la Banque européenne, finançant le développement de nouvelles technologies dans l'énergie. De 2004 à 2010, elle a travaillé pour Schlumberger où elle a occupé diverses fonctions en Europe et aux États-Unis, liées au développement de capteurs et de modèles de *data sciences*. Elle a déposé quatre brevets dans ces domaines.

Guillemette Picard a un diplôme d'ingénieur de l'École polytechnique et un doctorat en physique statistique.

FONCTION PRINCIPALE EXERCÉE EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ

- Directrice technologie santé de Nabla (France).

AUTRES MANDATS DANS LES SOCIÉTÉS DU GROUPE EN COURS

N/A

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE EN COURS

- Administratrice de CLS (France).

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE AYANT EXPIRÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

N/A.

* Chemin des Franques – Parc Technologique des Fontaines – 38190 Bernin.

(1) Désignation comme représentante permanente de CEA Investissement, administrateur, constatée le 2 mai 2016 par le Conseil d'administration, faisant suite à la nomination de Christophe Gegout comme administrateur en nom propre et à la fin corrélative de sa fonction de représentant permanent de CEA Investissement.

(2) Nomination par voie de cooptation décidée par le Conseil d'administration réuni le 24 septembre 2020, pour la durée du mandat restant à courir de CEA Investissement, démissionnaire. La ratification de la cooptation sera soumise au vote de nos actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021.

**56 ans****Adresse professionnelle *
soitec****Compétences**
International
Industrie
TMT
Direction Générale**Comités**
Membre du Comité
de la Stratégie
Membre du Comité
des Nominations
et de la Gouvernance
Membre du Comité
des Rémunérations**Ancienneté
au Conseil**
2 ans**Taux d'assiduité
au Conseil et dans
les comités sur
l'exercice 2020-2021**
100 %

Kai Seikku

**Membre du Comité de la Stratégie, du Comité des Nominations et de la Gouvernance
et du Comité des Rémunérations**

Nombre d'actions détenues : 2 000

Date de première nomination : 6 mai 2019 ⁽¹⁾

Date de début du mandat en cours : 26 juillet 2019

**Date d'échéance du mandat en cours : Assemblée Générale appelée à statuer
sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022**

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2010, Kai Seikku est Président-Directeur général d'Okmetic Oy, l'un des principaux fournisseurs mondiaux de plaques de silicium, spécialisé dans la production de plaques sur mesure et à haute valeur ajoutée pour MEMS, capteurs, semi-conducteurs discrets et circuits analogiques.

Depuis le rachat d'Okmetic Oy en 2016 par le groupe NSIG, une holding industrielle spécialisée dans les matériaux semi-conducteurs et dans le développement de leur écosystème, il est également Vice-Président exécutif du groupe NSIG.

En parallèle, il est administrateur au sein des Conseils d'Inderes Oy (depuis 2016) et de verkkokauppa.com (depuis 2013). Il est également conseiller industriel chez Intera Partners, une entreprise de *private equity* (depuis 2013).

Kai Seikku bénéficie de plus de 20 ans d'expérience à la Direction générale d'entreprises. Il est administrateur de sociétés depuis plus de 20 ans.

Avant de rejoindre Okmetic Oy, il a travaillé dans le secteur alimentaire en tant que Directeur général de HKScan Corporation (de 2005 à 2009), ainsi que dans le secteur du marketing en tant que Directeur régional de McCann-Erickson pour la Finlande (de 2002 à 2005) et Directeur général de Hasan & Partners (de 1999 à 2005).

Kai Seikku a commencé sa carrière en tant que consultant pour Bossard Consultants (Gemini Consulting) (de 1991 à 1993) puis pour le Boston Consulting Group (de 1993 à 1999) où il a occupé le poste de Directeur de projet pour la Finlande et la Suède.

Kai Seikku est titulaire d'un master d'économie d'Aalto University (Helsinki).

FONCTION PRINCIPALE EXERCÉE EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ

- Président-Directeur général d'Okmetic Oy (Finlande) ;
- Vice-Président exécutif de National Silicon Industry Group (NSIG) (Chine).

AUTRES MANDATS DANS LES SOCIÉTÉS DU GROUPE EN COURS

N/A

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE EN COURS

- Administrateur d'Inderes Oy (Finlande) ;
- Administrateur de Verkkokauppa.com ** (Finlande).

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE AYANT EXPIRÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

- Administrateur de Robit Oyj ** (Finlande) (2018-2020) ;
- Administrateur de Zing Semiconductor Corporation ** (Chine) (juillet 2016-décembre 2017) ;
- Administrateur de la Fédération des Industries Technologiques Finnoises (Finlande) (janvier 2012-décembre 2018) ;
- Vice-Président du Conseil de l'Université des Arts d'Helsinki (janvier 2015-décembre 2017).

* Chemin des Franques – Parc Technologique des Fontaines – 38190 Bernin.

** Société cotée.

(1) Nomination par cooptation par décision du Conseil d'administration du 6 mai 2019 pour la durée restant à courir du mandat de Nabeel Gareeb, démissionnaire, à compter du 27 mars 2019. La ratification de la nomination et le renouvellement du mandat ont été votés lors de l'Assemblée Générale du 26 juillet 2019.

**51 ans****Adresse
professionnelle *
soitec****Compétences**
Finance
RSE/RH
TMT
Gouvernance/Juridique**Comités**
Membre du Comité
d'Audit et des Risques
Membre du Comité
de la Stratégie
Membre du Comité
des Questions
Stratégiques Sensibles**Ancienneté
au Conseil**
6 ans**Taux d'assiduité
au Conseil et dans
les comités sur
l'exercice 2020-2021**
91,67 %

Thierry Sommelet

Membre du Comité d'Audit et des Risques, du Comité de la Stratégie et du Comité des Questions Stratégiques Sensibles

Nombre d'actions détenues : 0 ⁽¹⁾

Date de première nomination : 20 avril 2015

Date de début du mandat en cours : 26 juillet 2019

**Date d'échéance du mandat en cours : Assemblée Générale appelée
à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022**

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Thierry Sommelet est Directeur, membre du Comité de Direction et Responsable Technologie, Média et Télécom du Capital Développement de Bpifrance, la branche de financement privé de la Banque publique d'investissement (anciennement connue sous le nom de Fonds stratégique d'investissement, ou « FSI »). Il dispose d'une expérience de près de 20 ans en matière de financements privé et public dans les secteurs de la technologie, des médias et des télécommunications.

Il est également membre de Conseils d'administration ou de surveillance de plusieurs sociétés du secteur technologique, médias et télécoms, dont certaines sont cotées en France ou aux États-Unis.

Thierry Sommelet a commencé sa carrière sur les marchés de capitaux au Crédit Commercial de France en 1992 à Paris, puis à New York.

Après avoir été Responsable de l'équipe d'ingénieurs financiers chez Renaissance Software (groupe Sungard) à Los Altos puis Directeur général adjoint d'InfosCE en 2001, il rejoint le Service investissements et participations numériques de la Caisse des Dépôts et Consignations en 2002, dont il prend la tête en 2007.

Après avoir rejoint le Fonds stratégique d'investissement en 2009, Thierry Sommelet a intégré les équipes de Bpifrance Investissement lors de sa création en 2013.

Thierry Sommelet est diplômé de l'École nationale des ponts et chaussées, et titulaire d'un MBA à l'INSEAD.

FONCTION PRINCIPALE EXERCÉE EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ

- Directeur, membre du Comité de Direction et Responsable Technologie, Média et Télécom du Capital Développement chez Bpifrance (France).

AUTRES MANDATS DANS LES SOCIÉTÉS DU GROUPE EN COURS

N/A

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE EN COURS

- Administrateur de :
 - Worldline Group ** (France) (depuis novembre 2020),
 - Talend ** (France),
 - Tyrol Acquisition 1 S.C.A. (Luxembourg) ;
- Représentant permanent de :
 - Bpifrance Participations, administrateur d'Orange SA ** (France) (depuis janvier 2021),
 - Bpifrance Participations, administrateur de Technicolor ** (France) (depuis janvier 2017),
 - Bpifrance Investissement, administrateur d'Idemia (France) (depuis juin 2017).

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE AYANT EXPIRÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

- Administrateur de Groupe Ingenico ** (France) (jusqu'en 2020) ;
- Président du Conseil de surveillance de Greenbureau SA (France) (jusqu'en 2020) ;
- Membre du Conseil de surveillance de Sipartech (France) (jusqu'en août 2016) ;
- Représentant permanent de :
 - Bpifrance Investissement, membre du Conseil de surveillance de Mersen ** (France) (jusqu'en mai 2018),
 - Bpifrance Participations, membre du Conseil de surveillance d'Inside Secure ** (France) (jusqu'en décembre 2016).

* Chemin des Franques – Parc Technologique des Fontaines – 38190 Bernin.

** Société cotée.

(1) Thierry Sommelet est nommé administrateur sur proposition de Bpifrance Participations qui détient 3 636 007 actions. Conformément au pacte d'actionnaires conclu le 7 mars 2016, tel qu'amendé le 29 avril 2016, Bpifrance Participations est habilitée à proposer deux membres du Conseil d'administration. En tant que salarié de Bpifrance, Thierry Sommelet n'est pas autorisé à détenir directement des actions de Soitec, ni à percevoir une quelconque rémunération au titre de sa fonction d'administrateur de Soitec.

**61 ans****Adresse professionnelle ***
soitec**Compétences**
Finance
International
Industrie
TMT
Direction Générale**Comités**
Membre du Comité
d'Audit et des Risques**Ancienneté
au Conseil**
2 ans**Taux d'assiduité
au Conseil et dans
les comités sur
l'exercice 2020-2021**
100 %

Jeffrey Wang

Membre du Comité d'Audit et des Risques

Nombre d'actions détenues : 0

Date de première nomination : 6 mai 2019 ⁽¹⁾

Date de début du mandat en cours : 26 juillet 2019

Date d'échéance du mandat en cours : Assemblée Générale appelée à statuer
sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2016, Jeffrey Wang est Directeur général de Shanghai Simgui Technology Co. Ltd. (Simgui), partenaire historique de Soitec et l'un des principaux fournisseurs mondiaux de plaques de silicium sur isolant (SOI), de plaques épitaxiales (EPI) personnalisées et de solutions pour l'industrie des semi-conducteurs. Depuis mars 2019, il est Vice-Président exécutif du groupe NSIG, une holding industrielle spécialisée dans les matériaux semi-conducteurs et dans le développement de leur écosystème, dont Simgui fait partie.

Il est expert dans le secteur des semi-conducteurs et bénéficie de 30 ans d'expérience en R&D, production, opérations et gestion d'entreprise.

Avant de rejoindre Simgui, Jeffrey Wang a été Vice-Président des Opérations (de 2008 à 2012) puis Président-Directeur général (de 2012 à 2015) d'Advanced Semiconductor Manufacturing Corporation (ASMC), un leader parmi les fonderies de semi-conducteurs analogiques (de 2008 à 2015).

Auparavant, il a exercé en tant que Directeur général de ANADIGICS China Corporation (de 2007 à 2008), Vice-Président des Opérations de Shanghai Belling Corporation (de 2006 à 2007), ainsi que Manager Senior et Assistant Spécial du Vice-Président Senior des Opérations de Semiconductor Manufacturing International Corporation (SMIC) (de 2001 à 2006).

Jeffrey Wang a commencé sa carrière dans la Silicon Valley en tant qu'ingénieur pour Vishay Siliconix (de 1995 à 2000) puis Maxim Integrated Products (de 2000 à 2001).

Jeffrey Wang est titulaire d'un Bachelor de physique et d'un doctorat de chimie physique de Fudan University de Shanghai, suivi d'un post-doctorat de physique appliquée de Harvard University.

FONCTION PRINCIPALE EXERCÉE EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ

- Administrateur et Directeur général de Shanghai Simgui Technology Co. Ltd. (Chine)
- Vice-Président exécutif de National Silicon Industry Group (NSIG) (Chine)

AUTRES MANDATS DANS LES SOCIÉTÉS DU GROUPE EN COURS

N/A

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE EN COURS

N/A

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE AYANT EXPIRÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

- Administrateur de Okmetic Oy (Finlande) (juillet 2016-janvier 2018)

* Chemin des Franques – Parc Technologique des Fontaines – 38190 Bernin.

(1) Nomination par voie de cooptation par décision du Conseil d'administration du 6 mai 2019 pour la durée restant à courir du mandat de Weidong (Leo) Ren, démissionnaire, décidée sous condition suspensive de la confirmation écrite de la démission de Weidong (Leo) Ren. La date de début effective du mandat correspond au jour de la confirmation écrite de la démission de Weidong (Leo) Ren, savoir le 7 mai 2019. La ratification de la nomination et le renouvellement du mandat ont été votés lors de l'Assemblée Générale du 26 juillet 2019.

**56 ans****Adresse
professionnelle ***
soitec**Compétences**
Finance
International
Industrie
TMT
Direction Générale**Comités**
Membre du Comité
d'Audit et des Risques
Membre du Comité
des Rémunérations
Membre du Comité
de la Stratégie**Ancienneté
au Conseil**
2 ans**Taux d'assiduité
au Conseil et dans
les comités sur
l'exercice 2020-2021**
93,15 %

Shuo Zhang

Administratrice indépendante**Membre du Comité d'Audit et des Risques, Comité des Rémunérations et du Comité de la Stratégie****Nombre d'actions détenues : 0****Date de première nomination : 26 juillet 2019****Date de début du mandat en cours : 26 juillet 2019****Date d'échéance du mandat en cours : renouvellement du mandat
proposé à l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021**

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Shuo Zhang est Directrice associée et Directrice générale de Renascia Partners LLC depuis juillet 2015, Consultante associée de Benhamou Global Ventures depuis février 2016 et Cheffe de projet associée d'Atlantic Bridge Capital depuis janvier 2018.

Depuis 2017, elle est également administratrice au sein du Conseil de Grid Dynamics et administratrice dirigeante de Telink Semiconductor Corp. En 2019, elle a rejoint le Conseil d'administration de PDF Solutions Corp.

Shuo Zhang bénéficie de plus de 25 ans d'expérience en Direction d'entreprises, marketing, ventes et développement commercial stratégique dans le secteur des semi-conducteurs.

Elle a occupé divers postes de management au sein de Cypress Semiconductors (de 2007 à 2015), Silicon Light Machines (de 2006 à 2007), Agilent Technologies (de 2000 à 2006), Altera (de 1998 à 2000), Quester Technologies (de 1996 à 1998) and LSI Logic (de 1994 à 1996).

Auparavant, elle a commencé sa carrière en tant qu'assistante de recherche pour Penn State University (de 1990 à 1994) et la Chinese Academy of Sciences (de 1987 à 1989).

Shuo Zhang est titulaire d'un *Master of science* en ingénierie de Penn State University (États-Unis), d'un *Bachelor of science* en ingénierie électrique de Zhejiang University (Chine) et d'un diplôme d'*executive management* de Stanford University (États-Unis).

FONCTION PRINCIPALE EXERCÉE EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ

- Directrice associée et Directrice générale de Renascia Partners LLC (États-Unis) ;
- Consultante associée de Benhamou Global Ventures (États-Unis) ;
- Cheffe de projet associée d'Atlantic Bridge Capital (États-Unis).

AUTRES MANDATS DANS LES SOCIÉTÉS DU GROUPE EN COURS

N/A

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE EN COURS

Administratrice de Grid Dynamics (États-Unis) ;
Administratrice de PDF Solutions Corp ** (États-Unis) ;
Administratrice dirigeante de Telink Semiconductor Corp. (Chine).

MANDATS EN DEHORS DU GROUPE AYANT EXPIRÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

- Administratrice d'Ampleon (Pays-Bas) (octobre 2015-décembre 2017).

* Chemin des Franques – Parc Technologique des Fontaines – 38190 Bernin.

** Société cotée.

4.1.3.2 Principes généraux régissant la composition de notre Conseil

A. Dispositions légales et conventionnelles

La composition du Conseil d'administration est régie par les articles L. 225-17 et suivants du Code de commerce.

Les statuts de notre Société (cf. paragraphe 9.1.2 *Statuts* du présent Document d'Enregistrement Universel) ainsi que le règlement intérieur de notre Conseil d'administration prévoient des règles complémentaires.

Le pacte d'actionnaires conclu en date du 7 mars 2016 et amendé le 29 avril 2016 entre nos trois « investisseurs stratégiques », Bpifrance Participations, CEA Investissement, et NSIG Sunrise S.à.r.l., et dont le terme prévu est à l'issue de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021, contient également des stipulations spécifiques relatives à la gouvernance de notre Société (cf. paragraphe 4.1.3.2 F *Représentation de Bpifrance Participations, CEA Investissement et NSIG Sunrise S.à.r.l., nos « investisseurs stratégiques »* du présent Document d'Enregistrement Universel).

B. Durée des mandats

La durée des mandats des membres du Conseil d'administration est de trois années expirant à l'issue de l'Assemblée Générale de nos actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, et tenue la même année que celle au cours de laquelle expirent les mandats en question.

Les membres de notre Conseil d'administration sont toujours rééligibles.

C. Secrétaire du Conseil

Aux termes de l'article 14 de nos statuts et de l'article 2 a) du règlement intérieur de notre Conseil d'administration, le Conseil peut nommer, sur proposition de son Président un-e secrétaire, même en dehors de ses membres.

Dans l'hypothèse où la ou le Secrétaire du Conseil n'est pas membre du Conseil, elle ou il est tenu-e par les mêmes obligations de confidentialité que les autres membres du Conseil. La ou le Secrétaire du Conseil reste en fonction pendant une période déterminée par notre Conseil d'administration et peut être remplacé-e sur une simple décision du Conseil d'administration.

D. Sélection des candidatures

Conformément à l'article 1 a) du règlement intérieur de notre Conseil d'administration, ce dernier doit s'efforcer de proposer à nos actionnaires la désignation de membres ayant des compétences industrielles et/ou comptables et financières. En outre, leurs profils et leurs compétences doivent répondre aux besoins de notre Société et aux exigences de la réglementation ainsi que, dans la mesure du possible, aux recommandations du Code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise.

Aux termes de l'article 1 b) du même règlement intérieur, la limite d'âge pour exercer les fonctions d'administrateur-rices au sein de notre Société est fixée à 74 ans.

Notre Conseil d'administration s'appuie sur les travaux du Comité des Nominations et de la Gouvernance pour proposer à l'Assemblée Générale toute nouvelle nomination ou cooptation d'administrateur-rices. Conformément à ses missions, le Comité des Nominations et de la Gouvernance met en place une procédure destinée à sélectionner nos futur-es administrateur-rices indépendant-es. Conformément au Code AFEP-MEDEF, notre Conseil d'administration s'appuie en particulier sur les travaux de ce Comité en matière d'autoévaluation lorsqu'il identifie de nouvelles candidatures ou qu'il propose des renouvellements de mandats. Ce processus permet de garantir une diversité équilibrée en matière de représentativité des femmes et des hommes, de nationalités, d'âges, de compétences et d'expérience.

Le Comité des Nominations et de la Gouvernance formule des propositions au Conseil d'administration, le cas échéant avec l'appui d'un cabinet externe, quant à la sélection de nouvelles personnes pouvant rejoindre notre Conseil d'administration, à leur cooptation, à leur nomination ou à leur renouvellement.

E. Indépendance

Selon l'article 1 a) du règlement intérieur de notre Conseil d'administration, ce dernier doit faire ses meilleurs efforts pour que, sa composition, notamment le nombre de membres indépendant-es, soit en ligne avec les recommandations du Code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise.

Chaque année, notre Conseil d'administration procède, avant l'Assemblée Générale statuant sur les comptes et sur la base des recommandations du Comité des Nominations et de la Gouvernance établies au regard notamment des recommandations du Code AFEP-MEDEF, à une évaluation de l'indépendance de chacun de membres (au regard des critères qu'il aura retenus, des circonstances particulières et de la situation de la personne intéressée). Les conclusions de cet examen figurent au paragraphe 4.1.3.5 *Conclusions sur l'indépendance des membres de notre Conseil d'administration* du présent Document d'Enregistrement Universel.

Lors de chaque nomination/renouvellement de mandat, les grandes lignes du parcours professionnel du candidat ou de la candidate, ainsi que les conclusions de notre Conseil d'administration quant à son indépendance, sont portées à la connaissance de l'Assemblée Générale amenée à se prononcer sur sa désignation/son renouvellement.

Au cours de l'exercice 2020-2021, le taux d'indépendance au sein de notre Conseil est resté stable (cf. paragraphe 4.1.3.5, *Conclusions sur l'indépendance des membres de notre Conseil d'administration* du présent Document d'Enregistrement Universel).

F. Représentation de Bpifrance Participations, CEA Investissement et NSIG Sunrise S.à.r.l., nos « investisseurs stratégiques »

Notre Société s'est engagée, aux termes du pacte d'actionnaires du 7 mars 2016 et amendé le 29 avril 2016, à présenter les résolutions nécessaires au vote de nos actionnaires afin que chacun de nos trois « investisseurs stratégiques » bénéficie de :

- deux représentant-es au Conseil d'administration, pour autant que sa participation soit supérieure ou égale à 10 % de notre capital social ; ou
 - un-e représentant-e au Conseil d'administration, pour autant que sa participation soit comprise entre 5 % et 10 % de notre capital social,
- et ce jusqu'au terme du pacte d'actionnaires, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021.

À cette fin, nos trois « investisseurs stratégiques » ont chacun consenti à voter en faveur desdites résolutions.

Par ailleurs, chacun de nos trois « investisseurs stratégiques » s'est engagé à ce que l'une des personnes, membres du Conseil d'administration, identifiées comme lui étant liées démissionne de ses fonctions si la participation de l'« investisseur stratégique » en question venait à être inférieure à 10 % de notre capital social. L'autre membre du Conseil d'administration identifié-e comme lui étant lié-e devra faire de même si sa participation venait à être inférieure à 5 % de notre capital social.

Au 9 juin 2021, les membres de notre Conseil d'administration représentant nos trois « investisseurs stratégiques » ou désigné-es sur leur proposition étaient :

- pour la société Bpifrance Participations : la société Bpifrance Participations elle-même, représentée par Sophie Paquin, et Thierry Sommelet ;
- pour la société CEA Investissement : Guillemette Picard ;
- pour NSIG Sunrise S.à.r.l. : Kai Seikku et Jeffrey Wang.

À la connaissance de la Société, le pacte d'actionnaires prendra fin, conformément à son terme, à l'issue de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021.

G. Notre politique de diversité

1. Objectifs

Au-delà des différentes règles applicables à sa composition, notre Conseil d'administration s'attache à la diversité des profils de ses membres au regard de critères tels que la représentation des femmes et des hommes, la nationalité, l'âge ou les qualifications et expériences professionnelles.

Leurs qualités et leur éthique sont également au cœur des préoccupations de notre Conseil lorsqu'il s'interroge sur l'équilibre souhaitable de sa composition et de celle de ses Comités. Les membres de notre Conseil d'administration doivent faire preuve d'intégrité, de compétence, de proactivité, d'assiduité et d'implication, et également faire preuve de fortes capacités de jugement et d'anticipation pour exercer leurs missions efficacement et en toutes circonstances dans notre intérêt social.

Par ailleurs, leur motivation à promouvoir notre création de valeur à long terme et à s'associer à la détermination de nos orientations stratégiques est essentielle dans notre contexte de forte croissance et de globalisation.

Rigueur et disponibilité sont des qualités indispensables à chacun-e des membres de notre Conseil d'administration, compte tenu du volume et de la fréquence des réunions du Conseil d'administration et de ses Comités.

Notre Conseil d'administration contrôle également l'indépendance de chacun-e de ses membres et de ses processus. Il adhère également au Code AFEP-MEDEF et à sa recommandation selon laquelle les sociétés au capital dispersé et dépourvues d'actionnaires de contrôle doivent faire valoir un taux d'indépendance de plus de 50 %. Dans ce cadre, notre Conseil d'administration évalue les candidats administrateurs tant sous cet angle que pour maximiser leur contribution dans l'intérêt de notre Société.

Tous ces objectifs sont rappelés dans le règlement intérieur du Conseil d'administration.

Paul Boudre est le seul administrateur qui soit également un dirigeant mandataire social de la Société.

2. Résultats

À la suite d'évolutions intervenues au cours des trois derniers exercices, notre Conseil est actuellement composé de six femmes et de huit hommes (cf. ci-après *Focus sur la représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein de notre Conseil*).

Le taux d'indépendance est resté stable à environ 42 % (cf. paragraphe 4.1.3.5 *Conclusions sur l'indépendance des membres de notre Conseil d'administration* du présent Document d'Enregistrement Universel).

Notre Conseil d'administration comprend actuellement cinq nationalités différentes : aux côtés de neuf Français-es se trouvent deux Américain-es, une Belge, un Japonais et un Finlandais.

Le taux d'assiduité global moyen aux réunions du Conseil et des Comités pour l'exercice 2020-2021 est de 97,69 %.

Les membres de notre Conseil d'administration, dont la moyenne d'âge est de 53 ans, bénéficient d'expériences fortes et diversifiées, n'ont pas d'expertise transversales et complémentaires, telles que décrites au paragraphe 4.1.3.1 *Composition actuelle de notre Conseil d'administration* du présent Document d'Enregistrement Universel.

3. Focus sur la représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein de notre Conseil

La composition de notre Conseil d'administration est conforme aux dispositions des articles L. 225-17, et L. 225-18-1 du Code de commerce et en particulier à l'obligation que la proportion des membres de chaque sexe ne soit pas inférieure à 40 %.

Hormis les deux membres de notre Conseil représentant le personnel salarié qui, conformément à l'article L. 225-27-1 du Code de commerce, n'entrent pas dans le décompte, notre Conseil d'administration est composé de 12 membres dont cinq administratrices, ce qui représente une proportion de femmes d'environ 42 %. En outre, le Comité des Rémunérations et le Comité des Nominations et de la Gouvernance sont majoritairement composés d'administratrices, ce dernier étant présidé par une femme.

H. Censeur-se – Absence de censeur

Notre Conseil d'administration peut comporter un censeur en application de l'article 12.4 de nos statuts.

Nommé-e par l'Assemblée Générale, le censeur a un mandat de deux ans qui est toujours renouvelable. 70 ans est la limite d'âge pour exercer cette fonction.

Le censeur reçoit les convocations aux séances du Conseil d'administration et prend part aux délibérations avec voix consultative.

Sa fonction peut être rémunérée dans les mêmes conditions que les membres du Conseil d'administration si notre Conseil d'administration le décide.

Depuis la fin du mandat de censeur de Sébastien Blot, intervenue à l'issue de l'Assemblée Générale du 25 juillet 2016, notre Conseil d'administration ne comporte pas de censeur.

I. Représentation du personnel salarié

Membres du Conseil d'administration représentant le personnel salarié

Depuis l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020, notre Société a mis à jour ses statuts, conformément aux dispositions de l'article L. 225-27-1 du Code de commerce, afin de déterminer les conditions de désignation des membres de notre Conseil d'administration représentant le personnel salarié.

En effet, à la clôture de l'exercice 2019-2020, le nombre de salarié-es permanent-es bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée au sein de l'une des sociétés françaises de notre Groupe a dépassé, pendant deux exercices consécutifs, le seuil de 1 000 (à savoir, environ 1 262 pour l'exercice 2018-2019 et 1 364 pour l'exercice 2019-2020).

La loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et à la transformation des entreprises, dite loi PACTE, a abaissé de 12 à huit membres le seuil à partir duquel il est obligatoire de désigner deux membres du Conseil d'administration représentant le personnel salarié. Compte tenu de la composition de notre Conseil d'administration (12 membres), nous devons donc désigner deux membres du Conseil représentant le personnel salarié à la suite de la modification des statuts.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-27-1, du Code de commerce, lorsqu'au moins deux membres représentant le personnel salarié sont à désigner, les sociétés peuvent opter entre les modalités de désignation suivantes :

(i) l'un-e de ces administrateur-ices est désigné-e par :

- une élection auprès des personnels salariés de notre Société et de ses filiales, directes et indirectes, dont le siège social est fixé sur le territoire français, ou
- le Comité de Groupe prévu à l'article L. 2331-1 du Code du travail, le comité central d'entreprise ou le Comité d'Entreprise de notre Société selon le cas, ou
- l'organisation syndicale ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour des élections mentionnées aux articles L. 2122-1 et L. 2122-4 du Code du travail dans notre Société et ses filiales, directes ou indirectes, dont le siège social est fixé sur le territoire français ; et

(ii) le Comité d'Entreprise européen du Groupe, s'il existe, désigne l'autre administrateur-ice, étant précisé que notre Groupe ne dispose pas de Comité d'Entreprise européen.

L'article 12 paragraphe 5 de nos statuts prévoit que :

- lorsqu'il faut nommer à notre Conseil d'administration deux membres représentant le personnel salarié, cette désignation est faite par les deux organisations syndicales ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour des élections mentionnées aux articles L. 2122-1 et L. 2122-4 du Code du travail dans la Société et ses filiales, directes ou indirectes, dont le siège social est situé sur le territoire français ; et
- lorsqu'il est nécessaire de nommer un seul membre, la désignation est effectuée par le Comité de Groupe (ou, à défaut de Comité de Groupe, par le Comité Social et Économique de la Société).

En application des dispositions légales et statutaires susmentionnées, les organisations syndicales ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour des élections mentionnées aux articles L. 2122-1 et L. 2122-4 du Code du travail ont été chargées de la désignation. Le syndicat Métallurgie Isère CFE-CGC a désigné Didier Landru le 18 janvier 2021 et le syndicat CGT a désigné Wissème Allali le 22 janvier 2021.

Sous réserve des dispositions légales qui leur sont spécifiquement applicables, les membres du Conseil d'administration représentant le personnel salarié ont les mêmes droits, sont tenus aux mêmes obligations et ont les mêmes responsabilités que les autres membres du Conseil d'administration. Cependant, ayant des fonctions opérationnelles au sein de notre Groupe, ils ne sont pas éligibles à une rémunération spécifique en tant que membres du Conseil d'administration conformément à l'article 12 de nos statuts.

Représentation du Comité Social et Économique

Des personnes représentant notre Comité Social et Économique assistent avec voix consultative à toutes les séances du Conseil d'administration. À compter du 1^{er} janvier 2020, à la suite de la mise en place du Comité Social et Économique remplaçant le Comité d'Entreprise, les personnes suivantes ont été désignées pour représenter le Comité Social et Économique auprès du Conseil d'administration de la Société, assistant à toutes ses séances avec voix consultative, conformément à l'article L. 2312-72 du Code du travail :

- Christophe Alfano, collègue ouvrier et employé ;
- Laurent Georgeon, collègue technicien ;
- Fabrice Lallement, collègue ingénieur et cadre ;
- Kamel Mouhad, collègue ouvrier et employé ; et
- Yan Vernet, collègue ingénieur et cadre.

Suite à la désignation, les 18 janvier 2021 et 22 janvier 2021, de deux membres de notre Conseil d'administration représentant le personnel salarié, le 25 février 2021, les cinq personnes qui représentaient le Comité Social et Économique auprès de notre Conseil d'administration ont été remplacées par les deux personnes suivantes, conformément aux dispositions de l'article L. 2312-75 du Code du travail et à la décision du Conseil d'administration du 31 mars 2021 d'accueillir deux personnes représentant le Conseil Social et Économique au lieu d'une seule, comme l'impose la loi :

- Éric Laho, technicien, collègue technicien ; et
- Arnaud Hénault, collègue ingénieur et cadre.

4.1.3.3 Évolution de la composition de notre Conseil d'administration depuis l'ouverture de l'exercice 2020-2021 et jusqu'au 31 mars 2021

Au 1^{er} avril 2020, notre Conseil d'administration était composé de 12 membres. Au 31 mars 2021, il est composé de 14 membres puisque deux administrateurs représentant les salariés l'ont rejoint.

Plusieurs évolutions dans sa composition ont eu lieu depuis le 1^{er} avril 2020.

A. Démission de CEA Investissement et cooptation de Guillemette Picard

Pour rappel, conformément aux stipulations du pacte d'actionnaires du 7 mars 2016, tel qu'amendé le 29 avril 2016, notre Société s'est engagée à présenter les résolutions nécessaires au vote de nos actionnaires afin que nos trois « investisseurs stratégiques » (Bpifrance Participations, CEA Investissement et NSIG Sunrise S.à.r.l.) soient représentés par une ou deux personnes au Conseil d'administration (selon que leur niveau de participation au capital de notre Société est supérieur ou égal ou inférieur au seuil de 10 % ou de 5 % du capital social de notre Société).

Comme nous l'avons annoncé lors d'un communiqué de presse, le 4 août 2020 dernier (*Précisions concernant la composition du Conseil d'administration de Soitec suite au passage de CEA Investissement sous le seuil des 10 % du capital*), suite au franchissement à la baisse du seuil de 10 % du capital social de notre Société par CEA Investissement, cette dernière ne comptait plus qu'une seule représentante au Conseil d'administration, en la personne de CEA Investissement (représentée par Guillemette Picard).

Nous avons également précisé à cette occasion que Christophe Gegout, qualifié d'administrateur indépendant lors de la réunion du Conseil d'administration du 10 juin 2020, n'était plus représentant en son nom propre de CEA Investissement au sein du Conseil d'administration de Soitec mais conservait son poste et sa qualité d'administrateur indépendant et que le terme de son mandat restait inchangé.

Lors de la réunion de notre Conseil d'administration du 24 septembre 2020 (sur la base d'une recommandation du Comité des Nominations et de la Gouvernance et conformément aux stipulations du pacte d'actionnaires), Guillemette Picard a été cooptée en qualité de membre non indépendante du Conseil d'administration en remplacement de la société CEA Investissement, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de cette dernière, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Guillemette Picard a été désignée par le Conseil d'administration comme membre de l'ensemble des cinq Comités du Conseil.

La nomination de Guillemette Picard en qualité de membre du Conseil d'administration sera soumise à ratification de nos actionnaires à l'occasion de la prochaine Assemblée Générale du 28 juillet 2021.

B. Nomination de Didier Landru et Wissème Allali en qualité de membres du Conseil d'administration représentant le personnel salarié

Respectivement le 18 janvier 2021 et le 22 janvier 2021, Didier Landru et Wissème Allali ont été nommés à notre Conseil d'administration en qualité de membres représentant le personnel salarié (cf. paragraphe 4.1.3.2 *Représentation du personnel salarié* du présent Document d'Enregistrement Universel), portant ainsi le nombre de membres de notre Conseil d'administration à 14.

Conformément à l'article 12 de nos statuts, Didier Landru et Wissème Allali ont été nommés pour une durée de trois ans, leur mandat prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2024.

Wissème Allali a rejoint le service qualité de Soitec en 2011 dans la continuité d'une carrière de qualicienne dans différents secteurs. Elle a été promue ingénieure en 2018, à la suite d'un master en amélioration continue et en excellence opérationnelle. Par ailleurs, Wissème Allali a exercé un mandat de représentation du personnel au sein du CHSCT de notre Société de 2013 à 2015.

Didier Landru est *senior expert* au sein du département innovation de Soitec où il a occupé différentes fonctions en R&D depuis 15 ans, après une première expérience dans un grand groupe de l'industrie des semi-conducteurs. Didier Landru est ingénieur en génie des matériaux de Grenoble INP-Phelma et a obtenu son doctorat en 2000 à l'université de Grenoble-Alpes, en collaboration avec l'université de Cambridge. Par ailleurs, Didier Landru a été à plusieurs reprises représentant du personnel et représentant syndical au sein de différentes instances représentatives du personnel.

Lors de la réunion de notre Conseil d'administration du 9 juin 2021 (sur la base d'une recommandation du Comité des Nominations et de la Gouvernance) Wissème Allali a été nommé au Comité des rémunérations et Didier Landru a été nommé au Comité de la stratégie, étant précisé que, préalablement à ces nominations, Didier Landru et Wissème Allali avaient été invités à assister, en mars, mai et en juin, à trois réunions du Comité des Rémunérations et deux réunions du Comité de la Stratégie.

4.1.3.4 Évolution de la composition de notre Conseil à venir

Les mandats d'Éric Meurice, Président et membre indépendant du Conseil d'administration, et de Satoshi Onishi, membre non indépendant du Conseil d'administration, arrivent à échéance à la prochaine Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2021. Lors de sa réunion du 31 mars 2021 (sur la base d'une recommandation du Comité des Nominations et de la Gouvernance), notre Conseil d'administration a décidé de proposer le renouvellement de leur mandat à cette occasion.

Le Conseil d'administration a notamment relevé à cet égard :

- qu'Éric Meurice, membre indépendant de notre Conseil d'administration depuis le 26 juillet 2018 qui en assure la présidence depuis le 27 mars 2019 et préside son Comité Stratégique et son Comité des Rémunérations, jouit notamment d'une bonne connaissance du secteur dans lequel intervient notre Groupe ; et
- que Satoshi Onishi, membre non indépendant de notre Conseil d'administration depuis le 10 juillet 2015, fait partie du groupe Shin-Etsu, lequel est un acteur clé de notre chaîne d'approvisionnement, et a une bonne compréhension des enjeux et défis de notre Groupe et particulièrement du marché asiatique.

Enfin, compte tenu du nombre significatif de mandats arrivant à leurs termes lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022 et afin d'initier un renouvellement plus harmonieux des mandats des membres du Conseil d'administration conformément aux recommandations du Code AFEP-MEDEF, Françoise Chombar et Shuo Zhang ont démissionné, avec effet à l'issue de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021, de leurs fonctions d'administratrices qu'elles occupaient depuis l'Assemblée Générale du 26 juillet 2019.

Lors de sa réunion du 9 juin 2021 (sur la base d'une recommandation du Comité des Nominations et de la Gouvernance), notre Conseil d'administration a décidé de proposer le renouvellement de leur mandat respectif à cette occasion pour une durée de trois ans (conformément à l'article 12.2 des statuts de notre Société), expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 mars 2024. Le Conseil d'administration a notamment relevé à cet égard qu'elles sont toutes deux des membres indépendants de notre Conseil d'administration depuis le 26 juillet 2019.

Le détail des éléments biographiques de Françoise Chombar et Shuo Zhang figure au paragraphe 4.1.3.1 B *Fiches individuelles synthétiques des membres de notre Conseil d'administration en fonction* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

4.1.3.5 Conclusion sur l'indépendance des membres de notre Conseil d'administration

A. Analyse du Comité des Nominations et de la Gouvernance

Conformément aux recommandations des paragraphes 6.2, 9.4 et 10 du Code AFEP-MEDEF, notre Conseil d'administration procède annuellement à une évaluation de sa composition, de son organisation et de son fonctionnement, ainsi que de ceux de ses Comités.

Dans ce cadre, les membres de notre Conseil d'administration ont notamment été appelés à se prononcer sur leur indépendance au sens des critères fixés au paragraphe 9 du Code AFEP-MEDEF.

● RAPPEL DES CRITÈRES D'INDÉPENDANCE FIXÉS PAR LE CODE AFEP-MEDEF ET APPLIQUÉS PAR LA SOCIÉTÉ

Critère 1 : Salarié-e mandataire social-e au cours des cinq années précédentes

Ne pas être ou ne pas avoir été au cours des cinq années précédentes :

- salarié-e ou dirigeant-e mandataire social-e exécutif-ve de notre Société ;
- salarié-e, dirigeant-e mandataire social-e exécutif-ve ou administrateur-riche d'une société que notre Société consolide ;
- salarié-e, dirigeant-e mandataire social-e exécutif-ve ou administrateur-riche de la société mère de la Société ou d'une société consolidée par cette société mère.

Critère 2 : Mandats croisés

Ne pas être dirigeant-e mandataire social-e exécutif-ve d'une société dans laquelle notre Société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur-riche ou dans laquelle un-e salarié-e désigné-e en tant que tel-le ou un-e dirigeant-e mandataire exécutif-ve social-e de notre Société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur-riche.

Critère 3 : Relations d'affaires significatives

Ne pas être client, fournisseur, banquier-e d'affaires, banquier-e de financement, conseil :

- significatif-ve de notre Société ou de son Groupe ; ou
- pour laquelle ou lequel notre Société ou son Groupe représente une part significative de l'activité.

L'appréciation du caractère significatif ou non de la relation entretenue avec notre Société ou son Groupe est débattue par le Conseil et les critères quantitatifs et qualitatifs ayant conduit à cette appréciation (continuité, dépendance économique, exclusivité, etc.) explicités dans le rapport annuel.

Critère 4 : Lien familial

Ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social.

Critère 5 : Commissaire aux comptes

Ne pas avoir été Commissaire aux comptes de notre Société au cours des cinq années précédentes.

Critère 6 : Durée de mandat supérieure à 12 ans

Ne pas être administrateur-riche de notre Société depuis plus de 12 ans. La perte de la qualité d'administrateur-riche indépendant-e intervient à la date anniversaire des 12 ans.

Critère 7 : Statut du dirigeant-e mandataire social-e non exécutif-ve

Un-e dirigeant-e mandataire social-e non exécutif-ve ne peut être considéré-e comme indépendant-e s'il ou elle perçoit une rémunération variable en numéraire ou des titres ou toute rémunération liée à la performance de notre Société ou de notre Groupe.

Critère 8 : Statut de l'actionnaire important-e

Des administrateur-rices représentant des actionnaires important-es de notre Société ou sa société mère peuvent être considéré-es comme indépendant-es dès lors que ces actionnaires ne participent pas au contrôle de notre Société. Toutefois, au-delà d'un seuil de 10 % en capital ou en droits de vote, le Conseil, sur rapport du Comité des Nominations et de la Gouvernance, s'interroge systématiquement sur la qualification d'indépendant-e en tenant compte de la composition du capital de la Société et de l'existence d'un conflit d'intérêts potentiel.

Comme chaque année, le Comité des Nominations et de la Gouvernance a analysé l'indépendance de chaque membre de notre Conseil d'administration au regard notamment des éléments communiqués dans le cadre du questionnaire d'autoévaluation (envoyé dans le cadre de la procédure d'évaluation de notre Conseil d'administration décrite au paragraphe 4.1.6 *Évaluation de notre Conseil d'administration* du présent Document d'Enregistrement Universel).

Il a confirmé que l'indépendance, au regard des critères visés ci-dessus, de 5 membres sur 12 (hors représentants du personnel salarié). Nos administrateur-rices externes au Groupe ont été choisi-es en fonction de leur expérience du marché des semi-conducteurs ou de leur expérience professionnelle dans d'autres domaines utiles au développement de notre Groupe.

Le marché des semi-conducteurs se distingue par un nombre limité d'acteurs ; par conséquent, notre Groupe entretient ou est susceptible d'entretenir des relations d'affaires avec les sociétés Shin-Etsu Handotai, Shanghai Simgui Technology Co. Ltd., et le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies renouvelables (CEA). Plusieurs membres du Conseil d'administration (Messieurs Satoshi Onishi, Jeffrey Wang, Kai Seikku et Christophe Gegout) occupent ou ont occupé des fonctions au sein de ces structures. Des informations détaillées à cet égard figurent dans les fiches individuelles synthétiques apparaissant au paragraphe 4.1.3.1 *Composition actuelle de notre Conseil d'administration* du présent Document d'Enregistrement Universel. L'existence de ces relations d'affaires est prise en compte par le Conseil d'administration.

Pour ce qui concerne Éric Meurice et son départ de NXP Semiconductors N.V. en mai 2019, l'un des principaux clients de la Société, le Comité des Nominations et de la Gouvernance a estimé qu'il remplissait l'ensemble des critères d'indépendance visés par le Code AFEP-MEDEF.

Concernant Christophe Gegout, administrateur initialement proposé par le CEA Investissement, le Comité des Nominations et de la Gouvernance a confirmé qu'il pouvait être considéré comme indépendant compte tenu du fait que Christophe Gegout :

- a démissionné du CEA en septembre 2018 et que, depuis cette date, il n'a perçu aucune rémunération du CEA ;
- était en tout état de cause salarié du CEA qui est une entité indépendante de notre actionnaire CEA Investissement ;
- depuis le franchissement de seuil à la baisse par CEA Investissement du seuil de 10 % du capital social de notre Société, ne siège plus en tant que personne physique proposée par CEA Investissement ;
- au cours des dernières années, et notamment en tant que Président du Comité d'Audit et des Risques, Christophe Gegout a démontré concrètement sa liberté de jugement et de vote par rapport aux intérêts de CEA Investissement, lui permettant d'agir et de prendre des décisions en toute indépendance.

Compte tenu de ces faits, le Comité des Nominations et de la Gouvernance a estimé que Christophe Gegout remplissait pleinement les critères d'indépendance.

Concernant Guillemette Picard, administratrice initialement représentante du CEA, elle a été nommée en son nom propre en 2020. La participation du CEA dans Soitec est en outre passée sous le seuil de 10 % du capital de la Société. Le Comité des Nominations et de la Gouvernance a analysé la situation de Guillemette Picard en matière d'indépendance et a reconnu qu'elle répondrait à l'ensemble des critères d'indépendance lorsque le pacte d'actionnaires arrivera à son terme le 28 juillet 2021, après l'Assemblée générale. Compte tenu de ces faits, le Comité des Nominations et de la Gouvernance a décidé de procéder de manière ultérieure à une nouvelle évaluation du statut de Guillemette Picard en tant qu'administratrice indépendante.

B. Conclusions de notre Conseil d'administration

Lors de sa réunion en date du 9 juin 2021, après avoir entendu le rapport du Comité des Nominations et de la Gouvernance portant sur l'indépendance du Conseil d'administration, ce dernier a constaté que la proportion d'administrateur-rices indépendant-es était restée stable à environ 42 % par rapport à l'exercice précédent, étant précisé que les membres du Conseil représentant le personnel salarié n'entrent pas dans le décompte pour établir ce pourcentage, conformément à l'article 9.3 du Code AFEP-MEDEF.

Après discussions et analyses, notre Conseil d'administration a conclu que sur ses 12 membres (hors membres représentant du personnel salarié), cinq sont indépendant-es car ils répondent pleinement aux huit critères d'indépendance énumérés dans le Code AFEP-MEDEF, et plus généralement n'entretiennent avec Soitec ou sa Direction aucune relation susceptible de compromettre l'exercice de leur liberté de jugement.

Même si toutes ses membres ne sont pas indépendant-es au regard des critères énoncés par le Code AFEP-MEDEF, notre Conseil considère qu'il est indépendant dans ses décisions compte tenu de la diversité des nationalités, des compétences et des personnalités de ses membres, ainsi que de la diversité de ses participations stratégiques.

Dans la perspective de l'arrivée à échéance des mandats de huit membres à l'Assemblée Générale 2022, notre Conseil d'administration poursuit ses réflexions en vue d'améliorer son indépendance, tout en veillant à respecter l'équilibre souhaitable de sa composition notamment en termes de compétences et de diversité.

C. Tableau récapitulatif sur l'indépendance⁽¹⁾

	Critère 1	Critère 2	Critère 3	Critère 4	Critère 5	Critère 6	Critère 7	Critère 8	Conclusion
	Salarié mandataire social au cours des cinq années précédentes	Mandats croisés	Relations d'affaires significatives	Lien familial	Commissaire aux comptes	Durée de mandat supérieure à 12 ans	Statut du dirigeant mandataire social non-exécutif	Statut de l'actionnaire important	
MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DONT LE MANDAT EST EN COURS									
Éric Meurice	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Paul Boudre	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗
Bpifrance Participations (représentée par Sophie Paquin)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	✗
Françoise Chombar ⁽²⁾	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Laurence Delpy	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Christophe Gegout	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Satoshi Onishi	✓	✓	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✗
Guillemette Picard	✓	✓	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✗
Kai Seikku	✓	✓	✗	✓	✓	✓	✓	✗	✗
Thierry Sommelet	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	✗
Jeffrey Wang	✓	✓	✗	✓	✓	✓	✓	✗	✗
Shuo Zhang ⁽²⁾	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION PRÉSENTS AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2021 ET DONT LE MANDAT A PRIS FIN									
CEA Investissement	✓	✓	✗	✓	✓	✓	✓	✗	✗

(1) Les membres du Conseil d'administration représentant le personnel salarié n'entrent pas dans le décompte pour établir ces pourcentages, conformément au paragraphe 9.3 du Code AFEP-MEDEF.

(2) Françoise Chombar et Shuo Zhang ont démissionné de leurs fonctions d'administratrice avec effet au 28 juillet 2021 en vue de rendre plus harmonieux l'échelonnement des mandats des membres du Conseil d'administration. Dans ce contexte, le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021 le renouvellement de leur mandat respectif pour une durée de trois ans (cf. paragraphe 4.1.3.4 Évolution de la composition de notre Conseil à venir du présent Document d'Enregistrement Universel).

4.1.4 Organisation, fonctionnement et travaux de notre Conseil d'administration

4.1.4.1 Missions et travaux de notre Conseil d'administration

A. Missions de notre Conseil d'administration

Conformément à l'article L. 225-35 du Code de commerce, notre Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de notre Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, le Conseil se saisit de toute question intéressant la bonne marche de notre Société et règle les affaires qui la concernent.

En particulier, notre Conseil d'administration :

- détermine et revoit régulièrement la stratégie de notre Groupe ;
- désigne les mandataires sociaux chargés de la mise en œuvre de cette stratégie, et s'assure que cette stratégie est mise en œuvre par la Direction générale ;
- examine, en relation avec la stratégie qu'il a définie, les opportunités et les risques tels que les risques financiers, juridiques, opérationnels, sociaux et environnementaux et les mesures prises en conséquence ;

- contrôle la gestion de notre Groupe conduite par notre Direction exécutive ;
- définit la politique de communication financière de notre Société ;
- veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires ainsi qu'au marché, à travers les comptes ou en lien avec des opérations importantes ;
- détermine le mode d'exercice de la Direction générale (fonctions unifiées ou dissociées de Président de notre Conseil d'administration et de Directeur général) lors de la nomination et du renouvellement du mandat du Président de notre Conseil d'administration ou du Directeur général ;
- examine les conventions réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce ; et
- procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

En application de l'article L. 225-37-4, 3 du Code de commerce, le tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires à notre Conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital figure au paragraphe 7.2.4.1 *Rappel des autorisations existantes et de leur utilisation* du présent Document d'Enregistrement Universel.

B. Rôle du Président de notre Conseil d'administration

En application des statuts, la personne qui préside le Conseil d'administration ne doit pas être âgée de plus de 70 ans.

Éric Meurice, administrateur indépendant, préside notre Conseil d'administration depuis le 27 mars 2019.

Conformément à l'article L. 225-51 du Code de commerce, il organise et dirige l'ensemble de ses travaux. Il en rendra compte lors de la prochaine Assemblée Générale de nos actionnaires convoquée le 28 juillet 2021.

Afin de permettre à notre Conseil d'administration de déterminer les orientations de l'activité de notre Société, de veiller à leur mise en œuvre, et de se saisir de toute question intéressant sa bonne marche, Éric Meurice est chargé de le convoquer et d'arrêter son ordre du jour.

Il veille au bon fonctionnement de notre Conseil d'administration et de ses Comités et s'assure, en particulier, que les membres du Conseil d'administration sont en mesure de remplir leur mission.

Il fait en sorte que les membres du Conseil aient la faculté de régler par voie de délibérations éclairées les affaires qui concernent notre Société.

À l'occasion de la modification du règlement intérieur du Conseil d'administration adoptée le 9 juin 2021, les pouvoirs du Président du Conseil d'administration ont été renforcés.

Ainsi selon le règlement intérieur publié sur notre site internet, le Président représente le Conseil d'administration et contribue à promouvoir les valeurs et la culture de la Société. Il met tout en œuvre pour promouvoir les actions de notre Groupe, notamment en matière de responsabilité environnementale, sociale et de gouvernance.

Il veille à ce que les principes de bonne gouvernance soient dûment mis en œuvre.

En cas de dissociation des fonctions de Président et de Directeur général, le Président de notre Conseil d'administration veille à ce qu'une relation de confiance soit maintenue et développée entre le Conseil et la Direction générale afin de garantir la mise en œuvre par la Direction générale des orientations définies par le Conseil d'administration.

Il est préalablement informé par le Directeur général de toutes les questions et événements significatifs intéressant la Société, notamment ceux relatifs à la stratégie, au fonctionnement et à l'organisation de la Société, aux projets d'acquisition ou de cession et aux opérations financières importantes. À ce titre, il peut demander au Directeur général toute information ou document susceptible d'éclairer le Conseil d'administration et ses Comités permanents.

En outre, le Président de notre Conseil d'administration est en charge de prévenir les situations de conflit d'intérêts réelles ou potentielles. À cette fin, il porte à la connaissance du Conseil d'administration toute situation réelle ou potentielle de conflit d'intérêts impliquant des membres de notre Conseil.

Enfin, en concertation avec le Directeur général, il peut représenter la Société dans ses relations de haut rang, tant au niveau national qu'international, notamment dans ses relations avec les autorités publiques, les institutions, les régulateurs, les actionnaires (en coordination préalable avec le Directeur général pour les questions ayant un impact stratégique ou opérationnel) et les parties prenantes stratégiques de la Société.

C. Information de notre Conseil d'administration

1. Documentation relative à l'ordre du jour des réunions

Afin que notre Conseil d'administration soit en mesure d'accomplir ses missions, les membres du Conseil d'administration reçoivent préalablement à chaque réunion la documentation correspondant à l'ordre du jour (sous réserve des situations réelles ou potentielles de conflit d'intérêts).

Depuis octobre 2012, nous avons entrepris une démarche de dématérialisation des dossiers de notre Conseil et de ses Comités grâce à la mise en place d'une plateforme sécurisée de partage de documents. Outre le fait que leur transmission à nos administrateur·rices est plus sécuritaire, ils sont archivés de manière automatique. Les membres du Conseil d'administration y ont accès à tout moment sur un ordinateur, une tablette ou un smartphone. Les documents consultés peuvent être annotés informatiquement. Le logiciel utilisé permet enfin de s'assurer que notre Conseil d'administration dispose continuellement d'une documentation parfaitement à jour en vue de la tenue de ses réunions.

2. Information continue et ressources

Lors de son entrée en fonction, chaque membre reçoit les documents nécessaires à la compréhension par ses soins des règles de fonctionnement de notre Conseil d'administration.

Les membres de notre Conseil d'administration peuvent par ailleurs rencontrer certaines dirigeant·es de notre Groupe y compris sans la présence des dirigeants mandataires sociaux, après information préalable de notre Directeur général et de notre Président sauf dans certaines circonstances (urgence, nécessité, conflit d'intérêts, membres du Comité Exécutif en contacts réguliers avec le Conseil d'administration).

Les membres de notre Conseil d'administration ont également la faculté, si cela leur semble nécessaire, de bénéficier d'une formation complémentaire sur notre Société, ses métiers, ses secteurs d'activité ainsi que sur les questions de responsabilité sociale et environnementale. Par ailleurs, conformément à la réglementation en vigueur, les membres de notre Conseil représentant le personnel salarié reçoivent une formation appropriée leur permettant d'exercer leurs fonctions.

En dehors de leurs réunions et des obligations légales, si l'importance ou l'urgence de l'information l'exige, toute information utile à l'exercice de leur mission leur est communiquée.

De plus, la Direction générale transmet périodiquement aux membres de notre Conseil d'administration un tableau de bord (*scorecard*) mentionnant les niveaux effectifs d'atteinte d'indicateurs clés, notamment financiers, et comprenant une comparaison avec les niveaux budgétés.

Par ailleurs, nos cadres dirigeant·es et la personne assurant le secrétariat de notre Conseil d'administration sont à la disposition des membres de notre Conseil d'administration pour leur fournir toute information ou explication nécessaire à l'exercice de leurs fonctions.

Afin de mener à bien ses travaux (ou ceux de ses comités), le Conseil d'administration peut faire appel à des experts ou conseils externes dont il s'assure de l'objectivité et demander des études externes, aux frais de la Société. Le Conseil d'administration dispose à cet effet d'un budget autonome alloué annuellement par une décision du Conseil d'administration. Dans le cadre de l'allocation de ce budget autonome que le Conseil peut utiliser à sa seule discrétion, le Président du Comité ayant l'intention de recourir à ces experts ou conseils externes en informe le Président du Conseil d'administration, pour approbation, et détermine des honoraires raisonnables et des modalités d'engagement acceptables et conformes aux normes du secteur.

D. Réunions de notre Conseil d'administration

Notre Conseil d'administration se réunit chaque fois que nécessaire, sur convocation de son Président, Éric Meurice, et en tout état de cause au moins quatre fois par exercice.

Depuis le 1^{er} avril 2020 et au cours de l'exercice 2020-2021, 10 réunions se sont tenues.

Le taux global moyen de présence est de 96,67 %.

Pour la validité des délibérations de notre Conseil, la présence effective de la moitié au moins des membres est nécessaire. Les membres assistant à la séance par moyens de visioconférence ou de conférence téléphonique, ou par tout autre moyen de télécommunication permettant l'identification, sont réputés être présents pour le calcul du *quorum* et de la majorité.

Les membres du Conseil d'administration peuvent donner mandat à d'autres membres pour les représenter. Au cours d'une même séance, chaque administrateur-riche ne peut disposer que d'une seule procuration. Les procurations sont annexées au registre des présences.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. La voix du Président de séance n'est pas prépondérante.

Notre Conseil d'administration peut également prendre des décisions par voie de consultation écrite dans les conditions fixées par la réglementation applicable, lesquelles sont indiquées dans le présent Document d'Enregistrement Universel comme des réunions.

La langue de travail de notre Conseil d'administration est l'anglais, avec une traduction en français si nécessaire. En cas de divergence entre la version anglaise et la traduction française, la version anglaise prévaut.

En outre, conformément à l'article 2. e) du règlement intérieur de notre Conseil d'administration, à l'issue de chaque réunion du Conseil, ou à tout moment jugé opportun, et au moins une fois par an, une ou des séance(s) restreinte(s) du Conseil d'administration doivent se tenir hors la présence des membres de notre Conseil appartenant à la Direction générale ou de tout membre potentiellement en situation de conflit d'intérêts en fonction du sujet de cette réunion.

Ces réunions, convoquées par le Président du Conseil d'administration qui en fixe l'ordre du jour, peuvent notamment être tenues pour discuter des performances, de la rémunération, du plan de succession ou de situations réelles ou potentielles de conflit d'intérêts des membres du Conseil appartenant à la Direction générale. Elles peuvent également être organisées pour discuter de toute question spécifique, ainsi que du fonctionnement interne de notre Conseil d'administration.

Toutefois, aucune décision ou délibération, aucune action ou décision formelle relevant de la compétence de notre Conseil d'administration ne peut être prise au cours de ces réunions restreintes. Les sujets discutés peuvent être consignés ou non dans un procès-verbal. Toute question discutée lors de ces réunions relevant de la compétence du Conseil d'administration et nécessitant une action doit être portée à son attention et, le cas échéant, inscrite à l'ordre du jour de sa prochaine séance collégiale et faire l'objet d'une décision formelle.

Au cours de l'exercice 2021/2022, le Conseil d'administration s'est tenu en formation restreinte (hors la présence des membres de notre Conseil appartenant à la Direction générale ou de tout membre potentiellement en situation de conflit d'intérêts) au préalable de chaque réunion du Conseil pour débattre, notamment, de la succession, de la performance et de la rémunération du Directeur général.

E. Travaux de notre Conseil d'administration

Chaque année, notre Conseil d'administration est amené à examiner et à se prononcer sur des thèmes demeurants identiques d'un exercice à l'autre. À titre non exhaustif, il en est ainsi des sujets suivants :

- la revue de l'activité et de la stratégie de notre Groupe, ainsi que la détermination de ses orientations ;
- l'approbation de notre budget ;
- l'arrêté de nos comptes sociaux et consolidés, semestriels et annuels ;
- l'approbation des comptes de gestion prévisionnelle de notre Société ;
- la détermination de la rémunération de nos dirigeants mandataires sociaux ;
- la revue de l'information communiquée au public ;
- la préparation de l'Assemblée Générale annuelle de nos actionnaires ;
- son autoévaluation ;
- la revue et/ou l'approbation des conventions réglementées renouvelées ou nouvellement conclues ;
- l'examen des cautions, avals et garanties consentis par notre Société ;
- le réexamen, le cas échéant, de son règlement intérieur ;
- la revue de certains de nos communiqués de presse ; et
- l'approbation des procès-verbaux de ses réunions.

En plus des sujets récurrents, les sujets exceptionnels suivants ont notamment été examinés et débattus par notre Conseil d'administration au cours de l'exercice 2020-2021 :

Stratégie

1. Covid-19

- Approbation d'un budget revisité pour l'exercice 2020-2021 et analyse de sensibilité du business plan à cinq ans dans le contexte de la situation liée à la Covid-19 (10 juin 2020)

2. Investissements

- Augmentation des investissements sur l'exercice 2020-2021 dans le contexte de l'accélération des investissements de capacités dédiés aux produits POI (18 novembre 2020)

Nominations et Gouvernance

1. Composition de notre Conseil d'administration

- Prise d'acte de la représentation de CEA Investissement au Conseil d'administration par une seule administratrice, en la personne de Guillemette Picard, suite au franchissement à la baisse du seuil de 10 % du capital social de la Société par CEA Investissement, Christophe Gegout ne représentant plus les intérêts de CEA Investissement (4 août 2020)
- Cooptation de Guillemette Picard, anciennement représentante permanente de CEA Investissement, en remplacement de CEA Investissement, démissionnaire, en tant qu'administratrice en son nom propre, jusqu'à l'expiration du mandat de CEA Investissement à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice à clore le 31 mars 2022, avec ratification de son mandat proposée à l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021 (24 septembre 2020)
- Approbation de la formation de Wissème Allali et de Didier Landru suite à leur nomination en tant que membres de notre Conseil d'administration (31 mars 2021)
- Invitation d'une seconde personne représentant le Comité Social et Économique, et non d'une seule comme l'impose la loi (31 mars 2021)
- Proposition de renouvellement des mandats d'Éric Meurice et de Satoshi Onishi (31 mars 2021)

2. Organisation des Comités

- Nomination de Guillemette Picard à l'ensemble des Comités de notre Conseil d'administration (24 septembre 2020)
- Invitation de Wissème Allali et de Didier Landru aux réunions du Comité des Rémunérations et du Comité de la Stratégie en vue de leur nomination formelle respective à l'un de ses Comités lors de la réunion du Conseil d'administration à intervenir au mois de juin 2021 (31 mars 2021)
- Attribution des questions relatives au développement durable au Comité des Rémunérations (31 mars 2021)

3. Revue du plan de succession de notre Directeur général (31 mars 2021)

Audit et Risques

1. Conformité

- Approbation d'une procédure d'examen des conventions portant sur des opérations courantes et conclus à des conditions normales mentionnées à l'article L. 225-39 du Code de commerce, conformément à l'article L. 22-10-12 du Code de commerce (10 juin 2020)

2. Financement

- Approbation d'une émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions ordinaires nouvelles et/ou existantes (OCEANE) venant à échéance le 1^{er} octobre 2025, lancée le 28 septembre 2020 par placement privé, d'un montant d'environ 325 millions d'euros (24 septembre 2020)

Rémunérations

1. Indemnités de départ et clause de non-concurrence de notre Directeur général

- Proposition de fixation d'indemnités de départ et d'une clause de non-concurrence de notre Directeur général en cas de cessation de ses fonctions sous réserve de la démission de son contrat de travail (24 septembre 2020)

2. Plans d'actionnariat salarié et de notre Directeur général

- Mise en place de six plans d'attribution gratuite d'actions ordinaires au bénéfice de notre personnel salarié et de certains mandataires sociaux sous conditions de présence et de performance (18 novembre 2020 et 31 mars 2021)
- Délégation au Directeur général en vue de procéder à l'attribution définitive d'ADP 2 dans le cadre du débouclage de la première tranche des plans de co-investissement à long terme Topaz n° 1 et Topaz n° 2 (18 novembre 2020)
- Réouverture d'un plan de co-investissement à long terme au bénéfice d'une partie de notre personnel salarié, se traduisant par une émission réservée d'ADP 2 et par la mise en place d'un plan d'attribution d'ADP 2 gratuites (30 novembre 2020)

4.1.4.2 Déontologie

A. Devoirs des membres de notre Conseil d'administration

1. Représentation de nos actionnaires

Le règlement intérieur de notre Conseil d'administration prévoit que ce dernier représente collectivement l'ensemble des actionnaires et doit agir en toutes circonstances dans l'intérêt social de notre Société.

Les membres de notre Conseil d'administration, quel que soit leur mode de nomination ou leurs fonctions éventuellement exercées par ailleurs, doivent agir selon ces principes et avec diligence.

2. Connaissance de leurs obligations

Les membres de notre Conseil d'administration ont l'obligation de prendre connaissance des obligations générales et particulières liées à leur fonction. Les membres du Conseil doivent notamment connaître et respecter les dispositions légales et réglementaires applicables, ainsi que les règles propres à notre Société résultant de nos statuts, du règlement intérieur, de notre Code de bonne conduite.

En outre, les membres de notre Conseil s'efforcent à suivre les préconisations du Code AFEP-MEDEF.

3. Implication des membres de notre Conseil d'administration

Aux termes du règlement intérieur de notre Conseil, nos administrateur-rices s'engagent à consacrer à leur fonction le temps et l'attention nécessaires.

Les membres de notre Conseil d'administration prennent un engagement d'assiduité et de participation à toutes les séances du Conseil et réunions des Comités dont elles et ils font partie.

De plus, les membres de notre Conseil doivent assister aux Assemblées Générales de nos actionnaires.

Les modalités de fixation et de répartition de l'enveloppe de rémunération des administrateur-rices adoptées par notre Conseil d'administration sont plus strictes que les recommandations du Code AFEP-MEDEF selon lesquelles la participation effective des membres de notre Conseil doit faire varier leur rémunération pour une part prépondérante. En effet, la totalité des rémunérations allouées aux membres de notre Conseil d'administration au titre de l'exercice clos le 31 mars 2021 a été pondérée par leurs taux respectifs d'assiduité sur l'exercice considéré, à l'exception du Président qui bénéficie d'une rémunération fixe d'un montant de 230 000 euros (voir les paragraphes 4.2.1.2 *Rémunération d'Éric Meurice, Président de notre Conseil d'administration, au titre de l'exercice 2020-2021* et 4.2.1.4 *Rémunération des administrateur-rices au titre de l'exercice 2020-2021* du présent Document d'Enregistrement Universel.)

Les informations requises par le Code AFEP-MEDEF concernant l'assiduité individuelle des membres du Conseil d'administration au cours de l'exercice 2020-2021 figurent dans le tableau ci-après :

Nom	Assiduité au Conseil d'administration	Assiduité au Comité de la Stratégie	Assiduité au Comité d'Audit et des Risques	Assiduité au Comité des Nominations et de la Gouvernance	Assiduité au Comité des Rémunérations	Assiduité au Comité des Questions Stratégiques Sensibles
Éric Meurice	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Paul Boudre	100 %	100 %	-	-	-	-
Wissème Allali	100 %	-	-	-	-	-
Françoise Chombar	70 %	100 %	-	100 %	-	100 %
Laurence Delpy	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Christophe Gegout	100 %	80 %	100 %	-	-	100 %
Didier Landru	100 %	-	-	-	-	-
Satoshi Onishi	100 %	-	-	100 %	-	-
Bpifrance Participations (représentée par Sophie Paquin)	100 %	-	-	100 %	100 %	-
CEA Investissement (représentée par Guillemette Picard) *	100 %	-	-	100 %	100 %	-
Guillemette Picard **	100 %	100 %	80 %	100 %	100 %	100 %
Kai Seikku	100 %	100 %	-	100 %	100 %	-
Thierry Sommelet	90 %	80 %	100 %	-	-	100 %
Jeffrey Wang	100 %	-	100 %	-	-	-
Shuo Zhang	90 %	100 %	89 %	-	100 %	-

* CEA Investissement a démissionné de son mandat en date du 23 septembre 2020.

** Nomination par cooptation sur décision du Conseil d'administration en date du 24 septembre 2020, pour la durée du mandat restant à courir de CEA Investissement, démissionnaire. La ratification de la nomination sera proposée aux actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021.

4. Engagement de confidentialité

Conformément à l'article L. 225-37 du Code de commerce, les membres de notre Conseil d'administration, comme toute personne appelée à assister aux réunions du Conseil et/ou de ses Comités, ont une obligation de discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et signalées comme telles par le Président ou la personne qui préside la séance.

Au-delà de cette simple obligation légale de discrétion, les membres du Conseil d'administration ont une véritable obligation de confidentialité à l'égard des informations, débats et échanges résultant des réunions de notre Conseil ou de ses Comités.

En cas de manquement avéré au devoir de confidentialité par l'un-e de nos administrateur-rices ou toute autre personne assistant aux réunions de notre Conseil d'administration et/ou de ses Comités, notre Président du Conseil d'administration est chargé d'étudier les suites, éventuellement judiciaires, à donner à ce manquement.

B. Prévention générale des conflits d'intérêts

Conformément aux déclarations communiquées chaque année à notre Société par chacun de nos mandataires sociaux et à la connaissance de notre Société, il n'existe aucun lien familial entre nos mandataires sociaux.

Les stipulations du règlement intérieur de notre Conseil d'administration imposent que les membres de notre Conseil fassent leurs meilleurs efforts pour éviter de se trouver dans une situation de conflit entre leurs intérêts moraux et matériels et ceux de notre Groupe.

En outre, chacun-e de nos administrateur-rices a l'obligation d'informer notre Conseil d'administration de toute situation de conflit d'intérêts, même potentielle, directe ou indirecte.

Par ailleurs, le Président de notre Conseil peut, à tout moment, demander aux membres de notre Conseil une déclaration écrite indiquant qu'ils ne se trouvent pas dans une situation réelle ou potentielle de conflit d'intérêts. En cas de situation réelle ou potentielle de conflit d'intérêts pour laquelle le Président juge que l'objet de ce conflit d'intérêts peut leur être communiqué, les administrateur-rices s'abstiennent de participer aux débats ainsi qu'à toute décision au niveau du Conseil d'administration ou des Comités concernés, et n'auront pas accès aux documents et discussions y afférents. Néanmoins, les administrateur-rices évincé-es auront la possibilité de présenter leur position avant de se retirer des débats.

Les membres de notre Conseil d'administration ont également l'obligation de respecter les règles relatives aux conflits d'intérêts prévues dans notre Code de bonne conduite.

Par ailleurs, le règlement intérieur de notre Conseil d'administration contient une obligation de confidentialité renforcée applicable aux cinq membres de notre Conseil représentant nos trois « investisseurs stratégiques », Bpifrance Participations, CEA Investissement et NSIG Sunrise S.à.r.l.

Ainsi, ces membres ont l'interdiction d'avoir accès à la documentation et de participer aux discussions du Conseil d'administration ou des Comités concernant :

- des décisions impliquant une situation de conflit d'intérêts même potentiel ;
- des informations sensibles relatives à la technologie Smart Cut™ qui pourraient présenter un intérêt pour des entités tierces dans lesquelles ils seraient investisseurs et/ou représentés au sein d'un quelconque des organes de gouvernance desdites entités tierces.

En sus des éléments ci-dessus, nous vous invitons à également à consulter :

- le paragraphe 4.1.3.2 F *Représentation de Bpifrance Participations, CEA Investissement et NSIG Sunrise S.à.r.l., nos « investisseurs stratégiques »* du présent Document d'Enregistrement Universel relatif à l'existence du pacte d'actionnaires de notre Société conclu en date du 7 mars 2016 et amendé le 29 avril 2016 entre Bpifrance Participations, CEA Investissement et National Silicon Industry Group/NSIG Sunrise S.à.r.l., ainsi que ses stipulations relatives à la composition de notre Conseil d'administration (y compris l'identité des membres du Conseil d'administration concernés) ;
- le paragraphe 4.1.3.5 *Conclusion sur l'indépendance des membres de notre Conseil d'administration* du présent Document d'Enregistrement Universel qui évoque l'appréciation de l'indépendance des membres de notre Conseil d'administration en évoquant notamment l'existence de relations d'affaires pouvant concerner certains des membres de notre Conseil d'administration ;
- le paragraphe 4.1.9 *Conventions avec les parties intéressées ou liées* du présent Document d'Enregistrement Universel qui fait notamment état de la procédure de suivi des conventions réglementées ainsi que des conventions réglementées autorisées par notre Conseil d'administration dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2020-2021.

C. Restrictions applicables à ou susceptibles de concerner les membres de nos organes d'administration et de direction

1. Nombre d'actions à détenir par les membres de notre Conseil d'administration

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-25 du Code de commerce, l'article 13 des statuts de notre Société ne prévoit pas d'obligation pour les membres de notre Conseil d'administration d'être propriétaires d'au moins une action Soitec.

Le règlement intérieur de notre Conseil d'administration modifié le 9 juin 2021 stipule pour sa part, à titre de mesure interne, que ses membres, à l'exclusion des représentants permanents désignés par les personnes morales membres de notre Conseil, des membres représentant les investisseurs institutionnels et des membres représentant le personnel salarié, doivent faire en sorte de détenir un nombre significatif d'actions de notre Société, fixé à 100 actions, qui doivent être inscrites en compte nominatif.

2. Conditions de conservation des actions gratuites attribuées aux dirigeants mandataires sociaux

Le Président ne bénéficie pas d'attributions gratuites d'actions.

Notre Directeur général détient actuellement 53 892 actions de notre Société, à la fois sous forme d'actions de préférence ADP 2 et d'actions ordinaires. Ces actions ordinaires résultent pour la plus grande part de la conversion des ADP1 du plan d'actions gratuites de préférence attribuées le 26 juillet 2016, pour lequel notre Conseil d'administration avait fixé un engagement de conservation jusqu'au terme du mandat de dirigeant mandataire social de 10 % des actions ordinaires résultant de la conversion, soit 21 845 actions.

Un engagement identique a été prévu au titre de l'attribution gratuite d'actions de préférence ADP 2 en date du 18 décembre 2019 (plan Topaz), une fois converties en actions ordinaires et pour le plan d'actions de performance en date du 18 novembre 2020 (Onyx).

De plus, lors du renouvellement de son mandat le 26 juillet 2019, notre Conseil d'administration a fixé une quantité minimum de 10 000 actions que Paul Boudre doit conserver au nominatif jusqu'à la fin de ses fonctions.

3. Restrictions liées au pacte d'actionnaires conclu entre notre Société et nos « investisseurs stratégiques »

Le pacte d'actionnaires de notre Société conclu en date du 7 mars 2016 entre nos « investisseurs stratégiques », à savoir Bpifrance Participations, CEA Investissement, et National Silicon Industry Group/NSIG Sunrise S.à.r.l., contient notamment, en sus des stipulations relatives à la gouvernance, un engagement de plafonnement de participation, une interdiction de transfert à une entreprise concurrente et des exigences de cessions ordonnées. A la connaissance de la Société, le pacte d'actionnaires prendra fin, conformément à son terme, à l'issue de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021.

Plafonnement de participation (standstill)

Le pacte d'actionnaires contient un engagement de plafonnement de participation.

En effet, NSIG Sunrise S.à.r.l. s'est engagée, à l'époque, à ne pas acquérir d'actions ou d'obligations convertibles (OCEANE 2018) à moins qu'un-e autre actionnaire de la Société (n'agissant pas de concert avec NSIG Sunrise S.à.r.l.) ne vienne à détenir plus de 14,5 % du capital ou des droits de vote de la Société. Cette obligation d'abstention était applicable pendant une période de trois ans ayant débuté au jour de la réalisation par notre Société de l'augmentation de son capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, intervenue le 8 juin 2016 (la « Période de Standstill »).

Cet engagement était valable pour autant qu'aucun-e autre de nos actionnaires ne vienne, directement ou indirectement, seul-e ou de concert, à dépasser ce seuil.

NSIG Sunrise S.à.r.l. restait cependant libre pendant cette Période de *Standstill* de souscrire à toute augmentation de notre capital social.

Depuis l'expiration de la Période de *Standstill* le 7 juin 2019, si la société NSIG Sunrise S.à.r.l. venait à acquérir des actions de la Société d'ici l'expiration du pacte d'actionnaires de notre Société à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2021, elle perdrait alors ses droits en termes de gouvernance (à moins qu'un autre actionnaire de la Société – n'agissant pas de concert avec NSIG Sunrise S.à.r.l. – ne vienne à détenir plus de 14,5 % du capital ou des droits de vote de la Société). En effet, les engagements de notre Société et de nos deux autres « investisseurs stratégiques » en matière de nomination des représentants de NSIG Sunrise S.à.r.l. au sein de nos organes de gouvernance deviendraient caducs.

La composition actionnariale de notre Société au 31 mars 2021 et au 9 juin 2021 figure à la section 7.1 *Notre actionnariat* du présent Document d'Enregistrement Universel.

Interdiction de transfert à une entité concurrente de notre Société

Pendant toute la durée du pacte d'actionnaires, nos trois « investisseurs stratégiques » se sont engagés à ne transférer, par quelque moyen que ce soit, aucune action ou valeur mobilière émise par notre Société au profit de l'une de nos entités concurrentes.

Cette interdiction porte également sur les obligations convertibles émises par notre Société. Il s'agit en l'espèce des OCEANE 2023 et des OCEANE 2025 qui existent à ce jour.

Exigences de cessions ordonnées

Aux termes du pacte d'actionnaires, une période de conservation des actions (*Lock-up Period*) d'une durée de 90 jours était fixée. Elle suivait le règlement-livraison de l'augmentation de notre capital avec maintien du droit préférentiel de souscription intervenu le 8 juin 2016.

Depuis le terme de la *Lock-up Period*, la vente de nos actions détenues par chacun de nos trois « investisseurs stratégiques » est soumise à des exigences de cessions ordonnées.

C'est ainsi que le 28 juin 2017, nos trois « investisseurs stratégiques » ont chacun cédé un nombre identique de 757 788 actions de notre Société, soit au total de 2 273 364 actions, représentant 7,5 % de notre capital social. L'opération a été réalisée dans le cadre d'un placement par voie de construction accélérée d'un livre d'ordres réservé aux structures d'investissement institutionnelles.

D. Respect de la réglementation boursière

1. Prévention des manquements et délits d'initiés – Fenêtres négatives

Conformément notamment aux dispositions du Règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (dit « Règlement MAR »), aux dispositions de la position-recommandation de l'AMF 2016-08 du 26 octobre 2016 et aux stipulations du règlement

intérieur de notre Conseil d'administration, les membres de notre Conseil et nos dirigeant-es ont l'interdiction d'effectuer toute opération sur les titres de notre Société pendant des périodes précédant la publication des résultats (à savoir pendant une période de 30 jours calendaires avant la date de diffusion par la Société d'un communiqué d'annonce de ses résultats annuels et semestriels et pendant une période de 15 jours calendaires avant la diffusion par la Société d'un communiqué d'annonce de ses informations financières trimestrielles) et, d'une manière générale, tout au long de la détention d'informations privilégiées.

2. Publicité des opérations sur titres

Les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes, dont font partie les titulaires de mandats sociaux de notre Société, et les personnes ayant des liens étroits avec elles, sont tenues de déclarer à l'AMF, par voie électronique, dans un délai de trois jours ouvrés suivant leur réalisation, les opérations qu'elles réalisent sur les titres financiers de la Société dès lors que leur montant global au cours de l'année civile est supérieur à 20 000 euros.

Cette obligation déclarative porte plus généralement sur toute transaction effectuée pour leur propre compte et se rapportant aux actions de notre Société ou à des titres de créance émis par elle, ou à des instruments dérivés, ainsi que les transactions opérées sur des instruments financiers qui leur sont liés.

Nous vous invitons à consulter le paragraphe 4.1.7.2 *Opérations sur les instruments financiers de notre Société réalisées par nos dirigeants et les personnes qui leur sont étroitement liées* du présent Document d'Enregistrement Universel qui contient l'état récapitulatif des opérations réalisées sur les titres de notre Société, au cours de l'exercice 2020-2021 et jusqu'au 9 juin 2021, par les personnes exerçant au sein de notre Société des responsabilités dirigeantes ainsi que les personnes avec lesquelles ces personnes ont des liens personnels étroits.

E. Sanctions applicables aux mandataires sociaux

Conformément aux déclarations formulées auprès de la Société par les mandataires sociaux et à la connaissance de notre Société, aucune des personnes qui y détient un mandat social n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude au cours des cinq dernières années ni n'a été associée à une faillite, une mise sous séquestre, une liquidation ou un placement d'entreprises sous administration judiciaire au cours des cinq dernières années.

Par ailleurs, aucun de nos mandataires sociaux n'a fait l'objet d'une mise en cause ou d'une sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires (y compris des organismes professionnels désignés).

De même, aucun de nos mandataires sociaux n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur, ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années.

4.1.5 Composition, fonctionnement et travaux des Comités de notre Conseil d'administration

Focus sur nos cinq Comités

Notre Conseil d'administration s'appuie sur les travaux des Comités qu'il a constitués en son sein.

Depuis le 29 novembre 2017, il existe cinq Comités.

Le règlement intérieur de notre Conseil d'administration définit la composition, l'organisation, le fonctionnement et les missions spécifiques à chacun des cinq Comités.

La mission des Comités consiste à fournir un travail d'analyse et de réflexion approfondi en amont de la séance collégiale de notre Conseil d'administration et à concourir à la préparation des décisions de celui-ci.

Les Comités n'ont aucun pouvoir de décision. Les avis, propositions ou recommandations qu'ils soumettent à notre Conseil d'administration ne le lient en aucune façon.

Les Comités exercent leurs activités sous la responsabilité du Conseil d'administration, qui dispose seul du pouvoir légal de décision et reste collectivement responsable de l'accomplissement de ses missions.

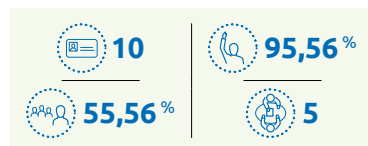
Le Conseil d'administration peut décider de créer des groupes de travail *ad hoc* dont le seul objet est de conduire des études sur des sujets à caractère exceptionnel ou sur des questions spécifiques d'importance stratégique pour la Société, et ce pour une durée limitée.

COMITÉ DE LA STRATÉGIE

Président
Éric Meurice



Membres	Taux d'assiduité en 2020-2021
Éric Meurice	100 %
Paul Boudre	100 %
Françoise Chombar	100 %
Laurence Delpy	100 %
Christophe Gegout	80 %
Guillemette Picard ⁽¹⁾	100 %
Kai Seikku	100 %
Thierry Sommelet	80 %
Shuo Zhang	100 %
Didier Landru ⁽²⁾	-

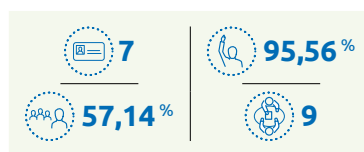


COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES

Président
Christophe Gegout



Membres	Taux d'assiduité en 2020-2021
Christophe Gegout	100 %
Laurence Delpy	100 %
Éric Meurice	100 %
Guillemette Picard ⁽¹⁾	80 %
Thierry Sommelet	100 %
Jeffrey Wang	100 %
Shuo Zhang	89 %

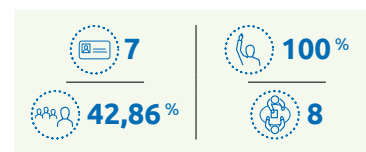


COMITÉ DES NOMINATIONS ET DE LA GOUVERNANCE

Présidente
Laurence Delpy



Membres	Taux d'assiduité en 2020-2021
Laurence Delpy	100 %
Bpifrance Participations (représentée par Sophie Paquin) ...	100 %
Françoise Chombar	100 %
Éric Meurice	100 %
Satoshi Onishi ⁽³⁾	100 %
Guillemette Picard ⁽¹⁾	100 %
Kai Seikku	100 %

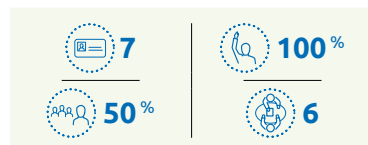


COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Président
Éric Meurice



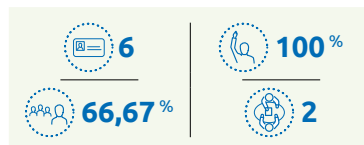
Membres	Taux d'assiduité en 2020-2021
Éric Meurice	100 %
Bpifrance Participations (représentée par Sophie Paquin)	100 %
Laurence Delpy	100 %
Guillemette Picard ⁽¹⁾	100 %
Kai Seikku	100 %
Shuo Zhang	100 %
Wissème Allali ⁽²⁾	-



COMITÉ DES QUESTIONS STRATÉGIQUES SENSIBLES

Convocation
exceptionnelle

Membres	Taux d'assiduité en 2020-2021
Françoise Chombar	100 %
Laurence Delpy	100 %
Christophe Gegout	100 %
Éric Meurice	100 %
Guillemette Picard ⁽¹⁾	100 %
Thierry Sommelet	100 %



- Membres
- Nombre de réunions
- Taux d'assiduité
- Taux d'indépendance

(1) Nommée en son nom propre par le Conseil d'administration le 24 septembre 2020 à la suite de la démission de CEA Investissement dont elle était la représentante permanente jusqu'à sa démission le 23 septembre 2020.

(2) Wissème Allali et Didier Landru, administrateur-rices représentant le personnel salarié, ont été nommés respectivement au Comité des Rémunérations et au Comité de la Stratégie par le Conseil d'administration le 9 juin 2021.

(3) Nommé par le Conseil d'administration le 10 juin 2020.

4.1.5.1 Principes généraux de composition et de fonctionnement des Comités

A. Composition

Les membres des Comités doivent être membres de notre Conseil d'administration et leur nomination se fait, à titre personnel, par notre Conseil.

Les membres du Conseil représentant à titre permanent une personne morale administratrice peuvent également être membres d'un Comité, étant précisé que le remplacement de ce-tte représentant-e permanent-e entraîne perte immédiate de la qualité de membre d'un Comité.

Une même personne peut être membre de plusieurs Comités.

Nos Président-es de Comité sont nommés par notre Conseil d'administration, sur recommandation du Comité de la Nomination et de la Gouvernance, pour une durée maximale correspondant à son mandat d'Administrateur.

La durée du mandat de membre d'un ou plusieurs Comités coïncide avec la durée de son mandat d'administration. En outre, ces mandats sont renouvelables.

B. Participants additionnels

- Assistent et contribuent notamment aux débats du Comité d'Audit et des Risques, en plus de ses membres :

- notre Directrice financière, seule ou accompagnée d'une ou plusieurs personnes de son équipe, et
- lorsque leur présence est requise ou opportune compte tenu de l'ordre du jour, nos Commissaires aux comptes.

- Concernant le Comité des Rémunérations et le Comité des Nominations et de la Gouvernance, dont les membres ne peuvent en aucun cas être des personnes dirigeantes mandataires sociales exécutives, notre Directeur général peut être invité aux réunions de ces deux Comités (concernant le Comité des Nominations et de la Gouvernance, avec l'information préalable du Président du Comité des Nominations et de la Gouvernance et du Président du Conseil d'administration).

Au sein du Comité des Rémunérations, notre Directeur général ne peut cependant pas assister à la délibération concernant sa rémunération.

Au sein du Comité des Nominations et de la Gouvernance, il doit être associé aux travaux relatifs à la sélection ou à la nomination des nouvelles personnes entrant au Conseil d'administration.

Il est d'usage que notre Directeur des ressources humaines assiste aux réunions de ces deux Comités et contribue à leur tenue. En fonction des sujets à l'ordre du jour, notre Directrice financière peut également être amenée à apporter sa contribution à ces deux Comités.

- Quant au Comité de la Stratégie, notre Directeur général est invité à chacune de ses réunions, s'il n'en est pas déjà membre. En l'espèce, depuis le début de son mandat de Directeur général, Paul Boudre a toujours été désigné comme membre à part entière de ce Comité.

Il est d'usage que plusieurs membres de notre Comité Exécutif assistent aux réunions du Comité de la Stratégie et contribuent à leurs débats.

Il est également d'usage que les membres de notre Conseil d'administration non-membres du Comité de la Stratégie soient invités aux réunions du Comité de la Stratégie :

- en sa qualité de Directeur général, Paul Boudre est un invité permanent de l'ensemble des réunions du Comité des Questions Stratégiques Sensibles ;
- notre Directrice juridique assiste, en qualité de secrétaire de notre Conseil d'administration, à l'ensemble des réunions des cinq Comités et contribue à leur préparation et à leur tenue ;
- plus généralement, toute personne que chacun des cinq Comités souhaite entendre pour mener à bien ses missions peut être amenée à participer à ces réunions.

En outre, conformément au règlement intérieur de notre Conseil d'administration, chaque Président de Comité peut choisir d'inviter toute personne de son choix à assister aux réunions du Comité, à sa discrétion, soit sur une base permanente, soit de manière ponctuelle, pour une ou plusieurs réunions en fonction du sujet traité, et à condition qu'il n'y ait pas de conflit d'intérêts.

Seuls les membres du Comité concerné prennent part à ses délibérations et peuvent voter.

C. Fonctionnement et ressources

Chaque Comité peut se réunir à tout moment, à la demande de la personne qui le préside, de la majorité de ses membres, du Président de notre Conseil d'administration ou du tiers des membres de notre Conseil d'administration.

Les réunions du Comité d'Audit et des Risques et du Comité de la Stratégie sont convoquées, par tout moyen, par la personne qui les préside ou par deux de ses membres. Les réunions du Comité des Rémunérations, du Comité des Nominations et de la Gouvernance et du Comité des Questions Stratégiques Sensibles sont convoquées, par tout moyen, par la personne qui les préside ou par la moitié de ses membres.

Les Comités peuvent se réunir physiquement, par moyens de visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication permettant l'identification des personnes participantes.

Pour délibérer valablement, la moitié au moins des membres du Comité doivent être présents ou réputés comme tels. Un membre d'un Comité ne peut se faire représenter que par un autre membre du même Comité.

La langue de travail des Comités est l'anglais.

À l'issue de chacune de ses réunions, les conclusions, propositions, avis et/ou recommandations de chacun des cinq Comités sont constatés dans un compte rendu écrit, en anglais, qui est communiqué aux membres du Comité en question.

Chaque Président-e de Comité (ou une personne membre du Comité désignée à cet effet) fait rapport à notre Conseil d'administration des travaux ainsi que des avis et/ou recommandations de son Comité.

Notre Conseil d'administration est ainsi en mesure de débattre et de délibérer en connaissance de cause.

À l'issue de chaque réunion des Comités, ou à tout moment jugé opportun, des réunions des Comités seront tenues hors la présence des membres du Conseil appartenant à la Direction Générale ou potentiellement en situation de conflit d'intérêts afin de discuter de toute question spécifique, ainsi que du fonctionnement interne des Comités. Ces réunions restreintes sont convoquées par le Président de chaque Comité qui en fixe l'ordre du jour. Les sujets discutés peuvent être consignés ou non dans un procès-verbal. Ces sessions restreintes n'ayant aucun pouvoir de décision ou de délibération, aucune action ou décision formelle relevant de la compétence du Conseil d'administration ou du Comité concerné ne peut être prise au cours de ces réunions. Toute question discutée relevant de la compétence du Conseil d'administration et nécessitant une action peut être portée à son attention et, le cas échéant, inscrite à l'ordre du jour de sa prochaine séance collégiale et faire l'objet d'une décision formelle.

Afin de mener à bien ses travaux, chaque Comité peut faire appel à des experts ou conseils externes dont il s'assure de l'objectivité et demander des études externes sur des sujets relevant de leur compétence, aux frais de la Société. Chaque Comité doit fournir un budget prévisionnel au Président du Conseil d'administration qui s'assurera ensuite que le budget global soit approuvé par le Conseil d'administration.

Lorsque la décision est prise par un Comité de faire appel à un expert ou à un conseil externe, le Président du Comité en informe le Président du Conseil d'administration, qui alloue le budget annuel approuvé. Le Président du Comité concerné peut demander des fonds supplémentaires au Conseil d'administration si nécessaire, à charge pour le Président du Comité d'en informer le Conseil d'administration lors de sa prochaine réunion. Dans le cadre de l'allocation de ce budget autonome, le Président du Conseil d'administration ou le Président du Comité détermine des honoraires raisonnables et des modalités d'engagement acceptables et conformes aux normes du secteur.

Enfin, chaque Comité peut contacter et interroger les principaux dirigeants de la Société après en avoir informé le Président du Conseil d'administration ou, si ce dernier est en désaccord, le Président du Comité des Nominations et de la Gouvernance, et sous réserve d'en rendre compte au Conseil d'administration.

4.1.5.2 Le Comité de la Stratégie

A. Missions

Les missions du Comité de la Stratégie sont les suivantes :

- assister notre Conseil d'administration dans ses attributions consistant à déterminer et revoir régulièrement la stratégie de notre Société et de notre Groupe, à savoir le périmètre, les plans d'affaires, le budget et la cartographie des opérations de fusions et acquisitions potentielles et les opportunités ;
- pour ce faire, analyser la situation et les axes de développement de notre Groupe en vue de présenter au Conseil des propositions quant à la stratégie de notre Groupe ;
- éclairer par ses analyses et ses débats les objectifs stratégiques de notre Groupe et apprécier le bien-fondé et les conséquences des décisions stratégiques les plus importantes proposées à notre Conseil ; et
- procéder à une analyse de l'environnement concurrentiel et de préparer un rapport sur ce sujet, étant précisé que les modalités d'élaboration et le contenu de ce rapport seront définies par le Président du Comité de la Stratégie.

B. Activité au cours de l'exercice 2020-2021

Conformément au règlement intérieur de notre Conseil d'administration, le Comité de la Stratégie se réunit au moins deux fois par an.

Au cours de l'exercice 2020-2021, il s'est réuni cinq fois avec un taux de participation de ses membres de 95,56 %.

Le Comité de la Stratégie a notamment travaillé sur les principaux thèmes suivants :

- sensibilité du *business plan* à cinq ans dans le contexte de la situation liée à la Covid-19 ;
- impact de la situation liée à la Covid-19 sur les plans d'attributions d'actions ;
- état des lieux sur les produits de notre Groupe ; et
- plus généralement, tous sujets relatifs à l'activité de notre Groupe et à sa stratégie pour les cinq années à venir.

4.1.5.3 Le Comité d'Audit et des Risques

A. Missions

Le Comité d'Audit et des Risques aide notre Conseil d'administration à veiller à l'exactitude et à la sincérité de nos comptes sociaux et consolidés et à la qualité de l'information délivrée.

Il reçoit notamment pour missions, en conformité avec l'article L. 823-19 du Code de commerce et avec le Code AFEP-MEDEF :

- en ce qui concerne les comptes et l'information financière :
 - de veiller à la qualité des procédures d'élaboration de l'information financière et d'assurer le suivi de leur mise en œuvre,
 - d'examiner les comptes annuels avant que notre Conseil d'administration en soit saisi,
 - de s'assurer de la pertinence des méthodes comptables utilisées et d'étudier les changements et adaptations des principes et règles comptables utilisés dans l'établissement des comptes et de prévenir tout manquement éventuel à ces règles,

- de se faire présenter l'évolution du périmètre des sociétés consolidées et de recevoir, le cas échéant, toutes explications nécessaires,
- d'examiner les résultats intermédiaires et préliminaires ainsi que les commentaires qui les accompagnent, avant leur annonce,
- de veiller à la qualité des procédures permettant le respect des réglementations boursières,
- d'être informé de la stratégie financière et des conditions des principales opérations financières de notre Groupe,
- de préparer un tableau de bord trimestriel des données financières et opérationnelles permettant au Conseil d'administration de comprendre l'activité en termes de produits et de clients (réel et provisionnel), et
- de préparer les communiqués destinés aux marchés financiers et les présentations aux analystes financiers ;
- en ce qui concerne le contrôle externe de notre Société :
 - d'auditionner régulièrement nos Commissaires aux comptes,
 - de piloter la procédure de sélection de nos Commissaires aux comptes et de soumettre le résultat de cette sélection au Conseil d'administration,
 - d'évaluer les propositions de désignation des Commissaires aux comptes de la Société et d'émettre une recommandation sur leur nomination,
 - d'évaluer chaque année le montant de la rémunération de nos Commissaires aux comptes pour l'exécution des missions de contrôle légal,
 - de veiller au respect de l'indépendance de nos Commissaires aux comptes,
 - de superviser l'application des règles de recours à nos Commissaires aux comptes pour des services autres que la certification des comptes,
 - d'examiner chaque année avec nos Commissaires aux comptes leurs plans d'intervention, les conclusions de ceux-ci et leurs recommandations ainsi que les suites qui leur sont données ;
- en ce qui concerne le contrôle interne de notre Société :
 - d'évaluer les systèmes de contrôle interne de notre Groupe,
 - d'examiner, avec ses responsables les plans d'interventions et d'actions dans le domaine du contrôle interne, les conclusions de ces interventions et actions et les recommandations et suites qui leur sont données,
 - d'examiner et de formuler des recommandations concernant les dépenses d'investissement annuel,
 - d'examiner et de formuler des recommandations concernant les dépenses exceptionnelles qui ne sont pas incluses dans les dépenses d'investissement annuel ;
- en ce qui concerne les risques :
 - de passer en revue régulièrement les principaux risques financiers et engagements hors bilan significatifs de notre Société,
 - de donner son avis sur l'organisation de l'audit interne et d'être informé du programme de travail de ce service,
 - d'examiner la pertinence des procédures d'analyse et de suivi des risques, en s'assurant de la mise en place d'un processus d'identification, de quantification et de prévention des principaux risques qu'entraînent les activités de notre Groupe, et
 - d'examiner les parties du projet de rapport du Conseil d'administration relatives aux facteurs de risques, au contrôle interne et aux mécanismes de gestion des risques.

Focus sur notre charte du Comité d'Audit et des Risques

Le 29 novembre 2017, notre Conseil d'administration a approuvé une charte du Comité d'Audit et des Risques.

Depuis cette date, elle est annexée à son règlement intérieur.

En l'absence de procédure imposée par les textes, le Comité d'Audit et des Risques a mis en place une procédure qui lui permet de satisfaire à ses obligations découlant de l'article L. 822-11-2 du Code de commerce en matière d'approbation des prestations de services autres que la certification des comptes (« SACC ») pouvant être fournis par nos Commissaires aux comptes ou leurs réseaux.

Aux termes de ladite charte, chaque année, le Comité d'Audit et des Risques réexamine et préapprouve la liste des SACC autorisés, ainsi que celle de ceux qui sont interdits. Au besoin, ces listes pourront être revues et amendées par le Comité d'Audit et des Risques à tout moment.

La durée de toute préapprobation est de 12 mois, sauf décision contraire du Comité d'Audit et des Risques.

Les annexes de ladite charte présentent :

- les services de certification des comptes ne nécessitant pas d'approbation préalable du Comité d'Audit et des Risques autre que celle requise pour le budget d'honoraires d'audit ;
- les SACC requis par les textes, dont la réalisation est imposée par la loi ou un règlement, ne nécessitant pas l'approbation préalable du Comité d'Audit et des Risques ;
- les SACC non interdits, bénéficiant d'une approbation préalable par nature de missions. Cette approbation préalable par nature est adaptée pour les services habituellement fournis par nos Commissaires aux comptes, pour lesquels une analyse d'indépendance a déjà été réalisée, et qui ne présentent pas de risques pour l'indépendance de nos Commissaires aux comptes ;
- les SACC non interdits, pour lesquels une approbation individuelle est nécessaire ; et
- les missions interdites à nos Commissaires aux comptes et à leur réseau.

B. Activité au cours de l'exercice 2020-2021

Le Comité d'Audit et des Risques se réunit au moins quatre fois par an. Au cours de l'exercice 2020-2021, il s'est réuni neuf fois avec un taux de participation de ses membres de 95,56 %.

Dans le cadre de ses travaux, le Comité a eu la possibilité de s'entretenir régulièrement et de façon indépendante avec nos Commissaires aux comptes.

Lors de l'arrêté des comptes annuels et semestriels, le Comité d'Audit et des Risques a vérifié le bon déroulement de la clôture et a pris connaissance du rapport d'analyse de nos Commissaires aux comptes.

Le Comité a également examiné les engagements hors bilan, les options comptables retenues en matière de provisions, ainsi que notre cartographie des risques.

Il a par ailleurs revu chacun des communiqués de presse et rapports financiers publiés au cours de l'exercice 2020-2021, ainsi que les éléments de nature financière, comptable et économique soumis au vote de nos actionnaires à l'occasion de leur dernière Assemblée Générale réunie le 23 septembre 2020.

Il a également examiné le rapport sur le gouvernement d'entreprise rédigé au titre de l'exercice clos le 31 mars 2020 conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Par ailleurs, le Comité a participé aux travaux visant à la poursuite de la mise en conformité de notre Groupe avec les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, dite « loi Sapin II ». Ainsi, il a permis au Conseil de s'assurer de la mise en place d'un dispositif de prévention et de détection de la corruption et du trafic d'influence au sein de notre Groupe. Dans ce cadre, notre Code de bonne conduite avait été mis à jour en octobre 2018.

Outre ses travaux annuels récurrents, le Comité d'Audit et des Risques a notamment travaillé sur les thèmes suivants :

- budget de l'exercice 2020-2021 revisité dans le contexte de la situation liée à la Covid-19 ;
- sensibilité du *business plan* à cinq ans dans le contexte de la situation liée à la Covid-19 ;

- émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions ordinaires nouvelles et/ou existantes (OCEANE) venant à échéance le 1^{er} octobre 2025, lancée le 28 septembre 2020 par placement privé, d'un montant d'environ 325 millions d'euros ;
- augmentation des investissements liés à l'accélération de l'augmentation de capacités dédiées aux produits POI ;
- procédure d'examen des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales mentionnées à l'article L. 225-39 du Code de commerce, conformément à l'article L. 22-10-12 du Code de commerce.

4.1.5.4 Le Comité des Nominations et de la Gouvernance

A. Missions

Le Comité des Nominations et de la Gouvernance reçoit mission de notre Conseil d'administration :

- de mettre en place une procédure destinée à sélectionner les futurs membres indépendants de notre Conseil d'administration et débattre des critères d'indépendance de ces candidats ;
- d'examiner et d'évaluer périodiquement les questions relatives au fonctionnement de notre Conseil d'administration et à la composition de notre Conseil d'administration et des Comités et de formuler des propositions à notre Conseil d'administration quant à la sélection de ses nouveaux membres, à leur cooptation, à leur nomination ou à leur renouvellement ; le Comité des Nominations et de la Gouvernance tient compte de l'équilibre souhaitable de la composition du Conseil et des Comités au vu de la composition et de l'évolution de l'actionnariat de la Société, et veille à la mise en œuvre d'une politique de diversité au regard de critères tels que l'indépendance, la représentation des femmes et des hommes, la nationalité, l'âge ou les qualifications et expériences professionnelles ;

- (iii) de préparer, à l'approche de l'expiration de leurs mandats, des recommandations pour la succession des mandataires sociaux ; il doit également préparer un plan de succession en cas de vacance imprévisible et de s'assurer de la mise en place d'une planification adéquate de la succession et de la gestion des talents ;
- (iv) d'être informé préalablement à l'arrivée ou au départ de tout membre du Comité Exécutif et, plus généralement, de faire des recommandations à notre Directeur général concernant la composition du Comité Exécutif ;
- (v) d'examiner les questions relatives au développement effectif d'une bonne gouvernance de la Société (par exemple : évaluation annuelle de notre Conseil d'administration, indépendance de notre Conseil d'administration et des Comités, fonctionnement souhaitable de notre Conseil d'administration et des Comités, équilibre des pouvoirs, responsabilité sociétale de l'entreprise, éthique, transparence, diversité) et d'émettre des recommandations à notre Conseil d'administration à cet égard.

Le Comité des Nominations et de la Gouvernance assure désormais également le suivi de l'aspect gouvernance (G) des programmes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Dans le cadre de cette mission, le Comité des Nominations et de la Gouvernance peut faire des recommandations et produire des rapports à notre Conseil d'administration.

B. Activité au cours de l'exercice 2020-2021

Conformément au règlement intérieur de notre Conseil d'administration, le Comité des Nominations et de la Gouvernance se réunit au moins une fois par an, préalablement à l'approbation de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, pour examiner les projets de résolutions qui seront soumises au vote de nos actionnaires et qui concernent les mandats des membres de notre Conseil d'administration. Par ailleurs, le Comité des Nominations et de la Gouvernance se réunit une fois par an pour une présentation faite par le Directeur général des changements observés dans la gestion et l'organisation du Comité Exécutif.

Au cours de l'exercice 2020-2021, le Comité des Nominations et de la Gouvernance s'est réuni huit fois, avec un taux de participation de ses membres de 100 %.

Outre ses travaux annuels récurrents, le Comité des Nominations et de la Gouvernance a notamment travaillé sur les thèmes suivants :

- formation et processus de désignation au sein de Comités des nouveaux membres du Conseil d'administration représentant le personnel salarié ;
- invitation d'une seconde personne représentant le Comité Social et Économique aux réunions du Conseil d'administration (et non d'une seule personne, comme l'impose la loi) ;
- conséquences du franchissement en baisse du seuil de 10 % du capital social de la société par CEA Investissement ;
- cooptation en tant qu'administratrice de Guillemette Picard en remplacement du CEA Investissement et nomination de Guillemette Picard à l'ensemble des Comités ;
- révision du plan de succession de notre Directeur général ;
- renouvellement des mandats de Satoshi Onishi et Éric Meurice ;
- attribution des questions environnementales et sociales au Comité des Rémunérations.

4.1.5.5 Le Comité des Rémunérations

A. Missions

Le Comité des Rémunérations reçoit mission de notre Conseil d'administration :

- (i) de faire à notre Conseil d'administration des recommandations pour l'approbation des rémunérations, des régimes de retraite et de prévoyance, des avantages en nature et des droits pécuniaires divers, et plus généralement de tous les éléments de rémunération ou d'intéressement, y compris en actions, attribués au Président

de notre Conseil d'administration, aux membres de notre Conseil d'administration, à notre Directeur général, à nos Directeurs généraux délégués et aux éventuels membres de notre Conseil d'administration salariés ou mandataires sociaux ;

- (ii) de faire à notre Conseil d'administration des recommandations pour l'approbation de l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions de la Société ainsi que l'attribution gratuite d'actions ou de tout autre instrument financier aux mandataires sociaux et aux salariés de notre Groupe ;
- (iii) de formuler des recommandations pour l'approbation des critères de rémunération variable de notre Directeur général et des Directeurs généraux délégués ;
- (iv) de faire des recommandations à notre Directeur général sur les rémunérations et tous autres avantages, en particulier les régimes de retraite, et plus généralement tous les éléments de rémunération, fixes et variables ou les mesures d'intéressement, en ce compris les actions, des membres du Comité Exécutif ;
- (v) d'être informé de la politique de rémunération de la Société ;
- (vi) de faire des recommandations à notre Conseil d'administration en vue de l'approbation des conditions de rémunération contractuelle et des indemnités de licenciement non conventionnelles pour notre Directeur général et les membres du Comité Exécutif ; et
- (vii) plus généralement, de faire des recommandations et formuler des avis à notre Conseil d'administration sur toute question relative à la politique de rémunération de la Société et de veiller à la cohérence de cette politique.

En outre, le Comité des Rémunérations assure également le suivi de l'aspect environnemental et social (ES) des programmes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Dans le cadre de cette mission, le Comité des Rémunérations peut faire des recommandations à notre Directeur général et à notre Conseil d'administration relatives à la communication sur ces aspects environnementaux et sociaux.

B. Activité au cours de l'exercice 2020-2021

Conformément au règlement intérieur de notre Conseil d'administration, le Comité des Rémunérations se réunit au moins une fois par an, préalablement à l'approbation de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, pour examiner les projets de résolutions qui seront soumises au vote de nos actionnaires et qui concernent la fixation de la rémunération des mandataires sociaux (*Say on pay ex ante et ex post*). Par ailleurs, le Comité des Rémunérations se réunit une fois par an et/ou avant toute proposition de plan d'intéressement à long terme (*long-term incentive plan*) pour une présentation faite par le Directeur général de la politique de rémunération des membres du Comité Exécutif observée au cours des exercices précédents et de la politique de rémunération proposée pour l'exercice suivant.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, le Comité des Rémunérations s'est réuni six fois, avec un taux d'assiduité de ses membres de 100 %.

Outre ses travaux annuels récurrents, le Comité des Rémunérations a notamment travaillé sur les thèmes suivants :

- fixation d'indemnités de départ et d'une clause de non-concurrence de notre Directeur général en cas de cessation de ses fonctions sous réserve de la démission de son contrat de travail ;
- mise en place de six plans d'attribution gratuites d'actions ordinaires au bénéfice de notre personnel salarié et, le cas échéant, de mandataires sociaux sous conditions de présence et de performance ;
- réouverture d'un plan de co-investissement à long terme au bénéfice d'une partie de notre personnel salarié se traduisant par une émission réservée d'ADP 2 et par la mise en place d'un plan d'attribution d'ADP 2 gratuites ;
- attribution définitive d'ADP 2 dans le cadre du débouclage de la première tranche des plans de co-investissement à long terme Topaz n° 1 et Topaz n° 2.

4.1.5.6 Le Comité des Questions Stratégiques Sensibles

A. Missions

Le Comité des Questions Stratégiques Sensibles a vocation à se prononcer sur tout projet de transfert (que ce soit par le biais d'une cession, de l'octroi d'une licence ou de toute autre manière) ou de tout autre projet de joint-venture impliquant la technologie Smart Cut™ et à émettre des recommandations au Conseil d'administration à cet égard.

B. Activité au cours de l'exercice 2020-2021

Au cours de l'exercice 2020-2021, le Comité des Questions Stratégiques Sensibles ne s'est réuni que deux fois, avec un taux d'assiduité de 100 %.

4.1.6 Évaluation de notre Conseil d'administration

4.1.6.1 Méthode d'évaluation

Conformément aux recommandations des paragraphes 6.2 et 10 du Code AFEP-MEDEF et à son règlement intérieur, notre Conseil d'administration procède annuellement à une évaluation de sa composition, de son organisation et de son fonctionnement, ainsi que de ceux de ses Comités.

Elle peut prendre la forme de questionnaires anonymes envoyés à chaque membre du Conseil. Elle peut aussi prendre la forme d'une évaluation réalisée avec l'aide d'un conseil externe.

Les résultats de cette évaluation sont alors présentés et débattus au Conseil d'administration, sous la conduite des travaux du Comité des Nominations et de la Gouvernance.

Les différents aspects de la mission et des fonctions de notre Conseil et de ses membres sont examinés et évalués, et des recommandations sont formulées (le cas échéant) pour améliorer le fonctionnement de notre Conseil. Les résultats de ces conclusions sont présentés chaque année à nos actionnaires dans le cadre du rapport sur le gouvernement d'entreprise de l'exercice concerné.

4.1.6.2 Analyse du Comité des Nominations et de la Gouvernance et conclusions de notre Conseil d'administration au titre de l'exercice 2020-2021

Au titre de l'exercice 2020-2021, notre Comité des Nominations et de la Gouvernance a procédé à l'autoévaluation de la composition, de l'organisation et du fonctionnement du Conseil d'administration et de ses Comités pour l'exercice 2020-2021 à l'aide d'un questionnaire complet détaillé et d'entretiens individuels conduits par le Président de notre Conseil et la Présidente du Comité des Nominations et de la Gouvernance incluant une appréciation individuelle de chacun des membres du Conseil.

Le Comité des Nominations et de la Gouvernance a examiné les résultats lors de sa réunion du 12 mai 2021.

Le 9 juin 2021, la synthèse de ses travaux a été présentée à notre Conseil d'administration qui a constaté que les réponses au questionnaire et les entretiens individuels ont révélé que les administrateurs se sont montrés satisfaits de la composition, de l'organisation et du fonctionnement du Conseil d'administration, et de ses Comités sous réserve des possibilités d'améliorations visées ci-après.

En particulier, il est ressorti de l'autoévaluation une constante amélioration de la participation des membres aux réunions du Conseil et des Comités, les progrès relatifs à la qualité des échanges avec des débats ouverts sur des sujets variés et la qualité de la préparation des réunions et de la communication des procès-verbaux.

Lors des entretiens individuels, les administrateurs ont fait part de leur satisfaction quant à l'indépendance, la diversité des compétences des membres du Conseil et la qualité de leur fonctionnement collégial. Les administrateurs ont par ailleurs relevé que les décisions importantes avaient pu être traitées de manière constructive, efficace, collégiale et mature et ont souligné à cet égard que la dynamique interne du Conseil s'était trouvée renforcée par la possibilité d'aborder les questions critiques soulevées.

Les points d'amélioration suivants ont été identifiés, tant dans le cadre des réponses apportées au questionnaire que dans le cadre des entretiens individuels :

- le souhait de poursuivre l'amélioration de l'efficacité du fonctionnement du Conseil d'administration ; et
- la volonté de renforcer le dialogue et la confiance entre le Conseil et la direction générale de la Société.

Au cours de cette même séance, le Conseil a modifié son règlement intérieur dans cet objectif (cf. paragraphe 4.1.2.1 du présent Document d'Enregistrement Universel).

Par ailleurs, comme chaque année, le Comité des Nominations et de la Gouvernance a également analysé l'indépendance de chaque membre de notre Conseil d'administration au regard notamment des éléments communiqués dans le cadre du questionnaire d'autoévaluation. Pour plus de détails, nous vous invitons à consulter le paragraphe 4.1.3.5 *Conclusion sur l'indépendance des membres de notre Conseil d'administration* du présent Document d'Enregistrement Universel.

4.1.7 Participations des membres des organes d'administration et de direction

4.1.7.1 Participations détenues par les membres des organes d'administration et de direction dans le capital de notre Société

● NOMBRE D'ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES PAR LES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Au 9 juin 2021, les membres de nos organes d'administration et de direction possédaient les nombres suivants d'actions composant notre capital social :

Prénom et nom/Raison sociale	Qualité	Nombre d'actions détenues
Éric Meurice	Président du Conseil d'administration	1 000
Paul Boudre	Directeur général et administrateur	53 892
Wissème Allali	Administratrice représentant les salariés	65
Bpifrance Participations (représentée par Sophie Paquin)	Administratrice	3 636 007
Françoise Chombar	Administratrice	-
Laurence Delpy	Administratrice	150
Christophe Gegout	Administrateur	-
Didier Landru	Administrateur représentant les salariés	45
Satoshi Onishi	Administrateur	100
Guillemette Picard	Administratrice	124
Kai Seikku	Administrateur	2 000
Thierry Sommelet	Administrateur	-
Jeffrey Wang	Administrateur	-
Shuo Zhang	Administratrice	-

4.1.7.2 Opérations sur les instruments financiers de notre Société réalisées par nos dirigeants et les personnes qui leur sont étroitement liées

Conformément à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier et aux articles 223-23 et 223-26 du Règlement général de l'AMF, les tableaux ci-dessous présentent, par ordre chronologique, l'état récapitulatif des opérations réalisées sur les titres de notre Société, au cours de l'exercice 2020-2021 et jusqu'au 9 juin 2021, par les personnes exerçant au sein de notre Société des responsabilités dirigeants ainsi que les personnes avec lesquelles ces personnes ont des liens personnels étroits.

Nous vous précisons que lesdites opérations ne sont mentionnées que dans la mesure où leur montant cumulé a excédé 20 000 euros par personne déclarante au cours d'une année civile.

Déclarant	CEA Investissement	Laurence Delpy	Paul Boudre
Qualité	Administrateur	Administratrice	Directeur général et administrateur
Émetteur	Soitec	Soitec	Soitec
LEI	969500ZR92SQC9TST26	969500ZR92SQC9TST26	969500ZR92SQC9TST26
Description de l'instrument financier	Actions ordinaires	Actions ordinaires	ADP 2
Code d'identification de l'instrument financier	FR0013227113	FR0013227113	FR0013473410
Nombre d'instruments financiers	1 065 000	525	12 792
Nature de l'opération	Cession	Cession	Acquisition ⁽¹⁾
Date de l'opération	31 juillet 2020	1 ^{er} décembre 2020	18 décembre 2020
Lieu de l'opération	Hors plateforme de négociation	Euronext Paris	Hors plateforme de négociation
Prix unitaire	98,4500 €	147,6592 €	88,9000
Montant total de l'opération	104 849 250,00 €	77 521,08 €	1 137 208,80 €

(1) Lié à l'acquisition définitive d'ADP 2 convertibles en actions ordinaires (non admises à la négociation) attribuées gratuitement par notre Conseil d'administration le 18 décembre 2019.

4.1.8 Code de gouvernement d'entreprise

Notre Société a adopté comme cadre de référence, en matière de gouvernement d'entreprise, le **Code AFEP-MEDEF**.

Ce Code est consultable sur le site www.afep.com, au lien suivant :

https://afep.com/wp-content/uploads/2020/01/Code-Afep_Medef-revision-janvier-2020_-002.pdf

À la date d'arrêt du présent rapport sur le gouvernement d'entreprise, les recommandations suivantes du Code AFEP-MEDEF font l'objet des exceptions suivantes au sein de notre Société :

Recommandation AFEP-MEDEF	Position de la Société et justification
<p><u>Recommandation relative à la proportion de membres indépendants au sein du Conseil d'administration (paragraphe 9.3) :</u> « La part des administrateurs indépendants doit être de la moitié des membres du Conseil d'administration dans les sociétés au capital dispersé et dépourvues d'actionnaires de contrôle. »</p>	<p>Notre Conseil d'administration, sur la base de l'évaluation annuelle de l'indépendance de ses membres réalisée par notre Comité des Nominations et de la Gouvernance à partir de l'étude effectuée par Egon Zehnder, cabinet indépendant spécialisé dans la gouvernance d'entreprise, a constaté lors de sa réunion du 10 juin 2020 que Christophe Gegout, qui avait été nommé administrateur sur proposition de CEA Investissement, pouvait être qualifié d'administrateur indépendant. Lors de sa revue annuelle des membres indépendants du Conseil d'administration, le Comité des Nominations et de la Gouvernance a confirmé cette qualification en notant également que, suite au franchissement de seuil à la baisse de 10 % du capital social de notre Société par CEA Investissement en juillet 2020, Christophe Gegout n'est plus le représentant de cette dernière (cf. paragraphe 4.1.3.5 <i>Conclusion sur l'indépendance des membres de notre Conseil d'administration</i> du présent Document d'Enregistrement Universel). Ainsi, la part des membres de notre Conseil d'administration remplissant les conditions d'indépendance s'élève à cinq membres sur 12 (les membres représentant le personnel salarié n'entrant pas dans le décompte), soit environ 42 %.</p> <p>Compte tenu du fait que la qualité d'un Conseil d'administration ne saurait se résumer en un pourcentage d'indépendance, notre Société recherche avant tout des membres du Conseil d'administration faisant preuve d'intégrité, de compétence, de proactivité, d'assiduité et d'implication (ainsi qu'exposé au paragraphe 9.1 du Code AFEP-MEDEF).</p> <p>Notre Société, tout de même consciente des intérêts d'avoir une proportion significative de membres du Conseil d'administration indépendant-es, poursuit continuellement l'objectif d'augmenter le ratio d'indépendance de son Conseil.</p> <p>À cette fin, depuis le début de l'exercice 2016-2017, notre Société oriente ses recherches de futurs membres en ce sens, tout en veillant à respecter l'équilibre souhaitable de sa composition notamment en termes de compétences et de diversité, ainsi que les stipulations du pacte d'actionnaires de notre Société relatives à la composition de notre Conseil d'administration (lequel expire à l'issue de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021).</p>
<p><u>Recommandation relative à la durée des fonctions administrateur-rices (paragraphe 14.2) :</u> « L'échelonnement des mandats est organisé de façon à éviter un renouvellement en bloc et à favoriser un renouvellement harmonieux des administrateurs. »</p>	<p>Les mandats de 10 membres du Conseil d'administration ont été renouvelés à l'issue de l'Assemblée Générale du 26 juillet 2019.</p> <p>Cette concomitance est due aux trois événements suivants, tous intervenus au cours du même exercice social (2016-2017) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • nécessité de féminiser notre Conseil d'administration ayant entraîné la nomination de trois nouvelles administratrices le 11 avril 2016 ; • signature du pacte d'actionnaires de notre Société (tel que modifié le 29 avril 2016) ayant entraîné la nomination de quatre membres du Conseil supplémentaires le 2 mai 2016 ; • réduction de la durée des mandats des membres de notre Conseil d'administration de quatre ans à trois ans décidée le 25 juillet 2016, ayant entraîné l'expiration du mandat d'un administrateur et son renouvellement à la même date. <p>En vue de rendre plus harmonieux l'échelonnement des mandats des membres du Conseil d'administration, Shuo Zhang et Françoise Chombar ont démissionné de leurs mandats respectifs avec effet à l'issue de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021 et le Conseil d'administration a décidé lors de sa réunion du 9 juin 2021 de proposer à l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021 leur renouvellement pour une durée de trois ans. Ainsi, il sera proposé aux actionnaires de notre Société de renouveler quatre mandats de membres du Conseil d'administration dès l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021 et huit mandats (au lieu de 10) arriveraient à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2021-2022.</p> <p>Le Comité des Nominations et de la Gouvernance est chargé de poursuivre ses réflexions sur ce sujet en vue d'améliorer l'échelonnement des mandats des membres du Conseil d'administration à l'occasion de l'arrivée à échéance en 2022 des huit autres mandats.</p>
<p><u>Recommandation relative à la composition du Comité d'Audit (paragraphe 16.1) :</u> « La part des administrateurs indépendants dans le Comité d'Audit doit être au moins de deux tiers. »</p>	<p>Avec quatre personnes indépendantes sur sept dans notre Comité d'Audit et des Risques, son ratio d'indépendance s'élève à environ 57 %, soit un peu moins que le seuil requis par le Code AFEP-MEDEF.</p> <p>Le Conseil d'administration considère qu'il est avant tout souhaitable que ce Comité soit composé de membres dont la sélection est motivée par leurs compétences comptables et financières, conformément à la recommandation du paragraphe 16.1 du Code AFEP-MEDEF. Cette composition s'explique par ailleurs au regard de la présence des administrateur-rices représentant nos « investisseurs significatifs » ou désigné-es sur leur proposition. Ce Comité reste composé d'une majorité de membres indépendants et son indépendance est également renforcée par le fait que son Président est indépendant (garantissent un débat ouvert, ainsi que le bon fonctionnement et l'efficacité dudit Comité).</p>
<p><u>Recommandation relative à la composition du Comité des Nominations (paragraphe 17.1) :</u> « être composé majoritairement d'administrateurs indépendants. »</p>	<p>Le nombre de personnes indépendantes au sein du Comité des Nominations et de la Gouvernance de notre Société est inférieur à la moitié du nombre total de membres puisqu'elles sont trois sur sept. Le ratio d'indépendance est donc de 43 %. Toutefois, le Conseil d'administration considère cette composition satisfaisante compte tenu de la présence nécessaire des membres du Comité représentant nos « investisseurs significatifs » ou désigné-es sur leur proposition et de l'appréciation globale de l'indépendance collective, étant donné la grande diversité en termes de genre, de nationalité et d'ancienneté des membres de ce Comité ainsi que leurs compétences complémentaires.</p> <p>En outre, notre Société estime que la qualité et l'expérience des membres indépendant-es qui composent son Comité des Nominations et de la Gouvernance, ainsi que le fait que le Président de ce Comité soit lui-même indépendant, garantissent un débat ouvert, ainsi que le bon fonctionnement et l'efficacité dudit Comité.</p>

Recommandation relative à la composition du Comité en charge des Rémunérations

(paragraphe 18.1) :

Il doit « être composé majoritairement d'administrateurs indépendants ».

« Il est recommandé [...] qu'un administrateur représentant les salariés en soit membre. »

« Il doit être composé majoritairement d'administrateurs indépendants. »

La part de membres indépendant-es au sein du Comité des Rémunérations n'est pas majoritaire mais égale à celle de ses membres qui ne le sont pas.

Avec trois administrateur-ices indépendant-es sur un total de six membres, leur part est de 50 %.

Tout en étant conforme aux stipulations du pacte d'actionnaires de notre Société, qui ne permet pas actuellement, et jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021, de se conformer aux exigences du Code AFEP-MEDEF, la composition du Comité des Rémunérations est équilibrée. En outre, le Comité des Rémunérations est présidé par Éric Meurice, qui est un administrateur indépendant.

Enfin, le Conseil estime que la qualité et l'expérience des membres indépendant-es garantissent un débat ouvert et que la composition actuelle ne nuit pas au bon fonctionnement du Comité.

« Il est recommandé qu'un administrateur représentant les salariés en soit membre. »

Didier Landru et Wissème Allali (nommé-es membres du Conseil d'administration représentant le personnel salarié en janvier 2021) ont reçu une invitation pour assister aux réunions du Comité des Rémunérations du 30 mars 2021, du 12 mai 2021 et du 8 juin 2021 et aux réunions du Comité de la Stratégie du 29 mars 2021 et du 8 juin 2021 afin de faciliter leur entrée en fonction et de leur permettre de se familiariser avec les travaux des Comités avant que notre Conseil d'administration décide formellement de leur nomination au sein d'un de ces Comités. Lors de sa réunion du 9 juin 2021, le Conseil d'administration a formellement décidé de nommer Wissème Allali en qualité de membre du Comité des rémunérations et Didier Landru en qualité de membre du Comité de la stratégie.

Recommandation relative à la déontologie de l'administrateur
(paragraphe 20) :

« Hors dispositions légales contraires, l'administrateur doit être actionnaire à titre personnel et, en application des dispositions des statuts ou du règlement intérieur, posséder un nombre minimum d'actions, significatif au regard des rémunérations qui lui ont été allouées. »

L'article 1 d) du règlement intérieur de notre Conseil d'administration stipule notamment : « Selon l'article 13 des statuts de la Société, les Administrateurs n'ont aucune obligation de détenir des actions de la Société.

Néanmoins, pour se conformer au paragraphe 20 du Code de gouvernement d'entreprise, hors dispositions légales contraires, les Administrateurs (autant les personnes physiques Administrateurs que les représentants permanents d'une personne morale Administrateur) feront en sorte d'être actionnaires de la Société à titre personnel et de posséder un nombre minimum d'actions, significatif au regard des jetons de présence alloués. Cette obligation ne s'applique pas aux représentants permanents désignés par les Administrateurs personnes morales, aux Administrateurs représentant les investisseurs institutionnels et aux Administrateurs représentants les salariés.

Sera considéré comme étant un nombre significatif d'actions, la possession de cent (100) actions inscrites en compte nominatif. »

À ce jour, sept membres de notre Conseil d'administration sur 12 sont actionnaires de notre Société (les membres du Conseil représentant le personnel salarié n'entrant pas dans le décompte), ce qui illustre que, dans le respect de la réglementation relative aux abus de marchés, le Conseil se rapproche progressivement du respect de cette recommandation. Depuis la modification du règlement intérieur du 9 juin 2021, les représentant-es permanent-es des personnes morales et les membres du Conseil représentant les investisseurs institutionnels, qui par définition détiennent eux-mêmes en qualité d'actionnaires un nombre significatif d'actions de la Société, n'étaient pas tenus à titre personnel de détenir des actions de la Société. S'agissant de Thierry Sommelet et de Sophie Paquin, il est rappelé que leur qualité de salarié-es de Bpifrance les empêche de détenir directement des actions de la Société.

4.1.9 Conventions avec des parties intéressées ou liées

4.1.9.1 Procédure d'examen des conventions conclues avec des « personnes intéressées »

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-12 du Code de commerce, notre Conseil d'administration a adopté lors de sa réunion du 10 juin 2020, après échanges avec nos Commissaires aux comptes, une procédure d'examen des conventions courantes et conclues à des conditions normales. Cette procédure, décrite dans notre Document d'Enregistrement Universel 2019/2020, a été appliquée pour la première fois durant l'exercice clos le 31 mars 2021. Dans le cadre de sa revue annuelle de cette procédure et à la lumière de sa première année de mise en œuvre, notre Conseil d'administration, lors de sa réunion du 9 juin 2021, a décidé (après échanges avec nos Commissaires aux comptes) de l'adapter au mieux au fonctionnement de notre Société. La procédure des conventions réglementées portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ainsi modifiée est décrite ci-après.

Cette procédure décrit la méthodologie utilisée par notre Groupe pour évaluer régulièrement si les conventions conclues avec notre Société qui ne sont pas qualifiées de conventions dites « réglementées » remplissent bien ces conditions et rappelle les règles de qualification des conventions en conventions « réglementées » ou conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales (les « conventions libres »).

Notre procédure d'examen des conventions libres et réglementées tient notamment compte du Guide de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées et courantes de février 2014. Pour définir la notion de « personne intéressée », la procédure applique la recommandation AMF n° 2012-05.

Toute personne ayant connaissance d'une convention susceptible d'intervenir entre notre Société et une personne intéressée doit informer notre Direction Juridique préalablement à sa conclusion, sa modification ou son exécution. Cette information est requise y compris lorsque la convention est susceptible de constituer une convention libre.

De plus, toute personne directement ou indirectement intéressée à une convention réglementée est tenue, conformément à la réglementation applicable, d'informer notre Conseil d'administration dès qu'elle en a connaissance.

Notre Direction juridique opère, conjointement avec notre Direction financière et/ou toute autre Direction concernée, l'analyse des circonstances et conditions particulières de la convention en cause pour définir son caractère réglementé, libre ou prohibé. Si les critères permettant de qualifier la convention d'opération courante conclue à des conditions normales sont remplis, la convention peut être signée sans autorisation préalable de notre Conseil d'administration, sans préjudice, le cas échéant, d'une autorisation préalable particulière si elle est prévue par le règlement intérieur de notre Conseil d'administration ou par la réglementation applicable.

Si, au terme de son évaluation, notre Direction juridique estime que la convention est susceptible d'être considérée comme une convention réglementée, la procédure s'y rapportant sera placée sous la supervision de notre Conseil d'administration et ladite convention doit faire l'objet d'une autorisation préalable de notre Conseil d'administration, conformément aux statuts de notre Société, au règlement intérieur de notre Conseil d'administration et, plus généralement, aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce (cf. paragraphe 4.1.9.2 *Régime des conventions réglementées* du présent Document d'Enregistrement Universel).

Notre Direction juridique tient (sur la base des informations auxquelles elle a accès ou qui lui ont été transmises) une liste des conventions conclues avec des personnes intéressées.

Une liste des conventions libres est également établie au 31 mars de chaque année et fait l'objet d'une revue détaillée par notre Direction juridique

et notre Direction financière. Cette liste est transmise annuellement aux Commissaires aux comptes.

Enfin, cette liste est transmise annuellement et discutée le cas échéant lors de la réunion du Comité d'Audit et des Risques préparant l'approbation des comptes annuels de notre Société.

Notre Comité d'Audit et des Risques rend compte annuellement à notre Conseil d'administration de la bonne application de la procédure et propose, le cas échéant, une mise à jour de la procédure. Les personnes intéressées n'interviennent à aucune étape du processus de cette éventuelle reclassification.

4.1.9.2 Régime des conventions réglementées

Lorsque la convention entre notre Société et une personne intéressée ne peut être considérée comme libre (et n'est pas prohibée au sens de l'article L. 225-43 du Code de commerce), elle est dite réglementée et doit faire l'objet d'une autorisation préalable de notre Conseil d'administration conformément aux dispositions légales applicables. Toute personne directement ou indirectement intéressée ne peut prendre part au vote sur l'autorisation de notre Conseil d'administration préalablement requise à la conclusion d'une telle convention.

Notre Président du Conseil d'administration donne avis à nos Commissaires aux comptes de toutes les conventions autorisées et conclues et soumet celles-ci à l'approbation de notre Assemblée Générale. Dans ce cadre, nos Commissaires aux comptes présentent à nos actionnaires un rapport spécial sur ces conventions, sur lequel ils statuent.

La personne directement ou indirectement intéressée à la convention ne peut pas prendre part au vote sur la résolution ainsi soumise à l'Assemblée Générale, et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du *quorum* et de la majorité.

En application de l'article L. 225-40-1 du Code de commerce, les conventions réglementées autorisées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie sont examinées par notre Conseil d'administration et décrites au sein d'un rapport spécial des Commissaires aux comptes.

A. Conventions réglementées conclues au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021

Aucune convention réglementée n'a été conclue au cours de l'exercice 2020-2021.

B. Conventions réglementées antérieurement conclues et autorisées qui se sont poursuivies au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021

En application de l'article L. 225-40-1 du Code de commerce, les conventions réglementées autorisées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie, qui sont listées ci-après, ont été examinées par notre Conseil d'administration et sont décrites dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes reproduit à la section 8.3 *Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées* du présent Document d'Enregistrement Universel.

1. Avec le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)

Le 27 juillet 2018, notre Société a signé avec le CEA un accord-cadre de collaboration de R&D pluriannuel, dont l'objet est de fixer les modalités d'exécution des travaux de R&D en collaboration entre le CEA et notre Société. Il a été conclu avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2018 et pour une durée de cinq années, soit jusqu'au 31 décembre 2022.

Au titre de cet accord, le CEA a facturé à notre Société la somme de 3 733 000 euros au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021.

2. Avec le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)

Le 27 juillet 2018, notre Société a signé avec le CEA un accord de licence de brevets et de communication de savoir-faire pour la fabrication et la vente de substrats, dont l'objet est de fixer les modalités d'exploitation de brevets et de connaissances. Il a été conclu avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2017 et expirera au plus tard le 31 décembre 2027 ou à la date d'expiration du dernier brevet ou de la dernière connaissance faisant l'objet de cet accord.

Au titre de cet accord, le CEA a facturé à notre Société la somme de 10 697 662,03 euros au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021.

3. Avec Shanghai Simgui Technology Co. Ltd. (Simgui)

Le 27 décembre 2018, notre Société a signé avec Simgui un avenant à un accord de licence et de transfert de technologie (*Amended and restated license and technology transfer agreement*), dont l'objet est de permettre à Simgui, dans le cadre d'une augmentation de capacité de production de plaques de SOI de 200 mm, de fabriquer en Chine et de vendre exclusivement à notre Société ces produits pour le marché mondial en utilisant notre technologie Smart Cut™. Il a été conclu avec effet au 1^{er} janvier 2019, pour une durée de six ans, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

Au titre de cet accord, notre Société n'a rien facturé à Simgui au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021.

4. Avec Shanghai Simgui Technology Co. Ltd. (Simgui)

Le 27 décembre 2018, notre Société a signé avec Simgui un contrat de fourniture de plaques de SOI (*Amended and restated SOI supply agreement*), dont l'objet est la fourniture de plaques de SOI fabriquées par Simgui à notre Société conformément aux termes de l'accord de licence et de transfert de technologie visé au paragraphe 3 ci-dessus. Il a été conclu avec effet au 1^{er} janvier 2019, pour une durée de six ans, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

Au titre de cet accord, Simgui a facturé à notre Société la somme de 51 845 684 dollars américains au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021.

5. Avec la société Shanghai Simgui Technology Co. Ltd. (Simgui)

Le 27 décembre 2018, notre Société a signé avec Simgui un avenant à un contrat de fourniture de matières premières (*Amended and restated bulk supply agreement*), dont l'objet est la fourniture par notre Société à Simgui de matières premières pour la fabrication de plaques de SOI selon les termes de l'accord de licence et de transfert de technologie visé au paragraphe 3 ci-dessus. Il a été conclu avec effet au 1^{er} janvier 2019, pour une durée de six ans, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

Au titre de cet accord, notre Société a facturé à Simgui la somme de 23 174 751,50 dollars américains au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021.

6. Avec les sociétés Bpifrance Participations, CEA Investissement et NSIG Sunrise S.à.r.l.

Un pacte d'actionnaires a été conclu en date du 7 mars 2016 (et modifié le 29 avril 2016) entre notre Société et nos trois « investisseurs stratégiques », à savoir les sociétés Bpifrance Participations, CEA Investissement et National Silicon Industry Group/NSIG Sunrise S.à.r.l. – pacte préalablement autorisé par notre Conseil d'administration en date du 3 mars 2016. L'exécution de ce pacte d'actionnaires s'est poursuivie pendant toute la durée de l'exercice clos le 31 mars 2021. Le pacte expirera à l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021 et ne sera pas, à la connaissance de la société, renouvelé.

Ce pacte d'actionnaires porte principalement sur l'organisation de la gouvernance de notre Société.

4.1.9.3 Conventions intervenues entre nos titulaires de mandats sociaux et/ou nos actionnaires disposant de plus de 10 % de nos droits de vote, et l'une de nos filiales

Conformément à l'article L. 225-37-4 2° du Code de commerce, nous vous précisons qu'au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, aucune convention portant sur des opérations non courantes ou conclue à des conditions anormales n'est intervenue, directement ou par personne interposée, entre nos titulaires de mandats sociaux ou nos actionnaires disposant de plus de 10 % de nos droits de vote et l'une de nos filiales.

À toutes fins utiles, nous vous rappelons que les conventions conclues, directement ou par personne interposée, entre nos titulaires de mandats sociaux ou nos actionnaires disposant de plus de 10 % de nos droits de vote et l'une de nos filiales, ou renouvelées par notre Société au cours de l'exercice 2020-2021, ont donné lieu à des flux impliquant nos filiales. Leurs montants sont détaillés à la note 5.3 « Informations relatives aux parties liées » de l'annexe aux comptes consolidés 2020-2021 figurant au paragraphe 6.2.1.2 *Notes aux états financiers consolidés du 31 mars 2021* du présent Document d'Enregistrement Universel.

4.1.9.4 Informations sur les contrats de service

Il n'existe aucun contrat de service liant les membres de nos organes d'administration ou de direction à notre Société ou à l'une quelconque de nos filiales et prévoyant l'octroi d'avantages aux termes d'un tel contrat.

4.1.9.5 Parties liées

Nous vous invitons à consulter la note 3.5.3 « Informations relatives aux parties liées » de l'annexe aux comptes consolidés 2020-2021 figurant au paragraphe 6.2.1.2 *Notes aux états financiers consolidés du 31 mars 2021* du présent Document d'Enregistrement Universel. Y sont visées les principales transactions conclues avec nos parties liées au cours des deux précédents exercices, clos les 31 mars 2020 et 31 mars 2021.

4.2 Rémunérations

4.2.1 Rémunérations de nos mandataires sociaux au titre de l'exercice écoulé 2020-2021

Le présent paragraphe contient les informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce relatives aux éléments de rémunérations des mandataires sociaux de notre Société pour l'exercice écoulé 2020-2021 qui seront soumises à l'approbation de nos actionnaires avec la 10^e résolution lors de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021, en application de l'article L. 22-10-34 I du Code de commerce.

Concernant le Président du Conseil d'administration et le Directeur général, l'ensemble des éléments de rémunération des dirigeants mandataires sociaux décrits ci-après est conforme à la politique de rémunération qui avait été approuvée par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 en application de l'article L. 20-10-8 du Code de commerce.

La rémunération versée aux membres du Conseil d'administration s'inscrit dans l'enveloppe globale qui avait été approuvée par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 et respecte les principes qui étaient décrits dans le Document d'Enregistrement Universel 2019-2020.

4.2.1.1 Rémunération de Paul Boudre, Directeur général, au titre de l'exercice 2020-2021

Conformément à la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020, la rémunération de Paul Boudre, Directeur général, est composée d'une part fixe, d'une part variable annuelle et d'une rémunération de long terme.

Aucune rémunération n'a été versée ou attribuée à Paul Boudre par des sociétés contrôlées par la Société et Paul Boudre n'a pas perçu de rémunération au titre de son mandat d'administrateur.

Paul Boudre bénéficie par ailleurs des avantages et des engagements décrits ci-après, étant rappelé que ce dernier a démissionné de son contrat de travail en 2020.

Aucune rémunération exceptionnelle n'a été attribuée ou versée à Paul Boudre au cours de l'exercice 2020-2021.

La proportion relative de la rémunération fixe et variable de Paul Boudre est la suivante :

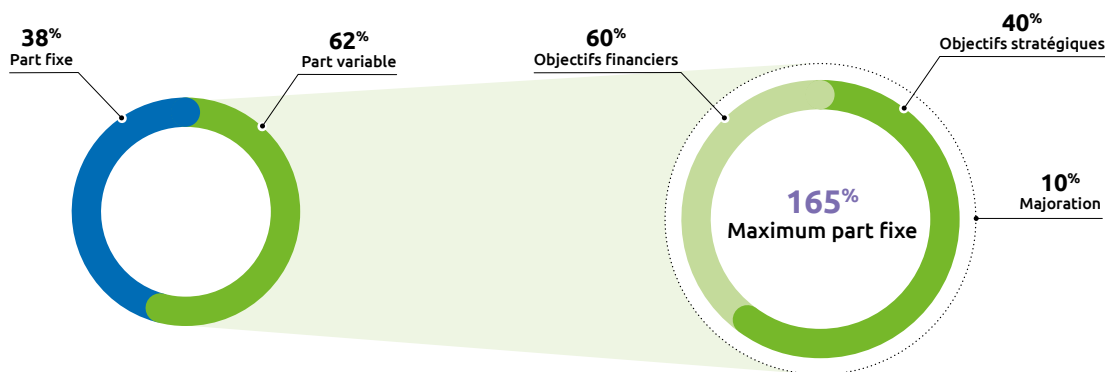


TABLEAU 1 (AMF, POSITION-RECOMMANDATION 2021-02) – SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS ET DES OPTIONS ET ACTIONS ATTRIBUÉES À PAUL BOUDRE, DIRECTEUR GÉNÉRAL (en euros)

Paul Boudre Directeur général Début de mandat : le 16 janvier 2015 Fin du mandat en cours : Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de le 31 mars 2022	Exercice social 2019-2020	Exercice social 2020-2021
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2 ci-après) ⁽¹⁾	1 302 920	1 238 488,20
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions de performance ou de préférence attribuées gratuitement au cours de l'exercice ⁽²⁾	2 691 924,94	1 243 047
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	Néant	Néant
TOTAL	3 994 844,94	2 481 535,20

(1) Montant brut.

(2) La valorisation des actions correspond à une évaluation réalisée en application de la norme IFRS 2.

TABLEAU 2 (AMF, POSITION-RECOMMANDATION 2021-02) – RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS DE PAUL BOUDRE, DIRECTEUR GÉNÉRAL (en euros)

Paul Boudre Directeur général Début de mandat : le 16 janvier 2015 Fin du mandat en cours : Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de le 31 mars 2022	Exercice 2019-2020		Exercice 2020-2021	
	Montants attribués	Montants versés	Montants attribués	Montants versés
Rémunération fixe	550 000	550 000	550 000	550 000
Rémunération variable annuelle	728 200 ⁽¹⁾	783 748 ⁽²⁾	654 500 ⁽³⁾	728 200 ⁽¹⁾
Proportion variable/fixe	132,4 %	165 %	119 %	132,4 %
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Rémunérations allouées au titre de son mandat d'Administrateur et de membre de Comité	Néant	Néant	Néant	Néant
Avantages en nature	36 300 ⁽⁴⁾	36 300 ⁽⁴⁾	33 988,20 ⁽⁴⁾	33 988,20 ⁽⁴⁾
TOTAL	1 314 500	1 370 048	1 238 488,20	1 312 188,20

(1) Rémunération variable de l'exercice 2019-2020 versée au cours de l'exercice 2020-2021.

(2) Rémunération variable de l'exercice 2018-2019 versée au cours de l'exercice 2019-2020.

(3) Rémunération variable pour l'exercice 2020-2021 qui sera versée au cours de l'exercice en cours 2021-2022, sous réserve de l'approbation préalable du vote de nos actionnaires lors de l'Assemblée Générale convoquée le 28 juillet 2021.

(4) Le montant de ces avantages en nature correspond à l'octroi d'un véhicule de fonction, à la souscription d'une assurance volontaire contre la perte activité et à la police d'assurance personne clé.

A. Rémunération fixe annuelle

La rémunération fixe de Paul Boudre lui est accordée au titre de son mandat de Directeur général et des responsabilités inhérentes à ce poste.

Le montant de la rémunération fixe du Directeur général n'est pas automatiquement réévalué chaque année. Le Conseil d'administration l'a revu en dernier lieu le 26 juillet 2018 avec date d'effet au 1^{er} janvier 2019. La révision précédente remontait au 1^{er} avril 2010.

La rémunération fixe annuelle de Paul Boudre s'établit ainsi à 550 000 euros pour l'exercice clos le 31 mars 2021, versée en 12 mensualités égales au cours de l'exercice 2020-2021.

B. Rémunération variable annuelle

Conformément à la politique de rémunération établie par notre Conseil d'administration et approuvée par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020, la part variable de la rémunération de Paul Boudre pour l'exercice 2020-2021 pouvait représenter de 0 % à 165 % de la part fixe, soit un maximum total de 907 500 euros bruts.

L'atteinte des valeurs cibles des objectifs arrêtées par notre Conseil d'administration devait donner droit à une part variable correspondant à 100 % de la part fixe, l'atteinte des engagements budgétaires correspondant à 90 % de la cible des critères financiers (comme pour les trois exercices précédents). Par rapport aux années précédentes et comme prévu par la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020, un seuil d'EBITDA à atteindre a été ajouté pour que

la part variable de la rémunération de Paul Boudre puisse dépasser 100 % de la part fixe a également été ajouté. Si ce seuil n'est pas atteint, la part variable serait plafonnée à 100 % de la part fixe, même si les autres objectifs atteints auraient permis à la part variable de dépasser 100 % de la part fixe.

Les surperformances au-delà des valeurs cibles des objectifs financiers pouvaient être prises en compte jusqu'à 150 % de la part fixe.

Enfin, comme pour les exercices 2018-2019 et 2019-2020, une majoration de 10 % du résultat obtenu était prévue en cas d'atteinte d'un objectif additionnel lié à l'augmentation des parts de marché des principaux produits Soitec SOI qui pouvait porter la part variable de la rémunération de Paul Boudre à 165 % de la part fixe. Cet objectif était relatif à la progression de part de marché de certains de nos produits.

Le montant des rémunérations versées se calculerait sur une base brute.

La répartition des poids des catégories d'objectifs à atteindre était définie comme suit :

- les objectifs financiers représentaient un poids de 60 % sur l'ensemble des objectifs permettant d'évaluer le quantum de la part variable ;
- les objectifs stratégiques représentaient une part de 40 % et incluaient notamment plusieurs critères liés à la responsabilité sociale et environnementale, conformément aux préconisations du Code AFEP-MEDEF. En pratique, les objectifs stratégiques comprennent chacun plusieurs sous-objectifs de telle sorte que s'ils sont tous atteints, la partie stratégique atteigne le niveau maximum de surperformance, soit 60 %.

Nature et description de l'objectif	Poids
I. OBJECTIFS FINANCIERS	60 %
1. Niveau de chiffre d'affaires (en millions de dollars)	20 %
2. Niveau d'EBITDA consolidé (en % du chiffre d'affaires en euros à taux de change constant)	20 %
3. Niveau de trésorerie consolidé (en millions d'euros)	20 %
II. OBJECTIFS STRATÉGIQUES	40 %
5 contributions identifiées comme leviers principaux de la croissance de notre Groupe dont :	
1. Innovation (3 objectifs)	15 %
2. Partenariats (2 objectifs)	6,7 %
3. Réussite avec les clients/conceptions	5 %
4. Leadership et gouvernance (3 objectifs)	8,3 %
5. ESG (2 objectifs : qualité de vie au travail et lutte contre le changement climatique)	5 %
III. OBJECTIF STRATÉGIQUE ADDITIONNEL	MAJORATION DE 10 %
Augmentation de la part de marché de certains produits de Soitec	DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE TOTALE

Lors de sa réunion en date du 9 juin 2021, conformément à la recommandation du Comité des Rémunérations, notre Conseil d'administration a fixé la part variable de la rémunération de Paul Boudre pour l'exercice 2020-2021 à 119 % de la part fixe.

La rémunération variable annuelle de Paul Boudre s'élève ainsi à un montant brut de 654 500 euros au titre de l'exercice 2020-2021. Le versement de cette rémunération est soumis à l'approbation des éléments de rémunération du Directeur général versés au cours ou attribués au titre de

l'exercice 2020-2021 par l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021 et décrits ci-après (cf. paragraphe 4.2.2 du présent Document d'Enregistrement Universel).

Notre Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des Rémunérations, a constaté la réalisation des critères financiers et stratégiques (représentant respectivement 60 % et 40 % de la rémunération variable aux valeurs cibles) comme suit :

● APPRÉCIATION DES CONDITIONS DE PERFORMANCES RELATIVES À LA RÉMUNÉRATION VARIABLE ANNUELLE DUE AU TITRE DE L'EXERCICE ÉCOULÉ 2020-2021

Poids relatif de chaque indicateur de performance	Minimum	Objectif cible	Maximum	Niveau de réalisation	Part variable
Chiffre d'affaires 20 %	550	676	732	673 (96,8 %)	19,4 %
EBIDTA consolidé 20 %	27 %	30,6 %	32,5 %	30,7 % (103 %)	20,6 %
Trésorerie consolidée 20 %	133	161	181	174 (132,5 %)	26,5 %
Innovation					
Qualification produit FD-SOI				Réalisé	7,5 %
Livraison proto FD-SOI				Réalisé	5 %
Livraisons proto SiC				Réalisé	10 %
Partenariats					
RF-SOI Chine				Partiel	2,5 %
Engagements chinois sur FD-SOI				Réalisé	5 %
Succès commerciaux/conceptions					
POI et FD-SOI				Réalisé	7,5 %
Leadership et gouvernance					
Plan de développement de cadres dirigeants				Réalisé	2,5 %
Politique de mixité				Réalisé	5 %
Amélioration de la gouvernance				Non réalisé	0 %
ESG					
Qualité de vie au travail			70 %	72 %	5 %
Réduction de l'empreinte carbone par unité produite			- 2,5 %	- 2,5 %	2,5 %
Critère de majoration					
Augmentation de la part de marché de certains produits			80 %	< 80 %	0
Taux de réalisation global					119 %

Le montant du chiffre d'affaires est très proche des objectifs fixés, la marge d'EBITDA dépasse quant à elle, les montants budgétés et la trésorerie consolidée est, pour sa part, d'un niveau nettement supérieur à l'objectif cible. L'ensemble des critères financiers correspond à un bonus de 66,5 %.

La quasi-totalité des objectifs stratégiques ont été totalement réalisés, à l'exception des partenariats à nouer en Chine et à Taïwan pour le RF-SOI, qui ont été partiellement réalisés et du critère d'amélioration de la gouvernance, qui reposait sur une appréciation discrétionnaire du conseil, qui a jugé, sur recommandation du comité des rémunérations, que les réalisations en la matière étaient insuffisantes et n'avaient pas porté leurs fruits.

C. Rémunération variable de long terme

1. Attribution gratuite d'actions de performance ordinaires (plan Onyx 2023)

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 26 juillet 2019, le Conseil d'administration a décidé d'attribuer gratuitement à Paul Boudre 13 306 actions de performance ordinaires de la Société lors de sa réunion du 18 novembre 2020, représentant un montant de 1 263 047 euros. Ces actions représentent 0,04 % du capital social de la Société à la date du présent Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

Cette attribution est conforme à la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Ces actions de performance ordinaires attribuées gratuitement à Paul Boudre sont soumises à une période d'acquisition courant du 18 novembre 2020 au 1^{er} août 2023 et ne seront acquises définitivement par ce dernier, sous réserve du respect d'une condition de présence qui s'apprécie par tiers à trois dates de constatation successives : les 1^{er} juillet 2021, 2022 et 2023 (sauf licenciement pour faute grave ou lourde auquel cas la condition de présence est réputée ne pas être remplie et décès, invalidité et départ en retraite à taux plein où la condition de présence est réputée satisfaite à 100 %), qu'après l'expiration de la période d'acquisition et après constatation par le Conseil d'administration des conditions de performance suivantes :

- un tiers (33,33 %) du nombre d'actions attribuées sera soumise à une condition de performance relative un objectif de marge d'EBITDA consolidé ;
- un tiers (33,33 %) du nombre d'actions attribuées sera soumise à une condition de performance relative à un objectif de chiffre d'affaires consolidé ; et
- un tiers (33,33 %) du nombre d'actions attribuées sera soumise à une condition de performance relative à un objectif de performance du *Total Shareholders Return* (TSR) de la Société par rapport l'indice Euro Stoxx 600 Technology.

Il est par exception prévu qu'en cas de départ à la retraite à taux plein pendant la période d'acquisition, Paul Boudre, à l'instar de l'ensemble des bénéficiaires du plan Onyx 2023, conservera le droit d'acquérir définitivement les actions attribuées à l'issue de la période d'acquisition sous réserve du niveau d'atteinte des conditions de performance susvisées.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration a également décidé que Paul Boudre devra conserver au moins 10 % des actions ordinaires qui pourraient lui être livrées en application du présent plan jusqu'à la fin de son mandat de Directeur général.

2. Acquisition d'ADP 2 (Plan Topaz)

Nous vous rappelons que dans le cadre d'un plan de co-investissement mis en place par notre Conseil d'administration le 18 décembre 2019, faisant usage de la délégation de compétence consentie par l'Assemblée Générale du 26 juillet 2019, Paul Boudre s'est vu attribuer gratuitement 31 982 nouvelles actions de préférence, non admises à la négociation sur le marché réglementé Euronext Paris, convertibles en actions ordinaires de notre Société (ADP 2).

Notre Conseil d'administration a décidé lors de l'attribution initiale que les ADP 2 seront définitivement acquises, sous réserve du respect d'une condition de présence au terme de trois périodes d'acquisition selon les modalités ci-après :

- 40 % des ADP 2 attribuées seront définitivement acquises au plus tard le 18 décembre 2020 ;
- 30 % des ADP 2 attribuées seront définitivement acquises au plus tard le 1^{er} août 2021 ; et
- 30 % des ADP 2 attribuées seront définitivement acquises au plus tard le 1^{er} août 2022.

Le 18 décembre 2020, Paul Boudre a ainsi définitivement acquis 12 792 ADP 2 de la Société, attribuées par le Conseil d'administration le 18 décembre 2019, suite à la constatation par le Conseil d'administration de la satisfaction d'une condition de présence.

Au plus tard le 1^{er} août 2021 et le 1^{er} août 2022, une nouvelle quote-part sera définitivement acquise par Paul Boudre, sous réserve qu'il satisfasse à la condition de présence déterminée par notre Conseil d'administration dans le cadre de la décision d'attribution. Conformément à cette décision, en cas de cessation de son mandat social de Directeur général, Paul Boudre perdra son droit d'acquérir les ADP 2 dont la date d'acquisition survient plus de 12 mois après la cessation de son mandat, sauf si ladite cessation intervient par suite (a) d'une démission pour motifs personnels ou (b) d'une révocation pour faute grave, auxquels cas il perdra son droit d'acquérir tous les ADP 2 qui ne sont pas définitivement acquises à la date de cessation de son mandat.

Ces ADP 2 pourraient être converties en actions ordinaires de notre Société, sous réserve de la réalisation de conditions de performance exigeantes liées à l'atteinte d'objectifs d'EBITDA, de chiffre d'affaires et de la performance du rendement total pour les actionnaires (*Total Shareholder Return* ou TSR) de l'action ordinaire de notre Société par rapport à l'indice Euro Stoxx 600 Technology. Ces conditions de performance figurant dans les termes et conditions des ADP 2 ont été votées par l'Assemblée Générale du 26 juillet 2019 (dans le cadre de la trente-troisième résolution relative à la création des ADP 2).

Sous réserve d'atteinte du taux de réalisation minimum et suffisant des objectifs de performance, les ADP 2 seront converties en actions ordinaires à une date fixée par notre Conseil d'administration, entre le 1^{er} août 2022 et au plus tard le 180^e jour calendaire suivant la date d'approbation par l'Assemblée Générale des comptes consolidés de notre Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022. Par exception, les ADP 2 pourront être converties par anticipation (et faire l'objet d'une attribution anticipée à cette fin) en cas d'Opération de Croissance Externe Majeure Complexe ou de Prise de Participation Substantielle (tels que ces termes sont définis dans les Statuts de notre Société figurant au paragraphe 9.1.2 du présent Document d'Enregistrement Universel) conformément à leurs termes et conditions.

Dans le cas où ce taux minimum ne serait pas atteint, le nombre d'actions ordinaires auxquelles donneraient droit par conversion les ADP 2 serait égal à zéro et les ADP 2 définitivement acquises pourront être rachetées par notre Société et à son initiative au plus tard le 180^e jour calendaire suivant la date de publication des comptes consolidés de notre Groupe pour l'exercice clos le 31 mars 2022, à leur valeur nominale en vue de leur annulation.

Les ADP 2 ne pourront par ailleurs pas faire l'objet d'un transfert quelconque avant (les termes en majuscules sont définis dans l'article 10 des Statuts de notre Société figurant au paragraphe 9.1.2 du présent Document d'Enregistrement Universel) la plus proche des trois dates suivantes :

- la Date de Conversion (la date de conversion des ADP 2 en actions ordinaire fixée par le Conseil d'administration, laquelle devra en tout état de cause intervenir au plus tard le 180^e jour calendaire suivant la date d'approbation par l'Assemblée Générale des comptes consolidés de notre Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022) ;
- la Date de Rachat (date de rachat des ADP 2 par la Société à leur valeur nominale dans le cas où les objectifs de performance ne seraient pas atteints), et
- le 26 juillet 2029,

sauf en cas de conversion anticipée, notamment en cas de survenance d'une Opération de Croissance Externe Complexe ou de Prise de Participation Substantielle (tels que ces termes sont définis dans l'article 10 des Statuts de notre Société figurant au paragraphe 9.1.2 du présent Document d'Enregistrement Universel), étant précisé que les ADP 2 attribuées définitivement le 18 décembre 2020 resteront en tout état de cause soumises à une période d'incessibilité qui ne pourra être inférieure à un an conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce.

Ces conditions et plus généralement les caractéristiques de ces ADP 2 sont décrites dans l'article 10 des Statuts de notre Société figurant au paragraphe 9.1.2 du présent Document d'Enregistrement Universel. Ce plan d'attribution est par ailleurs décrit au paragraphe 7.2.3 du présent Document d'Enregistrement Universel.

● **TABLEAU 6 (AMF, POSITION-RECOMMANDATION 2021-02) – ACTIONS ATTRIBUÉES GRATUITEMENT À PAUL BOUDRE AU COURS DE L'EXERCICE 2020-2021**

Mandataire social concerné	Plan concerné	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice 2020-2021	Valorisation des actions en application de la norme IFRS 2	Date d'acquisition	Date de disponibilité	Conditions de performance
Paul Boudre	Plan Onyx 2023 Décision d'attribution du Conseil d'administration du 18 novembre 2020 Délégation consentie par l'Assemblée Générale du 26 juillet 2019	13 306	1 263 047	1 ^{er} août 2023	1 ^{er} août 2023	<ul style="list-style-type: none"> • Un tiers (33,33 %) du nombre d'actions attribuées sera soumise à une condition de performance relative un objectif de marge d'EBITDA consolidé • Un tiers (33,33 %) du nombre d'actions attribuées sera soumise à une condition de performance relative à un objectif de chiffre d'affaires consolidé • Un tiers (33,33 %) du nombre d'actions attribuées sera soumise à une condition de performance relative à un objectif de performance du <i>Total Shareholders Return</i> (TSR) de la Société par rapport l'indice Euro Stoxx 600 Technology

● **TABLEAU 7 (CODE AFEP-MEDEF) – ACTIONS ACQUISES DURANT L'EXERCICE 2020-2021**

Paul Boudre	Plan Topaz Décision d'attribution du Conseil d'administration en date du 18 décembre 2019	Nombre d'actions acquises durant l'exercice : 12 792 ADP 2 Les ADP 2 ne pourront par ailleurs pas faire l'objet d'un transfert quelconque avant la plus proche des trois dates suivantes : (i) la Date de Conversion ⁽¹⁾ , (ii) la Date de Rachat ⁽²⁾ , et (iii) le 26 juillet 2029
-------------	--	--

(1) La date de conversion des ADP 2 en actions ordinaires nouvelles ou existantes de la Société (la « Date de Conversion ») sera fixée par le Conseil d'administration, la Date de Conversion devant en tout état de cause intervenir au plus tard le 180^e jour calendaire suivant la date d'approbation par l'Assemblée Générale des comptes consolidés de notre Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022.

(2) Dans l'hypothèse où les objectifs de performance ne seraient pas atteints de sorte que le nombre d'actions ordinaires auxquelles donneraient droit par conversion les ADP par application du Ratio de Conversion serait égal à zéro, les ADP 2 pourront être rachetées par la Société et à son initiative au plus tard le 180^e jour calendaire suivant la date de publication des comptes consolidés de notre Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022 (la « Date de Rachat »), à leur valeur nominale conformément aux dispositions de l'article L. 228-12 III du Code de commerce.

TABLEAU 10 (AMF, POSITION-RECOMMANDATION 2021-02) – HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS GRATUITES D'ACTIONS AU PROFIT DE PAUL BOUDRE – INFORMATION SUR LES ACTIONS ATTRIBUÉES GRATUITEMENT

	Plan Topaz (ADP 2)	Plan Onyx 2023 (Actions ordinaires)
Date de l'Assemblée Générale	26/07/2019	26/07/2019
Date du Conseil d'administration	18/12/2019	18/11/2020
Nombre total d'actions attribuées	195 960	59 915
Nombre total d'actions attribuées à Paul Boudre	31 982	13 306
Date d'attribution conditionnelle	18/12/2019 ⁽¹⁾	18/11/2020
	Acquisition de 40 % des ADP 2 le 18/12/2020	
	Acquisition de 30 % des ADP 2 le 01/08/2021	
	Acquisition de 30 % des ADP 2 le 01/08/2022 ⁽²⁾	
Date d'acquisition des actions		01/08/2023
Date de fin de période de conservation	01/08/2022 ⁽³⁾	01/08/2023
Conditions de performance	Oui	Oui
Nombre d'actions acquises par Paul Boudre au 31 mars 2020	12 792 ADP 2	-
Nombre cumulé d'actions annulées ou caduques	6 190	-
Actions de performance restantes à la fin de l'exercice (31 mars 2021)	113 909	59 915

(1) Date d'attribution des droits conditionnels aux ADP 2.

(2) Date d'acquisition définitive des ADP 2 (pour le plan Topaz n° 2). La condition de présence liée aux ADP 2 gratuites s'apprécie à la fin de chaque période d'acquisition et les conditions de performance ont été définies par l'Assemblée Générale du 26 juillet 2019 dans le cadre de la création des ADP 2.

(3) Dans l'hypothèse où les objectifs de performance ne seraient pas atteints de sorte que le nombre d'actions ordinaires auxquelles donneraient droit par conversion les ADP 2 par application du Ratio de conversion (tel que ce terme est défini dans les modalités des ADP 2) serait égal à zéro, les ADP 2 pourront être rachetées par notre Société et à son initiative au plus tard le 180^e jour calendaire suivant la date de publication des comptes consolidés de notre Groupe pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022 (la « Date de Rachat »), à leur valeur nominale conformément aux dispositions de l'article L. 228-12, III du Code de commerce.

D. Autres avantages et engagements pris au bénéfice de Paul Boudre

1. Indemnité de cessation des fonctions et de non-concurrence

À la suite de l'approbation par l'Assemblée Générale le 23 septembre 2020 de la politique de rémunération applicable au Directeur général au titre de l'exercice 2020-2021, Paul Boudre a mis fin en démissionnant à son contrat de travail conclu le 15 janvier 2007 (et qui était suspendu depuis le 1^{er} juin 2008) le 24 novembre 2020. Il a par ailleurs autorisé la société à le libérer des obligations de non-concurrence auxquelles il était lié par contrat. En conséquence, la Société l'a libéré de cette obligation, sans que cela ne donne lieu à une quelconque indemnisation financière.

L'indemnité de cessation des fonctions et l'indemnité de non-concurrence dont pourrait bénéficier Paul Boudre en cas de cessation de son mandat de Directeur général sont détaillées au paragraphe 4.2.3.2 G du présent Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

Au titre de l'indemnité de cessation des fonctions et de l'indemnité de non-concurrence, Paul Boudre pourrait percevoir au maximum respectivement 1 204 500 euros et 602 250 euros.

Ces engagements n'ont donné lieu à aucun versement au cours de l'exercice 2020-2021.

TABLEAU 11 (AMF, POSITION-RECOMMANDATION 2021-02) – CONTRAT DE TRAVAIL, RÉGIME DE RETRAITE ET INDEMNITÉS LIÉES À LA CESSATION OU AU CHANGEMENT DE FONCTIONS APPLICABLES À PAUL BOUDRE, DIRECTEUR GÉNÉRAL

Nom	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non-concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Paul Boudre Directeur général Début de mandat : le 16 janvier 2015 Fin du mandat en cours : Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022		x *	x **		x		x	

* Paul Boudre a mis fin à son contrat de travail le 24 novembre 2020.

** Le régime à prestations définies dit art. 39 est fermé depuis juillet 2019 et ne donne donc plus lieu à l'acquisition de nouveaux droits conditionnels depuis le 1^{er} janvier 2020.

2. Engagements de retraite

Paul Boudre bénéficie d'un régime de retraite à cotisations définies « Article 83 », également applicable à tous les salariés de l'Unité Économique et Sociale (UES) composée de Soitec SA et de Soitec Lab. Les composantes essentielles de ce régime sont présentées au paragraphe 4.2.5 *Sommes provisionnées par notre Groupe aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

Au titre de ce régime de retraite, la charge comptabilisée par la Société au titre de l'exercice 2020-2021 pour Paul Boudre s'est élevée à 13 245,79 euros.

Paul Boudre bénéficie également du régime de retraite complémentaire à prestations définies « Article 39 » applicable à certains cadres dirigeants (cadres dirigeants III C et mandataires sociaux). Les éléments constitutifs essentiels de ce régime sont présentés au paragraphe 4.2.5 *Sommes provisionnées par notre Groupe aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

Ce régime a été fermé depuis le 4 juillet 2019 (il n'y a donc pas de nouveaux droits ni de nouveaux bénéficiaires de ce régime depuis cette date) et les droits des bénéficiaires ont été gelés au 31 décembre 2019. Aucun droit supplémentaire au titre du régime complémentaire de retraite à prestations définies n'est dès lors accordé à Paul Boudre pour les éventuelles périodes d'emploi postérieures au 1^{er} janvier 2020.

Nous vous informons qu'à la date de clôture de l'exercice 2020-2021, le montant estimé de la pension qui pourrait être versée à Paul Boudre au titre du régime complémentaire de retraite à prestations définies « Article 39 » s'élève à 118 041 euros.

3. Avantages de toute nature

Paul Boudre a bénéficié d'avantages en nature consistant en un véhicule de fonction et une assurance volontaire contre la perte d'activité pour un montant total de 22 819,92 euros au cours de l'exercice 2020-2021.

Une police d'assurance décès-invalidité, couvrant les ayants droit de Paul Boudre en cas de décès ou d'invalidité le frappant, par le biais du versement d'un capital d'un montant de 1,5 million d'euros, a également été contractée en novembre 2018. Cette assurance homme clé est adossée à celle bénéficiant dans les mêmes conditions à notre Société. La prime d'assurance décès-invalidité correspondant à la couverture des ayants droit de Paul Boudre versée en 2020-2021 s'est élevée à 11 168,28 euros.

4.2.1.2 Rémunération d'Éric Meurice, Président de notre Conseil d'administration, au titre de l'exercice 2020-2021

Nous vous rappelons que, conformément à la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020, la rémunération d'Éric Meurice, Président, a été revue pour être composée uniquement et exclusivement d'une part annuelle fixe de 230 000 euros bruts, calculée au prorata de la durée de son mandat en jours. La modification de la rémunération était justifiée par l'augmentation du nombre de réunions de notre Conseil d'administration et des Comités ainsi que par la comparaison avec la rémunération accordée aux Présidents non exécutifs de sociétés similaires.

Compte tenu du contexte lié à la crise du Covid-19, cette rémunération devait entrer en vigueur à compter du 1^{er} avril 2021, avec l'autorisation donnée au Conseil d'administration d'anticiper sa mise en œuvre dès le 1^{er} avril 2020 au cas où le chiffre d'affaires de la Société viendrait à augmenter pour la période allant du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021.

Lors de sa réunion du 9 juin 2021, notre Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des Rémunérations, a constaté que le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2020-2021 est en croissance de 1 % à périmètre et taux de change constants (cf. notamment le communiqué de presse en date du 22 avril 2021 relatif à la publication du chiffre d'affaires du 4^e trimestre et de l'année fiscale 2020-2021) et a donc décidé de l'application rétroactive de cette nouvelle rémunération à compter du 1^{er} avril 2020.

En application de cette politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 et de la décision du Conseil d'administration en date du 9 juin 2021, notre Société a attribué à Éric Meurice une somme totale brute de 230 000 euros au titre de l'exercice 2020-2021.

Il est précisé que les frais de déplacement engagés par nos administrateurs-rices à l'occasion de l'exercice de leur mandat leur sont remboursés par notre Société sur présentation de justificatifs.

TABLEAU 1 (AMF, POSITION-RECOMMANDATION 2021-02) – SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS ET DES OPTIONS ET ACTIONS ATTRIBUÉES À ÉRIC MEURICE, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (en euros)

Éric Meurice Président du Conseil d'administration	Exercice 2019-2020	Exercice 2020-2021
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2 ci-après) ⁽¹⁾	155 547	230 000
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation des actions de performance ou de préférence attribuées gratuitement au cours de l'exercice ⁽²⁾	N/A	N/A
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	N/A	N/A
TOTAL	155 547	230 000

(1) Montant brut.

(2) La valorisation des actions correspond à une évaluation réalisée en application de la norme IFRS 2.

TABLEAU 2 (AMF, POSITION-RECOMMANDATION 2021-02) – RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS D'ÉRIC MEURICE, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (en euros)

Éric Meurice Président du Conseil d'administration	Exercice 2019-2020		Exercice 2020-2021	
	Montants bruts attribués	Montants bruts versés	Montants bruts attribués	Montants bruts versés
Rémunération fixe	50 000 ⁽²⁾	685	230 000 ⁽³⁾	50 000
Rémunération variable annuelle	N/A	N/A	N/A	N/A
Proportion variable/fixe	N/A	N/A	N/A	N/A
Rémunération exceptionnelle	N/A	N/A	N/A	N/A
Rémunérations allouées au titre de son mandat d'administrateur et de membre des Comités	105 547	39 976 ⁽¹⁾	N/A	105 547
Avantages en nature	N/A	N/A	N/A	N/A
TOTAL	155 547	40 661	230 000	155 547

(1) Ces montants se rapportent à la période où Éric Meurice n'était pas Président du Conseil d'administration.

(2) Montant prélevé sur l'enveloppe globale de rémunération des membres du Conseil d'administration.

(3) Montant qui n'est pas prélevé sur l'enveloppe globale de rémunération des membres du Conseil d'administration.

TABLEAU 11 (AMF, POSITION-RECOMMANDATION 2021-02) – CONTRAT DE TRAVAIL, RÉGIME DE RETRAITE ET INDEMNITÉS LIÉES À LA CESSATION OU AU CHANGEMENT DE FONCTIONS APPLICABLES À ÉRIC MEURICE, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nom	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non-concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Éric Meurice Président du Conseil d'administration Début de mandat : le 27 mars 2019 Fin du mandat en cours : Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2021		x		x		x		x

4.2.1.3 Ratios de rémunération – Évolution de la rémunération, des performances de la Société et des ratios de rémunération

Conformément à l'article L. 225-37-3, 6° et 7° du Code de commerce, sont communiqués ci-après les ratios entre le niveau de rémunération du Président du Conseil d'administration et du Directeur général et les rémunérations moyennes et médianes des salarié-es de Soitec, ainsi que l'évolution annuelle de la rémunération, des performances de la Société, de la rémunération moyenne des salariés de la Société et des ratios, au cours de cinq derniers exercices.

A. Méthodologie

Les ratios ont été établis en application des recommandations publiées par l'AFEP en février 2021, portant sur les multiples de rémunération.

Malgré les changements de gouvernance au cours des cinq dernières années, M. Boudre n'a été rémunéré qu'au titre de ses fonctions de Directeur général. Au cours de l'exercice fiscal 2015-2016, M. Paul Boudre a assuré la fonction de Président du Conseil d'administration jusqu'au 11 juillet 2016, date de nouvelle scission des fonctions de Président et de Directeur général avec la nomination de Madame Victoire de Margerie.

B. Périmètre

Conformément aux recommandations du Code AFEP-MEDEF et de la section 26.2 « Information annuelle », les ratios sont calculés sur l'UES Soitec, périmètre représentatif des effectifs et les différentes catégories socio-professionnelles du groupe Soitec en France. Le périmètre de l'UES

Soitec est composé de Soitec SA et de Soitec Lab, qui constituaient une entité unique jusqu'au 31 mars 2020 et représentait au 31 mars 2021, 98 % de l'effectif de notre Groupe en France (filiales détenues à 100 %). Les salarié-es retenues pour le calcul sont les salarié-es en contrat à durée indéterminée « continuellement présent-es » sur deux exercices fiscaux consécutifs, dont l'évolution des rémunérations reflète la politique de rémunération de notre Groupe. Au regard du faible effectif de Soitec Lab (moins de 10 salarié-es), les ratios de rémunération cotée n'ont pas été calculés sur l'entité car ils seront similaires à ceux sur l'UES.

C. Éléments de rémunération pris en compte pour le numérateur et le dénominateur

Les ratios de Soitec sont calculés sur des bases comparables entre les dirigeants mandataires sociaux et les salariés au travers des éléments suivants :

- la rémunération retenue pour le Directeur général est la rémunération versée au cours de l'exercice N. Elle est constituée du salaire de base, de la rémunération variable annuelle versée au cours de l'exercice N au titre de l'exercice N-1, des primes exceptionnelles, des avantages en nature (voiture de fonction) et des actions attribuées au cours de l'exercice N, valorisées en application de la norme IFRS 2 tel que recommandé par l'AFEP ;
- la rémunération retenue pour la Président du Conseil d'administration est composée des montants définis dans la politique de rémunération pour la fonction de Président du Conseil d'administration ainsi que les montants résultant de sa participation aux réunions du conseil et des comités spécialisés avec une assiduité à 100 % ;

- pour les salarié-es, la rémunération retenue est la rémunération versée en équivalent temps plein au cours de l'exercice N. Elle est constituée du salaire de base, de la prime d'ancienneté, des autres primes fixes, de la prime de pouvoir d'achat, de rémunération variable versée au cours

de l'exercice N, des primes exceptionnelles, de l'intéressement, de la participation, de l'abondement versés au cours de l'exercice N et des actions attribuées au cours de l'exercice N valorisées en application de la norme IFRS 2.

D. Ratios

1. Rémunérations et évolutions

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-3 alinéa 7, les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux, ainsi que les rémunérations des salarié-es sont présentées ci-dessous.

ÉVOLUTION DES RÉMUNÉRATIONS

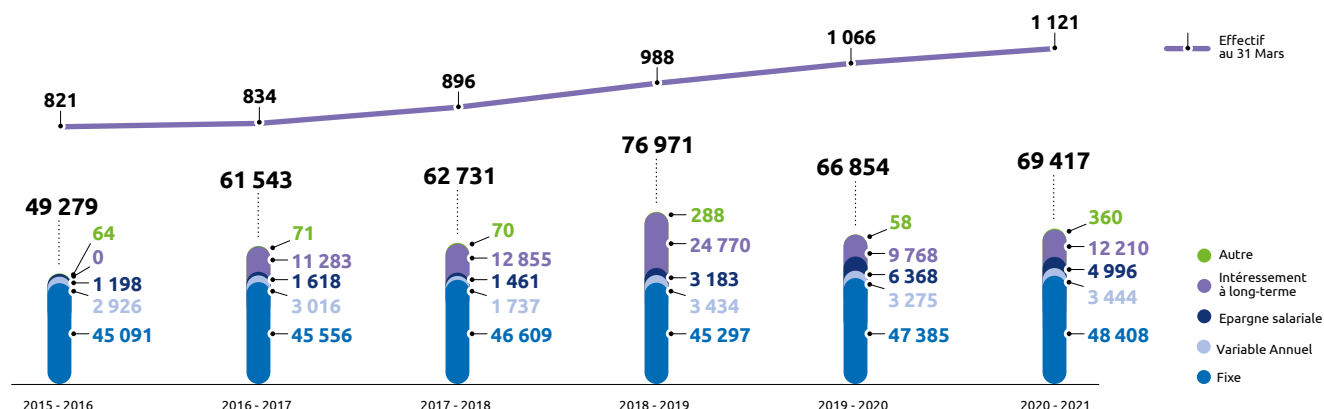
	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021
Rémunération annuelle du Président du Conseil d'administration	-	88 000 €	119 000 €	155 547 €	230 000 €
Évolution par rapport à l'exercice précédent (N/N-1) (en %)	-	-	+ 35 %	+ 31 %	+ 48 %
Rémunération annuelle du Directeur général	3 060 325 €	1 012 305 €	1 051 255 €	4 042 089 €	2 480 314 €
Évolution par rapport à l'exercice précédent (N/N-1) (en %)	+ 281 %	- 74 %	+ 4 %	+ 285 %	- 39 %
Moyenne de la rémunération annuelle des salarié-es de Soitec	61 543 €	62 731 €	76 971 €	66 854 €	69 417 €
Évolution par rapport à l'exercice précédent (N/N-1) (en %)	+ 25 %	+ 2 %	+ 23 %	- 13 %	+ 4 %

2. Rappel des rémunérations versées. Présidents de conseil sur la période 2016-2021

- Sur l'exercice 2018-2019, M. Thierry Sommelet (Président du 1^{er} mars 2018 au 27 mars 2019) a renoncé à sa rémunération de 96 629 euros au titre l'exercice. Sur la base de la rémunération versée, les ratios respectifs sont de 0 par rapport à la moyenne et à la médiane des rémunérations annualisées des salariés.

- Sur l'exercice 2019-2020, M. Éric Meurice (Président depuis le 27 mars 2019) a perçu une rémunération totale de 152 574 euros au titre de l'exercice. Sur la base de la rémunération versée, les ratios respectifs sont de 2,2 et 2,7 par rapport à la moyenne et à la médiane des rémunérations annualisées des salariés.

ÉVOLUTION DE LA RÉMUNÉRATION MOYENNE DES SALARIÉ-ES EN EUROS ET DES EFFECTIFS



La rémunération fixe au titre du mandat de Directeur général a été réévaluée en 2018-2019, la dernière augmentation datant de l'année 2010.

Au cours des exercices 2017-2018, 2018-2019 et 2020-2021, le groupe Soitec a mis en place des plans d'actions gratuites pour tout-es ses salarié-es, y compris à l'international pour le plan du 26 juillet 2018, expliquant ainsi des hausses des rémunérations moyennes. Cela reflète la stratégie de notre Groupe en termes de partage de la valeur créée et d'incitation à la performance long terme de ses salarié-es. Les bénéficiaires du plan d'intéressement long terme MIP dont le Directeur général, ont renoncé au bénéfice de ces plans démocratiques. Par ailleurs, le plan de co-investissement mis en place au cours de l'exercice 2019-2020 était ouvert à l'ensemble des salarié-es des entités détenues à 100 % en France et à Singapour.

Au cours des exercices 2018-2019 et 2020-2021, Soitec a versé une prime de pouvoir d'achat à ses salarié-es avec des montants allant jusqu'à 1 000 € pour les salariés éligibles. Enfin, l'exercice 2019-2020 a été la première année de versement au titre de la réserve spéciale de participation qui vient en complément de l'accord d'intéressement déjà en place.

La politique salariale appliquée sur le périmètre résulte d'accords conclus avec les organisations syndicales représentatives pour chacune des années considérées dans cette analyse. L'intéressement, dont le critère principal est la performance financière de notre Groupe (EBITDA), a pour sa part donné lieu à des accords pour trois ans signés par l'intégralité des organisations syndicales représentatives en 2016 et 2019.

3. Ratios de rémunération : intégrant la totalité de la valeur de l'intéressement long terme l'année d'attribution

Président du Conseil d'administration	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021
Ratio de rémunération comparé à la rémunération moyenne des salarié-es de Soitec (autres que les mandataires sociaux)	–	1	2	2	3
Ratio de rémunération comparé à la rémunération médiane des salarié-es de Soitec (autres que les mandataires sociaux)	–	2	2	3	4

Directeur général	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021
Ratio de rémunération comparé à la rémunération moyenne des salarié-es de Soitec (autres que les mandataires sociaux)	50	16	14	60	36
Ratio de rémunération comparé à la rémunération médiane des salarié-es de Soitec (autres que les mandataires sociaux)	71	18	16	80	44

4. Performance de la Société

Critères de performance retenus pour la comparaison

Trois critères ont été retenus afin de mesurer la performance de la Société en cohérence avec les plans de rémunération variable de la Société et sa communication financière :

- deux critères internes : chiffre d'affaires et EBITDA ;
- un critère externe relatif : TSR (*Total Shareholder Return*) de Soitec comparé à l'indice sectoriel Europe Stoxx 600 Technology.

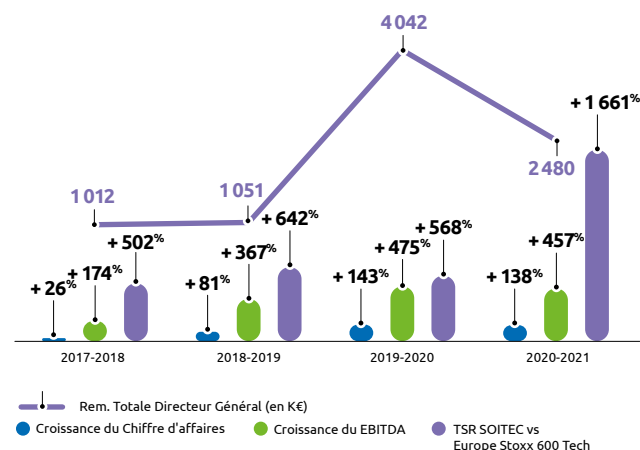
ÉVOLUTION DES PERFORMANCES ANNUELLES DE LA SOCIÉTÉ

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021
EBITDA (en millions d'euros)	32,1	88,0	149,8	184,5	178,7
Évolution par rapport à l'exercice précédent (N/N-1) (en %)	-	+ 174 %	+ 70 %	+ 23 %	- 3 %
Chiffre d'affaires (en millions d'euros)	245,7	310,6	443,9	597,5	583,8
Évolution par rapport à l'exercice précédent (N/N-1) (en %)	-	+ 26 %	+ 43 %	+ 35 %	- 2 %
TSR Soitec – TSR Europe Stoxx 600 Technology	+ 301 %	+ 502 %	+ 642 %	+ 568 %	+ 1 661 %
Évolution par rapport à l'exercice précédent (N/N-1) (en %)	-	+ 53 %	+ 28 %	- 12 %	+ 192 %

Mise en perspective de la rémunération du Directeur général et de la performance de notre Groupe

Sur la période 2016-2021, la hausse de la rémunération totale du Directeur général reste globalement corrélée à la performance de notre Société sur la période avec une hausse de :

- + 138 % du chiffre d'affaires ;
- + 146,6 millions d'euros de l'EBITDA ;
- + 240 % comparé à l'indice Europe Stoxx 600 Technology.



4.2.1.4 Rémunération des administrateur-rices au titre de l'exercice 2020-2021

Les rémunérations des administrateur-rices au titre de l'exercice écoulé 2020-2021 ont été déterminées conformément aux règles fixées par le Conseil d'administration et à la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

L'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 a augmenté le montant global annuel pouvant être alloué aux administrateur-rices à la somme de 780 000 euros bruts (contre 720 000 euros bruts lors de l'exercice précédent 2019-2020). Cette augmentation de la rémunération des administrateur-rices reflète notamment l'augmentation du nombre de réunions de notre Conseil d'administration et de certains Comités. La rémunération du Président du Conseil d'administration n'est plus intégrée à cette nouvelle enveloppe.

Compte tenu des incertitudes qui pesaient sur l'économie faisant suite à la crise du Covid-19, le Conseil d'administration avait proposé à l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 de différer l'augmentation pour une entrée en vigueur lors de l'exercice compris entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 mars 2022. L'augmentation susmentionnée pouvait tout de même entrer en vigueur de manière rétroactive à partir du 1^{er} avril 2020 au cas où le chiffre d'affaires de la Société viendrait à augmenter pour la période allant du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021.

Lors de sa réunion du 9 juin 2021, notre Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des Rémunérations, a constaté une augmentation du chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2020-2021 de 1 % à périmètre et taux de change constants (cf. notamment le communiqué de presse en date du 22 avril 2021 relatif à la publication du chiffre d'affaires du 4^e trimestre et de l'année fiscale 2020-2021) et a donc décidé de l'application rétroactive de cette nouvelle rémunération à compter du 1^{er} avril 2020.

La rémunération des administrateur-rices est déterminée en fonction de la participation effective de l'administrateur-riche aux réunions du Conseil d'administration et, le cas échéant, à celles du ou des Comités dont il/elle est membre.

Les administrateur-rices occupant des fonctions opérationnelles et/ou exécutives au sein de notre Groupe ne perçoivent pas de rémunération au titre de leur mandat d'administrateur-riche.

Au cours de l'exercice 2020-2021, le montant global des rémunérations attribuées à nos administrateur-rices s'est élevé à un montant brut de 695 144 euros, contre 454 232 euros bruts au titre de l'exercice précédent clos le 31 mars 2020. La rémunération du Président du Conseil d'administration n'est pas intégrée à cette enveloppe.

Il est précisé que les frais de déplacement engagés par nos administrateur-rices à l'occasion de l'exercice de leur mandat leur sont remboursés par notre Société sur présentation de justificatifs.

Le tableau ci-dessous détaille les montants attribués et versés aux administrateur-rices au cours des deux derniers exercices écoulés, en fonction de leur taux d'assiduité aux réunions du Conseil et, le cas échéant, à celles des comités. Le taux d'assiduité observé pour chacun des administrateur-rices au cours de l'exercice 2020-2021 est donné au paragraphe 4.1.4.2 du présent Document d'Enregistrement Universel.

● **TABLEAU 3 (AMF, POSITION-RECOMMANDATION 2021-02) – RÉMUNÉRATIONS PERÇUES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX NON EXÉCUTIFS (en euros)**

	Exercice 2019-2020		Exercice 2020-2021	
	Montants attribués	Montants versés	Montants attribués	Montants versés
Administrateur-ices				
Wissème Allali ⁽¹⁾				
Rémunération fixe au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	N/A	N/A	N/A	N/A
Rémunération variable au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	N/A	N/A	N/A	N/A
Autres rémunérations	N/A	N/A	- ⁽¹⁾	- ⁽¹⁾
Monica Beltrametti ⁽²⁾				
Rémunération fixe au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	-	-	N/A	N/A
Rémunération variable au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	24 224	68 147	N/A	24 224
Autres rémunérations	-	-	N/A	N/A
Bpifrance Participations (représentée par Sophie Paquin)				
Rémunération fixe au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	-	-	-	-
Rémunération variable au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	42 508	52 000	72 000	42 508
Autres rémunérations	-	-	-	-
Françoise Chombar				
Rémunération fixe au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	-	-	-	-
Rémunération variable au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	26 746		58 200	26 746
Autres rémunérations	-	-	-	-
Laurence Delpy				
Rémunération fixe au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	-	-	-	-
Rémunération variable au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	93 143	95 000	115 000	93 143
Autres rémunérations	-	-	-	-
Nadine Foulon-Belkacémi ⁽²⁾				
Rémunération fixe au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	-	-	N/A	N/A
Rémunération variable au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	18 973	69 908	N/A	18 973
Autres rémunérations	-	-	N/A	N/A
Christophe Gegout				
Rémunération fixe au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	-	-	-	-
Rémunération au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	66 111	65 286	86 400	66 111
Autres rémunérations	-	-	-	-
Didier Landru ⁽¹⁾				
Rémunération fixe au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	N/A	N/A	N/A	N/A
Rémunération variable au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	N/A	N/A	N/A	N/A
Autres rémunérations	-	-	-	-

	Exercice 2019-2020		Exercice 2020-2021	
	Montants attribués	Montants versés	Montants attribués	Montants versés
Administrateur-ices				
Éric Meurice⁽³⁾				
Rémunération fixe au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	-	-	N/A	N/A
Rémunération variable au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	155 547	40 661	N/A	155 547
Autres rémunérations	-	-	-	-
Satoshi Onishi				
Rémunération fixe au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	-	-	-	-
Rémunération variable au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	20 222	18 571	56 471	20 222
Autres rémunérations	-	-	-	-
CEA Investissement⁽⁴⁾				
Rémunération fixe au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	-	-	-	-
Rémunération variable au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	39 619	49 111	34 718	39 619
Autres rémunérations	-	-	-	-
Guillemette Picard⁽⁵⁾				
Rémunération fixe au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	-	-	-	-
Rémunération variable au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	N/A	N/A	49 399	N/A
Autres rémunérations	-	-	-	-
Kai Seikku				
Rémunération fixe au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	-	-	-	-
Rémunération variable au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	47 676		85 000	47 676
Autres rémunérations	-	-	-	-
Thierry Sommelet				
Rémunération fixe au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	-	-	-	-
Rémunération variable au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	0 ⁽⁴⁾	-	0 ⁽⁴⁾	0 ⁽⁴⁾
Autres rémunérations	-	-	-	-
Qingyu (Jeffrey) Wang				
Rémunération fixe au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	-	-	-	-
Rémunération variable au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	31 434		59 000	31 434
Autres rémunérations	-	-	-	-
Shuo Zhang				
Rémunération fixe au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	-	-	-	-
Rémunération variable au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	41 605		78 956	41 605
Autres rémunérations	-	-	-	-

	Exercice 2019-2020		Exercice 2020-2021	
	Montants attribués	Montants versés	Montants attribués	Montants versés
Administrateur-ices				
Weidong (Leo) Ren ⁽⁶⁾				
Rémunération fixe au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	-	-	N/A	N/A
Rémunération variable au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	1 971	59 841	N/A ⁽⁵⁾	1 971
Autres rémunérations	-	-	N/A	N/A
Nabeel Gareeb ⁽⁷⁾				
Rémunération fixe au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	-	-	N/A	N/A
Rémunération variable au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités	N/A	17 096	N/A ⁽⁵⁾	N/A
Autres rémunérations	-	-	N/A	N/A
TOTAL	609 679	535 621	695 144 ⁽⁸⁾	609 779

(1) Les deux administrateurs représentant les salariés désignés en 2021 ne perçoivent pas de rémunération au titre de leur mandat de membre du Conseil d'administration. Ils reçoivent une rémunération au titre de leur contrat de travail.

(2) Les mandats d'administrateurs de Nadine Foulon-Belkacémi et de Monica Beltrametti sont arrivés à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale du 26 juillet 2019 et n'ont pas été renouvelés.

(3) La rémunération du Président du Conseil d'administration n'est pas intégrée dans l'enveloppe de rémunération des administrateurs pour l'exercice 2019-2020.

(4) CEA Investissement a démissionné de son mandat le 23 septembre 2020. À la suite de cette démission, notre Conseil d'administration a coopté Guillemette Picard en nom propre pour la durée restant à courir du mandat de CEA Investissement (soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022). Cette cooptation sera soumise à la ratification de nos actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021.

(5) Thierry Sommelet a renoncé à sa rémunération au titre de son mandat de membre du Conseil d'administration et de Comités.

(6) Weidong (Leo) Ren a démissionné de son mandat le 7 mai 2019.

(7) Nabeel Gareeb a démissionné de son mandat à compter du 27 mars 2019.

(8) La rémunération du Président du Conseil d'administration n'étant pas intégrée dans l'enveloppe de rémunération des administrateurs, elle n'a pas été prise en compte pour le total des montants attribués.

4.2.2 Éléments de rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice 2020-2021 aux dirigeants mandataires sociaux soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021

Le présent paragraphe décrit les éléments de rémunération du Directeur général et du Président du Conseil d'administration pour l'exercice 2020-2021 qui seront soumis, en application de l'article L. 22-10-34, II, du Code de commerce, à l'approbation de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021 respectivement aux termes des 11^e et 12^e résolutions.

● ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, PAUL BOUDRE, POUR L'EXERCICE 2020-2021 (montants bruts) (soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021 – 11^e résolution)

Éléments de la rémunération soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale	Montants versés au cours de l'exercice écoulé	Montants attribués au titre de l'exercice écoulé ou valorisation comptable	Présentation
Rémunération fixe	550 000 €	550 000 €	La rémunération fixe de Paul Boudre pour l'exercice 2020-2021 est conforme à la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020. Ce montant est inchangé depuis le 1 ^{er} janvier 2019.
Rémunération variable annuelle	728 200 € Au titre de l'exercice 2019-2020 Rémunération approuvée par la 6 ^e résolution de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020	654 500 € Au titre de l'exercice 2020-2021 Le versement de cette rémunération est conditionné à l'approbation de la 11 ^e résolution de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021	La part variable de la rémunération de Paul Boudre pour l'exercice 2020-2021 pouvait représenter de 0 % à 165 % de la part fixe, soit un maximum total de 907 500 € bruts. L'atteinte des valeurs cibles des objectifs arrêtées par notre Conseil devait donner droit à une part variable correspondant à 100 % de la part fixe, l'atteinte des engagements budgétaires correspondant à 90 % de la cible des critères financiers. Par rapport aux années précédentes et comme prévu par la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020, un seuil d'EBITDA à atteindre pour que la part variable de la rémunération de Paul Boudre puisse dépasser 100 % de la part fixe a également été ajouté. Si ce seuil n'est pas atteint, la part variable serait plafonnée à 100 % de la part fixe, même si les autres objectifs atteints auraient permis à la part variable de dépasser 100 % de la part fixe. Les surperformances au-delà des valeurs cibles des objectifs pouvaient être prises en compte jusqu'à 150 % de la part fixe. Enfin, une majoration de 10 % était prévue en cas d'atteinte d'un objectif stratégique additionnel qui pouvait donc porter la part variable de la rémunération de Paul Boudre à 165 % de la part fixe. Les trois objectifs financiers (chiffre d'affaires, Ebitda consolidé et trésorerie consolidée) représentaient un poids de 20 % chacun, soit un poids de 60 % sur l'ensemble des objectifs permettant d'évaluer le quantum de la part variable, tandis que les objectifs stratégiques détaillés ci-après représentaient une part de 40 % : innovation (15 %), partenariats (6,7 %), Réussite avec les clients/conceptions (5 %), position dominante et gouvernance (8,3 %) et ESG (5 %). Le Conseil d'administration a constaté, sur recommandation du comité des rémunérations, un niveau d'atteinte des objectifs à hauteur de 119 %.
Rémunération variable pluriannuelle	-	-	N/A La rémunération variable long terme de Paul Boudre au titre de son mandat de Directeur général prend la forme d'attribution gratuite d'actions de performance (cf. ci-après).
Rémunération exceptionnelle	-	-	Paul Boudre n'a pas bénéficié de rémunération exceptionnelle.
Options d'actions, actions de performance ou autre avantage à long terme	1 137 209 € Au titre des ADP 2 acquises le 18 décembre 2020	1 263 047 € Au titre des actions de performance ordinaires attribuées au cours de l'exercice 2020-2021	Lors de sa réunion du 18 novembre 2020, le Conseil d'administration, agissant dans le cadre de l'autorisation octroyée par l'Assemblée Générale du 26 juillet 2019 (32 ^e résolution) a attribué gratuitement à Paul Boudre 13 306 actions de performance ordinaires, représentant environ 0,04 % du capital de la Société. Les conditions de performance qui conditionnent l'acquisition définitive de ces actions de performance ordinaires sont détaillées au paragraphe 4.2.3.2 C du présent Document d'Enregistrement Universel 2020-2021. Par ailleurs, Paul Boudre a acquis 12 792 ADP 2 (cf. paragraphe 4.2.3.2 C du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021).
Rémunération à raison du mandat d'administrateur	-	-	Conformément à la politique de Soitec, Paul Boudre n'a pas perçu de rémunération au titre de son mandat d'administrateur, dans la mesure où il occupe des fonctions exécutives au sein de la Société.

Éléments de la rémunération soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale	Montants versés au cours de l'exercice écoulé	Montants attribués au titre de l'exercice écoulé ou valorisation comptable	Présentation
Avantages de toute nature	-	33 988,2 €	Paul Boudre a bénéficié d'avantages en nature consistant en un véhicule de fonction, une assurance volontaire contre la perte d'activité et une assurance personne clé en cas de décès et d'invalidité.
Indemnité de cessation des fonctions	0 €	Néant	<p>En cas de cessation de ses fonctions de Directeur général, Paul Boudre pourrait bénéficier d'une indemnité de départ et d'une indemnité de non-concurrence.</p> <p>L'indemnité de départ s'élève à une année de rémunération brute versée au cours de l'exercice précédent (c'est-à-dire la rémunération fixe et les primes/rémunérations variables). Elle est due et payable dans toutes les circonstances de départ contraint, quelle que soit la forme du départ (sauf en cas de faute grave personnelle), sous réserve de la réalisation de 75 % des valeurs cumulées d'EBITDA telles qu'approuvées au budget sur les deux derniers exercices clos précédant son départ.</p> <p>En contrepartie de l'engagement de non-concurrence pris par Paul Boudre d'une durée de 12 mois à compter de la date de cessation de sa fonction de Directeur général, celui-ci recevra, si le Conseil d'administration ne le libère pas de ses obligations au moment du départ, une indemnité d'un montant correspondant à 50 % de sa rémunération annuelle brute versée au cours de l'exercice précédent (c'est-à-dire la rémunération fixe et les primes/rémunérations variables). Cette indemnité sera versée mensuellement sur 12 mois. Le Conseil d'administration peut renoncer à cette obligation de non-concurrence de façon discrétionnaire et sans aucune compensation financière.</p> <p>Ces engagements n'ont donné lieu à aucun versement au cours de l'exercice 2020-2021.</p>
Retraite supplémentaire	13 245,79 €	13 245,79 € au Titre du régime art. 83	<p>Paul Boudre bénéficie d'un régime de retraite à cotisations définies « Article 83 », également applicable à tous les salariés de l'Unité Économique et Sociale (UES) composée de Soitec SA et de Soitec Lab. Les composantes essentielles de ce régime sont présentées au paragraphe 4.2.5 <i>Sommes provisionnées par notre Groupe aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages</i> du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.</p> <p>Au titre de ce régime de retraite, la charge comptabilisée par la Société au titre de l'exercice 2020-2021 pour Paul Boudre s'est élevée à 13 245,79 €. Les prestations résultant des cotisations servies au cours de l'année viendront en tout état de cause en déduction de régime à prestations définies art 39 dont les droits sont gelés.</p> <p>Paul Boudre bénéficie également du régime de retraite complémentaire à prestations définies « Article 39 » applicable à certains cadres dirigeants (cadres dirigeants III C et mandataires sociaux). Les éléments constitutifs essentiels de ce régime sont présentés au paragraphe 4.2.5 <i>Sommes provisionnées par notre Groupe aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages</i> du présent Document d'Enregistrement Universel. Ce régime a cependant été fermé le 4 juillet 2019 et les droits des bénéficiaires ont été gelés au 31 décembre 2019.</p> <p>À la date de clôture de l'exercice 2020-2021, le montant estimé de la pension qui pourrait être versée à Paul Boudre au titre du régime complémentaire de retraite à prestations définies « Article 39 » s'élève à 118 041 €.</p>

● ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, ÉRIC MEURICE, POUR L'EXERCICE 2020-2021 (montants bruts)

Éléments de la rémunération soumis au vote	Montants versés au cours de l'exercice écoulé	Montants attribués au titre de l'exercice écoulé ou valorisation comptable	Présentation
Rémunération fixe	155 547 €	230 000 €	La rémunération fixe d'Éric Meurice pour l'exercice 2020-2021 est conforme à la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020. Conformément à la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020, la rémunération d'Éric Meurice, Président, a été revue pour être composée uniquement et exclusivement d'une part annuelle fixe de 230 000 € bruts, calculée au prorata de la durée de son mandat en jours. La modification de la rémunération était justifiée par l'augmentation du nombre de réunions de notre Conseil d'administration et des Comités ainsi que par la comparaison avec la rémunération accordée aux Présidents non exécutifs de sociétés similaires. La politique de rémunération prévoyait une entrée en vigueur à compter du 1 ^{er} avril 2021, mais autorisait le Conseil d'administration à décider de sa mise en œuvre anticipée dès le 1 ^{er} avril 2020 au cas où le chiffre d'affaires de la Société viendrait à augmenter pour la période allant du 1 ^{er} avril 2020 au 31 mars 2021. Lors de sa réunion du 9 juin 2021, notre Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des Rémunérations, a constaté que le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2020-2021 à périmètre et taux de change constants est en croissance de 1 % (cf. notamment le communiqué de presse en date du 22 avril 2021 relatif à la publication du chiffre d'affaires du 4 ^e trimestre et de l'année fiscale 2020-2021) et a donc décidé de l'application rétroactive de cette nouvelle rémunération à compter du 1 ^{er} avril 2020.
Rémunération variable annuelle	Néant		Éric Meurice ne bénéficie d'aucune rémunération variable annuelle.
Rémunération variable pluriannuelle	Néant		Éric Meurice ne bénéficie d'aucune rémunération variable pluriannuelle.
Rémunération exceptionnelle	Néant		Éric Meurice ne bénéficie d'aucune rémunération exceptionnelle.
Options d'actions, actions de performance ou autre avantage de long terme	Néant		Éric Meurice ne bénéficie d'aucune attribution d'options d'actions, d'actions de performance ou de tout autre avantage de long terme.
Rémunération à raison du mandat d'administrateur	Néant	Néant	Compte tenu de l'application rétroactive de la nouvelle rémunération conformément à la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 et à la décision de notre Conseil d'administration du 9 juin 2021, la rémunération d'Éric Meurice, Président est uniquement et exclusivement d'une part annuelle fixe de 230 000 € bruts, calculée au prorata de la durée de son mandat en jours. Cette rémunération ne fait plus partie de l'enveloppe allouée à la rémunération des membres du Conseil d'administration.
Avantages de toute nature	Néant		Éric Meurice n'a bénéficié d'aucun avantage en nature.
Indemnité de cessation des fonctions	Néant		Éric Meurice ne bénéficie d'aucune indemnité de cessation des fonctions.
Retraite supplémentaire	Néant		Éric Meurice ne bénéficie d'aucun régime de retraite supplémentaire.

4.2.3 Politique de rémunération de nos mandataires sociaux

La politique de rémunération des mandataires sociaux a été établie, sur propositions du Comité des Rémunérations, par notre Conseil d'administration lors de ses réunions des 9 et 25 juin 2021. En application de l'article L. 22-10-8, II du Code de commerce, elle sera soumise à l'Assemblée Générale convoquée le 28 juillet 2021 :

- pour le Directeur général avec la 14^e résolution ;
- pour le Président du Conseil d'administration avec la 13^e résolution ; et
- pour les membres du Conseil d'administration avec la 15^e résolution.

4.2.3.1 Principes et règles de détermination des rémunérations et avantages octroyés aux mandataires sociaux

La politique de rémunération des mandataires sociaux est conforme à l'intérêt social de Soitec et contribue à sa stratégie commerciale et à sa pérennité. En particulier, elle encourage l'assiduité des membres du Conseil d'administration et les éléments de rémunération variable annuelle et de long terme sont assis sur des critères adaptés aux enjeux de notre Groupe, exigeants et stables, garantissant l'alignement avec l'intérêt des actionnaires.

Conformément au Code AFEP-MEDEF, la politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux a été établie de sorte à être compétitive, adaptée à la stratégie et au contexte de Soitec avec pour objectif de promouvoir sa performance et sa compétitivité sur le moyen et long terme. Elle prend également en compte les conditions de rémunération et d'emploi des salariés de Soitec. En particulier, les mêmes critères de performance conditionnant les plans de rémunération variable pluriannuelle s'appliquent aux dirigeants mandataires sociaux et aux collaborateurs qui en bénéficient et le ratio d'équité, figurant au paragraphe 4.2.1.3 du présent Document d'Enregistrement Universel, révèle une diminution du multiple de rémunération du Directeur général par rapport à la médiane des rémunérations. La structuration de la part variable du Directeur général, les modalités des plans d'intéressement à long terme et des niveaux de rémunérations du Président du Conseil et des administrateurs ont fait l'objet en 2020 d'une analyse approfondie de la part du Comité des Rémunérations. En 2021, le Comité des Rémunérations a examiné plus particulièrement les caractéristiques de la rémunération pluriannuelle du Directeur général au regard, notamment, des recommandations et pratiques de Place.

La politique de rémunération des mandataires sociaux établie par le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des Rémunérations, fait l'objet d'une revue annuelle, sur recommandation de notre Comité des Rémunérations. La modification de la politique de rémunération des mandataires sociaux suit le même processus.

Lors des réunions du Conseil d'administration et du Comité des Rémunérations (si applicable), le Président du Conseil d'administration et le Directeur général s'abstiennent de participer aux délibérations et votes relatifs à la politique de rémunération qui les concernent, contribuant ainsi à éviter tout conflit d'intérêts éventuel.

Sur les recommandations du Comité des Rémunérations, le Conseil d'administration détermine les éléments de rémunérations ou avantages des mandataires sociaux en prenant en compte les dispositions du Code AFEP-MEDEF. En particulier, les éléments de rémunérations sont déterminés de manière globale, en prenant en compte, le cas échéant, les engagements de toute nature tels que les indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement des fonctions ou postérieurement à l'exercice de celles-ci. Les éléments de rémunération des dirigeants mandataires sociaux sont déterminés en cohérence avec les missions qui leur sont confiées, leur expérience et les pratiques de marché. En cas de nomination d'un nouveau dirigeant mandataire social, les éléments de rémunération et avantages qui pourraient lui être consentis seront décidés par le Conseil d'administration sur les recommandations du Comité des Rémunérations en respectant les principes propres à chaque mandataire social décrits ci-après et dans la limite des montants visés.

Il est précisé par ailleurs qu'aucune politique de rémunération ne prévoit la possibilité pour la Société de demander la restitution d'une rémunération variable.

L'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 avait approuvé la politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux (8^e résolution). Lors de la prochaine Assemblée Générale convoquée le 28 juillet 2021, les actionnaires seront appelés à se prononcer sur :

- une politique de rémunération du Directeur général similaire à la précédente. Cette politique de rémunération est décrite ci-dessous au paragraphe 4.2.3.3 ;
- une politique de rémunération du Président du Conseil d'administration inchangée par rapport à la politique de rémunération adoptée en 2020 qui prévoyait que celui-ci percevrait dorénavant une rémunération fixe à l'exclusion de tout autre élément de rémunération. Cette politique de rémunération est décrite ci-dessous au paragraphe 4.2.3.4 ; et
- une politique de rémunération des membres du Conseil d'administration inchangée par rapport à la politique de rémunération adoptée en 2020 qui prévoyait une augmentation de l'enveloppe globale. Cette politique de rémunération est décrite ci-dessous au 4.2.3.5.

Les informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce relatives à l'exercice 2019-2020 ont également été approuvées par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

4.2.3.2 Politique de rémunération du Directeur général (dirigeant mandataire social exécutif)

La politique de rémunération du Directeur général, qui tient compte des principes décrits au paragraphe 4.2.3.1 ci-dessus, prévoit une rémunération composée d'une part fixe, d'une part variable annuelle et d'une part variable de long terme, ainsi que certains engagements et avantages. Elle ne prévoit aucune rémunération supplémentaire en provenance des sociétés consolidées par notre Société.

Par rapport à la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020, le Conseil d'administration du 25 juin 2021 a décidé d'ajuster la condition de présence applicable à la part pluriannuelle pour prévoir, en ligne avec les recommandations de l'AMF publiées en 2020 et en conformité avec le Code Afep-Medef, un principe de maintien *pro rata temporis* des droits en cas de départ en retraite à taux plein du Directeur général.

Dans l'hypothèse où notre Société viendrait à nommer tout autre dirigeant mandataire social exécutif pendant l'exercice 2021-2022 en cours, tel qu'un Directeur général délégué, par exemple, les éléments de rémunération et avantages qui pourraient lui être consentis seront décidés par le Conseil d'administration sur les recommandations du Comité des Rémunérations en respectant les principes propres au Directeur général décrits ci-après et dans la limite des montants visés.

A. Rémunération fixe

La rémunération annuelle fixe du Directeur général est déterminée en cohérence avec les principes rappelés ci-dessus au paragraphe 4.2.3.1. Conformément au Code AFEP-MEDEF, la rémunération fixe n'est revue qu'à intervalle de temps relativement long.

La rémunération annuelle fixe de Monsieur Paul Boudre est fixée à un montant brut de 550 000 euros, versée en 12 mensualités égales. Ce montant a été fixé par notre Conseil d'administration le 26 juillet 2018, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et est inchangé depuis cette date.

B. Rémunération variable

La rémunération annuelle variable du Directeur général, octroyée sous conditions de performance préétablies par le Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des Rémunérations, peut représenter de 0 % à 165 % de la rémunération annuelle fixe du Directeur général. Sur recommandation du comité des rémunérations, le Conseil a souhaité maintenir la structuration et les pondérations qui avaient été mises en place à l'occasion de l'exercice 2020-2021, à la lumière d'une analyse

des pratiques de marché et d'une mise en perspective des espérances de gains au regard de la performance des différentes sociétés du panel, réalisées par des consultants indépendants et renommés en matière de rémunération de mandataires sociaux dirigeants.

Les pondérations respectives des objectifs financiers (60 %) et stratégiques (40 %) sont donc inchangées, tout comme la nature des objectifs financiers et le principe d'un critère qui ouvre droit à majoration de 10 % du résultat obtenu. Les critères stratégiques couvrent les principaux enjeux stratégiques de notre Société, dans la stricte continuité de ce qui a été mis en place

pour l'exercice précédent, en adaptant les critères à la feuille de route attendue pour l'exercice 2021-2022 dans les domaines de l'innovation, des enjeux commerciaux, des partenariats, du leadership et de la gouvernance. Conformément aux recommandations de l'AFEP-MEDEF, trois critères portent sur la responsabilité sociale et environnementale de notre Société (mixité, qualité de vie au travail et climat).

Lors de sa séance du 9 juin 2021, le Conseil d'administration a établi, sur proposition du Comité des Rémunérations, la pondération et les objectifs suivants pour l'exercice 2021-2022 :

Nature de l'objectif et description	Poids
I. OBJECTIFS FINANCIERS	60 %
1. Niveau de chiffre d'affaires (en millions de dollars américains)	20 %
2. Niveau d'EBITDA consolidé (en % du chiffre d'affaires en euros à taux de change constant)	20 %
3. Niveau de trésorerie d'exploitation (en millions d'euros)	20 %
II. OBJECTIFS STRATÉGIQUES *	40 %
5 contributions identifiées comme leviers principaux de la croissance de notre Groupe dont :	
1. Innovation (2 objectifs)	14 %
2. Partenariats (2 objectifs)	14 %
3. Réussites commerciales/conceptions (2 objectifs)	14 %
4. Stratégie de croissance	5 %
5. Gouvernance	2,5 %
6. ESG – Social (mixité, QVT (2 objectifs)	8 %
7. ESG – Climat	2,5 %
III. OBJECTIF STRATÉGIQUE ADDITIONNEL	MAJORATION DE 10 %
Critère confidentiel	DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE TOTALE

* Le poids total des objectifs stratégiques listés est de 60 % et correspond au niveau maximum de surperformance.

Comme cela était le cas au titre des cinq exercices précédents :

- l'atteinte des valeurs cibles des objectifs arrêtées par notre Conseil d'administration devrait donner droit à une part variable correspondant à 100 % de la part fixe ;
- l'atteinte des objectifs de l'enveloppe devrait correspondre à 90 % de la cible des critères financiers ; et
- les surperformances au-delà des valeurs cibles des objectifs financiers pourraient être prises en compte jusqu'à 150 %.

Il est précisé que si l'objectif de niveau d'EBITDA consolidé n'est pas atteint, la part variable serait plafonnée à 100 % de la part fixe, même si les autres objectifs atteints auraient permis à la part variable de dépasser 100 % de la part fixe.

Les critères stratégiques comportent pour la plupart plusieurs sous-critères dont l'atteinte cumulée correspond au niveau de surperformance à 150 %.

Comme pour l'exercice 2020-2021, une majoration de 10 % du résultat obtenu d'après les objectifs financiers et stratégiques est prévue en cas d'atteinte d'un objectif additionnel, lequel est lié à l'augmentation des parts de marché des principaux produits Soitec SOI, ce qui pourrait porter la part variable de la rémunération du Directeur général à 165 % de la part fixe.

Le montant des rémunérations versées se calculerait sur une base brute.

L'appréciation des critères de performance donnant lieu au calcul de la rémunération variable annuelle du Directeur général sera détaillée dans le prochain Document d'Enregistrement Universel. Cette rémunération ne sera versée qu'après approbation de l'Assemblée Générale des éléments de rémunération du Directeur général en application de l'article L.22-10-34, II du Code de commerce.

C. Rémunération variable à long terme – Attribution gratuite d'actions de performance ordinaires

Après avoir instauré un intéressement à long terme en 2016 et 2019 basé sur des actions de préférence afin de soutenir l'attractivité et la croissance de la Société, le Conseil d'administration considère qu'un intéressement à long terme continue d'être particulièrement adapté à la fonction de

Directeur général, étant donné la contribution directe aux résultats à long terme de Soitec qui est attendue de lui.

Ainsi, le Directeur général se voit attribuer gratuitement des actions de performance ordinaires chaque année. La rémunération variable à long terme est limitée, lors de l'attribution initiale, à un montant correspondant à la valeur comptable calculée à la juste valeur, qui ne peut excéder 300 % de la rémunération fixe annuelle du Directeur général.

L'acquisition des actions attribuées gratuitement au Directeur général est conditionnée à la réalisation de critères de performance de nature financière et, le cas échéant, extra-financière appréciés à l'issue de l'exercice 2024/25. Ainsi, au terme d'une période d'acquisition de trois ans, le nombre définitif d'actions gratuites sera calculé en fonction de l'appréciation par le Conseil d'administration de plusieurs objectifs de nature financière adaptés (tels que l'EBITDA, le chiffre d'affaires, le rendement total pour les actionnaires (*Total Shareholder Return* ou TSR) des actions ordinaires de notre Société par rapport à l'indice Euro Stoxx 600 Technology). D'autres critères pourraient être pris en compte, en lien notamment avec la responsabilité sociale de la Société. Aucune période de conservation ne trouve à s'appliquer à l'issue de la période d'acquisition mais le Directeur général doit conserver sous forme nominative, pour toute la durée de son mandat, un nombre d'actions acquises dont la valeur a été fixée par le Conseil d'administration à 10 % de sa rémunération annuelle fixe à leur date d'acquisition.

L'acquisition des actions attribuées au Directeur général est également soumise à une condition de présence *prorata temporis*, un tiers de chaque attribution étant conditionnée à la présence du bénéficiaire par année d'acquisition. En cas de retraite à taux plein, le Directeur général acquiert ses actions de performance *prorata temporis*, le Conseil d'administration pouvant le cas échéant lever la condition de présence sur décision motivée. En cas de départ pour faute grave, le Directeur général perdrait l'intégralité de l'attribution concernée.

D. Avantages en nature

Le Directeur général bénéficie des avantages en nature suivants : un véhicule de fonction, une assurance volontaire contre la perte d'activité et une assurance personne clé en cas de décès et d'invalidité.

E. Rémunération au titre d'un mandat d'administrateur

Le Directeur général ne percevra aucune rémunération au titre de son mandat d'administrateur de notre Société ou des sociétés contrôlées par Soitec.

F. Dispositif de régimes de retraite supplémentaire

Le Directeur général est éligible au régime de retraite supplémentaire à cotisations définies « Article 83 », qui s'applique également à l'ensemble des salariés de l'unité économique et sociale de Soitec, dont le régime est décrit au paragraphe 4.2.5 du présent Document d'Enregistrement Universel.

Paul Boudre bénéficie du régime complémentaire de retraite à prestations définies « Article 39 » présenté au paragraphe 4.2.5 du présent Document d'Enregistrement Universel, qui ne donne plus lieu à l'acquisition de droits conditionnels supplémentaires depuis le 1^{er} janvier 2020.

G. Engagements de toute nature pris par notre Société au bénéfice du Directeur général au titre de la prise, de la cessation ou du changement de ses fonctions de dirigeant mandataire social

Le Conseil d'administration peut, le cas échéant, décider d'octroyer au Directeur général des engagements correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement des fonctions ou postérieurement à l'exercice de celles-ci, tels qu'une indemnité de départ et une indemnité de non-concurrence, ainsi que des engagements de retraite, dans les conditions prévues par la réglementation et le Code AFEP-MEDEF.

Engagements pris au bénéfice de Paul Boudre

Afin de se conformer aux dispositions du Code AFEP-MEDEF recommandant, lorsqu'un salarié devient Directeur général de l'entreprise, de mettre fin au contrat de travail qui le liait à la Société ou à une société du Groupe, Paul Boudre a démissionné de son contrat de travail conclu le 15 janvier 2007 (et qui était suspendu depuis le 1^{er} juin 2008) le 24 novembre 2020.

Il est rappelé que la rupture de son contrat de travail lui donnait droit, en particulier en cas de rupture conventionnelle ou de démission, à un préavis et/ou au versement d'indemnités, conformément aux dispositions du Code du travail et à la convention collective des ingénieurs et cadres de la métallurgie.

Ce contrat de travail prévoyait également des obligations de non-concurrence pour une durée d'un an à compter de la rupture de son contrat de travail, renouvelable une fois. En cas d'application de cette clause de non-concurrence, une compensation financière correspondant à 60 % de sa rémunération brute pendant la période de non-concurrence devait être versée à Paul Boudre. La Société avait la faculté de libérer Paul Boudre de cet engagement de non-concurrence, sous réserve de l'accord de ce dernier.

Paul Boudre a demandé à être dispensé de l'exécution de son préavis et a autorisé la Société à le libérer de son obligation de non-concurrence sans contrepartie financière, de sorte que sa démission n'a donné lieu à aucun paiement d'aucune sorte.

À la suite de la rupture de son contrat de travail et compte tenu de l'approbation par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 de la politique de rémunération modifiée à cet effet, le Conseil d'administration du 24 septembre 2020 a décidé d'octroyer à compter de cette date les engagements suivants à Paul Boudre :

i. Une indemnité de cessation des fonctions

Cette indemnité s'élève à une année de rémunération brute versée au cours de l'exercice précédent (c'est-à-dire la rémunération fixe et les primes/rémunérations variables annuelles).

Cette indemnité de départ est due et payable dans toutes les circonstances de départ contraint, quelle que soit la forme du départ (sauf en cas de faute grave personnelle), sous réserve de la réalisation d'un EBITDA cumulé au

cours des deux exercices clos précédant son départ au moins égal à 75 % des valeurs prévues aux budgets desdits exercices tels qu'approuvés par le Conseil d'administration.

Conformément au Code AFEP-MEDEF, le versement de cette indemnité est exclu s'il quitte à son initiative notre Société pour exercer de nouvelles fonctions (hors départ contraint), ou change de fonctions à l'intérieur du Groupe.

ii. Une indemnité de non-concurrence

En contrepartie de l'engagement de non-concurrence pris par Paul Boudre d'une durée de 12 mois à compter de la date de cessation de sa fonction de Directeur général, celui-ci recevra une indemnité d'un montant correspondant à 50 % de sa rémunération annuelle brute versée au cours de l'exercice précédent (c'est-à-dire la rémunération fixe et les primes/rémunérations variables annuelles). Cette indemnité sera versée mensuellement sur 12 mois.

Le Conseil d'administration peut renoncer à cette obligation de non-concurrence de façon discrétionnaire et sans aucune compensation financière.

H. Rémunération exceptionnelle

Il n'est pas prévu le versement d'une rémunération exceptionnelle.

4.2.3.3 Politique de rémunération du Président du Conseil d'administration (dirigeant mandataire social non exécutif)

La politique de rémunération du Président du Conseil d'administration, qui tient compte des principes décrits au paragraphe 4.2.3.1 ci-dessus, prévoit une rémunération composée d'une part fixe à l'exclusion de tout élément de rémunération variable.

Elle n'a pas été modifiée par rapport à la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 qui prévoyait déjà une évolution à compter de l'exercice 2021-2022, cette rémunération cessant d'être imputée à l'enveloppe globale des rémunérations des administrateurs.rices.

A. Rémunération fixe

Le Conseil d'administration peut attribuer au Président du Conseil d'administration une rémunération fixe. Celui-ci ne peut recevoir une rémunération au titre de son mandat d'administrateur.rice que s'il ne perçoit pas de rémunération fixe, dans les conditions fixées par la politique de rémunération des administrateurs.rices décrite au paragraphe 4.2.3.5 ci-dessous.

Compte tenu des missions qui lui sont confiées, de sa connaissance de la Société et de son expérience, le Conseil d'administration du 9 juin 2020 a décidé d'attribuer à Éric Meurice une rémunération annuelle fixe s'élevant à 230 000 euros bruts, mensuellement.

Cette rémunération correspond à un niveau de référence médian d'une liste de 28 sociétés similaire de l'indice CAC Mid 60, à partir de données relatives à l'année 2019 analysées par un cabinet indépendant, le panel étant constitué de la totalité des sociétés de l'indice ayant dissocié la présidence de leur Conseil d'administration de la direction générale, à l'exception des présidences tenues par des représentants des actionnaires de référence desdites sociétés.

B. Avantage en nature/Autres engagements

Le Président ne bénéficie d'aucun autre avantage en nature ou autre engagement.

C. Remboursement des frais

Le Président a droit au remboursement des frais de déplacement occasionnés dans l'exercice de ses fonctions sur présentation de justificatifs.

4.2.3.4 Politique de rémunération de nos administrateur-rices

A. Principes

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale décide, sur proposition du Conseil d'administration, du montant global pouvant être alloué aux administrateur-rices en rémunération de leur activité (l'« Enveloppe »).

L'Enveloppe ainsi votée par l'Assemblée Générale reste applicable et inchangée pour chaque exercice successif jusqu'à ce que l'Assemblée en décide autrement par une nouvelle résolution soumise à son vote.

L'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 a fixé à 780 000 euros bruts le montant maximum de l'Enveloppe à verser aux administrateur-rices, étant rappelé que la rémunération du Président du Conseil d'administration n'est plus intégrée à ladite Enveloppe.

Les sommes dues par notre Société au titre (i) de la part des éventuelles cotisations et contributions sociales et (ii) du forfait social, incombant à notre Société du fait du versement de la rémunération ses administrateur-rices au titre de leur mandat, ne seront pas imputées à l'Enveloppe.

B. Principes de répartition

Le montant de la rémunération versé à chaque administrateur-riche se veut adapté au niveau des responsabilités encourues par ce-tte dernier-e et au temps qu'il/elle consacre à ses fonctions. Par conséquent, les critères de

répartition de cette Enveloppe, arrêtés par le Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des Rémunérations, et également soumis à l'Assemblée Générale par le biais de l'approbation de la présente politique, se basent sur les éléments suivants :

- les administrateur-rices perçoivent une rémunération au titre de leur mandat, à l'exception des administrateur-rices occupant des fonctions opérationnelles et/ou exécutives au sein de notre Groupe et, s'il perçoit une rémunération au titre de son mandat, du Président du Conseil d'administration ;
- le montant total de la rémunération attribué à chaque administrateur-riche est calculé sur une base *pro rata temporis*, en fonction de la durée effective du mandat de l'administrateur-riche concerné(e) au regard de la période de rémunération considérée ;
- l'assiduité aux réunions du Conseil d'administration et des Comités est récompensée (100 % de la rémunération se base sur un facteur d'assiduité) ; et
- la participation aux réunions par voie de conférence téléphonique ou de vidéoconférence est considérée comme équivalente à la participation physique.

Le Conseil d'administration constate chaque année la répartition globale et individuelle de l'Enveloppe résultant de l'application des critères de répartition susmentionnés, étant rappelé qu'en application des Statuts de notre Société les administrateurs représentant les salariés ne sont pas éligibles à une rémunération spécifique en tant que membres du Conseil.

Le montant maximum de l'Enveloppe est réparti entre les administrateur-rices de la manière suivante :

Fonctions	Rémunération liée à un taux d'assiduité de 100 %
Siège au sein du Conseil d'administration	46 000 € bruts
Siège au sein d'un Comité (à l'exception du Comité des Questions Stratégiques Sensibles)	13 000 € bruts
Présidence d'un Comité	17 000 € bruts

La répartition ci-dessus prend pour hypothèse un taux d'assiduité de 100 % de nos administrateur-rices sur l'ensemble de l'exercice considéré.

C. Autres

Chaque membre du Conseil d'administration a droit au remboursement des frais de déplacement occasionnés dans l'exercice de ses fonctions sur présentation de justificatifs.

Par ailleurs, le Conseil peut, le cas échéant, allouer à un-e administrateur-riche une rémunération exceptionnelle pour une mission spécifique confiée dans les conditions prévues par la réglementation.

Enfin, il est rappelé que les administrateur-rices représentant les salarié-es sont titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée qui peut être résilié dans les conditions prévues par le droit du travail et la convention collective applicable, sous réserve de l'autorisation de l'inspection du Travail.

4.2.4 Rémunérations et avantages de toute nature des membres de notre Comité Exécutif (ComEx)

Au 31 mars 2021, notre Comité Exécutif (ComEx) comptait 11 membres hors mandataires sociaux (11 membres au 31 mars 2020), avec un effectif moyen de 11 sur l'exercice. La rémunération brute globale versée par notre Groupe aux membres salarié-es du ComEx, hors mandataires sociaux, incluant les avantages directs et indirects des membres salariés, est estimée pour l'exercice clos au 31 mars 2021 à 4 764 milliers d'euros.

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Avantages à court terme	4 764 *	3 796
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Valorisation comptable des paiements en actions	6 659	3 829
TOTAL DES RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES AU PERSONNEL DIRIGEANT DU GROUPE	11 423	7 625

* Les montants indiqués sont calculés en prenant en compte les plafonds de parts variables auxquelles sont éligibles les membres du Comité Exécutif.

4.2.5 Sommes provisionnées par notre Groupe aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages

En sus des régimes complémentaires obligatoires, notre Société a mis en place les régimes ci-dessous décrits dont bénéficient tout-es ou certain-es salarié-es de notre Société, ainsi que notre Directeur général, Paul Boudre.

Les régimes en question répondent aux principes posés par le Code AFEP-MEDEF pour les régimes de retraite supplémentaires en faveur des mandataires sociaux.

Article 83 – Régime complémentaire de retraite à cotisations définies

Il s'agit d'un régime dans lequel les droits sont individualisés selon le taux de cotisation. Ce régime bénéficie à l'ensemble des salarié-es de l'Unité sociale et économique de Soitec.

L'engagement de notre Société se limite au versement de sa quote-part de cotisations auprès de la compagnie d'assurance qui gère le régime.

Les droits sont acquis même en cas de démission ou de licenciement.

Lors du départ à la retraite, la sortie en rente est obligatoire.

En cas de décès avant le départ en retraite, la personne bénéficiaire désignée percevra un capital.

En cas de décès après l'âge de la retraite, et en cas d'option pour la réversion, tout ou partie de la rente est reversé au conjoint et à défaut à d'autres bénéficiaires si le contrat le prévoit.

Le coût de ce régime est supporté à 100 % par notre Société via des cotisations aux tranches A, B et C de rémunération (respectivement 3,07 %, 3,43 % et 4,71 %).

Paul Boudre bénéficie de ce régime dans les mêmes conditions que les salarié-es, jusqu'à la tranche C de sa rémunération (soit une base totale de 329 088 euros), à savoir 13 245,79 euros pour l'exercice 2020-2021.

Article 39 – Régime complémentaire de retraite à prestations définies mis en place pour certains cadres dirigeants (au nombre de 8 au 31 décembre 2019) et pour Paul Boudre (régime fermé et gelé)

C'est un régime de retraite collectif à prestations définies, mentionné à l'article L. 137-11 du Code de la sécurité sociale français, mis en œuvre depuis le 1^{er} octobre 2004 et financé par notre Société.

Ce régime s'applique à certaines cadres dirigeant-es (cadres dirigeant-es classifié-es à la position III C de la Convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la métallurgie et mandataires sociaux).

Pour bénéficier d'une pension au titre de ce régime, les bénéficiaires doivent être âgé-es d'au moins 60 ans et doivent avoir réglé leurs pensions de sécurité sociale et de retraite complémentaire AGIRC-ARRCO. Le bénéfice de ce régime supplémentaire est soumis à une condition de présence des bénéficiaires dans notre Société au moment où elles ou ils font valoir leurs droits : les droits relatifs aux prestations définies sont perdus si les bénéficiaires quittent notre Société avant leur départ en retraite. Cette condition de présence ne s'applique toutefois pas en cas de retraite anticipée, d'invalidité ou de départ d'un-e bénéficiaire de plus de 55 ans à l'initiative de notre Société, sans reprise d'activité jusqu'à la retraite.

Les droits au titre de ce régime sont exprimés en pourcentage d'un salaire de référence égal à la dernière rémunération annuelle brute versée pendant les 12 derniers mois qui précèdent le départ de notre Société, à l'exclusion de toute forme de rémunération ou de primes exceptionnelles.

Ce régime assure à ses bénéficiaires une pension dont le montant est égal à 9,80 % du salaire de référence, après déduction de la rente servie par le plan de prestations définies.

Lors du départ à la retraite, la sortie en rente est obligatoire.

Ce régime est entièrement financé par notre Société par des primes versées sur un contrat d'assurance (gestion externe). Ces primes sont soumises au versement d'une participation spécifique par notre Société, tel que prévu par l'article L. 137-11 du Code de la sécurité sociale français, à un taux de 24 %.

Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019, ce régime est arrêté depuis le 4 juillet 2019 (il n'y a donc plus de nouveaux bénéficiaires potentiels depuis cette date) et les droits des bénéficiaires ont été gelés à compter du 31 décembre 2019 (aucun droit supplémentaire au titre de ce régime de retraite supplémentaire à prestations définies n'a pu être accordé pour les périodes d'emploi suivant le 1^{er} janvier 2020).

Paul Boudre bénéficie de ce régime dans les conditions décrites ci-dessus (conditions identiques à celles des salarié-es bénéficiaires, sans aucun avantage supplémentaire). À la date de clôture de l'exercice 2020-2021, le montant estimé de la retraite qui peut être versé à Paul Boudre au titre du régime de l'« article 39 » s'élève à 115 milliers d'euros, contre 104 milliers d'euros à la date de clôture de l'exercice 2019-2020.

Au 31 mars 2021, les sommes provisionnées par notre Société aux fins de versement à Paul Boudre d'une pension, d'une retraite ou d'autres avantages s'élevaient à 3 536 milliers d'euros, contre 2 997 milliers d'euros au titre de l'exercice précédent.

À la même date, les sommes provisionnées aux fins de versements de pensions, retraites ou autres avantages pour les six salarié-es éligibles à ce régime s'élevaient à 2 963 milliers d'euros, contre 2 880 milliers d'euros pour l'exercice précédent.



5



Commentaires sur l'exercice

5.1 Analyse de la situation financière et des résultats consolidés de l'exercice 196

- 5.1.1 Synthèse de l'activité
et des résultats consolidés196
- 5.1.2 Investissements.....203
- 5.1.3 Flux de trésorerie et structure
financière204

5.2 Événements postérieurs à la clôture 205

5.3 Tendances et objectifs 205

5.4 Analyse de la situation financière et des résultats de la Société 206

- 5.4.1 Aspects comptables206
- 5.4.2 Situation financière
de notre Société206
- 5.4.3 Principales évolutions
bilancielle de notre Société206
- 5.4.4 Formation du résultat
d'exploitation de la Société207
- 5.4.5 Proposition d'affectation du
résultat pour l'exercice 2020-2021 ...207
- 5.4.6 Dépenses non déductibles
fiscalement207
- 5.4.7 Informations requises par
l'article D. 441-4 art 1 du Code
de commerce relatives aux délais
de paiement des fournisseurs
et des clients207

5.1 Analyse de la situation financière et des résultats consolidés de l'exercice

Ce chapitre constitue une partie du rapport de gestion de notre Société, Soitec SA. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers annuels consolidés de notre Groupe pour l'exercice clos le 31 mars 2021 et figurant au paragraphe 6.2 ci-dessous (les « comptes consolidés »).

En application du Règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers consolidés de notre Groupe ont été préparés conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), adoptées par l'Union européenne et rendues obligatoires à la clôture des comptes.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.html), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du Comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations

Committee – SIC) et du Comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Reporting Interpretations Committee – « IFRS IC »).

Les règles et méthodes comptables appliquées pour la préparation des états financiers sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 mars 2020, après prise en compte ou à l'exception des nouvelles normes et interprétations décrites dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

Le segment « Autres activités » qui regroupe les activités abandonnées et notamment celles du secteur Énergie Solaire est présenté dans les états financiers en activités abandonnées en adéquation avec les critères de la norme IFRS 5.

5.1.1 Synthèse de l'activité et des résultats consolidés

5.1.1.1 Principales tendances ayant affecté l'exploitation au cours de l'exercice 2020-2021

Conformément aux attentes, l'exercice 2020-2021, durant lequel l'activité a été stable à taux de change constants, a été une année de transition entre deux années de forte croissance :

- + 28 % à taux de change constants entre 2018-2019 et 2019-2020 ;
- + 1 % de croissance à taux de change constants entre 2019-2020 et 2020-2021.

Dans ce contexte, notre Groupe a réussi à maintenir un taux de profitabilité élevé, avec un EBITDA Électronique à 30,7 %, tout en poursuivant son effort d'investissement afin de préparer la croissance de l'exercice 2021-2022 et au-delà.

Le développement de notre site de Singapour s'est poursuivi sur l'exercice nous permettant, grâce aux investissements de l'exercice ainsi qu'aux investissements à venir, une fabrication à plus grande échelle et à plus long terme de plaques SOI de 300 mm. Les qualifications par nos clients se sont poursuivies sur l'exercice 2020-2021. Des capacités supplémentaires de *refresh* et d'épitaxie ont également été mises en place sur l'exercice.

Comme cela était planifié, notre Groupe a poursuivi son développement industriel dans notre usine de Bernin 3 pour des produits innovants

dénommés piézoélectrique-sur-isolant (POI). Cette augmentation de la capacité de production permettra de répondre à la demande croissante de nos clients pour les filtres de smartphones 4G et 5G.

Covid-19

Depuis le début de la crise sanitaire de la Covid-19, la priorité de notre Groupe a été de protéger la santé de ses propres collaborateurs ainsi que celle des personnes employées par ses divers partenaires, sous-traitants, clients ainsi que celle de l'ensemble des communautés avec lesquelles notre Groupe interagit.

Fermement déterminé à soutenir ses clients dans cet environnement difficile, notre Groupe a été en mesure de maintenir sa production tout au long de l'exercice clos le 31 mars 2021, en particulier sur les sites de Bernin et Singapour, en mettant en place des mesures de sécurité drastiques. Notre Groupe a continué à livrer ses clients pour répondre à leur demande et a également poursuivi tous ses projets de R&D majeurs.

Notre Groupe avait intégré dans ses prévisions annoncées en juin 2020 les impacts de cette crise sanitaire en termes d'activité. Il n'y a pas eu d'autre impact significatif sur le compte de résultat de notre Groupe lors de l'exercice clos le 31 mars 2021. Les hypothèses d'arrêt des comptes ont été revues en tenant compte des informations relatives à la crise de la Covid-19 sans qu'aucun impact significatif sur les comptes ne soit constaté au 31 mars 2021.

5.1.1.2 Compte de résultat

(en millions d'euros)	2020-2021	2019-2020	2018-2019
Chiffre d'affaires	583,8	597,5	443,9
Marge brute	183,5	195,4	165,0
Résultat opérationnel courant	90,0	117,7	108,4
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	15,4 %	19,7 %	24,4 %
Autres produits et charges opérationnels	0,4	1,8	0,5
Résultat opérationnel (EBIT)	90,4	119,5	108,9
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	15,5 %	20 %	24,5 %
Résultat des activités abandonnées *	- 1,4	- 0,9	0,3
RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE)	72,7	109,7	90,2
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	12,4 %	18,4 %	20,3 %

* En 2019-2020, retraitement en application de la norme IFRS 5 des activités de financement liés à la centrale solaire sud-africaine.

Chiffre
d'affaires

583,8

millions d'euros
Stable à taux de
change constants

Taux d'EBITDA *

30,7%

du chiffre d'affaires
(31 % sur 2019-2020)

* Taux d'EBITDA de l'activité Électronique.

EBITDA

(en millions d'euros)	2020-2021	2019-2020
EBITDA Électronique	179,0	185,4
Taux de marge d'EBITDA Électronique	30,7 %	31,0 %
EBITDA Autres activités	- 0,3	- 0,9
EBITDA Groupe	178,7	184,5
Taux de marge d'EBITDA Groupe	30,6 %	30,9 %

Pour rappel, l'EBITDA représente le résultat opérationnel (EBIT) avant dépréciations, amortissements, éléments non monétaires liés aux paiements fondés sur les actions et aux variations des provisions sur les éléments de l'actif courant et des provisions pour risques et charges et sans inclure de résultat sur cessions d'actifs. Cet indicateur est une mesure quantitative non IFRS utilisée pour mesurer la capacité de l'entreprise à générer de la trésorerie à partir de ses activités opérationnelles.

5.1.1.3 Chiffre d'affaires

Comme cela était attendu, l'exercice 2020-2021 a été marqué par une activité quasi stable à périmètre et taux de change constants⁽¹⁾ : le chiffre d'affaires total consolidé ressort ainsi à 583,8 millions d'euros en 2020-2021 contre 597,5 millions d'euros en 2019-2020 soit une croissance de 1 % à taux de change constant⁽¹⁾ et de - 2 % en euros compte tenu d'un effet de change défavorable de 3 % (soit un impact de 19 millions d'euros).

Les ventes de plaques de 150/200 mm sont en hausse de 1 % (4 % à taux de change constants⁽¹⁾) par rapport à l'exercice 2019-2020 tandis que les ventes de plaques de 300 mm sont en baisse de 6 % (3 % à taux de change constants⁽¹⁾).

Toutes tailles de plaques confondues, les ventes de substrats RF-SOI ont été stables par rapport à l'exercice 2019-2020. En revanche, la performance des autres produits a été plus contrastée, avec une forte hausse des ventes de substrats POI et Imager-SOI et une baisse des ventes de substrats Power-SOI, FD-SOI et Photonics-SOI.

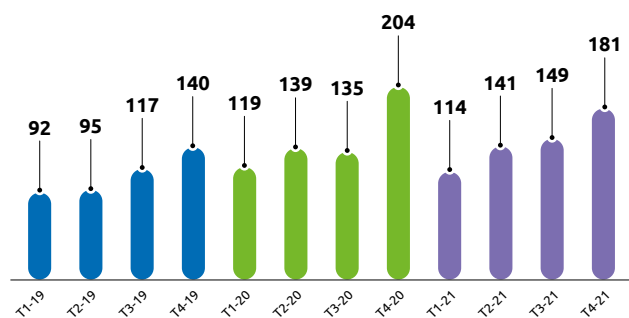
Le déploiement des générations de smartphones 4G et 5G demeure le principal moteur de croissance de notre Groupe, en particulier pour nos produits dédiés aux applications de radio-fréquence, y compris les filtres. La demande pour nos applications dédiées à l'automobile, à l'Internet des Objets, à l'intelligence artificielle et de *cloud computing* est soutenue.

Tout en ayant une répartition par trimestre plus équilibrée, les revenus de notre Groupe ont crû de trimestre en trimestre tout au long de l'année.

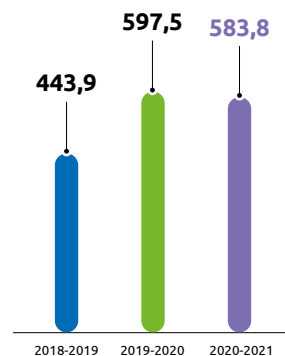
5.

(1) Évolution à taux de change constants et périmètre de consolidation comparable ; les effets de périmètre sont liés à l'acquisition de Soitec Belgium (anciennement EpiGan n.v.) en mai 2019.

› ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR TRIMESTRE (en millions d'euros)



› CHIFFRE D'AFFAIRES (en millions d'euros)



● RÉPARTITION PAR PRODUIT DES VENTES DE LA DIVISION ÉLECTRONIQUE

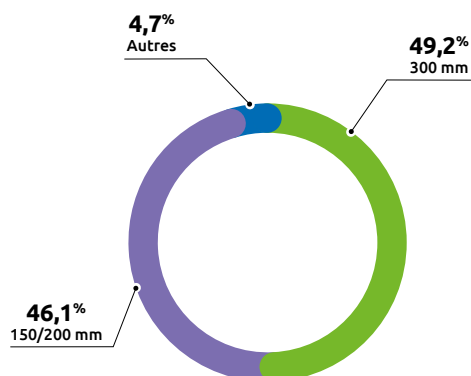
(en millions d'euros)	Ventes 31 mars 2021	Ventes 31 mars 2020	Variation (en %)
Électronique SOI 300 mm	277	294	- 6 %
Électronique 150/200 mm	277	276	1 %
Licences et autres *	30	28	5 %
CHIFFRE D'AFFAIRES	584	598	- 2 %

* Dont ventes liées à Dolphin Design.

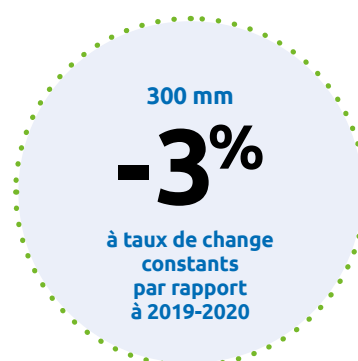
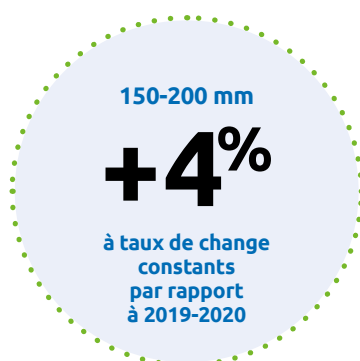
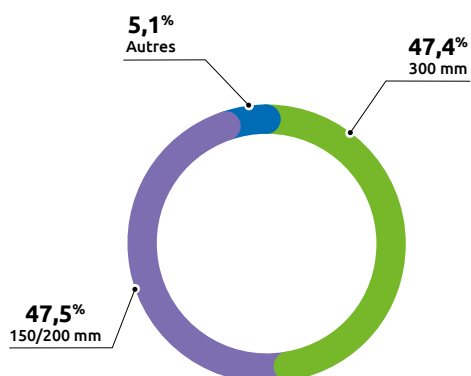
Notre division Électronique représente 100 % du chiffre d'affaires de notre Groupe sur l'exercice 2020-2021 de même que lors de l'exercice précédent.

› RÉPARTITION ET ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR TYPE DE PLAQUES (en millions d'euros)

Au 31 mars 2020



Au 31 mars 2021



Par rapport à l'exercice précédent, les **ventes de plaques de petits diamètres (150 mm et 200 mm)** augmentent de 1 % (4 % à taux de changes constants ⁽¹⁾) et ressortent à 277 millions d'euros contre 276 millions d'euros sur l'exercice précédent.

- Les ventes de substrats RF-SOI en 200 mm ont enregistré une légère croissance, continuant d'être portées par l'augmentation de la surface de RF-SOI pour les applications de radio-fréquence.
- L'augmentation des ventes de substrats de 150 mm POI (*Piezoelectric-on-Insulator*) a suivi la montée en régime de la production rendue possible par l'extension en cours des capacités industrielles en plaques de 150 mm du site de Bernin. Les substrats POI de notre Groupe apportent une forte valeur ajoutée aux filtres pour les smartphones 4G et 5G grand public.
- Dans le même temps, les ventes de substrats Power-SOI ont reculé du fait des difficultés du marché automobile en 2020 dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19.

Les **ventes de plaques de 300 mm** sont en repli de 6 % (- 3 % à taux de changes constants ⁽¹⁾) et ressortent à 277 millions d'euros, contre 294 millions d'euros sur l'exercice 2019-2020.

- Les ventes de substrats RF-SOI en 300 mm sont restées à un niveau élevé mais en légère décroissance par rapport à l'exercice précédent. Elles continuent d'être portées par le marché de la 4G ainsi que par le déploiement des premières générations de smartphones 5G. Par ailleurs, notre Groupe a remporté auprès de grands fabricants d'équipements (OEM) plusieurs *design wins* pour des modules frontaux Wifi-6 basés sur du RF-SOI.
- Les ventes de substrats FD-SOI ont été inférieures à l'an dernier. Elles ont cependant enregistré un rebond à partir du 3^e trimestre 2020-2021, avec une augmentation des activités de création de prototypes dans des applications destinées à la 5G, à l'*edge computing* et à l'automobile, l'activité étant également soutenue par des annonces de sociétés *fabless* indiquant le renforcement de leur offre basée sur du FD-SOI.
- Les ventes des Imager-SOI dédiés aux applications d'imagerie 3D pour smartphones ont été supérieures à l'an passé.
- Tout au long de l'exercice 2020-2021, la production de plaques de 300 mm dans notre usine de Singapour a continué d'augmenter et les qualifications clients se sont poursuivies.

Revenus de licences et autres revenus

Les revenus de licences et autres revenus ont atteint 29,7 millions d'euros sur l'exercice 2020-2021 contre 28,3 millions d'euros sur 2019-2020. À périmètre et taux de change constants, ces revenus sont en hausse de 6 % grâce au développement de l'activité de Dolphin Design SAS.

● RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE NOTRE DIVISION ÉLECTRONIQUE

	2020-2021	2019-2020	2018-2019
États-Unis	14 %	20 %	19 %
Europe	25 %	25 %	44 %
Asie	61 %	55 %	37 %

● RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR CLIENT

	2020-2021	2019-2020	2018-2019
Cinq premiers clients	66 %	64 %	56 %
Clients n° 6 à n° 10	19 %	24 %	28 %
Autres clients/Royalties	15 %	12 %	16 %

Les cinq premiers clients représentent 66 % des ventes pour l'exercice 2020-2021 contre 64 % pour l'exercice précédent.

Autres activités

Ce secteur contient l'activité « Énergie Solaire ». Ce secteur n'a pas enregistré de chiffre d'affaires significatif au cours des trois derniers exercices.

En application de la norme IFRS 5 relative aux activités abandonnées, les résultats de ces autres activités ne sont plus détaillés, mais regroupés sur une seule ligne du compte de résultat consolidé, représentant l'impact sur le résultat net de notre Groupe.

5.1.1.4 Marge brute : 31,4 % du chiffre d'affaires

La **marge brute** correspond au chiffre d'affaires total diminué du coût des ventes.

Le **coût des ventes** est égal à la somme des coûts :

- **de production** : ils comprennent les coûts des matières premières, essentiellement du silicium, les coûts de fabrication, dont les coûts de main-d'œuvre directe, l'amortissement et les frais de maintenance du matériel de production et des infrastructures de la salle blanche, la quote-part des frais généraux affectés à la production ;
- **de distribution** ;
- des **redevances de brevets** (principalement CEA-Leti pour l'utilisation de la technologie Smart Cut™).

La marge brute a atteint 184 millions d'euros (soit 31,4 % du chiffre d'affaires) sur l'exercice 2020-2021, contre 195 millions d'euros (soit 32,7 % du chiffre d'affaires) sur l'exercice 2019-2020. Malgré l'impact positif de la baisse du prix d'achat des matières premières (liée à la renégociation de nos contrats), notre Groupe a enregistré, comme anticipé, une légère baisse de son taux de marge brute. La marge brute a en effet été affectée par :

- un impact de change défavorable ;
- une utilisation plus faible des capacités de production de nos usines de Bernin 1 (200 mm) et Bernin 2 (300 mm) ; et
- également l'impact de l'augmentation des dotations aux amortissements résultant du fort niveau d'investissements des derniers mois.

5.1.1.5 Frais de R&D en nette progression (+ 11,9 millions d'euros)

Les coûts de R&D sont comptabilisés en charges au fur et à mesure de leur occurrence si les critères requis par la norme IAS 38 pour permettre leur activation au bilan ne sont pas vérifiés.

Les coûts de R&D sont constitués pour l'essentiel des éléments suivants :

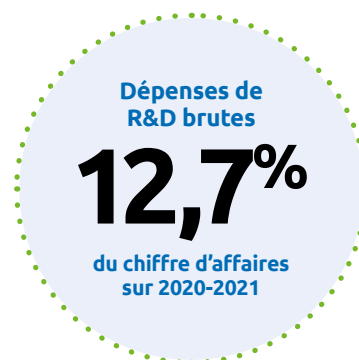
- salaires et charges sociales, y compris les paiements fondés sur des actions ;

- coûts d'exploitation des salles blanches et des équipements nécessaires aux activités de R&D ;
- matière consommée pour la mise au point et la fabrication de prototypes ;
- sous-traitance auprès de centres publics de recherche ou de laboratoire privés, accords de coopération ;
- coûts liés au maintien et au renforcement des droits de propriété intellectuelle de notre Groupe.

Les montants reçus dans le cadre de contrats d'aide sont déduits des coûts bruts de R&D pour aboutir à un montant net imputé au compte de résultat.

Notre Groupe bénéficie d'un crédit d'impôt recherche (« CIR »). Il est présenté en déduction des coûts de R&D dans le compte de résultat conformément à la norme IAS 20.

Les coûts de R&D s'élèvent à 44,4 millions d'euros sur l'exercice 2020-2021 et sont ainsi en hausse de 11,9 millions d'euros par rapport à l'exercice 2019-2020 où ils s'élevaient à 32,5 millions d'euros. Ils représentent 7,6 % du chiffre d'affaires consolidé de l'exercice écoulé, contre 5,4 % au titre de l'exercice précédent.



Cette hausse s'explique essentiellement par un niveau plus élevé de dépenses brutes de R&D (+ 7,2 millions d'euros par rapport à l'exercice 2019-2020), en grande partie expliqué par la poursuite de l'accentuation de l'effort de développement (embauches, sous-traitance avec le CEA et également augmentation des dotations aux amortissements) ainsi que la diminution des ventes de prototypes.

Ces dépenses traduisent la stratégie toujours renouvelée de développer notre positionnement unique au travers des prochaines générations de produits que ce soit sur la base de substrats SOI ou sur la base des nouveaux substrats de type POI, Gan ou SiC, et ainsi répondre aux nombreuses opportunités marché.

5.1.1.6 Frais commerciaux et de marketing

Les frais commerciaux et de marketing ont progressé de 1,5 million d'euros, ils s'élèvent à 11,7 millions d'euros sur 2020-2021, contre 10,1 millions d'euros sur 2019-2020. Ils représentent 2 % du chiffre d'affaires au 31 mars 2021 contre 1,7 % au 31 mars 2020. Cette augmentation reflète la structuration en cours de nos forces commerciales.

5.1.1.7 Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs de l'activité Électronique sont en progression de 2,4 millions d'euros et ressortent ainsi à 37,4 millions d'euros sur l'exercice 2020-2021 contre 35,0 millions d'euros au titre de l'exercice précédent.

Cette augmentation provient notamment :

- de la hausse des frais de personnel en lien avec les recrutements et aux autres éléments de rémunération y compris les paiements sur la base d'actions (du fait principalement de l'augmentation du cours de l'action Soitec) ;
- de l'augmentation des dotations aux amortissements (IT).



Les frais généraux et administratifs représentent 6,4 % de notre chiffre d'affaires contre 5,9 % sur la période précédente. Malgré la stabilité de l'activité compte tenu du contexte actuel, le niveau des frais généraux et administratifs a été impacté par les recrutements amorcés lors de l'exercice précédent et dans le même temps notre Groupe a poursuivi le renforcement de sa structure en vue de la croissance attendue sur 2021-2022 puis lors des exercices suivants.

5.1.1.8 Résultat opérationnel courant à 90 millions d'euros

Le résultat opérationnel courant est calculé en déduisant de la marge brute les frais nets de R&D, les frais généraux et administratifs et les frais commerciaux et de marketing.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 90 millions d'euros (15,4 % du chiffre d'affaires) contre 117,7 millions d'euros (19,7 % du chiffre d'affaires) sur l'exercice 2019-2020. Le résultat opérationnel a été impacté par la baisse de la marge brute en valeur combinée à l'augmentation des frais de R&D et des frais administratifs.

5.1.1.9 Résultat opérationnel à 90,4 millions d'euros (15,5 % du chiffre d'affaires)

Le résultat opérationnel est constitué du résultat opérationnel courant et des autres produits et charges opérationnels.

Ces autres produits et charges opérationnels s'élèvent à + 0,4 million d'euros et sont essentiellement composés de la plus-value de cession de l'activité mémoire de Dolphin.

Sur l'exercice précédent, les autres produits et charges opérationnels s'élevaient à + 1,8 million d'euros et étaient essentiellement composés de la plus-value sur la vente du site industriel de Villejust (site non utilisé depuis plusieurs années).

Le résultat opérationnel ressort à 90,4 millions d'euros, en baisse de 29,1 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent où il s'élevait à 119,5 millions d'euros pour les mêmes raisons que le résultat opérationnel courant.

5.1.1.10 EBITDA

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, l'EBITDA des activités poursuivies (Électronique) s'élevait à 185,4 millions d'euros (31 % du chiffre d'affaires).

Le niveau d'EBITDA au 31 mars 2021 a été impacté par l'infléchissement de la marge brute en valeur (hors impact des dotations aux amortissements) combinée à l'augmentation des frais généraux et administratifs compte tenu de la dynamique de structuration de notre Société.

L'EBITDA des activités poursuivies (Électronique) s'établit à 179 millions d'euros au 31 mars 2021, soit 30,7 % du chiffre d'affaires, en ligne avec les attentes de notre Groupe. Malgré un niveau de chiffre d'affaires stable à taux de change constants, et en baisse de 2 % en valeur reportée en raison d'un impact négatif du change, tout en poursuivant son effort de structuration, notre Groupe est parvenu à conserver un niveau de rentabilité élevé.

5.1.1.11 Résultat financier

Sur l'exercice 2020-2021, le résultat financier de notre Groupe est une charge nette de 14,8 millions d'euros à comparer à une charge nette de 4,1 millions d'euros sur l'exercice 2019-2020.

Cette charge nette comprend notamment les éléments suivants :

- 8,2 millions d'euros de charges financières sur les OCEANE 2023 et 2025 (4,4 millions d'euros sur l'exercice du fait de la mise en place 2019-2020 de l'emprunt convertible en actions OCEANE 2025 en octobre 2020) ;
- le résultat de change est une charge de 3,6 millions d'euros (contre un produit de 0,6 million d'euros sur l'exercice 2019-2020) compte tenu de l'évolution du taux euros/dollars sur la période.

5.1.1.12 Résultat des activités abandonnées

Pour l'exercice 2020-2021, le résultat des activités abandonnées est une perte de 1,4 million d'euros, contre une perte de 0,9 million d'euros sur l'exercice 2019-2020.

Ce résultat est principalement dû à :

- un effet d'impôt ;
- des effets de changes négatifs du fait de la dépréciation du ZAR face à l'euro.

5.1.1.13 Résultats et impôts

Notre Groupe enregistre un profit net de 72,7 millions d'euros sur l'exercice 2020-2021 contre un profit net de 109,7 millions d'euros sur l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par la baisse du résultat opérationnel combinée à une dégradation du résultat financier, en partie compensé par une charge d'impôt moins importante.

Le résultat net de base par action est de 2,19 euros (contre 3,4 euros sur l'exercice 2019-2020). Le résultat net dilué par action est de 2,16 euros (contre 3,32 euros sur l'exercice 2019-2020).

5.1.1.14 Bilan

(en millions d'euros)	2020-2021	2019-2020	2018-2019
Actifs non courants	559	445	374
Actifs circulants	365	365	258
Trésorerie	644	191	175
Actifs détenus en vue de la vente	0	0	17
TOTAL DE L'ACTIF	1 568	1 001	824
Capitaux propres	676	552	398
Dettes financières	648	245	222
Provisions et autres passifs non courants	44	41	21
Dettes d'exploitations	200	164	176
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	0	0	6
TOTAL DU PASSIF	1 568	1 001	824

Les actifs non courants sont principalement composés des immobilisations, des actifs financiers (participations détenues), de la juste valeur de couvertures de change et des impôts différés actifs. L'augmentation de 113,3 millions d'euros des actifs non courants par rapport au 31 mars 2020 s'explique par :

- l'augmentation des immobilisations incorporelles nettes pour 11,7 millions d'euros :
 - 14,7 millions de frais de développements capitalisés,
 - 12 millions d'euros d'acquisition de logiciels,
 - en partie compensés par 14,7 millions d'euros de dotations aux amortissements sur l'exercice ;
- l'augmentation des immobilisations corporelles nettes pour 81 millions d'euros :
 - 137 millions d'acquisitions (y compris nouveaux contrats de location) :
 - équipements industriels à la fois pour le site de Bernin (usine dédiée aux plaques de 300 mm mais également l'usine de Bernin 3 relative aux substrats POI) et de Singapour en grande partie pour la mise en place de la ligne de production SOI 300 mm (pour les produits RF-SOI et FD-SOI),
 - équipements utilisés pour la R&D,
 - aménagements,
 - - 8,8 millions d'impact du change,
 - en partie compensés par des cessions pour 1,7 million d'euros et 45,2 millions de dotations aux amortissements ;
- la diminution des actifs financiers non courants pour 1,7 million d'euros. Les actifs financiers non courants sont composés des titres de sociétés non consolidés et de la juste valeur des couvertures de change avec une échéance supérieure à 12 mois. La diminution s'explique par la cession des titres Exagan sur l'exercice (l'impact sur les comptes de notre Groupe sur 2020-2021 n'est pas significatif car ces titres étaient valorisés à la juste valeur au 31 mars 2020) ;
- l'augmentation des impôts différés actifs pour 15,9 millions d'euros (avec notamment l'activation supplémentaire d'impôt différé actif sur déficits reportables à hauteur de 13 millions d'euros) ;

- les autres actifs non courants augmentent de 6,4 millions d'euros (15,4 millions d'euros au 31 mars 2021 et 9 millions d'euros au 31 mars 2020) principalement du fait des créances de crédit impôt recherche.

Les évolutions des actifs et passifs courants sont décrites dans le paragraphe 5.1.3.1.

L'endettement financier est passé de 244,7 millions d'euros au 31 mars 2020 à 648,5 millions d'euros au 31 mars 2021, principalement expliqué par :

- l'émission de notre emprunt convertible OCEANE 2025 en octobre 2020 pour un montant de 321 millions nets des frais d'émission (dont 286 millions d'euros ont été enregistrés en dette et 35 millions d'euros en capitaux propres) ;
- les tirages effectués sur notre prêt IPCEI auprès de la Caisse Des Dépôts et Consignation à hauteur de 95 millions d'euros ;
- un contrat de financement bancaire dans notre filiale singapourienne pour 39 millions d'euros (après déduction des remboursements effectués sur l'exercice) ;
- les contrats de crédit-bail souscrits sur l'exercice (+ 4,1 millions d'euros) et les contrats de locations retraités (10,6 millions d'euros) ;
- le remboursement d'emprunts de crédit-bail (- 12,8 millions d'euros) et de lignes de crédit (- 31,1 millions d'euros) ;
- la désactualisation des dettes liées aux emprunts obligataires (+ 8,2 millions d'euros).

La situation d'endettement net (dettes financières moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie) s'est améliorée passant d'un endettement net de 53,7 millions d'euros à un endettement net de 4,1 millions d'euros compte tenu de la trésorerie générée sur l'exercice (après déduction des investissements).

Le *gearing* (ratio endettement financier net/capitaux propres) s'est ainsi amélioré passant de 9,7 % à fin mars 2020 à 0,6 % à fin mars 2021.

Se reporter à la note 3.15 de l'annexe aux comptes consolidés pour le détail des dettes financières (6.2.1.2 du présent Document d'Enregistrement Universel).

Dans le même temps, les fonds propres sont passés de 551,7 millions d'euros au 31 mars 2020 à 675,5 millions d'euros au 31 mars 2021, principalement sous l'effet du bénéfice de l'exercice et de la part capitaux propres de notre emprunt convertible OCEANE 2025 pour 34,9 millions d'euros.

5.1.2 Investissements

La politique d'investissement de notre Groupe a pour objet de maintenir la capacité de production en adéquation avec la demande exprimée par les clients ou anticipée à partir des tendances du marché, tout en assurant la rentabilité de l'investissement.

La majorité des équipements de production utilisés par notre Groupe sont des équipements standards dans l'industrie des semi-conducteurs. Il y a donc peu de risques de rupture de fourniture ou de support. Les délais de fabrication des fournisseurs d'équipements et leur qualification sont généralement de neuf à 12 mois.

Des équipements de même type sont utilisés à la fois pour les travaux de R&D pour le développement des nouveaux produits et la pré-industrialisation des nouveaux produits.

Enfin, les investissements dans les systèmes d'information demeurent importants (gestion automatisée de la production, flux logistiques) même si notre Groupe a développé le recours intensif aux services informatiques hébergés.

5.1.2.1 Principaux investissements réalisés au cours de l'exercice 2020-2021

Au cours de l'exercice écoulé, le montant des investissements réalisés a été significatif : 163 millions d'euros représentant un décaissement de trésorerie de 138 millions d'euros.

Dans la lignée de l'exercice précédent, ils ont essentiellement été dédiés à l'accroissement de nos capacités de production de plaques de 300 mm sur notre site de Pasir Ris afin de nous adapter à la croissance de la demande ainsi qu'à l'augmentation progressive de nos capacités de production en 150 mm (POI).

Bernin 1 et Bernin 2	Bernin 3	Pasir Ris (Singapour)
Plaques 200 mm Plaques de 300 mm	POI (nouveaux substrats innovants pour filtres)	Plaques 300 mm FD-SOI et RF-SOI Lignes de recyclage matière 300 mm Épitaxie
Investissements de renouvellement	Augmentation de capacités de nos lignes de production de substrats piézo-sur-isolants (POI) pour commercialisation des produits	Augmentation des capacités de production au-delà du site de Bernin afin de faire face à la demande Limitation du risque de dépendance de notre approvisionnement en matière première en plaques de silicium par la mise en place de capacité de production de recyclage matière 300 mm et d'épitaxie
10 millions d'euros d'investissements	40 millions d'euros d'investissements	67 millions d'euros d'investissements

Ces investissements de capacité intègrent à la fois les équipements et les installations dédiées aux salles blanches (eau, électricité, gaz, etc.).

À ces investissements industriels s'ajoutent des investissements informatiques (8 millions d'euros), des investissements liés à la recherche (23 millions d'euros y compris coûts de R&D capitalisés), ainsi que les investissements liés à Soitec Belgium et Dolphin Design SAS.

- à Singapour, les investissements continueront d'être dédiés à l'addition progressive de capacités de production de plaques de 300 mm dans l'optique d'atteindre une capacité de production à pleine capacité de 1 000 000 de plaques par an afin d'être en mesure de répondre à une demande croissante de plaques de FD-SOI et de RF-SOI en 300 mm ainsi que l'installation de capacité de refresh (recyclage de la matière première) complémentaires.

5.1.2.2 Principaux investissements attendus

Au cours de l'exercice 2021-2022, notre Groupe va poursuivre ses investissements, et le montant des décaissements afférents devrait se situer autour de 240 millions d'euros sur l'ensemble de l'exercice.

D'un point de vue industriel :

- à Bernin :
 - poursuite des investissements dans l'unité Bernin 3 dédiée aux nouveaux substrats innovants pour filtres afin d'augmenter les capacités de production relatives aux produits POI,
 - investissements liés à l'obsolescence ainsi qu'à l'amélioration de la sécurité, de l'empreinte carbone etc. ;



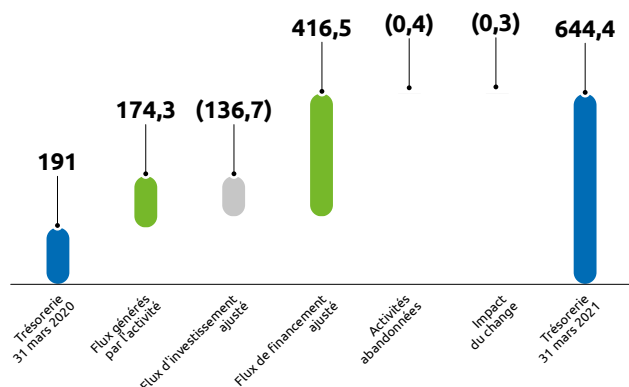
Par ailleurs, nous prévoyons également des investissements informatiques et de R&D (équipements et coûts capitalisés).

5.1.3 Flux de trésorerie et structure financière

5.1.3.1 Flux de trésorerie

La trésorerie disponible de notre Groupe est passée de 191 millions d'euros au 31 mars 2020 à 644 millions d'euros au 31 mars 2021.

• VARIATION DE LA TRÉSORERIE SUR L'EXERCICE 2020-2021



Les flux d'investissements et de financement ci-dessus sont issus du tableau de flux de trésorerie IFRS ajusté pour inclure les nouveaux contrats de crédit-bail (4,1 millions d'euros sur 2020-2021) dans le flux de financement s'agissant d'opérations de lease-back (et non en net des investissements).

Le solde de trésorerie au 31 mars 2021 inclut 125 millions de rands (7,4 millions d'euros), liés à la vente des titres détenus dans notre filiale sud-africaine, figurant sur le compte bancaire de notre avocat en Afrique du Sud dans l'attente de l'obtention de rapatriement de ces fonds en France.

• **Les flux de trésorerie générés par l'activité au cours de l'exercice s'élèvent à 174 millions d'euros** en très forte progression par rapport à l'exercice 2019-2020 (100 millions d'euros). Cette amélioration significative s'explique par une capacité d'autofinancement positive de 179 millions d'euros (185 millions d'euros sur l'exercice précédent), combinée à une réduction du besoin en fonds de roulement de 9 millions d'euros (dégradation de 59 millions d'euros du besoin en fonds de roulement sur l'exercice précédent), partiellement compensées par des impôts payés à hauteur de 14 millions d'euros (25 millions d'euros sur 2019-2020). L'amélioration du besoin en fonds de roulement s'explique par :

- une augmentation de 14 millions des autres dettes d'exploitations principalement du fait de l'augmentation des dettes sociales et des dettes sur fournisseurs d'immobilisations ;
- une augmentation des dettes fournisseurs pour 7 millions d'euros (effet activité sur la fin d'exercice).

Ces améliorations sont en partie compensées par :

- une augmentation des stocks de 9 millions d'euros en lien avec le développement des ventes de produits POI dédiés aux filtres ;
- une diminution des autres actifs courants de 3 millions d'euros.

• Ces flux liés à l'activité ont permis de financer les investissements de la période. **Les flux de trésorerie ajustés liés aux opérations d'investissement s'établissent à - 136 millions d'euros au 31 mars 2021**, contre - 108 millions d'euros au 31 mars 2020 (exception faite des 25 millions d'euros d'acquisition de la société Soitec Belgium). Ils se composent principalement :

- des investissements de la période (tels que décrits dans le paragraphe 5.1.2.) ;
- de l'encaissement du prix de cession des titres Exagan net des investissements dans les autres participations financières.

• **Les flux de trésorerie ajustés liés aux activités de financement s'élèvent à + 416 millions d'euros sur l'exercice 2020-2021** (contre des flux de 37 millions d'euros sur l'exercice précédent). Ils sont principalement constitués :

- de notre emprunt convertible OCEANE 2025 pour 321 millions d'euros (nets des frais d'émission) ;
- du tirage de 95 millions d'euros sur l'emprunt IPCEI de la Caisse des Dépôts et Consignation dans le cadre du projet Nano 2022 ;
- du contrat de financement bancaire dans notre filiale singapourienne pour 39 millions d'euros (après déduction des remboursements effectués sur l'exercice) ;
- des nouveaux contrats de locations pour 4 millions d'euros ;
- et sont en partie compensés par les remboursements de la période (lignes de crédit de préfinancement du crédit d'impôt recherche et contrats de location).

Au total, la trésorerie de notre Groupe atteint 644 millions d'euros au 31 mars 2021 (191 millions d'euros au 31 mars 2020).

5.1.3.2 Sources de financement

Notre Groupe a pour premier objectif de disposer de ressources financières nécessaires et suffisantes pour assurer le développement de ses activités. À ce titre, il réinvestit systématiquement ses résultats pour privilégier une stratégie de croissance industrielle tournée vers une forte innovation de ses produits. Il a également historiquement sollicité ses actionnaires, ou d'autres investisseurs, sous la forme d'augmentations de capital ou d'émissions d'obligations convertibles en actions, pour financer ses investissements. Suite au résultat net bénéficiaire et à la part capitaux propres de notre emprunt convertible, notre Groupe a continué à renforcer ses fonds propres qui s'élèvent à 675,5 millions d'euros au 31 mars 2021 contre 551,7 millions d'euros au 31 mars 2020.

Au 31 mars 2021, notre Groupe possède un niveau de liquidités confortable :

- un niveau de trésorerie disponible de 644 millions d'euros ;
- un endettement net à hauteur de 4,1 millions d'euros (contre 53,7 millions d'euros au 31 mars 2020) ;
- la trésorerie générée par l'activité sur 2020-2021 a été suffisante pour autofinancer les investissements.

Notre Groupe a également conclu sur l'exercice 2020-2021, une nouvelle ligne de crédit bancaire afin de porter le montant total de nos lignes de crédit à hauteur de 75 millions d'euros auprès de sept banques (dont rien n'a été tiré à fin mars 2021). L'une des lignes existantes a été restructurée afin de prolonger son échéance à 2025 et une autre a été restructurée afin de porter son amortissement *in fine*. Ces lignes de crédit sont remboursables *in fine* au plus tard en juin 2025.

Notre Groupe finance une partie de ses investissements industriels à l'aide :

- de contrats de crédit-bail en France et en Belgique (4,1 millions d'euros additionnels sur 2020-2021) ;
- au travers d'un emprunt bancaire dédié à Singapour : notre Groupe a conclu en novembre 2020 un contrat de prêt syndiqué auprès de quatre banques asiatiques pour financer les équipements de notre site de Singapour pour un montant de 44 millions d'euros avec une maturité à cinq ans (2025) ;
- de financements publics grâce au prêt à long terme de 200 millions d'euros par la Banque des Territoires : le 27 mars 2020, notre Groupe s'est vu accorder par la Banque des Territoires (Groupe Caisse des Dépôts) un prêt à 12 ans de 200 millions d'euros, au titre du Programme

d'investissements d'avenir (PIA), dans le cadre du plan Nano 2022. Les tirages sur cette ligne de crédit seront étalés au cours des prochaines années pour soutenir à la fois le financement des programmes de R&D et celui d'investissements dans des infrastructures de première industrialisation en France. 95 millions d'euros ont été tirés sur 2020-2021, le reliquat de 105 millions d'euros sera utilisé sur les trois ans à venir au fur et à mesure des investissements.

De plus, notre Groupe essaye de se faire financer au maximum ses dépenses de R&D grâce à des subventions.

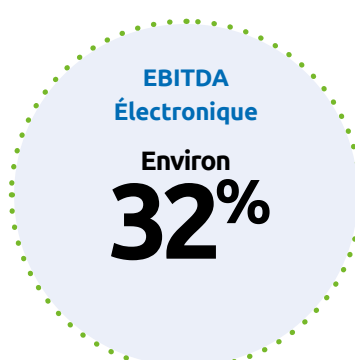
Des informations complémentaires sur le financement de notre Société et de notre Groupe sont fournies en note 3.15 de l'annexe aux comptes consolidés (6.2.1.2 du présent Document d'Enregistrement Universel).

5.2 Événements postérieurs à la clôture

Néant

5.3 Tendances et objectifs

› PERSPECTIVES DU GROUPE POUR L'EXERCICE 2021-2022



Notre Groupe vise un chiffre d'affaires 2021-2022 d'environ 950 millions de dollars soit environ 800 millions d'euros sur la base d'un taux de change €/€ de 1,20, et représente une croissance d'environ 40 % à périmètre et taux de change constants par rapport au chiffre d'affaires de l'exercice 2020-2021.

Cette croissance organique va concerner tous les types de diamètres :

- notre Groupe attend une forte croissance de ses ventes de plaques de 300 mm, soutenue par le déploiement en cours de la génération des smartphones 5G, par les applications basées sur la technologie FD-SOI dans la 5G, l'edge computing et l'automobile, ainsi que par les Imager-SOI
- il anticipe également une poursuite de la croissance des ventes de plaques de 200 mm grâce à l'augmentation du contenu RF-SOI dans les smartphones
- notre Groupe s'attend enfin à une forte augmentation des ventes de plaques de POI en 150 mm.

Notre Groupe vise pour l'exercice 2021-2022 une marge d'EBITDA de l'Électronique autour de 32 %, ce qui représente une augmentation d'environ 130 points de base par rapport à l'exercice 2020-2021. Malgré des effets de change qui devraient être défavorables, notre Groupe

bénéficiera de l'utilisation à pleine capacité de ses unités de production de Bernin 1 et Bernin 2, d'un taux d'utilisation plus élevé de son usine de Singapour, ainsi que de prix d'achat des matières premières plus faibles grâce aux contrats d'approvisionnement à long terme renégociés avec ses fournisseurs.

De plus, notre Groupe anticipe que le montant net ajusté de ses dépenses d'investissement liées aux activités poursuivies atteindra environ 240 millions d'euros au cours de l'exercice 2021-2022, reflétant essentiellement une accélération des investissements de capacité dédiés à la montée en puissance de l'usine de 300 mm à Singapour et à l'augmentation de la capacité de production de plaques POI de 150 mm à Bernin 3.

Pour les investissements attendus, se référer au paragraphe 5.1.3.2 Principaux investissements attendus.

Existence de toute tendance connue, incertitude ou demande ou tout engagement ou événement raisonnablement susceptible d'influer sur les perspectives de la Société

Se référer aux différents facteurs de risque auxquels notre Groupe est exposé, et qui sont décrits au chapitre 2 du présent Document d'Enregistrement Universel.

5.4 Analyse de la situation financière et des résultats de la Société

Ce chapitre correspond à une partie du rapport de gestion pour notre Société, Soitec S.A. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers annuels sociaux pour l'exercice clos le 31 mars 2021 figurant au chapitre 6.3 du présent Document d'Enregistrement Universel (les « comptes annuels »).

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2021 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Notre Société est la société mère de notre Groupe.

Notre Société, en tant qu'usine de production, approvisionne certaines de nos filiales. Elle assure par ailleurs certaines actions commerciales sur l'ensemble du monde en complément de nos filiales et de nos distributeurs.

Les relations entre notre Société et nos filiales font l'objet d'une formalisation contractuelle, tant pour ce qui concerne la distribution des produits de notre Société que le fonctionnement de nos filiales.

5.4.1 Aspects comptables

Les états financiers annuels au 31 mars 2021 de la Société sont présentés en conformité avec les principes comptables généralement admis en France pour les comptes annuels.

5.4.2 Situation financière de notre Société

Le chiffre d'affaires total net de notre Société ressort à 550 millions d'euros sur l'exercice 2020-2021, contre 577 millions d'euros au titre de l'exercice précédent.

Il est renvoyé au chapitre 5.1.1 du présent Document d'Enregistrement Universel pour des informations complémentaires sur l'activité de notre Société au cours de l'exercice 2019-2020.

5.4.3 Principales évolutions bilanciellles de notre Société

Les principaux changements intervenus au bilan sur l'exercice 2020-2021 sont un renforcement de notre capacité d'investissement avec l'émission de notre emprunt OCEANE 2025 pour 325 millions d'euros (montant brut avant imputation des frais liés à l'opération) ainsi que l'octroi d'un prêt à long terme autres de la banque des Territoires dans le cadre du projet Nano 2022 pour 95 millions d'euros, qui permettront à notre Société d'avoir une flexibilité additionnelle des points de vue opérationnel et stratégique.

Les frais de développement capitalisés et comptabilisés en immobilisations incorporelles représentent 9 millions sur cet exercice et l'augmentation de nos actifs corporels est expliquée particulièrement par le développement industriel dans notre usine de Bernin 3 des produits à base de substrats innovants piézoélectrique-sur-isolant (POI).

L'augmentation des actifs financiers provient d'une part de l'accroissement du financement de l'usine de Singapour par voie de compte courant et d'autre part, du renforcement dans ses participations pour respectivement 5 millions dans Soitec Lab, 3,8 millions dans Concentrix Holding et 2 millions dans Dolphin Design.

- le poste valeurs mobilières de placement est en augmentation et s'élève à 140 millions d'euros au 31 mars 2021 contre 20 millions d'euros au 31 mars 2020 ;
- une diminution des stocks de matières premières en lien avec la forte progression de l'activité (principalement sur les produits 300 mm).
- une baisse de l'encours clients ;
- une légère baisse des autres créances expliquée par l'imputation systématique de nos créances de CIR sur l'impôt société.

5.4.3.2 Bilan passif

Capitaux propres

Les fonds propres s'élèvent à 501 millions d'euros au 31 mars 2021 contre 432 millions d'euros au 31 mars 2020. La variation se compose principalement du résultat bénéficiaire de l'exercice de 68,7 millions d'euros.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 5,2 millions d'euros au 31 mars 2021, à comparer au montant de 2,5 millions d'euros établi au 31 mars 2020. La variation correspond principalement à une provision pour perte de change de 2,0 millions d'euros au 31 mars 2021 (contre 0,7 million d'euros au 31 mars 2020), et une provision pour risque sur marché à terme pour 1,4 million d'euros.

Dettes

Le poste dettes financières a fortement augmenté avec l'émission de notre emprunt convertible OCEANE 2025 en octobre 2020 pour un montant de 321 millions nets des frais d'émission.

Les frais liés à l'émission des OCEANE 2025 (obligations convertibles ou échangeables en actions nouvelles ou existantes venant à échéance le 1^{er} octobre 2025) s'élevant à 3 942 milliers d'euros ont été amortis pour 394 milliers d'euros sur l'exercice 2020 - 2021.

Les frais liés à l'émission des OCEANE 2023 (obligations convertibles ou échangeables en actions nouvelles ou existantes venant à l'échéance le 28 juin 2023) s'élevant à 2 426 milliers d'euros ont été amortis pour 485 milliers d'euros sur l'exercice 2020-2021.

Au 31 mars 2021, sur les 200 millions d'euros de prêt à long terme accordés par la banque des territoires, 94 559 milliers d'euros ont été tirés et figurent en dettes financières.

5.4.3.1 Bilan actif

Actif immobilisé

Les actifs immobilisés sont passés de 391,4 millions d'euros au 31 mars 2020 à 473,4 millions d'euros au 31 mars 2021.

Les immobilisations incorporelles incluent 39 millions d'euros de projets de développement capitalisés au 31 mars 2021 selon l'article 311-3.2 du PCG, dont 12 millions en immobilisations incorporelles en cours.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles s'élèvent à 55 millions d'euros principalement composés d'équipements industriels pour l'usine de Bernin 3.

Actif circulant

L'actif circulant a augmenté, passant de 419 millions d'euros au 31 mars 2020 à 812 millions d'euros au 31 mars 2021.

Cette forte augmentation est essentiellement due à :

- la trésorerie disponible de notre Société qui augmente et s'élève à 437 millions d'euros contre 127 millions l'année précédente, du fait essentiellement de l'émission de notre OCEANE 2025 ;

5.4.4 Formation du résultat d'exploitation de la Société

Le chiffre d'affaires de notre Société s'est élevé à 550,0 millions d'euros, contre 577,4 millions d'euros au titre de l'exercice précédent, représentant une diminution de 4,7 %.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 611,3 millions d'euros, contre 636,5 millions d'euros au titre de l'exercice précédent, soit une diminution de 4,0 % expliquée par une baisse des ventes de substrats Power-SOI, FD-SOI et Photonics-SOI.

Les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à 539 millions d'euros contre 541 millions d'euros au titre de l'exercice précédent, et le résultat d'exploitation est un produit de 73 millions d'euros contre un produit de 96 millions d'euros au titre de l'exercice précédent.

Les comptes de l'exercice 2020-2021 font apparaître un bénéfice de 68 685 970 euros contre un bénéfice de 99 727 193 euros au titre de l'exercice précédent.

Pour des informations complémentaires sur la situation financière de notre Société au titre des deux exercices ayant précédé celui clos le 31 mars 2021, nous invitons les lecteurs à se reporter aux rapports de gestion établis par notre Conseil d'administration au titre des exercices précédents, en particulier à la page 161 du Document de Référence de l'exercice 2018-2019 déposé auprès de l'AMF sous le numéro D.19-0649, et à la page 179 du Document d'Enregistrement Universel de l'exercice 2019-2020 déposé auprès de l'AMF D.20-0782.

5.4.5 Proposition d'affectation du résultat pour l'exercice 2020-2021

Notre Conseil d'administration soumettra au vote de nos actionnaires lors de l'Assemblée Générale des actionnaires qui aura lieu le 28 juillet 2021 la proposition suivante :

- affecter la somme de 17 264,40 euros à la réserve légale, pour atteindre 10 % du capital, qui de la somme de 6 655 780,20 euros se trouverait portée à la somme de 6 673 044,60 euros ; et
- affecter le solde de 68 668 701,52 euros au poste « Report à nouveau » créateur, dont le montant serait ainsi porté de la somme de 252 472 049,19 euros à la somme de 321 140 750,71 euros.

5.4.6 Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 *quater* du Code général des impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice prennent en charge une somme de 107 836 euros, correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement.

5.4.7 Informations requises par l'article D. 441-4 art 1 du Code de commerce relatives aux délais de paiement des fournisseurs et des clients

Information sur les délais de paiement au 31 mars 2021 :

FACTURES REÇUES NON RÉGLÉES À LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE DONT LE TERME EST ÉCHU

	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et +	Total (1 jour et +)
(A) TRANCHES DE RETARD DE PAIEMENT						
Nombre de factures concernées	2 289					710
Montant total des factures concernées € TTC	56 911 774	6 234 228	1 059 117	412 109	2 018 072	9 723 526
% du montant total des achats de l'exercice	13,01 %	1,43 %	0,24 %	0,09 %	0,46 %	2,22 %
(B) FACTURES EXCLUES DU (A) RELATIVES À DES DETTES ET CRÉANCES LITIGIEUSES OU NON COMPTABILISÉES						
Nombre de factures exclues						
Montant total des factures exclues						
(C) DÉLAIS DE PAIEMENT DE RÉFÉRENCE UTILISÉS						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels (principalement 45 jours après date d'émission de la facture fournisseur)					

● **FACTURES ÉMISES NON RÉGLÉES À LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE DONT LE TERME EST ÉCHU**

	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et +)
(A) TRANCHES DE RETARD DE PAIEMENT						
Nombre de factures concernées	480					48
Montant total des factures concernées € TTC	60 677 031	2 650 255	16 651	0	1 138 530	3 805 437
% du chiffre d'affaires de l'exercice	11,35 %	0,50 %	0,00 %	0,00 %	0,21 %	0,71 %
(B) FACTURES EXCLUES DU (A) RELATIVES À DES DETTES ET CRÉANCES LITIGIEUSES OU NON COMPTABILISÉES						
Nombre de factures exclues						
Montant total des factures exclues						
(C) DÉLAIS DE PAIEMENT DE RÉFÉRENCE UTILISÉS						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement					Délais contractuels	



6

États financiers

6.1 Informations financières historiques.....	212	6.4 Autres informations financières et comptables.....	283
6.2 Comptes consolidés.....	212	6.4.1 Tableau de nos résultats au cours des cinq derniers exercices.....	283
6.2.1 États financiers consolidés de notre Groupe.....	212	6.4.2 Inventaire de nos valeurs mobilières en portefeuille	284
6.2.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés au 31 mars 2021.....	255		
6.3 Comptes sociaux.....	258		
6.3.1 États financiers de notre Société	258		
6.3.2 Rapport de nos Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	280		

6.1 Informations financières historiques

En application de l'article 19 du Règlement européen (UE) n° 2017/1129 de la Commission, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent Document d'Enregistrement Universel :

- les comptes annuels de notre Groupe au 31 mars 2019 et les rapports d'audit correspondants figurant aux pages 206 et suivantes et en pages 224 et suivantes du Document d'Enregistrement Universel déposé auprès de l'AMF le 4 juillet 2019 sous le numéro D.19-0649 ;
- les comptes consolidés de notre Groupe au 31 mars 2019 et les rapports d'audit correspondants figurant aux pages 166 et suivantes et en pages 203 et suivantes du Document d'Enregistrement Universel déposé auprès de l'AMF le 4 juillet 2019 sous le numéro D.19-0649 ;
- les comptes annuels de notre Groupe au 31 mars 2020 et les rapports d'audit correspondants figurant aux pages 226 et suivantes et en pages 245

et suivantes du Document d'Enregistrement Universel déposé auprès de l'AMF le 2 septembre 2020 sous le numéro D.20-0782 ;

- les comptes consolidés de notre Groupe au 31 mars 2020 et les rapports d'audit correspondants figurant aux pages 184 et suivantes et en pages 223 et suivantes du Document d'Enregistrement Universel déposé auprès de l'AMF le 2 septembre 2020 sous le numéro D.20-0782 ;

Les parties non incluses de ces documents sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couvertes par un autre endroit du Document d'Enregistrement Universel.

Les Documents de Référence cités ci-dessus sont disponibles sur les sites internet de notre Société (www.soitec.com) et de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org).

6.2 Comptes consolidés

6.2.1 États financiers consolidés de notre Groupe

6.2.1.1 Nos comptes consolidés au 31 mars 2021

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Notes	Exercice clos le 31 mars 2021	Exercice clos le 31 mars 2020
Chiffre d'affaires	3.1	583 761	597 549
Coût des ventes		(400 284)	(402 123)
Marge brute		183 477	195 426
Frais commerciaux et de marketing		(11 712)	(10 195)
Frais de recherche et développement	4.2	(44 378)	(32 494)
Frais généraux et administratifs		(37 397)	(35 042)
Résultat opérationnel courant		89 990	117 695
Autres produits opérationnels	4.4	392	1 911
Autres charges opérationnelles	4.4	(30)	(100)
Résultat opérationnel	3.1	90 352	119 506
Produits financiers	4.5	475	3 229
Charges financières	4.6	(15 264)	(7 302)
Résultat financier		(14 789)	(4 073)
Résultat avant impôts	4.7	75 563	115 433
Impôts	4.7	(1 494)	(4 885)
Résultat après impôts des activités poursuivies		74 069	110 548
Résultat après impôts des activités abandonnées	4.9	(1 398)	(867)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		72 671	109 681
RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE)		72 671	109 681
Résultat net de base par action (en euros)	4.8	2,19	3,40
Résultat net dilué par action (en euros)	4.8	2,16	3,32

Le résultat net de base par action est un profit de 2,19 euros, réparti entre les activités poursuivies (+ 2,23 euros) et les activités abandonnées (- 0,04 euro).

Le résultat dilué par action est un profit de 2,16 euros, réparti entre les activités poursuivies (+ 2,20 euros) et les activités abandonnées (- 0,04 euro).

● AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Notes	Exercice clos le 31 mars 2021	Exercice clos le 31 mars 2020
Résultat net de l'ensemble consolidé		72 671	109 681
Éléments du résultat global recyclables au compte de résultat		(13 991)	4 129
• dont : écarts de change sur conversion des entités étrangères		(11 611)	4 411
• dont : variation de la juste valeur des instruments de couverture		(3 325)	(415)
• dont : impôts sur éléments reconnus dans les autres éléments du résultat global		945	133
Éléments du résultat global non recyclables au compte de résultat		(968)	(1 545)
• dont : réévaluations du passif au titre des régimes à prestations définies	5.1	(1 365)	(2 088)
• dont effet d'impôt		397	543
Produits et charges comptabilisés dans les autres éléments du résultat global		(14 959)	2 584
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE		57 712	112 265
dont quote-part du Groupe		57 712	112 265

● ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Actifs (en milliers d'euros)	Notes	31 mars 2021	31 mars 2020
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations incorporelles	3.2	99 126	87 471
Immobilisations corporelles	3.3	378 157	297 154
Actifs financiers non courants	3.5	12 704	14 428
Autres actifs non courants	3.6	15 403	8 997
Actifs d'impôts différés	4.7	53 119	37 176
Total des actifs non courants		558 509	445 226
ACTIFS COURANTS			
Stocks	3.7	124 309	123 291
Clients et comptes rattachés	3.8	157 422	167 409
Autres actifs courants	3.9	77 079	73 945
Actifs financiers courants	3.10	6 336	351
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.11	644 376	190 998
Total des actifs courants		1 009 522	555 994
TOTAL DE L'ACTIF		1 568 031	1 001 220

Capitaux propres et passifs (en milliers d'euros)	Notes	31 mars 2021	31 mars 2020
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	3.13	66 730	66 558
Primes liées au capital	3.13	83 183	82 426
Réserves et report à nouveau		533 159	395 355
Autres réserves	3.13	(7 572)	7 387
Capitaux propres (part du Groupe)		675 500	551 726
Total des capitaux propres de l'ensemble consolidé		675 500	551 726
PASSIFS NON COURANTS			
Dettes financières à long terme	3.15	612 273	192 521
Provisions et autres passifs non courants	3.16	43 800	40 515
Total des passifs non courants		656 073	233 036
PASSIFS COURANTS			
Dettes financières à court terme	3.15	36 206	52 182
Fournisseurs et comptes rattachés	3.17	78 989	76 318
Provisions et autres passifs courants	3.18	121 263	87 958
Total des passifs courants		236 458	216 458
TOTAL DU PASSIF		1 568 031	1 001 220

● ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Réserves et report à nouveau	Autres réserves	Capitaux propres (part du Groupe)	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
31 mars 2019	62 762	61 200	(432)	269 985	4 803	398 317	398 317
Éléments du résultat global recyclables au compte de résultat	-	-	-	-	4 129	4 129	4 129
• dont : écarts de change sur conversion des entités étrangères	-	-	-	-	4 411	4 411	4 411
• dont : réévaluations de la juste valeur des instruments éligibles à la comptabilité de couverture	-	-	-	-	(415)	(415)	(415)
• dont : impôts sur éléments reconnus dans les autres éléments du résultat global	-	-	-	-	133	133	133
Éléments du résultat global non recyclables au compte de résultat	-	-	-	-	(1 545)	(1 545)	(1 545)
• dont : réévaluation de la juste valeur des immobilisations	-	-	-	-	-	-	-
• dont : réévaluations du passif au titre des régimes à prestations définies	-	-	-	-	(2 088)	(2 088)	(2 088)
• dont effet d'impôt	-	-	-	-	543	543	543
Total des produits et charges de l'exercice reconnus dans les autres éléments du résultat global	-	-	-	-	2 584	2 584	2 584
Résultat de l'exercice – activités poursuivies	-	-	-	110 548	-	110 548	110 548
Résultat de l'exercice – activités abandonnées	-	-	-	(867)	-	(867)	(867)
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	-	-	-	109 681	2 584	112 265	112 265
Augmentation de capital	3 796	21 226	-	(3 187)	-	21 835	21 835
Paiement fondé sur des actions et effet d'impôt	-	-	-	20 295	-	20 295	20 295
Variation des dettes sur engagement de rachat des intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	(981)	-	(981)	(981)
Autres	-	-	55	(60)	-	(5)	(5)
31 MARS 2020	66 558	82 426	(377)	395 732	7 387	551 726	551 726

(en milliers d'euros)	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Réserves et report à nouveau	Autres réserves	Capitaux propres (part du Groupe)	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
31 mars 2020	66 558	82 426	(377)	395 732	7 387	551 726	551 726
Éléments du résultat global recyclables au compte de résultat	-	-	-	-	(13 991)	(13 991)	(13 991)
• dont : écarts de change sur conversion des entités étrangères	-	-	-	-	(11 611)	(11 611)	(11 611)
• dont : réévaluations de la juste valeur des instruments éligibles à la comptabilité de couverture	-	-	-	-	(3 325)	(3 325)	(3 325)
• dont : impôts sur éléments reconnus dans les autres éléments du résultat global	-	-	-	-	945	945	945
Éléments du résultat global non recyclables au compte de résultat	-	-	-	-	(968)	(968)	(968)
• dont : réévaluation de la juste valeur des immobilisations	-	-	-	-	-	-	-
• dont : réévaluations du passif au titre des régimes à prestations définies	-	-	-	-	(1 365)	(1 365)	(1 365)
• dont effet d'impôt	-	-	-	-	397	397	397
Total des produits et charges de l'exercice reconnus dans les autres éléments du résultat global	-	-	-	-	(14 959)	(14 959)	(14 959)
Résultat de l'exercice – activités poursuivies	-	-	-	74 069	-	74 069	74 069
Résultat de l'exercice – activités abandonnées	-	-	-	(1 398)	-	(1 398)	(1 398)
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	-	-	-	72 671	(14 959)	57 712	57 712
Augmentation de capital	172	757	-	-	-	929	929
Paiement fondé sur des actions et effet d'impôt	-	-	-	27 106	-	27 106	27 106
OCEANE 2025	-	-	-	34 859	-	34 859	34 859
Variation des dettes sur engagement de rachat des intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	3 347	-	3 347	3 347
Opérations sur des titres autodétenus	-	-	8	-	-	8	8
Autres	-	-	-	(187)	-	(187)	(187)
31 MARS 2021	66 730	83 183	(369)	533 528	(7 572)	675 500	675 500

● TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	31 mars 2021	31 mars 2020
Résultat net des activités poursuivies		74 069	110 548
Résultat net des activités abandonnées		(1 398)	(867)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		72 671	109 681
Ajustements pour :			
Dotations aux amortissements	3.2, 3.3, 4.3	59 860	45 520
Dépréciations pour perte de valeur sur immobilisations et amortissements accélérés	3.3	-	32
Dotations aux provisions nettes	3.5, 3.7, 3.8	6 774	1 854
Dotations aux provisions pour retraite	5.1	837	(207)
Résultat sur cessions d'actifs	4.4	1 215	(790)
Impôts sur les bénéfices	4.7	1 494	4 884
Résultat financier	4.5, 4.6	14 789	4 073
Rémunération en actions		19 963	19 526
Éléments liés aux activités abandonnées		1 067	(79)
Variation des :			
Stocks		(9 377)	(51 914)
Clients et comptes rattachés		384	(33 794)
Autres créances		(3 020)	11 096
Fournisseurs et comptes rattachés		7 375	11 790
Autres dettes		13 984	3 749
Variation du besoin en fonds de roulement et impôt payé des activités abandonnées		(26)	(139)
Impôts payés		(14 040)	(25 649)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ		173 950	99 632
<i>Dont activités poursuivies</i>		<i>174 307</i>	<i>100 717</i>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		(24 221)	(31 085)
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(109 384)	(53 037)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		438	2 217
Acquisition de filiale, nette de trésorerie acquise		(992)	(25 502)
Acquisitions et cessions d'actifs financiers		1 099	(1 175)
Intérêts financiers reçus		447	437
Flux d'investissement et désinvestissement des activités abandonnées		-	17 085
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		(132 613)	(91 060)
<i>Dont activités poursuivies</i>		<i>(132 613)</i>	<i>(108 145)</i>
Émission d'emprunts (net des frais d'émission) – OCEANE 2025		321 058	-
Augmentation de capital		930	21 834
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		(2 000)	-
Financements reçus des participations ne donnant pas le contrôle		190	900
Emprunts et tirages de lignes de crédit		143 166	22 274
Remboursement d'emprunts (y compris contrats de location)		(48 928)	(31 320)
Intérêts financiers versés		(2 066)	(1 998)
Flux de financement des activités abandonnées		(2)	18
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		412 348	11 708
<i>Dont activités poursuivies</i>		<i>412 350</i>	<i>11 690</i>
Effet de la variation des cours des devises		(307)	(4 591)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		453 378	15 689
<i>Dont activités poursuivies</i>		<i>453 737</i>	<i>(329)</i>
Trésorerie à l'ouverture		190 998	175 308
Trésorerie à la clôture		644 376	190 998

6.2.1.2 Annexes à nos états financiers consolidés du 31 mars 2021

Note 1. Présentation de notre Société et de l'activité	218	3.15 Emprunts et dettes financières	238
Note 2. Règles et méthodes comptables	218	3.16 Provisions et autres passifs non courants	241
2.1 Déclaration de conformité	218	3.17 Fournisseurs et comptes rattachés	242
2.2 Base de préparation	218	3.18 Provisions et autres passifs courants	242
2.3 Jugements significatifs	218		
2.4 Faits marquants de l'exercice	219	Note 4. Notes sur le compte de résultat	242
2.5 Méthodes comptables significatives	220	4.1 Frais de personnel	242
Note 3. Notes sur le bilan et information sectorielle	227	4.2 Frais de R&D	243
3.1 Information sectorielle	227	4.3 Dotations aux amortissements	243
3.2 Immobilisations incorporelles	229	4.4 Autres produits et charges opérationnels	243
3.3 Immobilisations corporelles	230	4.5 Produits financiers	244
3.4 Valeur des actifs non courants	231	4.6 Charges financières	244
3.5 Actifs financiers non courants	232	4.7 Impôts	244
3.6 Autres actifs non courants	232	4.8 Résultat net par action	245
3.7 Stocks	233	4.9 Résultat net des activités abandonnées	246
3.8 Clients et comptes rattachés	233		
3.9 Autres actifs courants	233	Note 5. Autres informations	246
3.10 Actifs financiers courants	234	5.1 Retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi	246
3.11 Trésorerie et équivalents de trésorerie	234	5.2 Engagements et obligations contractuels	248
3.12 Actifs et passifs détenus en vue de la vente	234	5.3 Informations relatives aux parties liées	248
3.13 Capital émis et réserves	235	5.4 Gestion des risques financiers	249
3.14 Paiement en actions	235		
		Note 6. Événements postérieurs à la clôture	254

NOTE 1. PRÉSENTATION DE NOTRE SOCIÉTÉ ET DE L'ACTIVITÉ

Soitec SA est une société anonyme régie par les dispositions de la loi française et cotée sur Euronext Paris, compartiment A. Soitec SA et ses filiales sont ci-après dénommées « notre Groupe ». Soitec SA est ci-après dénommée « notre Société ».

Au cours de l'exercice 2020-2021, notre Groupe a opéré sur deux secteurs d'activité :

- **Électronique** : activité historique dans le secteur des semi-conducteurs, qui reflète la production et la commercialisation de substrats et de composants destinés à l'industrie des semi-conducteurs ;

- **Autres activités** : activités essentiellement abandonnées de notre Groupe incluant notamment le secteur Énergie Solaire. Ce secteur incluait notamment les activités de financement liées à la centrale solaire sud-africaine de Touwsrivier (cédées sur l'exercice 2019-2020) et il comprend quelques activités de maintenance encore en cours notamment en Europe et aux États-Unis.

En date du 9 juin 2021, le Conseil d'administration a arrêté les états financiers consolidés annuels de notre Groupe pour l'exercice clos le 31 mars 2021 qui seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale de nos actionnaires convoquée le 28 juillet 2021.

NOTE 2. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

2.1 Déclaration de conformité

En application du Règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers consolidés de notre Groupe ont été préparés conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), adoptées par l'Union européenne et rendues obligatoires à la clôture des comptes.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne, intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du Comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – « SIC ») et du Comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Reporting Standards Interpretations Committee – « IFRS IC »).

2.2 Base de préparation

Monnaie de présentation

L'euro a été retenu comme monnaie de présentation de notre Groupe. Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, toutes les valeurs étant arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

Évolution des règles et méthodes comptables

Les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 mars 2020.

Les normes, amendements et interprétations retenus pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 mars 2021 sont ceux publiés au Journal officiel de l'Union européenne (« JOUE ») avant le 31 mars 2021 et qui sont d'application obligatoire à cette date. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne.

Notre Groupe a adopté les normes, amendement aux normes et interprétations suivantes publiées par l'IASB et adoptées par l'Union européenne et d'application obligatoire à compter du 1^{er} avril 2020 :

- amendements d'IAS 1 et IAS 8 – « Définition du caractère significatif » ;
- amendements aux références du Cadre conceptuel ;
- amendements d'IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 – Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 1 ;
- amendements d'IFRS 3 – Définition d'une entreprise.

Ces nouvelles normes et interprétations n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes de notre Groupe.

Normes, interprétations et amendements à des normes existantes applicables par anticipation aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2020 ou postérieurement

Les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes existantes et applicables aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} avril 2020 ou postérieurement n'ont pas été adoptés par anticipation par notre Groupe au 31 mars 2021. Elles concernent :

- IFRS 17 – Contrats d'assurance ;
- amendements d'IAS 1 – Classement des passifs en tant que courants ou non courants ;
- amendements d'IFRS 3 – Références au cadre conceptuel ;
- amendements d'IAS 16 – Revenus pré-utilisation d'un actif corporel ;
- amendements d'IAS 37 – Coûts d'exécution d'un contrat ;
- amendement IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 – Réforme IBOR phase 2.

Aucun impact significatif n'est attendu sur les comptes de notre Groupe.

2.3 Jugements significatifs

Dans le cadre du processus normal d'établissement des comptes consolidés, la détermination de certaines données nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations, appréciations de la part de la Direction de notre Groupe, qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies dans certaines notes de l'annexe à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et des charges. Ils portent en particulier sur :

- les dépréciations des actifs non courants ;
- la valorisation des plans de rémunération en actions ;
- les dépréciations de stocks ;
- l'activation des déficits reportables ;
- le montant des provisions pour risques et charges ; ou
- des provisions pour engagements sociaux et commerciaux.

Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont élaborées sur la base d'informations disponibles ou de situations existantes à la date d'arrêt des états financiers consolidés au 31 mars 2021. En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existantes à cette date, notamment compte tenu du contexte actuel lié à la Covid-19, les montants qui figureront dans les futurs états financiers de notre Groupe pourraient différer significativement des estimations actuelles.

2.4 Faits marquants de l'exercice

Covid-19

Depuis le début de la crise sanitaire de la Covid-19, la priorité de notre Groupe a été de protéger la santé de ses propres collaborateurs ainsi que celle des personnes employées par ses divers partenaires, sous-traitants, clients ainsi que celle de l'ensemble des communautés avec lesquelles notre Groupe interagit.

Fermement déterminé à soutenir ses clients dans cet environnement difficile, notre Groupe a été en mesure de maintenir sa production tout au long de l'exercice clos le 31 mars 2021, en particulier sur les sites de Bernin et Singapour, en mettant en place des mesures de sécurité drastiques. Notre Groupe a continué à livrer ses clients pour répondre à leur demande et a également poursuivi tous ses projets de R&D majeurs.

Notre Groupe avait intégré dans ses prévisions annoncées en juin 2020 les impacts de cette crise sanitaire en termes d'activité. Il n'y a pas eu d'autre impact significatif sur le compte de résultat de notre Groupe lors de l'exercice clos le 31 mars 2021. Les hypothèses d'arrêté des comptes ont été revues en tenant compte des informations relatives à la crise de la Covid-19 sans qu'aucun impact significatif sur les comptes ne soit constaté au 31 mars 2021.

Mise en place d'un emprunt obligataire convertible en actions OCEANE 2025

Notre Groupe a procédé le 1^{er} octobre 2020 au placement d'une émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions ordinaires nouvelles ou existantes (« OCEANE ») venant à échéance le 1^{er} octobre 2025, par placement auprès d'investisseurs qualifiés, d'un montant nominal de 325 millions d'euros.

Cette émission donnera à notre Groupe une flexibilité additionnelle des points de vue opérationnel et stratégique et permettra de financer des potentielles opportunités de croissance.

Les obligations ont été émises à leur valeur nominale et ne porteront pas d'intérêt. La valeur nominale par obligation a été fixée à 174,34 euros faisant apparaître une prime de 45,0 % par rapport au cours de référence de l'action sur le marché réglementé d'Euronext à Paris.

À moins qu'elles n'aient été converties, échangées, remboursées, ou rachetées et annulées, les obligations seront remboursées à leur valeur nominale le 1^{er} octobre 2025. Notre Groupe aura également la possibilité de livrer des actions ordinaires nouvelles et/ou existantes au lieu d'un règlement en espèces conformément à la *Share Redemption option*. Les obligations pourront faire l'objet d'un remboursement anticipé au gré de notre Groupe, sous certaines conditions.

Plans d'actionnariat salarié-es

Plans d'attribution d'actions gratuites pour les employé-es

Dans le cadre des autorisations données par l'Assemblée Générale Mixte en date du 26 juillet 2019, en reconnaissance des efforts de tous pour atteindre les objectifs et servir les clients en dépit des contraintes de la crise sanitaire au cours des derniers mois, le Conseil d'administration a décidé, lors de la réunion du 18 novembre 2020, d'attribuer à titre exceptionnel un plan d'actions gratuites à l'ensemble des salarié-es de notre Groupe correspondant à une dilution maximale de 0,43 % du capital avec des critères de performance.

Ce plan est à mettre en perspective d'une attribution gratuite d'actions soumise aux mêmes conditions de performance pour 22 dirigeants, décidée au cours de la même réunion du Conseil d'administration, pour une dilution maximale de 0,18 % du capital, dont 0,04 % pour notre Directeur général ainsi que 1 271 actions gratuites supplémentaires attribuées le 31 mars 2021.

211 702 actions ordinaires ont été attribuées dans le cadre de ces deux plans sous réserve de l'atteinte de conditions :

- de présence ;
- de performance sur la base d'objectifs :
 - d'EBITDA et de chiffre d'affaires sur l'exercice à clore le 31 mars 2023,

- et de performance du *Total Shareholder Return* (« TSR ») de l'action ordinaire de notre Société par rapport à l'indice EURO Stoxx 600 Technology entre le 18 novembre 2020 et la date de publication des comptes consolidés de notre Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2023.

Plan de co-investissement « Topaz »

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 juillet 2019 a donné délégation au Conseil d'administration afin d'attribuer gratuitement des actions de préférence (ADP 2) et a créé une nouvelle catégorie d'actions de préférence convertibles en actions ordinaires (ADP 2) en fonction de la réalisation d'objectifs d'EBITDA, de chiffre d'affaires et de performance du *Total Shareholder Return* (TSR) de l'action ordinaire de notre Société, par rapport à l'évolution de l'indice Euro Stoxx 600 Technology.

- Au cours de l'exercice précédent (2019-2020) 97 980 ADP 2 payantes (au prix unitaire de 84,17 euros) ont été souscrites par les salarié-es et mandataires sociaux et notre Conseil d'administration a procédé à l'émission de 97 980 ADP 2 :
 - les ADP 2 gratuites seront acquises par tranches (40 % au 18 décembre 2020, 30 % au 1^{er} août 2021 et 30 % au 1^{er} août 2022) ;
 - au 18 décembre 2020, à l'issue de la 1^{re} tranche, 75 861 ADP 2 ont été émises.
- Ce plan a fait l'objet d'une réouverture le 18 novembre 2020 et à la suite de la souscription de 10 461 ADP 2 (au prix unitaire de 88,9 euros) par les salarié-es, notre Conseil d'administration a procédé à l'émission de 10 461 ADP 2 le 30 novembre 2020 :
 - cette souscription d'ADP 2 a donné lieu à une augmentation de capital de 929 983 euros, y compris prime d'émission ;
 - les ADP 2 gratuites seront acquises par tranches (60 % au 10 janvier 2022 et 40 % au 30 novembre 2022).

Plan d'attribution d'actions gratuites pour certains employé-es de Dolphin Design SAS

Le 18 novembre 2020, sur autorisation de l'Assemblée Générale du 26 juillet 2019, notre Conseil d'administration a mis en place un plan d'attribution gratuite d'actions ordinaires au profit de certains salarié-es de la filiale de notre Groupe, Dolphin Design SAS. Assorti de conditions de présence (au 1^{er} août 2024) et de performance (sur le revenu et l'EBITDA des exercices fiscaux 2021-2022 à 2023-2024), ce plan a conduit à attribuer de façon conditionnelle aux salarié-es 9 500 actions ordinaires.

Autres attributions d'actions gratuites

Dans le cadre des autorisations données par l'Assemblée Générale Mixte en date du 26 juillet 2019, le Conseil d'administration de notre Société, dans sa séance du 18 novembre 2020 a attribué un nombre total de 7 394 actions ordinaires au profit d'un salarié de notre Groupe.

Cette attribution est assortie :

- d'une condition de présence jusqu'au 18 novembre 2022 ;
- de conditions de performances assises sur des objectifs :
 - d'EBITDA et de chiffre d'affaires sur l'exercice à clore le 31 mars 2022,
 - et de performance du *Total Shareholder Return* (TSR) de l'action ordinaire de notre Société par rapport à l'indice EURO Stoxx 600 Technology entre le 26 juillet 2019 et la date de publication des comptes consolidés de notre Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022.

Cette attribution vient s'ajouter aux 38 816 actions ordinaires déjà attribuées dans le cadre de cette délégation au cours de l'exercice précédent.

Obtention du Grand Prix de l'Actionnariat Salarié-e

Notre Groupe a reçu le 5 février 2021 le Grand Prix de l'Actionnariat Salarié-e remis par la FAS ASSO.

Cette récompense prestigieuse vient reconnaître notre engagement constant en matière de partage de la valeur, depuis le redressement de 2015 et tout au long de ces années de très forte croissance profitable. Nous sommes fier-es que notre démarche, largement plébiscitée par nos salarié-es et qui s'articule autour d'une offre à effet de levier, de plans d'attribution gratuite d'actions de performance et d'un co-investissement en actions de préférence, puisse ainsi devenir une source d'inspiration pour d'autres entreprises.

Acquisition de 20 % supplémentaires du capital de Dolphin Design SAS

Le 13 novembre 2020, Soitec a porté sa participation dans Dolphin Design SAS à 80 %, acquérant 20 % du capital supplémentaires pour 2 000 milliers d'euros auprès de son partenaire MBDA qui continue de contrôler les 20 % restants (pour lesquels Soitec dispose d'une option de rachat). Dolphin Design SAS étant déjà consolidée à 100 % dans les comptes consolidés de notre Groupe du fait de l'existence de cet engagement de rachat, cette acquisition n'a pas eu d'impact sur les comptes de notre Groupe.

Contrôle fiscal

Depuis le 24 décembre 2019, notre Société fait l'objet d'une vérification de sa comptabilité et de l'ensemble de ses déclarations fiscales couvrant la période du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2019 et des résultats imposables à l'impôt sur les sociétés pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016 ayant concouru à la réalisation d'un déficit d'ensemble, en application des dispositions de l'article L. 169 alinéa 7 du Livre des procédures fiscales.

À ce stade de la vérification, aucun élément justifiant d'une provision pour un risque n'a été soulevé.

Au 31 mars 2021, les états financiers consolidés intègrent les comptes de notre Société et de nos filiales listées ci-dessous :

Entités	Date d'entrée dans le périmètre	Pourcentage d'intérêt	Pays	Monnaies fonctionnelles
Soitec USA LLC	1997	100,0 %	États-Unis	Dollar américain
Soitec Japan Inc.	Juin 2004	100,0 %	Japon	Yen japonais
Soitec Microelectronics Singapore Pte Ltd	Juin 2006	100,0 %	Singapour	Dollar américain
Soitec Korea LLC	Juillet 2011	100,0 %	Corée du Sud	Dollar américain
Soitec Corporate Services SAS	Juillet 2012	100,0 %	France	Euro
Soitec Trading Shanghai Co., Ltd	Novembre 2013	100,0 %	Chine	Yuan
FrecInsys SAS	Octobre 2017	100,0 %	France	Euro
Dolphin Design SAS ⁽²⁾	Août 2018	100,0 %	France	Euro
Dolphin Ltd ⁽²⁾	Août 2018	100,0 %	Israël	Shekel
Dolphin Inc ⁽²⁾	Août 2018	100,0 %	Canada	Dollar canadien
Soitec Lab SAS	Mars 2019	100,0 %	France	Euro
Soitec Newco 2 SAS	Mars 2019	100,0 %	France	Euro
Soitec Newco 3 SAS	Mars 2019	100,0 %	France	Euro
Soitec Newco 4 SAS	Mars 2019	100,0 %	France	Euro
Soitec Asia Holding Pte. Ltd.	Mars 2019	100,0 %	Singapour	Dollar américain
Soitec Belgium N.V. ⁽³⁾	Mai 2019	100,0 %	Belgique	Euro
ENTITÉS DU SECTEUR ÉNERGIE SOLAIRE				
Soitec USA Holding Inc.	Décembre 2009	100,0 %	États-Unis	Dollar américain
Soitec Solar Industries LLC	Décembre 2009	100,0 %	États-Unis	Dollar américain
Soitec Solar Development LLC	Septembre 2010	100,0 %	États-Unis	Dollar américain
Soitec Solar RSA Ltd	Avril 2011	100,0 %	Afrique du Sud	Rand
Soitec Solar France SAS	Octobre 2011	100,0 %	France	Euro
Concentrix Holding SAS	Mars 2018	100,0 %	France	Euro
ENTITÉS PROJETS DU SECTEUR SOLAIRE ⁽¹⁾				
CPV Power plant n° 2 (Pty) Ltd.	Septembre 2010	100,0 %	Afrique du Sud	Rand

(1) Dans le cadre de son activité Énergie Solaire, notre Groupe a été amené à créer des structures juridiques dédiées pour héberger les permis, autorisations administratives, coûts et revenus liés à des projets de centrales solaires. En règle générale, ces structures juridiques étaient destinées à être cédées à des investisseurs une fois les projets suffisamment avancés.

(2) Acquisition de 80 % des titres et existence d'un engagement de rachat des intérêts ne conférant pas le contrôle sur 20 % des titres restants.

(3) Depuis le 25 juin 2020, la société EpiGan n.v. a été renommée Soitec Belgium. Acquisition de 96,7 % des titres et existence d'un engagement de rachat des intérêts ne conférant pas le contrôle sur 3,3 % des titres restants.

2.5 Méthodes comptables significatives

A. Principes et périmètre de consolidation

Toutes les participations dont notre Groupe a le contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Notre Groupe considère qu'il détient un contrôle exclusif sur une entité faisant l'objet d'un investissement lorsque (i) il détient le pouvoir sur cette entité, (ii) il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison des liens avec cette entité, et (iii) il a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient de l'entité.

Les états financiers de nos filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif et jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Variations de périmètre

Il n'y a pas eu de variations de périmètre sur l'exercice 2020-2021.

Changement de pourcentage d'intérêt

Le 13 novembre 2020, Soitec a porté sa participation dans Dolphin Design SAS à 80 %, acquérant 20 % du capital supplémentaires pour 2 000 milliers d'euros auprès de son partenaire MBDA qui continue de détenir les 20 % restants. Il existe toujours un engagement de rachat sur ces 20 % restants.

Les soldes et opérations réciproques entre les sociétés de notre Groupe sont éliminés des comptes consolidés.

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Lors d'une acquisition, les actifs et les passifs identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation d'IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur déterminée à la date d'acquisition, à l'exception des actifs non courants classés comme actifs détenus en vue de la vente qui sont comptabilisés à la juste valeur, nette des coûts de sortie.

Les règles comptables relatives aux regroupements d'entreprises et aux transactions avec les participations ne conférant pas le contrôle comprennent notamment les éléments suivants :

- les frais d'acquisition sont comptabilisés en charges à la date d'acquisition ;
- l'impact du rachat d'intérêts non contrôlés dans une filiale déjà contrôlée et l'impact de la cession d'un pourcentage d'intérêts sans perte de contrôle sont comptabilisés directement en capitaux propres sans impacter le *goodwill* et le résultat ;
- les modifications de valeur des actifs et passifs relatifs à des acquisitions comptabilisées sur une base provisoire (en raison de l'absence de résultat d'expertises ou d'analyses complémentaires) sont traitées comme un ajustement rétrospectif de *goodwill* si elles interviennent dans la période de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Au-delà de ce délai, les effets sont constatés directement en résultat. Les compléments de prix éventuels sont évalués dès la date d'acquisition sur la base de leur juste valeur. Si l'obligation de payer un complément de prix éventuel répondant à la définition d'un instrument financier a été classée en capitaux propres, elle n'est pas réévaluée et son règlement est comptabilisé en capitaux propres. Sinon, les autres compléments de prix éventuels sont réévalués à la juste valeur à chaque date de clôture et les variations du complément de prix éventuel sont constatées directement en résultat. Les variations de valeur des dettes liées aux engagements des participations ne conférant pas le contrôle, hors impact de la désactualisation, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

B. Conversion des comptes de nos filiales étrangères

L'euro est retenu comme monnaie de présentation. La monnaie fonctionnelle de notre Société est l'euro et les monnaies fonctionnelles de chaque filiale sont précisées dans le paragraphe précédent.

Les comptes des entités de notre Groupe dont les monnaies fonctionnelles sont différentes de l'euro sont convertis en euros de la façon suivante :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de clôture au 31 mars 2021 ;
- les produits et charges de chaque activité à l'étranger sont convertis au taux de change moyen de la période ou de l'exercice qui est considéré comme reflétant les cours en vigueur à la date effective des transactions ;
- les écarts de conversion résultant de l'application de ces différents taux sont comptabilisés en autres éléments du résultat global et accumulés en réserves dans le poste « Écarts de change sur conversion des entités étrangères ».

Les éléments monétaires faisant partie d'un investissement net dans une activité à l'étranger comprennent les dettes, les prêts et les créances libellés en monnaies étrangères qui concernent une activité à l'étranger et dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible. Les écarts de change relatifs à ces éléments sont comptabilisés parmi les autres éléments du résultat global (OCI), dans le poste « Écarts de change sur conversion des entités étrangères ».

C. Immobilisations incorporelles

Goodwill

Après la comptabilisation initiale, le *goodwill* est évalué à son coût diminué du cumul des dépréciations constatées. Pour les besoins des tests de dépréciation, l'écart d'acquisition est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie (UGT) ou groupe d'unités génératrices de trésorerie qui bénéficient des effets du regroupement. Le *goodwill* n'est pas amorti mais fait l'objet de tests de dépréciation à chaque clôture ou lorsqu'il existe une indication de perte de valeur. Toute dépréciation constatée est irréversible.

Autres immobilisations incorporelles

Les actifs incorporels acquis séparément par notre Groupe sont comptabilisés au coût d'acquisition, qui correspond, pour les actifs acquis par voie de regroupement d'entreprise, à leur juste valeur à la date d'acquisition. Ils comprennent essentiellement des logiciels comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis linéairement sur leur durée d'utilisation (de 1 à 5 ans) et des frais de développements de projets (amortis sur leurs durées d'utilité estimées, généralement entre 8 et 10 ans).

Conformément à IAS 38, les frais de développement sont immobilisés si les critères suivants sont remplis :

- notre Groupe a l'intention et la capacité technique de conduire le projet de développement à son terme ;
- il existe une probabilité élevée que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise, ce qui est généralement étayé par l'existence de commandes ou de contrats ;
- les coûts peuvent être évalués de façon fiable ;
- notre Groupe a la capacité d'utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- notre Groupe dispose des ressources nécessaires à l'achèvement du projet.

Les frais de R&D ne répondant pas complètement aux critères ci-dessus sont enregistrés au compte de résultat sur la ligne « Frais de R&D » en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Notre Groupe a défini un cycle de vie des projets de R&D découpé en huit phases, chaque phase étant conclue par des passages de jalons aboutissant à la poursuite ou à l'arrêt des programmes. Les cinq premières phases correspondent à de la recherche exploratoire (évaluation des technologies) ; les deux phases suivantes correspondent au développement d'un produit, généralement en coopération avec un client potentiel. La dernière phase est l'industrialisation du produit en fort volume.

Les coûts engagés au cours des phases de recherche exploratoire sont comptabilisés dans le compte de résultat, les frais de développement sont activés s'ils respectent les critères de la norme IAS 38 sinon ils sont laissés en charges. Les coûts engagés dans la phase d'industrialisation sont comptabilisés en coût des produits vendus.

Les ventes de prototypes et les subventions (dont le crédit d'impôt recherche) relatives aux coûts de développement capitalisés sont constatées initialement en produits constatés d'avance puis sont reconnues en résultat au même rythme que l'amortissement des coûts de développement afférents.

D. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées, conformément à IAS 16, à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles. Les dépenses ultérieures sont incluses dans la valeur comptable de l'actif ou, le cas échéant, comptabilisées comme un actif séparé s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à l'actif iront à notre Groupe et que le coût de l'actif peut être mesuré de façon fiable. La valeur comptable des pièces remplacées est décomptabilisée. Tous les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés au compte de résultat.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur les durées d'utilisation estimées suivantes :

Constructions et agencements	15 à 30 ans
Matériel et outillage	3 à 8 ans
Aménagements divers	5 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 7 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans

Le cas échéant, une valeur résiduelle est prise en compte. Les valeurs résiduelles, durée d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus à chaque clôture annuelle, et modifiés si nécessaire sur une base prospective.

E. Contrats de location

La valeur de l'actif (correspondant aux droits d'utilisation des actifs sous-jacents) et de la dette (passifs de loyers au titre de ses obligations à payer le loyer de location) est évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements futurs de loyers, ainsi que des paiements estimés à la fin du contrat. La durée de location est définie contrat par contrat et correspond à la période ferme de l'engagement en tenant compte des périodes optionnelles qui seront raisonnablement certaines d'être exercées.

Les paiements au titre d'un contrat de location sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette. Les actifs liés aux droits d'utilisation sont amortis sur la durée du contrat de location augmentée des périodes optionnelles qui seront raisonnablement certaines d'être exercées.

Notre Groupe applique les exemptions prévues par IFRS 16 pour les contrats ayant une durée de 12 mois ou moins et les contrats pour lesquels l'actif sous-jacent a une faible valeur (moins de 5 000 dollars américains) lorsqu'il est nouveau. Ces loyers sont comptabilisés directement en charges. À la signature d'un contrat, notre Groupe détermine si celui-ci constitue, ou contient, un contrat de location. Un contrat qui constitue ou contient un contrat de location accorde le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour une certaine durée, en échange d'une rémunération. Pour évaluer si un contrat accorde le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié, notre Groupe se fonde sur la définition d'un contrat de location donnée par IFRS 16.

F. Frais d'acquisition d'immobilisations

Les frais d'acquisition viennent augmenter la valeur des immobilisations corporelles, incorporelles et des immeubles de placement, le cas échéant.

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif, dont la préparation préalable à l'utilisation ou la vente prévue nécessite un délai substantiel (généralement supérieur à six mois), sont incorporés au coût de cet actif. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

G. Dépréciation des actifs non courants

La norme IAS 36 définit les procédures qu'une entreprise doit appliquer pour s'assurer que la valeur nette comptable de ses actifs n'excède pas leur valeur recouvrable, c'est-à-dire le montant qui sera recouvré par leur utilisation ou leur vente. En dehors du *goodwill* et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie qui font l'objet de tests annuels systématiques de dépréciation, la valeur recouvrable d'un actif est estimée chaque fois qu'il existe un indice montrant que cet actif a pu perdre de sa valeur.

Unité génératrice de trésorerie (« UGT »)

L'unité génératrice de trésorerie est le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Dans le secteur d'activité Électronique, notre Groupe a isolé deux UGT distinctes, chacune étant gérée de manière centralisée et disposant d'une base propre de client et de capacités de production organisées de

façon à optimiser leur utilisation sans distinction géographique. Ces UGT sont les suivantes :

- *Électronique*, servant les différents marchés de notre Groupe en termes de ventes de substrats et s'appuyant sur les capacités de production des sites de Bernin 1, Bernin 2, Bernin 3, Hasselt (Belgique) et du site de Singapour ;
- *Conception de circuits intégrés* : activité de Dolphin Design de conception de circuits électroniques à faible consommation d'énergie.

L'UGT Électronique regroupe les sous-ensembles « Petits diamètres » et « 300 mm » qui étaient auparavant présentés comme des UGT distinctes. En effet, les activités de notre Groupe ainsi que les décisions d'investissement sont gérées au niveau de cet ensemble « Électronique ».

Indices de perte de valeur

Notre Groupe suit régulièrement l'évolution de ses résultats par rapport à ses budgets prévisionnels pour l'ensemble de ses activités afin de déceler d'éventuelles pertes de valeur.

Détermination de la valeur recouvrable

Lorsque des circonstances ou événements indiquent qu'une immobilisation a pu perdre de la valeur, notre Groupe procède à l'examen de la valeur recouvrable de cette immobilisation (ou du groupe d'actifs auquel il appartient).

Les *goodwills*, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie et les frais de développement, s'ils ne sont pas encore mis en service, font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité. Elle est estimée pour chaque actif isolé. Si cela n'est pas possible, les actifs sont regroupés en UGT pour lesquelles la valeur recouvrable est alors déterminée.

La juste valeur diminuée des coûts de sortie est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminués des coûts de sortie.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation continue d'un actif et de sa sortie à la fin de sa durée d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux de trésorerie estimés sur la base des plans d'affaires ou budgets établis sur cinq ans en général, et tenant compte des risques spécifiques à la nature technologique de l'activité de notre Groupe.

Perte de valeur

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en charges dans les « Autres produits et charges opérationnels ».

À l'exception des *goodwills*, une perte de valeur comptabilisée les années précédentes peut être reprise mais uniquement s'il existe un indice que la perte de valeur antérieurement comptabilisée n'existe plus ou a diminué et s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Cependant, la valeur comptable d'un actif augmenté d'une reprise de perte de valeur ne peut excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

H. Actifs financiers

Conformément à IFRS 9, les actifs financiers sont classés en trois catégories selon leur nature et l'intention de détention :

- actifs évalués au coût amorti ;
- actifs évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat ;
- actifs évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Actifs financiers

	Classification selon IFRS 9
Titres de participation non consolidés	Actifs évalués à la juste valeur par le résultat
Instruments financiers dérivés actifs	Juste valeur - instrument de couverture
Dépôts et cautionnements	Actifs au coût amorti
Autres	Actifs au coût amorti
Clients et comptes rattachés	Actifs au coût amorti
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Actifs au coût amorti

Un actif financier est évalué au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies et s'il n'est pas désigné à la juste valeur par le biais du compte de résultat :

- sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels ;
- ses conditions contractuelles donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Ces actifs sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est diminué des pertes de valeur. Les produits d'intérêts, les profits et pertes de change et les dépréciations sont comptabilisés en résultat. Les profits et pertes résultant de la décomptabilisation sont enregistrés en résultat.

Un instrument financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si les deux conditions suivantes sont réunies et s'il n'est pas désigné à la juste valeur par le biais du compte de résultat :

- sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers ;
- ses conditions contractuelles donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Passifs financiers

	Classification selon IFRS 9
Instrument financier dérivé passif	Juste valeur - instrument de couverture
Autres dettes financières	Coût amorti
Emprunt obligataire OCEANE	Coût amorti
Ligne de crédit autorisée utilisée	Coût amorti
Autres passifs financiers	Coût amorti
Fournisseurs et comptes rattachés	Coût amorti

Passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les emprunts et autres passifs financiers (dont les dettes fournisseurs) sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais et primes d'émission et les primes de remboursement font partie du coût amorti des emprunts et dettes financières. Ils sont présentés en diminution ou en augmentation des emprunts, selon le cas, et ils sont amortis de manière actuarielle.

Le classement des actifs financiers se fait généralement, selon IFRS 9, en fonction du modèle économique de détention de l'actif et des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels.

Ces actifs sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Les produits d'intérêts calculés au moyen de la méthode du taux effectif, les profits et pertes de change et les dépréciations sont comptabilisés en résultat. Les autres profits et pertes sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Lors de la décomptabilisation, les profits et pertes cumulés en autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat.

Le terme « principal » désigne la juste valeur de l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale. Les intérêts désignent la contrepartie pour la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé au principal restant dû pour une période de temps donnée et les autres risques et frais qui se rattachent à un prêt de base ainsi que d'une marge.

Tous les actifs financiers qui ne sont pas classés comme étant au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Ces actifs sont évalués à la juste valeur. Les profits et pertes nets, y compris les intérêts ou dividendes perçus, sont comptabilisés en résultat.

Tous les achats et ventes normalisés d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de règlement.

I. Passifs financiers

Les passifs financiers sont classés en deux catégories et comprennent :

- les passifs financiers au coût amorti ;
- les passifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat.

Passifs financiers à la juste valeur par le résultat

Un passif financier est classé en tant que passif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat s'il est détenu à des fins de transactions, qu'il s'agisse d'un dérivé ou qu'il soit désigné comme tel lors de sa comptabilisation initiale. Les passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont évalués à la juste valeur et les profits et pertes nets qui en résultent, prenant en compte les charges d'intérêts, sont comptabilisés en résultat.

J. Instruments financiers

Instruments dérivés de couverture

Notre Groupe couvre son risque de change sur certaines de ses opérations libellées en dollar américain par le biais d'instruments dérivés (contrats de ventes à terme, options). Ces instruments dérivés sont destinés uniquement à couvrir les risques de change sur des engagements fermes ou des transactions futures hautement probables.

Notre Groupe peut également être amené à couvrir les risques de taux relatifs à des emprunts à taux variables figurant à son bilan.

Les dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur à leur date de transaction. Les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés en résultat lorsqu'ils sont encourus. En l'absence d'une relation de couverture, après leur comptabilisation initiale, les variations de juste valeur des dérivés sont comptabilisées immédiatement en résultat.

Si l'instrument dérivé est désigné comme couverture de juste valeur d'actifs ou passifs inscrits au bilan consolidé, les variations de valeur du dérivé et de l'élément couvert sont enregistrées en résultat sur la même période.

Si l'instrument dérivé est désigné comme couverture de flux de trésorerie, la variation de valeur de la partie efficace du dérivé est enregistrée dans les autres éléments du résultat global. Elle est constatée en résultat lorsque l'élément couvert est lui-même comptabilisé en résultat. En revanche, la partie inefficace du dérivé est enregistrée immédiatement en résultat financier.

Juste valeur des instruments financiers

Notre Groupe applique la norme IFRS 13 relative aux instruments financiers évalués à la juste valeur dans le bilan. Les évaluations à la juste valeur sont détaillées par niveau selon la hiérarchie de juste valeur suivante :

- l'instrument est coté sur un marché actif : niveau 1 ;
- l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données observables, autres que les prix cotés dans le niveau 1, soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (dérivés du prix) : niveau 2 ;
- au moins une composante significative de la juste valeur s'appuie sur des données non observables : niveau 3.

La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs est basée sur les cotations au jour de clôture du bilan. Un marché est considéré comme actif si les cotations sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une Bourse, de négociants, de courtiers, d'un évaluateur ou d'une agence de réglementation et que ces cotations sont basées sur des transactions régulières. Ces instruments sont classés en niveau 1.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas cotés sur un marché actif (par exemple, les dérivés de gré à gré) est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. Ces différentes méthodes maximisent l'utilisation de données de marché observables, si disponibles, et se fondent peu sur les estimations propres de notre Groupe. Si tous les éléments requis au calcul de la juste valeur de l'instrument sont observables, cet instrument est classé en niveau 2.

Si un ou plusieurs des principaux éléments de calcul ne sont pas basés sur des données de marché observables, l'instrument est classé en niveau 3.

K. Stocks

Les stocks de matières premières et de matières consommables sont évalués à leur coût d'achat. Une provision pour dépréciation est constituée pour les références obsolètes ou excédentaires.

Les produits finis sont évalués à leur coût de production à l'exception de ceux qui, en phase de lancement de production, ont un coût de revient supérieur à leur prix de vente ainsi qu'aux produits obsolètes ou excédentaires. Une provision pour dépréciation ramène le stock de produits finis à sa valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente.

Les produits en cours ont été évalués selon les mêmes principes en fonction de leur avancement dans la fabrication.

L. Créances clients

Les créances commerciales sont évaluées initialement au prix de transaction si elles ne disposent pas d'une composante financement significative. Après la comptabilisation initiale, elles sont évaluées au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créances en devises sont réévaluées au taux de clôture.

Pertes de valeur

Une dépréciation est constituée lorsqu'il existe des éléments objectifs indiquant que notre Groupe ne sera pas en mesure de recouvrer tout ou partie de ses créances à la suite d'une analyse au cas par cas.

M. Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs non courants détenus en vue de leur vente (ou groupes destinés à être cédés) sont classés en « Actifs détenus en vue de la vente » s'il est hautement probable qu'ils soient recouverts principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue. Il peut s'agir d'une composante d'une entité, d'un groupe destiné à être cédé ou d'un actif non courant individuel.

Lors de la classification initiale comme détenus en vue de la vente, les actifs non courants et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont comptabilisés au montant le plus faible entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les pertes de valeur résultant du classement d'un actif (ou groupe d'actifs et passifs) comme détenu en vue de la vente ou de la distribution ainsi que les profits et pertes au titre des évaluations ultérieures sont comptabilisées en résultat. Une fois classés en actifs détenus en vue de la vente, les actifs incorporels et les actifs corporels ne sont plus amortis.

N. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont essentiellement composés de comptes rémunérés et de dépôts à terme dont il est possible de sortir sans délai et qui ne présentent pas de risque significatif de taux.

Les placements dont l'échéance est supérieure à trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les placements sous forme d'OPCVM de trésorerie qui ne répondent pas aux critères d'éligibilité au classement d'équivalent de trésorerie au regard de la norme IAS 7, sont classés parmi les autres actifs financiers.

Afin de déterminer si un placement est éligible au classement d'équivalents de trésorerie, notre Groupe se conforme aux recommandations de l'AMF d'octobre 2011 (position AMF n° 2011-13 relative au classement des OPCVM en équivalents de trésorerie).

O. Capitaux propres

Instruments de capitaux propres et instruments composés

Le classement en capitaux propres dépend de l'analyse spécifique des caractéristiques de chaque instrument émis.

Frais de transactions sur capitaux propres

Les frais externes directement attribuables aux opérations de capital ou aux instruments de capitaux propres sont comptabilisés, nets d'impôt, en diminution des capitaux propres. Les autres frais sont portés en charges de l'exercice.

Actions propres

Les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres de notre Groupe sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de leur cession ou de leur utilisation, les gains et les pertes sont inscrits dans les réserves consolidées. Lorsque les actions propres sont utilisées comme mode de règlement dans le cadre d'une acquisition, la valeur retenue en comptabilité correspond au cours en vigueur à la date de la transaction.

Rémunérations en action

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les transactions réglées en instruments de capitaux propres sont évaluées à la date d'octroi. La juste valeur de ces instruments, déterminée par un expert externe, est calculée à l'aide d'un modèle adapté aux caractéristiques de l'instrument. Ce modèle de valorisation prend en compte le prix d'exercice et la durée de vie de l'option, le prix des actions sous-jacentes, la volatilité attendue du prix de l'action et le taux d'intérêt sans risque pour la durée de vie de l'option. La valeur de ces options est comptabilisée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date d'acquisition avec comme contrepartie les capitaux propres, s'agissant tous de plans dénoués en actions.

S'agissant des actions gratuites, la juste valeur est également déterminée en fonction des caractéristiques du plan, des données de marché lors de l'attribution et d'une hypothèse de présence à l'issue de la période d'acquisition des droits. Si le plan ne spécifie pas de conditions d'acquisition, la charge est comptabilisée entièrement dès que le plan est accordé, sinon la charge est constatée sur la période d'acquisition en fonction de la réalisation des conditions.

P. Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque notre Groupe a une obligation actuelle contractuelle ou implicite, résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour notre Groupe. Les provisions font l'objet d'une actualisation lorsque l'impact de l'actualisation est significatif.

Une provision pour restructuration n'est comptabilisée que lorsqu'il y a une obligation implicite vis-à-vis de tiers, ayant pour origine une décision de la Direction matérialisée avant la date de clôture par l'existence d'un plan détaillé et formalisé et l'annonce de ce plan aux personnes concernées.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas sous le contrôle de l'entité ou à des obligations actuelles pour lesquelles une sortie de ressources n'est pas probable. Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information en annexe.

Q. Engagements de retraite et avantages similaires

Indemnités de départ en retraite et engagements similaires

La loi française prévoit le versement en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salarié-es présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Autres régimes de retraite

Notre Groupe a conclu une convention afin de compléter le montant légal des retraites. Il a décidé d'accorder à certains salariés de notre Groupe un régime complémentaire en sus du régime normal. Ce régime à prestations définies est géré par un organisme externe.

Aux États-Unis, Soitec USA, LLC a mis en place un plan de retraite par capitalisation au titre de la section 401 (k) du Code des impôts américain. Ce plan d'épargne, à cotisations définies, est exonéré d'impôt et couvre la majeure partie des salarié-es américains.

Les régimes à prestations définies font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédit projetées qui intègre des hypothèses démographiques (évolution de salaires, âge de départ, rotation du personnel, taux de mortalité) et financières (taux d'actualisation financière et inflation). Les écarts actuariels résultant de la révision des hypothèses de calcul sont comptabilisés immédiatement en autres éléments du résultat global (capitaux propres) dans la rubrique « réévaluations du passif au titre des régimes à prestations définies ».

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements sont constatés en charges de l'exercice auquel ils sont liés. Il n'existe aucun passif actuariel à ce titre.

R. Reconnaissance des produits des activités ordinaires

L'ensemble des créances client est inclus dans le poste « Clients et autres débiteurs ».

Les passifs sur contrats concernent essentiellement les paiements d'avance reçus des clients ou des avoirs client à établir par notre Groupe, ainsi que des produits expédiés aux clients pour lesquels le transfert du contrôle n'a pas eu lieu avant la clôture.

Conformément à IFRS 15, la comptabilisation du chiffre d'affaires traduit, pour le montant auquel notre Groupe s'attend à avoir droit, le transfert à un client du contrôle d'un bien ou d'un service. Cette comptabilisation se fait à l'issue d'une analyse en cinq étapes :

- identification du (des) contrat(s) avec un client ;
- identification des différentes obligations de performance distinctes du contrat ;
- détermination du prix de la transaction ;
- affectation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance ;
- comptabilisation du chiffre d'affaires lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

Les produits des activités ordinaires sont principalement constitués des ventes de produits. Ils sont complétés par les revenus de licences et de développements. Les modalités de reconnaissance du revenu sont les suivantes :

- ventes de plaques de silicium : elles sont enregistrées en résultat lors du transfert de contrôle d'un bien à son client conformément aux conditions de ventes précisées dans les contrats clients. Le produit est généralement comptabilisé au moment de la livraison des biens et de leur acceptation par le client dans ses locaux ou au moment où les biens quittent les entrepôts des entités de notre Groupe, en fonction de l'incoterm appliqué ;
- ventes de développement (revenus de Dolphin Design SAS principalement) :
 - ventes d'IP (composant virtuel)/ licences sur étagères avec pas ou très peu de modifications. Le chiffre d'affaires sur ces ventes est reconnu intégralement à la livraison de l'IP,
 - ventes d'IP (composant virtuel) plus complexes nécessitant un effort de développement important. Le chiffre d'affaires est reconnu à l'avancement des coûts engagés sur les coûts totaux estimés,
 - ventes de prestations de conception de composants dédiés principalement à l'industrie de l'aérospatiale et de la Défense. Le chiffre d'affaires sur ces contrats est reconnu à l'avancement.

Notre Groupe peut être amené à être partie prenante à des contrats dans lesquels la facturation n'intervient pas au moment de la livraison mais au moment de la consommation des produits par nos clients. Dans ces cas-là, notre Groupe effectue une analyse des critères de transfert de contrôle prévus par IFRS 15 et notamment :

- la raison de mise en place d'un tel arrangement (intention des parties) ;
- le stockage et identification des produits au sein des espaces dédiés ;
- le fait d'avoir des produits prêts pour un transfert physique au client dans un délai très court ;
- l'impossibilité de vendre les produits à d'autres clients.

Lorsque ces critères sont remplis, le chiffre d'affaires est reconnu.

S. Marge brute

La marge brute correspond à la différence entre les « produits des activités ordinaires » et le coût des ventes. Le « coût des ventes » intègre le coût des ressources concourant à la production des biens vendus (matières premières, consommables, frais de personnel, amortissements, énergie et fluides).

T. Frais commerciaux et de marketing

Les « frais commerciaux et de marketing » sont composés du coût des Directions « ventes & développement commercial » et « marketing stratégique ». Ils sont composés principalement de frais de personnel, frais de salons, de consulting et de déplacement.

U. Frais de R&D

Sont inscrits dans cette ligne les frais ne répondant pas aux critères d'immobilisation définis dans la note C. « immobilisations incorporelles ». Ces frais sont présentés nets des ventes de prototypes réalisées dans le cadre des activités de R&D, du montant du crédit d'impôt recherche et des subventions inscrites au compte de résultat de la période.

Les subventions acquises, c'est-à-dire les subventions pour lesquelles les conventions de financement ont été signées et les autorisations administratives ont été obtenues sont enregistrées en produits constatés d'avance au bilan (si elles sont relatives aux projets répondant aux critères d'IAS 38). Les subventions sont facturées aux organismes concernés à la suite des revues de projet, selon les jalons prévus dans les conventions de subvention.

Si elles ne sont pas relatives à des projets capitalisés, les subventions sont reconnues immédiatement en résultat en fonction de l'avancement des projets afférents.

L'aide aux activités de R&D peut également prendre la forme d'avances remboursables. Ces avances sont enregistrées en dette financière si les projets auxquels elles sont rattachées répondent aux critères d'activation des frais de R&D ou si le remboursement de l'avance est probable. Si les critères ne sont pas remplis, le traitement des avances remboursables suit celui des subventions acquises.

V. Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs sont composés du coût des fonctions supports et minorés de la quote-part allouée aux coûts de production. Ces fonctions supports sont les suivantes : Direction générale, finance, ressources humaines, juridique, communication, qualité et informatique.

W. Autres produits et charges opérationnels

Cette rubrique enregistre les effets des événements majeurs intervenus pendant la période comptable et de nature à fausser la lecture de la performance de l'activité récurrente de l'entreprise. Il s'agit de produits et charges en nombre limité, inhabituels, anormaux ou peu fréquents et de montants significatifs. Cette rubrique regroupe notamment les coûts de restructuration non récurrents, les charges de dépréciation sur actifs non courants et *goodwill*, et les frais d'acquisition de participations.

X. Résultat financier

Le résultat financier est composé du coût de l'endettement financier, des dividendes reçus des sociétés non consolidées, des variations de juste valeur des actifs financiers hors trésorerie et des dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture, des résultats de cession des actifs financiers, des résultats d'actualisation et des résultats de change portant sur des éléments ne faisant pas partie de l'endettement financier net.

Y. Impôt sur les bénéfices et impôts différés

L'impôt sur les bénéfices correspond au cumul des impôts exigibles des différentes sociétés de notre Groupe et des impôts différés. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Il est alors également comptabilisé dans les autres éléments du résultat global.

Les impôts différés sont comptabilisés selon l'approche bilancielle. Le montant d'impôt ainsi déterminé est, le cas échéant, influencé par la variation de la créance ou de la dette que provoque le changement du taux d'impôt sur les sociétés d'une année sur l'autre (méthode du report variable). Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est probable. La recouvrabilité des impôts différés actifs est appréciée au regard des plans d'affaires utilisés pour les tests de dépréciation, sur un horizon de trois ans.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé si les conditions suivantes sont réunies :

- l'entité dispose de différences temporelles taxables suffisantes auprès de la même autorité fiscale et de la même entité imposable ou du même groupe fiscal, qui engendreront des montants imposables sur lesquels les pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront s'imputer avant qu'ils n'expirent ;
- il est probable que l'entité dégagera des bénéfices imposables avant l'expiration des pertes fiscales ou des crédits d'impôt non utilisés.

Dans la mesure où la probabilité que l'entité disposera d'un bénéfice imposable sur lequel elle pourra imputer les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés est jugée incertaine à court terme, l'actif d'impôt différé n'est pas comptabilisé.

Z. Résultat par action

Le résultat par action est calculé sur le nombre moyen d'actions pondéré selon la date de création des actions dans l'exercice, déduction faite des actions propres. Le résultat par action dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions qui rajoute au dénominateur le nombre d'actions potentielles qui résulteront des instruments dilutifs (options), déduction faite du nombre d'actions qui pourraient être rachetées au prix du marché avec les fonds recueillis de l'exercice des instruments concernés. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué prend en compte la moyenne pondérée des actions ordinaires en circulation durant la période, ajusté de l'effet des actions ordinaires potentielles qui proviendraient de l'exercice des options, bons de souscription d'action et autres instruments financiers potentiellement convertibles en actions ordinaires, lorsque leur impact est dilutif.

Les instruments dilutifs ne sont pas pris en compte dans le calcul du résultat par action dilué lorsqu'ils conduiraient à réduire la perte par action calculée sur le nombre moyen d'actions en circulation.

AA. Activités abandonnées

Une activité abandonnée est une composante dont l'entité s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et :

- qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Le classement en tant qu'activité abandonnée survient à la première des éventualités suivantes : à la vente ou au moment où l'activité satisfait aux conditions pour être classée comme détenue en vue de la vente.

Le classement en activités abandonnées entraîne la présentation, sur une ligne distincte du compte de résultat, « résultat net des activités abandonnées ».

Les flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement des activités abandonnées sont déterminés par différence entre ces différents agrégats et les montants des activités poursuivies dans le tableau de variation des flux de trésorerie et de manière distincte dans les notes annexes.

AB. Résultat global

Les principaux éléments qui composent le résultat global sont les variations de juste valeur des actifs financiers pour lesquels les variations de juste valeur sont constatées dans cette rubrique, les gains ou pertes actuariels sur les régimes de retraite à prestations définies, les variations de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie et la variation des écarts de conversion provenant des filiales dont les comptes sont établis en devises étrangères.

Les autres éléments du résultat global sont ventilés en distinguant les éléments composant les autres éléments du résultat global appelés à un reclassement ultérieur en résultat net, de ceux qui ne peuvent être recyclés en résultat net.

NOTE 3. NOTES SUR LE BILAN ET INFORMATION SECTORIELLE

3.1 Information sectorielle

L'information sectorielle est présentée conformément à IFRS 8.

Les décisions sur l'allocation des ressources et l'appréciation de la performance des composantes de notre Groupe sont prises par le Directeur général (principal décideur opérationnel) au niveau des secteurs opérationnels, constitués comme indiqué en note « Présentation de notre Société et de l'activité », des segments d'activité suivants :

- la production et la commercialisation de substrats et de composants destinés à l'industrie des semi-conducteurs (Électronique) ;
- les autres activités abandonnées de notre Groupe (autres activités). Il s'agit essentiellement de l'activité Énergie Solaire (exploitation et maintenance d'installations photovoltaïques).

L'EBITDA présenté dans le tableau de l'analyse sectorielle représente le résultat opérationnel (EBIT) avant dépréciations, amortissements, éléments non monétaires liés aux paiements fondés sur les actions et aux variations des provisions sur les éléments de l'actif courant et des provisions pour risques et charges et sans inclure de résultat sur cessions d'actifs.

Cet indicateur est une mesure quantitative non IFRS utilisée pour mesurer la capacité de l'entreprise à générer de la trésorerie à partir de ses activités opérationnelles. L'EBITDA n'est pas défini par une norme IFRS et ne doit pas être considéré comme une alternative à tout autre indicateur financier.

L'information sectorielle se présente comme suit :

● RÉPARTITION DU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	31 mars 2021			31 mars 2020		
	Électronique	Autres activités	Total	Électronique	Autres activités	Total
Chiffre d'affaires	583 761	-	583 761	597 549	-	597 549
Marge brute	183 477	-	183 477	195 426	-	195 426
<i>Frais opérationnels de recherche bruts</i>	<i>(74 133)</i>	-	<i>(74 133)</i>	<i>(66 889)</i>	-	<i>(66 889)</i>
<i>Ventes de prototypes et autres revenus</i>	<i>4 579</i>	-	<i>4 579</i>	<i>9 013</i>	-	<i>9 013</i>
<i>Subventions et avances remboursables</i>	<i>25 176</i>	-	<i>25 176</i>	<i>25 382</i>	-	<i>25 382</i>
Frais de R&D nets	(44 378)	-	(44 378)	(32 494)	-	(32 494)
Frais commerciaux et de marketing	(11 712)	-	(11 712)	(10 195)	-	(10 195)
Frais généraux et administratifs	(37 397)	-	(37 397)	(35 042)	-	(35 042)
Résultat opérationnel courant	89 990	-	89 990	117 695	-	117 695
<i>Autres produits opérationnels</i>	<i>392</i>	-	<i>392</i>	<i>1 911</i>	-	<i>1 911</i>
<i>Autres charges opérationnelles</i>	<i>(30)</i>	-	<i>(30)</i>	<i>(100)</i>	-	<i>(100)</i>
Autres produits et charges opérationnels	362	-	362	1 811	-	1 811
Résultat opérationnel (EBIT)	90 352	-	90 352	119 506	-	119 506
<i>Neutralisation des éléments de réconciliation</i>						
Dotations aux amortissements	59 860	-	59 860	45 520	-	45 520
Dépréciations pour perte de valeur des immobilisations et amortissements accélérés		-		32	-	32
Rémunération en actions	19 963	-	19 963	19 526	-	19 526
Dotations aux provisions nettes	6 774	-	6 774	1 854	-	1 854
Dotations aux provisions retraite	837	-	837	(207)	-	(207)
Résultat sur cession d'actifs	1 215	-	1 215	(790)	-	(790)
EBITDA des activités abandonnées		(331)	(331)		(946)	(946)
EBITDA	179 001	(331)	178 670	185 441	(946)	184 495

● RÉPARTITION DE L'ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	31 mars 2021			31 mars 2020		
	Électronique	Autres activités	Total	Électronique	Autres activités	Total
Immobilisations incorporelles nettes	99 126	-	99 126	87 471	-	87 471
<i>Dont goodwill</i>	20 765	-	20 765	20 765	-	20 765
Immobilisations corporelles nettes	378 157	-	378 157	297 154	-	297 154
Actifs financiers non courants	12 704	-	12 704	14 428	-	14 428
Autres actifs non courants	15 403	-	15 403	8 997	-	8 997
Actifs non courants (1)	505 390	-	505 390	408 050	-	408 050
Stocks	124 309	-	124 309	123 291	-	123 291
Clients et comptes rattachés	157 422	-	157 422	167 409	-	167 409
Autres actifs courants	76 879	200	77 079	73 820	125	73 945
Actifs financiers courants	6 336	-	6 336	351	-	351
Actifs courants (2)	364 946	200	365 146	364 871	125	364 996
Fournisseurs et comptes rattachés	(78 856)	(133)	(78 989)	(76 100)	(218)	(76 318)
Autres dettes courantes et non courantes	(158 903)	(6 160)	(165 063)	(118 661)	(5 555)	(124 216)
Passifs courants et non courants (3)	(237 759)	(6 293)	(244 052)	(194 761)	(5 773)	(200 534)
CAPITAUX EMPLOYÉS (1) + (2) + (3)	632 577	(6 093)	626 484	578 160	(5 648)	572 512

Répartition du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est réalisé intégralement par le secteur Électronique et s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Électronique SOI 300 mm	276 650	294 363
Électronique petits diamètres	277 376	274 933
Licences et autres	29 735	28 253
CHIFFRE D'AFFAIRES	583 761	597 549

Le chiffre d'affaires par zones géographiques se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Europe	145 709	150 529
Asie	358 600	328 202
US	79 452	118 818
CHIFFRE D'AFFAIRES	583 761	597 549

3.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements cumulés	Dépréciations	Valeurs nettes
Goodwill	34 060	-	(13 295)	20 765
Projets de développement capitalisés	28 496	(1 159)	-	27 337
Concessions, brevets et autres droits	5 519	(5 519)	-	-
Logiciels	73 954	(62 600)	-	11 354
Autres immobilisations incorporelles	19 900	(2 224)	-	17 676
Immobilisations incorporelles en cours	10 576	-	(237)	10 339
31 MARS 2020	172 505	(71 502)	(13 532)	87 471
Goodwill	34 060	-	(13 295)	20 765
Projets de développement capitalisés	31 696	(5 567)	-	26 129
Concessions, brevets et autres droits	5 520	(5 520)	-	-
Logiciels	85 107	(69 333)	-	15 774
Autres immobilisations incorporelles	19 900	(4 381)	-	15 519
Immobilisations incorporelles en cours	21 177	-	(238)	20 939
31 MARS 2021	197 460	(84 801)	(13 533)	99 126

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, le détail des variations des valeurs nettes par catégories d'immobilisations est le suivant :

(en milliers d'euros)	Goodwill	Projets de développement capitalisés	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Total
31 MARS 2019	8 471	-	6 682	1 683	21 643	38 479
Mises en service	-	26 853	6 039	-	(32 892)	0
Acquisitions	-	1 643	4 729	-	23 198	29 570
Variation de périmètre	11 947	-	-	18 000	-	29 947
Reclassement entre catégories et autres variations	347	-	(274)	-	(1 630)	(1 557)
Écarts de conversion	-	-	63	-	20	83
Amortissements (dotation de la période)	-	(1 159)	(5 885)	(2 007)	-	(9 051)
31 MARS 2020	20 765	27 337	11 354	17 676	10 339	87 471
Mises en service	-	1 044	7 466	-	(8 510)	0
Acquisitions	-	2 186	5 383	-	19 112	26 681
Reclassement entre catégories et autres variations	-	(30)	(116)	-	28	(118)
Écarts de conversion	-	-	(168)	-	(30)	(198)
Amortissements (dotation de la période)	-	(4 408)	(8 145)	(2 157)	-	(14 710)
31 MARS 2021	20 765	26 129	15 774	15 519	20 939	99 126

Au 31 mars 2021, les immobilisations incorporelles en cours incluent 16 347 milliers d'euros de projets de développement capitalisés. Le reliquat s'explique par des acquisitions de logiciels.

Les logiciels mis en service sur l'exercice pour 7 466 milliers d'euros sont principalement des logiciels de gestion de la production pour les sites de Pasir Ris (Singapour) et Bernin (France).

3.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements cumulés	Dépréciations	Valeurs nettes
Constructions ⁽¹⁾	276 484	(173 276)	(20 308)	82 900
Matériels et outillages ⁽¹⁾	550 072	(386 733)	(4 386)	158 953
Autres immobilisations corporelles ⁽¹⁾	19 698	(14 142)	-	5 556
Immobilisations corporelles en cours	52 366	-	(2 621)	49 745
31 MARS 2020	898 620	(574 151)	(27 315)	297 154
Constructions ⁽¹⁾	288 550	(181 188)	(18 976)	88 386
Matériels et outillages ⁽¹⁾	622 259	(410 764)	(1 399)	210 096
Autres immobilisations corporelles ⁽¹⁾	21 843	(15 880)	-	5 963
Immobilisations corporelles en cours	76 301	-	(2 589)	73 712
31 MARS 2021	1 008 953	(607 832)	(22 964)	378 157
dont immobilisations liées aux contrats de location selon IFRS 16	85 024	(22 079)	(140)	62 805

(1) Dont immobilisations financées par location :

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements cumulés	Dépréciations	Valeurs nettes
Constructions	13 869	(3 560)	-	10 309
Matériels et outillages	56 841	(8 609)	(1 741)	46 491
Autres immobilisations corporelles	807	(457)	-	350
31 MARS 2020	71 517	(12 626)	(1 741)	57 150
Constructions	22 519	(5 138)	-	17 381
Matériels et outillages	61 015	(16 313)	(140)	44 562
Autres immobilisations corporelles	1 490	(628)	-	862
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
31 MARS 2021	85 024	(22 079)	(140)	62 805

La variation de la valeur nette des droits d'utilisation par catégorie d'immobilisation est présentée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Constructions	Matériels et outillages	Autres immobilisations	Total
VALEUR NETTE DES DROITS D'UTILISATION – 31 MARS 2020	10 309	46 491	350	57 150
Augmentation (entrée d'actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation)	9 482	4 348	948	14 778
Dotation aux amortissements	(2 240)	(6 277)	(416)	(8 933)
Écart de conversion	(170)	-	(20)	(190)
VALEUR NETTE DES DROITS D'UTILISATION – 31 MARS 2021	17 381	44 562	862	62 805

Notre Groupe a revu la durée de location d'un bâtiment administratif de notre site de Bernin, désormais portée à 12 ans soit neuf années supplémentaires et un droit d'utilisation complémentaire enregistré de 5 562 milliers d'euros, afin d'être aligné avec la durée d'utilisation prévisionnelle de ce bâtiment.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, le détail des variations des valeurs nettes par catégorie d'immobilisations corporelles est le suivant :

(en milliers d'euros)	Constructions	Matériels et outillages	Autres	Immobilisations corporelles en cours	Total
31 MARS 2019	83 549	82 160	3 042	84 842	253 593
Mises en service	2 306	65 738	2 369	(70 413)	0
Acquisitions	2 854	1 094	751	45 463	50 162
Variation du périmètre	868	1 451	944	935	4 198
Immobilisations en location (IFRS 16)	3 200	32 288	50	(10 766)	24 772
Reclassement entre catégories et autres variations	(127)	(703)	(78)	(892)	(1 800)
Écarts de conversion	1 003	1 146	34	899	3 082
Amortissements (dotation de la période)	(10 753)	(24 161)	(1 556)	-	(36 470)
Dépréciation pour perte de valeur et amortissements accélérés	-	-	-	(32)	(32)
Cessions ou mises au rebut (valeur nette)	-	(60)	-	(291)	(351)
31 MARS 2020	82 900	158 953	5 556	49 745	297 154
Mises en service	10 037	82 957	1 828	(94 822)	0
Acquisitions	245	956	159	120 495	121 855
Immobilisations en location (IFRS 16)	9 482	4 348	948	-	14 778
Écarts de conversion	(2 586)	(4 624)	(134)	(1 445)	(8 789)
Amortissements (dotation de la période)	(11 702)	(31 179)	(2 269)	-	(45 150)
Cessions ou mises au rebut (valeur nette)	10	(1 315)	(125)	(261)	(1 691)
31 MARS 2021	88 386	210 096	5 963	73 712	378 157

Les acquisitions sont principalement liées à des investissements industriels à la fois pour le site de Bernin (usine de Bernin 3 dédiée aux produits POI) et pour le site de Pasir Ris (pour des plaques en 300 mm). Il s'agit d'augmentations de capacité pour pouvoir répondre à la demande prévisionnelle.

3.4 Valeur des actifs non courants

Goodwill

Conformément à la description figurant dans la note 2.5 G., notre Groupe réalise des tests d'impairment sur l'UGT « Électronique » et sur l'UGT « Conception de circuits intégrés ».

Les hypothèses utilisées lors des tests de dépréciation au 31 mars 2021 sont les suivantes :

	Électronique	Conception de circuits intégrés
Taux de croissance long terme	1,5 %	1,5 %
Taux d'actualisation	11,3 %	19,0 %

Le plan d'affaires utilisé lors du test de dépréciation sur l'UGT « Électronique » repose sur une croissance moyenne du chiffre d'affaires de 24 % par an sur les cinq prochaines années et de 22 % par an pour l'UGT « Conception de circuits intégrés ».

Ces tests n'ont pas montré de pertes de valeur au 31 mars 2021. Ils ne montrent pas de sensibilité significative à une variation raisonnablement possible des hypothèses clés (évolution du revenu notamment).

Actifs spécifiques

Bâtiment industriel de Singapour

Le bâtiment industriel de Singapour, faisant partie de l'activité Électronique, a été construit en 2008 en vue d'accroître la capacité de production de plaques de 300 mm. En septembre 2013, en raison de la baisse de la

demande, la production de plaques de 300 mm avait été concentrée sur le site de Bernin et la salle blanche de Singapour avait été mise en sommeil. Une des options envisagées par le management était de céder l'usine. En présence d'un indicateur de perte de valeur compte tenu de l'absence d'activité de l'usine, une dépréciation avait été comptabilisée sur la base d'une évaluation réalisée par un expert indépendant (dépréciation de 22 millions de dollars US comptabilisée depuis l'exercice 2015-2016).

Les indicateurs suivis par notre Groupe afin d'apprécier la nécessité de reprendre cette perte de valeur sont principalement le taux d'occupation effectif au regard de la capacité et du dimensionnement de cette usine ainsi que la rentabilité du site. Compte tenu notamment du taux d'occupation effectif de l'usine de Singapour encore faible sur l'exercice 2020 - 2021, cette dépréciation n'a pas été reprise à ce stade.

3.5 Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Participations détenues	11 935	14 745
Prêts	1 230	180
Dépôts et cautionnements	92	85
Instruments financiers dérivés actifs	36	5
Autres actifs financiers	83	-
Valeur brute	13 376	15 015
Dépréciation des participations détenues	(492)	(407)
Dépréciation des prêts	(180)	(180)
Dépréciation	(672)	(587)
VALEUR NETTE DES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	12 704	14 428

Notre Groupe a souscrit à un emprunt obligataire convertible à hauteur de 1 050 milliers d'euros dans la société Greenwaves.

Le détail du poste « Participations détenues » est le suivant :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021				31 mars 2020			
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	% détenu	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	% détenu
Greenwaves Technologies	3 299	-	3 299	16,58 %	3 299	-	3 299	16,58 %
Technocom	3 850	(152)	3 698	8,00 %	3 350	(67)	3 283	8,00 %
Shanghai Simgui Technology Co. Ltd.	4 441	-	4 441	2,70 %	4 441	-	4 441	2,70 %
Cissoïd	340	(340)	-	0,19 %	340	(340)	-	0,19 %
Exagan	-	-	-	-	3 310	-	3 310	15,24 %
Autres	5	-	5	-	5	0	5	-
PARTICIPATIONS DETENUES	11 935	(492)	11 443	-	14 745	(407)	14 338	-

Sur l'exercice 2020-2021, notre Groupe a cédé sa participation dans la société Exagan pour 3 043 milliers d'euros (après déduction des frais de cession). Le résultat de cession enregistré sur l'exercice 2020-2021 n'est pas significatif dans la mesure où notre participation a été cédée pour un prix de cession correspondant à la juste valeur auquel cette dernière était enregistrée au 31 mars 2020.

3.6 Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Créances fiscales	10 831	4 853
Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations	3 995	3 527
Dépôts et cautionnements	577	617
Valeur brute	15 403	8 997
Dépréciation	-	-
VALEUR NETTE DES AUTRES ACTIFS NON COURANTS	15 403	8 997

Les créances fiscales non courantes de 10 831 milliers d'euros au 31 mars 2021 correspondent principalement aux crédits d'impôt recherche de Dolphin Design et de Soitec SA pour respectivement 6 524 milliers d'euros et 2 573 milliers d'euros.

Le montant total de la créance de crédit d'impôt recherche (part courante et part non courante) s'élève à 25 632 milliers d'euros au 31 mars 2021 (34 342 milliers d'euros au 31 mars 2020).

3.7 Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Matières premières	86 779	85 070
En cours de production	27 476	18 008
Produits finis et marchandises	26 266	31 034
Valeur brute	140 520	134 112
Dépréciations	(16 211)	(10 821)
VALEUR NETTE DES STOCKS	124 309	123 291

3.8 Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Créances clients : valeur brute	157 803	167 632
Dépréciation	(381)	(223)
VALEUR NETTE DES CRÉANCES CLIENTS	157 422	167 409

Au 31 mars 2021, l'échéancier des créances est résumé ci-après :

(en milliers d'euros)	Total des créances clients	Non échues	Échues depuis moins de 30 jours	Échues depuis 30 à 60 jours	Échues depuis 60 à 90 jours	Échues depuis plus de 90 jours
Valeur brute	157 803	150 910	4 626	818	852	597
Dépréciation	(381)	-	-	(280)	-	(101)
Valeur nette 31 mars 2021	157 422	150 910	4 626	538	852	496
Valeur brute	167 632	158 480	7 255	480	554	863
Dépréciation	(223)	-	-	-	-	(223)
Valeur nette 31 mars 2020	167 409	158 480	7 255	480	554	640

3.9 Autres actifs courants

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Créances fiscales et sociales	41 822	42 598
Créances sur cessions d'actifs	1 747	-
Charges constatées d'avance	2 370	2 141
Subventions à recevoir	25 606	25 927
Avances et acomptes versés sur commandes	3 811	1 565
Dépôts et cautionnements	92	39
Autres	1 631	1 704
Valeur brute	77 079	73 974
Provisions pour dépréciations	-	(29)
VALEUR NETTE DES AUTRES ACTIFS COURANTS	77 079	73 945

Au 31 mars 2021, les créances fiscales intègrent principalement des crédits d'impôt recherche d'un montant de 14 803 milliers d'euros (31 633 milliers d'euros au 31 mars 2020) ainsi que des créances fiscales pour 17 460 milliers d'euros (6 539 milliers d'euros au 31 mars 2020).

Les subventions d'exploitation à recevoir s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Subventions d'exploitation à recevoir à l'ouverture	25 927	19 561
Variation de périmètre et autres reclassements ⁽¹⁾	2 070	792
Perçues dans l'année	(15 032)	(11 505)
Comptabilisées au résultat	13 232	16 853
Écart de conversion	(591)	226
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION À RECEVOIR À LA CLÔTURE	25 606	25 927

(1) Au 31 mars 2021, les autres reclassements comprennent principalement les subventions relatives aux programmes d'investissements à Singapour pour 1 194 milliers d'euros.

Au 31 mars 2021, les subventions à recevoir concernent principalement les programmes « Nano 2022 » pour 9 582 milliers d'euros relatifs à Soitec SA et Soitec Lab et des programmes financés par le *Singapore Economic Development Board* pour 10 223 milliers d'euros.

3.10 Actifs financiers courants

Les actifs financiers courants s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Prêts	34	34
Intérêts courus	87	90
Charges constatées d'avance	30	78
Dépôts et cautionnement	275	139
Instruments financiers dérivés actifs	5 610	10
Autres	300	-
Valeur brute	6 336	351
Provisions pour dépréciations	-	-
VALEUR NETTE DES ACTIFS FINANCIERS COURANTS	6 336	351

Les instruments dérivés actifs pour 5 610 milliers d'euros correspondent à la juste valeur des couvertures de change (vente de dollar à terme essentiellement) ayant une maturité inférieure à 12 mois.

3.11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Trésorerie	504 260	170 994
Équivalents de trésorerie	140 116	20 004
VALEUR TOTALE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	644 376	190 998

La trésorerie est composée de comptes rémunérés et les équivalents de trésorerie sont des dépôts à terme disponibles à tout moment.

Les disponibilités détenues en banque sont essentiellement libellées en euros (88 % du total) et en dollars américains (10 % du total).

Le solde de trésorerie au 31 mars 2021 inclut 125 millions de rands (7,2 millions d'euros), liés à la vente des titres détenus dans notre ancienne filiale sud-africaine. Ces fonds ont été intégralement perçus depuis le 7 mai 2021, à la suite de l'obtention des autorisations nécessaires au rapatriement de ces derniers.

3.12 Actifs et passifs détenus en vue de la vente

Depuis le 31 mars 2020, en raison de la cession des actifs financiers liés à la centrale solaire en Afrique du Sud (titres mis en équivalence pour CPV Power Plant n° 1 détenus à hauteur de 20 % et remboursement du prêt consenti à l'un des actionnaires de la centrale de Touwsrivier), il n'existe plus d'actifs et passifs détenus en vue de la vente.

Les provisions relatives aux activités qui ont été arrêtées ou vendues et aux engagements sous-jacents à ces arrêts ou ventes d'activités (garanties données principalement) sont présentées avec les autres provisions au bilan.

3.13 Capital émis et réserves

Capital social et primes d'émission

Au 31 mars 2021, notre capital est composé d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 2,00 euros par action et d'actions de préférence d'une valeur nominale de 2,00 euros.

(en nombre d'actions)	31 mars 2021	31 mars 2020
Actions ordinaires au nominal de 2,00 euros	33 180 921	33 180 921
Actions de préférence au nominal de 2,00 euros	184 302	97 980
TOTAL	33 365 223	33 278 901

Au cours de l'exercice 2020-2021 les mouvements sur le capital ont été les suivants :

- 30 novembre 2020 : émission de 10 461 actions de préférence 2 (« ADP 2 ») souscrites par les salarié·es au prix de 88,90 euros en numéraire dans le cadre de la réouverture du plan de co-investissement « Topaz » : augmentation du capital social pour 20 922 euros et de la prime d'émission pour 909 061 euros ;
- 18 décembre 2020 : émission de 75 861 actions de préférence 2 (« ADP 2 ») gratuites suite à la fin de la 1^{re} tranche d'acquisition des ADP 2 gratuites attribuées le 30 novembre 2020 dans le cadre du plan « Topaz » : augmentation du capital social pour 151 722 euros (par imputation sur la prime d'émission).

Actions propres

Au 31 mars 2021, notre Société a en portefeuille 4 351 actions propres :

	31 mars 2021	31 mars 2020
Nombre d'actions propres	4 351	4 442
Valeur brute (en milliers d'euros)	369	377
Plus-value (moins-value) latente (en milliers d'euros)	350	(67)

La valeur brute de ces actions propres ainsi que les résultats de cession sont enregistrés en diminution des capitaux propres.

Autres réserves

La réévaluation des passifs au titre des régimes à prestations définies est enregistrée en autres éléments du résultat global, en contrepartie de la provision pour indemnités de départ à la retraite.

(en milliers d'euros)	Écart actuariel sur engagement de retraite	Réévaluation à la juste valeur des couvertures de change	Impôts différés	Résultat de cession sur titres autodétenus	Autres variations	Écart de conversion	Total
31 mars 2019	(5 389)	1	772	1 001	(15 729)	24 146	4 802
Variation de l'année	(2 088)	(415)	676	-	-	4 412	2 585
31 mars 2020	(7 477)	(414)	1 448	1 001	(15 729)	28 558	7 387
Variation de l'année	(1 365)	(3 325)	1 342	-	-	(11 611)	(14 959)
31 MARS 2021	(8 842)	(3 739)	2 790	1 001	(15 729)	16 947	(7 572)

La réserve de conversion comprend l'ensemble des écarts de change issus de la conversion des états financiers des activités à l'étranger, ainsi que les écarts de change issus de la conversion des éléments monétaires faisant partie d'un investissement net dans une activité à l'étranger.

Dividendes

Notre Conseil d'administration proposera à l'Assemblée Générale de nos actionnaires convoquée pour le 28 juillet 2021 de porter le bénéfice en réserves et report à nouveau et de ne pas distribuer de dividendes.

3.14 Paiement en actions

Incidence sur le compte de résultat consolidé des rémunérations payées en actions

Plans du 26 juillet 2018

Le 26 juillet 2018, le Conseil d'administration a décidé la mise en place de deux autres plans d'attribution gratuite d'actions ordinaires. Ces derniers profitent à l'ensemble des salarié·es de notre Société et de nos filiales, et ont pour but de les associer à la croissance future de notre Groupe.

Assortis de conditions de présence, d'ancienneté et de performance, ces deux plans ont conduit à attribuer un total de 308 263 actions ordinaires aux salarié·es, soit environ 1,1 % du capital social de notre Société à cette date.

Sous réserve de l'atteinte de l'ensemble des conditions fixées par les règlements de ces plans, les actions ordinaires ainsi attribuées seront effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires le 1^{er} jour ouvré suivant le 26 juillet 2021.

Le montant comptabilisé dans le compte de résultat au 31 mars 2021 au titre de ces plans d'attribution gratuite d'actions est une charge de 12 197 milliers d'euros (dont 6 007 milliers d'euros liés aux contributions sociales).

Plan de co-investissement

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 juillet 2019 a donné délégation au Conseil d'administration afin d'attribuer gratuitement des actions de préférence (ADP 2) en fonction de la réalisation d'objectifs d'EBITDA, de chiffre d'affaires et de performance du *Total Shareholder Return* (« TSR ») de l'action ordinaire de notre Société, par rapport à l'évolution de l'indice Euro Stoxx 600 Technology.

Les ADP 2 seront définitivement acquises, sous réserve du respect d'une condition de présence.

Au cours de l'exercice précédent (2019-2020) :

- 97 980 ADP2 (au prix unitaire de 84,17 euros) ont été souscrites par les salarié-es et mandataires sociaux et notre Conseil d'administration a procédé à l'émission de 97 980 ADP2 ;
- les ADP2 gratuites seront acquises par tranches sous réserve de condition de présence (40 % au 18 décembre 2020, 30 % au 1^{er} août 2021 et 30 % au 1^{er} août 2022). Au 18 décembre 2020, à l'issue de la 1^{ère} tranche, 75 861 ADP2 ont été émises.

Ce plan a fait l'objet d'une réouverture le 18 novembre 2020 et suite à la souscription de 10 461 ADP 2 (au prix unitaire de 88,9 euros) par les salarié-es, notre Conseil d'administration a procédé à l'émission de 10 461 ADP 2 le 30 novembre 2020 :

- les ADP 2 gratuites seront acquises par tranches sous condition de présence (60 % au 10 janvier 2022 et 40 % au 30 novembre 2022) ;
- le prix de souscription de 88,90 euros par ADP 2 a été déterminé par un expert indépendant, après prise en compte d'une décote d'illiquidité de 25 % ;
- la juste valeur de chacune des deux tranches a été valorisée selon notre meilleure estimation :
 - des probabilités d'atteinte des objectifs de revenu et d'EBITDA (selon notre *business plan*),
 - du nombre d'instruments à émettre compte tenu du taux de rotation du personnel.

Ce plan a généré une charge de 9 885 milliers d'euros (dont 421 milliers d'euros liés aux contributions sociales) dans le compte de résultat au 31 mars 2021.

Plan d'attribution d'actions gratuites réservé à certains salariés

Dans le cadre des autorisations données par l'Assemblée Générale Mixte en date du 26 juillet 2019, le Conseil d'administration de notre Société, a attribué :

- dans sa séance du 18 décembre 2019 un nombre total de 23 953 actions ordinaires ;
- dans sa séance du 17 mars 2020 un nombre total de 14 863 actions ordinaires ;
- dans sa séance du 18 novembre 2020 un nombre total de 7 394 actions ordinaires.

Cette attribution a pour objectif premier de permettre la mise en place d'un plan d'intéressement long terme aux résultats de notre Groupe au profit de certains membres du personnel salarié de la Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés.

Ces attributions sont assorties :

- d'une condition de présence ;
- de conditions de performances assises sur des objectifs d'EBITDA, de chiffre d'affaires et de performance du *Total Shareholder Return* (TSR) de l'action ordinaire de notre Société.

Ces plans ont généré une charge de 1 253 milliers d'euros (dont 370 milliers d'euros liés aux cotisations sociales) dans le compte de résultat au 31 mars 2021.

Plans d'attribution d'actions gratuites pour tous les employé-es et pour le management

Dans le cadre des autorisations données par l'Assemblée Générale Mixte en date du 26 juillet 2019, en reconnaissance des efforts de tous pour atteindre les objectifs et servir les clients en dépit des contraintes de la crise sanitaire au cours des derniers mois, le Conseil d'administration a décidé, lors de la réunion du 18 novembre 2020, d'attribuer à titre exceptionnel un plan d'actions gratuites à l'ensemble des salarié-es de notre Groupe correspondant à une dilution maximale de 0,43 % du capital avec des critères de performance.

Ce plan est à mettre en perspective d'une attribution gratuite d'actions soumis aux mêmes conditions de performance pour 22 dirigeants, décidée au cours de la même réunion du Conseil d'administration, pour une dilution maximale de 0,18 % du capital, dont 0,04 % pour notre Directeur général ainsi que 1 271 actions gratuites supplémentaires attribuées le 31 mars 2021.

211 702 actions ordinaires ont ainsi été attribuées dans le cadre de ces deux plans sous réserve de l'atteinte de conditions :

- de présence ;
- de performance sur la base d'objectifs :
 - d'EBITDA et de chiffre d'affaires sur l'exercice à clore le 31 mars 2023,
 - et de performance du *Total Shareholder Return* (« TSR ») de l'action ordinaire de notre Société par rapport à l'indice EURO Stoxx 600 Technology entre le 18 novembre 2020 et la date de publication des comptes consolidés de notre Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2023.

Ces plans ont généré une charge de 4 379 milliers d'euros (dont 609 milliers d'euros liés aux cotisations sociales) dans le compte de résultat au 31 mars 2021.

Plans d'attribution d'actions gratuites pour certains employé-es de Dolphin Design SAS

Le 18 novembre 2020, sur autorisation de l'Assemblée Générale du 26 juillet 2019, notre Conseil d'administration a mis en place un plan d'attribution gratuite d'actions ordinaires au profit de certains salarié-es de la filiale de notre Groupe, Dolphin Design SAS. Assorti de conditions de présence (au 1^{er} août 2024) et de performance (sur le revenu et l'EBITDA des exercices fiscaux 2021-2022 à 2023-2024), ce plan a conduit à attribuer de façon conditionnelle aux salarié-es 9 500 actions ordinaires.

Ce plan a généré une charge de 111 milliers d'euros (dont 17 milliers d'euros liés aux cotisations sociales) dans le compte de résultat au 31 mars 2021.

Paielements fondés sur les actions

Actions gratuites : le tableau ci-après indique dans quelle mesure les autorisations consenties par l'Assemblée Générale relatives aux attributions d'actions gratuites ont été mises en œuvre sur l'exercice clos le 31 mars 2021 :

Date d'Assemblée	23/03/2018	26/07/2019	26/07/2019	26/07/2019	26/07/2019	26/07/2019
Date du Conseil d'administration	26/07/2018	18/12/2019	17/03/2020	18/11/2020	18/11/2020	18/11/2020
Nombre d'actions	344 981	23 953	14 863	150 516	59 915	7 394
<i>dont nombre d'actions pour les mandataires sociaux</i>	-	-	-	-	13 306	-
Période d'acquisition	Du 26/07/2018 au 26/07/2021	Du 19/12/2019 au 01/08/2022	Du 17/03/2020 au 01/08/2022	Du 18/11/2020 au 01/08/2023	Du 18/11/2020 au 01/08/2023	Du 18/11/2020 au 18/11/2022
Période de conservation	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Nombre d'actions acquises	403	-	-	-	-	-
Nombre d'actions restantes	280 565	17 581	14 863	140 805	59 915	7 394

Actions de préférence : le tableau ci-après indique dans quelle mesure les autorisations consenties par l'Assemblée Générale relatives aux attributions d'actions de préférence ont été mises en œuvre sur l'exercice clos le 31 mars 2021 :

Date d'Assemblée	26/07/2019	26/07/2019
Date du Conseil d'administration	18/12/2019	18/11/2020
Nombre d'actions de préférence (AP) attribuées	293 940⁽¹⁾	42 183⁽²⁾
<i>dont nombre d'actions de préférence pour les mandataires sociaux</i>	31 982	-
Date d'attribution conditionnelle des AP	18/12/2019	18/11/2020
Date d'attribution définitive des AP	01/08/2022 ⁽³⁾	30/11/2022 ⁽⁴⁾
Date de conversion en actions ordinaires (AO)	01/08/2022	30/11/2022
Nombre d'actions ordinaires émises	-	-
Nombre d'actions ordinaires maximum restant à émettre	227 818	84 366

(1) 97 980 ADP achetées par les salariés et 195 960 ADP gratuites attribuées.

(2) 10 461 ADP achetées par les salariés et 28 122 ADP gratuites attribuées.

(3) 1^{re} tranche au 18/12/2020 (40 %), 2^e tranche au 01/08/2021 (30 %) et 3^e tranche au 01/08/2022 (30 %).

(4) 1^{re} tranche au 10/01/2022 (60 %) et 2^e tranche au 30/11/2022 (40 %).

3.15 Emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	Taux d'intérêt effectif (en %)	Devise	Échéance	31 mars 2021	31 mars 2020
COURANT					
Mobiliers (matériels industriels, en devise EUR)	0,25 % - 1,68 %	EUR	2021-2027	10 448	9 657
Mobiliers (Autres, en devise JPY)	3,48 %	JPY	2021	-	14
Contrats de location	0,60 % - 5,18 %	EUR	2021-2033	2 276	1 374
Contrats de location	1,87 % - 3,48 %	USD	2021-2025	22	71
Contrats de location	2,60 % - 3,48 %	JPY	2021-2024	8	92
Contrats de location	3,48 %	KRW	2022	11	11
Contrats de location	2,60 %	Autre devise	2021-2024	35	35
Emprunts					
Emprunts bancaires France	1,58 % - 5,5 %	EUR	2021-2024	40	46
Emprunts bancaires Singapour	1,87 %	EUR	2024-2025	9 235	-
Emprunt CDC	1,27 % - 1,49 %	EUR	2032	73	-
Autres					
Avances remboursables	-	EUR	2021	2 772	1 664
Instruments financiers dérivés passifs	-	EUR	2021	5 014	1 096
Fournisseurs financiers	-	EUR	2021	1 441	999
Ligne de crédit autorisée utilisée (principale, en devise EUR)	0,62 % - 2 %	EUR	2021	3 543	34 021
Engagements de rachat	-	EUR	-	-	2 000
Autres passifs financiers	1,63 %	EUR	2021	1 288	1 101
DETTES FINANCIÈRES COURANTES				36 206	52 182
NON COURANT					
Contrats de location (IFRS 16)					
Mobiliers (matériels industriels, en devise EUR)	0,25 % - 1,68 %	EUR	2021-2027	30 440	37 427
Mobiliers (Autres, en devise JPY)	3,48 %	JPY	2021	-	19
Contrats de location	0,60 % - 5,18 %	EUR	2021-2033	11 450	3 990
Contrats de location	1,87 % - 3,48 %	USD	2021-2025	43	24
Contrats de location	2,60 % - 3,48 %	JPY	2021-2024	2	11
Contrats de location	3,48 %	KRW	2022	-	11
Contrats de location	2,60 %	Autre devise	2021-2024	69	98
Emprunts					
Emprunt obligataire : OCEANE 2023	0,00 %	EUR	2023	139 350	134 829
Emprunt obligataire : OCEANE 2025	0,00 %	EUR	2025	289 868	-
Emprunts bancaires France	1,58 % - 5,5 %	EUR	2021-2024	1 041	61
Emprunts bancaires Singapour	1,87 %	EUR	2024-2025	30 186	-
Emprunt CDC	1,27 % - 1,49 %	EUR	2032	94 559	-
Autres					
Avances remboursables	-	EUR	2021-2028	5 178	6 605
Lignes de crédit autorisées utilisées	0,56 % - 0,56 %	EUR	2023	2 161	-
Instruments financiers dérivés passifs	-	EUR	2022-2023	3 267	63
Engagements de rachat	-	EUR	2022-2024	4 547	7 836
Autres passifs financiers	-	EUR	2022	111	1 548
DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES				612 273	192 523

Les emprunts et dettes financières se détaillent comme suit :

OCEANE 2025

Le 1^{er} octobre 2020, notre Société a émis des obligations convertibles ou échangeables en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) venant à l'échéance le 1^{er} octobre 2025 pour un montant total de 325 millions d'euros. Les frais d'émission se sont élevés à 3 942 milliers d'euros.

Après une évaluation initiale de la composante dette à 289 713 milliers d'euros, un montant de 35 287 milliers d'euros (montants bruts avant déduction des frais d'émission) a été comptabilisé en capitaux propres sur l'exercice 2020-2021. Le montant comptabilisé dans le compte de résultat pour l'exercice clos le 31 mars 2021 relatif aux charges d'intérêts liés à la désactualisation de la dette et à l'étalement des frais d'émission s'élève à 3 668 milliers d'euros.

OCEANE 2023

Le 28 juin 2018, notre Société a émis des obligations convertibles ou échangeables en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) venant à échéance le 28 juin 2023 pour un montant total de 150 millions d'euros.

Après une évaluation initiale de la composante dette à 129 293 milliers d'euros, un montant de 20 707 milliers d'euros (montants bruts avant déduction des frais d'émission) a été enregistré en capitaux propres sur l'exercice 2018-2019. Le montant comptabilisé dans le compte de résultat pour l'exercice clos le 31 mars 2021 relatif aux charges d'intérêts liés à la désactualisation de la dette et à l'étalement des frais d'émission s'élève à 4 520 milliers d'euros.

Contrats de location

Notre Groupe a conclu de nouveaux contrats de crédit-bail mobilier (financement d'équipements de production pour nos sites de Bernin et d'Hasselt (Belgique)) pour un montant total de 4 085 milliers d'euros portant intérêt à des taux compris entre 0,39 % et 1,23 %.

Une augmentation des contrats de location simple a été enregistrée sur l'exercice pour 10 639 milliers d'euros et concerne principalement :

- l'allongement de la durée de location prévue du bâtiment administratif de Bernin (neuf ans supplémentaires) ;
- la mise en place de nouveaux baux immobiliers à Bernin, Meylan (pour Dolphin Design) et en Belgique (pour Soitec Belgium) ;
- la mise à disposition de bureaux et salles blanches dans le cadre de notre ligne pilote SIC hébergée au CEA.

Prêt à long terme de 200 millions d'euros par la Banque des Territoires

Le 27 mars 2020, notre Groupe s'est vu accorder par la Banque des Territoires (Groupe Caisse des Dépôts) un prêt au titre du Programme d'investissements d'avenir (PIA) dans le cadre du plan Nano 2022. Les tirages sur cette ligne de crédit seront étalés au cours des prochaines années pour soutenir à la fois le financement des programmes de R&D et celui d'investissements dans des infrastructures de première industrialisation en France. Ce prêt, d'un montant maximum de 200 millions d'euros et soumis à condition d'investissement, est remboursable par amortissement constant jusqu'au douzième anniversaire de la signature du contrat (2032), après un différé d'amortissement de deux ans. Il porte intérêt à un taux égal au taux de rendement d'une obligation assimilable au trésor à taux fixe (OAT) émise par l'État français majoré d'une marge de 1,43 %.

Sur l'exercice 2020-2021, notre Groupe a effectué des tirages à hauteur de 94 559 milliers d'euros.

Emprunts bancaires

Notre Groupe a conclu en novembre 2020 un contrat de prêt syndiqué auprès de quatre banques asiatiques pour financer des équipements de notre site de Singapour pour un montant à l'origine de 44 406 milliers d'euros, avec une maturité à cinq ans (2025). Ce prêt porte intérêt à un taux égal à EURIBOR 3 mois majoré d'une marge moyenne de 1,87 %. Ce financement est assorti d'une garantie sur les équipements financés.

Lignes de crédits bancaires

Sur l'exercice 2020-2021, Dolphin Design s'est vu octroyer une ligne de crédit de 2 161 milliers d'euros correspondant au financement de la créance détenue sur le Trésor Public au titre du crédit d'impôt recherche de 2019.

Avances remboursables

Les dettes liées aux avances remboursables perçues au titre des programmes d'aide Nanosmart, Guépard et Allegro ont été comptabilisées sur la base de la meilleure estimation des remboursements dérivants de leur plan d'affaires (chiffre d'affaires généré par les nouveaux produits développés dans le cadre de ces programmes d'aide), après actualisation des flux.

Une forte correction à la hausse des prévisions à long terme de ventes de FD-SOI ou de SOI pour les applications de radio-fréquence pourrait conduire au reclassement en dette d'une partie de l'avance remboursable perçue au titre du programme Nanosmart passée en résultat lors des exercices précédents. Le montant théorique maximum qui pourrait être reclassé est de 8 007 milliers d'euros, la probabilité d'atteindre un tel niveau étant très faible.

De la même manière, une forte correction à la hausse des prévisions à long terme de ventes de produits pour les applications de radio-fréquence, photonique et solaire spatial pourrait conduire au reclassement en dette d'une partie de l'avance remboursable perçue au titre du programme Guépard passée en résultat lors des exercices précédents. Le montant théorique maximum qui pourrait être reclassé est de 8 295 milliers d'euros, la probabilité d'atteindre un tel niveau étant extrêmement faible.

Inversement, en cas de révision à la baisse des prévisions de ventes, le montant maximum d'avances figurant au passif du bilan et qui pourraient être reclassées en résultat, est de 4 775 milliers d'euros.

Engagements de rachats

Dolphin

Le pacte d'actionnaires de Dolphin Design SAS inclut une option de vente octroyée à MBDA. Selon cette option, MBDA peut exiger de notre Groupe qu'il rachète l'intégralité des 40 % de titres que MBDA détient dans Dolphin Design SAS, et ce entre le 1^{er} novembre et le 31 décembre 2022 (avec également la possibilité de racheter une 1^{re} tranche de 20 % en novembre 2020). Cette option constitue une obligation qui a fait l'objet d'une valorisation d'un montant de 6 767 milliers d'euros au 31 mars 2020.

En novembre 2020, notre Groupe a exercé son option de racheter 20 % de Dolphin Design pour un prix fixe de 2 000 milliers d'euros. L'option résiduelle sur les 20 % restant a été valorisée à 3 525 milliers d'euros au 31 mars 2021 selon la meilleure estimation de l'atteinte des critères de performance sur la base de notre plan d'affaires.

Soitec Belgium

Au 31 mars 2021, les dirigeants fondateurs de Soitec Belgium détiennent 3,39 % du capital. Le pacte d'actionnaire prévoit une option croisée d'achat/vente à ces dirigeants pour un prix qui sera fixé en fonction de l'atteinte de critères de performance. Cette dette a été évaluée à la juste valeur soit 1 022 milliers d'euros au 31 mars 2021 (3 069 milliers d'euros au 31 mars 2020) selon la meilleure estimation de l'atteinte des critères de performance sur la base de notre plan d'affaires, sur la période contractuelle.

Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers concernent notamment la partie différée du prix d'acquisition ferme de Soitec Belgium.

Les échéances de remboursement s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021				31 mars 2020
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	
CONTRATS DE LOCATION (IFRS 16)					
Location des équipements	10 448	28 284	2 156	40 888	47 116
Autres locations	2 352	5 880	5 684	13 916	5 719
EMPRUNTS					
Emprunt obligataire : OCEANE 2023	-	139 350	-	139 350	134 829
Emprunt obligataire : OCEANE 2025	-	289 868	-	289 868	-
Emprunt bancaire	9 348	65 421	60 365	135 134	107
AUTRES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES					
Avances remboursables	2 772	4 335	843	7 950	8 269
Instruments financiers dérivés passifs	5 014	3 267	-	8 281	1 159
Ligne de crédit autorisée utilisée	3 543	2 161	-	5 704	34 021
Engagement de rachat	-	4 547	-	4 547	9 836
Autres passifs financiers	2 729	111	-	2 840	3 648
TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	36 206	543 224	69 048	648 479	244 704

La variation des passifs issus des activités de financement est présentée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	31 mars 2020	Mouvements de trésorerie	Mouvements ne donnant pas lieu à flux de trésorerie			31 mars 2021
			Variation	Écarts de conversion	Variation de juste valeur	
Emprunts et autres dettes financières non courantes	142 726	449 334	-	(390)	(29 958)	561 712
Emprunts et autres dettes financières courantes	37 175	(22 876)	-	(116)	-	14 183
Contrats de location (IFRS 16)	52 835	(12 749)	14 724	(5)	-	54 805
Autres	-	(136)	136	-	-	-
Instruments financiers dérivés actifs	-	(36)	-	-	-	(36)
TOTAL DES PASSIFS ISSUS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	232 736	413 537	14 860	(511)	(29 958)	630 664

Les contrats de location IFRS 16 par catégorie s'inscrivent dans les dettes financières comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeur nette comptable de la dette de loyers au 31 mars 2020	Augmentation de la dette de loyers	Diminution de la dette de loyers	Écart de conversion	Valeur nette comptable de la dette de loyers au 31 mars 2021
Constructions	5 423	9 303	(1 858)	(3)	12 865
Équipements	47 116	4 085	(10 310)	(1)	40 890
Autres immobilisations	296	1 336	(580)	(1)	1 050
TOTAL CONTRATS DE LOCATION IFRS 16	52 835	14 724	(12 748)	(5)	54 805

3.16 Provisions et autres passifs non courants

Les provisions et autres passifs non courants s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Produits constatés d'avance	18 570	16 914
Impôts différés passifs	3 633	4 257
Passifs non courants	22 203	21 171
Provisions	21 597	19 344
PROVISIONS ET AUTRES PASSIFS NON COURANTS	43 800	40 515

Au 31 mars 2021, les produits constatés d'avance sont notamment composés :

- de ventes de prototypes et crédit d'impôt recherche/subventions relatifs à des coûts de développement capitalisés pour respectivement 4 589 milliers d'euros et 8 625 milliers d'euros (contre respectivement 4 807 milliers d'euros et 6 027 milliers d'euros au 31 mars 2020) ;
- de subventions à reconnaître en résultat pour 4 497 milliers d'euros (4 840 milliers d'euros au 31 mars 2020) ;

- royalties à reconnaître en revenu pour 859 milliers d'euros (1 241 milliers d'euros au 31 mars 2020).

Les provisions pour risques et charges non courantes sont constituées de la provision pour indemnités de départ à la retraite pour un montant de 16 964 milliers d'euros (14 382 milliers d'euros au 31 mars 2020) ainsi que de 4 633 milliers d'euros de provisions liées aux engagements donnés sur l'activité solaire (4 962 milliers d'euros au 31 mars 2020).

Tableau de variation des provisions

Les provisions s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2020	Dotations de l'exercice	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Écart de conversion	Écarts actuariels classés en autres éléments du résultat global	31 mars 2021
PROVISIONS COURANTES							
Pour litiges	1 888	464	-	(490)	-	-	1 862
Pour restructuration	235	80	-	-	(12)	-	303
Total courant	2 123	544	-	(490)	(12)	-	2 165
PROVISIONS NON COURANTES							
Pour retraites	14 382	2 120	(745)	(158)	-	1 365	16 964
Total non courant	14 382	2 120	(745)	(158)	-	1 365	16 964
Provisions liées aux activités solaires *	5 555	36	(397)	(130)	30	-	5 094
TOTAL PROVISIONS	22 060	2 700	(1 142)	(778)	18	1 365	24 223

* Dont courant 461 milliers d'euros et non courant 4 633 milliers d'euros.

La provision pour indemnités de départ à la retraite est détaillée dans la note 5.1.

Les provisions relatives aux activités qui ont été arrêtées ou vendues (activités solaires) et aux engagements sous-jacents à ces arrêts ou ventes d'activités sont de 5 094 milliers d'euros dont 4 633 milliers d'euros en non courant et 462 milliers d'euros en courant et réparties de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31 mars 2020	Dotations de la période	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Écart de conversion	31 mars 2021
• Démantèlement de centrales solaires (hors États-Unis) et indemnités	3 844	-	-	-	-	3 844
• Coûts de fin d'opérations	828	16	(249)	-	-	595
Site de Freiburg	4 672	16	(249)	-	-	4 439
• Coûts de fin d'opérations	416	-	(62)	(130)	(27)	197
Site de San Diego	416	-	(62)	(130)	(27)	197
• Coûts de fin d'opérations	467	20	(86)	-	57	458
Site Afrique du Sud	467	20	(86)	-	57	458
TOTAL	5 555	36	(397)	(130)	30	5 094

Les coûts de fin d'opérations ont été estimés principalement sur la base des prévisions de coûts de maintenance à engager avant extinction des engagements en cours.

Les montants provisionnés au titre des indemnités sont basés sur des estimations réalisées par la Direction, relatives aux risques contractuels de sortie de ressources sur les litiges en cours.

3.17 Fournisseurs et comptes rattachés

Les fournisseurs et comptes rattachés s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS	78 989	76 318

Les dettes fournisseurs sont uniquement composées de dettes courantes d'exploitation.

3.18 Provisions et autres passifs courants

Les provisions et autres dettes courantes s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Avances et acomptes reçus sur commandes clients	17 953	16 768
Fournisseurs d'immobilisations	31 497	11 538
Dettes fiscales et sociales	57 807	51 600
Produits constatés d'avance	4 584	3 084
Autres dettes	6 796	2 252
Autres passifs courants	118 637	85 242
Provisions	2 626	2 716
PROVISIONS ET AUTRES PASSIFS COURANTS	121 263	87 958

Les provisions sont détaillées dans la note 3.16.

En 2021, les autres dettes comprennent principalement les subventions à reverser aux partenaires de nos projets de R&D pour 3 456 milliers d'euros et la rémunération des administrateurs (anciens jetons de présence) pour 1 010 milliers d'euros.

NOTE 4. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1 Frais de personnel

Les frais de personnel comptabilisés en charge s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Charges de personnel y compris charges sociales ⁽¹⁾	(125 816)	(124 149)
Retraites	(837)	208
Charges liées aux paiements fondés sur des actions ⁽²⁾	(28 173)	(21 729)
TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL	(154 826)	(145 670)

(1) Les charges de personnel présentées comprennent également la charge d'intéressement et de participation.

(2) Y compris contributions sociales.

L'effectif moyen de notre Groupe en nombre de salarié-es équivalent temps plein est le suivant :

(en équivalent temps plein)	31 mars 2021	31 mars 2020
Production	989	919
R&D	353	339
Services commerciaux et marketing	33	31
Direction générale et personnel administratif	213	196
TOTAL DE L'EFFECTIF EN ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN	1 588	1 484

4.2 Frais de R&D

Les frais de R&D s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Frais opérationnels de R&D bruts	(74 133)	(66 889)
<i>dont dotations aux amortissements sur projets capitalisés</i>	<i>(4 408)</i>	<i>(987)</i>
Ventes de prototypes	1 863	7 859
Subventions de R&D comptabilisées au résultat	8 872	11 246
Crédit impôt recherche	16 304	14 136
Autres revenus	2 716	1 154
Total des produits déduits des frais opérationnels bruts	29 755	34 395
TOTAL DES FRAIS OPÉRATIONNELS DE R&D NETS	(44 378)	(32 494)

Au cours de l'exercice 2020-2021, 14 619 milliers d'euros de coûts de développement ont été capitalisés (17 544 milliers d'euros sur 2019-2020).

4.3 Dotations aux amortissements

La charge d'amortissement au compte de résultat se répartit comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Coût des ventes	(44 650)	(35 496)
Frais de R&D	(12 705)	(8 250)
Frais commerciaux	(271)	(137)
Charges administratives	(2 234)	(1 637)
TOTAL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	(59 860)	(45 520)

L'augmentation des dotations aux amortissements résulte principalement du fort niveau d'investissement des dernières années.

IFRS 16 – Contrats de location

(en milliers d'euros)	Charge d'amortissement des droits d'utilisation pour l'exercice au 31 mars 2021	Charge d'intérêts relative à la dette de loyers pour l'exercice au 31 mars 2021	Charge de loyers pour l'exercice au 31 mars 2021
CONTRATS DE LOCATION IFRS 16			
Constructions	(1 850)	(132)	(2 038)
Équipements	(8 014)	(313)	(10 583)
Autres immobilisations	(603)	(26)	(552)
Total de contrats de location IFRS 16	(10 467)	(471)	(13 173)
Contrats de courte durée ou de faible valeur (exemption)	-	-	(1 358)
Total de contrats de location non retraités	-	-	(1 358)
TOTAL	(10 467)	(471)	(14 531)

4.4 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels au compte de résultat se répartissent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Plus-value sur cession d'actifs	392	1 906
Autres produits opérationnels	-	5
Total des autres produits opérationnels	392	1 911
Autres charges opérationnelles	(30)	(100)
Total des autres charges opérationnelles	(30)	(100)
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	362	1 811

Au 31 mars 2021 les autres produits opérationnels incluent la plus-value de cession de l'activité Mémoire de Dolphin Design pour 392 milliers d'euros.

Au 31 mars 2020, les autres produits opérationnels étaient essentiellement constitués par la plus-value sur la cession du site industriel de Villejust pour 1 906 milliers d'euros. Ce site était sans activité depuis quatre ans et entièrement déprécié dans les comptes.

4.5 Produits financiers

Les produits financiers se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Mise à la juste valeur des actifs financiers	-	1 872
Autres intérêts et produits assimilés	376	424
Autres produits financiers	99	-
Reprise de provisions	-	344
Résultat de change net *	-	589
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	475	3 229

* Les gains et pertes de change sont présentés en valeurs nettes.

Au 31 mars 2021, les produits financiers sont constitués :

- d'intérêts reçus pour 376 milliers d'euros ;
- de dividendes reçus de nos participations non consolidées pour 99 milliers d'euros.

Au 31 mars 2020, les autres produits financiers étaient constitués :

- de la mise à la juste valeur des actifs financiers (participations détenues) pour 1 872 milliers d'euros ;
- d'intérêts reçus pour 424 milliers d'euros ;
- d'une reprise de provision pour dépréciation sur participation détenue pour 344 milliers d'euros ;
- d'un résultat net de change de 589 milliers d'euros.

4.6 Charges financières

Les charges financières se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Intérêts sur emprunts et comptes courants bancaires	(1 044)	(230)
Intérêts sur contrats de location	(471)	(381)
Intérêts sur OCEANE	(8 189)	(4 398)
Autres intérêts et charges assimilées	(435)	(370)
Dépréciation des actifs financiers – Participations détenues	(86)	(67)
Autres charges financières	(1 436)	(1 856)
Résultat de change net *	(3 603)	-
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES	(15 264)	(7 302)

* Les gains et pertes de change sont présentés en valeurs nettes.

Au 31 mars 2021, les autres intérêts et charges financières se composent :

- des charges financières liées aux emprunts convertibles qui sont en augmentation du fait de l'émission de notre OCEANE 2025 en octobre 2020 ;
- d'une perte de change principalement expliquée par une dépréciation du dollar américain face à l'euro sur l'exercice 2020-2021.

Au 31 mars 2020, les autres intérêts et charges financières étaient principalement liés à la désactualisation des avances remboursables pour des projets de R&D et à la charge d'intérêts pour les engagements de retraite.

4.7 Impôts

Au 31 mars 2021, la charge nette d'impôt de l'exercice est de 1 494 milliers d'euros et résulte d'une charge d'impôt courant d'un montant de 9 575 milliers d'euros provenant principalement de notre Société et de notre filiale japonaise, en partie compensée par la comptabilisation d'un produit d'impôts différés actifs pour 8 081 milliers d'euros (dont 12 956 milliers d'euros de déficits reportables activés sur l'exercice).

L'écart entre l'impôt sur les sociétés théorique, calculé selon le taux en vigueur en France (32,02 % au 31 mars 2021) et la charge d'impôt reflétée au compte de résultat s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Produit (charge) théorique d'impôt sur les sociétés au taux en vigueur	(23 748)	(39 445)
Impôts différés actifs non activés	(1 948)	(1 419)
Provisions et charges non déductibles (différence permanente)	(462)	(76)
Produits non taxables (crédit impôt recherche)	5 022	5 748
Imputation de déficits reportables	11 825	22 213
Activation de déficits reportables	12 956	7 015
Impact des différences de taux d'impôt sur les sociétés	(178)	2 987
Païement fondé sur des actions	(4 683)	(6 382)
Autres différences	(279)	4 474
PRODUIT (CHARGE) D'IMPÔT TOTAL	(1 494)	(4 885)

Les impôts différés actifs et passifs sont principalement composés des éléments suivants par nature :

(en milliers d'euros)	31 mars 2020	Variation via le compte de résultat	Variation via les autres éléments du résultat global	31 mars 2021
IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS				
Déficits reportables nets	39 445	12 956	-	52 401
Décalages temporaires ⁽¹⁾	2 371	31	-	2 402
Autres éléments ⁽²⁾	9 858	1 803	7 541	19 202
Total des impôts différés actifs	51 674	14 790	7 541	74 005
IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS				
Impôts différés nets sur contrats de location	(4 451)	275	-	(4 176)
Impôts différés sur instruments financiers	304	(551)	945	698
Autres éléments ⁽²⁾	(14 608)	(6 432)		(21 040)
Total des impôts différés passifs	(18 755)	(6 708)	945	(24 518)
IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS	32 919	8 082	8 486	49 487

(1) Les décalages temporaires comprennent essentiellement des provisions réintégrées fiscalement.

(2) En 2021, les autres éléments comprennent essentiellement les impôts différés relatifs aux plans d'attribution gratuites d'actions pour 13,3 millions d'euros, aux indemnités de départ à la retraite pour 4,4 millions d'euros, les avances remboursables pour (4,6) millions d'euros, la part capitaux propres de notre emprunt obligataire OCEANES 2023 pour (10,9) millions d'euros ainsi que les impôts différés passifs sur les actifs incorporels identifiés lors des acquisitions de Soitec Belgium Dolphin Design SAS pour (3,9) millions d'euros.

Notre Groupe a constaté dans ses impôts différés actifs le montant de 52 401 milliers d'euros au titre des déficits reportables en France qu'il compte utiliser dans les années à venir. Le montant des déficits reportables (en base) sur la France (Soitec SA est la principale entité contributrice de notre Groupe) s'élève à 623 441 milliers d'euros au 31 mars 2021.

Le montant des déficits reportables non activés s'élève à 11 654 milliers de dollars pour Soitec Microelectronics Singapore, 308 515 milliers de dollars pour Soitec USA Holding (à utiliser d'ici le 31 mars 2027 au plus tard) et 9 256 milliers d'euros pour Soitec Belgium.

4.8 Résultat net par action

Sont présentées ci-dessous les informations sur les actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action :

(en nombre d'actions)	31 mars 2021	31 mars 2020
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (hors actions propres) pour le résultat de base par action	33 176 570	32 245 503
Effets de la dilution		
Actions de préférence	85 262	-
OCEANE	1 435 818	1 435 818
Actions gratuites	316 657	302 848
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES (HORS ACTIONS PROPRES) AJUSTÉ POUR LE RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTIONS	35 014 307	33 984 169

En addition des actions dilutives mentionnées ci-dessus, au 31 mars 2021, 2 306 332 instruments sont potentiellement dilutifs et ne sont pas inclus dans le calcul du résultat par action à cette date dans la mesure où ils sont soit anti-dilutifs soit conditionnels à la réalisation de conditions de performance qui ne sont pas encore réalisées à la date de clôture.

4.9 Résultat net des activités abandonnées

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Chiffre d'affaires	-	-
Produit/(Charge) de la période	181	(162)
Résultat opérationnel courant	181	(162)
Autres charges opérationnelles nettes	-	(421)
Résultat opérationnel	181	(583)
Plus-value cession actifs résiduels en Afrique du Sud	-	589
Résultat financier	(612)	(819)
Résultat avant impôt	(431)	(813)
Impôt	(967)	(54)
RÉSULTAT APRÈS IMPÔT DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES	(1 398)	(867)

Au 31 mars 2021, le résultat des activités abandonnées correspond principalement à une charge d'impôt courante pour 967 milliers d'euros et un effet change défavorable pour 612 milliers d'euros.

Au 31 mars 2020, le résultat des activités abandonnées était une perte de 867 milliers d'euros qui provenait principalement d'un effet de change défavorable, partiellement compensé par une plus-value de cession d'actifs en Afrique du Sud.

NOTE 5. AUTRES INFORMATIONS

5.1 Retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi

Montant des engagements

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Engagements de retraite	16 964	14 800
Juste valeur des actifs du régime	-	(418)
ENGAGEMENTS INSCRITS AU BILAN	16 964	14 382

Notre Groupe enregistre les engagements de retraite au passif du bilan pour le montant correspondant à l'engagement estimé sur la base des informations les plus probables à la clôture de l'exercice et les effets résultant des changements d'hypothèses actuarielles sont constatés dans les autres éléments du résultat global dans la rubrique « Réévaluations du passif au titre des régimes à prestations définies ».

Engagements de retraite

Description des régimes

Les engagements de retraite et autres avantages accordés au personnel à long terme concernent uniquement des salarié·es en activité. Les régimes mis en place pour couvrir ces avantages sont soit des régimes

à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies. Seuls les régimes à prestations définies donnent lieu à constitution de provisions. Ils concernent essentiellement les indemnités de départ à la retraite auxquelles se rajoutent d'autres engagements de retraite et compléments de retraite.

Les régimes de retraite à prestations définies sont parfois couverts par des fonds, qui font périodiquement l'objet d'une évaluation actuarielle par des actuaires indépendants. La valeur de ces fonds, lorsqu'ils existent, est déduite du passif. Les actifs sont composés de supports de gestion à vocation sécuritaire et/ou dynamique, après l'analyse avec l'entreprise de ses engagements en fonction des dates prévisionnelles de départ en retraite de son personnel.

	31 mars 2021	31 mars 2020
Âge de départ à la retraite	De 62 à 65 ans selon les catégories	De 62 à 65 ans selon les catégories
Probabilité de départ en turnover (moyenne)	De 0,00 % à 5,75 % selon l'âge	De 0,00 % à 5,75 % selon l'âge
Taux annuel d'inflation	1,60 %	2,00 %
Taux annuel de revalorisation des rémunérations	de 1,00 % à 2,50 %	de 1,00 % à 2,50 %
Taux de contributions	24 %	24 %
Taux annuel d'actualisation	0,75 %	1,40 %

La sensibilité de l'IDR à ces hypothèses est décrite ci-dessous : sensibilité des résultats au taux d'actualisation (plus ou moins 1 point par rapport au jeu de base).

	Taux annuel d'actualisation		
	- 0,25 %	0,75 %	1,75 %
	(- 1 point)	(jeu de base)	(+ 1 point)
VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION (ENGAGEMENT)	19 %	100 %	- 18 %

Évolution des engagements de retraite

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Engagement à l'ouverture	14 799	13 320
Coût des services rendus	1 493	1 245
Intérêts crédités	210	147
Prestations réellement payées	(745)	(1 334)
Autres prestations	(158)	(359)
Variation de périmètre	-	(308)
Écarts actuariels	1 365	2 088
ENGAGEMENT À LA CLÔTURE	16 964	14 799

Évolution de la juste valeur des actifs du régime

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Juste valeur des actifs du régime à l'ouverture	418	410
Prestations payées nettes des cotisations versées	(420)	-
Rendement des actifs de couverture	5	4
Écarts actuariels	(3)	4
Juste valeur des actifs du régime à la clôture	-	418

Évolution de l'engagement inscrit au bilan

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Engagement à l'ouverture	14 381	12 910
Coût des services rendus	1 493	1 245
Intérêts crédités	210	147
Rendement des actifs de couverture	(5)	(4)
Écarts actuariels	1 368	2 084
Prestations réellement payées – prestations prélevées sur le fonds d'assurance	(325)	(1 334)
Variation de périmètre	-	(308)
Autres prestations	(158)	(359)
ENGAGEMENT À LA CLÔTURE	16 964	14 381

Charges comptabilisées au compte de résultat

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Coût des services rendus	1 493	1 245
Intérêts crédités	210	147
Rendement attendu sur les actifs du régime	415	(4)
TOTAL DE LA CHARGE COMPTABILISÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT	2 117	1 388

5.2 Engagements et obligations contractuels

L'état des engagements et obligations contractuels est le suivant :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021				31 mars 2020
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	Total
Engagements donnés figurants en engagement hors bilan					
Obligation relative aux contrats de location simple	-	-	-	-	57
Nantissements	-	-	-	-	18 000
Garanties données	-	59 401	20 004	79 405	25 165
Autres engagements	20 244	60 631		80 875	27 382
TOTAL DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES FIGURANT AU BILAN ET HORS BILAN	20 244	120 032	20 004	160 280	70 604
Engagements reçus					
LIGNES DE CRÉDIT AUTORISÉES NON UTILISÉES	-	75 000	-	75 000	45 000

Au 31 mars 2021, le total des garanties/nantissements/engagements donnés s'élève à 160 280 milliers d'euros et les principaux bénéficiaires sont les suivants :

- garantie donnée sur les équipements financés par le prêt syndiqué à Singapour pour un montant de 39 789 milliers d'euros ;
- garantie donnée à la société de projet hébergeant la centrale solaire de Touwsrivier (CPV Power Plant n° 1) : 20 000 milliers d'euros ;
- garantie donnée à la Société Générale : 14 211 milliers d'euros dans le cadre de deux contrats respectivement de 7 711 et 6 500 milliers d'euros sur des avances faites par un de nos clients ;
- garanties données aux acquéreurs des centrales solaires de Desert Green : 3 028 milliers d'euros ;
- engagement d'achat de fournitures de matières premières auprès du fournisseur SK Siltron sur quatre ans à effet depuis le 1^{er} avril 2020 pour 80 875 milliers d'euros.

5.3 Informations relatives aux parties liées

Au 31 mars 2021, le Conseil d'administration est composé de :

- Éric Meurice ;
- Paul Boudre, qui assure par ailleurs la direction exécutive de notre Groupe en sa qualité de Directeur général ;
- Bpifrance Participations, représentée par Sophie Paquin ;
- CEA Investissement, représentée par Guillemette Picard ;
- Thierry Sommelet, sur proposition de Bpifrance Participations ;
- Jeffrey Wang, sur proposition de NSIG ;
- Kai Seikku, sur proposition de NSIG ;
- Laurence Delpy ;
- Christophe Gegout ;
- Satoshi Onishi ;
- Françoise Chombar ;
- Shuo Zhang ;
- Wissème Allali ;
- Didier Landru.

Parmi les 14 administrateurs, quatre sont des administrateurs indépendants, à savoir, Eric Meurice, Laurence Delpy, Françoise Chombar et Shuo Zhang. En effet, ils n'ont aucun mandat exécutif au sein de notre Société ou de notre Groupe, n'entretiennent aucune relation de quelque nature que ce soit avec notre Société, notre Groupe ou notre Direction générale, qui puisse compromettre l'exercice de leur liberté respective de jugement, et ils sont tous les quatre dépourvus de liens d'intérêt particulier avec ces derniers. Le 2 février 2021, deux administrateurs représentant les salariés, Wissème Allali et Didier Landru, ont rejoint le Conseil d'administration.

Société Shin-Etsu Handotai Co. Ltd.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, les achats de matières premières réalisés auprès de la société Shin-Etsu Handotai ont représenté 142 265 milliers d'euros (185 276 milliers d'euros au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020). Notre Groupe a facturé au titre des redevances la société Shin-Etsu Handotai pour 3 995 milliers d'euros sur l'exercice 2020-2021 (3 599 milliers d'euros sur l'exercice 2019-2020).

Autres parties liées

Pour l'exercice 2020-2021, notre Groupe a versé au CEA 4 276 milliers d'euros au titre du contrat de R&D (7 344 milliers d'euros pour l'exercice 2019-2020), 6 293 milliers d'euros au titre de la convention d'accueil nouvellement signée (834 milliers d'euros pour l'exercice 2019-2020) et 10 698 milliers d'euros au titre des redevances de brevet (4 960 milliers d'euros pour l'exercice 2019-2020). Notre Groupe a facturé par ailleurs le CEA pour 1 831 milliers d'euros relatif principalement lié à la vente de plaques 300 mm (1 484 milliers d'euros au 31 mars 2020).

Au cours de l'exercice, notre Groupe a versé à la société Simgui 51 800 milliers de dollars pour l'achat de plaques de SOI 200 mm (45 500 milliers de dollars pour l'exercice 2019-2020).

Notre Groupe lui a facturé 23 200 milliers de dollars de substrats de silicium (contre 19 100 milliers de dollars sur l'exercice 2019-2020).

En 2020, notre Groupe a facturé des prestations de salle blanche à la société Exagan, au sein de laquelle notre Société est administrateur et est représentée par Paul Boudre, notre Directeur général. Ces factures se sont élevées à 393 milliers d'euros sur l'exercice 2019-2020. Suite à la cession de notre participation dans Exagan sur l'exercice 2020-2021, notre Société n'est plus administrateur d'Exagan.

Au cours de l'exercice notre Groupe a remboursé au titre des programmes subventionnés par Bpifrance 2 millions d'euros et perçu de Bpifrance Financement 1 million d'euros pour le programme Allegro. Bpifrance Financement a octroyé un financement des créances au titre du crédit d'impôt recherche pour 2,2 millions d'euros au cours de l'exercice.

Au 31 mars 2021, notre Comité Exécutif (ComEx) comptait 11 membres hors mandataires sociaux (12 au 31 mars 2020), avec un effectif moyen de 11 membres sur l'exercice (10,5 sur l'exercice précédent). La rémunération brute globale versée par notre Groupe aux membres salariés du ComEx hors mandataires sociaux incluant les avantages directs et indirects des membres salariés est estimée pour l'exercice clos au 31 mars 2021 à 11 423 milliers d'euros.

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Avantages à court terme	4 764	3 796
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Valorisation comptable des actions gratuites sur l'exercice	6 659	3 829
TOTAL DES RÉMUNÉRATIONS BRUTES DU PERSONNEL DIRIGEANT DE NOTRE GROUPE	11 423	7 625

Sur l'exercice 2020-2021, ont été attribuées aux dirigeants hors mandataires sociaux :

- 18 672 actions de préférence, de façon conditionnelle et sous réserve de conditions de présence et de performance, dans le cadre de la réouverture du plan « Topaz » ;
- 7 294 actions ordinaires gratuites sous conditions de présence et de performance sur l'exercice FY22 ;

- 44 435 actions ordinaires gratuites sous conditions de présence et de performance sur l'exercice FY23 dans le cadre des plans « Onyx » et « Opale » ;
- 42 062 actions de préférence (« ADP 2 ») ont été émises dans le cadre de la fin de la 1^{re} tranche du plan « Topaz ».

Le montant des rémunérations brutes attribuées aux mandataires sociaux et administrateur-trice-s non salarié-es est le suivant :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Avantages à court terme	1 491	1 494
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Valorisation comptable des actions gratuites sur l'exercice	1 854	1 068
Total des rémunérations brutes accordées aux mandataires sociaux	3 345	2 562
Rémunérations	1 010	627
Remboursement de frais de déplacement	8	65
Total des rémunérations accordées aux mandataires sociaux et administrateurs non salariés	4 363	3 254

Au cours de l'exercice 2020-2021 :

- 13 306 actions ordinaires ont été attribuées de façon conditionnelle aux mandataires sociaux dans le cadre du plan « Onyx » sous condition de performance et de présence ;
- 12 792 actions de préférence ont été émises au profit des mandataires sociaux dans le cadre de la fin de la 1^{re} tranche du plan « Topaz ».

5.4 Gestion des risques financiers

Objectifs et politiques de gestion des risques financiers

Gestion du risque de change

Les objectifs de notre Groupe sont de couvrir le risque de change sur les transactions commerciales comptabilisées au bilan et sur des transactions futures ayant un caractère hautement probable. Sur l'exercice 2020-2021 la

politique de notre Groupe en matière d'exposition au risque de change sur ses opérations commerciales futures a été de couvrir une part significative du risque de change de l'année 2020-2021 par des instruments dérivés (principalement des ventes à terme) sur la base des budgets d'exploitation. La durée d'utilité de ces instruments est en adéquation avec les flux de règlement de notre Groupe. Notre Groupe applique la comptabilité de couverture telle que définie par la norme IFRS 9. La politique de notre Groupe est de ne pas souscrire d'instruments à des fins de spéculation.

Gestion du risque de taux

L'objectif de notre Groupe est de couvrir les risques de taux sur les contrats significatifs de financement. Sur l'exercice 2020-2021 la politique de notre Groupe en matière d'exposition au risque de taux sur ses encours de financement à taux variable a été de couvrir une part significative du risque de taux par des instruments dérivés (plus précisément un « cap de taux ») sur la base des contrats conclus à taux variables.

Le tableau suivant présente le profil de maturité des passifs financiers de notre Groupe au 31 mars 2020 et au 31 mars 2021 :

(en milliers d'euros)	< 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emprunts et dettes financières	23 270	27 913	184 738	7 784	243 705
Autres passifs financiers	999	-	-	-	999
Fournisseurs et comptes rattachés	69 286	7 032	-	-	76 318
Autres passifs	58 479	29 479	15 358	20 900	124 216
31 MARS 2020	152 034	64 424	200 096	28 684	445 238
Emprunts et dettes financières	10 724	24 042	543 224	69 048	647 038
Autres passifs financiers	1 441	-	-	-	1 441
Fournisseurs et comptes rattachés	78 928	61	-	-	78 989
Autres passifs	72 561	48 703	16 577	27 223	165 064
31 MARS 2021	163 654	72 806	559 801	96 271	892 531

(en milliers d'euros)	31 mars 2021				
	Notes	Valeur nette comptable	À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	À la juste valeur par le biais du compte de résultat	Coût amorti
ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS					
Titres de participation non consolidés	3.5	11 443	-	11 443	-
Instruments financiers dérivés actifs	3.5	36	-	36	-
Dépôts et cautionnements	3.5	92	-	-	92
Actifs financiers non courants		11 571	-	11 479	92
ACTIFS FINANCIERS COURANTS					
Instruments financiers dérivés actifs	3.10	5 610	2 896	2 714	-
Autres	3.10	726	-	-	726
Actifs financiers courants		6 336	2 896	2 714	726
Clients et comptes rattachés	3.8	157 422	-	-	157 422
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.11	644 376	-	644 376	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS		819 705	2 896	658 569	158 240
PASSIFS FINANCIERS					
Instrument financier dérivé passif	3.15	(8 281)	(6 637)	(1 644)	-
Autres dettes financières	3.15	(203 835)	-	-	(203 835)
OCEANE 2023	3.15	(139 350)	-	-	(139 350)
OCEANE 2025	3.15	(289 868)	-	-	(289 868)
Ligne de crédit autorisée utilisée	3.15	(5 704)	-	-	(5 704)
Passifs financiers courants et non courants		(647 038)	(6 637)	(1 644)	(638 757)
Autres passifs financiers	3.15	(1 441)	-	-	(1 441)
Fournisseurs et comptes rattachés	3.17	(78 989)	-	-	(78 989)
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS		(727 468)	(6 637)	(1 644)	(719 187)

Les données au 31 mars 2020 étaient les suivantes :

31 mars 2020					
(en milliers d'euros)	Notes	Valeur nette comptable	À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	À la juste valeur par le biais du compte de résultat	Coût amorti
ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS					
Titres de participation non consolidés	3.5	14 338	-	14 338	-
Instruments financiers dérivés actifs	3.5	5	-	5	-
Dépôts et cautionnements	3.5	85	-	-	85
Actifs financiers non courants		14 428	-	14 343	85
ACTIFS FINANCIERS COURANTS					
Instruments financiers dérivés actifs	3.10	10	-	10	-
Autres	3.10	341	-	-	341
Actifs financiers courants		351	-	10	341
Clients et comptes rattachés	3.8	167 409	-	-	167 409
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.11	190 998	-	190 998	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS		373 186	-	205 351	167 835
PASSIFS FINANCIERS					
Instrument financier dérivé passif	3.15	(1 159)	(415)	(744)	-
Autres dettes financières	3.15	(73 697)	-	-	(73 697)
OCEANE 2023	3.15	(134 829)	-	-	(134 829)
Ligne de crédit autorisée utilisée	3.15	(34 021)	-	-	(34 021)
Passifs financiers courants et non courants	3.15	(243 706)	(415)	(744)	(242 547)
Autres passifs financiers	3.15	(999)	-	-	(999)
Fournisseurs et comptes rattachés	3.17	(76 318)	-	-	(76 318)
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS		(321 023)	(415)	(744)	(319 864)

Classement des instruments financiers conformément à IFRS 13

La répartition par niveau des instruments financiers à la juste valeur par le résultat est la suivante :

(en milliers d'euros)	Notes	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Valeur nette au bilan
ACTIFS					
Titres de participation non consolidés	3.5	-	-	11 443	11 443
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.11	644 376	-	-	644 376
Instruments dérivés actifs	3.10	-	5 646	-	5 646
PASSIFS					
Instruments dérivés passifs	3.15	-	(8 281)	-	(8 281)
VALEUR NETTE AU 31 MARS 2021		644 376	(2 635)	11 443	653 184
ACTIFS					
Titres de participation non consolidés	3.5	-	-	14 338	14 338
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.11	190 998	-	-	190 998
Instruments dérivés actifs	3.11	-	15	-	15
PASSIFS					
Instruments dérivés passifs	3.15	-	(1 159)	-	(1 159)
VALEUR NETTE AU 31 MARS 2020		190 998	(1 144)	14 338	204 192

La hiérarchie de juste valeur est détaillée à la note 2.5 J.

Instruments financiers utilisés

Risque de change

Les taux de conversion utilisés pour convertir les comptes des filiales dont la devise fonctionnelle est différente de l'euro ont pour contre-valeur en euros :

Devises	Taux moyen		Taux de clôture	
	31 mars 2021	31 mars 2020	31 mars 2021	31 mars 2020
Dollar	0,85195	0,90155	0,85288	0,91274
Yen	0,00810	0,00829	0,00770	0,00841
Rand	0,05599	0,05566	0,05764	0,05100

Le tableau suivant présente les instruments financiers existants au 31 mars pour couvrir le risque de change :

Type de contrat (en milliers d'euros)	Devise	31 mars 2021		31 mars 2020	
		Valeur de marché (nette)	Position couverte	Valeur de marché (nette)	Position couverte
Couverture de comptes de bilan		1 069	-	(727)	-
dont éligibles à la comptabilité de couverture (couverture créances clients)		-	-	-	-
Vente à terme	De USD en EUR	2 439	63 539	(727)	73 932
dont non éligibles à la comptabilité de couverture		-	-	-	-
Vente à terme (couverture créances clients)	De USD en EUR	-	-	-	-
Vente à terme (couverture actif financier)	De ZAR en EUR	(1 370)	7 205	-	-
Couvertures des flux futurs		(3 740)	-	(415)	-
dont éligibles à la comptabilité de couverture		-	-	-	-
Vente à terme	De USD en EUR	(3 740)	357 527	(415)	132 439
dont non éligibles à la comptabilité de couverture :		-	-	-	-
Vente à terme	De USD en EUR	-	-	-	-
TOTAL DES COUVERTURES		(2 671)		(1 142)	

La valeur de marché a été estimée à l'aide d'un ou plusieurs modèles couramment utilisés.

Analyse de sensibilité de l'exposition nette après couverture au risque de change

Les cours de change des trois principales devises utilisées par notre Groupe au 31 mars 2021 sont les suivants :

- EUR/USD : un euro pour 1,1725 dollar et au 31 mars 2020 à un euro pour 1,0956 dollar ;
- EUR/JPY : un euro pour 129,90 yens et au 31 mars 2020 à un euro pour 118,90 yens ;
- EUR/ZAR : un euro pour 17,35 rands et au 31 mars 2020 à un euro pour 19,61 rands.

Le périmètre retenu pour l'analyse de sensibilité aux risques de change reprend les créances et autres actifs, les dettes et autres passifs et la trésorerie, la quote-part des flux commerciaux futurs à réaliser sur la période couverte ainsi que les instruments dérivés utilisés pour couvrir ces expositions de change.

Une appréciation de 10 % de l'euro au 31 mars par rapport à ces devises aurait pour conséquence une baisse du résultat à hauteur des montants indiqués ci-dessous (sur la base des créances et des dettes en devises figurant dans le bilan au 31 mars 2021). Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, sont supposées rester constantes.

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Dollar	(7 872)	(7 534)
Yen	674	219
Dollar singapourien	(1 303)	(674)
Rand	(109)	(1 440)
Autres devises	(451)	(443)
Augmentation (diminution) du résultat due à une appréciation de 10 % de l'euro	(9 061)	(9 872)

Une dépréciation de 10 % de l'euro au 31 mars par rapport à ces devises, aurait pour conséquence une hausse du résultat à hauteur des montants indiqués ci-dessous (sur la base des créances et des dettes en devises figurant dans le bilan au 31 mars 2021). Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, sont supposées rester constantes.

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Dollar	9 621	9 208
Yen	(824)	(268)
Dollar singapourien	1 592	824
Rand	133	1 760
Autres devises	552	541
Augmentation (diminution) du résultat due à une dépréciation de 10 % de l'euro	11 074	12 065

Risque de taux

L'endettement financier de notre Groupe à moyen et long terme est pour partie contracté à taux variable et pour partie contracté à taux fixe.

Une partie significative du risque de taux lié à l'emprunt souscrit à taux variable à Singapour a été couverte sous forme d'un cap à 0,25 %.

Une hausse des taux d'intérêt de 1 %, appliquée à la partie de la dette et des placements à taux variables, aurait conduit à une diminution du résultat financier d'environ 263 milliers d'euros.

Une baisse des taux d'intérêt de 1 %, appliquée à la partie de la dette et des placements à taux variables, n'aura pas d'impact sur le résultat financier.

Risque de crédit

Les instruments financiers sur lesquels notre Groupe encourt potentiellement un risque de crédit sont principalement les disponibilités ainsi que les créances clients. Notre Groupe a mis en place une politique de gestion de la trésorerie avec pour objectif d'optimiser ses placements dans des instruments financiers liquides à court terme et à faible risque. Les disponibilités de notre Groupe sont principalement placées auprès de grands établissements financiers internationaux.

Notre Groupe commercialise ses produits auprès d'acteurs de l'industrie des semi-conducteurs localisés principalement aux États-Unis, en Asie et en Europe. Au 31 mars 2021, les clients représentant individuellement plus de 5 % du chiffre d'affaires de notre Groupe sont au nombre de six et, ensemble, représentent 73 % du chiffre d'affaires. Au 31 mars 2020, les clients représentant individuellement plus de 5 % du chiffre d'affaires de notre Groupe étaient au nombre de huit et, ensemble, représentaient 88 % du chiffre d'affaires.

Notre Groupe évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur les créances non recouvrables. Le montant de ces pertes est resté très peu significatif au cours des dernières années.

Risque sur actions

Notre Groupe ne détient pas de participations non consolidées ou de titres de placement négociables sur un marché réglementé.

Risque de liquidité

● TABLEAU SUR LES ÉCHÉANCES DES DETTES FINANCIÈRES EN FLUX DE TRÉSORERIE

Ce tableau représente l'échéancier de remboursement des passifs financiers constatés au 31 mars 2021, pour leur montant nominal y compris les intérêts comptabilisés et sans tenir compte de l'actualisation.

(en milliers d'euros)	Échéance des contrats						Montant comptabilisé au bilan au 31 mars 2021
	Montant dû						
	À moins d'1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	À 5 ans et plus	Total	
INSTRUMENTS FINANCIERS PASSIFS NON DÉRIVÉS							
Contrats de location selon IFRS 16	13 196	12 689	10 984	11 191	8 024	56 084	54 805
Emprunt obligataire et autres emprunts	21 433	171 386	25 122	360 782	63 839	642 562	631 176
Dettes fournisseurs	78 856	-	-	-	-	78 856	78 856
Autres dettes (hors dettes sociales et fiscales)	56 240	-	-	-	-	56 240	56 246
Total des instruments financiers passifs non dérivés	169 725	184 075	36 106	371 973	71 863	833 742	821 083
INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS							
Dérivés de taux	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur devise	5 014	3 267	-	-	-	8 281	8 281
Autres instruments dérivés	-	-	-	-	-	-	-
Total des instruments financiers dérivés	5 014	3 267	-	-	-	8 281	8 281
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS	174 739	187 342	36 106	371 973	71 863	842 023	829 364

Le financement de notre Groupe est assuré par le recours au marché de capitaux sous la forme de :

- ressources à long terme : émissions d'obligations convertibles (et augmentations de capital en 2016) ;
- d'instruments de dettes adaptés (prêt auprès de la CDC, emprunt syndiqué à Singapour) ;
- d'opérations de location-financement en France et en Belgique pour ses investissements industriels ;
- ainsi qu'à des lignes de crédit confirmées.

Au 31 mars 2021, au-delà de la position de trésorerie au bilan (644 millions d'euros), la liquidité de notre Groupe est renforcée par :

- **les lignes de crédits confirmées.**

Au 31 mars 2021, notre Groupe dispose de lignes de crédit bancaires disponibles à hauteur de 75 millions d'euros auprès de sept banques. Ces lignes de crédit sont remboursables in fine au plus tard jusqu'en juin 2025. Elles supportent une commission de confirmation de 0,20 % ou une commission de non-utilisation de 0,05 %, ainsi qu'une commission d'utilisation allant d'Euribor + 0,60 % à 0,85 % selon les lignes de crédits. Aucun covenant n'est attaché à ces lignes de crédit.

Ces lignes de crédit ne sont pas utilisées au 31 mars 2021 ;

- **les droits à tirage résiduel sur le prêt à long terme de 200 millions d'euros par la Banque des Territoires.**

Comme cela est mentionné dans la note 3.15 « Emprunts et dettes financières », notre Groupe s'est vu accorder par la Banque des

Territoires (Groupe Caisse des Dépôts) un prêt au titre du Programme d'investissements d'avenir (PIA) dans le cadre du plan Nano 2022 d'un montant maximal de 200 millions d'euros avec une maturité de 12 ans. Aucun covenant n'est attaché à ce financement en dehors de l'obligation de conserver les actifs en France. Il existe une clause de remboursement anticipé dans le cas où les investissements financés seraient cédés (et non remplacés).

Au 31 mars 2021, sur ces 200 millions d'euros, 94 559 milliers d'euros ont été tirés et figurent en dettes financières. 105 441 milliers d'euros supplémentaires pourront être tirés sous condition d'investissements éligibles (technologies rentrant dans le cadre du plan « Nano 2022 »).

Gestion du capital

Notre Groupe a pour premier objectif de disposer de ressources financières nécessaires et suffisantes pour assurer le développement de ses activités. À ce titre, il a historiquement sollicité ses actionnaires sous la forme d'augmentations de capital ou d'émissions d'obligations convertibles en actions, pour financer ses investissements industriels. Privilégiant une stratégie de croissance industrielle tournée vers une forte innovation de ses produits, notre Groupe réinvestit systématiquement ses résultats dans son activité.

Le capital de notre Société est ouvert, avec comme caractéristiques principales la présence de trois investisseurs stratégiques : Bpifrance Participations, CEA Investissement et NSIG Sunrise S.à.r.l., détenant respectivement 10,90 %, 7,71 % et 10,90 % du capital et une forte présence d'investisseurs institutionnels.

NOTE 6. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Néant

6.2.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés au 31 mars 2021

Exercice clos le 31 mars 2021

À l'Assemblée Générale de votre société Soitec,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de votre société Soitec relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit et des risques.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} avril 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du Règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Reconnaissance des actifs d'impôts différés relatifs aux déficits fiscaux reportables en France

Risque identifié

Au 31 mars 2021, votre Groupe a comptabilisé un montant d'actif d'impôts différés au titre de déficits fiscaux reportables en France de M€ 52. Le montant des déficits reportables en France non activés s'élève à M€ 623 au 31 mars 2021, tel qu'indiqué en note 4.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Un actif d'impôt différé relatif aux déficits fiscaux reportables n'est comptabilisé que si votre Groupe considère probable qu'il disposera dans le futur de bénéfices imposables suffisants pour utiliser ces déficits reportables tel que décrit en note 2.5 Y de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons considéré la reconnaissance des actifs d'impôts différés relatifs aux déficits fiscaux reportables en France comme un point clé de l'audit en raison du caractère significatif de ces déficits reportables et de l'importance des jugements de la direction pour déterminer le montant d'impôts différés actifs s'y rapportant à comptabiliser.

Notre réponse

Nous avons pris connaissance de la méthodologie retenue par la direction pour identifier les déficits fiscaux reportables existants à la date de clôture. Nous avons analysé les calculs de résultats fiscaux, les positions prises et les bases d'impôts différés français avec nos spécialistes en fiscalité intégrés dans l'équipe d'audit.

Nous avons ensuite apprécié la documentation permettant à la direction d'estimer la probabilité de pouvoir les utiliser dans le futur, notamment au regard :

- des impôts différés passifs existants qui pourront être imputés sur les pertes fiscales reportables existantes avant leur éventuelle expiration ;
- de la capacité de votre société à dégager des profits taxables futurs en France suffisants pour permettre l'imputation des déficits fiscaux reportés, dans un horizon de visibilité jugé raisonnable.

Pour les profits taxables futurs, nous avons apprécié le processus de prévision en :

- prenant connaissance de la procédure d'élaboration et d'approbation des prévisions de résultats fiscaux ayant servi aux estimations ;
- comparant les hypothèses utilisées par la direction pour établir les prévisions de résultats fiscaux avec celles retenues dans le plan stratégique.

Capitalisation et évaluation au bilan des frais de développement

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 mars 2021, les frais de développement capitalisés représentent au sein du bilan consolidé de notre Groupe un montant net de M€ 48. Tel que cela est décrit dans les notes 2.5 C. et 2.5 G. de l'annexe aux comptes consolidés, les frais de développement encourus par votre Groupe dans le cadre de ses nouveaux projets sont capitalisés dès lors que les critères d'immobilisation sont respectés et notamment qu'il est probable que le projet développé générera des avantages économiques futurs qui bénéficieront à votre Groupe. Les frais de développement capitalisés non encore mis en service font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Nous avons identifié la capitalisation et l'évaluation au bilan des frais de développement comme un point clé de l'audit en raison du caractère significatif de ces actifs incorporels dans le bilan consolidé de votre Groupe et du jugement exercé par la direction lors de leur capitalisation initiale et de la réalisation des tests de dépréciation.</p>	<p>Nous avons pris connaissance des procédures relatives à la capitalisation initiale des frais de développement, à l'identification des projets présentant un indice de perte de valeur et à l'établissement des estimations utilisées dans la réalisation des tests de dépréciation de ces actifs. Nos travaux ont notamment consisté, pour les projets que nous avons sélectionnés, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • apprécier le respect des critères de capitalisation tels que définis dans l'annexe aux comptes consolidés, ainsi que leur correcte application ; • tester, par sondages, la concordance des montants inscrits à l'actif au 31 mars 2021 avec la documentation probante sous-jacente ; • apprécier les données et les hypothèses retenues par votre Groupe dans le cadre des tests de dépréciation des frais de développement capitalisés en nous entretenant avec la direction ; • contrôler l'exactitude arithmétique de ces tests.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans les informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce Code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Informations vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du Commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le Règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des Commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de votre société Soitec par votre Assemblée Générale du 25 juillet 2016.

Au 31 mars 2021, nos cabinets étaient dans la cinquième année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de votre société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider votre société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit et des risques de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de votre société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit et des risques

Nous remettons au comité d'audit et des risques un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit et des risques figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du Règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit et des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense et Lyon, le 1^{er} juillet 2021

Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit

Jacques Pierre
Associé

Stéphane Devin
Associé

Ernst & Young Audit

Nicolas Sabran
Associé

6.3 Comptes sociaux

6.3.1 États financiers de notre Société

6.3.1.1 Nos comptes annuels au 31 mars 2021

BILAN ACTIF

(en milliers d'euros)	Montant brut	Amortissements, provisions	31/03/2021	31/03/2020
Capital souscrit non appelé	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de développement	26 823	4 355	22 469	25 850
Concessions, brevets et droits similaires	60 919	52 913	8 006	5 497
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	16 050	-	16 050	7 931
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 409	302	2 107	1 959
Constructions	7 663	4 823	2 840	2 879
Installations techniques, matériel, outillage	257 458	196 428	61 030	37 846
Autres immobilisations corporelles	70 924	50 656	20 268	20 336
Immobilisations en cours	31 400	-	31 400	27 064
Avances et acomptes	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations par mise en équivalence	-	-	-	-
Autres participations	195 162	492	194 669	184 900
Créances rattachées à des participations	112 837	-	112 837	76 635
Autres titres immobilisés	1 050	-	1 050	-
Prêts	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	907	180	727	510
ACTIF IMMOBILISÉ	783 602	310 149	473 453	391 406
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	52 875	8 801	44 074	56 414
En-cours de production de biens	22 468	1 287	21 182	13 085
En-cours de production de services	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	23 639	4 151	19 488	22 297
Marchandises	943	289	654	459
Avances et acomptes versés sur commandes	4 549	-	4 549	4 572
CRÉANCES				
Créances clients et comptes rattachés ⁽¹⁾	106 561	11	106 550	123 409
Autres créances ⁽¹⁾	35 547	-	35 547	50 435
Capital souscrit et appelé, non versé	-	-	-	-
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres)	140 116	-	140 116	20 004
Disponibilités	437 480	-	437 480	127 034
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges constatées d'avance ⁽¹⁾	1 937	-	1 937	1 690
ACTIF CIRCULANT	826 115	14 539	811 576	419 399
Frais d'émission d'emprunts à étaler	4 639	-	4 639	1 577
Primes de remboursement des obligations	-	-	-	-
Écarts de conversion actif	4 784	-	4 784	690
TOTAL ACTIF	1 619 140	324 688	1 294 452	813 072

(1) Part à + 1 an

6 795

8 023

BILAN PASSIF

(en milliers d'euros)	31/03/2021	31/03/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 66 514)	66 730	66 558
Primes d'émission, de fusion, d'apport	83 166	82 409
Écarts de réévaluation (dont écart d'équivalence)	-	-
Réserve légale	6 656	6 276
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
Réserves réglementées (dont rés. prov. fluctuation cours)	-	-
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	23 116	23 116
Report à nouveau	252 472	153 124
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (BÉNÉFICE OU PERTE)	68 686	99 727
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	263	392
CAPITAUX PROPRES	501 089	431 602
Produits des émissions de titres participatifs	-	-
Avances conditionnées	24 128	25 267
AUTRES FONDS PROPRES	24 128	25 267
Provisions pour risques	5 238	2 506
Provisions pour charges	-	-
PROVISIONS	5 238	2 506
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles	475 000	150 000
Autres emprunts obligataires	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ^{(1) (2)}	94 632	31 282
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	90 531	82 461
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours ⁽¹⁾	14 700	0
Dettes fiscales et sociales ⁽¹⁾	44 210	42 599
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés ⁽¹⁾	15 548	8 492
Autres dettes ⁽¹⁾	11 367	22 512
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Produits constatés d'avance ⁽¹⁾	16 248	14 018
DETTES	762 237	351 364
Écarts de conversion passif	1 760	2 333
TOTAL PASSIF	1 294 452	813 072

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins de 1 an

87 964

187 651

(2) Dont concours bancaires, soldes créditeurs de banque, CCP

31 282

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)	France	Exportation	31/03/2021	31/03/2020
Ventes de marchandises	105	16 716	16 821	16 407
Production vendue de biens	58 923	440 534	499 456	533 258
Production vendue de services	981	32 785	33 766	27 690
Chiffres d'affaires nets	60 009	490 035	550 043	577 355
Production stockée			7 799	7 675
Production immobilisée			7 672	7 952
Subventions d'exploitation			11 621	13 957
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges ⁽⁹⁾			14 492	12 510
Autres produits ^{(11) (11)}			19 698	17 060
Produits d'exploitation⁽²⁾			611 325	636 510
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			63 119	58 607
Variation de stock (marchandises)			(455)	175
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			215 485	273 263
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			11 107	(23 094)
Autres achats et charges externes ^{(3) (6 bis)}			70 578	73 642
Impôts, taxes et versements assimilés			5 211	6 960
Salaires et traitements			64 453	63 738
Charges sociales ⁽¹⁰⁾			36 438	30 184
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			25 171	20 692
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			-	32
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			12 596	10 523
Dotations aux provisions			1 434	234
Autres charges ⁽¹²⁾			33 571	25 626
Charges d'exploitation⁽⁴⁾			538 707	540 584
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			72 618	95 926
OPÉRATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			-	-
Perte supportée ou bénéfice transféré			-	-
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations ⁽⁵⁾			99	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			-	-
Autres intérêts et produits assimilés ⁽⁵⁾			2 284	3 024
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			758	69 711
Différences positives de change			2 671	1 687
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			-	-
Produits financiers			5 812	74 422
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			2 565	825
Intérêts et charges assimilées ⁽⁶⁾			1 258	1 477
Différences négatives de change			6 708	1 827
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Charges financières			10 531	4 130
RÉSULTAT FINANCIER			(4 719)	70 293
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS			67 899	166 219
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			1	
Produits exceptionnels sur opérations en capital			14 093	23 856
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			129	129
Produits exceptionnels			14 223	23 985
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion ^(6 bis)			-	105
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			14 736	88 769
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions			-	-

(en milliers d'euros)	France	Exportation	31/03/2021	31/03/2020
Charges exceptionnelles			14 736	88 874
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL ^{(7) (8)}			(512)	(64 889)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			52	1 107
Impôts sur les bénéfices			(1 352)	495
Total des produits			631 360	734 917
Total des charges			562 674	635 190
BÉNÉFICE OU PERTE			68 686	99 727
(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme			-	-
(2) Dont :				
- produits de locations immobilières			-	-
- produits d'exploitation sur exercices antérieurs			-	-
(3) Dont :				
- crédit-bail immobilier			-	-
- crédit-bail mobilier			9 717	7 135
(4) Dont charges d'exploitation sur exercices antérieurs (h)			-	-
(5) Dont : produits concernant les entreprises liées			1 890	2 652
(6) Dont : intérêts concernant les entreprises liées			230	676
(6 bis) Dont : dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du CGI)			-	-
(7) Détail des produits et charges exceptionnels			-	-
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs			-	-
(9) Dont transferts de charges			3 928	2 851
(10) Dont cotisations pers. exploitant			-	-
(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)			4 999	5 304
(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)			5 472	5 427

6.3.1.2 Annexe aux états financiers de notre Société

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 mars 2021 dont le total est de 1 294 452 088,77 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total des charges est de 562 674 184,09 euros, des produits de 631 360 150,01 euros et dégagant un bénéfice de 68 685 965,92 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021.

Les notes et les tableaux ci-après font partie intégrante de nos comptes annuels.

Notre Conseil d'administration soumettra au vote de nos actionnaires lors de l'Assemblée Générale des actionnaires qui aura lieu le 28 juillet 2021 la proposition suivante :

- affecter la somme de 17 264,40 euros à la réserve légale, pour atteindre 10 % du capital, qui de la somme de 6 655 780,20 euros se trouverait portée à la somme de 6 673 044,60 euros ; et
- affecter le solde de 68 668 701,52 euros au poste « Report à nouveau » créditeur, dont le montant serait ainsi porté de la somme de 252 472 049,19 euros à la somme de 321 140 750,71 euros.

Nos comptes annuels ont été arrêtés le 9 juin 2021 par le Conseil d'administration.

Règles et méthodes comptables et notes sur le bilan

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

A. Principes et conventions générales

Les états financiers présentés ont été établis conformément au Règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 mis à jour par les Règlements ANC 2018-07 du 10 décembre 2018 et ANC 2020-09 du 4 décembre 2020 relatif au plan comptable général et aux principes généralement admis en France, ainsi que du Règlement ANC 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

B. Faits marquants

Mise en place d'un emprunt obligataire convertible en actions OCEANE 2025

Notre Société a procédé le 1^{er} octobre 2020 au placement d'une émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions ordinaires nouvelles ou existantes (« OCEANE ») venant à échéance le 1^{er} octobre 2025, par placement auprès d'investisseurs qualifiés, d'un montant nominal de 325 millions d'euros.

Cette émission donnera à notre Société une flexibilité additionnelle des points de vue opérationnel et stratégique et permettra de financer des potentielles opportunités de croissance.

Les obligations ont été émises à leur valeur nominale et ne porteront pas d'intérêt. La valeur nominale par obligation a été fixée à 174,34 euros faisant apparaître une prime de 45,0 % par rapport au cours de référence de l'action sur le marché réglementé d'Euronext à Paris.

À moins qu'elles n'aient été converties, échangées, remboursées, ou rachetées et annulées, les obligations seront remboursées à leur valeur nominale le 1^{er} octobre 2025. Notre Société aura également la possibilité de livrer des actions ordinaires nouvelles et/ou existantes au lieu d'un règlement en espèces conformément à la *Share Redemption option*. Les obligations pourront faire l'objet d'un remboursement anticipé au gré de notre Société, sous certaines conditions.

Plans d'attribution d'actions gratuites pour les employé-es

Dans le cadre des autorisations données par l'Assemblée Générale Mixte en date du 26 juillet 2019, en reconnaissance des efforts de tous pour atteindre les objectifs et servir les clients en dépit des contraintes de la crise sanitaire au cours des derniers mois, le Conseil d'administration a décidé, lors de la réunion du 18 novembre 2020, d'attribuer à titre exceptionnel un plan d'actions gratuites à l'ensemble des salarié-es de notre Société correspondant à une dilution maximale de 0,43 % du capital avec des critères de performance.

Ce plan est à mettre en perspective d'une attribution gratuite d'actions soumis aux mêmes conditions de performance pour 22 dirigeants, décidée au cours de la même réunion du Conseil d'administration, pour une dilution maximale de 0,18 % du capital, dont 0,04 % pour notre Directeur général ainsi que 1 271 actions gratuites supplémentaires attribuées le 31 mars 2021. 211 702 actions ordinaires ont été attribuées dans le cadre de ces deux plans sous réserve de l'atteinte de conditions :

- de présence ;
- de performance sur la base d'objectifs :
 - d'EBITDA et de chiffre d'affaires sur l'exercice à clore le 31 mars 2023,
 - et de performance du *Total Shareholder Return* (« TSR ») de l'action ordinaire de notre Société par rapport à l'indice EURO Stoxx 600 Technology entre le 18 novembre 2020 et la date de publication des comptes de la Société pour l'exercice à clore le 31 mars 2023.

Plan de co-investissement « Topaz »

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 juillet 2019 a donné délégation au Conseil d'administration afin d'attribuer gratuitement des actions de préférence (ADP 2) et a créé une nouvelle catégorie d'actions de préférence convertibles en actions ordinaires (ADP 2) en fonction de la réalisation d'objectifs d'EBITDA, de chiffre d'affaires et de performance du *Total Shareholder Return* (TSR) de l'action ordinaire de notre Société, par rapport à l'évolution de l'indice Euro Stoxx 600 Technology.

- Au cours de l'exercice précédent (2019-2020) 97 980 ADP 2 payantes (au prix unitaire de 84,17 euros) ont été souscrites par les salarié-es et mandataires sociaux et notre Conseil d'administration a procédé à l'émission de 97 980 ADP 2.

Ces ADP 2 gratuites seront acquises par tranches (40 % au 18 décembre 2020, 30 % au 1^{er} août 2021 et 30 % au 1^{er} août 2022).

Au 18 décembre 2020, à l'issue de la 1^{re} tranche, 75 861 ADP 2 ont été émises.

- Ce plan a fait l'objet d'une réouverture le 18 novembre 2020 et à la suite de la souscription de 10 461 ADP 2 (au prix unitaire de 88,9 euros) par les salarié-es, notre Conseil d'administration a procédé à l'émission de 10 461 ADP 2 gratuites.

Les ADP 2 gratuites seront acquises par tranches (60 % au 10 janvier 2022 et 40 % au 30 novembre 2022).

Cette souscription d'ADP 2 a donné lieu à une augmentation de capital de 929 983 euros, y compris prime d'émission.

Plan d'attribution d'actions gratuites pour certains employé-es de Dolphin Design SAS

Le 18 novembre 2020, sur autorisation de l'Assemblée Générale du 26 juillet 2019, notre Conseil d'administration a mis en place un plan d'attribution gratuite d'actions ordinaires au profit de certains salarié-es de la filiale de notre Société, Dolphin Design SAS. Assorti de conditions de présence (au 1^{er} août 2024) et de performance (sur le revenu et l'EBITDA des exercices fiscaux 2021-2022 à 2023-2024), ce plan a conduit à attribuer de façon conditionnelle aux salarié-es 9 500 actions ordinaires.

Autres attributions d'actions gratuites

Dans le cadre des autorisations données par l'Assemblée Générale Mixte en date du 26 juillet 2019, le Conseil d'administration de notre Société, dans sa séance du 18 novembre 2020 a attribué un nombre total de 7 394 actions ordinaires au profit d'un salarié d'une filiale de notre Société.

Cette attribution est assortie :

- d'une condition de présence jusqu'au 18 novembre 2022 ;
- de conditions de performances assises sur des objectifs :
 - d'EBITDA et de chiffre d'affaires sur l'exercice à clore le 31 mars 2022,
 - et de performance du *Total Shareholder Return* (TSR) de l'action ordinaire de notre Société par rapport à l'indice EURO Stoxx 600 Technology entre le 26 juillet 2019 et la date de publication des comptes consolidés de notre Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022.

Cette attribution vient s'ajouter aux 38 816 actions ordinaires déjà attribuées dans le cadre de cette délégation au cours de l'exercice précédent.

Obtention du Grand Prix de l'actionnariat salarié-e

Notre Société a reçu le 5 février 2020 le Grand Prix de l'actionnariat salarié-e remis par la FAS ASSO.

Cette récompense prestigieuse vient reconnaître notre engagement constant en matière de partage de la valeur, depuis le redressement de 2015 et tout au long de ces années de très forte croissance profitable. Nous sommes fier-es que notre démarche, largement plébiscitée par nos salarié-es et qui s'articule autour d'une offre à effet de levier, de plans d'attribution gratuite d'actions de performance et d'un co-investissement en actions de préférence, puisse ainsi devenir une source d'inspiration pour d'autres entreprises.

Synthèse des augmentations de capital

Par suite de ces opérations, le capital social est désormais composé de 33 180 921 actions ordinaires de 2,00 euros de valeur nominale et de 184 302 actions de préférence (ADP 2) de 2 euros de valeur nominale soit un total de 66 730 446 euros.

Acquisition de 20 % supplémentaires du capital de Dolphin Design SAS

Le 13 novembre 2020, Soitec a porté sa participation dans Dolphin Design SAS à 80 %, acquérant 20 % du capital supplémentaires pour 2 000 milliers d'euros auprès de son partenaire MBDA qui continue de contrôler les 20 % restants (pour lesquels Soitec dispose d'une option de rachat).

Gestion de la crise sanitaire liée à la Covid-19

Depuis le début de la crise sanitaire de la Covid-19, la priorité de notre Société a été de protéger la santé de ses propres collaborateur-ices ainsi que celle des personnes employées par ses divers partenaires, sous-traitants, clients ainsi que celle de l'ensemble des communautés avec lesquelles notre Société interagit.

Fermement déterminée à soutenir ses clients dans cet environnement difficile, notre Société a été en mesure de maintenir sa production tout au long de l'exercice clos le 31 mars 2021, en particulier sur les sites de Bernin et Singapour, en mettant en place des mesures de sécurité drastiques. Notre Société a continué à livrer ses clients pour répondre à leur demande et a également poursuivi tous ses projets de R&D majeurs.

Notre Société avait intégré dans ses prévisions annoncées en juin 2020 les impacts de cette crise sanitaire en termes d'activité. Il n'y a pas eu d'autre impact significatif sur le compte de résultat de notre Société lors de l'exercice clos le 31 mars 2021. Les hypothèses d'arrêtés des comptes ont été revues en tenant compte des informations relatives à la crise de la Covid-19 sans qu'aucun impact significatif sur les comptes ne soit constaté au 31 mars 2021.

Contrôle fiscal

Depuis le 24 décembre 2019, la société Soitec fait l'objet d'une vérification de sa comptabilité et de l'ensemble de ses déclarations fiscales couvrant la période du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2019 et des résultats imposables à l'impôt sur les sociétés pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016 ayant concouru à la réalisation d'un déficit d'ensemble, en application des dispositions de l'article L. 169 alinéa 7 du Livre des procédures fiscales.

Aucun élément justifiant d'une provision pour un risque quelconque n'a été soulevé à ce stade de la vérification.

C. Événements postérieurs à la clôture

Néant

D. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement des logiciels qui sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis linéairement sur leur durée d'utilisation estimée, soit huit ans et incluent 37 995 milliers d'euros de projets de développement capitalisables selon l'article 311-3.2 du PCG.

Les frais de développement sont immobilisés si les critères suivants sont remplis :

- notre Société a l'intention et la capacité technique de conduire le projet de développement à son terme ;
- il existe une probabilité élevée que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise, ce qui est généralement étayé par l'existence de commandes ou de contrats ;
- les coûts peuvent être évalués de façon fiable ;
- notre Société a la capacité d'utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- notre Société dispose des ressources nécessaires à l'achèvement du projet.

Les frais de R&D ne répondant pas complètement aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Notre Société a défini un cycle de vie des projets de R&D découpé en huit phases, chaque phase étant conclue par des passages de jalons aboutissant à la poursuite ou à l'arrêt des programmes. Les cinq premières phases correspondent à de la recherche exploratoire (évaluation des technologies) ; les deux phases suivantes correspondent au développement d'un produit, généralement en coopération avec un client potentiel. La dernière phase est l'industrialisation du produit en fort volume.

Les coûts engagés au cours des phases de recherche exploratoire sont comptabilisés dans le compte de résultat, les frais de développement sont activés s'ils respectent les critères sinon ils sont laissés en charge. Les coûts engagés dans la phase d'industrialisation sont comptabilisés en coût des produits vendus.

Les ventes de prototypes et les subventions (dont le crédit d'impôt recherche) relatives aux coûts de développement capitalisés sont constatées initialement en produits constatés d'avance puis sont reconnues en résultat au même rythme que l'amortissement des coûts de développement afférents.

Les frais de développement, même s'ils ne sont pas encore mis en service, font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur les durées d'utilisation estimée suivantes :

Agencement de constructions	15 à 30 ans
Matériel et outillage	3 à 8 ans
Aménagements divers	5 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 7 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans

E. Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent des titres de participation, des créances rattachées à des participations, des dépôts et cautionnements, des actions propres.

Les titres de participation sont valorisés au cours historique d'acquisition. À la clôture de l'exercice, un examen de la valeur des titres est effectué consistant à analyser la valeur d'inventaire des titres, principalement sur la base de l'actif net réévalué, ou sur la valeur de réalisation des sociétés concernées. La plus faible du coût historique ou de la valeur d'inventaire est retenue au bilan.

Ainsi, la valeur des titres de nos filiales a été ajustée en fonction des résultats des tests de réévaluation sur la situation économique de chacune des filiales.

Au cours de l'exercice 2020-2021, notre Société a investi ou renforcé sa participation :

- dans la société Technocom 3, à hauteur de 500 milliers d'euros ;
- dans la société Concentrix Holding, par voie de rachat des titres détenus par Soitec USA Holding pour 3 794 milliers d'euros ;
- dans la société Dolphin Design, en acquérant 20 % de capital supplémentaire pour 2 000 milliers d'euros auprès de son partenaire MBDA, portant ainsi sa participation à 80 % ;
- dans la société SOITEC LAB pour 5 millions d'euros par augmentation de capital conformément à son engagement décrit dans le traité d'apport du 31 mars 2020 ;
- investi 1 050 milliers d'euros dans le fonds Greenwaves via un emprunt obligataire convertible.

Sur l'exercice 2020-2021, notre Société a :

- cédé sa participation dans la société Exagan pour 3 043 milliers d'euros (après déduction des frais de cession), générant une plus-value de 1 605 milliers d'euros.

● SYNTHÈSE DES PARTICIPATIONS DE NOTRE SOCIÉTÉ

Dénomination (en milliers d'euros)	Valeur brute 31/03/2021	Dépréciation			Valeur nette 31/03/2021
		01/04/2020	Variation	31/03/2021	
TITRES DE PARTICIPATIONS					
Soitec USA Holding Inc.	17	-	-	-	17
Soitec Japan Inc.	2 637	-	-	-	2 637
Soitec Korea LLC	328	-	-	-	328
Soitec Corporate Services SAS	1	-	-	-	1
Soitec Trading Shanghai Co. Ltd.	102	-	-	-	102
Frec n sys SAS	2 949	-	-	-	2 949
Concentrix Holding SAS	3 894	-	-	-	3 894
Dolphin Design SAS	5 300	-	-	-	5 300
Soitec Asia Holding Pte. Ltd.	126 393	-	-	-	126 393
Soitec Lab SAS (ex-Soitec Newco 1)	7 166	-	-	-	7 166
Soitec Newco 2 SAS	1	-	-	-	1
Soitec Newco 3 SAS	1	-	-	-	1
Soitec Newco 4 SAS	1	-	-	-	1
Soitec Belgium	34 441	-	-	-	34 441
Cissoïd	340	340	-	340	-
Technocom *	3 850	67	86	152	3 698
Shanghai Simgui Technology Co. Ltd.	4 441	-	-	-	4 441
Greenwaves Technologies SAS	3 299	-	-	-	3 299
TOTAL	195 162	407	86	492	194 669

* Les titres de participation de la société Technocom 2 ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour 62 milliers d'euros.
Les titres de participation de la société Technocom 3 ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation de 24 milliers d'euros.

● SYNTHÈSE DES PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS DES CRÉANCES SUR PARTICIPATIONS

Dénomination (en milliers d'euros)	Valeur brute 31/03/2021	Dépréciation			Valeur nette 31/03/2021
		01/04/2020	Variation	31/03/2021	
CRÉANCES SUR PARTICIPATIONS					
Soitec Microelectronics Singapore Pte Ltd.	98 232	-	-	-	98 232
Soitec Asia Holding Pte. Ltd.	31	-	-	-	31
Soitec Lab SAS	7 926	-	-	-	7 926
Frec n sys SAS	-	-	-	-	-
Soitec Belgium	1 037	-	-	-	1 037
Dolphin Design SAS	5 612	-	-	-	5 612
TOTAL	112 837	-	-	-	112 837

Au 31 mars 2021, notre Société détient en portefeuille 4 351 actions propres.

	31/03/2021
Nombre d'actions propres	4 351
Valeur brute (en milliers d'euros)	369

F. Stocks

Les stocks de matières premières, de matières consommables et de marchandises sont évalués à leur coût d'achat. Une provision pour dépréciation est constituée pour les références obsolètes ou excédentaires. Les stocks de produits finis sont évalués à leur coût de production à l'exception de ceux qui, en phase de lancement de production, ont un coût de revient supérieur à leur prix de vente ainsi qu'aux produits obsolètes ou excédentaires.

Une provision pour dépréciation ramène le stock de produits finis à sa valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente.

Les produits en cours sont évalués selon les mêmes principes en fonction de leur avancement dans la fabrication.

Ils sont répartis de la manière suivante :

Catégorie de stocks (en milliers d'euros)	Valeurs brutes 31/03/2021	Montant des Dépréciations	Valeurs nettes 31/03/2021
Matières premières	31 294	4 958	26 335
Matières consommables	21 581	3 842	17 739
En cours	22 468	1 287	21 182
Produits finis	23 639	4 151	19 488
Marchandises	943	289	654
TOTAL	99 925	14 528	85 397

G. Créances

Les créances clients, dont les échéances sont généralement comprises entre 30 et 90 jours, sont reconnues et comptabilisées pour la valeur nominale.

Ces créances sont ensuite évaluées au coût amorti, déduction faite des pertes de valeur des montants non recouvrables. Une dépréciation est constituée lorsqu'il existe des éléments objectifs indiquant que notre Société ne sera pas en mesure de recouvrer ses créances. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Le poste Provision pour dépréciation de créances douteuses a diminué de 63 milliers d'euros sur l'exercice pour être affecté en pertes irrécouvrables ; Ces créances douteuses concernent l'activité Éclairage, activité abandonnée par notre Société en 2016.

H. Autres créances

Les autres créances concernent les créances fiscales et sociales et les subventions à recevoir pour un montant total de 35,5 millions d'euros

Les subventions à recevoir s'élèvent à 11,9 millions d'euros et sont principalement composées des programmes suivants :

- « OCEAN 12 » pour 1 634 milliers d'euros ;
- « Nano 2022 » pour 9 335 milliers d'euros.

Le poste « État et collectivités » intègre une créance de crédit d'impôt recherche de 13 440 milliers d'euros, composée principalement des « CIR » de 2019, 2020 et 2021.

Les dernières créances CICE composées des CICE 2016 et 2018 ont été respectivement remboursées et imputées sur le paiement de l'impôt société courant de l'année fiscale.

I. Disponibilités et valeurs mobilières déplacement

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont essentiellement composés de comptes rémunérés et de dépôts à terme dont il est possible de sortir sans délai, qui ne présentent pas de risque significatif de taux.

Les disponibilités détenues en banque sont essentiellement libellées en euros (95 % du total) et en dollars américains (4 % du total).

Le montant de ce poste à fin mars 2021 s'élève à 140,1 millions d'euros pour les valeurs mobilières de placement et 437,5 millions d'euros pour les disponibilités, contre respectivement 20 millions et 127 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent.

J. Écarts de conversion

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la moyenne du cours du mois précédent.

Les dettes, créances, et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écart de conversion ». Les pertes latentes de changes non compensées, qui ne font pas l'objet d'une relation de couverture de change, font l'objet d'une provision pour risques et charges.

Elle s'élève à 3 373,5 milliers d'euros à la fin de l'exercice.

K. Frais d'émission d'emprunt

OCEANE 2025

Le 1^{er} octobre 2020, notre Société a émis des obligations convertibles ou échangeables en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) venant à l'échéance le 1^{er} octobre 2025 pour un montant total de 325 millions d'euros. Les frais d'émission se sont élevés à 3 942 milliers d'euros.

Les frais d'émission sont amortis linéairement sur cinq ans. Sur cet exercice, la charge d'amortissement comptabilisée se monte à 394 milliers d'euros.

OCEANE 2023

Le 28 juin 2018, notre Société a émis des obligations convertibles ou échangeables en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) venant à échéance le 28 juin 2023 pour un montant total de 150 millions d'euros.

Les frais liés à l'emprunt obligataire d'un montant de 2 426 milliers d'euros sont amortis linéairement sur cinq ans. Sur cet exercice, la charge d'amortissement comptabilisée se monte à 485 milliers d'euros

L. Capitaux propres

Au cours de l'exercice 2020-2021 les mouvements sur le capital ont été les suivants :

- 18 novembre 2020 : émission de 10 461 actions de préférence 2 (« ADP 2 ») souscrites par les salarié-es au prix de 88,90 euros en numéraire dans le cadre de la réouverture du plan de co-investissement « Topaz » : augmentation du capital social pour 20 922 euros et de la prime d'émission pour 909 061 euros ;
- 18 décembre 2020 : émission de 75 861 actions de préférence 2 (« ADP 2 ») gratuites suite à la fin de la 1^{re} tranche d'acquisition des ADP 2 gratuites attribuées le 18 novembre 2020 dans le cadre du plan « Topaz » : augmentation du capital social pour 151 722 euros (par imputation sur la prime d'émission).

M. Autres fonds propres

Au cours de l'année, notre Société a procédé au remboursement partiel de l'avance reçue sur le programme « Nanosmart » pour 1 750 milliers d'euros et a constaté un versement de 612 milliers d'euros pour le financement de son projet « Allégo ».

N. Emprunts et dettes financières

Ce poste est essentiellement constitué d'obligations convertibles en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) venant à l'échéance le 28 juin 2023, pour un montant de 150 millions d'euros et le 1^{er} octobre 2025 pour 325 millions d'euros.

Au 31 mars 2021, notre Société dispose de lignes de crédit bancaires disponibles à hauteur de 75 millions d'euros auprès de sept banques. Ces lignes de crédit sont remboursables in fine au plus tard jusqu'en juin 2025. Elles supportent une commission de confirmation de 0,20 % ou une commission de non utilisation de 0,05 %, ainsi qu'une commission d'utilisation allant d'Euribor + 0,60 % à 0,85 % selon les lignes de crédits. Aucun covenant n'est attaché à ces lignes de crédit.

Ces lignes de crédit ne sont pas utilisées au 31 mars 2021.

O. Instruments financiers

Instruments dérivés de couverture

Notre Société couvre son risque de change sur certaines de ses opérations libellées en dollar américain par le biais d'instruments dérivés (contrats de ventes à terme, options). Ces instruments dérivés sont destinés uniquement à couvrir les risques de change sur des engagements fermes ou des transactions futures hautement probables.

Les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés en résultat lorsqu'ils sont encourus.

En l'absence d'une relation de couverture, après leur comptabilisation initiale :

- les gains et pertes réalisés résultant des dérivés de change sont comptabilisés immédiatement en résultat ;
- les pertes latentes nettes, calculées instrument par instrument, sont intégralement provisionnées ; les gains latents ne sont pas constatés, conformément au principe de prudence.

Si l'instrument est utilisé à des fins de couverture, les produits et charges résultant de l'utilisation de ces instruments sont constatés de manière symétrique à l'enregistrement des charges et produits des opérations couvertes :

- les gains et pertes résultant des dérivés affectés à la couverture des engagements fermes ou transactions futures identifiables sont différés et pris en compte dans la valorisation de la transaction concernée qui intervient lors de son dénouement.

Une provision pour risque sur marché à terme a été enregistrée à la fin de cet exercice pour 1 370 milliers d'euros, couvrant une opération en devise ZAR.

Le tableau suivant représente les instruments financiers existants en portefeuille au 31 mars 2021 et au 31 mars 2020 pour couvrir le risque de change :

Type de contrat (en milliers d'euros)	Devise	31 mars 2021		31 mars 2020	
		Valeur de marché (nette)	Position couverte	Valeur de marché (nette)	Position couverte
Couverture de comptes de bilan		1 069	-	(1 142)	-
<i>dont éligibles à la comptabilité de couverture (couverture créances clients)</i>		-	-	-	-
Vente à terme	De USD en EUR	2 439	65 915	(727)	73 932
<i>dont non éligibles à la comptabilité de couverture</i>		-	-	-	-
Vente à terme (couverture créances clients)	De USD en EUR	-	-	-	-
Vente à terme (couverture actif financier)	De ZAR en EUR	(1 370)	5 774		
Couvertures des flux futurs		(3 740)	-	(415)	-
<i>dont éligibles à la comptabilité de couverture</i>		-	-	-	-
Vente à terme	De USD en EUR	(3 740)	350 797	(415)	132 439
<i>dont non éligibles à la comptabilité de couverture</i>		-	-	-	-
Vente à terme	De USD en EUR	-	-	-	-
TOTAL DES COUVERTURES		(2 671)		(1 142)	

Les maturités des instruments financiers de couverture se situent sur le prochain exercice 2021- 2022 et sur le premier semestre de l'exercice 2022-2023.

La valeur de marché a été estimée à l'aide d'un ou plusieurs modèles couramment utilisés.

Risque de change

La politique de notre Société en matière d'exposition au risque de change sur ses opérations commerciales futures est de couvrir en fin d'année fiscale une part très significative du risque de change par des instruments dérivés sur la base des budgets d'exploitation.

L'ensemble des flux futurs de notre Société font l'objet de prévisions détaillées sur l'horizon de l'année budgétaire à venir plus quatre années dans le cadre du *business plan*. Les risques de change mis en évidence sont couverts par des ventes à terme ou des options afin de réduire au maximum la position de change par devise.

La trésorerie de notre Société a le droit de couvrir le taux de change sur les prévisions de flux de trésorerie (en tenant compte des lignes de crédit disponibles), sur la base des prévisions de flux de trésorerie au moyen de contrats à terme, ou par des options.

La durée d'utilité de ces instruments est en adéquation avec les flux de règlement.

La politique est cependant de ne pas souscrire d'instruments à des fins de spéculation.

Les cours de change des trois principales devises utilisées par notre Société au 31 mars 2021 sont les suivants :

- EUR/USD : un euro pour 1,1725 dollar et au 31 mars 2020 à un euro pour 1,0956 dollar ;
- EUR/JPY : un euro pour 129,90 yens et au 31 mars 2020 à un euro pour 118,90 yens ;
- EUR/ZAR : un euro pour 17,35 rands et au 31 mars 2020 à un euro pour 19,61 rands.

Risque de crédit

Les instruments financiers sur lesquels notre Société encourt potentiellement un risque de crédit sont principalement les disponibilités ainsi que les créances clients. Notre Société a mis en place une politique de gestion de la trésorerie avec pour objectif d'optimiser ses placements dans des instruments financiers liquides à court terme et à faible risque. Les disponibilités de notre Société sont principalement placées auprès de grands établissements financiers internationaux.

Notre Société commercialise ses produits auprès d'acteurs de l'industrie des semi-conducteurs localisés principalement aux États-Unis, en Asie et en Europe. Au 31 mars 2021, les clients représentant individuellement plus de 5 % du chiffre d'affaires de notre Société sont au nombre de huit et, ensemble, représentent 95 % du chiffre d'affaires. Au 31 mars 2020, les clients représentant individuellement plus de 5 % du chiffre d'affaires de notre Société étaient au nombre de sept et, ensemble, représentaient 96 % du chiffre d'affaires.

Notre Société évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur les créances non recouvrables. Le montant de ces pertes est resté très peu significatif au cours des dernières années.

Risque sur actions

À l'exception de ses 4 351 actions autodétenues, notre Société n'a pas de participations non consolidées ou de titres de placement négociables sur un marché réglementé.

Risque de liquidité

Le financement de notre Société est assuré par le recours au marché de capitaux sous la forme :

- de ressources à long terme : émissions d'obligations convertibles (et augmentations de capital en 2016) ;
- d'instruments de dettes adaptés (prêt auprès de la CDC) ;
- d'opérations de location-financement pour ses investissements industriels ;
- de lignes de crédit confirmées.

Lignes de crédits confirmées

Au 31 mars 2021, notre Société dispose de lignes de crédit bancaires disponibles à hauteur de 75 millions d'euros auprès de sept banques. Ces lignes de crédit sont remboursables in fine au plus tard jusqu'en juin 2025.

Prêt à long terme de 200 millions d'euros par la Banque des Territoires

Notre Société s'est vu accorder par la Banque des Territoires (Groupe Caisse des Dépôts) un prêt au titre du Programme d'investissements d'avenir (PIA) dans le cadre du plan Nano 2022 d'un montant maximal de 200 millions d'euros avec une maturité de 12 ans. Aucun covenant n'est attaché à ce financement en dehors de l'obligation de conserver les actifs en France. Il existe une clause de remboursement anticipé dans le cas où les investissements financés seraient cédés (et non remplacés).

Au 31 mars 2021, sur ces 200 millions d'euros, 94 559 milliers d'euros ont été tirés et figurent en dettes financières. 105 441 milliers d'euros supplémentaires pourront être tirés sous condition d'investissements éligibles (technologies entrant dans le cadre du plan « Nano 2022 »).

P. Reconnaissance des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont principalement constitués des ventes de produits. Ils sont complétés par les revenus de licences. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à notre Société et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable.

Les critères de reconnaissance du revenu varient en fonction de la nature des prestations assurées par notre Société :

- les ventes de plaques de silicium sont enregistrées en résultat lorsque le transfert des risques et avantages est intervenu conformément aux conditions de ventes précisées dans les contrats clients ; notre Société effectue une analyse des critères de transfert des risques et des avantages concernant les ventes relatives à des contrats de transfert de stocks en consignation. Cette analyse conduit à s'assurer que la vente est bien reconnue lors de la consommation des produits par le client ou dès la livraison des produits dans le stock de consignation ;
- les revenus de licences sont enregistrés linéairement sur la période au cours de laquelle les droits sont concédés ou peuvent être reconnus sur la base d'un pourcentage des ventes tel que défini au contrat. Lorsque les accords de licence prévoient en plus des redevances, des paiements d'avance ou des facturations intermédiaires permettant de financer les développements mis en œuvre pour répondre aux besoins spécifiques d'un client, ceux-ci sont enregistrés en résultat sur la durée prévisionnelle de l'exploitation par le client de la technologie transférée.

Au 31 mars 2021, les produits constatés d'avance sont composés de royalties à reconnaître en revenu pour 1,2 million d'euros, ainsi que de ventes de prototypes, crédit d'impôt recherche et de subvention relatifs à des coûts de développement capitalisés (pour respectivement 5,3 millions d'euros, 6,5 millions d'euros et 3,1 millions d'euros).

Q. Dépenses de R&D

Les coûts de R&D sont comptabilisés soit en résultat soit à l'actif en immobilisations incorporelles. La partie des frais de développement immobilisés est traitée dans le chapitre des « immobilisations incorporelles ».

Les coûts de R&D comptabilisés en résultat sont constitués pour l'essentiel des éléments suivants :

- salaires et charges sociales ;
- coûts d'exploitation des salles blanches et des équipements nécessaires aux activités de R&D ;
- matière consommée pour la mise au point et la fabrication de prototypes ;
- sous-traitance auprès de centres publics de recherche ou de laboratoire privés, accords de coopération ;
- coûts liés au maintien et au renforcement des droits de propriété intellectuelle de la Société.

Cette année, notre Société a comptabilisé près de 27,1 millions d'euros de frais de R&D.

Sous réserve que les conventions soient signées et les autorisations administratives obtenues, les montants reçus dans le cadre de contrats d'aide sont comptabilisés en subventions d'exploitation.

L'aide aux activités de R&D peut également prendre la forme d'avances remboursables.

Notre Société bénéficie d'un crédit d'impôt recherche (CIR).

Le montant du crédit d'impôt recherche octroyé est diminué des subventions encaissées au cours d'une année civile pour les projets concernés.

Le montant du CIR enregistré dans les états financiers pour l'année civile 2020 s'élève à 8,9 millions d'euros (avec un impact sur le compte de résultat de l'année fiscale pour 7 061 milliers d'euros).

R. Indemnité de départ en retraite

Indemnités de départ en retraite et engagements similaires

La loi française prévoit le versement en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salarié-es présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite. Notre Société a conclu une convention afin de compléter le montant légal des retraites. Le montant de l'engagement de retraite est traité en engagements hors bilan.

Autres régimes de retraite

Notre Société a décidé d'accorder à certains de ses salarié-es un régime complémentaire en sus du régime normal. Ce régime à prestations définies est géré par un organisme externe.

Les régimes à prestations définies (article 83 du CGI) font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédit projetées qui intègre des hypothèses démographiques (évolution de salaires, âge de départ, rotation du personnel, taux de mortalité) et financières (taux d'actualisation financière et inflation).

Pour les régimes à cotisations définies (article 39 du CGI), les paiements sont constatés en charges de l'exercice auquel ils sont liés. Il n'existe aucun passif actuariel à ce titre.

Selon la publication au 4 juillet 2019 de l'ordonnance relative aux régimes professionnels de retraite supplémentaire, les droits liés à ce régime ont été gelés au 31 décembre 2019.

Les différents calculs que nécessite l'évaluation des engagements de retraite ont été faits avec un taux d'actualisation de 0,75 %, des taux de charges sociales de 51 % pour les cadres et techniciens, 46 % pour les opérateurs.

Les hypothèses d'âge de départ à la retraite se situent entre 62 ans et 65 ans, selon la catégorie socioprofessionnelle.

L'engagement de retraite de notre Société au 31 mars 2021 s'élève à 15 780 milliers d'euros, contre 13 556 milliers d'euros au 31 mars 2020.

S. Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque notre Société a une obligation actuelle contractuelle ou implicite, résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour elle. Les provisions font l'objet d'une actualisation lorsque l'impact de l'actualisation est significatif.

Une provision pour restructuration n'est comptabilisée que lorsqu'il y a une obligation implicite vis-à-vis de tiers, ayant pour origine une décision de la Direction matérialisée avant la date de clôture par l'existence d'un plan détaillé et formalisé et l'annonce de ce plan aux personnes concernées.

Les autres provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique.

(en milliers d'euros)

Provisions pour litiges : prud'hommes, Urssaf, amendes et pénalités, autres	1 865
Provisions pour perte de change	2 004
Provision pour perte sur marchés à terme	1 370

T. Informations relatives aux parties liées

Le Conseil d'administration est composé de :

- Éric Meurice ;
- Paul Boudre, qui assure par ailleurs la direction exécutive de la Société en sa qualité de Directeur général ;
- Bpifrance Participations, représentée par Sophie Paquin ;
- CEA Investissement, représentée par Guillemette Picard ;
- Thierry Sommelet, sur proposition de Bpifrance Participations ;
- Jeffrey Wang, sur proposition de NSIG ;
- Kai Seikku, sur proposition de NSIG ;
- Laurence Delpy ;
- Christophe Gegout ;
- Satoshi Onishi ;
- Françoise Chombar ;
- Shuo Zhang ;
- Wissème Allali ;
- Didier Landru.

Parmi les 14 administrateurs, quatre sont des administrateurs indépendants, à savoir, Eric Meurice, Laurence Delpy, Françoise Chombar et Shuo Zhang. En effet, ils n'ont aucun mandat exécutif au sein de notre Société, n'entretiennent aucune relation de quelque nature que ce soit avec notre Société ou notre Direction générale, qui puisse compromettre l'exercice de leur liberté respective de jugement, et ils sont tous les quatre dépourvus de liens d'intérêt particulier avec ces derniers.

Le 2 février 2021, deux administrateurs représentant les salariés, Wissème Allali et Didier Landru, représentant respectivement le syndicat CGT et CFE-CGC ont rejoint le Conseil d'administration.

Le marché des semi-conducteurs se distingue par un nombre limité d'intervenants, de sorte que notre Société entretient ou est susceptible d'entretenir des relations d'affaires avec les sociétés Shin-Etsu Handotai, Shanghai Simgui Technology Co. Ltd. (« Simgui »), et le Commissariat à

l'énergie atomique et aux énergies renouvelables (CEA). Certains de nos administrateurs, occupent ou ont occupé des fonctions au sein de ces sociétés, ainsi qu'il est décrit au sein des fiches individuelles synthétiques apparaissant au chapitre 4 du présent Document d'Enregistrement Universel.

Société Shin-Etsu Handotai Co. Ltd.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, les achats de matières premières réalisés auprès de la société Shin-Etsu Handotai ont représenté 119 199 milliers d'euros (155 502 milliers d'euros au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020). Notre Société a facturé au titre des redevances la société Shin-Etsu Handotai pour 3 995 milliers d'euros sur l'exercice 2020-2021 (3 599 milliers d'euros sur l'exercice 2019-2020).

Autres parties liées

Pour l'exercice 2020-2021, notre Société a versé au CEA 3 733 milliers d'euros au titre du contrat de R&D (7 344 milliers d'euros pour l'exercice 2019-2020), 121 milliers d'euros au titre de la convention d'accueil et 10 698 milliers d'euros au titre des redevances de brevet (4 960 milliers d'euros pour l'exercice 2019-2020). Notre Société a facturé par ailleurs le CEA pour 1 782 milliers d'euros relatif principalement lié à la vente de plaques 300 mm (1 405 milliers d'euros au 31 mars 2020).

Au cours de l'exercice, notre Société a versé à la société Simgui Technology Co., LTD, 51,8 millions de dollars pour l'achat de plaques de SOI 200 mm (45,5 millions de dollars pour l'exercice 2019-2020).

Notre Société lui a facturé 23,2 millions de dollars de substrats de Silicium (contre 19,1 millions sur l'exercice 2019-2020).

Au cours de l'exercice notre Société a remboursé au titre des programmes subventionnés par Bpifrance 2 millions d'euros et perçu de Bpifrance Financement 1 million d'euros pour le programme Allegro.

Au 31 mars 2021, notre Comité Exécutif (ComEx) comptait 11 membres hors mandataires sociaux (12 au 31 mars 2020), avec un effectif moyen de 11 sur l'exercice. La rémunération brute globale versée aux membres salarié-es du ComEx hors mandataires sociaux incluant les avantages directs et indirects des membres salarié-es est estimée pour l'exercice clos au 31 mars 2021 à 11 423 milliers d'euros.

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Avantages à court terme	4 764	3 796
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Païement en actions	6 659	3 829
TOTAL DES RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES AU PERSONNEL DIRIGEANT DE NOTRE SOCIÉTÉ	11 423	7 625

Sur l'exercice 2020-2021, ont été attribuées aux dirigeants hors mandataires sociaux :

- 18 672 actions de préférence, de façon conditionnelle et sous réserve de conditions de présence et de performance, dans le cadre de la réouverture du plan « Topaz » ;

- 7 294 actions ordinaires gratuites sous conditions de présence et de performance sur l'exercice FY22 ;
- 44 435 actions ordinaires gratuites sous conditions de présence et de performance sur l'exercice FY23 dans le cadre des plans Onyx et Opale ;
- 42 062 actions de préférence (« ADP 2 ») ont été émises dans le cadre de la fin de la 1^{re} tranche du plan Topaz.

Le montant des rémunérations brutes attribuées à nos mandataires sociaux et administrateurs non salarié-es est le suivant :

(en milliers d'euros)	31 mars 2021	31 mars 2020
Avantages à court terme	1 491	1 494
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Valorisation comptable des paiements en actions	1 854	1 068
TOTAL DES RÉMUNÉRATIONS BRUTES ACCORDÉES AUX MANDATAIRES SOCIAUX	3 345	2 562
Jetons de présence versés	1 010	627
Remboursement de frais de déplacement	8	65
TOTAL DES RÉMUNÉRATIONS ACCORDÉES AUX MANDATAIRES SOCIAUX ET ADMINISTRATEURS NON SALARIÉS	4 363	3 254

Le montant des rémunérations brutes attribuées aux mandataires sociaux et administrateur-trice-s non salarié-es est le suivant :

Au cours de l'exercice 2020-2021 :

- 13 306 actions ordinaires ont été attribuées de façon conditionnelle aux mandataires sociaux dans le cadre du plan « Onyx » sous condition de performance et de présence ;
- 12 792 actions de préférence ont été émises au profit des mandataires sociaux dans le cadre de la fin de la 1^{re} tranche du plan Topaz.

U. Montant des honoraires des Commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires de nos Commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 433 milliers d'euros. Ils comprennent la mission de commissariat aux comptes, certification et examen des comptes individuels et consolidés pour 396 milliers d'euros, et la mission pour les services autres que la certification des comptes pour 37 milliers d'euros.

6.3.1.3 Informations bilan et résultat

A. Immobilisations

● ACQUISITIONS

(en milliers d'euros)	Début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation	Acquisit., apports, Virements
Frais d'établissement et de développement	26 853	-	-
Autres postes d'immobilisations incorporelles	62 404	-	19 762
Terrains	2 185	-	224
<i>Dont composants</i>	-	-	-
Constructions sur sol propre	7 210	-	452
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-
Const. Install. générales, agenc., aménag.	-	-	-
Install. techniques, matériel et outillage ind.	226 145	-	36 486
Installations générales, agenc., aménag.	54 223	-	2 786
Matériel de transport	101	-	5
Matériel de bureau, informatique, mobilier	12 996	-	1 670
Emballages récupérables et divers	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	27 064	-	54 283
Avances et acomptes	-	-	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	419 181	-	115 668
Participations évaluées par mise en équivalence	-	-	-
Autres participations	261 941	-	97 067
Autres titres immobilisés	-	-	1 050
Prêts et autres immobilisations financières	758	-	156
Immobilisations financières	262 700	-	98 273
TOTAL GÉNÉRAL	681 881	-	213 941

● DIMINUTIONS

(en milliers d'euros)	Diminutions		Fin d'exercice
	Virement	Cession	
Frais d'établissement et développement	30	-	26 823
Autres postes immob. Incorporelles	5 094	104	76 969
Terrains	-	-	2 409
Constructions sur sol propre	-	-	7 663
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-
Constructions, installations générales, agenc.	-	-	-
Installations techn., matériel et outillages ind.	-	5 174	257 458
Installations générales, agencements divers	-	720	56 289
Matériel de transport	-	-	106
Matériel de bureau, informatique, mobilier	-	137	14 528
Emballages récupérables et divers	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	38 462	11 484	31 400
Avances et acomptes	-	-	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	43 586	17 619	473 645
Participations évaluées par mise équivalence	-	-	-
Autres participations	-	51 009	307 999
Autres titres immobilisés	-	-	1 050
Prêts et autres immobilisations financières	-	8	907
Immobilisations financières	-	51 017	309 956
TOTAL GÉNÉRAL	43 586	68 635	783 602

B. Amortissements

<i>(en milliers d'euros)</i>	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement	1 003	3 352		4 355
Autres immobilisations incorporelles	48 739	4 028	91	52 676
Terrains	226	76		302
Constructions sur sol propre	4 331	492		4 823
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	
Constructions installations générales, agenc., aménag.	-	-	-	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	183 040	12 533	2 994	192 579
Installations générales, agenc. et aménag. divers	35 564	2 910	16	38 458
Matériel de transport	81	6		87
Matériel de bureau et informatique, mobilier	11 331	894	114	12 112
Immobilisations incorporelles et corporelles	284 316	24 291	3 216	305 392
TOTAL GÉNÉRAL	284 316	24 291	3 216	305 392

● VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Dotations			Reprises			Mouvements
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort. fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort. fisc. exception.	Amortissements fin exercice
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	129	(129)
TOTAL	-	-	-	-	-		(129)

<i>(en milliers d'euros)</i>	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Charges réparties sur plusieurs exercices				
Frais d'émission d'emprunts à étaler	1 577	3 942	879	4 639
Primes de remboursement des obligations	-	-	-	-

C. Provisions inscrites au bilan

(en milliers d'euros)	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Amortissements dérogatoires	392	-	129	263
Provisions réglementées	392	-	129	263
Provisions pour litiges	1 816	462	490	1 787
Provisions pour garanties données aux clients	-	-	-	-
Provisions pour pertes sur marchés à terme	-	1 370	-	1 370
Provisions pour amendes et pénalités	-	-	-	-
Provisions pour pertes de change	690	2 004	690	2 004
Autres provisions pour risques et charges	-	78	-	78
Provisions risques et charges	2 506	3 913	1 180	5 238
Dépréciations immobilisations incorporelles	237	-	-	237
Dépréciations immobilisations corporelles	5 267	-	1 419	3 848
Dépréciations titres de participation	407	86	-	492
Dépréciations autres immobilis. financières	248	-	68	180
Dépréciations stocks et en cours	10 523	12 596	8 592	14 528
Dépréciations comptes clients	74	-	63	11
Autres dépréciations	-	-	-	-
Dépréciations	16 757	12 682	10 142	19 296
TOTAL GÉNÉRAL	19 654	16 595	11 451	24 797
Dotations et reprises d'exploitation	-	14 030	10 564	-
Dotations et reprises financières	-	2 565	758	-
Dotations et reprises exceptionnelles	-	-	129	-

D. Créances et dettes

État des créances (en milliers d'euros)	Montant brut	1 an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	112 837	112 837	-
Prêts	-	-	-
Autres immobilisations financières	907	214	693
Clients douteux ou litigieux	11	11	-
Autres créances clients	106 550	106 550	-
Créance représentative de titres prêtés	-	-	-
Personnel et comptes rattachés	10	10	-
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	-	-	-
État, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	18 452	15 879	2 573
État, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	3 101	3 101	-
État, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	-	-	-
État, autres collectivités : créances diverses	11 979	7 756	4 222
Groupe et associés	-	-	-
Débiteurs divers	2 006	2 006	-
Charges constatées d'avance	1 937	1 937	-
TOTAL GÉNÉRAL	257 790	250 302	7 488

État des dettes (en milliers d'euros)	Montant brut	1 an au plus	Plus de 1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	475 000	-	475 000	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine	94 632	73	-	94 559
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	90 531	90 531	-	-
Personnel et comptes rattachés	18 773	18 773	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	20 883	19 718	1 165	-
• État : impôt sur les bénéfices	-	-	-	-
• État : taxe sur la valeur ajoutée	1 185	1 185	-	-
• État : obligations cautionnées	-	-	-	-
• État : autres impôts, taxes et assimilés	3 369	3 369	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	15 548	15 548	-	-
Groupe et associés	844	844	-	-
Autres dettes	10 523	10 412	111	-
Dettes représentatives de titres empruntés	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	16 248	2 177	9 080	4 992
TOTAL GÉNÉRAL	747 537	161 219	485 356	99 551
Emprunts souscrits en cours d'exercice	419 632	-	-	-

E. Éléments relevant de plusieurs postes de bilan

(en milliers d'euros)	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISÉ			
Capital souscrit non appelé	-	-	-
Participations	183 232	11 437	-
Créances rattachées à des participations	112 837	34 000	-
ACTIF CIRCULANT			
Créances clients et comptes rattachés	63 774	3 348	-
Autres créances	21	-	-
DETTES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 265	6 703	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-
Autres dettes	844	-	-

F. Écarts de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères

Nature des écarts (en milliers d'euros)	Actif Perte latente	Écarts compensés par couverture de change	Provision pour perte de change	Passif Gain latent
Immobilisations non financières	-	-	-	-
Immobilisations financières	1 107	-	1 107	53
Créances	2	-	2	1 465
Dettes financières	-	-	-	-
Dettes d'exploitation	895	-	895	242
Dettes sur immobilisations	-	-	-	-
TOTAL	2 004	-	2 004	1 760

G. Composition du capital social

Catégories de titres (en milliers d'euros)	Nombre de titres			Valeur nominale
	À la clôture de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	33 180 921	-	-	2,00
Actions préférentielles	184 302	86 322	-	2,00

● VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Situation à l'ouverture de l'exercice (en milliers d'euros)	Solde	
CAPITAUX PROPRES AVANT DISTRIBUTIONS SUR RÉSULTATS ANTÉRIEURS	-	431 602
Distributions sur résultats antérieurs	-	
CAPITAUX PROPRES APRÈS DISTRIBUTIONS SUR RÉSULTATS ANTÉRIEURS	-	431 602
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital	-	173
Variations des primes liées au capital	-	757
Variations des réserves	-	380
Variations des subventions d'investissement	-	-
Variations des provisions réglementées	129	-
Autres variations (RAN)	380	-
Résultat de l'exercice	-	68 686
SOLDE	-	69 487
Situation à la clôture de l'exercice	Solde	
CAPITAUX PROPRES AVANT RÉPARTITION	-	501 089

H. Affectation des résultats soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale

(en milliers d'euros)	Montant
1 - Origine	
Résultat de l'exercice	68 686
dont résultat courant après impôts	-
TOTAL	68 686
2 - Affectations	
Réserve légale	17
Report à nouveau créateur	68 669
TOTAL	68 686

I. Provisions pour risques et charges

Rubriques (en milliers d'euros)	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Litiges prud'homaux	525	358	-	-	883
Litiges autres	1 291	104	-	490	905
Risque sur marché à terme	-	1 370	-	-	1 370
Perte de change	690	2 004	-	690	2 004
Autre PRC (cut-off)	-	78	-	-	78
TOTAL	2 506	3 913	-	1 180	5 238

● EFFECTIFS MOYENS

Effectifs	Personnel salarié
Opérateurs	386
Techniciens et employés	391
Ingénieurs et cadres	414
TOTAL	1 191

J. Ventilation du chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/03/2021	Total 31/03/2020	% 2020/2021
Par marché géographique	60 009	490 035	550 043	577 355	- 5 %

● DÉTAIL DES PRODUITS À RECEVOIR

Produits à recevoir (en milliers d'euros)	Montant
Intérêts courus sur créances rattachées à des participations	2
Clients – Factures à établir	27 395
Manual-avoirs à recevoir	26
Avoirs à recevoir	67
TOTAL	27 489

Les produits à recevoir sont majoritairement constitués (22,4 milliers d'euros) des transferts de stocks en consignation.

● DÉTAIL DES CHARGES À PAYER

Produits à recevoir (en milliers d'euros)	Montant
Intérêts courus sur emprunts auprès des établissements de crédit	73
Avoirs à établir	797
Personnel – Charges à payer	59
Provision notes de frais	45
Dettes provisionnées pour congés	7 366
Autres charges à payer	11 239
Charges sociales sur congés à payer	3 536
Autres charges à payer	13 711
État – Charges à payer	3 023
Agefiph – Contribution financière	36
Charges à payer	1 010
Factures non parvenues sur achats stockés	6 231
Factures non parvenues sur achats non stockés	6 940
Factures non parvenues divers	18 588
Factures non parvenues immobilisations	5 513
TOTAL	78 165

● DÉTAIL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Produits constatés d'avance, libellé (en milliers d'euros)	Date/Période		
Contrat de licences	01/04/21	31/03/22	1 241
Capitalisation produits (CIR, Subvention, Prototype)	01/04/21	31/03/29	14 894
Cut-off CA FY22	01/04/21	30/04/22	113
TOTAL			16 248

● DÉTAIL DES CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Charges constatées d'avance, libellé (en milliers d'euros)	Date/Période		Exploitation
CCA-Maintenance diverse	01/04/21	31/03/22	1 241
CCA-Leasing	01/04/21	31/03/22	696
TOTAL			1 937

K. Produits et charges exceptionnels

Nature des charges (en milliers d'euros)	Montant
675000 Cessions actifs exploitation	12 068
675600 Charges exceptionnelles sur cessions d'actifs	1 446
678000 Charges exceptionnelles diverses	1 222
Charges exceptionnelles sur opération en capital	14 736
Nature des produits (en milliers d'euros)	Montant
772000 Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	1
Produits exceptionnels sur opération de gestion	1
775000 Produits de cessions des éléments d'actifs	11 050
775600 Produits exceptionnels suite cession actifs financiers	3 043
Produits exceptionnels sur opération en capital	14 093
787250 Reprise de provisions amortissements dérogatoires	129
Reprises de provisions et transferts de charges	129
TOTAL	14 223

Les produits et charges de cession d'élément d'actif correspondent essentiellement aux cessions d'immobilisations à la filiale Soitec LAB ou à des opérations de lease-back.

L. Situation fiscale différée et latente

(en milliers d'euros)	Montant
IMPÔT DÛ SUR :	
Écart de conversion actif	569
Provision pour perte de change sur marchés à terme	389
Total accroissements	958
IMPÔT PAYÉ D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Organic	64
Autres	1 369
À déduire ultérieurement :	-
Autres Indemnités retraite *	4 106
TOTAL ALLÈGEMENTS	5 538
Situation fiscale différée nette	(4 580)
Crédit à imputer sur déficits reportables *	160 720
Situation fiscale latente	160 720

* Par mesure de simplicité un taux de 28,41 % a été utilisé et un taux de 25,83 % pour les indemnités de retraite et les déficits reportables.

6.3.1.4 Engagements financiers et autres informations

A. Engagements de crédit-bail

(en milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
Valeur d'origine	-	-	68 207	-	68 207
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs	-	-	20 593	-	20 593
Exercice en cours	-	-	9 546	-	9 546
Total	-	-	30 139	-	30 139
VALEUR NETTE			38 068	-	38 068
REDEVANCES PAYÉES					
Cumul exercices antérieurs	-	-	22 856	-	22 856
Exercice en cours	-	-	9 779	-	9 779
Total	-	-	32 636	-	32 636
REDEVANCES À PAYER					
À un an au plus	-	-	9 818	-	9 818
À plus d'un an et moins de 5 ans	-	-	26 530	-	26 530
À plus de cinq ans	-	-	2 162	-	2 162
Total	-	-	38 510	-	38 510
VALEUR RÉSIDUELLE	-	-	-	-	-
Montant pris en charge dans l'exercice	-	-	9 717	-	9 717

B. Engagements hors bilan

(en milliers d'euros)	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	-
Avals et cautions	4
Engagements en matière de pension	15 780
Autres engagements donnés	161 430
Engagement de location longue durée	64
Garanties données	80 491
Autres engagements *	80 875
TOTAL	177 214

* Un engagement d'achat renforcé a été signé le 31/03/2020 avec la société SK Siltron, prenant effet le 01/04/2020. Une pénalité (engagement contractuel d'indemnisation) est convenue d'un montant maximum de 110 000 000 de dollars américains. Le montant de 80,9 millions d'euros représentant l'engagement d'achats restant à respecter jusqu'à la fin du contrat soit le 31/03/2024.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas sous le contrôle de l'entité ou à des obligations actuelles pour lesquelles une sortie de ressources n'est pas probable. Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information en annexe.

Au 31 mars 2021, le total des garanties/nantissements/engagements donnés par notre Société s'élève à 80,5 millions d'euros et les principaux bénéficiaires sont les suivants :

- la société de projet hébergeant la centrale solaire de Touwsrivier (CPV Power Plant n° 1) : 20,0 millions d'euros ;
- les acquéreurs des centrales solaires de Desert Green et Rians : 3 millions d'euros ;
- une lettre de confort donnée à sa filiale Frec[n]sys pour lui permettre de négocier et de faire face à ses engagements : 0,6 million d'euros ;
- une lettre de confort donnée par notre Société à Soitec Asia Holding Pte. Ltd. pour lui permettre de continuer à négocier et de faire face à ses engagements pour l'année prochaine pour 43 milliers d'euros ;

- une lettre de confort donnée à sa filiale Dolphin Design pour lui permettre de faire face à ses engagements envers STMicroelectronics au titre des bons de commande passés dans le cadre du Contrat-cadre pour 1,6 million d'euros ;
- une garantie monétaire du prêt contracté par Soitec Microelectronics Singapore Pte Ltd auprès des banques Société Générale, OCBC, HSBC et SMFL pour 39,8 millions d'euros ;
- une garantie de cautionnement solidaire de la société mère pour sécuriser le paiement de Soitec Belgium n.v. à ES Finance au titre de deux contrats de location de matériel pour 0,8 million d'euros ;
- garantie (cautionnement solidaire) donnée par notre Société (correspondant à 80 %) à sa filiale Dolphin Design, afin de garantir le paiement de toutes les sommes dues (mais restées impayées) conformément au contrat de location concernant le nouveau bâtiment HQ de Dolphin Design : 0,5 million d'euros ;
- contre-garantie donnée par notre Société à la Société Générale dans le cadre de la garantie bancaire de la Société Générale fournie au client RF360 concernant l'obligation de Soitec SA de rembourser le premier investissement de RF360 dans la capacité supplémentaire de Soitec SA pour 14,2 millions d'euros.

Engagements principaux donnés aux filiales (garanties et cautions)

Montant (en milliers d'euros)

Soitec Solar US	3 027
Soitec Solar RSA	20 000
Frec n sys	600
Dolphin Design	2 047
Soitec Belgium	774
Soitec Microelectronics Singapore	39 789

Engagements principaux donnés pour le compte de Soitec S.A. (garanties et cautions)

Montant (en milliers d'euros)

Engagement contractuel auprès de SK Siltron	80 875
Contre garantie en remboursement de l'investissement de RF360	14 211

C. Engagements de rachats

Dolphin

Le pacte d'actionnaires de Dolphin Design SAS incluait une option de vente octroyée à MBDA. Selon cette option, MBDA pouvait exiger de notre Société qu'elle rachète l'intégralité des 40 % de titres que MBDA détenait dans Dolphin Design SAS, et ce entre le 1^{er} novembre et le 31 décembre 2022 (avec également la possibilité de racheter une 1^{re} tranche de 20 % en novembre 2020).

En novembre 2020, notre Société a exercé son option de racheter 20 % de Dolphin Design pour un prix fixe de 2 000 milliers d'euros.

Soitec Belgium

Au 31 mars 2021, les dirigeants fondateurs de Soitec Belgium (*anciennement EpiGan n.v.*) détiennent 3,39 % du capital. Le pacte d'actionnaire prévoit une option croisée d'achat/vente à ces dirigeants pour un prix qui sera fixé en fonction de l'atteinte de critères de performance.

6.3.1.5 Filiales et participations

Dénomination Siège social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid. encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (PLUS DE 50 %)	DEVISE LOCALE		EURO	EURO	EURO
Soitec USA Holding Inc. 11182 El Camino Real Suite 260 San Diego CA 92130 États-Unis	1 000	100 %	16 796		-
	307 430 000		16 796		(6 232 836)
SOITEC Japan Inc West Tower 20 F, Otemachi First Square 1-5-1 Otemachi, Chiyoda-Ku 100-0004 Tokyo Japon	300 500 000	100 %	2 636 988		51 727 425
	1 250 120 608		2 636 988		1 433 271
Soitec Korea Kyunggi-do hwasung-si Bansong Dong 93-10, Shinyoung Gwell Corée	500 000 000	100 %	328 483		51 433
	712 955 708		328 483		804
Soitec Corporate services Chemin des Franques Parc technologique des Fontaines 38190 Bernin	1 000	100 %	1 000		-
	(20 000)		1 000		(4 000)
Soitec Trading Co. Ltd. (clôture au 31/12) 3261 Dong Fang Road Shangai Chine	860 594	100 %	102 138		807 991
	2 400 095		102 138		172 154
Frec n sys 18 rue Alain Savary 25000 Besançon France	499 500	100 %	2 949 287		614 087
	1 282 511		2 949 287		415 984
Concentrix Holding Parc technologique des Fontaines 38190 Bernin	498 969 000	100 %	3 894 000		-
	35 173 000		3 894 000		(542 000)
Dolphin Design SAS 1BA, Chemin du Pré Carré 38240 Meylan	5 500 000	80 %	5 300 001	5 610 000	22 009 938
	6 446 533		5 300 001		1 037 189
Soitec Asia Holding 81 Pasir Ris Industrial Drive 1 Singapore 518220	1	100 %	126 392 973	30 708	-
	142 061 000		126 392 973		(8 529)

Dénomination Siège social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid. encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
Soitec Lab Parc technologique des Fontaines Chemin des Franques 38190 BERNIN	6 000 000	100 %	7 166 195	7 925 874	4 261 667
	7 166 195		7 166 195		-
NEWCO 2 Parc technologique des Fontaines Chemin des Franques 38190 BERNIN	1 000	100 %	1 000		-
	807		1 000		(193)
NEWCO 3 Parc technologique des Fontaines Chemin des Franques 38190 BERNIN	1 000	100 %	1 000		-
	807		1 000		(193)
NEWCO 4 Parc technologique des Fontaines Chemin des Franques 38190 BERNIN	1 000	100 %	1 000		-
	807		1 000		(193)
Soitec Belgium Kempische Steenweg 293 3500 Hasselt Belgique	9 742 000	96,7 %	34 441 030	1 037 460	2 484 585
	8 520 472		34 441 030		(1 172 092)
PARTICIPATIONS (10 À 50 %)					
Greenwaves Technologies Pépinière des entreprises Bergès Avenue des Papeteries 38190 Villard Bonnot	1 774 551	16,63 %	3 298 873		160 039
	8 068 819		3 298 873		(2 110 625)
AUTRES TITRES - PARTICIPATIONS INFÉRIEURES À 10 %					
Technocom 2 23, rue Royale 75008 Paris	26 661 766	8,0 %	2 350 000		-
	28 599 842		2 288 222		(236 813)
Technocom 3 23, rue Royale 75008 Paris	9 949 884	8,0 %	1 500 000		-
	8 691 693		1 409 394		(1 258 191)
Simgui 200, Puhui Road, Jiading District Shanghai Chine	315 000 000	2,7 %	4 440 962		82 944 055
	777 515 274		4 440 962		9 418 263
Cissoïd Chemin du Cyclotron 6 1348 Louvain-la-Neuve Belgique	1 706 054	0,18 %	339 903		1 234 208
	610 599		-		(595 424)

Au sein du tableau qui précède, le capital social et les capitaux propres des filiales et participations sont indiqués en devises locales :

- en dollars américains pour Soitec Asia Holding Pte. Ltd. et Soitec USA Holding Inc. ;
- en yen japonais pour Soitec Japan Inc. ;
- en won coréen pour Soitec Korea LLC ;
- en yuan chinois pour Soitec Trading (Shanghai) Co. Ltd. et Shanghai Simgui Technology Co. Ltd. ;

- en euros pour Frec|n|sys SAS, Soitec Corporate Services SAS, SOITEC LAB SAS, Soitec Newco 2 SAS, Soitec NewCo 3 SAS, Soitec NewCo 4 SAS, Concentrix Holding SAS, Dolphin Design SAS, Soitec Belgium, Technocom 2 et 3, Greenwaves Technologies SAS et Cissoïd.

Pour les participations inférieures à 10 %, aucun prêt, ni avance, ni caution, n'ont été accordés au cours de l'exercice.

6.3.2 Rapport de nos Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2021

À l'Assemblée Générale de la société Soitec S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Soitec S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2021 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'Audit et des Risques.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} avril 2020 à la date d'émission de notre rapport, et, notamment, nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du Règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

● CAPITALISATION ET ÉVALUATION AU BILAN DES FRAIS DE DÉVELOPPEMENT

Risque identifié	Notre réponse
Au 31 mars 2021, les frais de développement capitalisés représentent au sein du bilan de la société un montant net de M€ 39. Tel que cela est décrit dans la note « Immobilisations incorporelles et corporelles » de l'annexe aux comptes annuels, les frais de développement encourus par la société dans le cadre de ses nouveaux projets sont capitalisés dès lors que les critères d'immobilisation sont respectés et notamment qu'il est probable que le projet développé générera des avantages économiques futurs qui bénéficieront à la société. Les frais de développement capitalisés font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Nous avons identifié la capitalisation et l'évaluation au bilan des frais de développement comme un point clé de notre audit en raison du caractère significatif de ces actifs incorporels dans le bilan de la société et du jugement exercé par la direction lors de leur capitalisation initiale et de la réalisation des tests de dépréciation.	Nous avons pris connaissance des procédures relatives à la capitalisation initiale des frais de développement et à l'établissement des estimations utilisées dans la réalisation des tests de dépréciation de ces actifs. Nos travaux ont notamment consisté, pour les projets que nous avons sélectionnés, à : <ul style="list-style-type: none"> • apprécier le respect des critères de capitalisation tels que définis dans l'annexe aux comptes annuels, ainsi que leur correcte application ; • tester, par sondages, la concordance des montants inscrits à l'actif au 31 mars 2021 avec la documentation probante sous-jacente ; • apprécier les données et les hypothèses retenues par la société dans le cadre des tests de dépréciation des frais de développement capitalisés en nous entretenant avec la direction ; • contrôler l'exactitude arithmétique de ces tests.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4, L. 22-10-10 et L. 22-10-9 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considérés susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-11 du Code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du Commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le Règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des Commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la société Soitec S.A. par votre Assemblée Générale du 25 juillet 2016.

Au 31 mars 2021, nos cabinets étaient dans la cinquième année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'Audit et des Risques de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité d'Audit et des Risques

Nous remettons un rapport au Comité d'Audit et des Risques qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'Audit et des Risques figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'Audit et des Risques la déclaration prévue par l'article 6 du Règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'Audit et des Risques des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes
Paris-La Défense et Lyon, le 1^{er} juillet 2021

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Jacques Pierre
Associé
Stéphane Devin
Associé

Ernst & Young Audit
Nicolas Sabran
Associé

6.4 Autres informations financières et comptables

6.4.1 Tableau de nos résultats au cours des cinq derniers exercices

● RÉSULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Date d'arrêté (en milliers d'euros)	31/03/2017	31/03/2018	31/03/2019	31/03/2020	31/03/2021
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
I. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	60 623	62 762	62 762	66 558	66 730
Nombre d'actions	-	-	-	-	-
• ordinaires	30 311 510	31 367 567	31 367 567	33 180 921	33 180 921
• de préférence	-	269 365	269 365	97 980	184 302
Nombre maximum d'actions à créer	-	-	-	-	-
• par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
• par droit de souscription	-	-	-	-	-
II. OPÉRATIONS ET RÉSULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	238 223	296 034	448 694	577 355	550 043
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	24 346	(477 674)	103 216	54 136	97 701
Impôts sur les bénéfices	(13 883)	(7 458)	3 421	495	(1 352)
Participation des salariés	-	-	2 522	1 107	52
Dot. Amortissements et provisions	17 881	(517 764)	(11 186)	(47 194)	30 314
Résultat net	20 348	47 548	108 460	99 727	68 686
Résultat distribué	-	-	-	-	-
III. RÉSULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot. amortissements, provisions	1,26	- 14,99	3,1	1,58	2,98
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	0,67	1,52	3,46	3,01	2,07
Dividende attribué	-	-	-	-	-
IV. PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	859	931	1 053	1 128	1 191
Masse salariale	47 573	51 804	55 896	63 738	64 453
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	27 099	23 511	25 717	30 184	36 438

6.4.2 Inventaire de nos valeurs mobilières en portefeuille

(en milliers d'euros)	Valeur d'inventaire 31/03/2021
A. TITRES DE PARTICIPATIONS	
Soitec USA Holding Inc.	17
Soitec Japan Inc.	2 637
Soitec Korea LLC	328
Soitec Corporate Services SAS	1
Soitec Trading Shanghai Co. Ltd.	102
Frec n sys SAS	2 949
Concentrix Holding SAS	3 894
Dolphin Design SAS	5 300
Soitec Asia Holding Pte. Ltd.	126 393
Soitec Lab SAS (ex-Soitec Newco 1)	7 166
Soitec Newco 2 SAS	1
Soitec Newco 3 SAS	1
Soitec Newco 4 SAS	1
Soitec Belgium	34 441
Cissoïd	340
Technocom	3 850
Shanghai Simgui Technology Co. Ltd.	4 441
Greenwaves Technologies SAS	3 299
B. CRÉANCES SUR PARTICIPATIONS	
Soitec Microelectronics Singapore Pte Ltd.	98 232
Soitec Asia Holding Pte. Ltd.	31
Soitec Lab SAS	7 926
Frec n sys SAS	-
Soitec Belgium	1 037
Dolphin Design SAS	5 612
C. AUTRES TITRES IMMOBILISÉS	
OCA Greenwaves	1 050
D. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT	
Valeurs mobilières de placement	140 116
E. ACTIONS PROPRES	
4 351 Actions autodétenues	369
TOTAL	449 535



7

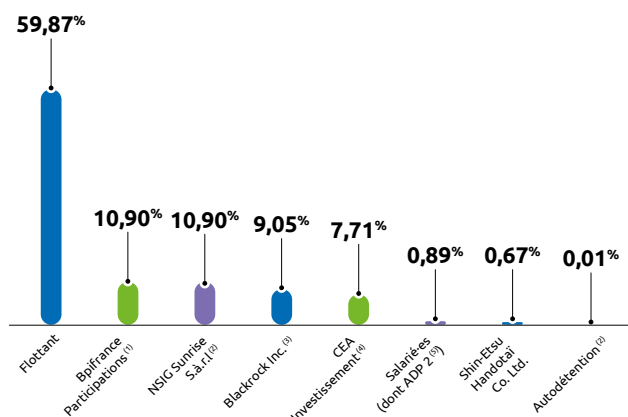


Capital et actionnariat

7.1	Notre actionnariat	288	7.2	Informations sur notre capital social	295
7.1.1	Nos actionnaires à la date d'arrêté du Document d'Enregistrement Universel	288	7.2.1	Évolution de notre capital social depuis le 1 ^{er} avril 2020	295
7.1.2	Évolution de nos principaux actionnaires au cours des trois derniers exercices	290	7.2.2	Détention par notre Société de ses propres actions	296
7.1.3	Nos données boursières	290	7.2.3	Valeurs mobilières donnant accès à notre capital	298
7.1.4	Informations sur les dividendes	292	7.2.4	Droits d'acquisition et obligations attachés à notre capital souscrit, mais non libéré	307
7.1.5	Droits, privilèges et restrictions attachés à nos actions	292	7.2.5	Informations relatives au capital des sociétés du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option	319
7.1.6	Nos franchissements de seuils et notre situation de contrôle	292	7.2.6	Évolution de notre capital au cours des cinq dernières années	319
7.1.7	Notre actionnariat salarié	294			
7.1.8	Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	294			

7.1 Notre actionariat

7.1.1 Nos actionnaires



(1) Déclaration de franchissement de seuil indirect (par l'intermédiaire de CDC Croissance et de Bpifrance Participations SA) de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) effectuée auprès de l'AMF le 17 septembre 2020.

(2) Déclaration de franchissement de seuil effectuée par NSIG Sunrise S.à.r.l. auprès de l'AMF le 1^{er} mars 2021.

(3) Information fournie par BlackRock à la Société le 5 mars 2021.

(4) Déclaration de franchissement de seuil effectuée par CEA Investissement auprès de l'AMF le 31 juillet 2020.

(5) ADP 2 de 2,00 euros de valeur nominale chacune, non admises à la cotation.

(6) Actions privées de droit de vote.

Notre Société fait réaliser plusieurs études d'identification actionnariale par an. La dernière date du mois de mars 2021.

Environ 24,61 % détenus par le grand public et des investisseurs institutionnels



Environ 24,61 % des actions de notre Société sont pour une large part détenues par le grand public ou par des investisseurs institutionnels autres que les 50 premiers investisseurs de notre Société.

Un actionariat salarié stable, au potentiel haussier



L'actionariat salarié est stable et toujours peu significatif au 31 mars 2021, s'établissant à 0,89 %.

Notre taux d'actionariat salarié pourrait évoluer sensiblement à la hausse dans les prochains mois et années, en raison du débouclage futur des plans d'attribution gratuite d'actions mis en place au profit de nos salarié-es au cours des trois derniers exercices écoulés.

Une faible autodétention

Au nombre de



nos actions autodétenues représentent environ 0,01 % du total.

Nos trois « investisseurs stratégiques »



En mai et juin 2016, nous avons réalisé deux augmentations de capital majeures, dont l'une était réservée à nos trois « investisseurs stratégiques ». À l'issue de ces opérations, ces derniers détenaient chacun 14,5 % des actions composant notre capital social, soit un total de 43,50 %.

Le 28 juin 2017, ces sociétés ont chacune cédé un nombre identique de nos actions, au profit d'investisseurs institutionnels. À la suite de cette opération, leur position respective était d'environ 12 %.

Le 31 juillet 2020, CEA Investissement a vendu 1 065 000 actions hors marché dans le cadre d'un placement auprès d'investisseurs qualifiés par voie de construction accélérée d'un livre d'ordres. À la suite de cette opération, sa position est d'environ 7,71 %.



À ce jour, nos trois « investisseurs stratégiques » représentent toujours une part importante de notre actionariat : NSIG Sunrise S.à.r.l. et Bpifrance Participations détenant 10,90 % et CEA Investissement 7,71 % de nos actions, soit un total de 29,50 %. En outre, les sociétés NSIG Sunrise S.à.r.l. et Bpifrance Participations sont représentées au sein de notre Conseil d'administration par deux membres et CEA Investissement par un membre.

Nos trois « investisseurs stratégiques » n'agissant pas de concert, ainsi que déclaré à l'occasion de la conclusion de leur pacte d'actionnaires le 7 mars 2016, tel que modifié le 29 avril 2016, notre Société ne se trouve pas en situation de contrôle.

Notre actionnaire historique



Shin-Etsu Handotai, notre partenaire japonais historique et fournisseur de silicium, est toujours présent parmi nos actionnaires actuels.



Actionnaire du premier jour, Shin-Etsu Handotai possède aujourd'hui environ 0,67 % de notre capital, 22 ans après notre introduction en Bourse.

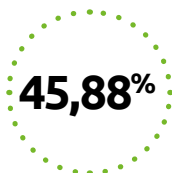
Shin-Etsu Handotai figure ainsi à la 4^e position de nos actionnaires nominatifs.

Notre partenaire japonais est représenté au sein de notre Conseil d'administration par un administrateur.

Une très forte progression de nos 50 premiers investisseurs institutionnels

Nos 50 premiers investisseurs institutionnels représentaient 35 % de nos actionnaires en mars 2018.

En mai 2020, il est ressorti d'une étude de composition actionariale qu'ils détenaient environ 43,86 % de notre capital.



La dernière étude réalisée en mars 2021 a révélé que nos 50 premiers investisseurs institutionnels se partagent désormais 45,88 % de nos actions.

Principalement situés en Europe, aux États-Unis et en Asie, ils ont très majoritairement une stratégie *long-only*.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le paragraphe 7.1.2 *Évolution de nos principaux actionnaires au cours des trois derniers exercices* du Document d'Enregistrement Universel.



7.1.2 Évolution de nos principaux actionnaires au cours des trois derniers exercices

Le tableau ci-dessous présente le nombre d'actions et de droits de vote ainsi que les pourcentages correspondants détenus au 31 mars 2021 par nos principaux actionnaires, par nos actionnaires historiques ainsi que par nos actionnaires salariés.

L'évolution au cours des trois derniers exercices de leurs positions respectives en termes de pourcentages d'actions et de droits de vote exerçables y est également indiquée.

Par principaux actionnaires, il faut entendre celles et ceux possédant directement ou indirectement plus de 5 % de notre capital social. À la connaissance de notre Société, il n'existe aucun autre actionnaire détenant directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5 % du capital ou des droits de vote au 31 mars 2021.

Notre actionariat salarié a été calculé conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, comme plus amplement décrit au paragraphe 7.1.7 *Notre actionariat salarié* du présent Document d'Enregistrement Universel.

Actionnaires	Situation au 31 mars 2021						Situation au 31 mars 2020		Situation au 31 mars 2019	
	Nombre d'actions	Pourcentage d'actions	Nombre de droits de vote théoriques ⁽¹⁾	Pourcentage de droits de vote théoriques ⁽¹⁾	Nombre de droits de vote exerçables ⁽²⁾	Pourcentage de droits de vote exerçables ⁽²⁾	Pourcentage d'actions	Pourcentage de droits de vote exerçables ⁽²⁾	Pourcentage d'actions	Pourcentage de droits de vote exerçables ⁽²⁾
Flottant	19 977 042	59,87 %	20 258 758	49,24 %	20 258 758	50,62 %	65,71 %	65,22 %	65,71 %	65,22 %
NSIG Sunrise S.à.r.l.	3 636 008	10,90 %	7 272 016	17,68 %	6 159 984	15,39 %	10,93 %	10,93 %	10,93 %	10,93 %
Bpifrance Participations	3 636 007	10,90 %	7 272 014	17,68 %	7 272 014	18,17 %	10,93 %	10,93 %	10,93 %	10,93 %
BlackRock Inc.	3 020 740	9,05 %	3 020 740	7,34 %	3 020 740	7,55 %	-	-	-	-
CEA Investissement	2 571 007	7,71 %	2 571 007	6,25 %	2 571 007	6,42 %	10,93 %	10,71 %	10,93 %	10,71 %
Salariés :	297 439	0,89 %	297 439	0,72 %	297 439	0,74 %	0,83 %	0,89 %	0,83 %	0,89 %
• Dont ADP 2 attribuées gratuitement ⁽³⁾	63 069	0,19 %	63 069	0,15 %	63 069	0,16 %	0,29 %	0,29 %	0,00 %	0,00 %
Shin-Etsu Handotai	222 629	0,67 %	445 258	1,08 %	445 258	1,11 %	0,67 %	1,31 %	0,67 %	1,31 %
Autodétention ⁽⁴⁾	4 351	0,01 %	4 351	0,01 %	0	0,00	0,01 %	0,00 %	0,01 %	0,00 %
TOTAL	33 365 223	100,00 %	41 141 583	100,00 %	40 025 200	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

(1) Le nombre de droits de vote théoriques (ou droits de vote « bruts ») sert de base de calcul pour les franchissements de seuils. Conformément à l'article 223-11 du Règlement général de l'AMF, ce nombre est calculé sur la base de l'ensemble des actions auxquelles sont attachés des droits de vote à la date d'arrêt des informations, y compris les actions privées de droit de vote et les actions bénéficiant du droit de vote double.


(2) Le nombre de droits de vote exerçables (ou droits de vote « nets ») est calculé après prise en compte, à la date d'arrêt des informations, du nombre d'actions bénéficiant du droit de vote double, et déduction faite du nombre d'actions privées de droit de vote.

(3) ADP 2 de 2,00 euros de valeur nominale chacune, non admises à la cotation. Le nombre d'actions ordinaires auxquelles pourraient donner droit les ADP 2 du fait de leur conversion est décrit au paragraphe 7.2.3.2 Informations relatives à la dilution potentielle du capital de notre Société du présent Document d'Enregistrement Universel.

(4) Actions privées de droits de vote.

7.1.3 Nos données boursières

7.1.3.1 Notre fiche d'identité

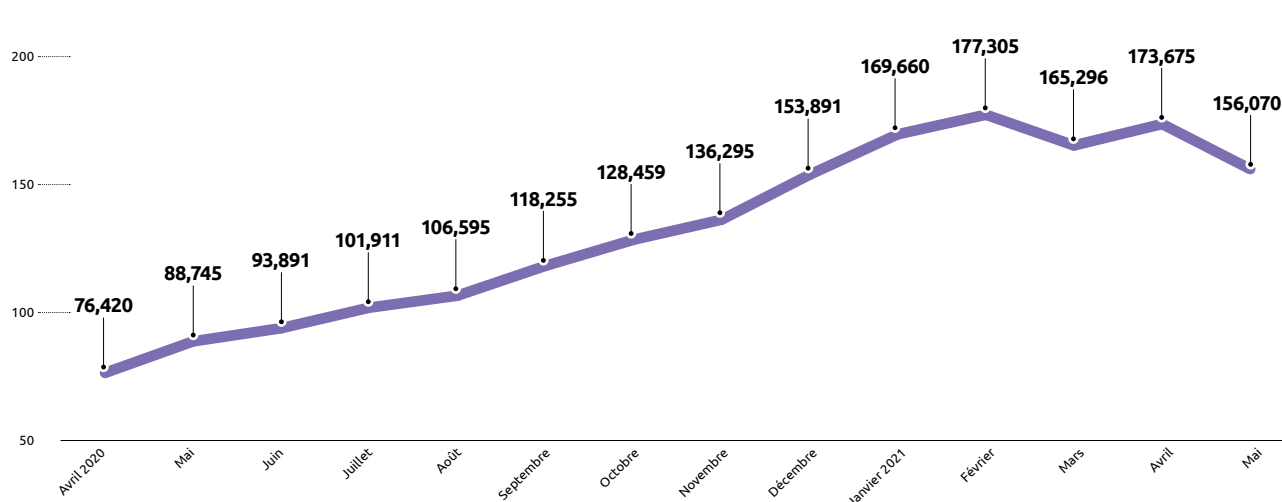
		Événement
Place de cotation		Depuis notre introduction en Bourse le 9 février 1999, notre Société est cotée sur Euronext Paris. Après avoir été listée au compartiment B, elle fait désormais partie du compartiment A.
Indices	CAC Mid 60 SBF 120	À la suite de la révision trimestrielle des indices Euronext Paris en date du 9 mars 2017, le Conseil scientifique des indices a pris la décision de réadmettre notre Société dans les échantillons composant les indices CAC Mid 60 et SBF 120. Cette décision a pris effet le 17 mars 2017 après la clôture du marché.
Mnémonique	SOI	Depuis notre introduction à la Bourse de Paris le 9 février 1999.
ISIN	FR0013227113	Depuis le regroupement de nos actions devenu effectif le 8 février 2017.

7.1.3.2 Tableau de synthèse sur nos deux derniers exercices

	2020-2021	2019-2020
Capitalisation boursière en fin d'exercice (en milliards d'euros)	5,78	2,18
Nombre d'actions cotées	33 180 921	33 180 921
Cours au plus haut (en euros)	191,300	117,200
Cours au plus bas (en euros)	63,600	48,860
Cours moyen en clôture (en euros)	125,89	89,766
Cours en fin de période (en euros)	174,300	65,800

7.1.3.3 Évolution de notre cours de Bourse au cours du dernier exercice (en euros)

Année/mois	Plus haut (en euros)	Plus bas (en euros)	Cours moyen en clôture (en euros)	Volume de titres échangés	Capitaux échangés (en millions d'euros)	Capitalisation sur la base du cours moyen en clôture (en millions d'euros)
2020						
Avril	85,000	63,600	76,420	1 357 523	104,53	2 535,686
Mai	92,500	78,100	88,745	1 239 953	109,42	2 944,640
Juin	99,200	85,250	93,891	2 154 885	201,91	3 115,390
Juillet	110,000	95,200	101,911	2 096 305	213,71	3 381,501
Août	113,300	99,900	106,595	1 239 799	132,54	3 536,920
Septembre	132,800	103,100	118,255	2 658 598	320,90	3 923,810
Octobre	134,700	117,200	128,459	1 587 124	203,40	4 262,388
Novembre	149,900	122,000	136,295	1 758 940	239,62	4 522,394
Décembre	161,500	146,100	153,891	1 322 641	202,42	5 106,245
2021						
Janvier	183,600	158,800	169,660	1 978 545	336,04	5 629,476
Février	191,300	165,300	177,305	1 616 718	287,40	5 883,143
Mars	180,000	154,300	165,296	2 034 941	335,18	5 484,674
Avril	183,000	162,900	173,675	1 211 270	209,91	5 762,696
Mai	170,200	143,000	156,070	1 641 757	255,32	5 207,310



7.1.4 Informations sur les dividendes

Notre Société n'a pas distribué de dividendes au titre de ses trois derniers exercices.

Nous avons l'intention de réinvestir nos bénéfices pour financer notre croissance future et n'envisageons pas de verser de dividendes dans les trois prochaines années.

7.1.5 Droits, privilèges et restrictions attachés à nos actions

7.1.5.1 Deux catégories d'actions différentes

Deux catégories d'actions composent notre capital social :

- des actions ordinaires de 2,00 euros de valeur nominale chacune, cotées sur le marché réglementé d'Euronext à Paris, sous le code ISIN FR0013227113 et le mnémonique « SOI » ; et
- des actions de préférence 2 (« ADP 2 ») de 2,00 euros de valeur nominale chacune, non admises à la cotation.

Conformément à l'article 9 des Statuts, les ADP 2 font l'objet de restrictions temporaires au transfert dans les conditions définies par les statuts aux articles 9 et 10 et décrites au paragraphe 9.1.2 *Statuts* du présent Document d'Enregistrement Universel.

double est conféré aux actions détenues sous la forme nominative depuis au moins deux ans par un-e même actionnaire.

En cas d'augmentation de notre capital par incorporation de réserves, bénéfice ou prime d'émission, le droit de vote double est conféré dès leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement à nos actionnaires à raison d'actions anciennes pour lesquelles elles ou ils bénéficient de ce droit.

Cette règle est applicable depuis le 31 août 2000.

Le droit de vote double cesse pour toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert.

7.1.5.2 Des droits de vote différenciés

Droits de vote simples

Le droit de vote est proportionnel au capital que nos actions représentent.

Lors de la tenue de nos Assemblées Générales, chacune de nos actions donne droit à une voix.

Droits de vote doubles

Depuis la décision prise par notre Assemblée Générale Mixte réunie le 30 novembre 1998, l'article 22 de nos statuts prévoit qu'un droit de vote

Droits de vote de nos principaux actionnaires

Les nombres exacts de droits de vote dont disposaient nos principaux actionnaires ainsi que nos actionnaires historiques à la date du 31 mars 2021, ainsi que leur proportion respective de droits de vote exerçables au cours de nos Assemblées Générales, sont décrits ci-dessus au paragraphe 7.1.2 *Évolution de nos principaux actionnaires au cours des trois derniers exercices*.

7.1.5.3 Modification des droits de nos actionnaires dans les conditions légales

Les décisions modifiant de manière générale les statuts de notre Société sont adoptées par notre Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de majorité légales.

7.1.6 Nos franchissements de seuils et notre situation de contrôle

7.1.6.1 Franchissements de seuils au cours notre dernier exercice

A. Nos franchissements de seuils légaux

Au cours de la période du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021, les déclarations de franchissements de seuils suivantes ont été effectuées auprès de notre Société conformément à l'article L. 233-7 du Code de commerce :

BLACKROCK, INC.

Date de franchissement	Sens du franchissement	Seuil(s) franchi(s)	Nombre d'actions détenues après le franchissement de seuil	Pourcentage de capital déclaré	Nombre de droits de vote détenus après le franchissement de seuil	Pourcentage de droits de vote déclarés
20/05/2020	⬆	5 % de notre capital	1 664 870	5,00 %	1 664 870	4,91 %
01/06/2020	⬆	5 % de nos droits de vote	1 705 907	5,13 %	1 705 907	5,03 %
25/08/2020	⬇	5 % de notre capital et de nos droits de vote	1 432 901	4,31 %	1 432 901	4,22 %
26/08/2020	⬆	5 % de notre capital et de nos droits de vote	1 892 465	5,69 %	1 892 465	5,58 %

* Depuis le 31 mars 2021, BlackRock, Inc. (agissant pour le compte de clients et de fonds dont elle assure la gestion) a, par déclaration à titre de régularisation en date du 31 mai 2021, indiqué avoir franchi en baisse le 27 août 2020 le seuil de 5 % des droits de vote, puis en hausse, le 11 septembre 2020, ce même seuil. BlackRock Inc. a précisé détenir, au 27 mai 2021, pour le compte des clients et de fonds dont elle assure la gestion, 3 131 663 actions représentant 9,39% du capital et 7,61% des droits de vote de la Société.

NSIG SUNRISE S.À.R.L. *

Date de franchissement	Sens du franchissement	Seuil(s) franchi(s)	Nombre d'actions détenues après le franchissement de seuil	Pourcentage de capital déclaré	Nombre de droits de vote détenus après le franchissement de seuil	Pourcentage de droits de vote déclarés
12/07/2020	↗	15 % de nos droits de vote	3 636 008	10,93 %	7 272 016	17,71 %

CEA INVESTISSEMENT

Date de franchissement	Sens du franchissement	Seuil(s) franchi(s)	Nombre d'actions détenues après le franchissement de seuil	Pourcentage de capital déclaré	Nombre de droits de vote détenus après le franchissement de seuil	Pourcentage de droits de vote déclarés
31/07/2020	↘	10 % de notre capital et de nos droits de vote	2 571 007	7,73 %	2 571 007	7,58 %

* Depuis le 31 mars 2021, CEA Investissement a déclaré avoir franchi à la hausse le seuil de 10% des droits de vote de la Société, à la suite d'une attribution de droits de vote double.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (CDC) *

Date de franchissement	Sens du franchissement	Seuil(s) franchi(s)	Nombre d'actions détenues après le franchissement de seuil	Pourcentage de capital déclaré	Nombre de droits de vote détenus après le franchissement de seuil	Pourcentage de droits de vote déclarés
05/07/2020	↗	15 % et 20 % de nos droits de vote	3 937 490	11,83 %	7 573 497	20,19 %
27/08/2020	↘	20 % de nos droits de vote	3 937 490	11,83 %	7 573 497	18,44 %

* Ces seuils ont été franchis indirectement, via CDC Croissance et Bpifrance Participations SA.

EPIC BPIFRANCE *

Date de franchissement	Sens du franchissement	Seuil(s) franchi(s)	Nombre d'actions détenues après le franchissement de seuil	Pourcentage de capital déclaré	Nombre de droits de vote détenus après le franchissement de seuil	Pourcentage de droits de vote déclarés
05/07/2020	↗	15 % de nos droits de vote	3 636 007	10,92 %	7 272 014	19,39 %

* Ces seuils ont été franchis indirectement, via Bpifrance Participations SA.

B. Nos franchissements de seuils statutaires

L'article 11 de nos statuts prévoit que tout franchissement de notre seuil statutaire de 3 % du capital ou des droits de vote doit nous être divulgué.

Nous n'avons reçu aucune déclaration de notre franchissement de seuil statutaire de 3 % au cours de l'exercice 2020-2021.

7.1.6.2 Absence de contrôle de notre Société

Nos trois actionnaires de référence n'agissant pas de concert ainsi que déclaré à l'occasion de la conclusion de leur pacte d'actionnaires le 7 mars 2016, tel que modifié le 29 avril 2016, notre Société ne se trouve pas en situation de contrôle. À la connaissance de la Société, le pacte d'actionnaires expire, conformément à son terme, à l'issue de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021.

À notre connaissance, il n'existe aucun-e actionnaire détenant, directement ou indirectement, une fraction de notre capital social ou de nos droits de vote nous mettant en situation de contrôle.

7.1.6.3 Changement de contrôle de notre Société

À notre connaissance, il n'existe aucun accord dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de contrôle de notre Société.

En dehors des droits de vote double décrits au paragraphe 7.1.5.2 *Des droits de vote différenciés* du présent Document d'Enregistrement Universel et des éléments présentés au paragraphe 7.1.8 *Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique*, il n'existe aucune disposition de notre acte constitutif, de nos statuts, de l'une de nos chartes ou de l'un de nos règlements, qui pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle de notre Société.

7.1.7 Notre actionariat salarié

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous indiquons que la proportion du capital que représentent les actions détenues par nos salarié·es au 31 mars 2021 est de 0,89 %, soit 234 370 actions ordinaires et 63 069 ADP 2 gratuites. Elle résulte des deux mécanismes suivants :

- notre Société a mis en place un plan d'épargne d'entreprise au bénéfice du personnel salarié des entités françaises et singapouriennes de notre Groupe *via* un fonds commun de placement d'entreprise (« FCPE Jade ») en application de la 31^e résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 26 juillet 2019 et d'une décision du Conseil d'administration du 26 juillet 2019 ;

- par ailleurs, les actions détenues au nominatif par nos salarié·es incluses dans ce calcul résultent d'attributions gratuites d'actions issues de plans décrits au paragraphe 7.2.3.1 *Nature et caractéristiques des instruments financiers émis* du présent Document d'Enregistrement Universel ou dans les Documents d'Enregistrement Universel ou Documents de Référence afférents à nos précédents exercices fiscaux. Ce calcul exclut les offres de souscription à titre onéreux d'actions réservées à notre personnel salarié.

7.1.8 Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

En application de l'article L. 22-10-11 du Code de commerce, les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique sont les suivants :

Structure du capital de notre Société	Cf. les paragraphes 7.1.1 <i>Nos actionnaires à la date d'arrêté du Document d'Enregistrement Universel</i> et 7.1.2 <i>Évolution de nos principaux actionnaires au cours des trois derniers exercices</i> du présent Document d'Enregistrement Universel.
Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou clauses des conventions portées à la connaissance de notre Société en application de l'article L. 233-11 du Code de commerce	Conformément à l'article 9 des Statuts, les ADP 2 font l'objet de restrictions temporaires au transfert dans les conditions définies par les statuts aux articles 9 et 10 et décrites au paragraphe 9.1.2 <i>Statuts</i> du présent Document d'Enregistrement Universel. Par ailleurs, conformément à l'article 11 des Statuts, tout actionnaire, agissant seul ou de concert, venant à détenir directement ou indirectement 3 % au moins du capital ou des droits de vote de la Société (ou dont la participation au capital devient inférieure à ce seuil) est tenu d'en informer la Société. Le non-respect de cette déclaration de franchissement de seuil statutaire donne lieu à privation des droits de vote dans les conditions prévues par l'article L. 233-14 du Code de commerce sur demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble au moins 3 % du capital ou des droits de vote de la Société. Le contenu de l'article 11 des Statuts est plus amplement décrit au paragraphe 9.1.2 <i>Statuts</i> du présent Document d'Enregistrement Universel.
Participations directes ou indirectes dans le capital de notre Société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de commerce	Cf. les paragraphes 7.1.2 <i>Évolution de nos principaux actionnaires au cours des trois derniers exercices</i> et 7.1.6 <i>Nos franchissements de seuils et notre situation de contrôle</i> du présent Document d'Enregistrement Universel.
Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionariat du personnel quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier	Le Conseil de surveillance du FCPE Jade exerce les droits de vote attachés aux titres de la Société à ses Assemblées Générales et décide de l'attitude à adopter et de la gestion des actifs du FCPE en cas d'offre d'achat ou d'échange sur les titres de la Société.
Accords entre actionnaires dont notre Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote	Le pacte d'actionnaires de notre Société conclu en date du 7 mars 2016 entre nos « investisseurs stratégiques » (à savoir Bpifrance Participations, CEA Investissement, et National Silicon Industry Group/ NSIG Sunrise S.à.r.l.), dont le terme est prévu à l'issue de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021, contient notamment, en sus des stipulations relatives à la gouvernance, un engagement de plafonnement de participation, une interdiction de transfert à une entreprise concurrente et des exigences de cessions ordonnées (cf. paragraphe 4.1.4.2, C, 3 <i>Restrictions liées au pacte d'actionnaires conclu entre notre société et nos « investisseurs stratégiques »</i> du présent Document d'Enregistrement Universel).
Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration ainsi qu'à la modification de nos statuts	Cf. paragraphes 4.1.3.2 <i>Principes généraux régissant la composition de notre Conseil</i> , 7.1.5.3 <i>Modification des droits des actionnaires dans les conditions légales</i> et 9.1.2 <i>Statuts</i> (article 12) du présent Document d'Enregistrement Universel.
Pouvoirs du Conseil d'administration, en particulier en ce qui concerne l'émission ou le rachat d'actions	Conformément à la résolution approuvée par les actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020, le Conseil d'administration ne peut pas mettre en œuvre le programme de rachat d'actions de la Société en période d'offre publique sur les actions de la Société. Par ailleurs, conformément aux résolutions approuvées par l'Assemblée Générale du 26 juillet 2019 et par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020, le Conseil d'administration ne peut pas décider d'émettre des actions et des valeurs mobilières avec ou sans droit préférentiel de souscription (sauf augmentation de capital réservée aux adhérents de plans d'épargne d'entreprise et attribution gratuite d'actions sous conditions de performance) pendant les périodes d'offre publique visant les actions de notre Société. Il sera proposé à l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021 de renouveler ces délégations avec la même restriction en période d'offres publiques. Les pouvoirs du Conseil d'administration en matière d'émission ou de rachat d'actions sont plus amplement décrits aux paragraphes 7.2.4.1 <i>Rappel des autorisations existantes et de leur utilisation</i> , et 9.1.2 <i>Statuts</i> du présent Document d'Enregistrement Universel. Par ailleurs, des hypothèses de conversion anticipée des ADP 2 en actions ordinaires sont prévues à l'article 10 des statuts en cas d'offre publique d'achat ou d'échange sur les titres de la Société.

Accords conclus par notre Société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, est de nature à porter gravement atteinte à ses intérêts

Accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou les salarié-es, si elles ou ils démissionnent ou sont licencié-es sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique d'achat ou d'échange

La Société est susceptible de conclure des accords contenant des clauses de changement de contrôle, c'est le cas notamment des contrats d'émission des OCEANE 2023 et 2025 (cf. paragraphe 7.2.3.1 *Nature et caractéristiques des instruments financiers émis* du présent Document d'Enregistrement Universel) qui contiennent une clause prévoyant la possibilité de leur remboursement anticipé en espèces en cas de changement de contrôle de notre Société.

Les engagements liés à la cessation des fonctions du Directeur général sont décrits au paragraphe 4.2.3 G. *Engagements de toute nature pris par notre Société au bénéfice du Directeur général au titre de la prise, de la cessation ou du changement de ses fonctions de dirigeant mandataire social* du présent Document d'Enregistrement Universel.

En outre, selon certains plans d'attribution gratuite d'actions mis en place par la Société, la réalisation d'une offre publique d'achat ou d'échange sur les titres de la Société peut avoir pour effet de réduire la période d'acquisition (ou de conservation) ou faire exception aux conditions de présence.

7.2 Informations sur notre capital social

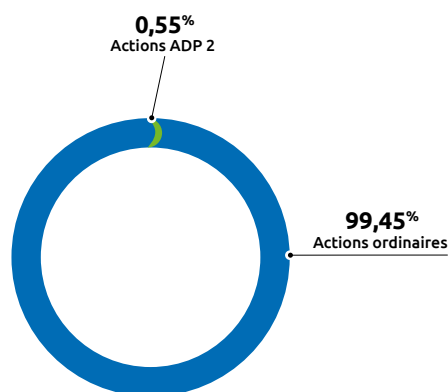
7.2.1 Évolution de notre capital social depuis le 1^{er} avril 2020

7.2.1.1 Situation de notre capital depuis le 1^{er} avril 2020

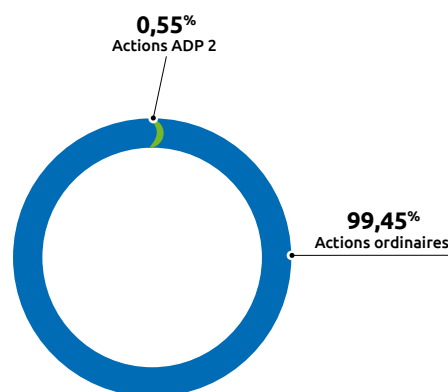
Au 9 juin 2021, notre capital social, s'élevant à 66 730 446,00 euros, est composé de deux catégories d'actions :

- 33 180 921 actions ordinaires de 2,00 euros de valeur nominale chacune ; et
- 184 302 ADP 2 de 2,00 euros de valeur nominale chacune.

› POURCENTAGE EN NOMBRE D'ACTIONS



› POURCENTAGE EN CAPITAL



7.2.1.2 Changements depuis notre dernier exercice clos

Depuis le 1^{er} avril 2020, le capital social de notre Société a évolué à deux reprises aux dates et montants détaillés dans le tableau présenté au paragraphe 7.2.6 *Évolution de notre capital au cours des cinq dernières années* du présent Document d'Enregistrement Universel.

7.2.2 Détention par notre Société de ses propres actions

7.2.2.1 Nombre d'actions détenues en propre

Au 9 juin 2021, notre Société détient 4 351 de ses actions ordinaires, représentant 0,01 % de son capital social.

Leur valeur nominale est de 2,00 euros chacune.

Veuillez vous référer à la note 3.13 de l'annexe à nos comptes consolidés du 31 mars 2020 figurant au paragraphe 6.2.1.2 *Annexe à nos états financiers consolidés du 31 mars 2021* du présent Document d'Enregistrement Universel pour une analyse du traitement et de la valeur comptable de nos titres détenus en propre au 31 mars 2021.

7.2.2.2 Nombre d'actions détenues par l'intermédiaire de nos sous-filiales

Au 9 juin 2021, aucune de nos sous-filiales ne détient d'actions de notre Société.

7.2.2.3 Descriptif de notre programme de rachat d'actions en vigueur adopté lors de l'Assemblée Générale Mixte du 23 septembre 2020

L'Assemblée Générale Mixte du 23 septembre 2020, dans sa 10^e résolution, a autorisé notre Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à acquérir ou à faire acquérir des actions de notre Société, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il déterminera, dans la limite de 5 % de notre capital social à la date de chaque rachat.

Cette autorisation a mis fin à l'autorisation donnée à notre Conseil d'administration par l'Assemblée Générale du 26 juillet 2019 et l'a remplacée. Elle prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021.

Il est précisé que le plafond de 5 % s'applique à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

S'agissant du cas particulier des actions rachetées dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 5 % correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

Par ailleurs, le nombre d'actions que notre Société détiendra à quelque moment que ce soit ne devra pas dépasser 10 % de notre capital social, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Les acquisitions peuvent être effectuées en vue notamment :

- d'assurer la liquidité et d'animer le marché secondaire ou l'action de notre Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique de marché admise par l'AMF (telle que modifiée le cas échéant) ; ou
- de l'attribution ou de la cession d'actions à nos salarié·es au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou de la mise en œuvre de tout plan d'épargne entreprise ou de groupe (ou plan assimilé) dans les prévues par la loi, notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail ; ou
- de l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce (devenus articles L. 225-197-1 et suivants et L. 22-10-59 et L. 22-10-60 du Code de commerce en application de l'Ordonnance n° 2020-1142 du 16 septembre 2020) ; ou
- de manière générale, d'honorer des obligations liées à des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salarié·es ou mandataires sociaux de l'émetteur ou d'une entreprise associée ; ou
- de la conservation et de la remise ultérieure d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe (étant précisé que le montant maximum d'actions acquises en vue de leur

conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % du capital) ; ou

- de la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de notre Société par remise d'actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de notre Société ; ou
- d'annuler les actions ainsi rachetées dans les conditions prévues à l'article L. 225-209 du Code de commerce (devenu article L. 22-10-62 du Code de commerce en application de l'Ordonnance n° 2020-1142 du 16 septembre 2020).

Ces achats d'actions peuvent être opérés par tous moyens, sur un marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, auprès d'un intermédiaire systématique ou de gré à gré, y compris par offre publique ou transactions de blocs d'actions (qui pourront atteindre la totalité du programme). Toutefois, notre Société n'entend pas recourir à des produits dérivés.

Ces opérations peuvent être effectuées à tout moment, conformément aux dispositions légales en vigueur, à l'exception des périodes d'offre publique visant les titres de notre Société.

Le prix d'achat maximum par action est fixé à 150 euros (hors frais d'acquisition).

En cas d'opération sur le capital, notamment de division ou de démembrement des actions ou d'attribution gratuite d'actions, le montant susmentionné sera ajusté dans les mêmes proportions.

Le montant maximum global affecté à notre programme de rachat d'actions a été fixé à 249 591 750 euros lors de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020. Il a été calculé sur la base du capital social à cette date, s'élevant à 66 557 802,00 euros et constitué de 33 278 901 actions.

Il est rappelé qu'en application de l'article 241-2 du Règlement général de l'AMF, le descriptif du programme de rachat d'actions approuvé par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 avait été décrit au sein de notre précédent Document d'Enregistrement Universel 2019-2020 déposé le 2 septembre 2020 auprès de l'AMF sous le numéro D.20-0782.

7.2.2.4 Utilisations faites jusqu'au 9 juin 2021

Entre le 1^{er} avril 2020 et le 9 juin 2021, notre programme de rachat actuellement en vigueur n'a fait l'objet d'aucune utilisation.

7.2.2.5 Descriptif du programme de rachat d'actions propres qui sera soumis à l'approbation de nos actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021 au titre de la seizième résolution

A. Un cadre juridique

Le présent descriptif du programme de rachat d'actions propres par notre Société a pour objet, en application de l'article 241-2 du Règlement général de l'AMF, de décrire les objectifs et les modalités du programme de rachat qui sera soumis au vote de nos actionnaires lors de l'Assemblée Générale Mixte convoquée pour le 28 juillet 2021, dans le cadre de la 16^e résolution.

B. Nombre de titres et part de capital détenus directement ou indirectement par notre Société et répartition par objectif

Au 9 juin 2021, notre Société détient 4 351 actions propres d'une valeur nominale de 2,00 euros chacune, représentant environ 0,01 % de notre capital social.

C. Objectifs du programme de rachat

Les acquisitions pourraient être effectuées notamment en vue :

- d'assurer la liquidité et d'animer le marché secondaire ou l'action de notre Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique de marché admise par l'AMF (telle que modifiée le cas échéant) ; ou
- de l'attribution ou de la cession d'actions à nos salarié·es au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou de la mise en œuvre de tout plan d'épargne entreprise ou de groupe (ou plan assimilé) dans les prévues par la loi, notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail ; ou
- de l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants, L. 22-10-59 et L. 22-10-60 du Code de commerce ; ou
- de manière générale, d'honorer des obligations liées à des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salarié·es ou mandataires sociaux de l'émetteur ou d'une entreprise associée ; ou
- de la conservation et de la remise ultérieure d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe (étant précisé que le montant maximum d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % du capital) ; ou
- de la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de notre Société par remise d'actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de notre Société ; ou
- sous réserve de l'adoption de la 28^e résolution, d'annuler ultérieurement, en tout ou partie, les actions ainsi rachetées dans les conditions prévues à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce.

Ce programme est également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché admise ou qui viendrait à être admise par les autorités de marché et, plus généralement, la réalisation d'opérations dans tout autre but permis ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur sous réserve d'en informer nos actionnaires par voie de communiqué.

D. Part maximale du capital, nombre maximal d'actions, prix maximum d'achat, montant maximum alloué au programme et caractéristiques des titres de capital que la Société se propose d'acquérir dans le cadre du programme de rachat

Le nombre d'actions pouvant être acquises pendant la durée du programme de rachat n'excéderait pas 5 % de notre capital social, à la date de chaque rachat. Ce plafond s'appliquerait à un capital ajusté en fonction des opérations qui l'affecteraient postérieurement à l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021.

Ce nombre maximal d'actions s'élèverait ainsi à 1 668 261 actions, nombre calculé sur la base du capital social au 9 juin 2021 s'élevant à 66 730 446,00 euros (et constitué de 33 365 223 actions).

S'agissant du cas particulier des actions rachetées dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite précitée de 5 % correspondrait au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

Le nombre d'actions que notre Société détiendrait à quelque moment que ce soit ne devrait pas dépasser 10 % de notre capital social. Ce pourcentage s'appliquerait à un capital ajusté en fonction des opérations qui l'affecteraient postérieurement à l'Assemblée Générale convoquée le 28 juillet 2021.

Le prix d'achat maximum par action serait fixé à 220 euros. En cas d'opération sur le capital, ce montant serait ajusté dans les mêmes proportions.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021 de fixer à 1 668 261 actions le nombre maximum d'actions pouvant être acquises dans le cadre de ce programme de rachat d'actions, et à 367 017 420 euros le montant maximum global qui serait affecté audit programme. Ces éléments ont été calculés sur la base de notre capital social au 9 juin 2021, s'élevant à 66 730 446,00 euros.

Les titres objets de ce programme seraient les actions ordinaires de 2,00 euros de valeur nominale chacune émise par notre Société, et cotées sur le marché réglementé d'Euronext à Paris sous le code ISIN FR0013227113 et le mnémonique « SOI ».

E. Durée du programme de rachat

Le programme de rachat prendrait effet à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021, et expirerait au jour de l'Assemblée Générale qui serait appelée à statuer sur les comptes de l'exercice en cours à clore le 31 mars 2022 et au plus tard dans un délai de 18 mois.

Il est précisé que ce programme de rachat annulerait et remplacerait celui approuvé par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 dans sa 10^e résolution.

F. Autres modalités du programme de rachat

Dans le cadre de ce programme, les achats d'actions par notre Société pourraient être opérés en une ou plusieurs fois, par tous moyens, sur un marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, auprès d'un internalisateur systématique ou de gré à gré, y compris par offre publique ou transactions de blocs d'actions (qui pourront atteindre la totalité du programme).

Notre Société n'entendrait pas recourir à des produits dérivés.

Ces opérations pourraient être effectuées à tout moment, conformément aux dispositions légales en vigueur, à l'exception des périodes d'offre publique visant les titres de notre Société.

G. Bilan du précédent programme

L'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 a, dans sa 10^e résolution, autorisé notre Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à acquérir ou à faire acquérir des actions de notre Société, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il déterminera, dans la limite de 5 % de notre capital social, à quelque moment que ce soit.

En application de l'article 241-2 du Règlement général de l'AMF, le descriptif de ce programme de rachat d'actions approuvé par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 avait été décrit au sein de notre précédent Document d'Enregistrement Universel 2019-2020 déposé le 2 septembre 2020 auprès de l'AMF sous le numéro D.20-0782. Il figure également au paragraphe 7.2.2.3 *Descriptif de notre programme de rachat d'actions en vigueur adopté lors de l'Assemblée Générale Mixte du 23 septembre 2020* du présent Document d'Enregistrement Universel.

● DÉCLARATION PAR L'ÉMETTEUR DES OPÉRATIONS RÉALISÉES SUR SES PROPRES TITRES DU 23 SEPTEMBRE 2020 AU 9 JUIN 2021

Pourcentage du capital autodétenu de manière directe et indirecte ⁽¹⁾	0,01 %
Nombre d'actions achetées	-
Nombre d'actions vendues	-
Nombre d'actions transférées	-
Nombre d'actions annulées	-
Nombre de titres détenus en portefeuille ⁽¹⁾	4 351
Valeur comptable brute du portefeuille ⁽¹⁾	369 454,05 €
Valeur comptable nette du portefeuille ⁽¹⁾	369 454,05 €
Valeur de marché du portefeuille ⁽²⁾	761 425,00 €

(1) Au 31 mars 2021.

(2) Au 9 juin 2021.

Du 23 septembre 2020 au 9 juin 2021	Flux bruts cumulés ⁽¹⁾		Positions ouvertes au jour de la publication du descriptif du programme ⁽²⁾			
	Achats	Ventes/ transferts	Positions ouvertes à l'achat		Positions ouvertes à la vente	
			Options d'achat achetées	Achats à terme	Options d'achat vendues	Ventes à terme
Nombre de titres	-	-	-	-	-	-
Échéance maximale moyenne	-	-	-	-	-	-
Cours moyen de la transaction	-	-	-	-	-	-
Prix d'exercice moyen	-	-	-	-	-	-
Montants	-	-	-	-	-	-

(1) Les flux bruts cumulés comprennent les opérations d'achat ou de vente au comptant ainsi que les opérations optionnelles et à terme exercées ou échues.

(2) Les positions ouvertes comprennent les achats ou ventes à terme non échus ainsi que les options d'achat non exercées.

7.2.3 Valeurs mobilières donnant accès à notre capital

7.2.3.1 Nature et caractéristiques des instruments financiers émis

A. Émission des OCEANE 2023 pour environ 150 millions d'euros

Cadre juridique de l'émission

Le placement des OCEANE 2023 a été réalisé, conformément à l'ancien article L. 411-2 II du Code monétaire et financier, sur la base de la 14^e résolution approuvée lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 26 juillet 2017. Un placement privé a eu lieu auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France, à l'exception notamment des États-Unis d'Amérique, du Canada, de l'Australie et du Japon.

Montant et maturité des OCEANE 2023

Le 21 juin 2018, notre Société a procédé avec succès au placement d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions ordinaires nouvelles et/ou existantes (OCEANE) venant à échéance le 28 juin 2023 (les « OCEANE

2023 »), par placement privé auprès d'investisseurs institutionnels, d'un montant nominal de 149 999 906,46 euros.

La valeur nominale par OCEANE 2023 a été fixée à 104,47 euros.

Elle fait apparaître une prime de 37,5 % par rapport au cours de référence de notre action, égal à la moyenne pondérée par les volumes des cours de notre action constatés sur le marché réglementé d'Euronext Paris depuis l'ouverture de la séance de Bourse le 21 juin 2018 jusqu'au moment de la fixation des modalités définitives des OCEANE 2023 le même jour.

Les OCEANE 2023 ont été émises au pair le 28 juin 2018, date de leur règlement-livraison, et seront remboursées au pair cinq ans plus tard, soit le 28 juin 2023.

Elles ne porteront pas intérêt pendant cette période (zéro coupon).

Les OCEANE 2023 pourront faire l'objet d'un remboursement anticipé au gré de notre Société, sous certaines conditions. En particulier, elles pourront l'être à compter du 28 juin 2021 si la moyenne arithmétique du produit quotidien du cours moyen pondéré par les volumes de notre action sur le marché réglementé d'Euronext à Paris et du ratio de conversion/d'échange des actions en vigueur, sur une période de 20 jours de Bourse consécutifs parmi 40 jours de Bourse consécutifs, excède 130 % de la valeur nominale des OCEANE 2023.

Droit à l'attribution d'actions ordinaires

Les titulaires d'OCEANE 2023 bénéficient d'un droit à l'attribution d'actions ordinaires nouvelles et/ou existantes qui peut être exercé à tout moment à compter de la date d'émission (soit le 28 juin 2018) et jusqu'au 7^e jour ouvré inclus précédant la date de remboursement normal ou anticipé.

Le ratio de conversion ou d'échange des OCEANE 2023 est d'une action ordinaire par OCEANE 2023, sous réserve d'ajustements ultérieurs.

En cas d'exercice de leur droit à l'attribution d'actions, les titulaires d'OCEANE 2023 recevront au choix de notre Société des actions ordinaires nouvelles et/ou existantes qui porteront, dans tous les cas, jouissance courante à compter de leur date de livraison.

B. Plans d'attribution gratuite d'actions ordinaires (« PAT n° 3.1 » et « PAT n° 3.2 »)

Cadre juridique

Dans le cadre des dispositions légales et réglementaires régissant les attributions gratuites d'actions (notamment les anciens articles L. 225-197-1 à L. 225-197-6 du Code de commerce), l'Assemblée Générale Mixte de notre Société qui s'est tenue le 23 mars 2018 a, aux termes de sa 5^e résolution, autorisé notre Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de notre Société, au profit des bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires qu'il déterminera parmi les salarié-es de notre Groupe et les mandataires sociaux de notre Société, ce dans la limite de 5 % de notre capital social tel que constaté au jour de sa décision d'attribution.

En vertu de ladite 5^e résolution, et conformément aux pouvoirs propres résultant des anciens articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, notre Conseil d'administration a décidé la mise en place d'un troisième plan d'attribution gratuite d'actions ordinaires, à émettre au terme de la période d'acquisition applicable, au profit de l'ensemble des salarié-es de notre Groupe.

Ce troisième plan est également connu sous le nom de Plan d'Actions pour Tous n° 3, ou sous l'acronyme « PAT n° 3 », dit *Sustain growth*.

Objectifs poursuivis

Le PAT n° 3 est destiné à motiver l'ensemble des salarié-es de notre Groupe et à leur permettre de participer aux fruits de notre croissance.

Il est divisé en deux sous-plans, afin de tenir compte des spécificités des réglementations locales dépendant de l'implantation géographique de notre personnel salarié :

- le premier sous-plan (« PAT n° 3.1 ») bénéficie à l'ensemble du personnel salarié français de notre Groupe à la date du 26 juillet 2018, soit à l'ensemble des salarié-es de notre Société et de notre filiale Frecn|sys ;
- le second sous-plan (« PAT n° 3.2 ») concerne quant à lui l'ensemble des salarié-es de nos filiales étrangères à la même date, basées aux États-Unis, à Singapour, au Japon et en Corée du Sud.

Attributions conditionnelles d'actions ordinaires au cours de l'exercice 2018-2019

Sous réserve de leur présence pendant les trois années entre le 26 juillet 2018 et le 27 juillet 2021 et de l'atteinte de certaines conditions de performance liées à des objectifs de chiffre d'affaires et d'EBITDA sur la période d'acquisition, les salarié-es de notre Groupe se sont vu attribuer gratuitement un certain nombre d'actions ordinaires, comme suit :

- dans le cadre du PAT n° 3.1, le nombre de nos actions ordinaires attribuées gratuitement est de 307 373 au profit de 991 de nos salarié-es français-es au 26 juillet 2018 ; il représente environ 0,98 % de notre capital social ; et
- dans le cadre du PAT n° 3.2, le nombre de nos actions ordinaires attribuées gratuitement est de 37 608 au profit de 97 de nos salarié-es étranger-es au 26 juillet 2018, et représente donc environ 0,12 % de notre capital social.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES ATTRIBUTIONS D' ACTIONS ORDINAIRES AU TITRE DU PAT N° 3

Date de l'Assemblée Générale	23/03/2018	23/03/2018
Nom du plan	PAT n° 3.1 (France)	PAT n° 3.2 (reste du monde)
Date du Conseil d'administration	26/07/2018	26/07/2018
Nombre d'actions ordinaires attribuées par notre Conseil d'administration	307 373	37 608
<i>Dont nombre d'actions pour les mandataires sociaux-ales de notre Société</i>	-	-
<i>Dont nombre d'actions pour les dix premier-es attributaires salarié-es de notre Société</i>	20 555	8 886
Nombre initial de bénéficiaires	991	97
Période d'acquisition	Du 26/07/2018 au 27/07/2021	Du 26/07/2018 au 27/07/2021
Période de conservation	N/A	N/A
Nombre d'actions acquises *	406	0
Nombre d'actions annulées ou caduques *	53 275	10 735
Nombre d'actions restantes *	253 692	26 873

* Au 31 mars 2021.

Acquisition définitive d'actions ordinaires à venir au cours du futur exercice 2021-2022

Les actions ordinaires attribuées au titre du PAT n° 3.1 et du PAT n° 3.2 seront définitivement acquises par leurs bénéficiaires sous réserve :

- de leur présence dans les effectifs de notre Groupe à l'issue d'une période d'acquisition de trois ans qui expirera le 1^{er} jour ouvré suivant le 26 juillet 2021 ; et
- de l'atteinte des conditions de performance identiquement prévues au sein des règlements des PAT n° 3.1 et 3.2.

C. Programme de co-investissement avec attribution gratuite d'ADP 2 (Plans Topaz n° 1 et 2) et émission d'ADP 2 réservée

Cadre juridique

Afin de permettre la mise en place d'un programme de co-investissement autorisé à l'unanimité par notre Conseil d'administration le 10 juin 2019, l'Assemblée Générale Mixte de notre Société qui s'est tenue le 26 juillet 2019 :

- a autorisé, aux termes de sa 33^e résolution, la création d'une nouvelle catégorie d'actions de préférence convertibles en actions ordinaires (les ADP 2) en fonction de la réalisation d'objectifs d'EBITDA, de chiffre d'affaires et de performance du *Total Shareholder Return* (TSR) de l'action ordinaire de notre Société, par rapport à l'évolution de l'indice Euro Stoxx 600 Technology. L'augmentation de capital résultant de la conversion des ADP 2 en actions ordinaires à l'issue du plan serait plafonnée à un nombre d'actions ordinaires ne pouvant représenter plus de 3,75 % du capital social de notre Société à la date de l'Assemblée Générale Mixte du 26 juillet 2019, augmenté des actions ordinaires issues (i) des plans d'attributions gratuites d'actions en cours à cette

date, (ii) de la conversion des actions de préférence issues du plan d'attribution gratuite en date du 26 juillet 2016 (les « ADP 1 ») et (iii) de la conversion des ADP 2 ;

- a autorisé, aux termes de sa 34^e résolution, notre Conseil d'administration à attribuer gratuitement des ADP 2 au profit des salarié-es et/ou mandataires sociaux-ales de notre Société et/ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés. L'acquisition définitive interviendrait, sous condition de présence et sous réserve de certaines exceptions prévues dans les plans Topaz n° 1 et n° 2, à l'issue de trois périodes d'acquisition d'une durée respective d'un, deux et trois ans ; et
- a consenti à notre Conseil d'administration, aux termes de sa résolution n° 35, une délégation de compétence en vue d'augmenter notre capital social par émission d'ADP 2, avec suppression du droit préférentiel de souscription de nos actionnaires au profit des salarié-es et/ou mandataires sociaux-ales de notre Société et/ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés.

Droits attachés aux ADP 2

Les droits attachés aux ADP 2 sont présentés à l'article 10 des statuts figurant au paragraphe 9.1.2 *Statuts* du présent Document d'Enregistrement Universel.

Émission d'ADP 2 réservée

En vertu de la 35^e résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 26 juillet 2019, notre Conseil d'administration a décidé, le 18 décembre 2019, l'émission de 97 980 ADP 2 d'une valeur nominale de 2,00 euros chacune au prix unitaire de 84,17 euros par action (incluant une prime d'émission de 82,17 euros) au profit de salarié-es et de mandataires sociaux-ales de notre Groupe, dans les proportions indiquées dans le tableau ci-dessous.

Date	Capital avant l'émission	Capital après l'émission	Nouvelle composition du capital
			32 775 196 actions divisées en : <ul style="list-style-type: none"> • 32 647 806 actions ordinaires de 2,00 € ; • 29 410 ADP 1 de 0,10 € ; • 97 980 ADP 2 de 2,00 €.
18/12/2019	65 298 553 €	65 494 513 €	

Plans d'attribution gratuite d'ADP 2 (Plans Topaz n° 1 et 2)

En vertu de la 34^e résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 26 juillet 2019, et en vertu des pouvoirs qui sont les siens conformément à l'ancien article L. 225-197-1 du Code de commerce, notre Conseil d'administration a décidé, le 18 décembre 2019, de mettre en place deux plans d'attribution gratuite d'ADP 2 dont :

- le plan d'attribution gratuite d'ADP 2 Topaz n° 1 (plan « Topaz n° 1 ») au bénéfice du personnel salarié, ou de certaines catégories de celui-ci, ainsi que des mandataires sociaux, ou de certaines catégories d'entre eux, de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce ; et
- le plan d'attribution gratuite d'ADP 2 Topaz n° 2 (plan « Topaz n° 2 ») au bénéfice de notre Directeur général, M. Paul Boudre.

Objectifs poursuivis

Assortis de conditions de présence, les plans Topaz n° 1 et 2 ont pour objectif premier de permettre la mise en place d'un plan d'intéressement de long terme aux résultats de notre Société au profit du personnel salarié, ou certaines catégories de celui-ci, ainsi que des mandataires sociaux, ou de certaines catégories d'entre eux, de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce.

Attributions conditionnelles d'ADP 2 au cours de l'exercice 2019-2020

Sous réserve de leur présence, comme décrit plus haut, nos salarié-es et mandataires sociaux se sont vu attribuer gratuitement 195 960 ADP 2, comme suit :

- dans le cadre du plan Topaz n° 1, 163 978 ADP 2 au bénéfice du personnel salarié, ou de certaines catégories de celui-ci, ainsi que des mandataires sociaux, ou de certaines catégories d'entre eux, de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce ; et
- dans le cadre du plan Topaz n° 2, 31 982 ADP 2 au bénéfice de notre Directeur général, M. Paul Boudre.

Acquisition définitive d'ADP 2 pendant l'exercice 2020-2021 et émissions corrélatives

Pendant l'exercice 2020-2021, les attributions conditionnelles précitées ont donné lieu, sous condition de présence, à l'attribution définitive de 40 % des ADP 2 attribuées au titre des plans Topaz n° 1 et n° 2. Ainsi, le 18 décembre 2020, notre Directeur général, sur délégation du Conseil d'administration consentie le 18 novembre 2020, a constaté :

- dans le cadre du plan Topaz n° 1, l'émission de 63 069 ADP 2 nouvelles de 2,00 € de valeur nominale chacune ; et
- dans le cadre du plan Topaz n° 2, l'émission de 12 792 ADP 2 nouvelles de 2,00 € de valeur nominale chacune.

Date	Capital avant l'émission	Capital après l'émission	Nouvelle composition du capital
18/12/2020	66 578 724 €	66 730 446 €	33 365 223 actions divisées en : • 33 180 921 actions ordinaires de 2,00 € ; • 184 302 ADP 2 de 2,00 €.

Acquisition définitive d'ADP 2 à venir pendant les exercices 2021-2022 et 2022-2023

Les ADP 2 restantes seront définitivement acquises, sous réserve du respect d'une condition de présence liée au mandat social ou au contrat de travail des bénéficiaires et de certaines exceptions prévues dans les plans Topaz

n° 1 et n° 2, ou selon les conditions générales des ADP 2 au terme de deux périodes d'acquisition selon les modalités ci-après :

- 30 % des ADP 2 attribuées seront définitivement acquises au plus tard le 1^{er} août 2021 ; et
- 30 % des ADP 2 attribuées seront définitivement acquises au plus tard le 1^{er} août 2022.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES ATTRIBUTIONS D'ADP 2 AU TITRE DES PLANS TOPAZ N° 1 ET 2

Date de l'Assemblée Générale	26/07/2019	26/07/2019
Nom du Plan	Plan d'attribution gratuite d'ADP 2 Topaz n° 1	Plan d'attribution gratuite d'ADP 2 Topaz n° 2
Date du Conseil d'administration	18/12/2019	18/12/2019
Nombre d'actions (ADP 2) attribuées par notre Conseil d'administration	163 978	31 982
<i>Dont nombre d'actions pour les mandataires sociaux de notre Société</i>	-	31 982
<i>Dont nombre d'actions pour les dix premières attributaires salariées de notre Société</i>	110 624	31 982
Nombre initial de bénéficiaires	372	1
Trois périodes d'acquisition :		
<i>Acquisition de 40 % des ADP 2 attribués</i>	<i>Du 18/12/2019 au 18/12/2020</i>	<i>Du 18/12/2019 au 18/12/2020</i>
<i>Acquisition de 30 % des ADP 2 attribués</i>	<i>Du 18/12/2019 au 01/08/2021</i>	<i>Du 18/12/2019 au 01/08/2021</i>
<i>Acquisition de 30 % des ADP 2 attribués</i>	<i>Du 18/12/2019 au 01/08/2022</i>	<i>Du 18/12/2019 au 01/08/2022</i>
Période de conservation	Jusqu'à la plus proche des trois dates suivantes : (i) Date de Conversion ⁽¹⁾ , (ii) la Date de Rachat ⁽²⁾ , et (iii) le 26 juillet 2029	Jusqu'à la plus proche des trois dates suivantes : (i) Date de Conversion ⁽¹⁾ , (ii) la Date de Rachat ⁽²⁾ , et (iii) le 26 juillet 2029
Nombre d'actions acquises *	63 069	12 792
Nombre d'actions annulées ou caduques *	6 190	0
Nombre d'actions restantes *	94 719	19 190

* Au 31 mars 2021.

(1) La date de conversion des ADP 2 en actions ordinaires nouvelles ou existantes de la Société (la « Date de Conversion ») sera fixée par le Conseil d'administration, la Date de Conversion devant en tout état de cause intervenir au plus tard le 180^e jour calendaire suivant la date d'approbation par l'Assemblée Générale des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022.

(2) Dans l'hypothèse où les objectifs de performance ne seraient pas atteints, de sorte que le nombre d'actions ordinaires auxquelles les ADP 2 donneraient droit par conversion, en application du Ratio de Conversion, serait égal à zéro, les ADP 2 pourront être rachetées par la Société et à son initiative au plus tard le 180^e jour calendaire suivant la date de publication des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022 (la « Date de Rachat »), à leur valeur nominale conformément aux dispositions de l'article L. 228-12 III du Code de commerce.

Conversion en actions ordinaires à venir pendant les exercices 2021-2022 et 2022-2023

Les ADP 2 seront, à compter du 1^{er} août 2022, convertibles en un certain nombre d'actions ordinaires nouvelles ou existantes de notre Société sous réserve du respect d'une condition de performance.

Le ratio de conversion sera déterminé par notre Conseil d'administration en fonction du taux de réalisation de trois objectifs relatifs :

- à l'EBITDA consolidé du Groupe tel que résultant des comptes consolidés du Groupe relatifs à l'exercice à clore le 31 mars 2022 ;
- au chiffre d'affaires consolidé du Groupe tel que résultant des comptes consolidés du Groupe relatifs à l'exercice à clore le 31 mars 2022 ; et
- à la performance respective du *Total Shareholder Return* (TSR) de l'action ordinaire de la Société et de l'indice Euro Stoxx 600 Technology entre le 26 juillet 2019 et la date de publication des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022.

Ces objectifs ont été déterminés par l'Assemblée Générale Mixte de notre Société qui s'est tenue le 26 juillet 2019.

Sous réserve d'atteinte du taux de réalisation minimum et suffisant des objectifs de performance tel que fixé par l'Assemblée Générale, les ADP 2 seront converties en actions ordinaires à une date fixée par notre Conseil d'administration entre le 1^{er} août 2022 et au plus tard le 180^e jour calendaire suivant la date d'approbation par l'Assemblée Générale des comptes consolidés de notre Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022. Par exception, les ADP 2 pourront être converties par anticipation en cas d'Opération de Croissance Externe Majeure Complexe ou de Prise de Participation Substantielle (tels que ces termes sont définis dans les Statuts de la Société) conformément à leurs termes et conditions.

Dans le cas où ce taux minimum ne serait pas atteint, le nombre d'actions ordinaires auxquelles les ADP 2 donneraient droit par conversion serait égal à zéro et les ADP 2 définitivement acquises pourront être rachetées par notre Société et à son initiative au plus tard le 180^e jour calendaire suivant la date de publication des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022, à leur valeur nominale en vue de leur annulation.

D. Plans d'attribution d'actions gratuites ordinaires arrêtés au cours des exercices 2019-2020 et 2020-2021

Cadre juridique

Dans le cadre des dispositions légales et réglementaires régissant les attributions gratuites d'actions (notamment les articles L. 225-197-1 et suivants devenus articles L. 225-197-1 et suivants et articles L. 22-10-59 et L. 22-10-60 du Code de commerce en application de l'Ordonnance n° 2020-1142 du 16 septembre 2020), l'Assemblée Générale Mixte de notre Société qui s'est tenue le 26 juillet 2019, a, aux termes de sa 32^e résolution, autorisé notre Conseil d'administration à attribuer gratuitement, en une ou plusieurs fois, aux salarié-es de notre Groupe et aux mandataires sociaux de notre Société, des actions ordinaires de notre Société d'une valeur nominale de 2,00 euros chacune.

Le nombre total d'actions ordinaires pouvant être attribuées gratuitement en vertu de cette autorisation ne peut excéder 5 % du capital social tel que constaté au jour de la décision d'attribution par notre Conseil d'administration.

En vertu de la 32^e résolution de l'Assemblée Générale Mixte de notre Société qui s'est tenue le 26 juillet 2019 et conformément aux pouvoirs propres résultant des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce (devenus articles L. 225-197-1 et suivants et articles L. 22-10-59 et L. 22-10-60 du Code de commerce en application de l'Ordonnance n° 2020-1142 du 16 septembre 2020), notre Conseil d'administration a arrêté huit plans d'attribution gratuite d'actions ordinaires au cours de l'exercice 2019-2020, lors de ses réunions des 18 décembre 2019, 25 mars 2020, 18 novembre 2020 et 31 mars 2021.

Objectifs poursuivis

L'objectif premier est de permettre la mise en place de plans d'intéressement de long terme aux résultats de notre Société au profit (i) des salarié-es de la Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce et (ii) des mandataires sociaux de notre Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés et qui répondent aux conditions visées à l'article L. 225-197-1, II du Code de commerce.

Attributions conditionnelles d'actions ordinaires au cours de l'exercice 2019-2020

Conformément au plan arrêté par notre Conseil d'administration le 18 décembre 2019, sous réserve de leur présence sur la période du 18 décembre 2019 au 1^{er} août 2022, certain-es de nos salarié-es et/ou mandataires sociaux du Groupe se sont vu attribuer gratuitement 23 953 actions ordinaires de notre Société, étant précisé que notre Directeur général, Paul Boudre, n'a pas bénéficié de ce plan.

Conformément au plan arrêté par notre Conseil d'administration le 25 mars 2020, sous réserve de leur présence sur la période du 25 mars 2020 au 1^{er} août 2022, certain-es de nos salarié-es et/ou mandataires sociaux se sont vu attribuer gratuitement 14 863 actions ordinaires de notre Société, étant précisé que notre Directeur général, Paul Boudre, n'a pas bénéficié de ce plan.

Le nombre d'actions ordinaires devant être définitivement attribuées à l'issue de chacune de ces périodes d'acquisition (i.e., le 1^{er} août 2022 pour les deux plans susmentionnés) sera déterminé par notre Conseil d'administration en fonction du taux de réalisation de trois objectifs relatifs (i) à l'EBITDA consolidé du Groupe, (ii) au chiffre d'affaires consolidé du Groupe et (iii) à la performance respective du *Total Shareholder Return* (TSR) de l'action ordinaire de la Société et de l'indice Euro Stoxx 600 Technology.

Attributions conditionnelles d'actions ordinaires au cours de l'exercice 2020-2021

Conformément au plan **US 2022** arrêté par notre Conseil d'administration le 18 novembre 2020, sous réserve de sa présence sur la période du 18 novembre 2020 au 18 novembre 2022, un salarié de notre Groupe s'est vu attribuer gratuitement 7 394 actions ordinaires de notre Société.

Conformément au plan **Opale France** arrêté par notre Conseil d'administration le 18 novembre 2020, sous réserve de leur présence sur la période du 18 novembre 2020 au 1^{er} août 2023, l'ensemble des salarié-es de Soitec SA, Frec|n|sys SAS et Soitec Lab SAS se sont vu attribuer gratuitement 123 711 actions ordinaires de notre Société.

Conformément au plan **Opale Foreign Entités** arrêté par notre Conseil d'administration le 18 novembre 2020, sous réserve de leur présence sur la période du 18 novembre 2020 au 1^{er} août 2023, certain-es des salarié-es et/ou mandataires sociaux de nos filiales basées hors de France se sont vu attribuer gratuitement 19 411 actions ordinaires de notre Société.

Conformément au plan **Onyx 2023** arrêté par notre Conseil d'administration le 18 novembre 2020, sous réserve de leur présence sur la période du 18 novembre 2020 au 1^{er} août 2023, certain-es des salarié-es et/ou mandataires sociaux (en ce compris notre Directeur général, Paul Boudre, étant précisé que les attributions au Directeur général sont décrites au paragraphe 4.2.1.1 C. 1. du présent Document d'Enregistrement Universel) se sont vu attribuer gratuitement 59 915 actions ordinaires de notre Société (dont 13 306 au bénéfice de notre Directeur général, Paul Boudre).

Conformément au plan **Dolphin 2024** arrêté par notre Conseil d'administration le 18 novembre 2020, sous réserve de leur présence sur la période du 18 novembre 2020 au 1^{er} août 2024, certain-es des salarié-es et/ou mandataires sociaux de Dolphin Design SAS se sont vu attribuer gratuitement 9 500 actions ordinaires de notre Société.

Conformément au plan **Onyx 2023 bis** arrêté par notre Conseil d'administration le 31 mars 2021, sous réserve de sa présence sur la période du 31 mars 2021 au 1^{er} août 2023, un salarié s'est vu attribuer gratuitement 1 271 actions ordinaires de performance de notre Société.

En ce qui concerne les plans US 2022, Opale France, Opale *Foreign Entités*, Onyx 2023 et Onyx 2023 bis, le nombre d'actions ordinaires devant être définitivement attribuées à l'issue de chacune des périodes d'acquisition concernées sera déterminé par notre Conseil d'administration en fonction du taux de réalisation de trois objectifs relatifs (i) à l'EBITDA consolidé du Groupe, (ii) au chiffre d'affaires consolidé du Groupe et (iii) à la performance respective du *Total Shareholder Return* (TSR) de l'action ordinaire de la Société et de l'indice Euro Stoxx 600 Technology.

En ce qui concerne le plan Dolphin 2024, le nombre d'actions ordinaires devant être définitivement attribuées à l'issue de la période d'acquisition sera déterminé par notre Conseil d'administration en fonction du taux de réalisation d'objectifs propres à Dolphin Design SAS.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES ATTRIBUTIONS D'ACTIONS ORDINAIRES GRATUITES

Date de l'Assemblée Générale	26/07/2019	26/07/2019	26/07/2019	26/07/2019	26/07/2019	26/07/2019	26/07/2019	26/07/2019
Nom du Plan	-	-	US 2022	Opale France	Opale <i>Foreign entities</i>	Onyx 2023	Dolphin 2024	Onyx 2023 bis
Date du Conseil d'administration	18/12/2019	25/03/2020	18/11/2020	18/11/2020	18/11/2020	18/11/2020	18/11/2020	31/03/2021
Nombre d'actions ordinaires attribuées par notre Conseil d'administration	23 953	14 863	7 394	123 711	19 411	59 915	9 500	1 271
<i>Dont nombre d'actions pour les mandataires sociaux-ales de notre Société</i>	-	-	-	-	-	13 306 **	-	-
<i>Dont nombre d'actions pour les dix premier-es attributaires salariés de notre Société</i>	20 423	12 047	7 394	8 919	3 484	34 474	9 500	1 271
Nombre de bénéficiaires initial	16	20	1	1 218	172	22	10	1
Condition de performance	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Période d'acquisition	Du 18/12/2019 au 01/08/2022	Du 25/03/2020 au 01/08/2022	Du 18/11/2020 au 18/11/2022	Du 18/11/2020 au 01/08/2023	Du 18/11/2020 au 01/08/2023	Du 18/11/2020 au 01/08/2023	Du 18/11/2020 au 01/08/2024	Du 31/03/2021 au 01/08/2023
Période de conservation	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Nombre d'actions acquises *	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre d'actions annulées ou caduques *	6 372	0	0	1 689	628	0	0	0
Nombre d'actions restantes *	17 581	14 863	7 394	122 022	18 783	59 915	9 500	1 271

* Au 31 mars 2021.

** Actions attribuées à notre Directeur général, Paul Boudre.

Acquisition définitive d'actions ordinaires à venir au cours du futur exercice 2022-2023

Ces actions ordinaires attribuées gratuitement seront définitivement acquises par leurs bénéficiaires, sous réserve du respect de la condition de présence et de conditions de performance, et de certaines exceptions prévues dans chaque règlement de plan, à l'issue d'une période d'acquisition qui expirera aux dates respectivement indiquées pour chaque plan dans le tableau récapitulatif ci-dessus.

E. Émission des OCEANE 2025 pour environ 325 millions d'euros

Cadre juridique de l'émission

Dans la lignée des OCEANE 2023 présentées au paragraphe A ci-dessus, le placement de nouvelles OCEANE dites « OCEANE 2025 » a été réalisé, conformément à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, sur la base de la 14^e résolution approuvée lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 23 septembre 2020. Un placement privé a eu lieu auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France,

à l'exception notamment des États-Unis d'Amérique, du Canada, de l'Australie et du Japon.

Montant et maturité des OCEANE 2025

Le 28 septembre 2020, notre Société a procédé avec succès au placement d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions ordinaires nouvelles et/ou existantes (OCEANE) venant à échéance le 1^{er} octobre 2025 (les « OCEANE 2025 »), par placement privé auprès d'investisseurs institutionnels, d'un montant nominal de 324 999 920,82 euros.

La valeur nominale par OCEANE 2025 a été fixée à 174,34 euros.

Elle fait apparaître une prime de 45 % par rapport au cours de référence de notre action, égal à la moyenne pondérée par les volumes des cours de notre action constatés sur le marché réglementé d'Euronext Paris depuis l'ouverture de la séance de Bourse le 28 septembre 2020 jusqu'au moment de la fixation des modalités définitives des OCEANE 2025 le même jour.

Les OCEANE 2025 ont été émises au pair le 1^{er} octobre 2020, date de leur règlement-livraison, et seront remboursées au pair cinq ans plus tard, soit le 1^{er} octobre 2025.

Elles ne porteront pas intérêt pendant cette période (zéro coupon).

Les OCEANE 2025 pourront faire l'objet d'un remboursement anticipé au gré de notre Société, sous certaines conditions. En particulier, elles pourront l'être à compter du 2 octobre 2023 si la moyenne arithmétique du produit quotidien du cours moyen pondéré par les volumes de notre action sur le marché réglementé d'Euronext à Paris et du ratio de conversion/d'échange des actions en vigueur, sur une période de 20 jours de Bourse consécutifs parmi 40 jours de Bourse consécutifs, excède 130 % de la valeur nominale des OCEANE 2025.

Droit à l'attribution d'actions ordinaires

Les titulaires d'OCEANE 2025 bénéficient d'un droit à l'attribution d'actions ordinaires nouvelles et/ou existantes qu'ils peuvent exercer à tout moment à compter de la date d'émission (soit le 1^{er} octobre 2020) et jusqu'au 7^e jour ouvré inclus précédant la date de remboursement normal ou anticipé.

Le ratio de conversion ou d'échange des OCEANE 2025 est d'une action ordinaire par OCEANE 2025, sous réserve d'ajustements ultérieurs.

En cas d'exercice de leur droit à l'attribution d'actions, les titulaires d'OCEANE 2025 recevront au choix de notre Société des actions ordinaires nouvelles et/ou existantes qui porteront, dans tous les cas, jouissance courante à compter de leur date de livraison.

F. Réouverture du programme de co-investissement avec attribution gratuite d'ADP 2 (Plan Topaz 2022) et émission d'ADP 2 réservée

Cadre juridique

Dans la lignée du programme de co-investissement présenté au paragraphe C ci-dessus, l'Assemblée Générale Mixte de notre Société qui s'est tenue le 23 septembre 2020 a consenti à notre Conseil d'administration, aux termes de sa 22^e résolution, une nouvelle délégation de compétence en vue d'augmenter notre capital social par émission d'ADP 2, avec suppression du droit préférentiel de souscription de nos actionnaires au profit des salarié-es et/ou mandataires sociaux de notre Société et/ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés.

Par ailleurs, il est rappelé que l'Assemblée Générale Mixte de notre Société du 26 juillet 2019 a, aux termes de sa 34^e résolution, autorisé notre Conseil d'administration à attribuer gratuitement des ADP 2 au profit des salarié-es et/ou mandataires sociaux de notre Société et/ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés sous condition de présence.

Droits attachés aux ADP 2

Les droits attachés aux ADP 2 sont présentés à l'article 10 des statuts figurant au paragraphe 9.1.2 du présent Document d'Enregistrement Universel.

Émission d'ADP 2 réservée

En vertu de la 22^e résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 23 septembre 2020, notre Conseil d'administration a décidé, le 30 novembre 2020, l'émission de 10 461 ADP 2 d'une valeur nominale de 2,00 euros chacune au prix unitaire de 88,90 euros par action (incluant une prime d'émission de 86,90 euros) au profit de salarié-es de notre Société, dans les proportions indiquées dans le tableau ci-dessous.

Date	Capital avant l'émission	Capital après l'émission	Nouvelle composition du capital
			33 289 362 actions divisées en : • 33 180 921 actions ordinaires de 2,00 € ; • 108 441 ADP 2 de 2,00 €.
30/11/2020	66 557 802,00 €	66 578 724,00 €	

Plan d'attribution gratuite d'ADP 2 (Plan Topaz 2022)

En vertu de la 34^e résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 26 juillet 2019, et en vertu des pouvoirs qui sont les siens conformément à l'ancien article L. 225-197-1 du Code de commerce, notre Conseil d'administration a décidé le 30 novembre 2020 de mettre en place un plan d'attribution gratuite d'ADP 2 Topaz 2022 (plan « Topaz 2022 ») au bénéfice du personnel salarié, ou de certaines catégories de celui-ci, de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce.

Objectifs poursuivis

Assorti d'une condition de présence, le plan Topaz 2022 a pour objectif premier de permettre la mise en place d'un plan d'intéressement de long terme aux résultats de notre Société au profit au bénéfice du personnel salarié, ou de certaines catégories de celui-ci, ainsi que des mandataires sociaux, ou de certaines catégories d'entre eux, de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce.

Attributions conditionnelles d'ADP 2 au cours de l'exercice 2020-2021

Certain-es de nos salarié-es se sont vu attribuer gratuitement 20 922 ADP 2 dans le cadre du plan Topaz 2022, dont l'attribution définitive est soumise à la réalisation d'une condition de présence et de conditions de performance.

Acquisition définitive d'ADP 2 à venir pendant les exercices 2021-2022 et 2022-2023

Les ADP 2 seront définitivement acquises, sous réserve du respect d'une condition de présence liée au mandat social ou au contrat de travail des bénéficiaires et de certaines exceptions prévues dans le plan Topaz 2022, ou selon les conditions générales des ADP 2 au terme de deux périodes d'acquisition selon les modalités ci-après :

- 60 % des ADP 2 attribuées seront définitivement acquises au plus tard le 10 janvier 2022 ; et
- 40 % des ADP 2 attribuées seront définitivement acquises au plus tard le 30 novembre 2022.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES ATTRIBUTIONS D'ADP 2 AU TITRE DU PLAN TOPAZ 2022

Date de l'Assemblée Générale	26/07/2019
Nom du Plan	Plan d'attribution gratuite d'ADP 2 Topaz 2022
Date du Conseil d'administration	30/11/2020
Nombre d'actions (ADP 2) attribuées par notre Conseil d'administration	20 922
<i>Dont nombre d'actions pour les mandataires sociaux-ales de notre Société</i>	-
<i>Dont nombre d'actions pour les dix premières attributaires salarié-es de notre Société</i>	20 922
Nombre de bénéficiaires initial	3
Deux périodes d'acquisition :	
<i>Acquisition de 60 % des ADP 2 attribuées</i>	<i>Du 30/11/2020 au 10/01/2022</i>
<i>Acquisition de 40 % des ADP 2 attribuées</i>	<i>Du 30/11/2020 au 30/11/2022</i>
Période de conservation	Jusqu'à la plus proche des trois dates suivantes : (i) Date de Conversion ⁽¹⁾ , (ii) la Date de Rachat ⁽²⁾ , et (iii) le 26 juillet 2029
Nombre d'actions acquises *	0
Nombre d'actions annulées ou caduques *	0
Nombre d'actions restantes *	20 922

* Au 31 mars 2021.

(1) La date de conversion des ADP 2 en actions ordinaires nouvelles ou existantes de la Société (la « Date de Conversion ») sera fixée par le Conseil d'administration, la Date de Conversion devant en tout état de cause intervenir au plus tard le 180^e jour calendaire suivant la date d'approbation par l'Assemblée Générale des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022.

(2) Dans l'hypothèse où les objectifs de performance ne seraient pas atteints, de sorte que le nombre d'actions ordinaires auxquelles les ADP 2 donneraient droit par conversion, en application du Ratio de Conversion, serait égal à zéro, les ADP 2 pourront être rachetées par la Société et à son initiative au plus tard le 180^e jour calendaire suivant la date de publication des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022 (la « Date de Rachat »), à leur valeur nominale conformément aux dispositions de l'article L. 228-12 III du Code de commerce.

Conversion en actions ordinaires à venir pendant les exercices 2021-2022 et 2022-2023

Sous réserve des exceptions prévues dans les termes et conditions des ADP 2 figurant à l'article 10 des statuts figurant au paragraphe 9.1.2 Statuts du présent Document d'Enregistrement Universel les ADP 2 seront, à compter du 1^{er} août 2022, convertibles en un certain nombre d'actions ordinaires nouvelles ou existantes de notre Société sous réserve du respect d'une condition de performance.

Le ratio de conversion sera déterminé par notre Conseil d'administration en fonction du taux de réalisation de trois objectifs relatifs :

- (i) à l'EBITDA consolidé du Groupe tel que résultant des comptes consolidés du Groupe relatifs à l'exercice à clore le 31 mars 2022 ;
- (ii) au chiffre d'affaires consolidé du Groupe tel que résultant des comptes consolidés du Groupe relatifs à l'exercice à clore le 31 mars 2022 ; et
- (iii) à la performance respective du *Total Shareholder Return* (TSR) de l'action ordinaire de la Société et de l'indice Euro Stoxx 600 Technology entre le 26 juillet 2019 et la date de publication des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022.

Ces objectifs ont été déterminés par l'Assemblée Générale Mixte de notre Société qui s'est tenue le 26 juillet 2019.

Sous réserve d'atteinte du taux de réalisation minimum et suffisant des objectifs de performance tel que fixé par l'Assemblée Générale, les ADP 2 seront converties en actions ordinaires à une date fixée par notre Conseil d'administration entre le 1^{er} août 2022 et au plus tard le 180^e jour calendaire suivant la date d'approbation par l'Assemblée Générale des comptes consolidés de notre Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022. Par exception, les ADP 2 pourront être converties par anticipation en cas d'Opération de Croissance Externe Majeure Complexe ou de Prise de Participation Substantielle (tels que ces termes sont définis dans les statuts de la Société) conformément à leurs termes et conditions.

Dans le cas où ce taux minimum ne serait pas atteint, le nombre d'actions ordinaires auxquelles les ADP 2 donneraient droit par conversion serait égal à zéro et les ADP 2 définitivement acquises pourront être rachetées par notre Société et à son initiative au plus tard le 180^e jour calendaire suivant la date de publication des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022, à leur valeur nominale en vue de leur annulation.

7.2.3.2 Informations relatives à la dilution potentielle du capital de notre Société

Au 9 juin 2021, notre capital social est composé au total de 33 365 223 actions, réparties comme suit :

- 33 180 921 actions ordinaires de 2,00 euros de valeur nominale chacune ; et
- 184 302 ADP 2 de 2,00 euros de valeur nominale chacune.

L'ensemble de nos actions sont émises et intégralement libérées.

Nature des instruments potentiellement dilutifs	Nombre maximal initial autorisé/attribué	Nombre maximal à jour ⁽¹⁾	Prix d'exercice	Ratio de conversion en actions ordinaires	Nombre d'actions ordinaires auxquelles donnent droit ces instruments	Dilution maximale potentielle pouvant résulter de l'existence de ces instruments ⁽⁵⁾
OCEANE 2023 (Émission du 28 juin 2018)	1 435 818	1 435 818	-	1 ⁽²⁾	1 435 818	4,30 %
Actions ordinaires gratuites (PAT n° 3.1 du 26 juillet 2018)	307 373	253 692	-	-	253 692	0,76 %
Actions ordinaires gratuites (PAT n° 3.2 du 26 juillet 2018)	37 608	26 873	-	-	26 873	0,08 %
ADP 2 (Émission d'ADP 2 réservée du 18 décembre 2019)	97 980	97 980	-	2,15 ⁽³⁾	210 909	0,63 %
ADP 2 gratuites (Topaz n° 1 du 18 décembre 2019)	163 978	157 788	-	2,15 ⁽³⁾	339 650	1,02 %
ADP 2 gratuites (Topaz n° 2 du 18 décembre 2019)	31 982	31 982	-	2,15 ⁽³⁾	68 843	0,21 %
Actions ordinaires gratuites (18 décembre 2019)	23 953	17 581	-	-	17 581	0,05 %
Actions ordinaires gratuites (25 mars 2020)	14 863	14 863	-	-	14 863	0,04 %
OCEANE 2025 (Émission du 1 ^{er} octobre 2020)	1 864 173	1 864 173	-	1 ⁽⁴⁾	1 864 173	5,59 %
Actions ordinaires gratuites (US 2022 du 18 novembre 2020)	7 394	7 394	-	-	7 394	0,02 %
Actions ordinaires gratuites (Opale France du 18 novembre 2020)	123 711	122 022	-	-	122 022	0,37 %
Actions ordinaires gratuites (Opale <i>Foreign Entities</i> du 18 novembre 2020)	19 411	18 783	-	-	18 783	0,06 %
Actions ordinaires gratuites (Onyx 2023 du 18 novembre 2020)	59 915	59 915	-	-	59 915	0,18 %
Actions ordinaires gratuites (Dolphins 2024 du 18 novembre 2020)	9 500	9 500	-	-	9 500	0,03 %
ADP 2 (Émission d'ADP 2 réservée du 30 novembre 2020)	10 461	10 461	-	2,15 ⁽³⁾	21 784	0,07 %
ADP 2 gratuites (Topaz 2022)	20 922	20 922	-	2,15 ⁽³⁾	43 569	0,13 %
Actions ordinaires gratuites (Onyx 2023 bis du 31 mars 2021)	1 271	1 271	-	-	1 271	0,004 %
DILUTION MAXIMALE POTENTIELLE TOTALE	-	-	-	-	4 518 841	13,54 %

(1) Au 31 mars 2021.

(2) Se référer au paragraphe 7.2.3.1 A. Émission des OCEANE 2023 pour environ 150 millions d'euros ci-avant concernant le ratio de conversion des OCEANE 2023 en actions ordinaires.

(3) Sur la base des ADP 2 réelles émises ou en cours d'acquisition et d'un taux de réalisation de 100 %.

(4) Se référer au paragraphe 7.2.3.1 E. Émission des OCEANE 2025 pour environ 325 millions d'euros ci-avant concernant le ratio de conversion des OCEANE 2025 en actions ordinaires.

(5) Sur la base de notre nombre d'actions au 9 juin 2021.

7.2.4 Droits d'acquisition et obligations attachés à notre capital souscrit, mais non libéré

7.2.4.1 Rappel des autorisations existantes et de leur utilisation

A. Tableau récapitulatif des autorisations en cours

Opérations/titres concernés (date de l'Assemblée Générale et numéro de la résolution)	Montant maximum	Utilisation(s) faite(s) (date) ***	Durée de l'autorisation (date d'expiration)
Attribution gratuite d'actions ordinaires aux salariés et mandataires sociaux sans DPS Assemblée Générale du 26/07/2019 – 32 ^e résolution	5 % du capital social ⁽¹⁾ L'attribution aux mandataires sociaux ne doit pas excéder 20 % du montant global octroyé	Huit plans d'attribution conditionnelle d'actions ordinaires (AO) : <ul style="list-style-type: none"> • 23 953 AO attribuées (CA du 18/12/2019) • 14 863 AO attribuées (CA du 25/03/2020) • US 2022 : 7 394 AO attribuées (CA du 18/11/2020) • Opale France : 123 711 AO attribuées (CA du 18/11/2020) • Opale <i>Foreign Entities</i> : 19 411 AO attribuées (CA du 18/11/2020) • Onyx 2023 : 59 915 AO attribuées (CA du 18/11/2020) • Dolphin 2024 : 9 500 AO attribuées (CA du 18/11/2020) • Onyx 2023 bis : 1 271 AO attribuées 	38 mois (25/09/2022)
Autorisation d'attribuer gratuitement des ADP 2 Assemblée Générale du 26/07/2019 – 34 ^e résolution	400 000 ADP 2 L'attribution aux mandataires sociaux ne doit pas excéder 54 000 ADP 2	Trois plans d'attribution conditionnelle d'ADP 2 : <ul style="list-style-type: none"> • Topaz n° 1 : 163 978 ADP 2 attribuées (CA 18/12/2019) • Topaz n° 2 : 31 982 ADP 2 attribuées (CA 18/12/2019) • Topaz 2022 : 20 922 ADP 2 attribuées (CA 30/11/2020) Une vague d'augmentation de capital pour émettre les ADP 2 définitivement acquises : <ul style="list-style-type: none"> • Topaz n° 1 : 63 069 ADP 2 émises (CA 18/11/2020) • Topaz n° 2 : 12 792 ADP 2 émises (CA 18/11/2020) 	38 mois (25/09/2022)
Programme de rachat d'actions de la Société Assemblée Générale 23/09/2020 – 10 ^e résolution	5 % du capital social Maximum 150 € par action	Aucune	12 mois (AG d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2021)
Augmentation de capital toutes valeurs mobilières confondues avec DPS Assemblée Générale 23/09/2020 – 12 ^e résolution	En capital * = 32,5 M€ ⁽²⁾ En titres de créances ** = 325 M€ ⁽³⁾	Aucune	26 mois (23/11/2022)
Augmentation de capital toutes valeurs mobilières confondues sans DPS – offres au public Assemblée Générale 23/09/2020 – 13 ^e résolution	En capital * = 6,5 M€ ⁽⁴⁾ En titres de créances ** = 325 M€ ⁽³⁾	Aucune	26 mois (23/11/2022)
Augmentation de capital toutes valeurs mobilières confondues sans DPS – offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (placement privé) Assemblée Générale 23/09/2020 – 14 ^e résolution	En capital * = 6,5 M€ ⁽⁴⁾ En titres de créances ** = 325 M€ ⁽³⁾	Une émission de 1 864 173 OCEANE 2025 le 1 ^{er} octobre 2020 à hauteur de 325 M€	26 mois (23/11/2022)
Augmentation du nombre de titres à émettre avec suppression du DPS – réservée à des catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées Assemblée Générale 23/09/2020 – 15 ^e résolution	En capital * = 6,5 M€ ⁽⁴⁾ En titres de créances ** = 325 M€ ⁽³⁾	Aucune	18 mois (23/03/2022)

Opérations/titres concernés (date de l'Assemblée Générale et numéro de la résolution)	Montant maximum	Utilisation(s) faite(s) (date) ***	Durée de l'autorisation (date d'expiration)
Augmentation du nombre de titres à émettre avec ou sans DPS en cas de demandes excédentaires (Greenshoe) Assemblée Générale 23/09/2020 – 16 ^e résolution	Dans la limite (i) de 15 % de l'émission initiale et (ii) du (ou des) plafond(s) prévu(s) dans la résolution utilisée pour l'émission initiale	Aucune	26 mois (23/11/2022)
Augmentation de capital toutes valeurs mobilières confondues sans DPS – modalités dérogatoires de fixation du prix d'émission (prix libre) Assemblée Générale 23/09/2020 – 17 ^e résolution	Dans la limite (i) de 10 % du capital social par période de 12 mois et (ii) du (ou des) plafond(s) prévu(s) dans la résolution utilisée pour l'émission initiale	Aucune	26 mois (23/11/2022)
Augmentation de capital en rémunération d'apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital Assemblée Générale 23/09/2020 – 18 ^e résolution	En capital * = 10 % du capital social dans la limite de 6,5 M€ ⁽⁴⁾ En titres de créances ** = 325 M€ ⁽³⁾	Aucune	26 mois (23/11/2022)
Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation serait admise Assemblée Générale 23/09/2020 – 19 ^e résolution	Dans la limite (i) du montant des comptes de réserves, primes ou bénéfices et (ii) d'un montant de 32,5 M€ ⁽²⁾ (de valeur comptable)	Aucune	26 mois (23/11/2022)
Augmentation du capital social en rémunération d'apports de titres effectués dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par notre Société Assemblée Générale 23/09/2020 – 20 ^e résolution	En capital * = 6,5 M€ ⁽⁴⁾ En titres de créances ** = 325 M€ ⁽³⁾	Aucune	26 mois (23/11/2022)
Augmentation de capital par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérent-es de plans d'épargne d'entreprise, avec suppression du DPS Assemblée Générale du 23/09/2020 – 21 ^e résolution	En capital * = 700 000 € ⁽⁵⁾ et dans la limite de 350 000 actions En titres de créances ** = 325 M€ ⁽³⁾	Aucune	26 mois (23/11/2022)
Augmentation de capital par émission d'ADP 2 avec suppression du DPS – réservée à des catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées Assemblée Générale du 23/09/2020 – 22 ^e résolution	102 020 ADP 2, soit 204 040 €	Une émission de 10 461 ADP 2 (CA 30/11/2020)	6 mois (23/03/2021) ⁽⁶⁾
Annulation d'actions acquises en vertu des autorisations de rachat des actions propres de notre Société Assemblée Générale du 23/09/2020 – 23 ^e résolution	10 % du capital social sur une période de 24 mois	Aucune	12 mois (AG d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2021)

(1) Plafond de 5 % du capital (tel que constaté au jour de la décision d'attribution par le CA) autonome par rapport au plafond global et au sous-plafond décrits aux notes (2) et (4) ci-dessous.

(2) Plafond global de 32,5 M€ de nominal, applicable à l'ensemble des opérations d'augmentation de capital qui pourraient résulter de la mise en œuvre des 12^e à 21^e résolutions de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020. À ce plafond de 32,5 M€ s'ajoute le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement en supplément pour préserver les droits des titulaires donnant accès au capital de notre Société.

(3) Plafond global de 325 M€ de nominal, applicable à l'ensemble des émissions de titres décrits à la note ** ci-dessous qui pourraient résulter de la mise en œuvre des 12^e à 21^e résolutions de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020, à l'exception de la 19^e résolution. Le cas échéant, ce montant sera majoré de toute prime de remboursement au-dessus du pair.

(4) Sous-plafond global de 6,5 M€ de nominal, applicable à l'ensemble des opérations d'augmentation de capital entraînant la suppression du droit préférentiel de souscription qui pourraient résulter de la mise en œuvre des 13^e à 20^e résolutions de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 à l'exception de la 19^e résolution qui n'est pas concernée. À ce sous-plafond de 6,5 M€ s'ajoute le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement en supplément pour préserver les droits des titulaires donnant accès au capital de notre Société. Ce sous-plafond global de 6,5 M€ de nominal s'impute sur le plafond global de 32,5 M€ décrit à la note (1) ci-dessus.

(5) Montant maximum de 700 000 €, imputable sur le plafond global de 32,5 M€ décrit à la note (2) ci-dessus.

(6) Autorisation expirée à la date d'arrêté du présent Document d'Enregistrement Universel mais reportée en tant qu'autorisation utilisée pendant l'exercice 2020-2021.

* Actions.

** Valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société.

B. Descriptif des autorisations existantes

32^e RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 26 JUILLET 2019 – Autorisation à donner à notre Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions

L'Assemblée Générale Mixte réunie sur le 26 juillet 2019 a, dans sa 32^e résolution, autorisé notre Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions ordinaires existantes ou à émettre de notre Société, au profit des bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires qu'il déterminera parmi (i) les salarié-es de notre Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2 dudit Code et (ii) les mandataires sociaux de notre Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés et qui répondent aux conditions visées à l'article L. 225-197-1, II dudit Code.

Le nombre total des actions ordinaires pouvant être attribuées gratuitement en vertu de la présente autorisation ne pourra pas excéder 5 % du capital social tel que constaté au jour de la décision d'attribution par notre Conseil d'administration, étant précisé (i) que ce plafond est fixé de façon autonome par rapport aux plafonds visés aux 22^e à 31^e résolutions de l'Assemblée Générale Mixte du 26 juillet 2019 et (ii) que l'attribution gratuite d'actions ordinaires aux mandataires sociaux ne devra pas excéder 20 % des actions attribuées gratuitement en vertu de la présente autorisation.

L'attribution des actions ordinaires de notre Société aux bénéficiaires sera définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera déterminée par notre Conseil d'administration, étant précisé que la durée minimale sera celle fixée par les dispositions légales applicables au jour de la décision d'attribution.

L'attribution définitive des actions ordinaires attribuées aux mandataires sociaux de notre Société sera liée à la réalisation de conditions de performance qui seront déterminées par notre Conseil d'administration.

Notre Conseil d'administration dispose de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, à l'effet de procéder à la mise en œuvre de l'autorisation susvisée suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi, et notamment :

- de déterminer si les actions ordinaires attribuées gratuitement sont des actions ordinaires à émettre ou existantes ;
- de déterminer le nombre d'actions ordinaires attribuées à chacun-e des bénéficiaires qu'il aura déterminé-es ;
- de fixer les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions ordinaires, notamment la période d'acquisition minimale et, le cas échéant, la durée de conservation minimale ;
- d'augmenter, le cas échéant, le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou de primes d'émission pour procéder à l'émission d'actions ordinaires nouvelles attribuées gratuitement ;
- d'attribuer des actions ordinaires aux personnes mentionnées au premier alinéa du II de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce sous réserve des conditions prévues à l'article L. 225-197-6 dudit Code et s'agissant de ces actions ordinaires ainsi attribuées, de décider au choix (i) que les actions ordinaires octroyées gratuitement ne pourront être cédées par les intéressé-es avant la cessation de leurs fonctions, ou (ii) fixer la quantité d'actions ordinaires octroyées gratuitement qu'elles ou ils sont tenu-es de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions ;
- de prévoir, le cas échéant, la faculté de différer les dates d'attribution définitive des actions ordinaires et, pour la même durée, le terme de l'obligation de conservation desdites actions ordinaires (de sorte que la durée minimale de conservation soit inchangée) ;
- de procéder, le cas échéant, aux ajustements du nombre d'actions ordinaires attribuées gratuitement nécessaires à l'effet de préserver les droits des bénéficiaires en fonction des éventuelles opérations portant sur le capital ou les capitaux propres de la Société dans les circonstances prévues aux articles L. 225-181 et L. 228-99 du Code de commerce. Il est précisé que les actions ordinaires attribuées en application de ces ajustements seront réputées attribuées le même jour que les actions ordinaires initialement attribuées ; et
- de déterminer les dates et modalités des attributions et prendre généralement toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des attributions envisagées.

34^e RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 26 JUILLET 2019 – Autorisation à donner à notre Conseil d'administration d'attribuer gratuitement conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce des ADP 2 de la Société au profit de salarié-es et/ou de mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés directement ou indirectement, emportant renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription

L'Assemblée Générale Mixte réunie le 26 juillet 2019 a, dans sa 34^e résolution, autorisé notre Conseil d'administration, pour une durée de 38 mois courant jusqu'au 25 septembre 2022 inclus, à procéder, en une ou plusieurs fois, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce et dans les conditions définies dans la présente 34^e résolution, à des attributions gratuites d'ADP 2 de notre Société existantes ou à émettre au profit des bénéficiaires qu'il déterminera parmi les salarié-es ainsi que des mandataires sociaux de notre Société ou de notre Groupe.

Le nombre maximum d'ADP 2 pouvant être attribuées gratuitement au titre de la présente résolution sera égal aux deux tiers du nombre total d'ADP 2 maximum susceptibles d'être émises et qui sera fixé par notre Conseil d'administration conformément à la 33^e résolution et ne pourra en tout état de cause être supérieur à 400 000, et prend acte compte tenu des termes et conditions des ADP 2 décrits à la 33^e résolution que le nombre d'actions ordinaires issues de la conversion des ADP 2 attribuées gratuitement ne pourra excéder 2,5 % du capital social de notre Société à la date de l'Assemblée Générale en date du 26 juillet 2019 augmenté du nombre d'actions ordinaires issues (i) des plans d'attributions gratuites d'actions en cours à la date de l'Assemblée Générale en date du 26 juillet 2019, (ii) de la conversion des ADP 1 et (iii) de la conversion des ADP 2, étant précisé que ces plafonds sont fixés sans tenir compte des ajustements légaux, réglementaires ou contractuels nécessaires à la sauvegarde des droits des bénéficiaires des ADP 2.

Le nombre maximum total d'ADP 2 attribuées gratuitement aux mandataires sociaux de notre Société en vertu de la présente résolution, qui s'imputera sur le plafond de 400 000 ADP 2 mentionné au paragraphe ci-avant, ne pourra représenter plus de 54 000 ADP 2 attribuées en vertu de la présente autorisation.

L'attribution des ADP 2 à leurs bénéficiaires sera définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par notre Conseil d'administration, cette durée ne pouvant être inférieure à un an et que la durée minimale de l'obligation de conservation des actions de notre Société par les bénéficiaires sera également fixée par le Conseil d'administration, cette durée ne pouvant être inférieure à un an à compter de l'attribution définitive des actions. Toutefois, pour les actions attribuées dont la période d'acquisition serait d'une durée supérieure à deux ans, l'obligation de conservation des actions pourra être réduite ou supprimée de sorte que les actions soient librement cessibles dès leur attribution définitive.

Par exception et sous réserve des stipulations statutaires, en cas de décès ou d'invalidité de la personne bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale, l'attribution définitive des ADP 2 pourra intervenir immédiatement, sur demande expresse de la personne bénéficiaire (ou de ses ayants droit le cas échéant), et la personne concernée (ou ses ayants droit le cas échéant) ne sera soumise à aucune obligation de conservation des actions qui seront immédiatement cessibles.

La présente autorisation emporte de plein droit, au profit des bénéficiaires des ADP 2 attribuées gratuitement, renonciation expresse des actionnaires (i) à leur droit préférentiel de souscription aux ADP 2 à émettre attribuées gratuitement, (ii) à la partie des réserves, bénéfices ou primes qui sera incorporée au capital en cas d'attribution gratuite d'ADP 2 à émettre et (iii) à tout droit sur les ADP 2 existantes attribuées gratuitement. L'augmentation de capital correspondante sera définitivement réalisée du seul fait de l'attribution définitive des ADP 2 à leurs bénéficiaires.

Les actions ordinaires existantes issues de la conversion des ADP 2 pouvant être attribuées au titre de la présente résolution pourront être acquises par notre Société.

Notre Conseil d'administration dispose de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, à l'effet de procéder à la mise en œuvre de l'autorisation susvisée suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi, et notamment :

- d'arrêter l'ensemble des termes, modalités et conditions du ou des plans d'attribution gratuite d'ADP 2 ;
- de déterminer l'identité des bénéficiaires et le nombre d'ADP 2 attribuées à chaque bénéficiaire ;
- de fixer les conditions et déterminer les critères, dates et modalités des attributions des ADP 2, notamment la période d'acquisition minimale, ainsi que le cas échéant, la durée de la période de conservation requise pour chaque bénéficiaire, et de prendre généralement toutes les dispositions utiles et de conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des attributions envisagées ;
- de modifier le nombre d'ADP 2 attribuées en cas d'opérations, pendant la période d'acquisition, sur le capital ou les capitaux propres de la Société afin de préserver les droits des bénéficiaires d'ADP 2 attribuées gratuitement ;
- soit de décider que les ADP 2 et les actions ordinaires issues de la conversion desdites ADP 2 et détenues par les mandataires sociaux ne pourront être cédées par les intéressés avant la cessation de leurs fonctions, soit de fixer la quantité de ces ADP 2 et actions ordinaires qu'elles et ils seront tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions, conformément au dernier alinéa du II de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce ;
- de déterminer si les actions ordinaires résultant de la conversion des ADP 2 seront des actions existantes ou à émettre et, en cas d'émission d'actions ordinaires nouvelles, imputer, le cas échéant, sur les réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise les sommes nécessaires à la libération desdites actions ordinaires, constater la réalisation de la ou des augmentations de capital réalisées en application de la présente autorisation, modifier corrélativement les statuts et, d'une manière générale, accomplir tous actes et formalités nécessaires ;
- le cas échéant, de constater l'existence de réserves suffisantes et procéder, lors de chaque attribution, au virement à un compte de réserve indisponible des sommes nécessaires à la libération des ADP 2 à attribuer ;
- le cas échéant, de décider le moment venu la ou les augmentations de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise, corrélatives à l'émission des ADP 2 nouvelles définitivement attribuées gratuitement ;
- le cas échéant, de procéder aux acquisitions d'actions ordinaires ;
- le cas échéant, de prendre toutes mesures utiles pour assurer le respect de l'obligation de conservation exigée des bénéficiaires ; et
- le cas échéant, de faire, dans le cadre de la législation en vigueur, tout ce que la mise en œuvre de la présente autorisation rendra nécessaire.

10^e RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 SEPTEMBRE 2020 – Autorisation consentie à notre Conseil d'administration de procéder au rachat des actions de notre Société

Le lecteur est invité à consulter le paragraphe 7.2.2.3 *Descriptif de notre programme de rachat d'actions en vigueur adopté lors de l'Assemblée Générale Mixte du 23 septembre 2020* du présent chapitre pour plus d'informations sur l'autorisation consentie à notre Conseil d'administration de procéder au rachat des actions de notre Société.

12^e RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 SEPTEMBRE 2020 – Délégation de compétence consentie à notre Conseil d'administration en vue de procéder à l'augmentation du capital social de notre Société par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société

L'Assemblée Générale Mixte réunie le 23 septembre 2020 a, dans sa 12^e résolution, consenti à notre Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois courant jusqu'au 23 novembre 2022 inclus, une délégation de

compétence en vue d'augmenter notre capital social avec maintien du droit préférentiel de souscription de nos actionnaires.

En application de ce dispositif, notre Conseil d'administration dispose d'une délégation à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, en euros, en devises étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, à l'émission en France et/ou à l'étranger, à titre onéreux ou gratuit, d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de notre Société (y compris des titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créance).

La souscription de ces actions et/ou autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes.

Le montant total des augmentations de capital qui pourront être réalisées en vertu de cette délégation ne pourra être supérieur à 32,5 millions d'euros de nominal.

À ce plafond s'ajoutera le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver, le cas échéant, les droits des titulaires de valeurs mobilières ou d'autres droits donnant accès au capital de notre Société.

Ce plafond de 32,5 millions d'euros est global et commun à la présente 12^e résolution et aux 13^e à 21^e résolutions de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société, susceptibles d'être émis en vertu de cette délégation ne pourra être supérieur à 325 millions d'euros, étant précisé que ce montant sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair.

Ce plafond de 325 millions d'euros est global et commun à la présente 12^e résolution et aux 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 20^e et 21^e résolutions de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

En cas d'usage par notre Conseil d'administration de cette délégation de compétence, la ou les émissions seront réservées par préférence aux actionnaires de notre Société qui pourront souscrire à titre irréductible proportionnellement au nombre d'actions en leur possession.

Néanmoins, notre Conseil dispose de la faculté d'accorder à nos actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre d'actions ou de valeurs mobilières supérieur à celui qu'elles ou ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription qui sont à leur disposition et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande.

Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité de l'émission d'actions ou de valeurs mobilières telle que définie ci-dessus, notre Conseil d'administration pourra utiliser, dans les conditions prévues par la loi et dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :

- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix ;
- offrir au public tout ou partie des titres non souscrits, sur le marché français et/ou international ;
- limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous la condition, en cas d'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières dont le titre primaire est une action ordinaire, que celui-ci atteigne après utilisation, le cas échéant, des deux facultés susvisées, les trois-quarts au moins de l'émission décidée.

Les émissions de bons de souscription d'actions de notre Société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux actionnaires de notre Société. En cas d'attribution gratuite de bons autonomes, notre Conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus.

Notre Conseil d'administration a tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de décider les émissions susvisées et d'y procéder suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi, et notamment :

- de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des actions et/ou des valeurs mobilières à émettre ;
- de déterminer le nombre d'actions et/ou autres valeurs mobilières à émettre, arrêter leur prix et les conditions de leur émission, s'il y a lieu, le montant de la prime, les modalités de leur libération et leur date de jouissance (le cas échéant rétroactive) ;
- en cas d'émission de titres de créance, de décider de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant de leur rang de subordination), fixer leur taux d'intérêt, prévoir leur durée (déterminée ou indéterminée), la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission et d'amortissement, modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
- de fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits (le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de notre Société tels que des actions autodétenues ou des valeurs mobilières déjà émises par notre Société) attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'augmentation de capital ;
- de suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés aux actions et/ou aux valeurs mobilières à émettre dans les cas et les limites prévus par les dispositions légales et réglementaires applicables ;
- à sa seule initiative, d'imputer les frais de toute émission sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social après chaque augmentation ;
- de déterminer, et de procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte, l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de notre Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividendes, réserves ou primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres (y compris en cas d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et de fixer toute autre modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) ;
- de prendre généralement toutes dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée en vertu de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts, et demander la cotation de toutes actions et/ou valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation.

Notre Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par une tierce personne d'une offre publique visant les titres de notre Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

13^e RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 SEPTEMBRE 2020 – Délégation de compétence consentie à notre Conseil d'administration en vue de procéder à l'augmentation du capital social de notre Société par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société, par offre au public à l'exclusion d'offres visées au 1^{er} de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier

L'Assemblée Générale Mixte réunie le 23 septembre 2020 a, dans sa 13^e résolution, consenti à notre Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois courant jusqu'au 23 novembre 2022 inclus, une délégation de

compétence en vue d'augmenter notre capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription de nos actionnaires.

En application de ce dispositif, notre Conseil d'administration dispose d'une délégation à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en euros, en devises étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, à l'émission, à titre onéreux ou gratuit, en France et/ou à l'étranger, par voie d'offres au public à l'exclusion d'offres visées au 1^{er} de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de notre Société (y compris des titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créance).

La souscription de ces actions et/ou autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes.

Le droit préférentiel de souscription de nos actionnaires aux actions et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital de notre Société à émettre sera supprimé.

Le montant total des augmentations de capital qui pourraient être réalisées en vertu de cette délégation ne pourra être supérieur à 6,5 millions d'euros de nominal.

À ce plafond s'ajoutera le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver, le cas échéant, les droits des titulaires de valeurs mobilières ou d'autres droits donnant accès au capital de notre Société.

Ce plafond de 6,5 millions d'euros est global et commun à la présente 13^e résolution, et aux 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e et 20^e résolutions de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Il s'impute sur le plafond global de 32,5 millions d'euros posé à la 12^e résolution de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société, susceptibles d'être émis en vertu de cette délégation ne pourra être supérieur à 325 millions d'euros. Ce montant sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair.

Ce plafond de 325 millions d'euros s'impute sur le plafond global de 325 millions d'euros posé à la 12^e résolution de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Les émissions en vertu de la présente délégation seront réalisées par voie d'offres au public.

Elles pourront être réalisées conjointement à une offre ou des offres visées au 1^{er} de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier réalisées sur le fondement de la 14^e résolution de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et/ou aux valeurs mobilières susceptibles d'être émises sur le fondement de la présente délégation sera supprimé.

Néanmoins, notre Conseil d'administration pourra instituer au profit de nos actionnaires un délai de priorité ne donnant pas lieu à la création de droits négociables, d'une durée qu'il fixera conformément à la loi et aux dispositions réglementaires, pour tout ou partie d'une émission réalisée dans le cadre de cette 13^e résolution. Il devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire en application des dispositions légales et réglementaires. Il pourra être éventuellement complété par une souscription à titre réductible, étant précisé que les titres non souscrits dans le cadre du délai de priorité ainsi feront l'objet d'une offre au public en France ou à l'étranger.

Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité de l'émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, notre Conseil d'administration pourra utiliser, dans les conditions prévues par la loi et dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :

- limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions, sous la condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'émission décidée ;

- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix ; et/ou
- offrir au public tout ou partie des titres non souscrits, sur le marché français et/ou international.

Les modalités de détermination du prix d'émission sont celles prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables au jour de l'émission. À ce jour, il devra être au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois (3) séances de Bourse précédant le début de l'offre au public, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10 %.

Notre Conseil d'administration dispose des mêmes pouvoirs que ceux listés dans la délégation de compétence consentie aux termes de la 12^e résolution de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 pour décider des émissions dans le cadre de la présente délégation et y procéder.

Notre Conseil d'administration ne peut, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par une tierce personne d'une offre publique visant les titres de notre Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

14^e RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 SEPTEMBRE 2020 – Délégation de compétence consentie à notre Conseil d'administration en vue d'émettre, par une offre visée au 1^{er} de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription de nos actionnaires

L'Assemblée Générale Mixte réunie le 23 septembre 2020 a, dans sa 14^e résolution, consenti à notre Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois courant jusqu'au 23 novembre 2022 inclus, une délégation de compétence en vue d'augmenter notre capital social dans le cadre d'offres visées au 1^{er} de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (dites « placement privé »).

En application de ce dispositif, notre Conseil d'administration dispose d'une délégation pour décider en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, à l'émission en France et/ou à l'étranger, en euros, en devises étrangères ou toute unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, à titre onéreux ou gratuit, d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de notre Société (y compris de titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créances).

La souscription de ces actions et valeurs mobilières peut être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes.

Le droit préférentiel de souscription de nos actionnaires aux actions et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital de notre Société à émettre sera supprimé.

Le montant maximal d'augmentations de capital susceptibles d'être réalisées au titre de cette résolution ne pourra, dans les limites prévues par la réglementation applicable au jour de l'émission (au jour de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020, 20 % du capital social par an apprécié à la date de mise en œuvre de la présente délégation par notre Conseil d'administration) dépasser le plafond de 6,5 millions d'euros de nominal.

Ce plafond de 6,5 millions d'euros est commun à la présente 14^e résolution et aux 13^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e et 19^e résolutions de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Il s'impute sur le plafond global de 32,5 millions d'euros posé à la 12^e résolution de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 pour l'ensemble des opérations d'augmentation de capital qui pourraient résulter de la mise en œuvre des 12^e à 21^e résolutions de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

À ces plafonds s'ajoutera le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver, le cas échéant, les droits des titulaires de valeurs mobilières ou d'autres droits donnant accès au capital de notre Société.

Le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société, susceptibles d'être émis en vertu de cette délégation

ne pourra être supérieur à 325 millions d'euros. Ce montant sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair.

Ce plafond de 325 millions d'euros s'impute sur le plafond global de 325 millions d'euros posé à la 12^e résolution de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, notre Conseil d'administration pourra utiliser l'une et/ou l'autre des facultés offertes par la loi et notamment limiter le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues sous la condition, en cas d'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières dont le titre primaire est une action ordinaire, que celui-ci atteigne, au moins, les trois quarts de l'émission décidée.

Les modalités de détermination du prix d'émission sont celles prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables au jour de l'émission. À ce jour, il devra être au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois (3) séances de Bourse précédant le début de l'offre au public, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10 %.

Notre Conseil d'administration dispose des mêmes pouvoirs que ceux listés dans le paragraphe précédent décrivant la délégation de compétence consentie aux termes de la 12^e résolution de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 pour décider des émissions dans le cadre de la présente délégation et y procéder.

Notre Conseil d'administration ne peut, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par une tierce personne d'une offre publique visant les titres de notre Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

15^e RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 SEPTEMBRE 2020 – Délégation de compétence consentie à notre Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription de nos actionnaires au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées

L'Assemblée Générale Mixte réunie le 23 septembre 2020 a, dans sa 15^e résolution, consenti à notre Conseil d'administration, pour une durée de 18 mois courant jusqu'au 23 mars 2022 inclus, une délégation de compétence en vue d'augmenter notre capital social au profit de catégories de personnes répondant aux caractéristiques suivantes : (i) établissements financiers ou fonds d'investissement ou autres véhicules de placement de droit français ou de droit étranger ayant vocation à accompagner à moyen terme des sociétés de croissance dans le secteur de la technologie ou investissant à titre habituel ou exerçant une part significative de leur activité dans le secteur de la technologie ou (ii) prestataires de services d'investissements français-es ou étranger-es, ou tout établissement étranger ayant un statut équivalent, susceptibles garantir la réalisation d'une émission destinée à être placée auprès des personnes visées au (i) ci-dessus et, dans ce cadre, de souscrire aux titres émis.

En application de ce dispositif, notre Conseil d'administration dispose d'une délégation à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en euros, en devises étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, à l'émission, à titre onéreux ou gratuit, en France et/ou à l'étranger, d'actions ordinaires ainsi que de toutes valeurs mobilières émises donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de notre Société (y compris de titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créances).

La souscription de ces actions et/ou autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes.

Le droit préférentiel de souscription de nos actionnaires aux actions et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital de notre Société à émettre sera supprimé.

Notre Conseil d'administration fixera la liste précise des bénéficiaires de la suppression du droit préférentiel de souscription et le nombre d'actions et/ou valeurs mobilières à attribuer à chaque bénéficiaire.

Le montant total des augmentations de capital qui pourraient être réalisées en vertu de cette délégation ne pourra être supérieur à 6,5 millions d'euros de nominal.

Ce plafond de 6,5 millions d'euros est commun à la présente 15^e résolution, et aux 13^e, 14^e, 16^e, 17^e, 18^e et 20^e résolutions de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Il s'impute sur le plafond global de 32,5 millions d'euros posé à la 12^e résolution de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 pour l'ensemble des opérations d'augmentation de capital qui pourraient résulter de la mise en œuvre des 12^e à 21^e résolutions de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

À ces plafonds s'ajoutera le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver, le cas échéant, les droits des titulaires de valeurs mobilières ou d'autres droits donnant accès au capital de notre Société.

Le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société, susceptibles d'être émis en vertu de cette délégation ne pourra être supérieur à 325 millions d'euros. Ce montant sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair.

Ce plafond de 325 millions d'euros s'impute sur le plafond global de 325 millions d'euros posé à la 12^e résolution de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

(i) Le prix d'émission des actions ordinaires à émettre dans le cadre de cette résolution, ou auxquelles sont susceptibles de donner droit les valeurs mobilières à émettre en vertu de cette même résolution, sera au moins égal (a) au dernier cours de clôture précédant la fixation du prix avec une décote maximale de 10 % ou (b) au cours moyen de l'action sur le marché, pondéré par les volumes, arrêté en cours de séance au moment où le prix d'émission est fixé avec une décote maximale de 10 % ; et (ii) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières au moins égale au prix défini au (i) du présent paragraphe.

Le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès à notre capital sera tel que la somme perçue immédiatement par notre Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement, soit pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières au moins égale au prix minimum défini ci-avant.

Notre Conseil d'administration dispose des mêmes pouvoirs que ceux listés dans le paragraphe précédent décrivant la délégation de compétence consentie aux termes de la 12^e résolution de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 pour décider des émissions dans le cadre de la présente délégation et y procéder.

Notre Conseil d'administration ne peut, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par une tierce personne d'une offre publique visant les titres de notre Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

16^e RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 SEPTEMBRE 2020 – Délégation de compétence consentie à notre Conseil d'administration en vue d'augmenter le montant des émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription dans la limite de 15 % de l'émission initiale

L'Assemblée Générale Mixte réunie le 23 septembre 2020 a, dans sa 16^e résolution, consenti à notre Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois courant jusqu'au 23 novembre 2022 inclus, une délégation de compétence en vue, dans le cas où une émission décidée en application de la 12^e, 13^e, 14^e ou 15^e résolution ferait l'objet d'une demande supérieure au montant proposé, d'augmenter le nombre de titres à émettre.

Cette émission complémentaire devra intervenir dans les 30 jours de la clôture de la souscription, dans la limite :

- (i) du ou des plafonds applicables à l'émission initiale ; et
- (ii) d'un maximum de 15 % de son montant.

En outre, elle devra être faite au même prix que celui retenu pour l'émission initiale.

Notre Conseil d'administration dispose de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts de la Société, cette délégation de compétence.

17^e RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 SEPTEMBRE 2020 – Autorisation consentie à notre Conseil d'administration en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société, en vue de fixer le prix d'émission dans la limite de 10 % du capital social de notre Société selon les modalités arrêtées par l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale Mixte réunie le 23 septembre 2020 a, dans sa 17^e résolution, consenti à notre Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois courant jusqu'au 23 novembre 2022 inclus, l'autorisation d'arrêter des modalités dérogatoires de fixation du prix d'émission.

En application de ce dispositif, notre Conseil d'administration est autorisé, pour chacune des émissions décidées sur le fondement des 13^e et 14^e résolutions de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020, à déroger aux conditions de prix prévues par ces résolutions.

Il peut ainsi fixer le prix d'émission des actions ordinaires à émettre ou auxquelles sont susceptibles de donner droit les valeurs mobilières à émettre selon les modalités suivantes :

- dernier cours de clôture précédant la fixation du prix avec une décote maximale de 10 % ; ou
- cours moyen de l'action sur le marché, pondéré par les volumes, arrêté en cours de séance au moment où le prix d'émission est fixé avec une décote maximale de 10 %.

Il est précisé que le prix d'émission des valeurs mobilières autres que des actions ordinaires devra être tel que la somme perçue immédiatement par notre Société majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant déterminé par notre Conseil d'administration parmi les deux formules ci-dessus.

Cette autorisation est valable dans la limite de 10 % du capital social de notre Société par période de 12 mois. Il est précisé que ce pourcentage de 10 % s'applique à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 et apprécié à la date de mise en œuvre de la présente délégation par notre Conseil d'administration.

En cas d'utilisation de cette délégation, notre Conseil d'administration devra établir un rapport complémentaire, certifié par nos Commissaires aux comptes, décrivant les conditions définitives de l'opération et donnant des éléments d'appréciation de l'incidence effective de celle-ci sur la situation de l'actionnaire.

Notre Conseil d'administration dispose de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre cette autorisation, dans les conditions fixées par la loi et les statuts de notre Société.

18^e RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 SEPTEMBRE 2020 – Délégation de pouvoirs consentie à notre Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société en rémunération d'apports en nature constitués d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de notre Société

L'Assemblée Générale Mixte réunie le 23 septembre 2020 a, dans sa 18^e résolution, consenti à notre Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois courant jusqu'au 23 novembre 2022 inclus, une délégation de pouvoirs en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société, pour rémunérer des apports en nature consentis à notre Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès à notre capital.

En application de ce dispositif, notre Conseil d'administration dispose des pouvoirs pour procéder, sur rapport des Commissaires aux apports, à l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de la Société

(y compris de titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créances).

Cette délégation est valable dans la limite de 10 % du capital social de notre Société.

Ce pourcentage de 10 % s'applique au capital tel qu'existant à la date de décision du Conseil décidant de mettre en œuvre la délégation.

Le montant total des augmentations de capital qui pourraient être réalisées en vertu de cette délégation ne pourra être supérieur à 6,5 millions d'euros de nominal.

Ce plafond de 6,5 millions d'euros est commun à la présente 18^e résolution, et aux 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e et 20^e résolutions de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Il s'impute sur le plafond global de 32,5 millions d'euros posé à la 12^e résolution de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 pour l'ensemble des opérations d'augmentation de capital qui pourraient résulter de la mise en œuvre des 12^e à 21^e résolutions de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

À ces plafonds s'ajoutera le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver, le cas échéant, les droits des titulaires de valeurs mobilières ou d'autres droits donnant accès au capital de notre Société.

Le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société, susceptibles d'être émis en vertu de cette délégation ne pourra être supérieur à 325 millions d'euros, étant précisé que ce montant sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair.

Ce plafond de 325 millions d'euros s'impute sur le plafond global de 325 millions d'euros posé à la 12^e résolution de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Notre Conseil d'administration dispose des mêmes pouvoirs que ceux listés dans le paragraphe précédent décrivant la délégation de compétence consentie aux termes de la 12^e résolution de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 pour décider des émissions dans le cadre de la présente délégation et y procéder.

Notre Conseil d'administration ne peut, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par une tierce personne d'une offre publique visant les titres de notre Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

19^e RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 SEPTEMBRE 2020 – Délégation de compétence consentie à notre Conseil d'administration en vue d'augmenter notre capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou toute autre somme dont la capitalisation serait admise

L'Assemblée Générale Mixte réunie le 23 septembre 2020 a, dans sa 19^e résolution, consenti à notre Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois courant jusqu'au 23 novembre 2022 inclus, une délégation de compétence en vue d'augmenter notre capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible.

Ces augmentations de capital se feront sous forme d'attributions d'actions gratuites, ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes, ou encore de la combinaison de ces deux modalités.

Le montant total des augmentations de capital susceptibles d'être ainsi réalisées (augmenté le cas échéant du montant nécessaire pour préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières ou d'autres droits donnant accès à notre capital social) ne pourra dépasser le montant global des sommes pouvant être incorporées ni un plafond de 32,5 millions d'euros de nominal.

Ce plafond de 32,5 millions s'impute sur le montant du plafond global de 32,5 millions d'euros posé à la 12^e résolution de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Notre Conseil d'administration dispose de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, à l'effet de procéder aux émissions susvisées suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi, et notamment :

- de déterminer les dates, modalités et autres caractéristiques des émissions ;

- de décider, en cas d'attribution gratuite de titres de capital, que les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles et que les titres de capital correspondants seront vendus suivant les modalités déterminées par notre Conseil d'administration ;
- de fixer toute modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières ou d'autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustement en numéraire) ;
- de prendre généralement toutes dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée en vertu de cette délégation, modifier corrélativement les statuts, et demander la cotation de toutes valeurs mobilières émises en vertu de cette délégation.

20^e RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 SEPTEMBRE 2020 – Délégation de compétence consentie à notre Conseil d'administration en vue de procéder à l'augmentation de notre capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant, immédiatement ou à terme, accès au capital social de notre Société en rémunération d'apports de titres effectués dans le cadre d'une offre publique d'échange (OPE) initiée par notre Société

L'Assemblée Générale Mixte réunie le 23 septembre 2020 a, dans sa 20^e résolution, consenti à notre Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois courant jusqu'au 23 novembre 2022 inclus, une délégation de compétence en vue d'augmenter notre capital social en rémunération d'apports de titres effectués dans le cadre d'une OPE initiée par notre Société.

En application de ce dispositif, notre Conseil d'administration dispose d'une délégation pour décider, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en devises étrangères, soit en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de notre Société, à titre onéreux ou gratuit, en rémunération des titres qui seraient apportés dans le cadre d'une OPE initiée en France ou à l'étranger, selon les règles locales, par notre Société sur ses titres ou les titres d'une autre société admis aux négociations sur l'un des marchés réglementés visés à l'article L. 225-148 du Code de commerce (devenu article L. 22-10-54 du Code de commerce en application de l'Ordonnance n° 2020-1142 du 16 septembre 2020).

Cette délégation est valable y compris pour toute autre opération ayant le même effet qu'une OPE initiée par notre Société sur ses propres titres ou les titres d'une autre société dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé relevant d'un droit étranger, ou pouvant y être assimilée.

Nos actionnaires ne disposeront pas du droit préférentiel de souscription aux actions et/ou valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation. En effet, ces dernières auraient exclusivement vocation à rémunérer des titres apportés à une OPE initiée par notre Société.

Le montant total des augmentations de capital qui pourraient être réalisées en vertu de cette délégation ne pourra être supérieur à 6,5 millions d'euros de nominal.

Ce plafond de 6,5 millions d'euros est commun à la présente 20^e résolution, et aux 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e et 18^e résolutions de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Il s'impute sur le plafond global de 32,5 millions d'euros posé à la 12^e résolution de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 pour l'ensemble des opérations d'augmentation de capital qui pourraient résulter de la mise en œuvre des 12^e à 21^e résolutions de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

À ces plafonds s'ajoutera le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver, le cas échéant, les droits des titulaires de valeurs mobilières ou d'autres droits donnant accès au capital de notre Société.

Le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société, susceptibles d'être émis en vertu de cette délégation ne pourra être supérieur à 325 millions d'euros, étant précisé que ce montant sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair.

Ce plafond de 325 millions d'euros s'impute sur le plafond global de 325 millions d'euros posé à la 12^e résolution de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Le prix des actions et/ou des valeurs mobilières qui seraient émises dans le cadre de la présente délégation sera défini sur la base de la législation applicable en matière d'OPE.

Notre Conseil d'administration dispose de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, à l'effet de procéder aux émissions susvisées suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi, et notamment :

- de fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soule en espèces à verser ;
- d'arrêter la liste des titres susceptibles d'être apportés à l'échange ;
- de déterminer les dates, modalités et autres caractéristiques des émissions ;
- de déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de notre Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividendes, réserves ou primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur notre capital ou nos capitaux propres (y compris en cas d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et fixer toute autre modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières ou d'autres droits donnant accès à notre capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) ;
- à sa seule initiative, d'imputer les frais de toute émission sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social après chaque augmentation ;
- de prendre généralement toutes dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée en vertu de cette délégation, modifier corrélativement les statuts et demander la cotation de toutes valeurs mobilières émises en vertu de cette délégation.

21^e RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 SEPTEMBRE 2020 – Délégation de compétence consentie à notre Conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation de notre capital social par l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à notre capital, réservées aux adhérent-es de plans d'épargne d'entreprise (PEE), avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers

L'Assemblée Générale Mixte réunie le 23 septembre 2020, a, dans sa 21^e résolution, consenti à notre Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois courant jusqu'au 23 novembre 2022 inclus, une délégation de compétence en vue d'augmenter notre capital social au profit d'adhérent-es de PEE.

En application de ce dispositif, notre Conseil d'administration dispose d'une délégation à l'effet de décider l'augmentation de notre capital social, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en devises étrangères, soit en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, à titre onéreux ou gratuit, en France et/ou à l'étranger, par l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès, par tous moyens immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de notre Société (y compris de titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créances).

Le droit préférentiel de souscription de nos actionnaires aux actions et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital de notre Société à émettre sera supprimé.

En effet, ces émissions seront réservées aux adhérent-es d'un ou plusieurs PEE qui seraient mis en place au sein du périmètre de consolidation de notre Groupe.

En cas d'attribution à titre gratuit aux bénéficiaires ci-dessus indiqués d'actions ou valeurs mobilières donnant accès à notre capital, nos actionnaires renoncent par ailleurs à tout droit aux dites actions ou valeurs mobilières donnant accès à notre capital, y compris à la partie des réserves, bénéfices ou primes incorporée au capital, à raison de l'attribution gratuite desdits titres faite sur le fondement de cette délégation.

D'un montant nominal maximum de 700 000 euros, ces émissions s'imputeront sur le plafond global de 32,5 millions d'euros posé à la 12^e résolution de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 pour l'ensemble des opérations d'augmentation de capital qui pourraient résulter de la mise en œuvre des 12^e à 21^e résolutions de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

À ce plafond s'ajoutera le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver, le cas échéant, les droits des titulaires de valeurs mobilières ou d'autres droits donnant accès au capital de notre Société.

Le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société, susceptibles d'être émis en vertu de cette délégation ne pourra être supérieur à 325 millions d'euros, étant précisé que ce montant sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair.

Ce plafond de 325 millions d'euros s'impute sur le plafond global de 325 millions d'euros posé à la 12^e résolution de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Le prix d'émission des actions nouvelles ou valeurs mobilières donnant accès à notre capital émises dans le cadre de cette délégation (le « Prix de Référence ») sera fixé en fonction de la moyenne des cours cotés de notre action sur Euronext Paris lors des 20 séances de Bourse précédant le jour de la décision de notre Conseil d'administration fixant la date d'ouverture de la période de souscription à l'augmentation de capital réservée aux adhérent-es de PEE.

Une décote de 30 % à 40 % pourra être appliquée conformément aux dispositions légales.

S'il le juge opportun, notre Conseil d'administration a l'autorisation de réduire ou supprimer la décote susmentionnée, notamment pour tenir compte des régimes locaux applicables dans les pays où l'émission sera mise en œuvre.

Notre Conseil d'administration pourra procéder, à titre de substitution de tout ou partie de la décote par rapport au Prix de Référence et/ou d'abondement, à l'attribution gratuite d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Notre Conseil d'administration peut procéder à des cessions d'actions aux adhérent-es à un PEE. Ces cessions d'actions réalisées avec décote en faveur des adhérent-es à un ou plusieurs PEE s'imputeront à concurrence du montant nominal des actions ainsi cédées sur le montant des plafonds visés ci-dessus.

Notre Conseil d'administration dispose de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, à l'effet de procéder aux émissions susvisées suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi, et notamment :

- d'arrêter dans les conditions légales la liste des sociétés pour lesquelles les adhérent-es d'un ou de plusieurs plans d'épargne d'entreprise pourront souscrire aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ainsi émises et bénéficier le cas échéant des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital attribuées gratuitement ;
- de décider que les souscriptions pourront être réalisées directement par les bénéficiaires, adhérent-es d'un plan d'épargne salariale, ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou autres structures ou entités permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables ;

- de déterminer les conditions, notamment d'ancienneté, que devront remplir les bénéficiaires des augmentations de capital ;
- d'arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions ;
- de fixer les montants des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente délégation de compétence et d'arrêter notamment les prix d'émission, dates, délais, modalités et conditions de souscription, de libération, de délivrance et de jouissance des titres (même rétroactive), les règles de réduction applicables aux cas de sursouscription ainsi que les autres conditions et modalités des émissions, dans les limites légales ou réglementaires en vigueur ;
- de déterminer tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société et d'y procéder, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividendes, réserves ou primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres (y compris en cas d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et de fixer toute autre modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) ;
- en cas d'attribution gratuite d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, de fixer la nature, les caractéristiques et le nombre d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, le nombre à attribuer à chaque bénéficiaire, et arrêter les dates, délais, modalités et conditions d'attribution de ces actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital dans les limites légales et réglementaires en vigueur et notamment choisir soit de substituer totalement ou partiellement l'attribution de ces actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital aux décotes par rapport au Prix de Référence prévues ci-dessus, soit d'imputer la contre-valeur de ces actions sur le montant total de l'abonnement, soit de combiner ces deux possibilités ;
- en cas d'émission d'actions nouvelles attribuées gratuitement, d'imputer, le cas échéant, sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission, les sommes nécessaires à la libération desdites actions ;
- de constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions souscrites (après éventuelle réduction en cas de sursouscription) ;
- le cas échéant, d'imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital résultant de ces augmentations de capital ;
- de conclure tous accords, d'accomplir directement ou indirectement par mandataire toutes opérations, en ce compris procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital et aux modifications corrélatives des statuts et, d'une manière générale, de passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, de prendre toutes mesures et décisions et d'effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à l'admission aux négociations et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ou consécutives aux augmentations de capital réalisées.

22^e RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 SEPTEMBRE 2020 – Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'émettre des ADP 2, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de personnes répondant à des caractéristiques déterminées

L'Assemblée Générale Mixte réunie le 23 septembre 2020 a, dans sa 22^e résolution, consenti à notre Conseil d'administration, pour une durée de six mois courant jusqu'au 23 mars 2021, inclus, une délégation, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, en vue de procéder à l'émission, à titre onéreux, d'ADP 2.

Cette 22^e résolution supprime le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux ADP 2 et réserve le droit de souscrire à ces ADP 2 à la catégorie de bénéficiaires répondant aux caractéristiques suivantes : mandataires sociaux ou salariés de la Société ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés directement ou indirectement dans les conditions de l'article L. 233-4 du Code de commerce.

Notre Conseil d'administration sera compétent pour fixer la liste précise des bénéficiaires de la suppression du droit préférentiel de souscription et le nombre d'ADP 2 à souscrire par chaque bénéficiaire en vertu de la présente délégation de compétence.

Cette délégation emporte de plein droit, au profit des bénéficiaires dont la liste aura été arrêtée par notre Conseil d'administration, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles auxquelles donneraient droit les ADP 2 susceptibles d'être émises en vertu de la présente résolution.

En cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation de compétence, le nombre maximum d'ADP 2 susceptibles d'être émises au titre de la présente résolution sera égal à 102 020.

Notre Conseil d'administration fixera, dans le respect de la réglementation en vigueur, le prix de souscription qui sera déterminé, avis pris auprès d'un expert indépendant, en fonction des paramètres influençant sa valeur.

Notre Conseil d'administration dispose de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, à l'effet de procéder à la mise en œuvre de la délégation susvisée suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi, et notamment :

- de fixer les conditions d'émission et notamment le prix de souscription ;
- de déterminer si les actions ordinaires résultant de la conversion des ADP 2 seront des actions existantes ou à émettre et, en cas d'émission d'actions ordinaires nouvelles, imputer les sommes nécessaires à la libération desdites actions ordinaires, le cas échéant, sur les réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise ;
- d'apporter aux statuts toutes modifications en ce qui concerne le montant du capital social et le nombre d'actions qui le composent ;
- à sa seule initiative, d'imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ; et
- de procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, constater la réalisation des augmentations de capital, modifier corrélativement les statuts, accomplir les formalités requises et généralement faire tout le nécessaire.

23^e RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 SEPTEMBRE 2020 – Autorisation donnée à notre Conseil d'administration d'annuler, le cas échéant, les actions propres autodétenues par la Société, jusqu'à un maximum de 10 %

L'Assemblée Générale Mixte réunie sur le 23 septembre 2020 a, dans sa 23^e résolution, autorisé notre Conseil d'administration à annuler les actions propres de notre Société acquises en vertu des autorisations données par l'Assemblée Générale.

Conformément à l'article L. 225-209 du Code de commerce (devenu article L. 22-10-62 du Code de commerce en application de l'Ordonnance n° 2020-1142 du 16 septembre 2020), sur ses seules décisions, notre Conseil d'administration a l'autorisation d'annuler nos actions autodétenues, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % de notre capital sur une période de 24 mois. En outre, il a la faculté de procéder à due concurrence aux réductions de capital social corrélatives.

À la date de chaque annulation, le nombre maximum d'actions ordinaires annulées par notre Société pendant la période de 24 mois précédant ladite annulation, y compris les actions faisant l'objet de ladite annulation, ne pourra excéder 10 % des actions ordinaires composant le capital de notre Société à cette date ; étant précisé que cette limite s'applique à un montant du capital qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte

des opérations affectant le capital social postérieurement à l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Cette autorisation est valable jusqu'au jour de l'Assemblée Générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice à clore le 31 mars 2021.

Notre Conseil d'administration dispose de tous pouvoirs, avec faculté de délégation, à l'effet d'accomplir tous actes, formalités, déclarations en vue d'annuler les actions et de rendre définitives les réductions de capital et, en conséquence, de modifier les statuts.

7.2.4.2 Rapport spécial sur les opérations réalisées sur les options de souscription ou d'achat d'actions au titre de l'exercice 2020-2021

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, nous vous rendons compte ci-après des opérations d'attribution, d'exercice et d'annulation d'options de souscription ou d'achat d'actions de notre Société réalisées au cours de l'exercice 2020-2021.

I. Attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions au cours de l'exercice 2020-2021

Au titre de l'exercice 2020-2021, aucune option de souscription d'actions n'a été attribuée aux salarié-es ou aux mandataires sociaux, ni par notre Société, ni par les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, ni par les sociétés ou groupements qui sont liés à notre Société dans les conditions prévues à l'article L. 225-180 du Code de commerce.

II. Exercice d'options de souscription ou d'achat d'actions au titre de l'exercice 2020-2021

1. Exercice d'options de souscription d'actions au titre des plans attribués en 2020-2021

Sans objet.

2. Exercice d'options de souscription d'actions au titre de plans antérieurs

Sans objet.

III. Annulation d'options de souscription ou d'achat d'actions au titre de l'exercice 2020-2021

Sans objet.

7.2.4.3 Rapport spécial sur les opérations réalisées sur les actions gratuites au titre de l'exercice 2020-2021

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, nous vous rendons compte ci-après des opérations d'attribution d'actions, d'acquisition et d'annulation d'actions gratuites de notre Société réalisées au cours de l'exercice 2020-2021.

I. Attribution gratuite d'actions au cours de l'exercice 2020-2021

Conformément à l'autorisation adoptée par l'Assemblée Générale Mixte du 26 juillet 2019, notre Conseil d'administration a à nouveau fait usage des délégations qui lui ont été consenties à l'effet d'attribuer gratuitement des actions ordinaires (32^e résolution) ou des ADP 2 (34^e résolution).

À ce titre, lors de réunions tenues le 18 novembre 2020 puis le 31 mars 2021, notre Conseil d'administration a mis en place six plans d'attribution gratuite d'actions ordinaires, lesquelles seront définitivement acquises par leurs bénéficiaires sous réserve du respect de la condition de présence et de conditions de performance (cf. paragraphe 7.2.3.1 *Nature et caractéristiques des titres financiers émis* du présent Document d'Enregistrement Universel).

Notre Conseil d'administration a, le 30 novembre 2020, également mis en place un plan d'attribution gratuite d'ADP 2 attribuables définitivement sous réserve du respect d'une condition de présence et convertibles en actions ordinaires sous réserve du respect d'une condition de performance (cf. paragraphe 7.2.3.1 *Nature et caractéristiques des titres financiers émis* du présent Document d'Enregistrement Universel).

Le tableau figurant ci-dessous synthétise les données relatives à ces sept plans d'attribution gratuite d'actions :

Date de l'Assemblée Générale	26/07/2019	26/07/2019	26/07/2019	26/07/2019	26/07/2019	26/07/2019	26/07/2019
Nom du plan	AO US 2022	AO Opale France	AO Opale Foreign entities	AO Onyx 2023	AO Dolphin 2024	ADP 2 Topaz 2022	AO Onyx 2023 bis
Date du Conseil d'administration	18/11/2020	18/11/2020	18/11/2020	18/11/2020	18/11/2020	30/11/2020	31/03/2021
NOMBRE D'ACTIONS ATTRIBUÉES PAR NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION *	7 394	123 711	19 411	59 915	9 500	20 922	1 271
<i>Dont nombre d'actions pour les mandataires sociaux de notre Société</i>	-	-	-	13 306 **	-	-	-
<i>Dont nombre d'actions pour les dix premiers attributaires salariés de notre Société</i>	7 394	8 919	3 484	34 474	9 500	20 922	1 271
Nombre de bénéficiaires initial	1	1 218	172	22	10	3	1
Période d'acquisition	Du 18/11/2020 au 18/11/2022	Du 18/11/2020 au 01/08/2023	Du 18/11/2020 au 01/08/2023	Du 18/11/2020 au 01/08/2023	Du 18/11/2020 au 01/08/2024	-	Du 31/03/2021 au 01/08/2023
<i>Acquisition de 60 % des ADP 2 attribuées</i>	-	-	-	-	-	Du 30/11/2020 au 10/01/2022	-
<i>Acquisition de 40 % des ADP 2 attribuées</i>	-	-	-	-	-	Du 30/11/2020 au 30/11/2022	-
Période de conservation	-	-	-	-	-	Jusqu'à la plus proche des trois dates suivantes : (i) Date de Conversion ⁽¹⁾ , (ii) la Date de Rachat ⁽²⁾ , et (iii) le 26 juillet 2029 Du 30/11/2020 au 30/11/2022	-
Nombre d'actions acquises *	-	-	-	-	-	-	-
Nombre d'actions annulées ou caduques *	-	-	1 689	628	-	-	-
Nombre d'actions restantes *	7 394	122 022	18 783	59 915	9 500	20 922	1 271

* Au 31 mars 2021.

** Actions attribuées à notre Directeur général, Paul Boudre.

(1) La date de conversion des ADP 2 en actions ordinaires nouvelles ou existantes de la Société (la « Date de Conversion ») sera fixée par le Conseil d'administration, la Date de Conversion devant en tout état de cause intervenir au plus tard le 180^e jour calendaire suivant la date d'approbation par l'Assemblée Générale des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022.

(2) Dans l'hypothèse où les objectifs de performance ne seraient pas atteints de sorte que le nombre d'actions ordinaires auxquelles les ADP 2 donneraient droit par conversion, en application du Ratio de Conversion, serait égal à zéro, les ADP 2 pourront être rachetées par la Société et à son initiative au plus tard le 180^e jour calendaire suivant la date de publication des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022 (la « Date de Rachat »), à leur valeur nominale conformément aux dispositions de l'article L. 228-12 III du Code de commerce.

II. Acquisition au cours de l'exercice 2020-2021 d'actions attribuées gratuitement au cours des exercices antérieurs

Au titre de l'exercice 2020-2021, plusieurs acquisitions d'actions attribuées gratuitement au cours des exercices antérieurs ont été réalisées.

Acquisitions définitives d'ADP 2 attribuées gratuitement au titre des plans Topaz n° 1 et Topaz n° 2

Aux termes d'une décision de notre Directeur général en date du 18 décembre 2020, prononcée sur délégation de notre Conseil d'administration consentie le 18 novembre 2020, 63 069 ADP 2 attribuées au titre du plan Topaz n° 1 et 12 792 ADP 2 attribuées au titre du plan Topaz n° 2 ont été définitivement acquises par leurs bénéficiaires en raison du respect d'une condition de présence dans les effectifs de notre Société à l'issue d'une période d'acquisition d'un an ayant expiré le 18 décembre 2020.

7.2.5 Informations relatives au capital des sociétés du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option

À la date d'arrêté du présent Document d'Enregistrement Universel, il n'existe, à la connaissance de la Société, aucune option portant sur le capital d'une société du Groupe ou un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de placer sous option le capital de ces sociétés.

7.2.6 Évolution de notre capital au cours des cinq dernières années

Le tableau ci-dessous synthétise chacune des évolutions du capital social de notre Société intervenues au cours des cinq dernières années.

● DONNÉES PRÉ-REGROUPEMENT DES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DEVENU EFFECTIF LE 8 FÉVRIER 2017

Date	Nature de l'opération	Variation du capital (en euros)	Prime d'émission ou d'apport (en euros)	Variation du nombre de titres en circulation	Valeur nominale (en euros)	Structure cumulée du capital social	
						(en euros)	(en titres)
02/05/2016	AUGMENTATIONS DE CAPITAL EN NUMÉRAIRE RÉSERVÉES À BPIFRANCE PARTICIPATIONS, CEA INVESTISSEMENT ET NSIG SUNRISE S.À.R.L.	13 903 405	62 565 323	139 034 051	0,10	37 035 824	370 358 235
08/06/2016	AUGMENTATION DE CAPITAL AVEC MAINTIEN DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION	23 568 251	51 850 152	235 682 510	0,10	60 604 074	606 040 745
14/06/2016	Augmentations de capital par acquisition d'actions gratuites	18 947	-	189 472	0,10	60 623 022	606 230 217
02/12/2016	Augmentations de capital par conversion d'OCEANE 2018	0,10	-	1	0,10	60 623 022	606 230 218
06/12/2016	Réduction de capital (non motivée par des pertes) par annulation d'actions autodétenues	(1,80)	-	(18)	0,10	60 623 020	606 230 200

● **DONNÉES POST-REGROUPEMENT DES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DEVENU EFFECTIF LE 8 FÉVRIER 2017**

Date	Nature de l'opération	Variation du capital (en euros)	Prime d'émission ou d'apport (en euros)	Variation du nombre de titres en circulation	Valeur nominale (en euros)	Structure cumulée du capital social	
						(en euros)	(en titres)
26/07/2017	Augmentations de capital par acquisition gratuite d'actions de préférence	23 615,70	-	236 157	0,10	60 646 635,70	30 547 667
08/08/2017	AUGMENTATIONS DE CAPITAL PAR CONVERSION D'OCEANE 2018	2 112 114,00	-	1 056 057	2,00	62 758 749,70	31 603 724
06/12/2017	Augmentations de capital par acquisition gratuite d'actions de préférence	379,80	-	3 798	0,10	62 759 129,50	31 607 522
30/03/2018	Augmentations de capital par acquisition gratuite d'actions de préférence	2 941,00	-	29 410	0,10	62 762 070,50	31 636 932
29/07/2019	AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSULTANT DE LA CONVERSION DES ADP 1 EN ACTIONS ORDINAIRES (MIP)	2 472 422,30	-	1 011 862	2,00	65 234 492,80	32 648 794
06/12/2019	AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSULTANT DE LA CONVERSION DES ADP 1 EN ACTIONS ORDINAIRES (MIP)	64 060,20	-	28 422	2,00	65 298 553,00	32 677 216
18/12/2019	AUGMENTATION DE CAPITAL PAR ÉMISSION D'ADP 2 RÉSERVÉES	195 960,00	8 051 016,60	97 980	2,00	65 494 513,00	32 775 196
28/02/2020	AUGMENTATION DE CAPITAL EN NUMÉRAIRE RÉSERVÉE À FCPE SOITEC JADE 2020 (PEE JADE)	412 014,00	13 600 582,14	206 007	2,00	65 906 527,00	32 981 203
30/03/2020	AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSULTANT DE L'ATTRIBUTION DÉFINITIVE DES ACTIONS ORDINAIRES (PAT N° 1 ET 2)	340 494,00	-	170 247	2,00	66 247 021,00	33 151 450
30/03/2020	AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSULTANT DE LA CONVERSION DES ADP 1 EN ACTIONS ORDINAIRES (MIP)	310 781,00	-	127 451	2,00	66 557 802,00	33 278 901
30/11/2020	Augmentation de capital par émission d'ADP 2 réservées	20 922,00	909 060,90	10 461	2,00	66 578 724,00	33 289 362
18/12/2020	AUGMENTATION DE CAPITAL PAR ACQUISITION GRATUITE D'ADP 2 (TOPAZ N° 1 ET N° 2)	151 722,00	-	75 861	2,00	66 730 446,00	33 365 223



8



Assemblée Générale

8.1	Ordre du jour	324	8.4	Conditions de réunion, de convocation et d'admission à nos Assemblées Générales.....	364
8.2	Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions présentées à l'Assemblée Générale Mixte du 28 juillet 2021.....	326	8.4.1	Modalités de participation des actionnaires à l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021.....	364
8.2.1	Marché des affaires sociales depuis le début de l'exercice en cours	326	8.4.2	Convocation et réunion de nos Assemblées Générales.....	364
8.2.2	Résolutions de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire.....	326	8.4.3	Documents mis à la disposition de nos actionnaires	364
8.2.3	Résolutions de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire	333	8.4.4	Questions écrites	364
8.2.4	Tableau récapitulatif des délégations et autorisations sollicitées à l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021.....	360	8.4.5	Formalités préalables à effectuer pour participer et voter à nos Assemblées Générales.....	365
8.3	Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	362	8.4.6	Modes de participation à nos Assemblées Générales.....	365
	Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale	362	8.4.7	Informations complémentaires.....	366
	Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale	362			

8.1 Ordre du jour

Lors de sa séance du 9 juin 2021, notre Conseil d'administration a décidé de convoquer une Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire le :

**Mercredi 28 juillet 2021, à 9h30, heure de Paris,
au Centre de Conférences Capital 8, sis au 32 rue Monceau, 75008 Paris, France.**

à l'effet de soumettre au vote de nos actionnaires les trente-cinq projets de résolution relatifs à l'ordre du jour figurant ci-après.

Il convient de préciser que si le *quorum* n'est pas atteint, l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire sera convoquée le mercredi 8 septembre 2021 à 9 h 30, heure de Paris, également au Centre de Conférences Capital 8, sis au 32 rue Monceau, 75008 Paris, France.

● RÉOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Première résolution :	Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2021
Deuxième résolution :	Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2021
Troisième résolution :	Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2021
Quatrième résolution :	Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce
Cinquième résolution :	Nomination de Mme Françoise Chombar en qualité d'administratrice
Sixième résolution :	Nomination de Mme Shuo Zhang comme en qualité d'administratrice
Septième résolution :	Renouvellement du mandat de M. Éric Meurice en qualité d'administrateur
Huitième résolution :	Renouvellement du mandat de M. Satoshi Onishi en qualité d'administrateur
Neuvième résolution :	Ratification de la cooptation de Mme Guillemette Picard en qualité d'administratrice
Dixième résolution :	Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux de la Société mentionnées à l'article L. 22-10-9, I du Code de commerce
Onzième résolution :	Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2021 à M. Paul Boudre, Directeur général
Douzième résolution :	Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2021 à M. Éric Meurice, Président du Conseil d'administration
Treizième résolution :	Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration
Quatorzième résolution :	Approbation de la politique de rémunération du Directeur général
Quinzième résolution :	Approbation de la politique de rémunération des membres du Conseil d'administration
Seizième résolution :	Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société

● RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Dix-septième résolution :	Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration, en vue de procéder à l'augmentation du capital social de la Société par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société
Dix-huitième résolution :	Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue de procéder à l'augmentation du capital social de la Société par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, par offre au public autre que celle visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier
Dix-neuvième résolution :	Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'émettre, par une offre au public visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires
Vingtième résolution :	Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées
Vingt-et-unième résolution :	Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'augmenter le montant des émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription dans la limite de 15 % de l'émission initiale
Vingt-deuxième résolution :	Autorisation à donner au Conseil d'administration en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, en vue de fixer le prix d'émission dans la limite de 10 % du capital social de la Société selon les modalités arrêtées par l'Assemblée Générale
Vingt-troisième résolution :	Délégation de pouvoirs à donner au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société en rémunération d'apports en nature constitués d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société
Vingt-quatrième résolution :	Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou toute autre somme dont la capitalisation serait admise
Vingt-cinquième résolution :	Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue de procéder à l'augmentation du capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant, immédiatement ou à terme, accès au capital social de la Société en rémunération d'apports de titres effectués dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par la Société
Vingt-sixième résolution :	Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents de plans d'épargne d'entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers
Vingt-septième résolution :	Autorisation à donner au Conseil d'administration d'attribuer gratuitement, conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants et L. 22-10-59 et L. 22-10-60 du Code de commerce, des actions ordinaires de la Société au profit de salariés et/ou de mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés directement ou indirectement, emportant renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription
Vingt-huitième résolution :	Autorisation à donner au Conseil d'administration d'annuler, le cas échéant, les actions propres autodétenues par la Société, jusqu'à un maximum de 10 %
Vingt-neuvième résolution :	Ajout d'un article préliminaire avant l'article 1 des statuts de la Société à l'effet d'adopter une raison d'être de la Société
Trentième résolution :	Modification de l'article 7 des statuts de la Société, liée aux évolutions législatives et réglementaires relatives à l'identification des porteurs de titres
Trente-et-unième résolution :	Modification de l'article 16 des statuts de la Société, liée aux évolutions législatives et réglementaires relatives au rôle du Conseil d'administration
Trente-deuxième résolution :	Modification des articles 12.4 et 18 des statuts de la Société, liée aux évolutions législatives et réglementaires en matière de rémunération des membres du Conseil d'administration
Trente-troisième résolution :	Modification de l'article 19 des statuts de la Société, liée aux évolutions législatives et réglementaires relatives à la procédure des conventions réglementées
Trente-quatrième résolution :	Modification des articles 21.3, 23 et 24 des statuts de la Société, liée aux évolutions législatives et réglementaires relatives au calcul de la majorité pour l'adoption des décisions
Trente-cinquième résolution :	Pouvoirs pour formalités

8.2 Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions présentées à l'Assemblée Générale Mixte du 28 juillet 2021

Ce rapport a pour objet de vous présenter les résolutions qui seront soumises à l'Assemblée Générale Mixte de votre Société devant se réunir le 28 juillet 2021. Il a été arrêté par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 9 juin 2021.

Avant d'exercer votre droit de vote, vous êtes notamment invité-es à lire attentivement ce rapport (en ce compris le texte des projets de résolutions)

et à prendre connaissance des commentaires et observations émis par nos Commissaires aux comptes et mentionnés dans leurs rapports.

Notre Conseil d'administration recommande à l'unanimité de ses membres l'adoption de l'ensemble des projets de résolutions qui vous sont présentés dans ce rapport.

8.2.1 Marché des affaires sociales depuis le début de l'exercice en cours

Conformément aux dispositions réglementaires, la description de la marche des affaires sociales de notre Société depuis le début de l'exercice en cours figure au sein du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021, notamment au chapitre 5.

8.2.2 Résolutions de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

RÉSOLUTIONS N° 1 À 3 : APPROBATION DES COMPTES (SOCIAUX ET CONSOLIDÉS) ET AFFECTATION DU RÉSULTAT

Aux termes des résolutions n° 1 à 3, nous vous proposons :

- d'approuver les comptes annuels de notre Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021, qui font apparaître un chiffre d'affaires de 550 043 192,16 euros et un bénéfice de 68 685 965,92 euros, et d'approuver également le montant global des dépenses et charges non déductibles soumis à l'impôt sur les sociétés s'élevant à 107 836 euros au titre de cet exercice, ainsi que la charge d'impôt afférente estimée à 34 529 euros ;
- d'approuver les comptes annuels consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2021, qui font apparaître un chiffre d'affaires de 583 761 milliers d'euros et un bénéfice net part du Groupe de 72 671 milliers d'euros ;
- d'approuver les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport de gestion du Conseil d'administration ou dans les rapports des Commissaires aux comptes ;

- de constater que le bénéfice distribuable de l'exercice clos le 31 mars 2021, constitué du bénéfice de l'exercice clos le 31 mars 2021 augmenté du report à nouveau créditeur disponible d'un montant de 252 472 049,19 euros, s'élève à 321 158 015,11 euros, d'affecter ce bénéfice distribuable comme suit :

- affecter la somme de 17 264,40 euros à la réserve légale, pour atteindre 10 % du capital, qui de la somme de 6 655 780,20 euros se trouverait portée à la somme de 6 673 044,60 euros ; et
- affecter le solde de 68 668 701,52 euros au poste « Report à nouveau » créditeur, dont le montant serait ainsi porté de la somme de 252 472 049,19 euros à la somme de 321 140 750,71 euros.

Les comptes annuels ont été arrêtés le 9 juin 2021 par notre Conseil d'administration.

Les comptes, le rapport de gestion du Conseil d'administration et les rapports des Commissaires aux comptes figurent dans le Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

Vous êtes également invité-es à prendre acte du fait qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices.

Première résolution – Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2021

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise des rapports du Conseil d'administration et des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2021, comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, tels qu'ils ont été présentés, faisant apparaître un chiffre d'affaires de 550 043 192,16 euros et un bénéfice de 68 685 965,92 euros.

L'Assemblée Générale approuve également le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts s'élevant à 107 836 euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2021 et qui ont généré une charge d'impôt estimée à 34 529 euros.

Deuxième résolution – Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2021

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise des rapports du Conseil d'administration et des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2021, comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, tels qu'ils ont été présentés, faisant apparaître un chiffre d'affaires de 583 761 milliers d'euros et un bénéfice net part du Groupe de 72 671 milliers d'euros.

Troisième résolution –

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2021

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise des rapports du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2021 :

- **constate** que, compte tenu du bénéfice de l'exercice d'un montant de 68 685 965,92 euros et du report à nouveau au 31 mars 2021 de 252 472 049,19 euros, le bénéfice distribuable au titre de l'exercice s'élève à 321 158 015,11 euros ;

- **décide** d'affecter le bénéfice de l'exercice social clos le 31 mars 2021, s'élevant à 68 685 965,92 euros, de la manière suivante :

- 17 264,40 euros au poste « Réserve légale », qui est ainsi porté de la somme de 6 655 780,20 euros à la somme de 6 673 044,60 euros, et atteint par conséquent un montant au moins égal à 10 % du capital social de la Société ; et
- le solde, soit 68 668 701,52 euros, au poste « Report à nouveau » créditeur, qui est ainsi porté de la somme de 252 472 049,19 euros à la somme de 321 140 750,71 euros.

L'Assemblée Générale prend acte qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices.

RÉSOLUTION N° 4 : CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, aucune nouvelle convention réglementée (visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce) n'a été soumise à l'autorisation préalable Conseil d'administration.

Conformément à la loi, le Conseil d'administration a procédé au réexamen annuel des conventions dites réglementées autorisées et conclues au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution a été poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021. Ces conventions sont décrites au paragraphe 4.1.9 *Conventions avec des parties intéressées ou liées* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

Le rapport spécial de nos Commissaires aux comptes, qui figure en section 8.3 *Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021, contient les informations sur les conventions réglementées antérieurement conclues et approuvées qui se sont poursuivies au cours de l'exercice 2020-2021 et indique qu'aucune convention de cette nature n'a été conclue au cours de ce même exercice.

Conformément à la quatrième résolution, nous vous demandons de bien vouloir prendre acte des informations mentionnées dans ce rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

Quatrième résolution –

Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, prend acte qu'il lui a été soumis, sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, le Rapport spécial des Commissaires aux comptes prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, qui ne fait mention d'aucune convention nouvelle au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021.

RÉSOLUTIONS N° 5 À 9 : COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – NOMINATION DE DEUX ADMINISTRATRICES – RENOUVELLEMENT DE MANDATS – RATIFICATION D'UNE COOPTATION

Nomination de deux administratrices consécutivement à la fin anticipée de leurs mandats

Compte tenu du nombre significatif de mandats arrivant à leurs termes lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022 et afin d'initier un renouvellement plus harmonieux des mandats des membres de notre Conseil d'administration conformément aux recommandations du Code AFEP-MEDEF, Françoise Chombar et Shuo Zhang ont démissionné, avec effet à l'issue de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021, de leurs fonctions d'administratrices qu'elles occupaient depuis l'Assemblée Générale du 26 juillet 2019.

À cette occasion, lors de sa réunion du 9 juin 2021 (sur la base d'une recommandation du Comité des Nominations et de la Gouvernance), notre Conseil d'administration a décidé de proposer le renouvellement des mandats d'administratrice de Françoise Chombar et Shuo Zhang respectivement aux termes des résolutions n° 5 et 6, pour une durée de trois ans (conformément à l'article 12.2 des statuts de notre Société) expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 mars 2024. Notre Conseil d'administration a notamment relevé à cet égard qu'elles sont toutes deux des membres indépendants de notre Conseil d'administration depuis le 26 juillet 2019.

Le détail des éléments biographiques de Françoise Chombar et Shuo Zhang figure au paragraphe 4.1.3.1 B. *Fiches individuelles synthétiques des membres de notre Conseil d'administration en fonction* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

Renouvellement des mandats d'Éric Meurice et de Satoshi Onishi

Les mandats d'Éric Meurice, Président et membre indépendant de notre Conseil d'administration, et de Satoshi Onishi, membre non indépendant de notre Conseil d'administration, arrivent à échéance à la présente Assemblée Générale.

Notre Conseil d'administration, réuni le 31 mars 2021, a décidé, sur recommandation du Comité des Nominations et de la Gouvernance, de proposer à la présente Assemblée Générale, le renouvellement de ces deux mandats. Éric Meurice et Satoshi Onishi, notamment membres du Comité des Nominations et de la Gouvernance, n'ont pas pris part au processus de réflexion et de décision relatif au renouvellement de leurs mandats respectifs.

En conséquence, nous vous proposons :

- aux termes de la résolution n° 7, de renouveler pour une durée de trois ans (conformément à l'article 12.2 des statuts de notre Société), expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 mars 2024, le mandat d'administrateur d'Éric Meurice. Éric Meurice, membre indépendant de notre Conseil d'administration depuis le 26 juillet 2018 qui en assure la présidence depuis le 27 mars 2019 et préside son Comité Stratégique et son Comité des Rémunérations, jouit d'une bonne connaissance du secteur dans lequel intervient le Groupe ;
- aux termes de la résolution n° 8, de renouveler pour une durée de trois ans (conformément à l'article 12.2 des statuts de notre Société), expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 mars 2024, le mandat d'administrateur de Satoshi Onishi. Satoshi Onishi, membre non-indépendant de notre Conseil d'administration depuis le 10 juillet 2015, fait partie du groupe Shin-Etsu, lequel est un acteur clé de notre chaîne d'approvisionnement, et a une bonne compréhension des enjeux et défis de notre Groupe et particulièrement du marché asiatique.

Les éléments biographiques concernant Éric Meurice et Satoshi Onishi figurent au paragraphe 4.1.3.1 B. *Fiches individuelles synthétiques des membres de notre Conseil d'administration en fonction* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

Ratification de la cooptation de Guillemette Picard

Lors d'une réunion du 24 septembre 2020, notre Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des Nominations et de la Gouvernance et sur proposition de la société CEA Investissement, a coopté Guillemette Picard en qualité d'administratrice en application de l'article L. 225-24 du Code de commerce, en remplacement de la société CEA Investissement, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de cette dernière, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022. Guillemette Picard était, jusqu'à sa cooptation en nom propre, la représentante permanente de la société CEA Investissement au Conseil d'administration depuis le 2 mai 2016. Guillemette Picard est qualifiée de membre non-indépendant de notre Conseil d'administration.

Conformément aux stipulations du pacte d'actionnaires en date du 7 mars 2016, tel qu'amendé le 29 avril 2016 et prenant fin à l'issue de la présente Assemblée Générale, notre Société s'est engagée à présenter

les résolutions nécessaires au vote de nos actionnaires afin que nos trois investisseurs stratégiques (Bpifrance Participations, CEA Investissement et NSIG Sunrise S.à.r.l.) bénéficient d'un ou deux représentant-e(s) au Conseil d'administration selon leur niveau de participation au capital social de notre Société. Tel qu'annoncé le 4 août 2020 par Soitec, CEA Investissement, qui ne compte plus qu'un représentant au Conseil en application de ce pacte par suite du franchissement à la baisse du seuil de 10 % du capital social de Soitec, a démissionné de son mandat d'administrateur.

En conséquence, nous vous proposons, aux termes de la résolution n° 9 soumise à votre vote, de ratifier, conformément aux dispositions de l'article L. 225-24 du Code de commerce, la cooptation de Guillemette Picard en qualité de membre de notre Conseil d'administration (en remplacement de la société CEA Investissement).

Les éléments biographiques concernant Guillemette Picard figurent au paragraphe 4.1.3.1 B. *Fiches individuelles synthétiques des membres de notre Conseil d'administration en fonction* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

Composition de notre Conseil d'administration à l'issue de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021, sous réserve de l'approbation des cinq résolutions proposées

Si ces cinq résolutions sont adoptées par la présente Assemblée Générale :

- notre Conseil d'administration serait toujours composé de 14 membres (dont deux membres représentant le personnel salarié) ;
- avec cinq membres sur 12, la proportion de membres indépendants serait maintenue à environ 41,67 % (étant précisé que les membres représentant le personnel salarié ne sont pas comptabilisés pour établir ce pourcentage conformément aux stipulations du Code AFEP-MEDEF) ;
- avec six femmes, le taux de féminisation du Conseil d'administration serait d'environ 42,86 % (et d'environ 41,67 % en ne tenant pas compte des deux membres représentant le personnel salarié, conformément aux dispositions de l'article L. 225-27-1, II du Code de commerce).

La composition de notre Conseil d'administration est plus amplement décrite au paragraphe 4.1.3.1 *Composition actuelle de notre Conseil d'administration* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

Cinquième résolution – Nomination de Mme Françoise Chombar en qualité d'administratrice

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, **décide** de nommer Mme Françoise Chombar en qualité d'administratrice.

Ce mandat est conféré pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 mars 2024.

Sixième résolution – Nomination de Mme Shuo Zhang en qualité d'administratrice

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, **décide** de nommer Mme Shuo Zhang en qualité d'administratrice.

Ce mandat est conféré pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 mars 2024.

Septième résolution – Renouvellement du mandat de M. Éric Meurice en qualité d'administrateur

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, **décide** de renouveler le mandat d'administrateur de M. Éric Meurice.

Ce mandat est conféré pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 mars 2024.

Huitième résolution – Renouvellement du mandat de M. Satoshi Onishi en qualité d'administrateur

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, **décide** de renouveler le mandat d'administrateur de M. Satoshi Onishi.

Ce mandat est conféré pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 mars 2024.

Nouvième résolution – Ratification de la cooptation de Mme Guillemette Picard en qualité d'administratrice

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, **ratifie**, conformément aux dispositions de l'article L. 225-24 du Code de commerce, la cooptation par le Conseil d'administration, le 24 septembre 2020, de Mme Guillemette Picard en qualité d'administratrice, en remplacement de la société CEA Investissement (représentée par Mme. Guillemette Picard), pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 mars 2022.

RÉSOLUTIONS N° 10 À 12 : RÉMUNÉRATION DE NOS MANDATAIRES SOCIAUX POUR L'EXERCICE 2020-2021

Approbation des informations relatives à la rémunération de chacun des mandataires sociaux de notre Société requises par l'article L. 22-10-9, I du Code de commerce

Au titre de la résolution n° 10, il vous est proposé d'approuver, en application de l'article L. 22-10-34, I du Code de commerce, les informations mentionnées à l'article L. 22-10-9, I du même code, relatives à la rémunération des mandataires sociaux de notre Société pour l'exercice 2020/2021, qui contiennent notamment des éléments permettant de faire le lien entre la rémunération des dirigeants mandataires sociaux et la rémunération du personnel salarié ainsi qu'avec la performance de notre Société.

Ces informations figurent au paragraphe 4.2.1 *Rémunération de nos mandataires sociaux au titre de l'exercice écoulé 2020-2021* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

Approbation de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux versée au cours ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 mars 2021 (Say-on-pay ex-post)

Il vous est proposé, en application de l'article L. 22-10-34, II du Code de commerce, d'approuver les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ou attribués au titre du même exercice à :

- Paul Boudre, Directeur général, au titre de la résolution n° 11 ; et
- Éric Meurice, Président du Conseil d'administration, au titre de la résolution n° 12.

Ces éléments sont décrits au paragraphe 4.2.2 *Éléments de rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice 2020-2021 aux dirigeants mandataires sociaux soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

Les éléments de rémunération des dirigeants mandataires sociaux ont été versés ou attribués en conformité avec la politique de rémunération approuvée par nos actionnaires le 23 septembre 2020, au titre de la résolution n° 8. Le versement de la rémunération variable annuelle du Directeur général, décrite au paragraphe 4.2.1.1 B. *Rémunération variable annuelle* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021, est conditionné à l'approbation de la résolution n° 11.

Dixième résolution – Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux de la Société mentionnées à l'article L. 22-10-9, I du Code de commerce

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-34, I du Code de commerce, les informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux de la Société mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce, telles que présentées à l'Assemblée Générale au paragraphe 4.2.1 *Rémunération de nos mandataires sociaux au titre de l'exercice écoulé 2020-2021* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

Onzième résolution – Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2021 à M. Paul Boudre, Directeur général

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-34, II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice en cours clos le 31 mars 2021 à M. Paul Boudre, Directeur général, tels que présentés au premier tableau du paragraphe 4.2.2 *Éléments de rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice 2020-2021 aux dirigeants mandataires sociaux soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

Douzième résolution –**Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2021 à M. Éric Meurice, Président du Conseil d'administration**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du

Code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-34, II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice en cours clos le 31 mars 2021 à M. Éric Meurice, tels que présentés au second tableau du paragraphe 4.2.2 *Éléments de rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice 2020-2021 aux dirigeants mandataires sociaux soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

RÉSOLUTIONS N° 13 À 15 :**APPROBATION DE LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION APPLICABLE AUX MANDATAIRES SOCIAUX (SAY ON PAY EX-ANTE)**

Il vous est proposé, en application de l'article L. 22-10-8, II du Code de commerce, d'approuver la politique de rémunération des mandataires sociaux, arrêtée par le Conseil d'administration lors de ses réunions des 9 et 25 juin 2021, sur recommandation du Comité des Rémunérations.

Les principes de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration, qui fait l'objet de la résolution n° 13, sont identiques à ceux qui avaient été approuvés par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 qui prévoyait que la rémunération du Président se composerait désormais uniquement d'une part annuelle fixe ne faisant plus partie de l'enveloppe allouée à la rémunération des membres du Conseil d'administration. Elle figure au paragraphe 4.2.3.3 *Politique de rémunération du Président du Conseil d'administration (dirigeant mandataire social non exécutif)* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

La politique de rémunération du Directeur général de la Société, qui fait l'objet de la résolution n° 14, figure au paragraphe 4.2.3.2 *Politique de rémunération du Directeur général (dirigeant mandataire social exécutif)* du présent Document d'Enregistrement Universel. Les principes de cette politique sont similaires à celle qui avait été approuvée par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

La politique de rémunération des membres du Conseil d'administration, qui fait l'objet de la résolution n° 15, vient préciser les règles de répartition de l'enveloppe globale d'un montant total de 780 000 euros fixé par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020 (étant précisé que la rémunération du Président ne ferait pas partie de cette enveloppe globale). Elle figure au paragraphe 4.2.3.4 *Politique de rémunération de nos administrateurs* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021. Les principes de cette politique sont identiques à ceux qui avaient été approuvés par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Treizième résolution –**Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve en application de l'article L. 22-10-8, II du Code de commerce, la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration de la Société, telle que présentée au paragraphe 4.2.3.3 *Politique de rémunération du Président du Conseil d'administration (dirigeant mandataire social non exécutif)* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

Quinzième résolution –**Approbation de la politique de rémunération des membres du Conseil d'administration au titre de l'exercice en cours à clore le 31 mars 2022**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve en application de l'article L. 22-10-8, II du Code de commerce, la politique de rémunération des membres du Conseil d'administration de la Société telle que présentée au paragraphe 4.2.3.4 *Politique de rémunération de nos administrateurs* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

Quatorzième résolution –**Approbation de la politique de rémunération du Directeur général**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve en application de l'article L. 22-10-8, II du Code de commerce, la politique de rémunération du Directeur général de la Société, telle que présentée au paragraphe 4.2.3.2 *Politique de rémunération du Directeur général (dirigeant mandataire social exécutif)* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

RÉSOLUTION N° 16 : AUTORISATION D'OPÉRER SUR LES ACTIONS PROPRES

Lors de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020, aux termes de sa résolution n° 10, nos actionnaires ont autorisé notre Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à acquérir ou à faire acquérir des actions de notre Société, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il déterminera, dans la limite de 5 % de notre capital social à la date de chaque rachat. Cette autorisation expire au jour de la présente Assemblée Générale.

Vous pourrez vous reporter au paragraphe 7.2.2.3 *Descriptif de notre programme de rachat d'actions en vigueur adopté lors de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 23 septembre 2020* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021, où sont décrites les principales modalités du programme de rachat d'actions approuvé par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Entre le 1^{er} avril 2020 et le 9 juin 2021, notre Société n'a effectué aucune opération sur ses actions propres.

Dans le cadre de la présente Assemblée Générale et aux termes de la résolution n° 16, nous vous proposons d'accorder une nouvelle autorisation à notre Conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, aux articles 241-1 à 241-5 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF), au Règlement européen sur les abus de marché et aux pratiques de marché admises par l'AMF qui remplacerait l'autorisation de même nature consentie par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Conformément au précédent programme autorisé par nos actionnaires dans le cadre de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020, ce nouveau programme de rachat d'actions pourrait servir dans l'objectif de :

- assurer la liquidité et animer le marché secondaire des actions de notre Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique de marché admise par l'AMF (telle que modifiée le cas échéant) ; ou
- de l'attribution ou de la cession d'actions aux salarié·es au titre de leur participation aux fruits de l'expansion d'entreprise ou de la mise en œuvre de tout plan d'épargne entreprise ou de groupe (ou plan assimilé) dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail ; ou
- de l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants, L. 22-10-59 et L. 22-10-60 du Code de commerce ; ou
- de manière générale, d'honorer des obligations liées à des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salarié·es ou mandataires sociaux de l'émetteur ou d'une entreprise associée ; ou
- de la conservation et la remise ultérieure d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe (étant précisé que le montant maximum d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % du capital) ; ou

- de la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de notre Société par remise d'actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de notre Société ; ou
- sous réserve de l'adoption de la résolution n° 28, d'annuler ultérieurement, en tout ou partie, les actions ainsi rachetées dans les conditions prévues à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce.

Ce programme serait également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché admise ou qui viendrait à être admise par les autorités de marché et, plus généralement, la réalisation d'opérations dans tout autre but permis ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur sous réserve d'en informer nos actionnaires par voie de communiqué.

Le nombre d'actions pouvant être acquises pendant la durée du programme de rachat n'excéderait pas 5 % de notre capital social, à la date de chaque rachat. Ce plafond s'appliquerait à un capital ajusté en fonction des opérations qui l'affecteraient postérieurement à votre Assemblée Générale. S'agissant des actions rachetées dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite de 5 % correspondrait au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

Ce nombre maximal d'actions s'élèverait ainsi à 1 668 261 actions, calculé sur la base du capital social au 9 juin 2021 (66 730 446,00 euros).

Le nombre d'actions que notre Société détiendrait à quelque moment que ce soit ne devrait pas dépasser 10 % de notre capital social. Ce pourcentage s'appliquerait à un capital ajusté en fonction des opérations qui l'affecteraient postérieurement à la présente Assemblée Générale (appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2021).

Le prix d'achat maximum par action serait fixé à 220 euros (hors coûts d'acquisition). En cas d'opération sur le capital, ce montant serait ajusté dans les mêmes proportions.

Le montant global affecté au programme de rachat d'actions ci-dessus autorisé ne pourra être supérieur à 367 017 420 euros.

Ces achats d'actions pourront être opérés en une ou plusieurs fois, par tous moyens, sur un marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, auprès d'un internalisateur systématique ou de gré à gré, y compris par offre publique ou transactions de blocs d'actions (qui pourront atteindre la totalité du programme).

Notre Société n'entendrait pas recourir à des produits dérivés.

Cette autorisation ne serait pas utilisable en période d'offre publique visant les titres de notre Société.

Elle serait valable pour une durée expirant au jour de l'Assemblée Générale de nos actionnaires qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 mars 2022 (et au plus tard 18 mois), et rendrait caduque l'autorisation consentie le 23 septembre 2020.

Au 9 juin 2021, notre Société détient 4 351 actions propres d'une valeur nominale de 2,00 euros chacune, représentant environ 0,01 % de notre capital social.

Seizième résolution – Autorisation à donner au Conseil d'administration d'opérer sur les actions de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L. 22-10-62 et suivants, des articles 241-1 à 241-5 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), de la réglementation européenne applicable aux abus de

marché et aux pratiques de marché admises par l'AMF, autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et les statuts de la Société, à acquérir ou à faire acquérir des actions de la Société, notamment en vue :

- d'assurer la liquidité et animer le marché secondaire ou l'action de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers (telle que modifiée le cas échéant) ; ou

- de l'attribution ou de la cession d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou de la mise en œuvre de tout plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé) dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail ; ou
- de l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants, L. 22-10-59 et L. 22-10-60 du Code de commerce ; ou
- de manière générale, d'honorer des obligations liées à des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salariés ou mandataires sociaux de l'émetteur ou d'une entreprise associée ; ou
- de la conservation et la remise ultérieure d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, étant précisé que le montant maximum d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % du capital ; ou
- de la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société par remise d'actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société ; ou
- sous réserve de l'adoption de la vingt-huitième résolution, d'annuler ultérieurement, en tout ou partie, les actions ainsi rachetées dans les conditions prévues à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce.

Ce programme est également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché admise ou qui viendrait à être admise par les autorités de marché et, plus généralement, la réalisation d'opérations dans tout autre but permis ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur sous réserve d'en informer les actionnaires de la Société par voie de communiqué.

Les achats d'actions pourront porter sur un nombre d'actions tel que :

- le nombre d'actions acquises pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 5 % du capital social de la Société (soit, à titre indicatif, à la date de la présente Assemblée Générale, un plafond de 1 668 261 actions), à la date de chaque rachat, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée Générale, étant précisé que s'agissant du cas particulier des actions rachetées dans le cadre d'un contrat de liquidité le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 5 % correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation ;

- le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10 % du capital social de la Société, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée Générale.

Ces achats d'actions pourront être opérés en une ou plusieurs fois, par tous moyens, sur un marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, auprès d'un intermédiaire systématique ou de gré à gré, y compris par offre publique ou transactions de blocs d'actions (qui pourront atteindre la totalité du programme). Toutefois, la Société n'entend pas recourir à des produits dérivés. Ces opérations pourront être effectuées à tout moment, conformément aux dispositions légales en vigueur, à l'exception des périodes d'offre publique visant les titres de la Société.

L'Assemblée Générale décide que le prix d'achat maximum par action est fixé à deux cent vingt (220 €) euros (hors frais d'acquisition). En cas d'opération sur le capital notamment de division ou de regroupement des actions ou d'attribution gratuite d'actions, le montant sus-indiqué sera ajusté dans les mêmes proportions (coefficient d'ajustement égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et le nombre d'actions après l'opération).

Le montant global affecté au programme de rachat d'actions ci-dessus autorisé ne pourra être supérieur à 367 017 420 euros.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente autorisation, conclure tous accords, préciser, si nécessaire, les termes et en arrêter les modalités, pour réaliser le programme de rachat, et notamment pour passer tout ordre de Bourse, conclure tout accord, affecter ou réaffecter les actions acquises aux objectifs poursuivis dans les conditions légales et réglementaires applicables, fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, effectuer toutes formalités et déclarations auprès de tous organismes et, généralement, faire tout ce qui est nécessaire.

La présente autorisation prend effet à l'issue de la présente Assemblée et expirera au jour de l'Assemblée Générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice en cours devant se clore le 31 mars 2022 et au plus tard dans un délai de dix-huit mois, étant précisé que la présente autorisation a pour effet de rendre caduque toute autorisation conférée par une résolution de même nature adoptée antérieurement.

8.2.3 Résolutions de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

RÉSOLUTIONS N° 17 À 26 : RÉSOLUTIONS FINANCIÈRES

Considérations générales

Compte tenu de l'émission par notre Société, le 28 septembre 2020, d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions ordinaires nouvelles et/ou existantes (OCEANE), pour un montant nominal d'environ 325 millions d'euros d'OCEANE (pour plus de détails sur cette émission, nous vous invitons à consulter le paragraphe 6.2.1.2 *Annexes à nos états financiers consolidés du 31 mars 2021* ainsi que le paragraphe 7.2.3.1 E. *Émission des OCEANE 2025 pour environ 325 millions d'euros* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021) et afin de disposer de moyens adaptés à l'évolution de notre Groupe, nous soumettons à votre autorisation le renouvellement et l'adaptation des différentes résolutions dont l'objet est de consentir au Conseil d'administration des délégations de compétence ou de pouvoirs ayant pour but de disposer de différentes possibilités d'émission de titres financiers (résolutions n° 17 à 26).

Ces nouvelles délégations se substitueraient, en les privant d'effet pour leur partie non utilisée à ce jour, à celles de même nature précédemment votées par l'Assemblée Générale du 23 septembre 2020.

Ces résolutions visent à permettre à notre Conseil d'administration de disposer de flexibilité dans le choix des émissions envisageables et d'adapter, le moment venu, la nature des instruments financiers à émettre en fonction des éventuelles opportunités de financement et/ou des éventuelles opportunités d'opérations de croissance externe.

Les résolutions emportant augmentation du capital social de notre Société peuvent être divisées en deux grandes catégories : celles qui donneraient lieu à des augmentations de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription et celles qui donneraient lieu à des augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Nous vous demandons notamment, pour une partie des résolutions qui sont soumises à votre vote, de consentir au Conseil d'administration la faculté de supprimer ce droit préférentiel de souscription. En fonction des conditions de marché, de la nature des investisseurs concernés par l'émission et du type de titres émis, il pourrait être préférable, voire nécessaire, de supprimer le droit préférentiel de souscription de nos actionnaires. Ceci pourrait permettre à notre Conseil d'administration d'être doté de la faculté de réaliser des placements de titres dans les meilleures conditions, et ainsi d'obtenir une masse de capitaux plus importante. En outre, la suppression du droit préférentiel de souscription peut permettre d'accroître la rapidité des opérations, ce qui constitue parfois une condition essentielle de leur réussite.

Nous soumettons également à votre vote une résolution visant à doter notre Société des moyens de faire participer nos **salariés** et dirigeants à son succès en permettant la réalisation d'une augmentation de capital réservée aux **adhérents** de plans d'épargne d'entreprise (résolution n° 26).

Ces résolutions n° 17 à 26 visent à renouveler et adapter les délégations de compétence ou de pouvoirs que vous nous avez accordées en 2020 afin de procéder à des opérations d'augmentation de capital par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de notre Société.

Ces autorisations et délégations seraient limitées dans le temps et par des plafonds.

Plafonds et limitations

Les autorisations et délégations financières que nous vous proposons d'approuver seraient limitées par plafonds qui sont notamment déterminés en tenant compte du montant du capital social de notre Société.

Ainsi, aux termes de la résolution n° 17, le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des résolutions n° 17 à 26 ne pourrait dépasser un plafond global de 32,5 millions d'euros de nominal, plafond identique à l'an dernier. Au **9 juin 2021**, ce plafond global représente environ **48,70 %** de notre capital social.

À l'intérieur de ce plafond global de 32,5 millions d'euros, nous vous proposons d'instaurer un sous-plafond fixé à 6,5 millions d'euros de nominal (plafond identique à l'an dernier) pour les opérations entraînant la suppression du droit préférentiel de souscription de nos actionnaires (résolution n° 18) et qui s'imputerait sur le montant du plafond global de 32,5 millions d'euros. Au **9 juin 2021**, ce sous-plafond représente environ **9,74 %** de notre capital social. Ce sous-plafond de 6,5 millions d'euros serait commun aux résolutions n° 18 à 25, à l'exception de la résolution n° 24 qui ne serait pas concernée.

À ces plafonds de 32,5 millions d'euros et de 6,5 millions d'euros s'ajouterait le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement en supplément, au titre des ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de notre Société et effectués pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières et des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de notre Société.

Le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés donnant accès au capital de notre Société susceptibles d'être émis en vertu des résolutions n° 17 à 26 (à l'exception de la résolution n° 24 qui ne serait pas concernée) ne pourrait dépasser un plafond global de 395 millions d'euros (contre 325 millions d'euros l'an dernier). Ce montant serait majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair.

Ce plafond de 395 millions d'euros serait indépendant du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par notre Conseil d'administration conformément aux articles L. 228-36-A, L. 228-40, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6, et L. 228-94 alinéa 3 du Code de commerce.

Notre Conseil d'administration ne pourrait, sauf autorisation préalable de nos actionnaires, faire usage de ces délégations à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de notre Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre (à l'exception de la résolution n° 26).

L'ensemble de ces délégations et autorisations seraient données avec faculté de subdélégation.

Elles seraient chacune valables pendant une durée de 26 mois à compter du jour de votre Assemblée, à l'exception de la résolution n° 20 dont la durée serait de 18 mois. Elles auraient pour effet de rendre caduque toute autorisation ou délégation accordée par les résolutions de même nature adoptées le 23 septembre 2020 pour la partie non utilisée.

Dans l'hypothèse où notre Conseil d'administration viendrait à utiliser les autorisations et/ou délégations qui lui seraient conférées aux termes des résolutions n° 17 à 26, il établirait le ou les rapports complémentaires légaux, et vous en rendrait compte à l'occasion de votre prochaine Assemblée Générale, conformément à la loi et à la réglementation applicables en vigueur.

Nous vous invitons à consulter (i) le tableau synthétisant l'usage des délégations antérieures consenties par l'Assemblée Générale figurant au paragraphe 7.2.4.1 *Rappel des autorisations existantes et de leur utilisation* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021 ainsi que (ii) le tableau récapitulatif de l'ensemble des délégations demandées lors de la présente Assemblée Générale figurant au paragraphe 8.2.4 *Tableau récapitulatif des délégations et autorisations sollicitées à l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021* du Document d'Enregistrement Universel 2020-2021.

RÉSOLUTION N° 17 :**RÉSOLUTIONS FINANCIÈRES – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN VUE DE PROCÉDER À L'AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL DE LA SOCIÉTÉ PAR ÉMISSION, AVEC MAINTIEN DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION, D'ACTIONS ET/OU DE TOUTES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS, IMMÉDIATEMENT OU À TERME, AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ**

Motifs des possibles utilisations de la résolution. Dans le cadre de la dix-septième résolution, nous vous proposons de consentir à notre Conseil d'administration une nouvelle délégation de compétence en vue d'augmenter notre capital social avec maintien du droit préférentiel de souscription de nos actionnaires, qui s'exercerait proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leurs demandes.

Durée. Valable pendant une durée de 26 mois à compter du jour de votre Assemblée Générale, cette délégation de compétence aurait pour effet de rendre caduque celle conférée par la douzième résolution adoptée le 23 septembre 2020.

Modalités de mise en œuvre. En application de ce dispositif, notre Conseil d'administration disposerait de la compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en euros, en devises étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, à l'émission en France et/ou à l'étranger, à titre onéreux ou gratuit, d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de notre Société (y compris des titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créance).

La libération de ces actions et/ou autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes.

La (ou les) émission(s) seraient réservées par préférence aux actionnaires de notre Société qui pourraient souscrire à titre irréductible proportionnellement au nombre d'actions possédées. Néanmoins, vous confèreriez à notre Conseil d'administration la faculté d'accorder à nos actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre d'actions ou de valeurs mobilières supérieur à celui susceptible d'être souscrit à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription détenus et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande. Dans ce cadre, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité de l'émission d'actions ou de valeurs mobilières telle que définie ci-dessus, notre Conseil d'administration pourrait utiliser, dans les conditions prévues par la loi et dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :

- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix ;
- offrir au public tout ou partie des titres non souscrits, sur le marché français et/ou international ; et/ou
- limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions, sous la condition en cas d'émission d'actions ou de valeurs mobilières dont le titre primaire est une action, que celui-ci atteigne après utilisation, le cas échéant, des deux facultés susvisées, les trois-quarts au moins de l'émission décidée.

Nous vous proposons de plus de décider que les émissions de bons de souscription d'actions de notre Société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite à nos actionnaires. Dans ce cadre, notre Conseil d'administration aurait la faculté de décider que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables.

Notre Conseil d'administration bénéficierait de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de décider les émissions susvisées et d'y procéder suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi.

Les modalités définitives de la ou des opérations réalisées en vertu de cette délégation de compétence feraient l'objet d'un rapport complémentaire, conforme aux prescriptions de l'article L. 225-129-5 du Code de commerce, que notre Conseil d'administration établirait au moment où il fera usage de la présente délégation de compétence.

Dans l'hypothèse où notre Conseil d'administration ferait usage de sa faculté de subdélégation conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-49 du Code de commerce, notre Directeur général lui rendrait compte de l'utilisation faite du pouvoir de décider de la ou des augmentations de capital et établirait, lors de l'usage de cette subdélégation, le rapport complémentaire conforme aux prescriptions de l'article L. 225-129-5 du Code de commerce.

Notre Conseil d'administration ne pourrait, sauf à recueillir votre autorisation préalable, faire usage de cette délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de notre Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Plafond. Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette dix-septième résolution ne pourrait dépasser le plafond de 32,5 millions d'euros de nominal.

À ce plafond s'ajouterait le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières et des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de notre Société.

Ce plafond de 32,5 millions d'euros serait commun aux augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette dix-septième résolution et de la dix-huitième à vingt-sixième résolution.

Le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés donnant accès au capital de notre Société, susceptibles d'être émis en vertu de cette dix-septième résolution ne pourrait dépasser le plafond de 395 millions d'euros, ou la contre-valeur de ce montant. Ce plafond serait majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair. Nous vous précisons que ce plafond de 395 millions d'euros serait commun aux valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés donnant accès au capital de notre Société qui seraient émises sur le fondement de cette dix-septième résolution et de la dix-huitième à vingt-sixième résolutions (à l'exception de la vingt-quatrième résolution qui ne serait pas concernée). En outre, ce plafond serait indépendant du montant des titres de créance émis ou autorisé par notre Conseil d'administration conformément aux articles L. 228-36-A, L. 228-40, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6 et L. 228-94 alinéa 3 du Code de commerce.

Dix-septième résolution – Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration, en vue de procéder à l'augmentation du capital social de la Société par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants et notamment des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-132 à L. 225-134, L. 228-91 et suivants, et L. 22-10-49 du Code de commerce :

1. **délègue** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour procéder en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en euros, en devises étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, à l'émission en France et/ou à l'étranger, avec maintien du droit préférentiel de souscription, à titre onéreux ou gratuit, d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 alinéa 1, L. 228-93 alinéas 1 et 3 ou L. 228-94 alinéa 2 du Code de commerce, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de la Société (y compris des titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créance), étant précisé que la libération de ces actions ordinaires et/ou autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes ;
2. **fixe** à vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale la durée de validité de la présente délégation, étant précisé qu'elle a pour effet de rendre caduque toute délégation de compétence conférée par une résolution de même nature adoptée antérieurement ;
3. **décide** de fixer ainsi qu'il suit les limites des montants des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation de compétence :
 - a. le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra dépasser le plafond de 32,5 millions d'euros de nominal, ou la contre-valeur de ce montant en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que :
 - (i) le montant nominal cumulé d'augmentations de capital au titre des actions ordinaires émises, directement ou indirectement sur le fondement de la présente résolution et des dix-huitième, dix-neuvième, vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième, vingt-troisième, vingt-quatrième, vingt-cinquième et vingt-sixième résolutions, sous réserve de leur adoption par la présente Assemblée, et sur le fondement des émissions autorisées par des résolutions de même nature qui pourraient succéder auxdites résolutions durant la durée de validité de la présente délégation, ne pourra dépasser le plafond global de 32,5 millions d'euros de nominal, ou la contre-valeur de ce montant en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, et
 - (ii) à ce plafond s'ajoutera le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières et des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de la Société,
 - b. le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra dépasser le plafond de 395 millions d'euros ou la contre-valeur

de ce montant en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair et que s'y imputera le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès au capital de la Société qui seront émis sur le fondement de la présente résolution et des dix-huitième, dix-neuvième, vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième, vingt-troisième, vingt-quatrième, vingt-cinquième et vingt-sixième résolutions, sous réserve de leur adoption par la présente Assemblée, et sur le fondement des émissions autorisées par des résolutions de même nature qui pourraient succéder auxdites résolutions durant la durée de validité de la présente délégation. Ce plafond est indépendant du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément aux articles L. 228-36-A, L. 228-40, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6 et L. 228-94 alinéa 3 du Code de commerce ;

4. en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation de compétence :
 - **décide** que la ou les émissions seront réservées par préférence aux actionnaires de la Société qui pourront souscrire à titre irréductible proportionnellement au nombre d'actions possédées par eux,
 - **confère** néanmoins au Conseil d'administration la faculté d'accorder aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande,
 - **décide** que si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité de l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières telle que définie ci-dessus, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans les conditions prévues par la loi et dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :
 - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix,
 - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits, sur le marché français et/ou international, et/ou
 - limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions, sous la condition, en cas d'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières dont le titre primaire est une action ordinaire, que celui-ci atteigne après utilisation, le cas échéant, des deux facultés susvisées, les trois quarts au moins de l'émission décidée ;
5. **décide** que les émissions de bons de souscription d'actions ordinaires de la Société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux actionnaires de la Société, étant précisé que le Conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables ;
6. **donne tous pouvoirs** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de décider les émissions susvisées et d'y procéder suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi, et notamment :
 - de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières à émettre,
 - de déterminer le nombre d'actions ordinaires et/ou autres valeurs mobilières à émettre, arrêter leur prix et les conditions de leur émission, s'il y a lieu, le montant de la prime, les modalités de leur libération et leur date de jouissance (le cas échéant rétroactive),
 - de fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en Bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières donnant accès au capital en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales,

- en cas d'émission de titres de créance, de décider de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant de leur rang de subordination, conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce), fixer leur taux d'intérêt, prévoir leur durée (déterminée ou indéterminée), la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission et d'amortissement, modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables,
- de fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits (le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société tels que des actions autodétenues ou des valeurs mobilières déjà émises par la Société) attachés aux actions ordinaires ou valeurs mobilières donnant accès au capital et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'augmentation de capital,
- de suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés aux actions ordinaires et/ou aux valeurs mobilières à émettre dans les cas et les limites prévus par les dispositions légales et réglementaires applicables,
- à sa seule initiative, d'imputer les frais de toute émission sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social après chaque augmentation,
- de déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action ordinaire, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividendes, réserves ou primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres (y compris en cas d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et fixer toute autre modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire),
- de prendre généralement toutes dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée en vertu de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts, demander la cotation de toutes actions ordinaires et/ou valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

RÉSOLUTION N° 18 : RÉSOLUTIONS FINANCIÈRES – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN VUE DE PROCÉDER À L'AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL DE LA SOCIÉTÉ PAR ÉMISSION, AVEC SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION, D' ACTIONS ET/OU DE TOUTES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS, IMMÉDIATEMENT OU À TERME, AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ, PAR OFFRE AU PUBLIC AUTRE QUE CELLE VISÉE AU 1° DE L'ARTICLE L. 411-2 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER

Motifs des possibles utilisations de la résolution

Dans le cadre de la dix-huitième résolution, nous vous proposons de consentir à notre Conseil d'administration une nouvelle délégation de compétence en vue d'augmenter notre capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription de nos actionnaires.

Durée

Valable pendant une durée de 26 mois à compter du jour de votre Assemblée Générale, cette délégation de compétence aurait pour effet de rendre caduque celle conférée par la treizième résolution adoptée le 23 septembre 2020.

Modalités de mise en œuvre

En application de ce dispositif, notre Conseil d'administration disposerait de la compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en euros, en devises étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, à titre onéreux ou gratuit, à l'émission en France et/ou à l'étranger, par voie d'offre(s) au public, d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de notre Société (y compris des titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créance). La libération de ces actions et/ou autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes.

Les émissions seraient réalisées par voie d'offre(s) au public autres que celle mentionnée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier. En outre, elles pourraient être réalisées conjointement à une offre ou des offres visées au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, sur le fondement de la dix-neuvième résolution.

Le droit préférentiel de souscription de nos actionnaires aux actions et/ou aux valeurs mobilières susceptibles d'être émises en vertu de cette délégation serait supprimé.

Dans ce cadre, notre Conseil d'administration pourrait instituer au profit des actionnaires un délai de priorité de souscription, ne donnant pas lieu à la création de droits négociables, pour tout ou partie d'une émission réalisée dans le cadre de cette résolution, et d'une durée qu'il fixerait conformément à la loi et aux dispositions réglementaires. Cette souscription devrait s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chacun de nos actionnaires et pourrait être éventuellement complétée par une souscription à titre réductible. Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission d'actions ou de valeurs mobilières, notre Conseil d'administration pourrait utiliser l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :

- limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'émission décidée ;
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix ;
- offrir au public tout ou partie des titres non souscrits, sur le marché français et/ou international.

En outre, cette délégation emporterait de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès aux actions susceptibles d'être émises au titre de cette résolution, renonciation de nos actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit.

Notre Conseil d'administration bénéficierait de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de décider les émissions susvisées et d'y procéder suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi.

En cas d'usage de cette délégation, les rapports complémentaires légaux seraient établis respectivement par notre Conseil d'administration et nos Commissaires aux comptes, et présentés à l'occasion de votre prochaine Assemblée Générale.

Notre Conseil d'administration ne pourrait, sauf à recueillir votre autorisation préalable, faire usage de cette délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de notre Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Prix

Le prix d'émission des actions ordinaires à émettre ou auxquelles sont susceptibles de donner droit les valeurs mobilières à émettre en vertu de cette résolution serait au moins égal au prix minimum autorisé par les dispositions légales et réglementaires applicables au jour de l'émission. Nous vous précisons qu'à ce jour, conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-32 du Code de commerce, le prix minimum autorisé est la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de Bourse précédant la date de début de l'offre au public, diminuée d'une décote de 10 %. Par ailleurs, le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital et le nombre d'actions auquel chaque valeur mobilière pourrait donner droit seraient tels que la somme perçue immédiatement par notre Société (majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement) soit au moins égale au prix minimum visé ci-dessus pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières.

Plafonds

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de cette dix-huitième résolution ne pourrait dépasser le plafond de 6,5 millions d'euros de nominal, ou la contre-valeur de ce montant.

Nous vous précisons que ce plafond de 6,5 millions d'euros serait commun aux augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, au titre des actions qui seraient émises en vertu de cette dix-huitième résolution et des dix-neuvième à vingt-cinquième résolutions (à l'exception de la vingt-quatrième résolution qui ne serait pas concernée). Ce montant de 6,5 millions d'euros de nominal s'imputerait sur le montant du plafond global de 32,5 millions d'euros de nominal visé au « 3. a. (i) » de la dix-septième résolution. À ces plafonds s'ajouterait le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières et des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de notre Société.

Le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société, susceptibles d'être émis en vertu de cette dix-huitième résolution ne pourrait dépasser le plafond de 395 millions d'euros, ou la contre-valeur de ce montant. Ce plafond serait majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair. Nous vous précisons que ce montant de 395 millions d'euros s'imputerait sur le plafond global de 395 millions d'euros visé au « 3. b. » de la dix-septième résolution. En outre, ce plafond serait indépendant du montant des titres de créance émis ou autorisé par notre Conseil d'administration conformément aux articles L. 228-36-A, L. 228-40, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6 et L. 228-94 alinéa 3 du Code de commerce.

Dix-huitième résolution –

Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue de procéder à l'augmentation du capital social de la Société par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, par offre au public autre que celle visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135 à L. 225-136, L. 22-10-51, L. 22-10-52 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. **délègue** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en devises étrangères, soit en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, à l'émission, sans droit préférentiel de souscription, à titre onéreux ou gratuit, en France et/ou à l'étranger, par voie d'offre au public autre que celle visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 alinéa 1, L. 228-93 alinéas 1 et 3 ou L. 228-94 alinéa 2 du Code de commerce, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de la Société (y compris de titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créances), étant précisé que la libération de ces

actions ordinaires et/ou autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes ;

2. **fixe** à vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale la durée de validité de la présente délégation, étant précisé qu'elle a pour effet de rendre caduque toute délégation de compétence conférée par une résolution de même nature adoptée antérieurement ;
3. **fixe** ainsi qu'il suit les limites des montants des émissions en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation de compétence :
 - a. le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra dépasser le plafond de 6,5 millions d'euros de nominal, ou la contre-valeur de ce montant en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que :
 - (i) ce plafond est commun à la présente résolution, et aux dix-neuvième, vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième, vingt-troisième et vingt-cinquième résolutions,
 - (ii) ce montant s'imputera sur le montant du plafond global de 32,5 millions d'euros de nominal visé au « 3. a. (i) » de la dix-septième résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation,
 - (iii) à ces plafonds s'ajoutera le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières et des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de la Société,

- b. le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, susceptibles d'être émis sur le fondement de la présente résolution, ne pourra dépasser le plafond de 395 millions d'euros ou la contre-valeur de ce montant en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair, s'imputera sur le montant du plafond global de 395 millions d'euros visé au « 3. b. » de la dix-septième résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation. Ce plafond est indépendant du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément aux articles L. 228-36-A, L. 228-40, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6 et L. 228-94 alinéa 3 du Code de commerce ;
4. **décide** que les émissions en vertu de la présente délégation seront réalisées par voie d'offre(s) au public autre que celle visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, étant précisé qu'elles pourront être réalisées conjointement à une offre ou des offres visées au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier réalisées sur le fondement de la dix-neuvième résolution de la présente Assemblée ;
5. **décide** de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et/ou aux valeurs mobilières susceptibles d'être émises sur le fondement de la présente délégation ;
6. **décide** que le Conseil d'administration pourra instituer au profit des actionnaires un délai de priorité de souscription, ne donnant pas lieu à la création de droits négociables, d'une durée qu'il fixera conformément à la loi et aux dispositions réglementaires, pour tout ou partie d'une émission réalisée dans le cadre de la présente résolution et qui devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire, en application des dispositions légales et réglementaires, et pourra être éventuellement complété par une souscription à titre réductible, étant précisé que les titres non souscrits dans le cadre du délai de priorité feront l'objet d'une offre au public en France ou à l'étranger, autre que celle visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier ;
7. **décide** que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans les conditions prévues par la loi et dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :
- limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'émission décidée,
 - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix,
 - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits, sur le marché français et/ou international ;
8. **constate et décide**, en tant que de besoin, que cette délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la Société, susceptibles d'être émises au titre de la présente résolution, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;
9. **décide** que (i) le prix d'émission des actions ordinaires à émettre dans le cadre de la présente résolution ou auxquelles sont susceptibles de donner droit les valeurs mobilières à émettre en vertu de cette même résolution, sera au moins égal au prix minimum autorisé par les dispositions légales et réglementaires applicables au jour de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de Bourse précédant le début de l'offre au public diminuée d'une décote de 10 %) après, le cas échéant, correction de cette moyenne pour tenir compte de la différence entre les dates de jouissance ; et (ii) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital et le nombre d'actions ordinaires auquel la conversion, le remboursement ou généralement la transformation de chaque valeur mobilière donnant accès au capital pourra donner droit, seront tels que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix minimum défini au (i) du présent paragraphe ;
10. **donne tous pouvoirs** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de décider les émissions susvisées et d'y procéder suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi, et notamment :
- de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières à émettre,
 - de déterminer le nombre d'actions ordinaires et/ou autres valeurs mobilières à émettre, arrêter leur prix et les conditions de leur émission, s'il y a lieu, le montant de la prime, les modalités de leur libération et leur date de jouissance (le cas échéant rétroactive),
 - de fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en Bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières donnant accès au capital en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales,
 - en cas d'émission de titres de créance, de décider de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant de leur rang de subordination, conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce), fixer leur taux d'intérêt, prévoir leur durée (déterminée ou indéterminée), la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission et d'amortissement, modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables,
 - de fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits (le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société tels que des actions autodétenues ou des valeurs mobilières déjà émises par la Société) attachés aux actions ordinaires ou valeurs mobilières donnant accès au capital et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions ordinaires nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'augmentation de capital,
 - de suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés aux actions ordinaires et/ou aux valeurs mobilières à émettre dans les cas et les limites prévus par les dispositions légales et réglementaires applicables,
 - à sa seule initiative, d'imputer les frais de toute émission sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social après chaque augmentation,
 - de déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividendes, réserves ou primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres (y compris en cas d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et fixer toute autre modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire),
 - de prendre généralement toutes dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée en vertu de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts, demander la cotation de toutes actions et/ou valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation.
- Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

RÉSOLUTION N° 19 : RÉSOLUTIONS FINANCIÈRES – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN VUE D'ÉMETTRE, PAR UNE OFFRE AU PUBLIC VISÉE AU 1° DE L'ARTICLE L. 411-2 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER, DES ACTIONS ET/OU DES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS, IMMÉDIATEMENT OU À TERME, AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ, AVEC SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION DES ACTIONNAIRES

Motifs des possibles utilisations de la résolution

Dans le cadre de la dix-neuvième résolution, nous vous proposons de consentir à notre Conseil d'administration une nouvelle délégation de compétence en vue d'augmenter notre capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription de nos actionnaires, dans le cadre d'offres visées au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, aussi connues sous le nom de « placements privés ».

Durée

Valable pendant une durée de 26 mois à compter du jour de votre Assemblée Générale, cette délégation de compétence aurait pour effet de rendre caduque celle conférée par la quatorzième résolution adoptée le 23 septembre 2020.

Modalités de mise en œuvre

En application de ce dispositif, notre Conseil d'administration disposerait de la compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, à l'émission en France et/ou à l'étranger, dans le cadre d'offres visées au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier en euros, en devises étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, à titre onéreux ou gratuit, d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de notre Société (y compris des titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créance). La libération de ces actions et/ou autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes. Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, notre Conseil d'administration pourrait limiter le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues sous la condition, en cas d'émission d'actions ou de valeurs mobilières dont le titre primaire est une action, que celui-ci atteigne, au moins, les trois-quarts de l'émission décidée.

Notre Conseil d'administration bénéficierait de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de décider les émissions susvisées et d'y procéder suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi. En cas d'usage de cette délégation, les rapports complémentaires légaux seraient établis respectivement par notre Conseil d'administration et nos Commissaires aux comptes, et présentés à l'occasion de votre prochaine Assemblée Générale. Notre Conseil d'administration ne pourrait, sauf à recueillir votre autorisation préalable, faire usage de cette délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de notre Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Prix

Le prix d'émission des actions ordinaires à émettre ou auxquelles sont susceptibles de donner droit les valeurs mobilières à émettre en vertu de cette résolution serait au moins égal au prix minimum autorisé par les dispositions légales et réglementaires applicables au jour de l'émission. Nous vous précisons qu'à ce jour, conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-32 du Code de commerce, le prix minimum autorisé est la moyenne pondérée des trois dernières séances de Bourse précédant la date de début de l'offre au public, diminuée d'une décote de 10 %. Par ailleurs, le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital et le nombre d'actions auquel chaque valeur mobilière pourrait donner droit seraient tels que la somme perçue immédiatement par notre Société (majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement) soit au moins égale au prix minimum visé ci-dessus pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières.

Plafonds

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de cette dix-neuvième résolution ne pourrait, dans les limites prévues par la réglementation applicable au jour de l'émission, dépasser un plafond de 6,5 millions d'euros, ou la contre-valeur de ce montant. À titre indicatif, à ce jour (conformément aux dispositions de l'article L. 225-136 et L. 22-10-52 du Code de commerce), l'émission de titres de capital réalisée par une offre visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier est limitée à 20 % du capital social par an et telle que déterminée à la date de la décision d'émission prise par le Conseil d'administration (si ce dernier décide lui-même de l'émission) ou au jour de la décision prise par le Directeur général sur délégation du Conseil d'administration.

Nous vous précisons que ce plafond de 6,5 millions d'euros s'imputerait :

- sur le montant du plafond commun de 6,5 millions d'euros de nominal visé au « 3. a. (i) » de la dix-huitième résolution ; et
- sur le montant du plafond global de 32,5 millions d'euros de nominal visé au « 3. a. (i) » de la dix-septième résolution.

À ces plafonds s'ajouterait le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières et des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de notre Société.

Le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société, susceptibles d'être émis en vertu de cette dix-neuvième résolution ne pourrait dépasser le plafond de 395 millions d'euros, ou la contre-valeur de ce montant. Ce plafond serait majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair. Nous vous précisons que ce montant de 395 millions d'euros s'imputerait sur le plafond global de 395 millions d'euros visé au « 3. b. » de la dix-septième résolution. En outre, ce plafond serait indépendant du montant des titres de créance émis ou autorisé par notre Conseil d'administration conformément aux articles L. 228-36-A, L. 228-40, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6 et L. 228-94 alinéa 3 du Code de commerce.

Dix-neuvième résolution –**Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'émettre, par une offre au public visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants et L. 228-91 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L. 225-129-2, L. 22-10-49, L. 225-135, L. 225-136, L. 22-10-51, L. 22-10-52 et les articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce et de l'article L. 411-2, du Code monétaire et financier :

1. **délègue** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour procéder en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, à l'émission en France et/ou à l'étranger, dans le cadre d'offres au public visées au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, en euros, en devises étrangères ou toute unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, à titre onéreux ou gratuit, d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 alinéa 1, L. 228-93 alinéas 1 et 3 ou L. 228-94 alinéa 2 du Code de commerce, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de la Société (y compris de titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créances), la libération de ces actions ordinaires et valeurs mobilières pouvant être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes ;
2. **décide** de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres émis en vertu de la présente résolution ;
3. **décide** que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente résolution, ne pourra, dans les limites prévues par la réglementation applicable au jour de l'émission (à titre indicatif, au jour de la présente Assemblée Générale, l'émission de titres de capital réalisée par une offre au public visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier est limitée à 20 % du capital de la Société par an et apprécié à la date de mise en œuvre de la présente délégation par le Conseil d'administration (si ce dernier décide lui-même de l'émission) ou au jour de la décision prise par le Directeur général sur délégation du Conseil d'administration), dépasser le plafond de 6,5 millions d'euros, ou la contre-valeur de ce montant en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera :
 - (i) ce plafond est commun à la présente résolution, et aux dix-huitième, vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième, vingt-troisième et vingt-cinquième résolutions,
 - (ii) sur le montant du plafond commun de 6,5 millions d'euros de nominal visé au « 3. a. (i) » de la dix-huitième résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation, étant précisé qu'en tout état de cause, les émissions de titres réalisées dans ce cadre sont par ailleurs limitées conformément aux dispositions législatives applicables au jour de l'émission,
 - (iii) sur le plafond de 32,5 millions d'euros de nominal prévu au paragraphe « 3. a. (i) » de la dix-septième résolution ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation.

À ces plafonds s'ajoutera le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières et des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de la Société ;

4. **décide** que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 395 millions d'euros, ou la contre-valeur de ce montant en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant, majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair, s'imputera sur le montant du plafond global de 395 millions d'euros visé au « 3. b. » de la dix-septième résolution ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation. Ce plafond est indépendant du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément aux articles L. 228-36-A, L. 228-40, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6 et L. 228-94 alinéa 3 du Code de commerce ;
5. **prend acte** du fait que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra utiliser dans les conditions fixées par la loi et dans l'ordre qu'il déterminera l'une et/ou l'autre des facultés offertes par l'article L. 225-134 du Code de commerce, ou certaines d'entre elles seulement, et notamment celles de limiter le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues sous la condition, en cas d'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières dont le titre primaire est une action ordinaire, que celui-ci atteigne, au moins, les trois-quarts de l'émission décidée ;
6. **décide** que (i) le prix d'émission des actions ordinaires à émettre dans le cadre de la présente résolution ou auxquelles sont susceptibles de donner droit les valeurs mobilières à émettre en vertu de cette même résolution, sera au moins égal au minimum autorisé par les dispositions légales et réglementaires applicables au jour de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de Bourse précédant le début de l'offre au public diminuée d'une décote de 10 %) après, le cas échéant, correction de cette moyenne pour tenir compte de la différence entre les dates de jouissance ; et (ii) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital et le nombre d'actions ordinaires auquel la conversion, le remboursement ou généralement la transformation de chaque valeur mobilière donnant accès au capital pourra donner droit, seront tels que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix minimum défini au (i) du présent paragraphe ;
7. **donne tous pouvoirs** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de décider les émissions susvisées et d'y procéder suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi, et notamment :
 - de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières à émettre,
 - de déterminer le nombre d'actions ordinaires et/ou autres valeurs mobilières à émettre, arrêter leur prix et les conditions de leur émission, s'il y a lieu, le montant de la prime, les modalités de leur libération et leur date de jouissance (le cas échéant rétroactive),
 - de fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en Bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières donnant accès au capital en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales,

- en cas d'émission de titres de créance, de décider de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant de leur rang de subordination, conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce), fixer leur taux d'intérêt, prévoir leur durée (déterminée ou indéterminée), la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission et d'amortissement, modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables,
 - de fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits (le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société tels que des actions autodétenues ou des valeurs mobilières déjà émises par la Société) attachés aux actions ordinaires ou valeurs mobilières donnant accès au capital et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'augmentation de capital,
 - de suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés aux actions ordinaires et/ou aux valeurs mobilières à émettre dans les cas et les limites prévus par les dispositions légales et réglementaires applicables,
 - à sa seule initiative, d'imputer les frais de toute émission sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social après chaque augmentation,
 - de déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action ordinaire, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividendes, réserves ou primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres (y compris en cas d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et fixer toute autre modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire),
 - de prendre généralement toutes dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée en vertu de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts, demander la cotation de toutes actions et/ou valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation ;
- 8. fixe à vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale la durée de validité de la présente délégation, étant précisé qu'elle a pour effet de rendre caduque toute délégation de compétence conférée par une résolution de même nature adoptée antérieurement ;**
- Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

RÉSOLUTION N° 20 : RÉSOLUTIONS FINANCIÈRES – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN VUE D'ÉMETTRE DES ACTIONS ET/OU DES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS, IMMÉDIATEMENT OU À TERME, AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ, AVEC SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION DES ACTIONNAIRES AU PROFIT DE CATÉGORIES DE PERSONNES RÉPONDANT À DES CARACTÉRISTIQUES DÉTERMINÉES

Dans le cadre de la vingtième résolution, nous vous proposons d'accorder à notre Conseil d'administration une nouvelle délégation de compétence en vue d'augmenter notre capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription de nos actionnaires, au profit de catégories de bénéficiaires répondant aux caractéristiques suivantes : (i) établissements financiers ou fonds d'investissement ou autres véhicules de placement de droit français ou étranger ayant vocation à accompagner à moyen terme des sociétés en croissance dans le secteur de la technologie ou investissant à titre habituel ou exerçant une part significative de leur activité dans le secteur de la technologie ou (ii) des prestataires de services d'investissements français ou étrangers, ou tout établissement étranger ayant un statut équivalent, pouvant garantir la réalisation d'une émission destinée à être placée auprès des personnes visées au (i) ci-dessus et, dans ce cadre, de souscrire aux titres émis.

Durée

À la différence des autres, cette délégation de compétence serait valable pendant une durée de 18 mois à compter du jour de votre Assemblée Générale. Comme les autres, elle aurait pour effet d'annuler et de rendre caduque celle conférée par la dix-septième résolution adoptée le 23 septembre 2020.

Modalités de mise en œuvre

En application de ce dispositif, notre Conseil d'administration disposerait de la compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en euros, en devises étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence

à un ensemble de monnaies, à titre onéreux ou gratuit, à l'émission en France et/ou à l'étranger, d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de notre Société (y compris des titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créance), réservée pour (i) des établissements financiers ou fonds d'investissement ou autres véhicules de placement de droit français ou étranger ayant vocation à accompagner à moyen terme des sociétés en croissance dans le secteur de la technologie ou investissant à titre habituel ou exerçant une part significative de leur activité dans le secteur de la technologie ou (ii) des prestataires de services d'investissements français ou étrangers, ou tout établissement étranger ayant un statut équivalent, pouvant garantir la réalisation d'une émission destinée à être placée auprès des personnes visées au (i) ci-dessus et, dans ce cadre, de souscrire aux titres émis.

La libération de ces actions et/ou autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes.

Notre Conseil d'administration bénéficierait de la compétence pour fixer la liste précise des bénéficiaires de la suppression du droit préférentiel de souscription et le nombre d'actions et/ou valeurs mobilières à attribuer à chacun d'eux.

Cette délégation emporterait de plein droit, au profit desdits bénéficiaires, la renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles auxquelles donneraient droit les valeurs mobilières susceptibles d'être émises en vertu de cette présente résolution.

Notre Conseil d'administration bénéficierait de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de décider les émissions susvisées et d'y procéder suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi.

En cas d'usage de cette délégation, les rapports complémentaires légaux seraient établis respectivement par notre Conseil d'administration et nos Commissaires aux comptes, et présentés à l'occasion de votre prochaine Assemblée Générale.

Notre Conseil d'administration ne pourrait, sauf à recueillir votre autorisation préalable, faire usage de cette délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de notre Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Prix

Le prix d'émission des actions ordinaires à émettre ou auxquelles sont susceptibles de donner droit les valeurs mobilières à émettre en vertu de cette résolution serait égal :

- au dernier cours de clôture précédant la fixation du prix avec une décote maximale de 10 % ; ou
- au cours moyen de l'action sur le marché, pondéré par les volumes, arrêté en cours de séance au moment où le prix d'émission est fixé avec une décote maximale de 10 %.

Par ailleurs, le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital et le nombre d'actions auquel chaque valeur mobilière pourrait donner droit seraient tels que la somme perçue immédiatement par notre Société (majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement) soit au moins égale au prix choisi par notre Conseil d'administration parmi ceux visés ci-dessus pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières.

Plafonds

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de cette 20^e résolution ne pourrait, dans les limites prévues par la réglementation applicable au jour de l'émission, dépasser un plafond de 6,5 millions d'euros, ou la contre-valeur de ce montant.

Nous vous précisons que ce plafond de 6,5 millions d'euros s'imputerait :

- sur le montant du plafond commun de 6,5 millions d'euros de nominal visé au « 3. a. (i) » de la 18^e résolution ; et
- sur le montant du plafond global de 32,5 millions d'euros de nominal visé au « 3. a. (i) » de la 17^e résolution.

À ces plafonds s'ajouterait le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières et des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de notre Société.

Par ailleurs, le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société, susceptibles d'être émis en vertu de cette 20^e résolution ne pourrait dépasser le plafond de 395 millions d'euros, ou la contre-valeur de ce montant.

Ce plafond serait majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair.

Nous vous précisons que ce montant de 395 millions d'euros s'imputerait sur le plafond global de 395 millions d'euros visé au « 3. b. » de la 17^e résolution.

En outre, ce plafond serait indépendant du montant des titres de créance émis ou autorisé par notre Conseil d'administration conformément aux articles L. 228-36-A, L. 228-40, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6 et L. 228-94 alinéa 3 du Code de commerce.

Vingtième résolution –

Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise de rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants, L. 22-10-49, L. 228-91 et L. 228-93, L. 225-135 à L. 225-138 et L. 22-10-51, L. 22-10-52 du Code de commerce :

1. **délègue** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour procéder en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en devises étrangères, soit en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, à l'émission, sans droit préférentiel de souscription, à titre onéreux ou gratuit, en France et/ou à l'étranger, d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 alinéa 1, L. 228-93 alinéas 1 et 3 ou L. 228-94 alinéa 2 du Code de commerce, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de la Société (y compris de titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créances), étant précisé que la libération de ces actions ordinaires et/ou autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes ;

2. **décide** de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société à émettre et de réserver, dans le cadre de la présente résolution, le droit de souscrire à ces actions ordinaires et/ou valeurs mobilières aux catégories de bénéficiaires répondant aux caractéristiques suivantes : (i) établissements financiers ou fonds d'investissement ou autres véhicules de placement, de droit français ou de droit étranger, ayant vocation à accompagner à moyen terme des sociétés de croissance dans le secteur de la technologie ou investissant à titre habituel ou exerçant une part significative de leur activité dans le secteur de la technologie ou (ii) prestataires de services d'investissements français ou étranger, ou tout établissement étranger ayant un statut équivalent, susceptibles garantir la réalisation d'une émission destinée à être placée auprès des personnes visées au (i) ci-dessus et, dans ce cadre, de souscrire aux titres émis ;
3. **délègue** au Conseil d'administration sa compétence pour fixer la liste précise des bénéficiaires de la suppression du droit préférentiel de souscription et le nombre d'actions ordinaires et/ou valeurs mobilières à attribuer à chacun d'eux ;
4. **constate** et décide, en tant que de besoin, que cette délégation emporte de plein droit, au profit des bénéficiaires dont la liste aura été arrêtée par le Conseil d'administration, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires nouvelles auxquelles donneraient droit les valeurs mobilières susceptibles d'être émises en vertu de la présente résolution ;

5. **fixe** ainsi qu'il suit les limites des montants des émissions en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation de compétence :

- a. le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra dépasser le plafond de 6,5 millions d'euros de nominal, ou la contre-valeur de ce montant en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera :

- (i) ce plafond est commun à la présente résolution et aux dix-huitième, dix-neuvième, vingt-et-unième, vingt-deuxième, vingt-troisième et vingt-cinquième résolutions,
- (ii) sur le montant du plafond commun de 6,5 millions d'euros de nominal visé au « 3. a. (i) » de la dix-huitième résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation, étant précisé qu'en tout état de cause, les émissions de titres réalisées dans ce cadre sont par ailleurs limitées conformément aux dispositions législatives applicables au jour de l'émission,
- (iii) sur le montant du plafond global de 32,5 millions d'euros de nominal visé au « 3. a. (i) » de la dix-septième résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation.

À ces plafonds s'ajoutera le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières et des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de la Société,

- b. le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société susceptibles d'être émis sur le fondement de la présente résolution ne pourra dépasser le plafond de 395 millions d'euros ou la contre-valeur de ce montant en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant, majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair, s'imputera sur le montant du plafond global de 395 millions d'euros visé au « 3. b. » de la dix-septième résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation. Ce plafond est indépendant du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément aux articles L. 228-36-A, L. 228-40, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6 et L. 228-94 alinéa 3 du Code de commerce ;

6. **décide** que (i) le prix d'émission des actions ordinaires à émettre dans le cadre de la présente résolution ou auxquelles sont susceptibles de donner droit les valeurs mobilières à émettre en vertu de cette même résolution, sera égal (x) au dernier cours de clôture précédant la fixation du prix avec une décote maximale de 10 % ou (y) au cours moyen de l'action sur le marché, pondéré par les volumes, arrêté en

cours de séance au moment où le prix d'émission est fixé avec une décote maximale de 10 % et (ii) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix défini au (i) du présent paragraphe ;

7. **donne tous pouvoirs** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de décider les émissions susvisées et d'y procéder suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi, et notamment :

- d'arrêter la liste des bénéficiaires des catégories susvisées et le nombre de titres à attribuer à chacun d'eux,
- de fixer les conditions d'émission, la nature et les caractéristiques des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, les modalités d'attribution des actions ordinaires auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ainsi que les dates auxquelles peuvent être exercés les droits d'attribution,
- en cas d'émission de titres de créance, de décider de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant de leur rang de subordination, conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce), fixer leur taux d'intérêt, prévoir leur durée (déterminée ou indéterminée), la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission et d'amortissement, modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables,
- de fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits (le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société tels que des actions autodétenues ou des valeurs mobilières déjà émises par la Société) attachés aux actions ordinaires ou valeurs mobilières donnant accès au capital et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions ordinaires nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'augmentation de capital,
- de suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés aux actions ordinaires et/ou aux valeurs mobilières à émettre dans les cas et les limites prévus par les dispositions légales et réglementaires applicables,
- à sa seule initiative, d'imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale,
- de procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, constater la réalisation des augmentations de capital, modifier corrélativement les statuts, accomplir les formalités requises et généralement faire tout le nécessaire ;

8. **fixe** à dix-huit (18) mois, à compter de la présente Assemblée Générale, la durée de validité de la présente délégation, étant précisé qu'elle a pour effet de rendre caduque toute délégation de compétence conférée par une résolution de même nature adoptée antérieurement.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

RÉSOLUTION N° 21 : RÉSOLUTIONS FINANCIÈRES – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN VUE D'AUGMENTER LE MONTANT DES ÉMISSIONS RÉALISÉES AVEC MAINTIEN OU SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION DANS LA LIMITE DE 15 % DE L'ÉMISSION INITIALE

Dans le cas où une émission décidée sur le fondement des résolutions n° 17 à n° 20 ferait l'objet d'une demande supérieure au montant proposé, nous vous proposons d'autoriser notre Conseil d'administration à augmenter le nombre des titres à émettre, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce.

Aussi connue sous le nom de « Greenshoe », cette option de surallocation prévoirait que l'émission complémentaire devrait intervenir dans les 30 jours de la clôture de la souscription.

Durée

Valable pendant une durée de 26 mois à compter du jour de votre Assemblée Générale, cette délégation de compétence aurait pour effet de rendre caduque celle conférée par la seizième résolution adoptée le 23 septembre 2020.

Modalités de mise en œuvre

En outre, elle serait réalisée dans la limite :

- (i) du (ou des) plafond(s) prévu(s) par les résolutions applicables ; et
- (ii) d'un maximum de 15 % de l'émission initiale, et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale.

Notre Conseil d'administration disposerait de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre cette délégation de compétence.

En cas d'usage de cette délégation, les rapports complémentaires légaux seraient établis respectivement par notre Conseil d'administration et nos Commissaires aux comptes, et présentés à l'occasion de votre prochaine Assemblée Générale.

Vingt-et-unième résolution –

Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'augmenter le montant des émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription dans la limite de 15 % de l'émission initiale

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise de rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce :

1. **délègue** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider d'augmenter le nombre de titres à émettre, en cas d'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription décidée

sur le fondement des dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième résolutions de la présente Assemblée, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale et dans les délais et limites prévus par les dispositions légales et réglementaires applicables au jour de l'émission (à ce jour, dans les trente jours de la clôture de la souscription et dans la limite de 15 % de l'émission initiale), sous réserve du ou des plafonds en application desquels l'émission est décidée, notamment en vue d'octroyer une option de surallocation conformément aux pratiques de marché ;

2. **fixe** à vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale la durée de validité de la présente délégation, étant précisé qu'elle a pour effet de rendre caduque toute délégation de compétence conférée par une résolution de même nature adoptée antérieurement ;
3. **décide** que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts de la Société, la présente délégation de compétence.

RÉSOLUTION N° 22 : RÉSOLUTIONS FINANCIÈRES – AUTORISATION À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN CAS D'ÉMISSION, AVEC SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION, D' ACTIONS ET/OU DE TOUTES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS, IMMÉDIATEMENT OU À TERME, AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ, EN VUE DE FIXER LE PRIX D'ÉMISSION DANS LA LIMITE DE 10 % DU CAPITAL SOCIAL DE LA SOCIÉTÉ SELON LES MODALITÉS ARRÊTÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Motifs des possibles utilisations de la résolution

Aussi connue sous le nom de « résolution prix libre », la résolution n°22 a pour objet de consentir une nouvelle autorisation au profit de notre Conseil d'administration qui lui permettrait d'arrêter des modalités dérogatoires de fixation du prix d'émission.

Durée

Valable pendant une durée de 26 mois à compter du jour de votre Assemblée Générale, cette autorisation aurait pour effet de rendre caduque celle conférée par la dix-septième résolution adoptée le 23 septembre 2020.

Modalités de mise en œuvre

Notre Conseil d'administration bénéficierait de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre cette autorisation.

Conformément aux articles L. 225-136 et L. 22-10-52 du Code de commerce, en cas d'usage de cette autorisation, notre Conseil d'administration devrait établir un rapport complémentaire, certifié par nos Commissaires aux comptes, décrivant les conditions définitives de l'opération et donnant des éléments d'appréciation de l'incidence effective sur la situation de nos actionnaires.

Les autres rapports complémentaires légaux seraient établis respectivement par notre Conseil d'administration et nos Commissaires aux comptes, et présentés à l'occasion de votre prochaine Assemblée Générale.

Prix

En application de ce dispositif, notre Conseil d'administration serait autorisé, en cas d'émission sans droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières en vertu de la **dix-huitième résolution** (augmentations de capital toutes valeurs mobilières confondues sans droit préférentiel de souscription par offre au public) et de la **dix-neuvième résolution** (placements privés), à déroger aux conditions de prix prévues par ces résolutions et à fixer le prix d'émission pour qu'il corresponde à son choix :

- au dernier cours de clôture précédant la fixation du prix avec une décote maximale de 10 % ; ou
- au cours moyen de l'action sur le marché, pondéré par les volumes, arrêté en cours de séance au moment où le prix d'émission est fixé avec une décote maximale de 10 %.

Par ailleurs, le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital et le nombre d'actions auquel chaque valeur mobilière pourrait donner droit seraient tels que la somme perçue immédiatement par notre Société (majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement) soit au moins égale au prix choisi par notre Conseil d'administration parmi ceux visés ci-dessus pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières.

Plafonds

Cette autorisation serait valable dans la limite de 10 % de notre capital social par période de 12 mois.

Cette limite de 10 % s'appliquerait au capital social ajusté en fonction des opérations qui l'affecteraient postérieurement à votre Assemblée Générale, et elle serait fixée à la date d'entrée en vigueur de la délégation par le Conseil d'administration.

À la date de chaque augmentation de capital, le nombre total d'actions émises en vertu de la présente résolution, pendant la période de 12 mois précédant ladite augmentation de capital, y compris les actions émises en vertu de ladite augmentation de capital, ne pourra excéder 10 % des actions composant notre capital social à cette date.

Vingt-deuxième résolution –

Autorisation à donner au Conseil d'administration en cas d'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, en vue de fixer le prix d'émission dans la limite de 10 % du capital social de la Société selon les modalités arrêtées par l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-136, 1° et L. 22-10-52 du Code de commerce :

1. **autorise** le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, en cas d'émission, sans droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 alinéa 1, L. 228-93 alinéas 1 et 3 ou L. 228-94 alinéa 2 du Code de commerce, en vertu des dix-huitième et dix-neuvième résolutions soumises au vote de la présente Assemblée, à déroger aux conditions de prix prévues par ces résolutions et de fixer le prix d'émission selon les modalités ci-après :
 - a. le prix d'émission des actions ordinaires à émettre dans le cadre de cette émission sera, au choix du Conseil d'administration, égal (i) au dernier cours de clôture précédant la fixation du prix avec une décote maximale de 10 % ou (ii) au cours moyen de l'action ordinaire sur le marché, pondéré par les volumes, arrêté en cours de séance au moment où le prix d'émission est fixé avec une décote maximale de 10 %,
 - b. le prix d'émission des valeurs mobilières autres que des actions ordinaires sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société soit pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant déterminé par le Conseil d'administration au « 1. a. » ci-dessus ;

2. **décide** que le montant nominal maximal des augmentations de capital de la Société réalisées dans les conditions prévues à la présente résolution, immédiatement ou à terme en vertu de la présente autorisation, ne pourra excéder ni 10 % du capital social par période de douze (12) mois (ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée et apprécié à la date de mise en œuvre de la présente délégation par le Conseil d'administration), ni les plafonds prévus par la dix-huitième et/ou la dix-neuvième résolutions sur le fondement desquelles les émissions sont réalisées, étant précisé qu'à la date de chaque augmentation de capital, le nombre total d'actions émises en vertu de la présente résolution, pendant la période de douze (12) mois précédant ladite augmentation de capital, y compris les actions ordinaires émises en vertu de ladite augmentation de capital, ne pourra excéder 10 % des actions composant le capital de la Société à cette date ;
3. **prend acte** que le Conseil d'administration devra établir un rapport complémentaire, certifié par les Commissaires aux comptes, décrivant les conditions définitives de l'opération et donnant des éléments d'appréciation de l'incidence effective de celle-ci sur la situation de l'actionnaire ;
4. **fixe** à vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale, la durée de validité de la présente autorisation, étant précisé qu'elle a pour effet de rendre caduque toute autorisation conférée par une résolution de même nature adoptée antérieurement ;
5. **décide** que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi, la présente autorisation.

RÉSOLUTION N° 23 :**RÉSOLUTIONS FINANCIÈRES – DÉLÉGATION DE POUVOIRS À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN VUE D'ÉMETTRE DES ACTIONS ET/OU DES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS, IMMÉDIATEMENT OU À TERME, AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ EN RÉMUNÉRATION D'APPORTS EN NATURE CONSTITUÉS D'ACTIONS OU DE VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ****Motifs des possibles utilisations de la résolution**

Dans le cadre de la vingt-troisième résolution, nous vous proposons de consentir à notre Conseil d'administration une nouvelle délégation de pouvoirs en vue d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant accès à notre capital, dans la limite de 10 % de son montant, en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières consentis à notre Société.

Durée

Valable pendant une durée de 26 mois à compter du jour de votre Assemblée Générale, cette délégation de compétence aurait pour effet de rendre caduque celle conférée par la dix-huitième résolution adoptée le 23 septembre 2020.

Modalités de mise en œuvre

En application de ce dispositif, notre Conseil d'administration disposerait de la compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en euros, en devises étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, à titre onéreux ou gratuit, à l'émission en France et/ou à l'étranger, par voie d'offre(s) au public, d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de notre Société (y compris des titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créance), en rémunération des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières consentis à notre Société, lorsque les conditions de l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ne sont pas applicables.

Notre Conseil d'administration bénéficierait de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de décider les émissions susvisées et d'y procéder suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-147 et L. 22-10-53 du même Code, il statuerait sur le rapport du (ou des) commissaire(s) aux apports.

En cas d'usage de cette délégation, les rapports complémentaires légaux seraient établis respectivement par notre Conseil d'administration et nos Commissaires aux comptes, et présentés à l'occasion de votre prochaine Assemblée Générale.

Notre Conseil d'administration ne pourrait, sauf à recueillir votre autorisation préalable, faire usage de cette délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de notre Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Plafonds

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de cette résolution ne pourrait, dans les limites prévues par la réglementation applicable au jour de l'émission, dépasser un plafond de 6,5 millions d'euros, ou la contre-valeur de ce montant.

Nous vous précisons que ce plafond de 6,5 millions d'euros s'imputerait :

- sur le montant du plafond commun de 6,5 millions d'euros de nominal visé au « 3. a. (i) » de la dix-huitième résolution ; et
- sur le montant du plafond global de 32,5 millions d'euros de nominal visé au « 3. a. (i) » de la dix-septième résolution.

À ces plafonds s'ajouterait le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières et des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de notre Société.

En tout état de cause, les émissions qui seraient faites en vertu de cette délégation de pouvoirs n'excéderaient pas 10 % du capital tel qu'existant à la date de la décision de mise en œuvre par notre Conseil d'administration.

Par ailleurs, le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société, susceptibles d'être émis en vertu de cette résolution ne pourrait dépasser le plafond de 395 millions d'euros, ou la contre-valeur de ce montant.

Ce plafond serait majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair.

Nous vous précisons que ce montant de 395 millions d'euros s'imputerait sur le plafond global de 395 millions d'euros visé au « 3. b. » de la dix-septième résolution.

En outre, ce plafond serait indépendant du montant des titres de créance émis ou autorisé par notre Conseil d'administration conformément aux articles L. 228-36-A, L. 228-40, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6 et L. 228-94 alinéa 3 du Code de commerce.

Vingt-troisième résolution –**Délégation de pouvoirs à donner au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société en rémunération d'apports en nature constitués d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-147, L. 22-10-53 et L. 228-91 et suivants :

1. **délègue** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts de la Société, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder, sur rapport des Commissaires aux apports, à l'augmentation du capital social, par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières, régies par les articles L. 228-92 alinéa 1, L. 228-93 alinéas 1 et 3 ou L. 228-94 alinéa 2 du Code de commerce, donnant accès par tous moyens immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de la Société (y compris de titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créances), en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ne sont pas applicables ;

2. **décide** que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation de pouvoirs ne pourra dépasser un plafond de 6,5 millions d'euros, ou la contre-valeur de ce montant en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera :

- (i) ce plafond est commun à la présente résolution et aux dix-huitième, dix-neuvième, vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième et vingt-cinquième résolutions,
- (ii) sur le montant du plafond commun de 6,5 millions d'euros visé au « 3. a. (i) » de la dix-huitième résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation, étant précisé qu'en tout état de cause, les émissions de titres réalisées dans ce cadre sont par ailleurs limitées conformément aux dispositions législatives applicables au jour de l'émission, et
- (iii) sur le plafond de 32,5 millions d'euros prévu au paragraphe « 3. a. (i) » de la dix-septième résolution ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation ;

À ces plafonds s'ajoutera le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières et des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de la Société.

En tout état de cause, les émissions d'actions ordinaires et de valeurs mobilières donnant accès au capital en vertu de la présente délégation de pouvoirs n'excéderont pas 10 % du capital, tel qu'existant à la date de la décision du Conseil d'administration décidant de la mise en œuvre de la délégation ;

3. **décide** que le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société susceptibles d'être émis sur le fondement de la présente résolution ne pourra dépasser le plafond de 395 millions d'euros ou la contre-valeur de ce montant en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant, majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair et s'imputera

sur le plafond global de 395 millions d'euros visé au « 3. b. » de la dix-septième résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation. Ce plafond est indépendant du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément aux articles L. 228-36-A, L. 228-40, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6 et L. 228-94 alinéa 3 Code de commerce ;

4. **fixe** à vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale la durée de validité de la présente délégation, étant précisé qu'elle a pour effet de rendre caduque toute délégation de pouvoirs conférée par une résolution de même nature adoptée antérieurement ;

5. **donne tous pouvoirs** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à l'effet de décider les émissions susvisées et d'y procéder selon les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi, et notamment :

- de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme au capital de la Société, rémunérant les apports,
- d'arrêter la liste des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital apportées, approuver l'évaluation des apports, fixer les conditions de l'émission des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières rémunérant les apports, ainsi que le cas échéant le montant de la soulte à verser, approuver l'octroi des avantages particuliers, et réduire, si les apporteurs y consentent, l'évaluation des apports ou la rémunération des avantages particuliers,
- de déterminer le nombre, les modalités et caractéristiques des actions ordinaires et/ou valeurs mobilières à émettre en rémunération des apports, ainsi que leurs termes et conditions, et s'il y a lieu, le montant de la prime, de statuer sur l'évaluation des apports et l'octroi d'éventuels avantages particuliers,
- de fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en Bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières donnant accès au capital en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales,
- de suspendre le cas échéant l'exercice des droits attachés à ces titres pendant un délai maximum de trois mois dans les cas et les limites prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables,
- à sa seule initiative, d'imputer les frais de toute émission sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social après chaque augmentation,
- de déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action ordinaire, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividendes, réserves ou primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres (y compris en cas d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et fixer toute autre modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire),
- de prendre généralement toutes dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée en vertu de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts, demander la cotation de toutes valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

RÉSOLUTION N° 24 : RÉSOLUTIONS FINANCIÈRES – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN VUE D'AUGMENTER LE CAPITAL SOCIAL PAR INCORPORATION DE PRIMES, RÉSERVES, BÉNÉFICES OU TOUTE AUTRE SOMME DONT LA CAPITALISATION SERAIT ADMISE

Motifs des possibles utilisations de la résolution

Dans le cadre de la vingt-quatrième résolution, nous vous proposons de consentir à notre Conseil d'administration une nouvelle délégation de compétence en vue d'augmenter notre capital social par incorporation successive ou simultanée de primes, réserves, bénéfices ou toutes autres sommes dont la capitalisation serait permise.

Durée

Valable pendant une durée de 26 mois à compter du jour de votre Assemblée Générale, cette délégation de compétence aurait pour effet de rendre caduque celle conférée par la dix-neuvième résolution adoptée le 23 septembre 2020.

Modalités de mise en œuvre

En application de ce dispositif, notre Conseil d'administration disposerait de la compétence à l'effet de procéder, à l'augmentation de notre capital social, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera par incorporation successive ou simultanée de primes, réserves, bénéfices ou toutes autres sommes dont la capitalisation serait permise.

Ces augmentations de capital se feraient sous forme d'émission d'actions nouvelles ou d'élévation de la valeur nominale de nos actions existantes, ou de la combinaison de ces deux modalités.

En cas d'augmentation de capital sous forme d'attribution d'actions gratuites, les droits formant rompus ne seraient pas négociables. Les valeurs mobilières correspondantes seraient vendues, étant précisé que les sommes provenant de la vente seraient allouées aux titulaires des droits dans les conditions légales.

Notre Conseil d'administration bénéficierait de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de décider les émissions susvisées et d'y procéder suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi.

En cas d'usage de cette délégation, les rapports complémentaires légaux seraient établis respectivement par notre Conseil d'administration et nos Commissaires aux comptes, et présentés à l'occasion de votre prochaine Assemblée Générale.

Notre Conseil d'administration ne pourrait, sauf à recueillir votre autorisation préalable, faire usage de cette délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de notre Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Plafonds

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de cette résolution ne pourrait dépasser le montant global des sommes pouvant être incorporées ni un plafond de 32,5 millions d'euros de nominal, ou la contre-valeur de ce montant.

Ce montant de 32,5 millions d'euros de nominal s'imputerait sur le montant du plafond global de 32,5 millions d'euros de nominal visé au « 3. a. (i) » de la dix-septième résolution.

À ces plafonds s'ajouterait le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières et des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de notre Société.

En cas d'augmentation de capital sous forme d'attribution d'actions gratuites, les droits formant rompus ne seraient pas négociables. Les valeurs mobilières correspondantes seraient vendues, étant précisé que les sommes provenant de la vente seraient allouées aux titulaires des droits dans les conditions légales.

Vingt-quatrième résolution – Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou toute autre somme dont la capitalisation serait admise

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-130 et L. 22-10-50 :

- délègue** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts de la Société, sa compétence pour procéder à l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera par incorporation successive ou simultanée de primes, réserves, bénéfices ou toutes autres sommes dont la capitalisation serait permise, sous forme d'émission d'actions ordinaires nouvelles ou d'élévation de la valeur nominale des actions ordinaires existantes ou de la combinaison de ces deux modalités ;
- fixe** à vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale la durée de validité de la présente délégation, étant précisé qu'elle a pour effet de rendre caduque toute délégation de compétence conférée par une résolution de même nature adoptée antérieurement ;

- décide** que le montant maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra dépasser le montant global des sommes pouvant être incorporées ni un plafond de 32,5 millions d'euros de nominal ou la contre-valeur de ce montant en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le montant du plafond global de 32,5 millions d'euros visé au « 3. a. (i) » de la dix-septième résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation. À ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales ou réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital ;
- décide** qu'en cas d'augmentation de capital sous forme d'attribution d'actions gratuites et conformément aux dispositions des articles L. 225-130 et L. 22-10-50 du Code de commerce, les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les valeurs mobilières correspondantes seront vendues, étant précisé que les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans les conditions légales ;

5. **donne tous pouvoirs** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à l'effet de décider les émissions susvisées et suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi, et notamment :

- de déterminer les dates, modalités et autres caractéristiques des émissions et notamment fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, fixer le nombre de titres de capital nouveaux à émettre et/ou le montant dont le nominal des titres de capital existants sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les titres de capital nouveaux porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal des titres de capital existants portera effet,
- de décider, en cas d'attribution gratuite de titres de capital, que les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles et que les titres de capital correspondants seront vendus suivant les modalités déterminées par le Conseil d'administration et que les actions ordinaires qui seront attribuées en vertu de cette délégation

à raison d'actions anciennes bénéficiant du droit de vote double bénéficieront de ce droit dès leur émission,

- de fixer toute modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustement en numéraire),
- de prendre généralement toutes dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée en vertu de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts, demander la cotation de toutes valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

RÉSOLUTION N° 25 :

RÉSOLUTIONS FINANCIÈRES – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN VUE DE PROCÉDER À L'AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL PAR ÉMISSION D' ACTIONS OU DE VALEURS MOBILIÈRES DONNANT, IMMÉDIATEMENT OU À TERME, ACCÈS AU CAPITAL SOCIAL DE LA SOCIÉTÉ EN RÉMUNÉRATION D'APPORTS DE TITRES EFFECTUÉS DANS LE CADRE D'UNE OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE INITIÉE PAR LA SOCIÉTÉ

Motifs des possibles utilisations de la résolution

Dans le cadre de la vingt-cinquième résolution, nous vous proposons de consentir à notre Conseil d'administration une nouvelle délégation de compétence en vue d'augmenter notre capital social en rémunération d'apports de titres effectués dans le cadre d'une offre publique d'échange (OPE) initiée par notre Société.

Durée

Valable pendant une durée de 26 mois à compter du jour de votre Assemblée Générale, cette délégation de compétence aurait pour effet de rendre caduque celle conférée par la vingtième résolution adoptée le 23 septembre 2020.

Modalités de mise en œuvre

En application de ce dispositif, notre Conseil d'administration disposerait de la compétence à l'effet de décider, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en devises étrangères, soit en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de notre Société, à titre onéreux ou gratuit, en rémunération des titres qui seraient apportés dans le cadre d'une OPE initiée en France ou à l'étranger, selon les règles locales, par notre Société sur ses titres ou les titres d'une autre société admis aux négociations sur l'un des marchés réglementés visés à l'article L. 22-10-54 du Code de commerce.

Cette délégation serait valable y compris de toute autre opération ayant le même effet qu'une offre publique d'échange initiée par la Société sur ses propres titres ou les titres d'une autre société dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé relevant d'un droit étranger, ou pouvant y être assimilée.

Nos actionnaires ne disposeront pas du droit préférentiel de souscription aux actions et/ou valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation. En effet, ces dernières auraient exclusivement vocation à rémunérer des titres apportés à une OPE initiée par notre Société.

Notre Conseil d'administration bénéficierait de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de décider les émissions susvisées et d'y procéder suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi.

En cas d'usage de cette délégation, les rapports complémentaires légaux seraient établis respectivement par notre Conseil d'administration et nos Commissaires aux comptes, et présentés à l'occasion de votre prochaine Assemblée Générale.

Notre Conseil d'administration ne pourrait, sauf à recueillir votre autorisation préalable, faire usage de cette délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de notre Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Prix

Le prix des actions et/ou des valeurs mobilières qui seraient émises dans le cadre de cette délégation serait défini sur la base de la législation applicable en matière d'OPE.

Plafonds

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de cette 25^e résolution ne pourrait, dans les limites prévues par la réglementation applicable au jour de l'émission, dépasser un plafond de 6,5 millions d'euros, ou la contre-valeur de ce montant.

Nous vous précisons que ce plafond de 6,5 millions d'euros s'imputerait :

- sur le montant du plafond commun de 6,5 millions d'euros de nominal visé au « 3. a. (i) » de la résolution n° 18 ; et
- sur le montant du plafond global de 32,5 millions d'euros de nominal visé au « 3. a. (i) » de la résolution n° 17.

À ces plafonds s'ajouterait le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières et des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de notre Société.

Par ailleurs, le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société, susceptibles d'être émis en vertu de cette résolution ne pourrait dépasser le plafond de 395 millions d'euros, ou la contre-valeur de ce montant.

Ce plafond serait majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair.

Nous vous précisons que ce montant de 395 millions d'euros s'imputerait sur le plafond global de 395 millions d'euros visé au « 3. b. » de la 17^e résolution.

En outre, ce plafond serait indépendant du montant des titres de créance émis ou autorisé par notre Conseil d'administration conformément aux articles L. 228-36-A, L. 228-40, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6 et L. 228-94 alinéa 3 du Code de commerce.

Vingt-cinquième résolution –

Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue de procéder à l'augmentation du capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant, immédiatement ou à terme, accès au capital social de la Société en rémunération d'apports de titres effectués dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 22-10-54, et L. 228-91 du Code de commerce :

- délègue** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence de décider, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en devises étrangères, soit en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 alinéa 1, L. 228-93 alinéas 1 et 3 ou L. 228-94 alinéa 2 du Code de commerce, donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de la Société, à titre onéreux ou gratuit, en rémunération des titres qui seraient apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée en France ou à l'étranger, selon les règles locales, par la Société sur ses titres ou les titres d'une autre société admis aux négociations sur l'un des marchés réglementés visés à l'article L. 22-10-54 du Code de commerce (y compris de toute autre opération ayant le même effet qu'une offre publique d'échange initiée par la Société sur ses propres titres ou les titres d'une autre société dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé relevant d'un droit étranger, ou pouvant y être assimilée) ;
- fixe** à vingt-six (26) mois à compter du jour de la présente Assemblée Générale la durée de validité de la présente délégation, étant précisé qu'elle a pour effet de rendre caduque toute délégation de compétence conférée par une résolution de même nature adoptée antérieurement ;

- décide** que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra dépasser un plafond de 6,5 millions d'euros ou la contre-valeur de ce montant en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera :

- ce plafond est commun à la présente résolution et aux dix-huitième, dix-neuvième, vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions,
- sur le montant du plafond commun de 6,5 millions d'euros visé au « 3. a. (i) » de la dix-huitième résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation, étant précisé que ces augmentations de capital ne seront pas soumises aux règles de prix d'émission prévues à la dix-neuvième résolution, et
- sur le montant du plafond global de 32,5 millions d'euros visé au « 3. a. (i) » de la dix-septième résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation.

À ces plafonds s'ajoutera le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières et des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de la Société ;

- décide** que le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès immédiatement ou à terme, au capital de la Société susceptibles d'être émis sur le fondement de la présente résolution ne pourra dépasser le plafond de 395 millions d'euros ou la contre-valeur de ce montant en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant, majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair, s'imputera sur le plafond global de 395 millions d'euros visé au « 3. b. » de la dix-septième résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation. Ce plafond est indépendant du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément aux articles L. 228-36 A, L. 228-40, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6 et L. 228-94 alinéa 3 du Code de commerce ;
- prend acte** que les actionnaires de la Société ne disposeront pas du droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires et/ou valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation, ces dernières ayant exclusivement vocation à rémunérer des titres apportés à une offre publique d'échange initiée par la Société ;

6. **prend acte** du fait que le prix des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières qui seraient émises dans le cadre de la présente délégation sera défini sur la base de la législation applicable en matière d'offre publique d'échange ;

7. **donne tous pouvoirs** au Conseil d'administration avec faculté de subdélégation, à l'effet de procéder aux émissions susvisées suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi, et notamment :

- de fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser,
- d'arrêter la liste des titres susceptibles d'être apportés à l'échange,
- de déterminer les dates, modalités et autres caractéristiques des émissions,
- de déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action ordinaire, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividendes, réserves ou primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres

(y compris en cas d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et fixer toute autre modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire),

- à sa seule initiative, d'imputer les frais de toute émission sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social après chaque augmentation,
- de prendre généralement toutes dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée en vertu de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts, demander la cotation de toutes valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente autorisation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

RÉSOLUTION N° 26 :

RÉSOLUTIONS FINANCIÈRES – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'EFFET DE PROCÉDER À L'AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL PAR ÉMISSION D' ACTIONS OU DE VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL RÉSERVÉES AUX ADHÉRENT-ES DE PLANS D'ÉPARGNE D'ENTREPRISE AVEC SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION AU PROFIT DE CES DERNIERS

Motifs des possibles utilisations de la résolution

Dans le cadre de la vingt-sixième résolution, nous vous proposons de consentir à notre Conseil d'administration une nouvelle délégation de compétence en vue d'augmenter notre capital social au profit d'adhérent-es de plans d'épargne d'entreprise (PEE).

Durée

Valable pendant une durée de 26 mois à compter du jour de votre Assemblée Générale, cette délégation de compétence aurait pour effet de rendre caduque celle conférée par la vingt-et-unième résolution adoptée le 23 septembre 2020.

Modalités de mise en œuvre

En application de ce dispositif, notre Conseil d'administration disposerait de la compétence à l'effet de décider l'augmentation de notre capital social, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en devises étrangères, soit en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, à l'émission, à titre onéreux ou gratuit, en France et/ou à l'étranger, par émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès, par tous moyens immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de notre Société (y compris de titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créances), réservées aux adhérent-es d'un PEE qui seraient mis en place au sein de notre Groupe.

Le droit préférentiel de souscription de nos actionnaires serait ainsi supprimé.

En cas d'attribution à titre gratuit aux adhérent-es de PEE d'actions ou valeurs mobilières donnant accès à notre capital, nos actionnaires renonceraient par ailleurs à tout droit aux dites actions ou valeurs mobilières, y compris à la partie des réserves, bénéfices ou primes incorporées au capital, à raison de l'attribution gratuite desdits titres faite sur le fondement de cette délégation.

Notre Conseil d'administration pourrait procéder à des cessions d'actions aux adhérent-es à un PEE. Ces cessions d'actions réalisées avec décote en faveur des adhérent-es de PEE s'imputeront à concurrence du montant nominal des actions ainsi cédées sur le montant des plafonds visés ci-dessous.

Notre Conseil d'administration bénéficierait de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de procéder aux émissions susvisées suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi.

En cas d'usage de cette délégation, les rapports complémentaires légaux seraient établis respectivement par notre Conseil d'administration et nos Commissaires aux comptes, et présentés à l'occasion de votre prochaine Assemblée Générale.

Prix

Le prix d'émission des actions nouvelles ou valeurs mobilières donnant accès à notre capital émises dans le cadre de cette délégation (le « Prix de Référence ») serait fixé en fonction de la moyenne des cours cotés de notre action sur Euronext Paris lors des 20 séances de Bourse précédant le jour de la décision de notre Conseil d'administration fixant la date d'ouverture de la période de souscription à l'augmentation de capital réservée aux adhérent-es de PEE.

Une décote maximale de 40 % pourrait être appliquée au Prix de Référence conformément aux dispositions légales.

S'il le jugeait opportun, notre Conseil d'administration aurait l'autorisation de réduire ou supprimer la décote susmentionnée, notamment pour tenir compte des régimes locaux applicables dans les pays où l'émission serait mise en œuvre.

Notre Conseil d'administration pourrait procéder, à titre de substitution de tout ou partie de la décote par rapport au Prix de Référence et/ou d'abondement, à l'attribution gratuite d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, nouvelles ou existantes, au profit des adhérent-es de PEE. Ces attributions gratuites seraient faites en complément des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à souscrire en numéraire.

Plafonds

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de cette résolution ne pourrait dépasser un montant nominal maximum de 700 000 euros de nominal, soit un maximum de 350 000 actions.

Nous vous précisons que ce plafond de 700 000 euros s'imputerait sur le montant du plafond global de 32,5 millions d'euros de nominal visé au « 3. a. (i) » de la 17^e résolution.

À ces plafonds s'ajouterait le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières et des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de notre Société.

Par ailleurs, le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société, susceptibles d'être émis en vertu de cette résolution ne pourrait dépasser le plafond de 395 millions d'euros, ou la contre-valeur de ce montant.

Ce plafond serait majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair.

Nous vous précisons que ce montant de 395 millions d'euros s'imputerait sur le plafond global de 395 millions d'euros visé au « 3. b. » de la dix-septième résolution.

Vingt-sixième résolution –

Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérent-es de plans d'épargne d'entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément d'une part aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 à L. 225-129-6, L. 225-138, L. 225-138-1, L. 228-91 et L. 228-92 du Code de commerce, et d'autre part, à celles des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail :

- délègue** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en devises étrangères, soit en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, à l'émission, sans droit préférentiel de souscription, à titre onéreux ou gratuit, en France et/ou à l'étranger, d'un montant nominal maximum de 700 000 euros de nominal, soit un maximum de 350 000 actions, par émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 alinéa 1, L. 228-93 alinéas 1 et 3 ou L. 228-94 alinéa 2 du Code de commerce, donnant accès, par tous moyens immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de la Société (y compris de titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créances), réservées aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise (ou autre plan aux adhérents duquel les articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail permettraient de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes) qui seraient mis en place au sein du Groupe constitué par la Société et les entreprises, françaises ou étrangères, entrant dans le périmètre de consolidation des comptes de la Société en application de l'article L. 3344-1 du Code du travail ; étant précisé que (i) le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation s'imputerait sur le montant du plafond global de 32,5 millions d'euros de nominal visé au « 3. a. (i) » de la dix-septième résolution de la présente Assemblée Générale ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation (montant auquel s'ajouterait le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières

et des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de la Société) et (ii) le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation, sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair et s'imputera sur le plafond global de 395 millions d'euros visé au « 3. b. » de la dix-septième résolution de la présente Assemblée Générale ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation ;

- fixe** à vingt-six (26) mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente délégation, étant précisé qu'elle a pour effet de rendre caduque toute délégation de compétence conférée par une résolution de même nature adoptée antérieurement ;
- décide** que le prix d'émission des actions nouvelles ou des valeurs mobilières donnant accès au capital sera déterminé dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail et sera, conformément à l'article L. 3332-19 du Code du travail, au moins égal à 70 %, de la moyenne des cours cotés de l'action sur Euronext Paris lors des 20 séances de Bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la période de souscription à l'augmentation de capital réservée aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise, ou à 60 % de cette valeur lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L. 3332-25 et L. 3332-26 du code du travail est supérieure ou égale à dix ans (le « **Prix de Référence** ») ; toutefois, l'Assemblée Générale autorise expressément le Conseil d'administration, s'il le juge opportun, à réduire ou supprimer la décote susmentionnée, dans les limites légales et réglementaires, afin de tenir compte, notamment, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables localement ;
- autorise** le Conseil d'administration à attribuer, à titre gratuit, aux bénéficiaires ci-dessus indiqués, en complément des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à souscrire en numéraire, des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre ou déjà émises, à titre de substitution de tout ou partie de la décote par rapport au Prix de Référence et/ou d'abondement, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites légales ou réglementaires en application des articles L. 3332-18 et suivants et L. 3332-11 et suivants du Code du travail ;
- décide** de supprimer au profit des bénéficiaires ci-dessus indiqués le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières donnant accès au capital dont l'émission fait l'objet de la présente délégation, lesdits actionnaires renonçant par ailleurs, en cas d'attribution à titre gratuit aux bénéficiaires ci-dessus indiqués d'actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital, à tout droit aux dites actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital, y compris à la partie des réserves, bénéfices ou primes incorporées au capital, à raison de l'attribution gratuite desdits titres faite sur le fondement de la présente résolution ;

6. **autorise** le Conseil d'administration, dans les conditions de la présente délégation, à procéder à des cessions d'actions aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise telles que prévues par l'article L. 3332-24 du Code du travail, étant précisé que les cessions d'actions réalisées avec décote en faveur des adhérents à un plan ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise visés à la présente résolution s'imputeront à concurrence du montant nominal des actions ainsi cédées sur le montant des plafonds visés au paragraphe 1 ci-dessus ;

7. **donne tous pouvoirs** au Conseil d'administration pour mettre en œuvre la présente délégation, avec faculté de subdélégation, à l'effet de procéder aux émissions susvisées suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi, et notamment :

- d'arrêter dans les conditions légales la liste des sociétés pour lesquelles les adhérents d'un ou de plusieurs plans d'épargne d'entreprise pourront souscrire aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ainsi émises et bénéficier le cas échéant des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital attribuées gratuitement,
- de décider que les souscriptions pourront être réalisées directement par les bénéficiaires, adhérents à un plan d'épargne ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou autres structures ou entités permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables,
- de déterminer les conditions, notamment d'ancienneté, que devront remplir les bénéficiaires des augmentations de capital,
- d'arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions,
- de fixer les montants des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente délégation de compétence et d'arrêter notamment les prix d'émission, dates, délais, modalités et conditions de souscription, de libération, de délivrance et de jouissance des titres (même rétroactive), les règles de réduction applicables aux cas de sursouscription ainsi que les autres conditions et modalités des émissions, dans les limites légales ou réglementaires en vigueur,
- de déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividendes, réserves ou primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de

toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres (y compris en cas d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et fixer toute autre modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire),

- en cas d'attribution gratuite d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, de fixer la nature, les caractéristiques et le nombre d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, le nombre à attribuer à chaque bénéficiaire, et arrêter les dates, délais, modalités et conditions d'attribution de ces actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital dans les limites légales et réglementaires en vigueur et notamment choisir soit de substituer totalement ou partiellement l'attribution de ces actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital aux décotes par rapport au Prix de Référence prévues ci-dessus, soit d'imputer la contre-valeur de ces actions sur le montant total de l'abondement, soit de combiner ces deux possibilités,
- en cas d'émission d'actions nouvelles attribuées gratuitement, d'imputer, le cas échéant, sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission, les sommes nécessaires à la libération desdites actions,
- de constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions souscrites (après éventuelle réduction en cas de sursouscription),
- le cas échéant, d'imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital résultant de ces augmentations de capital,
- de conclure tous accords, d'accomplir directement ou indirectement par mandataire toutes opérations en ce compris procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital et aux modifications corrélatives des statuts et, d'une manière générale, de passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, de prendre toutes mesures et décisions et d'effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à l'admission aux négociations et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ou consécutives aux augmentations de capital réalisées.

RÉSOLUTION N° 27 : AUTORISATION À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'EFFET DE PROCÉDER À L'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS

Motifs des possibles utilisations de la résolution

Dans le cadre de la résolution n° 27, nous vous proposons de consentir à notre Conseil d'administration une nouvelle autorisation en vue d'attribuer gratuitement des actions à émettre ou existantes, au profit du personnel salarié de notre Groupe et de nos mandataires sociaux.

Durée

Valable pendant une durée de 38 mois à compter du jour de votre Assemblée Générale, cette autorisation aurait pour effet de remplacer celle conférée par la trente-deuxième résolution adoptée le 26 juillet 2019.

Modalités de mise en œuvre

En application de ce dispositif, notre Conseil d'administration disposerait de la compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre, au profit des bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires qu'il déterminerait parmi (i) les membres du personnel salarié de notre Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues aux articles L. 225-197-2 et L. 22-10-60 du Code de commerce et (ii) les mandataires sociaux de notre Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés et qui répondraient aux conditions visées aux articles L. 225-197-1, II et L. 22-10-59, III dudit Code. L'attribution des actions à leurs bénéficiaires serait définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée serait déterminée par notre Conseil d'administration, conformément aux dispositions légales applicables.

Notre Conseil d'administration pourrait fixer une condition de présence des bénéficiaires dans notre Groupe, et pourrait également imposer une obligation de conservation des actions. L'attribution définitive des actions attribuées à nos mandataires sociaux serait liée à la réalisation

de conditions de performance. En cas d'invalidité du bénéficiaire, l'attribution définitive des actions interviendrait immédiatement. En cas de décès du bénéficiaire, ses héritiers pourraient demander l'attribution définitive des actions dans un délai de six mois à compter du décès.

Les actions existantes pouvant être attribuées au titre de cette autorisation pourront être acquises par notre Société dans le cadre d'un programme de rachat d'actions conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce.

En cas d'attribution gratuite d'actions nouvelles, cette autorisation emporterait, au fur et à mesure de l'attribution définitive desdites actions, augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission au profit des bénéficiaires desdites actions. Corrélativement, nos actionnaires renonceraient à leur droit préférentiel de souscription sur ces actions nouvelles, au profit des bénéficiaires desdites actions.

Notre Conseil d'administration disposerait de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet de mettre en œuvre cette autorisation. En cas d'usage de cette autorisation, les rapports complémentaires légaux seraient établis respectivement par notre Conseil d'administration et nos Commissaires aux comptes, et présentés à l'occasion de votre prochaine Assemblée Générale.

Plafonds

Le nombre total des actions pouvant être attribuées gratuitement en vertu de cette autorisation ne pourrait pas excéder 5 % de notre capital social tel que constaté au jour de la décision d'attribution par le Conseil d'administration. Ce plafond serait fixé de façon autonome par rapport aux plafonds visés aux résolutions n° 17 à 26.

En outre, l'attribution gratuite d'actions aux mandataires sociaux ne devrait pas excéder 20 % des actions attribuées gratuitement en vertu de cette autorisation.

Vingt-septième résolution –

Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes :

- autorise** le Conseil d'administration, dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 à L. 225-197-5, L. 22-10-59 et L. 22-10-60 du Code de commerce, à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions ordinaires existantes ou à émettre de la Société, au profit des bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires qu'il déterminera parmi (i) les membres du personnel salarié de la Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2 dudit Code et (ii) les mandataires sociaux de la Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés et qui répondent aux conditions visées à l'article L. 225-197-1, II et L. 22-10-59, II dudit Code, dans les conditions définies ci-après ;
- décide** que le nombre total des actions ordinaires pouvant être attribuées gratuitement en vertu de la présente autorisation ne pourra pas excéder 5 % du capital social tel que constaté au jour de la décision d'attribution par le Conseil d'administration, étant précisé (i) que ce plafond est fixé de façon autonome par rapport aux plafonds visés aux dix-septième à vingt-sixième résolutions de la présente Assemblée Générale et (ii) que l'attribution gratuite d'actions ordinaires aux mandataires sociaux ne devra pas excéder 20 % des actions attribuées gratuitement en vertu de la présente autorisation ;

- décide** que l'attribution des actions ordinaires de la Société à leurs bénéficiaires sera définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera déterminée par le Conseil d'administration, étant précisé que la durée minimale sera celle fixée par les dispositions légales applicables au jour de la décision d'attribution ;
- décide** que le Conseil d'administration pourra fixer une condition de présence des bénéficiaires dans le Groupe ;
- décide** que le Conseil d'administration pourra également imposer une obligation de conservation des actions ordinaires de la Société par les bénéficiaires dont la durée ne pourra pas être inférieure à celle exigée par les dispositions légales applicables au jour de la décision d'attribution ; toutefois, cette obligation de conservation pourra être supprimée par le Conseil d'administration pour les actions ordinaires attribuées gratuitement dont la période d'acquisition aura été fixée à une durée d'au moins deux ans ;
- décide** que l'attribution définitive des actions ordinaires attribuées aux mandataires sociaux de la Société sera liée à la réalisation de conditions de performance qui seront déterminées par le Conseil d'administration ;
- prend acte** qu'en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale, l'attribution définitive des actions ordinaires intervient immédiatement et qu'en cas de décès du bénéficiaire, ses héritiers pourront demander l'attribution définitive des actions ordinaires dans un délai de six mois à compter du décès ;

8. **décide** que les actions ordinaires existantes pouvant être attribuées au titre de la présente résolution pourront être acquises par la Société dans le cadre d'un programme de rachat d'actions conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce ;
9. **constate** qu'en cas d'attribution gratuite d'actions ordinaires nouvelles, la présente autorisation emportera, au fur et à mesure de l'attribution définitive desdites actions ordinaires, augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission au profit des bénéficiaires desdites actions et renonciation corrélative des actionnaires au profit des bénéficiaires desdites actions ordinaires à leur droit préférentiel de souscription sur lesdites actions ordinaires ;
10. **donne tous pouvoirs**, dans les limites fixées ci-dessus, au Conseil d'administration avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation et notamment afin :
- de déterminer si les actions ordinaires attribuées gratuitement sont des actions ordinaires à émettre ou existantes,
 - de déterminer le nombre d'actions ordinaires attribuées à chacun des bénéficiaires qu'il aura déterminés,
 - de fixer les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions ordinaires, notamment la période d'acquisition minimale et, le cas échéant, la durée de conservation minimale,
 - d'augmenter, le cas échéant, le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou de primes d'émission pour procéder à l'émission d'actions ordinaires nouvelles attribuées gratuitement,
 - d'attribuer des actions ordinaires aux personnes mentionnées au premier alinéa du II de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce sous réserve des conditions prévues aux articles L. 22-10-59 et L. 22-10-60 dudit Code et s'agissant de ces actions ordinaires ainsi

attribuées, décider au choix (i) que les actions ordinaires octroyées gratuitement ne pourront être cédées par les intéressés avant la cessation de leurs fonctions, ou (ii) fixer la quantité d'actions ordinaires octroyées gratuitement qu'ils sont tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions,

- de prévoir, le cas échéant, la faculté de différer les dates d'attribution définitive des actions ordinaires et, pour la même durée, le terme de l'obligation de conservation desdites actions ordinaires (de sorte que la durée minimale de conservation soit inchangée),
 - de procéder, le cas échéant, aux ajustements du nombre d'actions ordinaires attribuées gratuitement nécessaires à l'effet de préserver les droits des bénéficiaires, en fonction des éventuelles opérations portant sur le capital ou les capitaux propres de la Société dans les circonstances prévues aux articles L. 225-181 et L. 228-99 du Code de Commerce. Il est précisé que les actions ordinaires attribuées en application de ces ajustements seront réputées attribuées le même jour que les actions ordinaires initialement attribuées,
 - de déterminer les dates et modalités des attributions et prendre généralement toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des attributions envisagées. Le Conseil d'administration pourra également mettre en œuvre toutes autres dispositions légales nouvelles qui interviendraient pendant la durée de la présente autorisation et dont l'application ne nécessiterait pas une décision expresse de l'Assemblée Générale ; et
11. **fixe** à trente-huit (38) mois à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation, étant précisé que la présente autorisation a pour effet de rendre caduque toute autorisation conférée par une résolution de même nature adoptée antérieurement.

RÉSOLUTION N° 28 :

ANNULATION D' ACTIONS AUTODÉTENUES (JUSQU'À UN MAXIMUM DE 10 %)

Motifs d'une éventuelle utilisation de la résolution

Aux termes de la résolution n° 28, afin de permettre la poursuite de l'ensemble des objectifs assignés au programme de rachat d'actions de notre Société, il est proposé à nos actionnaires de renouveler la résolution permettant à notre Société d'annuler ses actions propres autodétenues dans la limite de 10 % de son capital social, et de procéder à due concurrence aux réductions de capital social corrélatives.

Durée

L'autorisation conférée à notre Conseil d'administration aux termes de la résolution n° 23 adoptée le 23 septembre 2020 arrive à expiration au jour de votre Assemblée Générale.

Cette nouvelle autorisation serait donnée pour une période expirant au jour de l'Assemblée Générale qui sera appelée en 2022 à statuer sur les comptes de l'exercice en cours devant se clore le 31 mars 2022.

Modalités de mise en œuvre

Afin de permettre la poursuite de l'ensemble des objectifs assignés au programme de rachat d'actions de notre Société, nous vous proposons d'autoriser notre Conseil d'administration à réduire notre capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il apprécierait, par annulation de toute quantité d'actions propres acquises en vertu des autorisations données par votre Assemblée Générale.

Notre Conseil d'administration disposerait de tous pouvoirs, avec faculté de délégation, à l'effet d'accomplir tous actes, formalités, déclarations en vue d'annuler les actions et de rendre définitives les réductions de capital et, en conséquence, de modifier les statuts.

En cas d'usage de cette autorisation, les rapports complémentaires légaux seraient établis respectivement par notre Conseil d'administration et nos Commissaires aux comptes, et présentés à l'occasion de votre prochaine Assemblée Générale.

Plafonds

À la date de chaque annulation, le nombre total d'actions annulées par notre Société pendant la période de 24 mois précédant ladite annulation (y compris celles faisant l'objet de ladite annulation) ne pourrait dépasser 10 % de notre capital social à cette date.

Ce pourcentage s'appliquerait à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à votre Assemblée Générale.

Vingt-huitième résolution –**Autorisation à donner au Conseil d'administration d'annuler, le cas échéant, les actions propres autodétenues par la Société, jusqu'à un maximum de 10 %**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants et L. 225-213 du Code de commerce, à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par annulation de toute quantité d'actions ordinaires propres de la Société acquises en vertu des autorisations données par l'Assemblée Générale.

À la date de chaque annulation, le nombre maximum d'actions ordinaires annulées par la Société pendant la période de vingt-quatre mois précédant ladite annulation, y compris les actions faisant l'objet de ladite annulation, ne pourra excéder 10 % des actions ordinaires composant le capital de la Société à cette date ; étant précisé que cette limite s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, pour réaliser la ou les opérations d'annulation et de réduction de capital qui pourraient être réalisées en vertu de la présente autorisation, imputer sur les primes et réserves disponibles de son choix la différence entre la valeur de rachat des actions ordinaires annulées et la valeur nominale, affecter la fraction de la réserve légale devenue disponible en conséquence de la réduction de capital, et modifier en conséquence les statuts et accomplir toutes formalités.

La présente autorisation prend effet à l'issue de la présente Assemblée et expirera au jour de l'Assemblée Générale qui sera appelée en 2022 à statuer sur les comptes de l'exercice en cours devant se clore le 31 mars 2022, étant précisé que la présente autorisation a pour effet de rendre caduque toute autorisation conférée par une résolution de même nature adoptée antérieurement.

Elle est donnée au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, à l'effet d'accomplir tous actes, formalités, déclarations en vue d'annuler les actions et de rendre définitives les réductions de capital et, en conséquence, de modifier les statuts.

**RÉSOLUTION N° 29 :
ADOPTION D'UNE RAISON D'ÊTRE DE LA SOCIÉTÉ**

Aux termes de la résolution n° 29, il vous est proposé, conformément à la faculté offerte par l'article 1835 du Code civil, d'insérer dans les statuts de la Société une raison d'être, constituée des principes dont la Société se doterait et pour le respect desquels elle entendrait affecter des moyens dans la réalisation de son activité.

Dans la continuité de notre plan stratégique, qui place désormais le développement durable au nombre des quatre enjeux majeurs de la société, nous avons travaillé depuis le début de l'année 2021 à la définition d'une raison d'être qui décrive au mieux notre contribution dans la chaîne de valeur et pour l'ensemble de nos parties prenantes, internes et externes, en intégrant la dimension environnementale et sociétale, tant au travers de nos produits que comme acteurs-trices de notre chaîne de valeur.

Accompagné-es de consultant-es familièr-es de cet exercice à une échelle internationale, nous nous sommes appuyé-es sur les contributions de nos parties prenantes, clients, partenaires, actionnaires, membres de notre conseil d'administration, dirigeant-es et salarié-es, recueillies au cours d'entretiens qualitatifs conduits par nos consultant-es et sur un important travail de recueil de données propres à la société, à notre secteur d'activité, ainsi qu'à des démarches inspirantes en matière de raison d'être. Notre objectif est que cette raison d'être, si elle était adoptée, constitue un message de référence à la fois en

interne pour nous guider et expliquer nos actions et nos choix à l'aune de cet engagement.

Au terme de ce travail préliminaire, un projet de raison d'être a émergé à la faveur d'une journée de co-construction à l'échelle du Comité exécutif et d'une session de travail avec le Comité des rémunérations, en charge des enjeux environnementaux et sociétaux, dont la version finale suivante a été approuvée par le Conseil d'administration le 9 juin 2021 aux fins de soumettre son inscription aux statuts de la société à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 juillet 2021.

Nous vous proposons d'adopter la raison d'être suivante qui figurerait dans un nouvel article préliminaire des statuts de la Société :

« Nous sommes le terreau innovant de technologies intelligentes et économes en énergie, qui transforment durablement nos vies quotidiennes ».

Le choix des mots fait référence à la fois aux substrats eux-mêmes, à l'importance de notre ancrage territorial et à notre place singulière dans la chaîne de valeur, à son origine et à notre capacité de permettre à la fois les avancées technologiques de nos clients et de veiller à leur sobriété énergétique. Cette raison d'être a pour vocation d'inspirer également chacun des engagements que nous allons prendre en matière de lutte contre le changement climatique et dans le cadre de nos politiques sociales.

Vingt-neuvième résolution –**Ajout d'un article préliminaire avant l'article 1 des statuts de la Société à l'effet d'adopter une raison d'être de la Société**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide d'ajouter avant l'article 1 des statuts de la Société un article préliminaire rédigé comme suit, afin d'adopter, en application des dispositions de l'article 1835 du Code civil, une raison d'être de la Société :

« Article Préliminaire – Raison d'être

La raison d'être de la Société est : « nous sommes le terreau innovant de technologies intelligentes et économes en énergie, qui transforment durablement nos vies quotidiennes ».

RÉSOLUTIONS N° 30 À 34 : MODIFICATIONS STATUTAIRES LIÉES AUX ÉVOLUTIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES

Aux termes des résolutions n° 30 à 34, il vous est proposé de modifier les articles suivants des statuts de notre Société afin d'harmoniser leur rédaction avec celle des dispositions légales applicables, ayant pour certaines fait l'objet d'évolutions législatives ou réglementaires récentes :

- l'article 7, pour refléter la nouvelle rédaction de l'article L. 228-2 du Code de commerce relatif à l'identification des porteurs de titres de la Société ;
- l'article 16, pour refléter la nouvelle rédaction de l'article L. 225-35 du Code de commerce concernant le rôle du Conseil d'administration ;
- les articles 12.4 et 18, afin de remplacer la référence au terme « jetons de présence » par la nouvelle terminologie visée par l'article L. 225-45

du Code de commerce et d'harmoniser la rédaction de ces articles avec celles des dispositions légales applicables en matière de rémunération des membres du Conseil d'administration ;

- l'article 19, pour refléter la nouvelle rédaction de l'article L. 225-40 du Code de commerce relatif à la procédure d'autorisation et d'approbation des conventions réglementées ; et
- les articles 21.3, 23 et 24 des statuts pour refléter la nouvelle rédaction des articles L. 225-96 et L. 225-98 du même code s'agissant du mode de calcul de la majorité pour l'adoption des décisions par les actionnaires d'une société anonyme.

Trentième résolution –

Modification de l'article 7 des statuts de la Société, liée aux évolutions législatives et réglementaires relatives à l'identification des porteurs de titres

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, **décide** de modifier l'article 7 des statuts de la Société comme suit, afin de tenir compte de la nouvelle rédaction de l'article L. 228-2 du Code de commerce relatif à l'identification des porteurs de titres :

Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
<p>Article 7 – FORME DES ACTIONS</p> <p>« [...] Conformément à l'article L. 228-2 du Code de commerce, la Société est en droit de demander à tout moment, en vue de l'identification des détenteurs de titres au porteur, contre rémunération à sa charge, au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission de ses titres, le nom ou, s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, la nationalité et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres Assemblées d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés. La Société pourra mettre en œuvre les dispositions du II. de l'article L. 228-2 du Code de commerce. »</p>	<p>Article 7 – FORME DES ACTIONS</p> <p>« [...] La Société ou son mandataire peut à tout moment procéder à l'identification des propriétaires d'actions ou de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires dans les conditions prévues par la réglementation. »</p>

Le reste de l'article 7 demeure inchangé.

Trente-et-unième résolution –

Modification de l'article 16 des statuts de la Société, liée aux évolutions législatives et réglementaires relatives au rôle du Conseil d'administration

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, **décide** de modifier l'article 16 des statuts de la Société comme suit, afin de tenir compte de la nouvelle rédaction de l'article L. 225-35 du Code de commerce concernant le rôle du Conseil d'administration :

Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
<p>ARTICLE 16 – POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</p> <p>« 1 – Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle les affaires qui la concernent. À cet effet, le Président représente le Conseil d'administration ; en outre, celui-ci peut consentir à tous mandataires de son choix des délégations de pouvoirs. [...] »</p>	<p>ARTICLE 16 – POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</p> <p>« 1 – Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle les affaires qui la concernent. À cet effet, le Président représente le Conseil d'administration ; en outre, celui-ci peut consentir à tous mandataires de son choix des délégations de pouvoirs. [...] »</p>

Le reste de l'article 16 demeure inchangé.

Trente-deuxième résolution –**Modification des articles 12.4 et 18 des statuts de la Société, liée aux évolutions législatives et réglementaires en matière de rémunération des membres du Conseil d'administration**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, **décide** de modifier les articles 12.4 et 18 des statuts de la Société comme suit, afin de remplacer la référence au terme « jetons de présence » par la nouvelle terminologie visée par l'article L. 225-45 du Code de commerce et d'harmoniser la rédaction de ces articles avec celles des dispositions légales applicables en matière de rémunération des membres du Conseil d'administration :

Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
ARTICLE 12 – CONSEIL D'ADMINISTRATION « [...] 4 – Censeur [...] Il perçoit des jetons de présence dans les mêmes conditions que les administrateurs si le Conseil d'administration le décide. »	ARTICLE 12 – CONSEIL D'ADMINISTRATION « [...] 4 – Censeur [...] Il perçoit une rémunération dans les mêmes conditions que les administrateurs si le Conseil d'administration le décide. »

Le reste de l'article 12 demeure inchangé.

Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
Article 18 – RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRÉSIDENT, DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION « 1 – L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs et au censeur, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle, à titre de jetons de présence. Le Conseil d'administration décide du versement ou non de jetons de présence au censeur et répartit cette rémunération librement entre ses membres. Lorsque le Conseil d'administration n'est pas composé conformément au premier alinéa de l'article L. 225-18-1 du Code de commerce, le versement de la rémunération prévue au paragraphe qui précède est suspendu. Le versement est rétabli lorsque la composition du Conseil d'administration devient régulière, incluant l'arriéré depuis la suspension. 2 – La rémunération du Président du Conseil d'administration et celle du Directeur général et, le cas échéant, du ou des Directeur(s) Général(aux) Délégué(s), est déterminée par le Conseil d'administration dans les conditions de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle. 3 – Il peut être alloué par le Conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations portées aux charges d'exploitation sont soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire dans les conditions prévues à l'article 23 des statuts. 4 – Sous réserve des articles L. 225-21-1, L. 225-22, L. 225-23, L. 225-27 et L. 225-27-1 du Code de commerce, les administrateurs ne peuvent recevoir de la société aucune rémunération, permanente ou non, autre que celles prévues aux articles L. 225-45, L. 225-46, L. 225-47 et L. 225-53 dudit Code. »	Article 18 – RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRÉSIDENT, DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION « 1 – L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs et au censeur, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle. Le Conseil d'administration décide du versement ou non d'une rémunération au censeur et répartit cette rémunération librement entre ses membres. Lorsque le Conseil d'administration n'est pas composé conformément au premier alinéa de l'article L. 225-18-1 du Code de commerce, le versement de la rémunération prévue au paragraphe qui précède est suspendu. Le versement est rétabli lorsque la composition du Conseil d'administration devient régulière, incluant l'arriéré depuis la suspension. 2 – La rémunération du Président du Conseil d'administration et celle du Directeur général et, le cas échéant, du ou des Directeur(s) Général(aux) Délégué(s), est déterminée par le Conseil d'administration conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables . 3 – Dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables , il peut être alloué par le Conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations portées aux charges d'exploitation sont soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire dans les conditions prévues à l'article 23 des statuts. »

Trente-troisième résolution –**Modification de l'article 19 des statuts de la Société, liée aux évolutions législatives et réglementaires relatives à la procédure des conventions réglementées**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, **décide** de modifier l'article 19 des statuts de la Société comme suit, afin de tenir compte particulièrement de la nouvelle rédaction de l'article L. 225-40 du Code de commerce relatif à la procédure d'autorisation et d'approbation des conventions réglementées :

Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
Article 19 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET UN ADMINISTRATEUR, LE DIRECTEUR GÉNÉRAL, UN DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ OU UN ACTIONNAIRE DISPOSANT DE PLUS DE 10 % DES DROITS DE VOTE « [...] Conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce, l'intéressé est tenu d'informer le Conseil d'administration, dès qu'il a connaissance d'une convention à laquelle l'article L. 225-38 du Code de commerce est applicable. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée. Le Président du Conseil d'administration donne avis aux Commissaires aux comptes de toutes les conventions autorisées et conclues et soumet celles-ci à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire. Les Commissaires aux comptes présentent, sur ces conventions, un rapport spécial à l'Assemblée Générale Ordinaire, qui statue sur ce rapport. L'intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité. »	Article 19 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET UN ADMINISTRATEUR, LE Directeur-général, UN Directeur-général DÉLÉGUÉ OU UN ACTIONNAIRE DISPOSANT DE PLUS DE 10 % DES DROITS DE VOTE RÉGLEMENTÉES « [...] Conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce, la personne directement ou indirectement intéressée est tenue d'informer le Conseil d'administration, dès qu'elle a connaissance d'une convention à laquelle l'article L. 225-38 du Code de commerce est applicable. Elle ne peut prendre part ni aux délibérations ni au vote sur l'autorisation sollicitée. Le Président du Conseil d'administration donne avis aux Commissaires aux comptes de toutes les conventions autorisées et conclues et soumet celles-ci à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire. Les Commissaires aux comptes présentent, sur ces conventions, un rapport spécial à l'Assemblée Générale Ordinaire, qui statue sur ce rapport. La personne directement ou indirectement intéressée ne peut pas prendre part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité. »

Le reste de l'article 19 demeure inchangé.

Trente-quatrième résolution –**Modification des articles 21.3, 23 et 24 des statuts de la Société, liée aux évolutions législatives et réglementaires relatives au calcul de la majorité pour l'adoption des décisions**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, **décide** de modifier les articles 21.3, 23 et 24 des statuts de la Société comme suit, afin de tenir compte de la nouvelle rédaction des articles L. 225-96 et L. 225-98 du Code de commerce s'agissant du mode de calcul de la majorité pour l'adoption des décisions par les actionnaires d'une société anonyme :

Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
<p>Article 21 – RÉUNION DES ASSEMBLÉES « [...] » 3- [...] » Le Conseil d'administration peut décider que le vote qui intervient pendant l'Assemblée peut être exprimé par télétransmission ou par visioconférence dans les conditions fixées par la réglementation. Cette possibilité devra être mentionnée dans la convocation. [...] »</p>	<p>Article 21 – RÉUNION DES ASSEMBLÉES « [...] » 3- [...] » Le Conseil d'administration peut décider que le vote qui intervient pendant l'Assemblée peut être exprimé par télétransmission ou par visioconférence dans les conditions fixées par la réglementation, étant précisé que seront alors réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par ces moyens. Cette possibilité devra être mentionnée dans la convocation. [...] »</p>

Le reste de l'article 21 demeure inchangé.

Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
<p>Article 23 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE « [...] » Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance. »</p>	<p>Article 23 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE « [...] » Elle statue à la majorité des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul. »</p>

Le reste de l'article 23 demeure inchangé.

Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
<p>Article 24 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE « [...] » L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, ou par télétransmission ou visioconférence, sauf dérogation légale. »</p>	<p>Article 24 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE « [...] » L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul. »</p>

Le reste de l'article 24 demeure inchangé.

**RÉSOLUTION N° 35 :
POUVOIRS**

La résolution n° 35 vise à donner tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de notre Assemblée Générale afin d'accomplir toutes les formalités requises par la loi et/ou les règlements en vigueur.

Trente-cinquième résolution –**Pouvoirs pour formalités**

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour effectuer tous dépôts et formalités où besoin sera.

8.2.4 Tableau récapitulatif des délégations et autorisations sollicitées à l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021

Motif de la résolution Numéro de la résolution	Plafonds	Pourcentage du capital Valeur boursière ****	Durée de l'autorisation (date d'expiration)
1. RÉSOLUTION DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE			
Programme de rachat d'actions de la Société <i>Résolution n° 16</i>	5 % du capital social Maximum 220 € par action	5 % du capital social *** 1 668 261 actions ** Montant maximum global alloué au programme : 367 017 420 €	AG d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022 et 18 mois au plus tard
2. RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE			
2.1 Résolutions imputables sur les plafonds globaux de 32,5 millions d'euros de nominal en capital ⁽¹⁾ et de 395 millions d'euros de nominal en titres de créances ⁽²⁾			
Augmentation de capital toutes valeurs mobilières confondues avec DPS <i>Résolution n° 17</i>	En capital * = 32,5 M€ En titres de créance ** = 395 M€	~ 48,70 % du capital social ** 16 248 863 actions ** ~ 2 843 550 000 € de valeur boursière ****	26 mois (27/09/2023)
Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation serait admise <i>Résolution n° 24</i>	Dans la limite (i) du montant des comptes de réserves, primes ou bénéfices et (ii) d'un montant de 32,5 M€ (de valeur comptable)	~ 48,70 % du capital social ** 16 248 863 actions (à émettre au pair sans prime d'émission)	26 mois (27/09/2023)
Augmentation de capital par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérent-es de plans d'épargne d'entreprise, avec suppression du DPS <i>Résolution n° 26</i>	En capital * = 700 000 € et dans la limite de 350 000 actions	~ 1,05 % du capital social ** ~ 61 310 000 € de valeur boursière ***	26 mois (27/09/2023)
2.2 Résolutions imputables à la fois sur le sous-plafond global de 6,5 M€ de nominal en capital ⁽³⁾, et sur les plafonds globaux de 32,5 M€ en capital ⁽¹⁾ et de 395 M€ en titres de créance ⁽²⁾			
Augmentation de capital toutes valeurs mobilières confondues sans DPS – offres au public <i>Résolution n° 18</i>	En capital * = 6,5 M€ En titres de créance ** = 395 M€	~ 9,74 % du capital social ** 3 249 772 actions ** ~ 568 710 000 € de valeur boursière ****	26 mois (27/09/2023)
Augmentation de capital toutes valeurs mobilières confondues sans DPS – offres visées au I° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier <i>Résolution n° 19</i>	En capital * = 6,5 M€ En titres de créance ** = 395 M€	~ 9,74 % du capital social ** 3 249 772 actions ** ~ 568 710 000 € de valeur boursière ****	26 mois (27/09/2023)
Augmentation de capital toutes valeurs mobilières confondues sans DPS – réservée à catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées <i>Résolution n° 20</i>	En capital * = 6,5 M€ En titres de créance ** = 395 M€	~ 9,74 % du capital social ** 3 249 772 actions ** ~ 568 710 000 € de valeur boursière ****	18 mois (27/01/2023)
Augmentation de capital en rémunération d'apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital <i>Résolution n° 23</i>	En capital * = 6,5 M€ (et dans la limite de 10 % du capital social) En titres de créance ** = 395 M€	~ 9,74 % du capital social ** 3 249 772 actions ** ~ 568 710 000 € de valeur boursière ****	26 mois (27/09/2023)
Augmentation du capital social en rémunération d'apports de titres effectués dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par notre Société <i>Résolution n° 25</i>	En capital * = 6,5 M€ En titres de créance ** = 395 M€	~ 9,74 % du capital social ** 3 249 772 actions ** ~ 568 710 000 € de valeur boursière ****	26 mois (27/09/2023)
2.3 Résolutions entrant dans des plafonds déterminés par référence à ceux fixés par les résolutions utilisées pour les émissions initiales			
Augmentation du nombre de titres à émettre avec ou sans DPS en cas de demandes excédentaires (<i>Greenshoe</i>) <i>Résolution n° 21</i>	Dans la limite : (i) de 15 % de l'émission initiale, et (ii) du (ou des) plafond(s) prévu(s) dans la résolution utilisée pour l'émission initiale	-	26 mois (27/09/2023)

Motif de la résolution Numéro de la résolution	Plafonds	Pourcentage du capital Valeur boursière ****	Durée de l'autorisation (date d'expiration)
Augmentation de capital toutes valeurs mobilières confondues sans DPS – modalités dérogatoires de fixation du prix d'émission (prix libre) <i>Résolution n° 22</i>	Dans la limite : (i) de 10 % du capital social par période de 12 mois, et (ii) du (ou des) plafond(s) prévu(s) dans la résolution utilisée pour l'émission initiale	-	26 mois (27/09/2023)
2.4 Résolutions soumises à des plafonds autonomes			
Attribution gratuite d'actions au personnel salarié et aux mandataires sociaux sans DPS <i>Résolution n° 27</i>	5 % du capital social tel que constaté à la date d'attribution par le CA. L'attribution aux mandataires sociaux ne doit pas excéder 20 % du montant global octroyé	1 668 261 actions ** ~ 291 945 000 € de valeur boursière ****	38 mois (27/09/2024)
Annulation d'actions acquises en vertu des autorisations de rachat des actions propres de la Société <i>Résolution n° 28</i>	10 % du capital social sur une période de 24 mois	N/A	12 mois (AG d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022)

(1) Plafond global de 32,5 M€ de nominal, commun à l'ensemble des opérations d'augmentation de capital qui pourraient résulter de la mise en œuvre des résolutions n° 17 à 26 de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021. À ce plafond de 32,5 M€ s'ajoute le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement en supplément pour préserver les droits des porteurs donnant accès au capital de notre Société.

(2) Plafond global de 395 M€ de nominal, commun à l'ensemble des émissions de titres décrits à la note (**) ci-dessous qui pourraient résulter de la mise en œuvre des résolutions n° 17 à 26 de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021 (à l'exception de la résolution n° 24). Le cas échéant, ce montant sera majoré de toute prime de remboursement au-dessus du pair.

(3) Sous-plafond global de 6,5 M€ de nominal, commun à l'ensemble des opérations d'augmentation de capital entraînant la suppression du droit préférentiel de souscription qui pourraient résulter de la mise en œuvre des résolutions n° 18 à 25 de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021 (à l'exception de la résolution n° 24). À ce sous-plafond de 6,5 M€ s'ajoute le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement en supplément pour préserver les droits des porteurs donnant accès au capital de notre Société. Ce sous-plafond global de 6 M€ s'impute sur le plafond global de 32,5 M€ décrit à la note (1) ci-dessus.

* Actions.

** Valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de notre Société.

*** Sur la base de notre capital social au 10 juin 2021 s'élevant à 66 730 446,00 €.

**** Valeur boursière indicative ne tenant compte d'aucune décote sur le prix des actions et basée sur le cours de Bourse de notre action ordinaire s'élevant à 175,00 euros à la clôture du 9 juin 2021.

8.3 Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

A l'Assemblée Générale de la société Soitec,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), société contrôlant l'un des actionnaires de votre société disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % (en l'espèce, CEA Investissement)

a) Nature et objet

Le 27 juillet 2018, sur autorisation du conseil d'administration en date du 14 décembre 2017, votre société a signé avec le CEA un accord cadre de collaboration de recherche et de développement pluriannuel. Son objet est de fixer les modalités d'exécution des travaux de recherche et développement en collaboration entre le CEA et la société. Il avait été conclu avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2018 et pour une durée de cinq années, soit jusqu'au 31 décembre 2022.

Modalités

Au titre de l'accord, le CEA a facturé à votre société la somme de EUR 3 733 000 au cours de l'exercice 2020-2021.

b) Nature et objet

Le 27 juillet 2018, sur autorisation du conseil d'administration en date du 14 décembre 2017, votre société a signé avec le CEA un accord de licence de brevets et de communication de savoir-faire pour la fabrication et la vente de substrats. Son objet est de fixer les modalités d'exploitation de brevets et de connaissances. Il avait été conclu avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2017 et expirera au plus tard le 31 décembre 2027 ou à la date d'expiration du dernier brevet ou de la dernière connaissance objet de cet accord.

Modalités

Au titre de l'accord, le CEA a facturé à votre société la somme de EUR 10 697 662,03 au cours de l'exercice 2020-2021.

Avec la société Shanghai Simgui CO. Ltd (Simgui)

Personnes concernées

MM. Nabeel Gareeb et Weidong (Leo) Ren, administrateurs.

a) Nature et objet

Le 27 décembre 2018, sur autorisation du conseil d'administration en date du 28 novembre 2018, votre société a signé avec la société Simgui un avenant à un accord de licence et de transfert de technologie (« Amended and restated license and technology transfer agreement »). Son objet est de permettre à la société Simgui, dans le cadre d'une augmentation de capacité de production de plaques de SOI de 200 mm, de fabriquer en Chine et de vendre exclusivement à votre société ces produits pour le marché mondial en utilisant la technologie Smart Cut™ de votre société. Il a été conclu avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2019, et pour une durée de six années, soit jusqu'au 26 décembre 2024.

Modalités

Au titre de l'accord, votre société n'a pas été facturée par la société Simgui au cours de l'exercice 2020-2021.

b) Nature et objet

Le 27 décembre 2018, sur autorisation du conseil d'administration en date du 28 novembre 2018, votre société a signé avec la société Simgui un avenant à un contrat de fourniture de plaques de SOI (« Amended and restated SOI supply agreement »). Son objet est la fourniture de plaques de SOI fabriquées par la société Simgui à votre société conformément aux termes de l'accord de licence et de transfert de technologie visé ci-dessus. Il a été conclu avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2019, et pour une durée de six années, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

Modalités

Au titre de l'accord, la société Simgui a facturé à votre société la somme de USD 51 845 684 au cours de l'exercice 2020-2021.

c) Nature et objet

Le 27 décembre 2018, sur autorisation du conseil d'administration en date du 28 novembre 2018, votre société a signé avec la société Simgui un avenant à un contrat de fourniture de matières premières (« Amended and restated bulk supply agreement »). Son objet est la fourniture par votre société à la société Simgui de matières premières pour la fabrication de plaques de SOI selon les termes de l'accord de licence et de transfert de technologie visé ci-dessus. Il a été conclu avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2019, et pour une durée de six années, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

Modalités

Au titre de l'accord, votre société a facturé à la société Simgui la somme de USD 23 174 751,50 au cours de l'exercice 2020-2021.

Avec les sociétés Bpifrance Participations, CEA Investissement et National Silicon Industry Group/NSIG Sunrise S.A.R.L, actionnaires de votre société

L'exécution du pacte d'actionnaires conclu en date du 7 mars 2016 entre votre société et ses trois actionnaires de référence, à savoir les sociétés Bpifrance Participations, CEA Investissement et National Silicon Industry Group/NSIG Sunrise S.à.r.l., préalablement autorisé par le conseil d'administration en date du 3 mars 2016, s'est poursuivie pendant toute la durée de l'exercice.

Nous vous précisons que la reconduction de ce pacte d'actionnaires, portant principalement sur la gouvernance de votre société, est justifiée dans la mesure où chacun des trois actionnaires de référence a conservé sa participation dans le capital social de la société tout au long de l'exercice clos le 31 mars 2021. Nous vous précisons également que suite au franchissement en baisse du seuil de 10% du capital social de notre société par CEA Investissement, ce dernier ne compte plus qu'un représentant au Conseil d'administration.

Paris-La Défense et Lyon, le 1^{er} juillet 2021

Les Commissaires aux comptes

KPMG SA
Jacques Pierre

Stéphane Devin

Ernst & Young Audit
Nicolas Sabran

8.4 Conditions de réunion, de convocation et d'admission à nos Assemblées Générales

8.4.1 Modalités de participation des actionnaires à l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021

Le Conseil d'administration du 9 juin 2021 a décidé de convoquer les actionnaires de la Société à une Assemblée Générale des actionnaires devant se tenir le 28 juillet 2021, au Centre de Conférences Capital 8, sis au 32 rue Monceau, 75008 Paris, France.

Les actionnaires sont informé-es des modalités de tenue de cette Assemblée ainsi que des modalités de vote aux termes de l'avis de réunion qui sera publié dans les délais réglementaires.

8.4.2 Convocation et réunion de nos Assemblées Générales

Les articles 21 à 25 des statuts de notre Société régissent nos réunions d'Assemblées Générales.

Nos Assemblées Générales sont convoquées par notre Conseil d'administration, selon les modalités prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Nos Assemblées sont présidées par notre Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par un membre de notre Conseil d'administration spécialement délégué à cet effet par le Conseil. À défaut, l'Assemblée élit elle-même son ou sa Président-e.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'Assemblée qui disposent du plus grand nombre de voix, présents et acceptants. Le bureau désigne le ou la secrétaire, pouvant être choisi-e en dehors des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence dans les conditions prévues par la loi.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'Assemblée sont valablement certifiés par notre Président du Conseil d'administration, par l'un de nos administrateurs exerçant les fonctions de Directeur général ou par le ou la secrétaire de l'Assemblée.

Notre mandataire en charge de la tenue de nos titres et de l'organisation de nos Assemblées Générales est : CACEIS CORPORATE TRUST (ci-après « CACEIS »).

8.4.3 Documents mis à la disposition de nos actionnaires

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, tous les documents qui doivent être communiqués dans le cadre de nos Assemblées Générales sont tenus à la disposition de nos actionnaires au siège social.

Conformément à l'article R. 225-88 du Code de commerce, nos actionnaires peuvent également se procurer, sur demande au plus tard jusqu'à cinq jours avant la date de l'Assemblée Générale, les documents prévus aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce, ainsi que le document unique de vote par correspondance ou par procuration.

La demande peut être formulée par courrier postal adressé à notre siège social à l'attention de la Direction juridique, ou par courrier électronique à l'adresse dédiée à nos Assemblées Générales (shareholders-gm@soitec.com), ou encore par courrier postal adressé à CACEIS.

Les informations et documents visés à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce sont mis à disposition de nos actionnaires sur notre site internet (www.soitec.com), à la rubrique Entreprise – Investisseurs – Informations actionnaires – Assemblées Générales, dans le délai légal d'au moins 21 jours avant l'Assemblée.

8.4.4 Questions écrites

Conformément à l'article R. 225-84 du Code de commerce, chaque actionnaire a la faculté de poser des questions par écrit jusqu'au quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale.

Les questions doivent être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée à notre siège social à l'attention de la Direction juridique, ou par courrier électronique à l'adresse dédiée à nos Assemblées Générales (shareholders-gm@soitec.com).

Pour être prises en compte, les questions doivent impérativement être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Une réponse commune peut être apportée à ces questions dès lors qu'elles présentent le même contenu.

La réponse à une question écrite est réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figure sur notre site internet (www.soitec.com), à la rubrique Entreprise – Investisseurs – Informations actionnaires – Assemblées Générales.

8.4.5 Formalités préalables à effectuer pour participer et voter à nos Assemblées Générales

Chaque actionnaire, quel que soit le nombre d'actions détenues, a le droit de participer à nos Assemblées Générales dans les conditions légales et réglementaires en vigueur :

- soit en y assistant personnellement ;
- soit en s'y faisant représenter ;
- soit en votant par correspondance ;
- soit en donnant pouvoir au Président de l'Assemblée Générale.

Conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer aux Assemblées Générales par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte (en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce), au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, (i) soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par CACEIS, (ii) soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier :

- pour l'actionnaire au nominatif : cette inscription, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, dans les comptes de titres nominatifs, est suffisante pour lui permettre de participer à nos Assemblées Générales ;
- pour l'actionnaire au porteur : conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, l'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par les intermédiaires habilités est constatée par une attestation de participation délivrée par ces derniers, qui doit être mise en annexe : (i) du formulaire de vote à distance, ou (ii) de la procuration de vote, ou (iii) de la demande de carte d'admission ; établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit. Une attestation est également délivrée à l'actionnaire au porteur souhaitant participer physiquement à nos Assemblées Générales et qui n'a pas reçu sa carte d'admission au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris.

8.4.6 Modes de participation à nos Assemblées Générales

Nos actionnaires désirant assister personnellement à nos Assemblées Générales peuvent demander une carte d'admission de la façon suivante :

- pour l'actionnaire au nominatif : chaque actionnaire au nominatif reçoit automatiquement le formulaire de vote, joint à l'avis de convocation, qui doit être complété en indiquant son souhait de participer à l'Assemblée Générale et d'obtenir une carte d'admission, puis être renvoyé signé, à l'aide de l'enveloppe réponse prépayée jointe à la convocation. Chaque actionnaire au nominatif peut également se présenter le jour de l'Assemblée Générale directement au guichet spécialement prévu à cet effet muni-e d'une pièce d'identité ;
- pour l'actionnaire au porteur : chaque actionnaire au porteur doit demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres qu'une carte d'admission lui soit adressée.

Nos actionnaires n'assistant pas personnellement aux Assemblées Générales peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- voter par correspondance ;
- donner pouvoir au Président de l'Assemblée Générale ;
- donner pouvoir à l'un de nos autres actionnaires, à leur conjoint ou à leur partenaire avec lequel ils ont conclu un pacte civil de solidarité ou à toute autre personne physique ou morale de leur choix, conformément à l'article L. 225-106 du Code de commerce.

Pour l'exercice de l'une des trois formules exposées ci-dessus, nos actionnaires doivent procéder aux formalités suivantes :

- pour l'actionnaire au nominatif : chaque actionnaire au nominatif doit renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, qui lui sera adressé avec la convocation, à l'aide de l'enveloppe-réponse prépayée jointe à la convocation ;
- pour l'actionnaire au porteur : chaque actionnaire au porteur doit demander le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration auprès de l'intermédiaire habilité qui gère son compte titres ou auprès de notre Société (par courrier postal adressé à notre siège social à l'attention de la Direction juridique ou par courrier électronique à l'adresse dédiée à nos Assemblées Générales, shareholders-gm@soitec.com). Conformément à l'article R. 225-75 du Code de commerce, cette demande devra être parvenue au plus tard six jours avant la date de l'Assemblée Générale. Le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration devra être accompagné d'une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire financier. Il devra être dûment complété et signé par notre actionnaire, puis renvoyé par l'intermédiaire financier à CACEIS.

En aucun cas l'actionnaire ne peut retourner à la fois la formule de procuration et le formulaire de vote par correspondance. Si toutefois le cas se présentait, la formule de procuration serait prise en considération, sous

réserve des votes exprimés dans le formulaire de vote par correspondance, conformément aux dispositions de l'alinéa 8 de l'article R. 225-81 du Code de commerce.

Pour être pris en compte, le formulaire unique de vote par correspondance doit être réceptionné par CACEIS quatre jours ouvrés au moins avant la tenue de l'Assemblée Générale.

Les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie papier doivent quant à elles être réceptionnées par CACEIS quatre jours calendaires au moins avant la tenue de l'Assemblée Générale.

Le mandat donné pour une Assemblée Générale vaut pour les éventuelles Assemblées successives qui seraient convoquées avec le même ordre du jour et est révocable dans les mêmes formes que celles requises pour la désignation du mandataire.

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

- pour l'actionnaire au nominatif pur : notre actionnaire doit envoyer un e-mail revêtu d'une signature électronique, obtenue par ses soins auprès d'un tiers certificateur habilité dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, à l'adresse électronique dédiée à nos Assemblées Générales (shareholders-gm@soitec.com). Cet e-mail doit obligatoirement contenir les informations suivantes : Assemblée Générale de Soitec, date de l'Assemblée, nom, prénom, adresse et identifiant CACEIS, ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire désigné ou révoqué. Notre actionnaire doit obligatoirement confirmer sa demande par écrit auprès de CACEIS ;
- pour l'actionnaire au nominatif administré ou au porteur : notre actionnaire doit envoyer un e-mail revêtu d'une signature électronique, obtenue par ses soins auprès d'un certificateur habilité dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, à l'adresse électronique dédiée à nos Assemblées Générales (shareholders-gm@soitec.com). Cet e-mail devra obligatoirement contenir les informations suivantes : Assemblée Générale de Soitec, date de l'Assemblée, nom, prénom, adresse, références bancaires complètes ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire désigné ou révoqué. Notre actionnaire doit obligatoirement demander à son intermédiaire financier qui assure la gestion de son compte titres d'envoyer une confirmation écrite à CACEIS.

Afin que les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations doivent être réceptionnées par CACEIS au plus tard la veille de l'Assemblée Générale à 15 h 00, heure de Paris.

8.4.7 Informations complémentaires

Chaque actionnaire peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris, nous invaliderons ou modifierons en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. À cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte nous notifie la cession ou la notifie à CACEIS, et transmet les informations nécessaires.

En application de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, aucun transfert de propriété réalisé après le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, ne sera notifié par l'intermédiaire habilité ou pris en considération, nonobstant toute convention contraire.

Il est rappelé que pour toute procuration de l'un de nos actionnaires sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée Générale émet un vote favorable à l'adoption de projets de résolutions présentés ou agréés par notre Conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions. Pour émettre tout autre vote, notre actionnaire doit faire le choix d'un-e mandataire qui accepte de voter dans le sens qui lui aura été indiqué.

Il n'est pas prévu de vote par visioconférence ou par des moyens de télécommunication et télétransmission pour cette Assemblée Générale et, de ce fait, aucun site visé à l'article R. 225-61 du Code du commerce ne sera aménagé à cette fin.



9



Informations complémentaires

9.1 Informations juridiques.....	370	9.4 Contrôleurs légaux des comptes.....	381
9.1.1 Informations générales	370	9.5 Honoraires des Commissaires	
9.1.2 Statuts	370	aux comptes	381
9.2 Documents accessibles au public.....	380		
9.3 Personnes responsables du			
Document d'Enregistrement Universel			
et de l'information financière	380		
9.3.1 Responsable du Document			
d'Enregistrement Universel.....	380		
9.3.2 Attestation du responsable			
du Document d'Enregistrement			
Universel.....	380		

9.1 Informations juridiques

9.1.1 Informations générales

Type d'information	Soitec
Dénomination sociale	Soitec
Dénomination commerciale	Soitec
Registre du commerce et des sociétés de Grenoble	SIREN : 384 711 909 SIRET : 384 711 909 00034 APE : 2611Z
Identifiant d'entité juridique	LEI : 969500ZR92SQC9TST26
Date de constitution – Durée	La Société a été immatriculée le 11 mars 1992. La durée de la Société a été fixée à 80 ans, soit jusqu'au 11 mars 2072.
Exercice social	Du 1 ^{er} avril au 31 mars
Siège social	Parc Technologique des Fontaines – Chemin des Franques – 38190 Bernin – France Tél. : 04 76 92 75 00
Forme juridique	Société anonyme à Conseil d'administration
Législation applicable	Droit français – dispositions légales applicables aux sociétés anonymes
Site internet	www.soitec.com NB : Les informations fournies sur le site internet ne font pas partie du Document d'Enregistrement Universel, sauf si elles sont incorporées par référence.

9.1.2 Statuts

Titre I – Forme – Dénomination – Objet – Siège – Durée

Article 1 – Forme – Dénomination – Durée – Année sociale

La Société dénommée Soitec est une société anonyme régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à venir applicables aux sociétés dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé, ainsi que par les présents statuts.

La Société a une durée de 80 ans, sauf dissolution anticipée ou prorogation. Elle a pour nom commercial « SOITEC » ou « Soitec ».

L'année sociale commence le 1^{er} avril et finit le 31 mars.

Article 2 – Objet

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- mise au point, recherche, fabrication, commercialisation de matériaux pour la microélectronique et en général pour l'industrie ;
- assistance technologique diverse, développement de machines spécifiques et applications ;
- toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :
 - la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées,
 - la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités,
 - la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Article 3 – Siège social

Le siège de la Société est à Bernin (38190), Parc Technologique des Fontaines, Chemin des Franques.

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du Conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires et partout ailleurs en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

Le Conseil d'administration a la faculté de créer des agences, usines et succursales partout où il le jugera utile.

Titre II – Capital – actions

Article 4 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de soixante-six millions sept cent trente mille quatre cent quarante-six euros (66 730 446 €). Il est divisé en :

- (i) trente-trois millions cent quatre-vingt mille neuf cent vingt et un (33 180 921) actions ordinaires de deux euros (2,00 €) de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées ;
- (ii) cent quatre-vingt-quatre mille trois cent deux (184 302) ADP 2 de 2 euros (2,00 €) de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées.

Article 5 – Modification du capital social

1 – L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider ou autoriser, sur le rapport du Conseil d'administration, une augmentation de capital.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, l'Assemblée Générale statue aux conditions de *quorum* et de majorité prévues par les Assemblées Générales Ordinaires.

Le capital doit être intégralement libéré avant toute émission d'actions nouvelles à libérer en numéraire, sous peine de nullité de l'opération.

La valeur des apports en nature doit être appréciée par un ou plusieurs Commissaires aux Apports, nommés sur requête par le Président du Tribunal de Commerce.

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut déléguer au Conseil d'administration avec faculté de subdélégation au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser l'augmentation de capital, en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constituer la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

2 – L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires peut aussi décider ou autoriser la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, notamment pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachats partiels des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, le tout dans les limites et sous les réserves fixées par la loi et, en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut déléguer au Conseil d'administration avec faculté de subdélégation au Président les pouvoirs nécessaires pour réaliser la réduction du capital et procéder à la modification corrélative des statuts.

Article 6 – Libération des actions

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Conseil d'administration dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée 15 jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit, et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 7 – Forme des actions

Les actions ordinaires, entièrement libérées, sont au nominatif ou au porteur au choix de l'actionnaire, sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions légales et réglementaires en vigueur. Les actions de préférence sont au nominatif et donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'actionnaire dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Conformément à l'article L. 228-2 du Code de commerce, la Société est en droit de demander à tout moment, en vue de l'identification des détenteurs de titres au porteur, contre rémunération à sa charge, au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission de ses titres, le nom ou, s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, la nationalité et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres Assemblées d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés. La Société pourra mettre en œuvre les dispositions du II. de l'article L. 228-2 du Code de commerce.

Article 8 – Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. À défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propiétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux Assemblées Générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute Assemblée Générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de l'actionnaire d'obtenir communication des documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions.

Article 9 – Cession des actions

Les actions ordinaires se transmettent par simple virement de compte à compte dans les conditions et modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les ADP2 ne peuvent faire l'objet d'un transfert quelconque avant la plus proche des trois dates suivantes : (i) la Date de Conversion, (ii) la Date de Rachat et (iii) le 26 juillet 2029, sauf en cas de conversion anticipée prévue en cas de décès ou de survenance d'une Opération de Croissance Externe Complexe ou de Prise de Participation Substantielle.

Article 10 – Droits et obligations attachés aux actions

10.1 – Stipulations communes aux actions ordinaires et de préférence

Tout actionnaire a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les titulaires d'actions ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux décisions de l'Assemblée Générale et aux présents statuts.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un titulaire d'actions ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents sociaux, demander le partage ou la licitation de ces biens, ni s'immiscer dans l'administration de la Société.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les actionnaires possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

10.2 – Droits attachés aux actions ordinaires

Chaque action ordinaire donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, dans les conditions fixées par la loi et les statuts.

La cession comprend tous les dividendes échus et/ou payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.

10.3 – Droits attachés aux ADP 2

10.3.1 – Dispositions générales applicables aux ADP 2

Les ADP 2 et les droits de leurs titulaires sont régis par les dispositions applicables du Code de commerce, et notamment des articles L. 228-11 et suivants.

Les ADP 2 confèrent à leur titulaire un droit de vote identique à celui d'une action ordinaire dans les Assemblées Générales.

Les ADP 2 bénéficient d'un droit à dividende et d'un droit au boni de liquidation identiques à ceux des actions ordinaires, et bénéficient d'un droit préférentiel de souscription pour toute augmentation de capital ou toute opération avec maintien du droit préférentiel de souscription donnant lieu à l'émission d'actions ordinaires de la Société.

Le droit à dividende et le droit au boni de liquidation attachés aux ADP 2 et identiques à ceux des actions ordinaires s'éteindront à la plus proche des deux dates suivantes : (i) la Date de Conversion ou (ii) la Date de Rachat.

10.3.2 – Conversion des ADP 2

L'intégralité des ADP 2 émises ou à émettre à la Date de Conversion (tel que ce terme est défini ci-après) sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires de la Société, en fonction de la réalisation d'objectifs basés sur des critères d'EBITDA, de chiffre d'affaires et de rendement de l'action ordinaire de la Société (*Total Shareholder Return* ou « **TSR** ») tels que détaillés par la suite, le nombre total d'actions ordinaires, issues de la conversion des ADP 2, en cas de réalisation des objectifs de performance ne pouvant, en tout état de cause, être supérieur à un nombre d'actions ordinaires déterminé comme suit (les « **AO Max** ») :

$$\text{AO Max} = 3,75 \% \times \text{AO Capital}$$

avec :

« **AO Capital** » désigne l'intégralité des actions ordinaires composant le capital social de la Société à la date de l'Assemblée Générale en date du 26 juillet 2019 augmentée des actions ordinaires issues (i) des plans d'attributions gratuites d'actions en cours à la date de l'Assemblée Générale en date du 26 juillet 2019, (ii) de la conversion des ADP 1 et (iii) de la conversion des ADP 2, et étant précisé que ce plafond est fixé sans tenir compte des ajustements légaux, réglementaires ou contractuels nécessaires à la sauvegarde des droits des bénéficiaires des ADP 2.

Le nombre maximum d'ADP 2 pouvant être émises sera déterminé par le Conseil d'administration et sera égal à la valeur totale des ADP 2 telle que déterminée par un expert indépendant divisée par le prix unitaire d'une ADP (les « **ADP 2 Max** ») et ne pourra en tout état de cause être supérieur à 600 000, étant précisé que ce plafond est fixé sans tenir compte des ajustements légaux, réglementaires ou contractuels nécessaires à la sauvegarde des droits des bénéficiaires des ADP 2.

Sous réserve des cas de conversion anticipée prévus au présent article, la date de conversion des ADP 2 en actions ordinaires nouvelles ou existantes de la Société (la « **Date de Conversion** ») sera fixée par le Conseil d'administration, la Date de Conversion devant en tout état de cause intervenir au plus tard le cent quatre-vingtième (180^e) jour calendaire suivant la date d'approbation par l'Assemblée Générale des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022.

Le Conseil d'administration pourra prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à conversion.

Le nombre d'actions ordinaires résultant de la conversion des ADP 2 existantes à la Date de Conversion sera calculé selon un ratio de conversion déterminé par le Conseil d'administration lui-même calculé en fonction de la réalisation de trois objectifs comme suit :

i. Taux de réalisation de l'objectif d'EBITDA

Le taux de réalisation de l'objectif d'EBITDA est déterminé en fonction du niveau d'EBITDA consolidé du Groupe tel que résultant des comptes consolidés du Groupe relatifs à l'exercice à clore le 31 mars 2022 (l'« **EBITDA 2022** ») comme suit :

- le taux de réalisation de l'objectif d'EBITDA sera égal à zéro pour cent (0 %) si l'EBITDA 2022 est strictement inférieur à deux cent cinq millions d'euros (205 000 000 €) ;
- le taux de réalisation de l'objectif d'EBITDA sera égal à cinquante pour cent (50 %) si l'EBITDA 2022 est strictement égal à deux cent cinq millions d'euros (205 000 000 €) ;

- le taux de réalisation de l'objectif d'EBITDA sera égal à cent pour cent (100 %) si l'EBITDA 2022 est strictement égal ou supérieur à trois cent dix millions d'euros (310 000 000 €) ;

étant précisé que (a) le taux de réalisation de l'objectif d'EBITDA sera déterminé par interpolation linéaire en cas d'EBITDA 2022 compris entre les bornes indiquées ci-dessus, que (b) l'atteinte des objectifs visés au présent (i) sera déterminé sur la base d'un taux de change constant fixé à un euro (1,00 €) pour un dollar américain et treize centimes (1,13 USD), et (c) qu'en cas de modification des normes IFRS ayant un impact (négatif ou positif) sur l'atteinte des objectifs visés au présent (i), le Conseil d'administration devra prendre toute mesure nécessaire afin de neutraliser ledit impact.

ii. Taux de réalisation de l'objectif de chiffre d'affaires

Le taux de réalisation de l'objectif de chiffre d'affaires est déterminé en fonction du niveau du chiffre d'affaires consolidé du Groupe tel que résultant des comptes consolidés du Groupe relatifs à l'exercice à clore le 31 mars 2022 (le « **Chiffre d'affaires 2022** ») étant précisé que :

- le taux de réalisation de l'objectif de chiffre d'affaires sera égal à zéro pour cent (0 %) si le Chiffre d'affaires 2022 est strictement inférieur à sept cent soixante et onze millions de dollars américains (771 000 000 USD) ;
- le taux de réalisation de l'objectif de chiffre d'affaires sera égal à cinquante pour cent (50 %) si le Chiffre d'affaires 2022 est strictement égal à sept cent soixante et onze millions de dollars américains (771 000 000 USD) ;
- le taux de réalisation de l'objectif de chiffre d'affaires sera égal à cent pour cent (100 %) si le Chiffre d'affaires 2022 est strictement égal ou supérieur à un milliard cent vingt-neuf millions de dollars américains (1 129 000 000 USD) ;

étant précisé que (a) le taux de réalisation de l'objectif de chiffre d'affaires sera déterminé par interpolation linéaire en cas de Chiffre d'affaires 2022 compris entre les bornes indiquées ci-dessus, que (b) l'atteinte des objectifs visés au présent (ii) sera déterminé sur la base d'un taux de change constant fixé à un euro (1,00 €) pour un dollar américain et treize centimes (1,13 USD), et (c) qu'en cas de modification des normes IFRS ayant un impact (négatif ou positif) sur l'atteinte des objectifs visés au présent (ii), le Conseil d'administration devra prendre toute mesure nécessaire afin de neutraliser ledit impact.

iii. Taux de réalisation de l'objectif de rendement de l'action ordinaire de la Société (*Total Shareholder Return* ou « **TSR** »)

Le taux de réalisation de l'objectif de TSR sera déterminé en fonction de la performance respective du TSR de l'action ordinaire de la Société et de l'indice Euro Stoxx 600 Technology entre le 26 juillet 2019 et la date de publication des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022 comme suit :

- le taux de réalisation de l'objectif de TSR sera égal à zéro pour cent (0 %) si le TSR de l'action ordinaire de la Société est strictement inférieur à quatre-vingts pour cent (80,00 %) de la performance de l'indice Euro Stoxx 600 Technology ;
- le taux de réalisation de l'objectif de TSR sera égal à cent pour cent (100 %) si le TSR de l'action ordinaire de la Société est strictement supérieur ou égal à cent vingt pour cent (120,00 %) de la performance de l'indice Euro Stoxx 600 Technology ;

étant précisé que le taux de réalisation de l'objectif de TSR sera déterminé par interpolation linéaire si le TSR de l'action ordinaire de la Société est compris entre les bornes indiquées ci-dessus.

Le TSR de l'action ordinaire de la Société sera déterminé comme suit :

$$\frac{\text{Prix de Référence Final} + \text{Dividendes} - \text{Prix de Référence Initial}}{\text{Prix de Référence Initial}}$$

où :

- le Prix de Référence Initial correspond à la moyenne des vingt (20) derniers cours de clôture de l'action ordinaire de la Société précédant l'Assemblée Générale en date du 26 juillet 2019 ;
- les Dividendes correspondent aux dividendes distribués pendant la période concernée ; et

- le Prix de Référence Final correspond à la moyenne des vingt (20) derniers cours de clôture de l'action ordinaire de la Société suivant la date de publication des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022.

En cas de disparition de l'indice Euro Stoxx 600 Technology, le Conseil d'administration, avec faculté de délégation, pourra décider de remplacer cet indice par tout indice qui viendrait s'y substituer ou qui, de l'avis du Conseil d'administration de la Société, serait approprié pour évaluer la performance du TSR.

Le ratio de conversion, exprimé en nombre total d'actions ordinaires issues de la conversion de l'ensemble des ADP 2 émises ou à émettre (le « **Ratio de Conversion** »), sera déterminé en application de la formule suivante :

$$\text{Ratio de Conversion} = \text{AO Max} \times \text{ADP 2 Réel} / \text{ADP 2 Max} \times \text{Taux de Réalisation}$$

avec :

- « **AO Max** » a le sens qui est attribué à ce terme ci-dessus ;
- « **ADP 2 Max** » a le sens qui est attribué à ce terme ci-dessus ;
- « **ADP 2 Réel** » désigne le nombre maximum d'ADP 2 émises et à émettre à la Date de Conversion ;
- « **Taux de Réalisation** » désigne le taux global de réalisation des objectifs visés aux paragraphes (i), (ii) et (iii) ci-dessus et déterminé en application de la formule suivante :

$$\text{Taux de Réalisation} = 1/3 \times (\text{Taux d'EBITDA} + \text{Taux de CA} + \text{Taux de TSR})$$

- « **Taux d'EBITDA** » correspond au taux de réalisation de l'EBITDA déterminé selon les modalités figurant au (i) ci-dessus, étant précisé que (x) en cas de réalisation d'un Taux de CA théorique compris entre 100 % et 110 % (déterminé sur une base linéaire), et (y) en cas de réalisation d'un Taux d'EBITDA compris entre 80 % et 100 %, alors, le Taux d'EBITDA sera augmenté de la fraction du pourcentage du Taux de CA théorique comprise entre 100 % et 110 % sans que cette compensation ne puisse aboutir à un Taux d'EBITDA supérieur à 100 % ;
- « **Taux de CA** » correspond au taux de réalisation du chiffre d'affaires déterminé selon les modalités figurant au (ii) ci-dessus, étant précisé que (x) en cas de réalisation d'un Taux d'EBITDA théorique compris entre 100 % et 110 % (déterminé sur une base linéaire), et (y) en cas de réalisation d'un Taux de CA compris entre 80 % et 100 %, alors, le Taux de CA sera augmenté de la fraction du pourcentage du Taux d'EBITDA théorique comprise entre 100 % et 110 % sans que cette compensation ne puisse aboutir à un Taux de CA supérieur à 100 % ;
- « **Taux de TSR** » correspond au taux de réalisation du TSR déterminé selon les modalités figurant au (iii) ci-dessus.

Le nombre d'actions ordinaires résultant de la conversion devra être déterminé pour chaque titulaire d'ADP 2 en appliquant le Ratio de Conversion au nombre d'ADP 2 détenues par chaque titulaire à la Date de Conversion sur le nombre d'ADP 2 Réel à cette date.

Lorsque le nombre total d'actions ordinaires devant être reçues par un titulaire d'ADP 2 en appliquant le Ratio de Conversion au nombre d'ADP 2 qu'il détient n'est pas un nombre entier, ledit titulaire recevra le nombre d'actions ordinaires immédiatement inférieur.

Toutes les actions ordinaires ainsi issues de la conversion des ADP 2 seront définitivement assimilées aux actions ordinaires existantes à leur Date de Conversion et porteront jouissance courante.

Par exception qu'en cas de décès d'un titulaire d'ADP 2 avant la Date de Conversion, les ADP 2 détenues par le défunt pourront, sur demande du ou des héritiers ou des autres ayants droit du défunt et dans un délai de six (6) mois à compter du décès, être converties par anticipation (la « **Date de Conversion Anticipée** ») en un nombre d'actions ordinaires de la Société déterminé en appliquant le Ratio de Conversion comme indiqué ci-dessus au nombre d'ADP 2 détenues par le défunt à la Date de Conversion Anticipée sur le nombre d'ADP 2 Réel à la Date de Conversion anticipée, mais en considérant que :

- le Taux de Réalisation est égal à 1 ; et que
- le nombre d'ADP 2 Réel désigne le nombre maximum d'ADP 2 émises ou à émettre à la Date de Conversion Anticipée (en réputant notamment

comme satisfaite toute éventuelle condition de présence exigée dans le cadre de toute attribution gratuite d'ADP 2).

Le Conseil d'administration de la Société pourra procéder, en cas de survenance d'une Opération de Croissance Externe Simple, de désinvestissement ou de dépense exceptionnelle d'investissement (CAPEX) inférieure ou supérieure à celle figurant dans le *business plan*, aux ajustements des objectifs de performance comme suit :

- les niveaux de chiffre d'affaires et d'EBITDA figurant dans les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice à clore le 31 mars 2022 seront retraités de façon à neutraliser l'impact de ces opérations ; et
- les objectifs de TSR demeureront inchangés ;

avec « **Opération de Croissance Externe Simple** » qui désigne toute opération d'acquisition qui n'est pas qualifiée d'Opération de Croissance Externe Majeure Complexe.

En cas d'Opération de Croissance Externe Majeure Complexe ou de Prise de Participation Substantielle :

- le Ratio de Conversion sera déterminé à la date de réalisation de l'Opération de Croissance Externe Majeure Complexe ou de Prise de Participation Substantielle mutatis mutandis étant précisé que :

- le Taux de CA et le Taux d'EBITDA (i) seront déterminés sur la base des derniers comptes consolidés disponibles à la date de réalisation de l'Opération de Croissance Externe Majeure Complexe ou de Prise de Participation Substantielle et (ii) seront appréciés sur la base des objectifs d'EBITDA et de chiffre d'affaires déterminés à la date de ces derniers comptes, *pro rata temporis* et par interpolation linéaire entre (i) le niveau d'EBITDA ou de chiffre d'affaires (selon le cas) consolidé du Groupe tel que résultant des comptes consolidés du Groupe relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2019 et (ii) d'une part (x) les objectifs d'EBITDA 2022 et de Chiffre d'affaires 2022 permettant l'atteinte d'un Taux d'EBITDA et un Taux de CA selon le cas de 50 % et d'autre part (y) les objectifs d'EBITDA 2022 et de Chiffre d'affaires 2022 permettant l'atteinte d'un Taux d'EBITDA et un Taux de CA selon le cas de 100 % ;
- le Taux de TSR (i) sera apprécié à la date de l'Opération de Croissance Externe Majeure Complexe ou de Prise de Participation Substantielle, selon le cas et (ii) en considérant comme Prix de Référence Final, selon le cas, soit la parité de fusion arrêtée dans le cadre d'une Opération de Croissance Externe Majeure Complexe soit le prix offert par le tiers dans le cadre d'une Prise de Participation Substantielle ;
- le nombre d'ADP 2 Réel désigne le nombre maximum d'ADP 2 émises ou à émettre à la Date de Conversion prévue au paragraphe b) ci-dessus (en réputant notamment comme satisfaite toute éventuelle condition de présence exigée dans le cadre de toute attribution gratuite d'ADP 2) ;

avec :

- « **Opération de Croissance Externe Majeure Complexe** » qui désigne toute opération de croissance externe réalisée par voie de fusion-absorption,
- « **Prise de Participation Substantielle** » désigne une offre publique d'achat ou d'échange initiée sur les actions de la Société, faisant suite, (i) au transfert par un ou plusieurs Investisseur(s) Stratégique(s) de ses (leurs) actions ordinaires de la Société à l'initiateur de l'offre ou à laquelle cet ou ces Investisseur(s) Stratégique(s) aurai(en)t apporté ses (leurs) actions ordinaires de la Société ou (ii) à l'acquisition d'une participation résultant en un franchissement du seuil de 30 % du capital ou des droits de vote de la Société par l'initiateur de l'offre,
- « **Investisseur Stratégique** » désigne individuellement les sociétés Bpifrance Participations, CEA Investissement et NSIG Sunrise S.à.r.l. ;

- les ADP 2 pourront par exception être converties comme suit :

- si la date de réalisation de l'Opération de Croissance Externe Majeure Complexe ou de Prise de Participation Substantielle intervient préalablement à la date de l'Assemblée Générale approuvant les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice à clore le 31 mars 2021, alors (i) soixante-quinze pour cent (75 %) des ADP 2 émises ou à émettre seront converties en actions ordinaires dans les six (6) mois de la date de l'Assemblée Générale approuvant les

comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice à clore le 31 mars 2021 et (ii) les vingt-cinq (25 %) pourcent restant seront convertis à la Date de Conversion ;

- si la date de réalisation de l'Opération de Croissance Externe Majeure Complexe ou de Prise de Participation Substantielle intervient entre la date de l'Assemblée Générale approuvant les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice à clore le 31 mars 2021 et la date de l'Assemblée Générale approuvant les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice à clore le 31 mars 2022, alors (i) soixante-quinze pour cent (75 %) des ADP 2 émises ou à émettre seront converties en actions ordinaires dans les deux (2) mois de la date de réalisation de l'Opération de Croissance Externe Majeure Complexe ou de Prise de Participation Substantielle, selon le cas, et (ii) les vingt-cinq (25 %) pourcent restant seront convertis à la Date de Conversion.

Le Conseil d'administration de la Société pourra procéder le cas échéant aux ajustements du Ratio de Conversion des ADP 2 en actions ordinaires nécessaires à l'effet de préserver les droits des bénéficiaires, en fonction des éventuelles opérations portant sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal des actions ordinaires, d'augmentation de capital par incorporation de réserves réalisée par voie d'augmentation du nombre d'actions ordinaires, d'incorporation au capital de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise par majoration de la valeur nominale des actions ordinaires, d'attribution gratuite d'actions ordinaires à tous les actionnaires, d'émission de nouveaux titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves, de primes d'émission ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, de modification de la répartition des bénéfices, de réduction de capital motivée par des pertes par réduction du nombre d'actions ordinaires ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres (y compris par voie d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle).

Les ADP 2 existantes à la Date de Conversion pourront être converties en actions ordinaires nouvelles ou existantes détenues dans le cadre du programme de rachat et prend acte que la conversion des ADP 2 en actions ordinaires nouvelles emporte renonciation des actionnaires au droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires nouvelles issues de la conversion. En toute hypothèse, la conversion des ADP 2 en actions ordinaires ne pourra pas intervenir entre la publication au Bulletin officiel des Annonces Légales Obligatoires d'un avis préalable à toute Assemblée Générale et la tenue de ladite Assemblée. Si tel était le cas, la Date de Conversion serait décalée à l'issue de l'Assemblée Générale.

10.3.3 Rachat des ADP 2

Dans l'hypothèse où les objectifs de performance ne seraient pas atteints de sorte que le nombre d'actions ordinaires auxquelles donneraient droit par conversion les ADP 2 par application du Ratio de Conversion serait égal à zéro, les ADP 2 pourront être rachetées par la Société et à son initiative au plus tard le cent quatre-vingtième (180^e) jour calendaire suivant la date de publication des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022 (la « **Date de Rachat** »), à leur valeur nominale conformément aux dispositions de l'article L. 228-12 III du Code de commerce.

Les ADP 2 ainsi rachetées seront annulées et le capital social corrélativement réduit conformément aux articles L. 225-205 et L. 228-12-1 du Code de commerce dans un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de leur Date de Rachat.

Le Conseil d'administration devra prendre acte, s'il y a lieu, du nombre d'ADP 2 rachetées et annulées par la Société et apportera les modifications nécessaires aux articles des statuts relatifs au montant du capital social et au nombre de titres qui le composent.

Article 11 – Franchissement de seuil

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, sans préjudice des seuils visés à l'article L. 233-7, alinéa 1 du Code de commerce, venant à détenir directement ou indirectement 3 % au moins du capital ou des droits de vote de la Société est tenu d'en informer, par lettre recommandée avec avis de réception adressée au siège social, la Société dans un délai de 15 jours à compter du franchissement de seuil de participation.

Cette déclaration doit également être faite lorsque la participation au capital devient inférieure au seuil ci-dessus mentionné.

En outre, elle devra également préciser le nombre d'actions déjà émises ou de droits de vote qu'elle peut acquérir ou céder en vertu d'accords ou d'instruments financiers visés au b) du troisième alinéa de l'article L. 233-7 du Code de commerce.

Le non-respect de déclarations de franchissement de seuils, tant légaux que statutaires, donne lieu à privation des droits de vote dans les conditions prévues par l'article L. 233-14 du Code de commerce sur demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble au moins 3 % du capital ou des droits de vote de la Société.

Titre III – Administration et contrôle de la Société

Article 12 – Conseil d'administration

1 – Composition

La Société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres au moins et de 18 au plus sous réserve de la dérogation légale prévue en cas de fusion.

Les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui peut les révoquer à tout moment.

Toutefois, en cas de fusion ou de scission, la nomination des administrateurs peut être faite par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales sont tenus lors de leur nomination de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la Société, sans délai, par lettre recommandée et de désigner selon les mêmes modalités un nouveau représentant permanent ; il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

Une personne physique ne peut exercer simultanément plus de cinq mandats d'administrateur ou de membre du Conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français hormis sous les réserves, limites et conditions posées par les lois et règlements.

Tout administrateur personne physique qui lorsqu'il accède à un nouveau mandat se trouve en infraction avec les dispositions de l'alinéa précédent, doit, dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. À défaut, il est réputé s'être démis de son nouveau mandat.

Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail est antérieur à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Le nombre des administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonctions.

2 – Limite d'âge – Durée des fonctions

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 70 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de 70 ans ne peut excéder le tiers des membres du Conseil d'administration. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire.

La durée des fonctions des administrateurs est de trois années. Les mandats des administrateurs en cours à la date de l'Assemblée Générale du 25 juillet 2016 sont réduits à une durée de trois ans.

Les fonctions d'administrateur prennent fin à l'issue de l'Assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat. Les administrateurs sont toujours rééligibles.

3 – Vacances – Cooptation

Le Conseil d'administration peut procéder à des nominations à titre provisoire dans les cas et conditions prévues par la loi.

4 – Censeur

L'Assemblée Générale peut nommer un censeur auprès du Conseil d'administration. Le mandat de censeur, toujours renouvelable, dure deux ans. Si la place de censeur devient vacante dans l'intervalle de deux Assemblées, le Conseil d'administration peut pourvoir provisoirement à son remplacement. Sa nomination est soumise à la ratification de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire. Le censeur nommé en remplacement de celui dont le mandat n'est pas expiré, ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur. La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de censeur est fixée à 70 ans. Tout censeur qui atteint cette limite d'âge est réputé démissionnaire d'office lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire. Le censeur est convoqué aux séances du Conseil d'administration et prend part aux délibérations avec voix consultative. Il perçoit des jetons de présence dans les mêmes conditions que les administrateurs si le Conseil d'administration le décide.

5 – Administrateurs représentant les salariés

Conformément aux dispositions des articles L. 225-27-1 à L. 225-34 du Code de commerce, le Conseil d'administration comprend, deux (2) administrateurs représentant les salariés en plus des administrateurs dont le nombre et le mode de nomination sont déterminés au paragraphe 1 du présent article.

Le nombre de ces administrateurs représentant les salariés peut être réduit à un (1) si le nombre d'administrateurs élus par l'Assemblée Générale des actionnaires (à l'exclusion des administrateurs représentant les salariés), est égal ou inférieur à huit (8). Les administrateurs représentant les salariés ne sont pas pris en considération lors de la détermination du nombre minimum et maximum d'administrateurs conformément au paragraphe 1 du présent article.

Les administrateurs représentant les salariés ont le droit de vote. Sous réserve des dispositions légales qui leur sont spécifiquement applicables, ils ont les mêmes droits, sont tenus aux mêmes obligations (notamment en matière de confidentialité) et ont les mêmes responsabilités que les autres membres du Conseil d'administration. Cependant, ayant des fonctions opérationnelles au sein de notre groupe, ils ne sont pas éligibles à une rémunération spécifique en tant qu'administrateurs du Conseil.

Lorsqu'un seul administrateur est à désigner, la nomination est effectuée par le Comité Social et Économique du Groupe ou, à défaut, par le Comité Social et Économique de la Société.

Le président du Comité Social et Économique concerné convient avec son secrétaire d'inscrire à l'ordre du jour d'une réunion intervenant au plus tard six (6) mois après la modification des statuts, ou lorsque les mandats de l'administrateur représentant les salariés prennent fin, la nomination de l'administrateur représentant les salariés, remplissant les conditions requises par la loi et notamment celles définies au premier alinéa de l'article L. 225-28 et par l'article L. 225-30 du Code de commerce.

Lorsque deux administrateurs doivent être nommés, les nominations sont faites par chacune des deux organisations syndicales ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour des élections visées aux articles L. 2122-1 et L. 2122-4 du Code du travail tenues au sein de la société et de celles de ses filiales, directes ou indirectes, dont le siège social est en France.

Dans les six (6) mois suivant la modification des statuts, ou lorsque le mandat du ou des administrateurs représentant les salariés prend fin, la ou les organisations syndicales concernées sont invitées par lettre au porteur contre récépissé ou par lettre recommandée avec accusé de réception, à désigner un administrateur représentant les salariés remplissant les conditions requises par la loi et notamment celles définies au premier alinéa de l'article L. 225-28 et par l'article L. 225-30 du Code de commerce.

Dans un délai maximum de quinze (15) jours, l'organisation syndicale fait parvenir au Président du Conseil d'administration le nom et la qualité de l'administrateur représentant les salariés ainsi désigné par lettre recommandée avec accusé de réception.

La durée de leur mandat est de trois (3) ans. À l'expiration de ce mandat, le renouvellement du mandat du ou des administrateurs représentant les salariés est subordonné au maintien des conditions d'application de l'article L. 225-27-1 du Code de commerce.

Les fonctions de l'administrateur nommé en application de l'article L. 225-27-1 du Code de commerce prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

La rupture d'un contrat de travail met fin au mandat de l'administrateur nommé en application de l'article L. 225-27-1 du Code de commerce.

Les administrateurs désignés en application de l'article L. 225-27-1 du Code de commerce peuvent être révoqués pour faute dans l'exercice de leur mandat dans les conditions de l'article L. 225-32 du Code de commerce.

Si le poste d'administrateur représentant les salariés pourvu conformément au présent article devient vacant par suite de décès, de démission, de licenciement, de rupture du contrat de travail ou pour toute autre cause, une nomination est faite dans les mêmes conditions. Le mandat de l'administrateur ainsi nommé prend fin à l'expiration du mandat normal de tous les autres administrateurs nommés conformément à l'article L. 225-27-1 du Code de commerce.

L'annulation éventuelle de la nomination d'un administrateur représentant les salariés n'annule pas les délibérations auxquelles l'administrateur dont la nomination était illégale a pu prendre part.

Article 13 – Actions d'administrateurs

Conformément à l'article L. 225-25 du Code de commerce, toute personne physique ou morale peut être nommée administrateur de la Société, sans qu'il soit besoin qu'elle détienne une ou plusieurs actions de la Société.

Article 14 – Bureau du Conseil

Le Conseil d'administration élit, parmi ses membres personnes physiques, un Président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Le Président du Conseil d'administration ne doit pas être âgé de plus de 70 ans. S'il vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Conseil peut nommer, à chaque séance, un secrétaire, même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Conseil désigne à chaque séance celui de ses membres présents qui doit présider la séance.

Article 15 – Délibérations du Conseil

1 – Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation du Président.

Le Directeur général ou la moitié au moins des membres du Conseil d'administration peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

En outre, lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins des membres du Conseil d'administration peut demander au Président de convoquer le Conseil sur un ordre du jour déterminé par ces administrateurs.

Dans ces deux derniers cas, le Président est lié par les demandes qui lui sont adressées et doit procéder à la convocation du Conseil d'administration sur l'ordre du jour déterminé.

La réunion a lieu soit au siège social, soit dans tout autre endroit indiqué dans la convocation, y compris à l'étranger. Les modalités de convocation du Conseil d'administration sont prévues au règlement intérieur du Conseil d'administration.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'administration.

Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs est nécessaire. Toutefois, les administrateurs assistant à la séance par moyens de visioconférence ou de télécommunication sont réputés présents pour le calcul du *quorum* et de la majorité, dans les conditions prévues par les lois et règlements applicables.

Un administrateur peut donner, même par lettre ou télécopie, mandat à un autre administrateur de le représenter. Chaque administrateur ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une seule procuration.

2 – Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. La voix du Président n'est pas prépondérante.

3 – Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur, et signés par le Président de séance et par un administrateur ou, en cas d'empêchement du Président de séance, par deux administrateurs, sans que l'omission de cette formalité puisse entraîner la nullité des décisions prises.

Le procès-verbal de la séance indique le nom des administrateurs, présents, réputés présents au sens de l'article L. 225-37 du Code de commerce, excusés ou absents. Il fait état de la présence ou de l'absence des personnes convoquées à la réunion du Conseil d'administration en vertu d'une disposition légale et de la présence de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie de la réunion. Il fait également état de la survenance éventuelle d'un incident technique relatif à la visioconférence ou la télécommunication lorsqu'il a perturbé le déroulement de la séance.

Les copies ou extraits de procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président du Conseil d'administration, le Directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de Président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Les administrateurs, comme toute personne appelée à assister aux réunions du Conseil, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et signalées comme telles par le Président de séance.

4 – Nonobstant toute disposition contraire, le Conseil d'administration pourra également prendre des décisions par voie de consultation écrite des administrateurs dans les conditions fixées par la réglementation applicable.

Article 16 – Pouvoirs du Conseil d'administration

1 – Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle les affaires qui la concernent. À cet effet, le Président représente le Conseil d'administration ; en outre, celui-ci peut consentir à tous mandataires de son choix des délégations de pouvoirs.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Article 17 – Direction générale – Délégation de pouvoirs – Signature sociale

1 – La Direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique, administrateur ou non, nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur général.

Conformément à l'article L. 225-55 du Code de commerce, la durée des fonctions du Directeur général est déterminée par le Conseil d'administration. Le Directeur général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts, sauf lorsque le Directeur général assume les fonctions de Président du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration choisit entre les deux modalités d'exercice de la Direction générale. Il délibère dans les conditions visées à l'article 15.2 des statuts. Toutefois, en cas de partage des voix, celle du Président de séance n'est pas prépondérante.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au Conseil d'administration et au Président du Conseil d'administration ainsi que des décisions soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'administration

en vertu du règlement intérieur du Conseil d'administration, le Directeur général est investi, dans la limite de l'objet social, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

Le Directeur général est soumis aux dispositions de l'article L. 225-94-1 du Code de commerce relatives à l'exercice simultané de mandats de Directeur général, de membre du directoire, de Directeur général unique, d'administrateur ou de membre du Conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français.

2 – Sur proposition du Directeur général, le Conseil peut nommer une ou plusieurs personnes physiques, sans que leur nombre ne puisse dépasser cinq, chargées d'assister le Directeur général, avec le titre de Directeur général délégué.

3 – Les Directeurs généraux délégués ont mandat d'assister le Directeur général auquel ils rendent compte des actes de leur gestion et, à cet effet, ils sont investis de pouvoirs dont l'étendue et la durée sont déterminées par le Conseil en accord avec le Directeur général. À l'égard des tiers, ils disposent chacun des mêmes pouvoirs que le Directeur général.

En cas de décès, démission ou révocation du Directeur général, le ou les Directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur général.

Le ou les Directeurs généraux délégués sont révocables à tout moment par le Conseil d'administration, sur proposition du Directeur général.

4 – Le Directeur général ou chacun des Directeurs généraux délégués sont autorisés à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Article 18 – Rémunération des administrateurs, du Président, des Directeurs généraux et des mandataires du Conseil d'administration

1 – L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs et au censeur, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle, à titre de jetons de présence. Le Conseil d'administration décide du versement ou non de jetons de présence au censeur et répartit cette rémunération librement entre ses membres.

Lorsque le Conseil d'administration n'est pas composé conformément au premier alinéa de l'article L. 225-18-1 du Code de commerce, le versement de la rémunération prévue au paragraphe qui précède est suspendu. Le versement est rétabli lorsque la composition du Conseil d'administration devient régulière, incluant l'arriéré depuis la suspension.

2 – La rémunération du Président du Conseil d'administration et celle du Directeur général et, le cas échéant, du ou des Directeur(s) général(aux) délégué(s), sont déterminées par le Conseil d'administration dans les conditions de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

3 – Il peut être alloué par le Conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations portées aux charges d'exploitation sont soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire dans les conditions prévues à l'article 23 des statuts.

4 – Sous réserve des articles L. 225-21-1, L. 225-22, L. 225-23, L. 225-27 et L. 225-27-1 du Code de commerce, les administrateurs ne peuvent recevoir de la Société aucune rémunération, permanente ou non, autre que celles prévues aux articles L. 225-45, L. 225-46, L. 225-47 et L. 225-53 dudit Code.

Article 19 – Conventions entre la Société et un administrateur, le Directeur général, un Directeur général délégué ou un actionnaire disposant de plus de 10 % des droits de vote

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et son Directeur général, l'un de ses Directeurs généraux délégués, l'un de ses administrateurs ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'administration, puis, sur rapport spécial des Commissaires aux comptes, à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées ci-dessus est indirectement intéressée.

Ces dispositions sont également applicables aux conventions intervenant entre la Société et une autre entreprise, si le Directeur général, l'un des Directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du Conseil de surveillance, ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Conformément à l'article L. 225-39 du Code de commerce, les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales, ni aux conventions conclues entre deux sociétés dont l'une détient, directement ou indirectement, la totalité du capital de l'autre (le cas échéant déduction faite du nombre minimum d'actions requis pour satisfaire aux exigences de l'article 1832 du Code civil ou des articles L. 225-1 et L. 226-1 du Code de commerce).

Conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce, l'intéressé est tenu d'informer le Conseil d'administration, dès qu'il a connaissance d'une convention à laquelle l'article L. 225-38 du Code de commerce est applicable. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée. Le Président du Conseil d'administration donne avis aux Commissaires aux comptes de toutes les conventions autorisées et conclues et soumet celles-ci à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire. Les Commissaires aux comptes présentent, sur ces conventions, un rapport spécial à l'Assemblée Générale Ordinaire, qui statue sur ce rapport. L'intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du *quorum* et de la majorité.

Article 20 – Commissaires aux comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux.

Titre IV – Assemblées d'actionnaires

Article 21 – Réunion des Assemblées

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en Assemblées Générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou de spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

1 – Les Assemblées Générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite 15 jours au moins avant la date de l'Assemblée, soit par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du siège social, soit par lettre recommandée ou par lettre simple adressée à chaque actionnaire.

Lorsque l'Assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le *quorum* requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance, dans les mêmes formes que la première. L'avis et les lettres de convocation de cette seconde Assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première.

2 – L'ordre du jour de l'Assemblée figure sur les avis et lettres de convocation ; il est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'Assemblée ne peut délibérer que sur les questions figurant à son ordre du jour lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation ; néanmoins, elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la quotité du capital prévue par la loi, et agissant dans les conditions et délais légaux, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions.

3 – Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire ou de prendre part aux votes par correspondance dans les conditions légales et réglementaires.

Tout actionnaire peut se faire représenter par toute personne de son choix, conformément à l'article L. 225-106 du Code de commerce. Lorsque l'actionnaire se fait représenter par une personne autre que son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, il est informé par son mandataire de tout fait lui permettant de mesurer le risque que ce dernier poursuive un intérêt autre que le sien.

Tout actionnaire peut voter par correspondance dans les conditions prévues par la loi.

Le Conseil d'administration peut décider que le vote qui intervient pendant l'Assemblée peut être exprimé par télétransmission ou par visioconférence dans les conditions fixées par la réglementation. Cette possibilité devra être évoquée dans la convocation.

Les actionnaires peuvent, dans les conditions fixées par les lois et les règlements, adresser leur formule de procuration et de vote par correspondance concernant toute Assemblée Générale, soit sous forme d'un formulaire papier retourné à la Société, au siège social, trois jours au moins avant la date de la réunion, soit, sur décision du Conseil mentionnée dans l'avis de convocation, par télétransmission effectuée trois jours au moins avant la date de la réunion.

La présence de l'actionnaire à l'Assemblée, qu'elle soit physique ou, si la possibilité en a été offerte, par télétransmission ou visioconférence, annule tout vote par correspondance antérieurement émis et/ou toute procuration antérieurement donnée par cet actionnaire.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux Assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

4 – À chaque Assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi.

Cette feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires ainsi que par les mandataires, et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration. En son absence ou à défaut par le Conseil d'avoir habilité un autre de ses membres parmi les présents à l'effet de présider l'Assemblée, celle-ci élit elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'Assemblée, présents et acceptant ces fonctions, qui disposent par eux-mêmes ou comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis, d'en assurer la régularité et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Article 22 – Quorum – Vote

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent est attribué à compter du 31 août 2000 à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

En outre, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfice ou prime d'émission, le droit de vote double est conféré dès leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Article 23 – Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes décisions excédant les pouvoirs du Conseil d'administration et qui ne sont pas réservées à l'Assemblée Générale Extraordinaire.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, ou par télétransmission ou visioconférence, possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote.

Aucun *quorum* n'est requis sur deuxième convocation.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

Article 24 – Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la Société en société d'une autre forme, civile ou commerciale. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, ou par télétransmission ou visioconférence, possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. À défaut de ce dernier *quorum*, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à la date de première convocation.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, ou par télétransmission ou visioconférence, sauf dérogation légale.

Article 25 – Assemblées spéciales

Les titulaires d'actions de préférence sont réunis en Assemblée spéciale pour tout projet de modification des droits attachés aux actions de préférence, étant précisé que les décisions collectives qui relèvent de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire ou de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société ne sont pas soumises à l'approbation de l'Assemblée spéciale. À toutes fins utiles, il est précisé que ne seront pas soumis à l'approbation des Assemblées spéciales des titulaires d'actions de préférence existantes, sans que cette liste ne soit limitative :

- la conversion des ADP 2 en application de l'article 10.3.2 des présents statuts ; et
- les rachats et/ou annulation d'actions s'inscrivant dans le cadre (i) d'un rachat des actions de préférence par la Société en application de l'article 10.3.3 des présents statuts, (ii) de la mise en œuvre des programmes de rachat d'actions dans les conditions prévues par les articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et (iii) d'une offre publique de rachat sur les actions ordinaires ou toute catégorie d'actions de préférence.

En revanche, conformément aux dispositions de l'article L. 228-17 du Code de commerce, sera soumis à l'approbation de toute Assemblée spéciale concernée, tout projet de fusion ou scission de la Société dans le cadre duquel les actions de préférence ne pourraient pas être échangées contre des actions comportant des droits particuliers équivalents.

Les Assemblées spéciales ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions de préférence ayant le droit de vote. Elles statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les titulaires d'actions de préférence d'une même catégorie, présents ou représentés.

En cas de modification ou d'amortissement du capital, les droits des titulaires d'actions de préférence seront, le cas échéant, ajustés de manière à préserver leurs droits en application de l'article L. 228-99 du Code de commerce.

Titre V – Exercice social – Comptes sociaux – Affectation et répartition des bénéfices

Article 26 – Exercice social

L'année sociale est définie à l'article 1.

Article 27 – Inventaire – Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi et aux usages du commerce.

À la clôture de chaque exercice, le Conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1^{er} du Code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties données par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du Groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Conseil d'administration établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Article 28 – Affectation et répartition des bénéfices

Sur le bénéfice de chaque exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, sont tout d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi. Ainsi, il est prélevé 5 p. 100 pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fond atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale prélève, ensuite, les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre toutes les actions proportionnellement à leur montant libéré et non amorti.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 29 – Mise en paiement des dividendes

L'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut, par le Conseil d'administration.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des actionnaires aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Titre VI – Pertes graves – Achat par la Société – Transformation – Dissolution – Liquidation

Article 30 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 31 – Achat par la Société d'un bien appartenant à un actionnaire

Lorsque la Société, dans les deux ans suivant son immatriculation, acquiert un bien appartenant à un actionnaire et dont la valeur est au moins égale à un dixième du capital social, un Commissaire, chargé d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ce bien, est désigné par décision de justice à la demande du Président du Conseil d'administration.

Le rapport du Commissaire est mis à la disposition des actionnaires. L'Assemblée Générale Ordinaire statue sur l'évaluation du bien, à peine de nullité de l'acquisition.

Le vendeur n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire.

Ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'acquisition est faite en Bourse ou sous le contrôle d'une autorité judiciaire ou dans le cadre des opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Article 32 – Transformation

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires les bilans de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les actionnaires devenant associés commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

Article 33 – Dissolution – Liquidation

Hors les cas de dissolution judiciaire prévue par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de *quorum* et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution qu'elle soit volontaire ou judiciaire, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Titre VII – Contestations

Article 34 – Contestations

Toutes les contestations qui peuvent s'élever au cours de l'existence de Soitec ou lors de sa liquidation soit entre les actionnaires, soit entre les actionnaires et Soitec, à raison des présents statuts seront jugés conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

9.2 Documents accessibles au public

L'ensemble de l'information réglementée au sens de l'article 221-1 du Règlement général de l'AMF est disponible par voie électronique sur le site internet de notre Société, à la rubrique Entreprise – Investisseurs (www.soitec.com/fr/investisseurs). Les autres documents et informations mis à la disposition des actionnaires dans les conditions légales et réglementaires y sont également consultables et téléchargeables.

À ce titre, peuvent notamment être consultés et téléchargés les principaux éléments suivants :

Type d'information	Accessibilité
Statuts de la Société	Site internet de notre Société – rubrique Entreprise – Investisseurs – Statuts
Rapports financiers, documents de référence et documents d'enregistrement universels portant sur les trois derniers exercices au moins	Site internet de notre société – rubrique Entreprise – Investisseurs – Rapports financiers
Avis réglementés relatifs au nombre de droits de vote et d'actions	Site internet de notre Société – rubrique Entreprise – Investisseurs – Avis réglementés
Publications et documents relatifs aux Assemblées Générales	Site internet de notre Société – rubrique Entreprise – Investisseurs – Assemblées Générales
Communiqués financiers	Site internet de notre Société – rubrique Entreprise – Investisseurs – Communiqués financiers

Une copie de l'acte constitutif de notre Société peut être mise à disposition de tout intéressé sur support physique au siège social situé Parc Technologique des Fontaines, Chemin des Franques, 38190 Bernin, France (téléphone : 00 33 4 76 92 75 00).

Pour suivre en direct l'actualité financière de Soitec, il est possible de s'abonner à nos communiqués (www.soitec.com/fr/subscribe).

9.3 Personnes responsables du Document d'Enregistrement Universel et de l'information financière

9.3.1 Responsable du Document d'Enregistrement Universel

M. Paul Boudre, Directeur général.

9.3.2 Attestation du responsable du Document d'Enregistrement Universel

« J'atteste que les informations contenues dans le présent Document d'Enregistrement Universel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, et

que le rapport de gestion (cf. Table de concordance figurant en page 384) présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation qu'il décrit les principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

Le 5 juillet 2021

Paul Boudre
Directeur général

9.4 Contrôleurs légaux des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

KPMG S.A. représenté par MM. Jacques Pierre et Stéphane Devin

Tour EQHO, 2, avenue Gambetta, 92066 Paris La Défense Cedex

- Date du premier mandat : 25 juillet 2016.
- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Ernst & Young Audit représenté par M. Nicolas Sabran

1-2, place des Saisons, 92037 Paris La Défense Cedex

- Date du premier mandat : 25 juillet 2016.
- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Commissaires aux comptes suppléants

Salustro Reydel (suppléant de KPMG S.A.)

Tour EQHO, 2, avenue Gambetta, 92066 Paris La Défense Cedex

- Date du premier mandat : 25 juillet 2016.
- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Auditex (suppléant d'Ernst & Young Audit)

1-2, place des Saisons, 92037 Paris La Défense Cedex

- Date du premier mandat : 25 juillet 2016.
- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022.

9.5 Honoraires des Commissaires aux comptes

Honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par notre Société et ses filiales.

Pour les exercices clos les 31 mars 2020 et 2021, les honoraires se décomposent comme suit :

	2019-2020				2020-2021			
	KPMG Audit		Ernst & Young Audit		KPMG Audit		Ernst & Young Audit	
	Montant HT (en milliers d'euros)	%	Montant HT (en milliers d'euros)	%	Montant HT (en milliers d'euros)	%	Montant HT (en milliers d'euros)	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
• Émetteur	219,69	56,22 %	273	84 %	176	57,57 %	220	84,69 %
• Filiales intégrées globalement	145,30	37,19 %	12	3,70 %	118,9	38,89 %	13,6	5,23 %
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes								
• Émetteur	25,750	6,60 %	40	12,30 %	10,8	3,54 %	26,2	10,08 %
• Filiales intégrées globalement	-	0 %	-	0 %	-	0 %	-	0 %
Sous-total	390,74	100 %	325	100 %	305,7	100 %	259,8	100 %
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social	-	0 %	-	0 %	-	0 %	-	0 %
Autres (à préciser si > 10 % des honoraires d'audit)	-	0 %	-	0 %	-	0 %	-	0 %
Sous-total	-	0 %	-	0 %	-	0 %	-	0 %
TOTAL	390,74	100 %	325	100 %	305,7	100 %	259,8	100 %





Tables de concordance

Table de concordance avec les rubriques
des annexes 1 et 2 du Règlement délégué
(UE) 2019/980.....384

Table de concordance du rapport
financier annuel387

Table de concordance du rapport de gestion.....387

Table de concordance du rapport
sur le gouvernement d'entreprise.....389

Documents d'Assemblée Générale.....391

Table de concordance avec les rubriques des annexes 1 et 2 du Règlement délégué (UE) 2019/980

La table de concordance ci-dessous permet d'identifier dans le présent Document d'Enregistrement Universel les informations mentionnées par les différentes rubriques des annexes 1 et 2 du Règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission européenne du 14 mars 2019 complétant le Règlement européen 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 abrogeant le Règlement (CE) n° 809/2004 (annexe I) de la Commission. Elle renvoie aux paragraphes et aux pages du présent Document d'Enregistrement Universel où sont mentionnées les informations relatives à chacune de ces rubriques.

Nb	Rubriques de l'annexe 1 du Règlement européen 2019/980	Paragraphe	Pages
1.	Personnes responsables, informations provenant de tiers, rapports d'experts et approbation de l'autorité compétente		
1.1	Nom et fonction des personnes responsables	9.3.1	380
1.2	Déclaration des personnes responsables	9.3.2	380
1.3	Déclaration ou rapport attribué(e) à une personne intervenant en qualité d'expert	N/A	N/A
1.4	Information provenant d'une tierce partie	N/A	N/A
1.5	Approbation de l'autorité compétente (Autorité des marchés financiers)	Cf. encart AMF	1
2.	Contrôleurs légaux des comptes		
2.1	Nom et adresse des contrôleurs légaux	9.4	381
2.2	Précisions à fournir si les Commissaires aux comptes ont démissionné, ont été démis de leurs fonctions ou n'ont pas été reconduits dans leurs fonctions	9.4	381
3.	Facteurs de risques	2.1	48 - 62
4.	Informations concernant l'émetteur		
4.1	Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	9.1.1	370
4.2	Lieu, numéro d'enregistrement et identifiant d'entité juridique (LEI)	9.1.1	370
4.3	Date de constitution et durée de vie	9.1.1	370
4.4	Siège social, forme juridique, législation applicable, pays d'origine, adresse et numéro de téléphone du siège, site internet, avis légal	9.1.1	370
5.	Aperçu des activités		
5.1	Principales activités		
5.1.1	<i>Nature des opérations effectuées par l'émetteur et ses principales activités</i>	1.4	36 - 38
5.1.2	<i>Nouveaux produits et/ou services importants lancés</i>	1.4	36 - 38
5.2	Principaux marchés	1.2	32 - 34
5.3	Événements importants	6.2.1.2 (Note 2.4)	
5.4	Stratégie et objectifs	1.3	35 - 36
5.5	Dépendance à l'égard de brevets, licences, contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	1.5.2, 1.5.3, 1.5.4	38 - 39
5.6	Position concurrentielle	1.9.2	42 - 43
5.7	Investissements		
5.7.1	Investissements importants réalisés par l'émetteur durant chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques, jusqu'à la date du document d'enregistrement	5.1.2.1	203
5.7.2	<i>Renseignements concernant les principaux investissements que compte réaliser l'émetteur à l'avenir et pour lesquels ses organes de direction ont déjà pris des engagements fermes</i>	5.1.2.2	203
5.7.3	<i>Renseignements concernant les coentreprises et les participations</i>	1.3.4, 5.1.2.2	44
5.7.4	<i>Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles</i>	3.4.2, 3.4.3, 3.4.4	217 - 254
6.	Structure organisationnelle		
6.1	Description sommaire du Groupe	1.10	44
6.2	Liste des filiales importantes	1.10 6.2.1.2 (A)	44 217 - 254
7.	Examen de la situation financière et du résultat		
7.1	Situation financière		
7.1.1	<i>Évolution et résultat des activités de l'émetteur</i>	5.1	196 - 205
7.1.2	<i>Évolution future et probable des activités et activités en matière de recherche et de développement</i>	5.3	205
7.2	Résultat d'exploitation		
7.2.1	<i>Facteurs importants, influant sensiblement sur le revenu d'exploitation de l'émetteur</i>	5.1	196 - 205
7.2.2	<i>Explication des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets</i>	5.1	196 - 205

Nb	Rubriques de l'annexe 1 du Règlement européen 2019/980	Paragraphe	Pages
8.	Trésorerie et capitaux		
8.1	Informations sur les capitaux	5.1.3.1	204
8.2	Sources, montant et description des flux de trésorerie	5.1.3.1	204
8.3	Besoins de financement et structure de financement	5.1.3.1	204
8.4	Restrictions à l'utilisation des capitaux	N/A	
8.5	Sources de financement attendues	5.1.3.2	204 - 205
9.	Environnement réglementaire	N/A	N/A
10.	Informations sur les tendances		
10.1	Principales tendances ayant affecté la production, les ventes et les stocks, les coûts et les prix de vente et changement significatif de performance financière depuis la fin du dernier exercice	5.3	205
10.2	Tendance connue, incertitudes, contraintes, engagements ou événements susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur	5.3	205
11.	Prévision ou estimation du bénéfice		
11.1	Prévision ou estimation du bénéfice	5.3	205
11.2	Déclaration énonçant les principales hypothèses sur lesquelles l'émetteur a fondé sa prévision ou son estimation	5.3	205
11.3	Déclaration attestant que la prévision ou l'estimation du bénéfice a été établie et élaborée sur une base comparable aux informations financières historiques et conforme aux méthodes comptables de l'émetteur	N/A	
12.	Organes d'administration, de direction et de surveillance et Direction générale		
12.1	Informations concernant les membres des organes d'administration et la Direction Générale	4.1.2, 4.1.3.1 (A et B)	125, 129, 132 - 147
12.2	Conflits d'intérêts au sein des organes d'administration et de direction	4.1.4.2 (B)	158
13.	Rémunérations et avantages		
13.1	Montant de la rémunération versée et avantages en nature	4.2	171 - 192
13.2	Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraite ou d'autres avantages	4.2.5	192
14.	Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
14.1	Date d'expiration des mandats actuels et date d'entrée en fonction	4.1.3.1 (A et B)	132 - 147
14.2	Contrats de service liant les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance à l'émetteur ou à l'une de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages	4.1.9.4	170
14.3	Informations sur le Comité d'Audit et le Comité des Rémunérations	4.1.5.3, 4.1.5.5	162 - 163, 164 - 165
14.4	Conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur	4.1.8	167- 168
14.5	Incidences significatives potentielles sur la gouvernance d'entreprise, y compris les modifications futures de la composition des organes de direction et d'administration	4.1.3.3 4.1.3.4	150 151
15.	Salariés		
15.1	Nombre de salariés	3.5.1	82 - 83
15.2	Participations et stock-options	4.1.7.1	166
15.3	Accord prévoyant une participation des salariés au capital de l'émetteur	3.5.2.2 7.2.3.1 (B, C, D et F)	83 - 86 299-303
16.	Principaux actionnaires		
16.1	Actionnaires détenant plus de 5 % du capital ou des droits de vote	7.1.1	288 - 289
16.2	Existence de droits de vote différents	7.1.5.2	292
16.3	Contrôle de l'émetteur	7.1.6.2	293
16.4	Accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle	7.1.6.3	293
17.	Transactions avec des parties liées	6.2.1.2 (note 5.3)	248
18.	Informations financières concernant l'actif et le passif, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
18.1	Informations financières historiques		
18.1.1	Informations financières historiques auditées	6.2, 6.3	212 - 257, 258 - 282
18.1.2	Changement de date de référence comptable	N/A	
18.1.3	Normes comptables	6.2.1.1 (note 2)	212-216
18.1.4	Changement de référentiel comptable	N/A	
18.1.5	Informations financières auditées conformément aux normes comptables nationales	6.2, 6.3	212 - 257, 258 - 282

Nb	Rubriques de l'annexe 1 du Règlement européen 2019/980	Paragraphe	Pages
18.1.6	États financiers consolidés	6.2	212 - 257
18.1.7	Date des dernières informations financières	31 mars 2021	
18.2	Informations financières intermédiaires et autres		
	Informations financières trimestrielles ou semestrielles publiées depuis la date des derniers états financiers audités	N/A	
	Informations financières intermédiaires des six premiers mois de l'exercice qui suit la fin du dernier exercice vérifié	N/A	
18.3	Audit des informations financières annuelles historiques		
18.3.1	Rapport d'audit	6.2.2, 6.3.2	255 - 257, 280-282
18.3.2	Autres informations figurant dans le Document d'Enregistrement Universel et auditées par les contrôleurs légaux	3.8, 8.3	100 - 114, 362- 363
18.3.3	Indication de la source et de l'absence de vérification des informations financières figurant dans le Document d'Enregistrement Universel qui ne sont pas tirées des états financiers audités de l'émetteur	N/A	
18.4	Informations financières pro forma	N/A	
18.5	Politique en matière de dividendes	7.1.4	292
18.5.1	Description de la politique de distribution de dividendes	7.1.4	292
18.5.2	Montant des dividendes	7.1.4	292
18.6	Procédures judiciaires et d'arbitrage	N/A	
18.7	Changement significatif de la situation financière de l'émetteur	N/A	
19.	Informations supplémentaires		
19.1	Capital social		
19.1.1	Montant du capital émis	7.2.1.1	295
19.1.2	Actions non représentatives du capital	7.2.1.1	295
19.1.3	Actions détenues par l'émetteur lui-même, en son nom ou par ses filiales (nombre, valeur comptable et valeur nominale)	7.2.2	296 -298
19.1.4	Montant des valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription et mention des conditions et modalités de conversion, d'échange ou de souscription	7.2.3	298 - 306
19.1.5	Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attachée au capital autorisé, mais non émis, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	7.2.4	307- 318
19.1.6	Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option	7.2.5	319
19.1.7	Historique du capital social	7.2.6	319 - 320
19.2	Acte constitutif et statuts		
19.2.1	Description sommaire de l'objet social de l'émetteur et emplacement de l'énonciation dans l'acte constitutif et les statuts	9.1.2	370-379
19.2.2	Description des droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions	9.1.2	370-379
19.2.3	Description sommaire de toute disposition qui pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle	N/A	
20.	Contrats importants	N/A	
21.	Documents disponibles	9.2	380

Nb	Rubriques de l'annexe 2 du Règlement européen 2019/980	Paragraphe	Pages
1.	Obligations d'information	Table de concordance ci-dessus	
2.	Dépôt auprès de l'autorité compétente	Page encart AMF	Page encart AMF

Table de concordance du rapport financier annuel

La table de concordance ci-après permet d'identifier, dans le présent Document d'Enregistrement Universel, les informations qui constituent le rapport financier annuel en application des articles L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et 222-3 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

	Paragraphe	Pages
1. Rapport de gestion	Voir détail dans la table de concordance du rapport de gestion	
2. Comptes consolidés	6.2.1	212-254
3. Comptes annuels	6.3.1	258 -279
4. Rapports des contrôleurs légaux des comptes sur les comptes sociaux et les comptes consolidés		
• sur les comptes consolidés	6.2.2	255-257
• sur les comptes annuels	6.3.2	280-282
5. Honoraires des contrôleurs légaux des comptes	9.5	381
6. Déclaration des personnes physiques assumant la responsabilité du rapport financier annuel	9.3	380

Table de concordance du rapport de gestion

La table de concordance ci-après permet d'identifier dans le présent Document d'Enregistrement Universel les informations qui constituent le rapport de gestion du Conseil d'administration à l'Assemblée Générale requis par les dispositions du Code de commerce applicables aux sociétés anonymes à Conseil d'administration et aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation

Il a été arrêté par le Conseil d'administration de notre Société le 9 juin 2021 et rend compte des éléments ci-après mentionnés, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

Textes de référence	Informations	Paragraphe	Pages
I. SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE			
Code de commerce	L. 225-100-1 I, 1° L. 232-1 II L. 233-26	Situation de la Société et du Groupe durant l'exercice écoulé et analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et du Groupe, notamment de sa situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires	5.1 196
Code de commerce	L. 225-100-1 I, 2°	Indicateurs clés de performance de nature financière	5.1.1 196-202
Code de commerce	L. 225-100-1 I, 2°	Indicateurs clés de performance non financière ayant trait à l'activité spécifique de la Société et du Groupe, notamment les informations relatives aux questions d'environnement et de personnel	3.3, 3.4, 3.5, 3.8 74-92
Code de commerce	L. 232-1 II L. 233-26	Évolution prévisible de la situation de la Société et du Groupe et perspectives d'avenir	5.3 205
Code de commerce	L. 233-13	Identité des principaux actionnaires et détenteurs des droits de vote aux assemblées générales, et modifications intervenues au cours de l'exercice	7.1.1 p. 288
Code de commerce	L. 232-1 II L. 233-26	Événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport de gestion est établi	5.2 205
Code de commerce	L. 232-1 II	Succursales existantes	N/A N/A
Code de commerce	L. 233-6, al. 1 ^{er}	Prises de participation significative dans des sociétés ayant leur siège social sur le territoire français	N/A N/A
Code de commerce	L. 233-29 L. 233-30 R. 233-19	Aliénations des participations croisées	N/A N/A
Code de commerce	L. 232-1 II L. 233-26	Activité en matière de recherche et de développement de la Société et du Groupe	1.3.2, 1.5.2 35 ; 38-39
Code de commerce	R. 225-102	Tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices	6.4.1 283
Code de commerce	L. 441-14 D. 441-6	Informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et des clients	5.4.7 207-208
Code monétaire et financier	L. 511-6 R. 511-2-1-3	Montant des prêts interentreprises consentis et déclaration du Commissaire aux comptes	N/A N.A
Code de commerce	L. 233-6, al. 2	Activité et résultats de l'ensemble de la Société, des filiales de la Société et des sociétés qu'elle contrôle par branche d'activité	5.1, 5.4 196-205 ; 206-208

Textes de référence		Informations	Paragraphe	Pages
II. CONTRÔLE INTERNE ET GESTION DES RISQUES				
Code de commerce	L. 225-100-1 I, 3°	Description des principaux risques et incertitudes auxquels la Société et le Groupe sont confrontés	2.1	48-56
Code de commerce	L. 22-10-35, 1°	Indications sur les risques financiers liés aux effets du changement climatique et la présentation des mesures que prend l'entreprise pour les réduire en mettant en œuvre une stratégie bas carbone dans toutes les composantes de son activité	3.2.3	71
Code de commerce	L. 22-10-35, 2°	Principales caractéristiques des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière	2.2	56-61
Code de commerce	L. 225-100-1 I, 4°	Indications sur les objectifs et la politique concernant la couverture de chaque catégorie principale de transactions et sur l'exposition aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie, y compris l'utilisation des instruments financiers	2.3	61-62
Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dite « Sapin 2 »		Dispositif anti-corruption	3.6.1	92-93
Code de commerce	L. 225-102-4	Plan de vigilance et compte-rendu de sa mise en œuvre effective	N/A	N/A
III. ACTIONNARIAT ET CAPITAL				
Code de commerce	L. 233-13	Structure, évolution du capital de la Société et franchissement de seuils	7.1.1, 7.1.2, 7.1.6.1	288-289 ; 290 ; 292-293
Code de commerce	L. 225-211	Acquisition et cession par la Société de ses propres actions	7.2.2	296
Code de commerce	L. 225-102	État de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice (proportion du capital représentée)	7.1.1, 7.1.2	288-289 ; 290
Code de commerce	R. 228-90 R. 228-91	Mention des ajustements éventuels pour les titres donnant accès au capital en cas de rachats d'actions ou d'opérations financières	N/A	N/A
Règlement général de l'AMF Code monétaire et financier	L. 621-18-2	Informations sur les opérations des dirigeants et personnes liées sur les titres de la Société	4.1.7.2	166
Code général des impôts	243 bis	Montant des dividendes qui ont été mis en distribution au titre des trois derniers exercices précédents	7.1.4	292
IV. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES REQUISES POUR L'ÉTABLISSEMENT DU RAPPORT DE GESTION				
Code général des impôts	223 quater 223 quinquies	Informations fiscales complémentaires	5.4.6	207
Code de commerce	L. 464-2	Injonctions ou sanctions pécuniaires pour des pratiques anticoncurrentielles	N/A	N/A
V. DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE ET PLAN DE VIGILANCE				
Code de commerce	L. 225-102-1 L. 22-10-36 R. 225-105	Modèle d'affaires	3.1	66-67
Code de commerce	L. 225-102-1 L. 22-10-36 R. 225-105 I, 1°	Description des principaux risques liés à l'activité de la Société ou du Groupe, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par les relations d'affaires, les produits ou les services	3.2.3	71
Code de commerce	L. 225-102-1 III L. 22-10-36 R. 225-104 R. 225-105 I, 2°	Informations sur la manière dont la Société prend en compte les conséquences sociales et environnementales relatives à son activité, ainsi que les effets de cette activité quant au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale (description des politiques mises en œuvre pour prévenir, identifier et atténuer les principaux risques liés à l'activité de la Société ou du Groupe)	3.4, 3.6.1	77-81
Code de commerce	L. 225-102-1 L. 22-10-36 R. 225-105 I, 3°	Résultats des politiques appliquées par la Société ou le Groupe, incluant des indicateurs clés de performance	3.8	100-114
Code de commerce	L. 225-102-1 L. 22-10-36 R. 225-105 II, A, 1°	Informations sociales (emploi, santé et sécurité, relations sociales, formation, égalité de traitement)	3.5	81-92
Code de commerce	L. 225-102-1 L. 22-10-36 R. 225-105, II, A, 2°	Informations environnementales (politique générale en matière environnementale, pollution, économie circulaire, changement climatique)	3.4	77-81
Code de commerce	L. 225-102-1 L. 22-10-36 R. 225-105, II, A, 3°	Informations sociétales (engagements sociétaux en faveur du développement durable, sous-traitance, loyauté des pratiques)	3.6	92-96

Textes de référence	Informations	Paragraphe	Pages	
Code de commerce	L. 225-102-1 L. 22-10-36 R. 225-105, II, B, 1°	Informations relatives à la lutte contre la corruption	3.6.1	92-93
Code de commerce	L. 225-102-1 L. 22-10-36 R. 225-105, II, B, 2°	Informations relatives aux actions en faveur des droits de l'Homme	3.6.1.1	92-93
Code de commerce	L. 225-102-1 III L. 22-10-36 R. 225-105	Accords collectifs conclus dans la Société, les filiales et les sociétés contrôlées et leurs impacts sur la performance économique de la Société, des filiales et des sociétés contrôlées ainsi que sur les conditions de travail des salariés	3.5.4.2	88
Code de commerce	L. 225-102-2	Informations spécifiques installations SEVESO	N/A	N/A
Code de commerce	L. 225-102-1 V L. 22-10-36 R. 225-105-2	Attestation de l'organisme tiers indépendant sur les informations présentes dans le DPEF	3.10	118-120
VI. ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION				
Code de commerce	R. 225-102	Tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours des 5 derniers exercices	6.5.1	283

Table de concordance du rapport sur le gouvernement d'entreprise

La table de concordance ci-après permet d'identifier dans le présent Document d'Enregistrement Universel les informations qui constituent le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise requis en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Il a été arrêté par le Conseil d'administration de notre Société les 9 et 25 juin 2021 et rend compte des éléments ci-après mentionnés, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

Le rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise est inclus dans leur rapport sur les comptes annuels.

Textes de référence		Informations	Paragraphe	Pages
Code de commerce	L. 22-10-8, I, al. 2	Information sur la politique de rémunération des mandataires sociaux au titre de l'exercice 2021-2022	4.2.3	188-191
Code de commerce	L. 22-10-9 I, 1°	Rémunération totale et avantages de toute nature versés, durant l'exercice 2020-2021 ou attribués à raison du mandat au titre de l'exercice 2020-2021, à chaque mandataire social	4.2.1	171-184
Code de commerce	L. 22-10-9 I, 2°	Proportion relative de la rémunération fixe et variable des mandataires sociaux	4.2.1.1 (A et B)	172 ; 188-189 ; 190
			4.2.3.2 (A et B)	
			4.2.3.3 (A)	
Code de commerce	L. 22-10-9 I, 3°	Utilisation de la possibilité de demander la restitution d'une rémunération variable des mandataires sociaux	4.2.3.1	188
Code de commerce	L. 22-10-9 I, 4°	Engagements de toute nature pris par la Société au bénéfice de ses mandataires sociaux, correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de leurs fonctions ou postérieurement à l'exercice de celles-ci, notamment les engagements de retraite et autres avantages viagers	4.2.3.2 (G)	190
Code de commerce	L. 22-10-9 I, 5°	Rémunération versée ou attribuée par une entreprise comprise dans le périmètre de consolidation au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce aux mandataires sociaux	4.2.1.1	171-176
Code de commerce	L. 22-10-9 I, 6°	Ratios entre le niveau de rémunération de chaque mandataire social (le Président du Conseil d'administration, le Directeur général et chaque Directeur général délégué) et les rémunérations moyenne et médiane des salariés de la Société	4.2.1.3 (D)	179
Code de commerce	L. 22-10-9 I, 7°	Évolution annuelle de la rémunération, des performances de la Société, de la rémunération moyenne sur une base équivalent temps plein des salariés de la Société, autres que les dirigeants, et des ratios, au cours des cinq exercices les plus récents	4.2.1.3	178-181
Code de commerce	L. 22-10-9 I, 8°	Explication de la manière dont la rémunération totale respecte la politique de rémunération adoptée, y compris la manière dont elle contribue aux performances à long terme de la Société, et de la manière dont les critères de performance ont été appliqués	4.2.3.1	188



Textes de référence		Informations	Paragraphe	Pages
Code de commerce	L. 22-10-9 I, 9°	Manière dont le vote de la dernière Assemblée Générale Ordinaire prévu au I de l'article L. 22-10-34 du Code de commerce a été pris en compte	4.2.1	171-184
Code de commerce	L. 22-10-9 I, 10°	Écart par rapport à la procédure de mise en œuvre de la politique de rémunération et toute dérogation appliquée conformément au deuxième alinéa du III de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, y compris l'explication de la nature des circonstances exceptionnelles et l'indication des éléments spécifiques auxquels il est dérogé	N/A	N/A
Code de commerce	L. 22-10-9 I, 11°	Application des dispositions du second alinéa de l'article L. 225-45 du Code de commerce	N/A	N/A
Code de commerce	L. 225-197-1 II L. 22-10-59	Attribution et conservation d'actions gratuites aux dirigeants mandataires sociaux	4.1.4.2 (C, 2) 4.2.1.1 (C, 1) 4.2.3.2 (C)	158 ; 173-176 ; 189
Code de commerce	L. 225-185	Attribution et conservation des options par les mandataires sociaux	N/A	N/A
Code de commerce	L. 225-37-4 1° L. 22-10-10	Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice 2020-2021	4.1.3.1 (A et B)	132 - 147
Code de commerce	L. 225-37-4 2° L. 22-10-10	Conventions conclues entre l'un des mandataires sociaux ou un actionnaire significatif de la Société et une filiale de la Société	4.1.9.3	170
Code de commerce	L. 225-37-4 3° L. 22-10-10	Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires en matière d'augmentation de capital	7.2.4.1 et 8.2.4	307 - 317 360 - 361
Code de commerce	L. 225-37-4 4° L. 22-10-10	Modalités d'exercice de la Direction générale	4.1.2.1	125 - 127
Code de commerce	L. 22-10-10, 1°	Composition, conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil	4.1.3 et 4.1.4.1	130 - 153 153 - 156
Code de commerce	L. 22-10-10 R. 225-104	Application du principe de représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein du Conseil d'administration	4.1.3.2 (G, 3)	149
Code de commerce	L. 22-10-10, 3°	Éventuelles limitations apportées par le Conseil d'administration aux pouvoirs du Directeur général	4.1.2.1	125 - 127
Code de commerce	L. 22-10-10, 4°	Référence à un Code de gouvernement d'entreprise et application du principe <i>comply or explain</i>	4.1.8	167 - 168
Code de commerce	L. 22-10-10, 5°	Modalités particulières de la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale	8.4.1	364
Code de commerce	L. 22-10-10, 6° L. 22-10-12	Procédures d'évaluation des conventions courantes et sa mise en œuvre	4.1.9.1	169
Code de commerce	L. 22-10-11	Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	7.1.8	294 - 295
Code de commerce	L. 22-10-71	Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise	Inclus dans le rapport sur les comptes annuels figurant au chapitre 6.3.2 (280 - 282)	

Documents d'Assemblée Générale

Les documents et renseignements requis par l'article R. 225-88 du Code de commerce (autres que ceux listés ci-dessus), ainsi que les informations complémentaires requises en vue de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2021, inclus dans le présent Document d'Enregistrement Universel, sont listés ci-après.

Les autres documents requis par l'article R. 225-88 du Code de commerce sont inclus dans la brochure de convocation adressée par voie postale ou électronique aux actionnaires inscrits au nominatif. L'ensemble de ces documents, ainsi que le présent Document d'Enregistrement Universel, sont accessibles sur le site web de notre Société (www.soitec.com), à la rubrique Entreprise – Investisseurs – Assemblées Générales – AGOE 28 juillet 2021.

Informations	Paragraphe	Pages
• Rapport sur la gestion du Groupe	Voir détail dans la table de concordance du rapport de gestion	
• Rapport spécial sur les opérations réalisées sur les options de souscription ou d'achat d'actions au titre de l'exercice 2020-2021	7.2.4.2	317
• Rapport spécial sur les opérations réalisées sur les actions gratuites au titre de l'exercice 2020-2021	7.2.4.3	317 - 318
• Volumes des transactions et évolutions du cours de l'action	7.1.3.3	291
• Volume des transactions et évolutions de la valeur des OCEANE	N/A	
• Proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2020-2021	5.4.5, et 8.2.2 (première résolution)	326
• Descriptif du programme de rachat d'actions propres par la Société qui sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 28 juillet 2021	7.2.2.5	296 - 298
• Texte des résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 28 juillet 2021	8.2.2	326 - 332
• Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 28 juillet 2021	8.2	326- 361
• Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	8.3	362 -363





Glossaire

Mots-clés en électronique

Une plaque ou un *wafer*

Tranche, galette ou plaque de semi-conducteur servant de support à la fabrication de microstructures. Ces microstructures sont une composante majeure dans la fabrication des circuits intégrés, des transistors, des semi-conducteurs de puissance ou des microsystèmes électromécaniques ou acoustiques.

La loi de Moore

La loi de Moore a été exprimée en 1965 dans *Electronics Magazine* par Gordon Moore, ingénieur de Fairchild Semiconductor, un des trois fondateurs d'Intel. Constatant que la complexité des semi-conducteurs proposés en entrée de gamme doublait tous les deux ans à coût constant depuis 1959, date de leur invention, il postulait la poursuite de cette croissance (en 1965, le circuit le plus performant comportait 64 transistors). Cette augmentation exponentielle fut rapidement nommée « loi de Moore » ou, compte tenu de l'ajustement ultérieur, « première loi de Moore ».

Transistor

Un transistor est un dispositif semi-conducteur à trois électrodes actives, qui permet de contrôler un courant. On les retrouve en grand nombre dans les processeurs (smartphones, ordinateurs).

Le More Moore

Défi de continuer à miniaturiser les dispositifs pour les nœuds technologiques en deçà de 28 nm.

Nanomètre (nm)

1 milliardième de mètre.

Le More than Moore

Défi d'enrichir davantage les fonctions des circuits et de gérer leur complexité croissante sans passer aux nodes plus fines.

Produits compound

Un matériau semi-conducteur composé de deux ou plusieurs éléments est appelé un matériau semi-conducteur composé compound. L'arséniure de gallium (gallium arsenide (GaAs)), le nitrure de gallium (gallium nitride (GaN)), le phosphure d'indium (indium phosphide (InP)), le séléniure de zinc (zinc selenide (ZnSe)), et le carbure de silicium (silicon carbide (SiC)) sont des exemples typiques de semi-conducteur composé.

Matériau piézoélectrique

Matériau qui se déforme sous l'action d'un champ électrique et inversement génère un champ électrique lorsqu'il est soumis à des contraintes mécaniques. Les matériaux piézoélectriques tels que le tantalate de lithium et le niobate de lithium sont utilisés pour la fabrication des filtres utilisant les ondes acoustiques générées par effet piézoélectrique.

Composants

Substrat

Base matérielle, support ou socle qui permet de recevoir un quelconque élément scriptural ou autre, organique, pour lui assurer pérennité ou développement.

Silicium sur isolant (SOI ou *Silicon on Insulator*)

Structure constituée d'un empilement d'une couche de silicium (de quelques dizaines de nm à quelques μm d'épaisseur) sur une couche d'isolant.

Bulk silicium

Silicium massif sous forme dite « de base » (à la différence des substrats avancés comme les SOI), dont les propriétés de semi-conducteur ont permis la création de transistors, puis les circuits intégrés (les « puces »).

ASIC (*Application Specific Integrated Circuit*)

Circuit intégré qui regroupe sur une même puce toutes les fonctions nécessaires à une application spécifique.

Mems (*microelectromechanical systems*)

On appelle microsystèmes électromécaniques ou Mems, des systèmes électromécaniques dont la taille varie de quelques microns à quelques dizaines de nanomètres. Les Mems intègrent généralement des éléments mécaniques couplés à des éléments électroniques, d'où leur dénomination. Ils jouent sur des phénomènes électromagnétiques, thermiques ou encore fluidiques.

PMIC (*Power Management Integrated Circuit*)

Un PMIC peut faire référence à n'importe quelle puce qui est une fonction individuelle liée à l'alimentation, mais se réfère généralement à des circuits intégrés qui intègrent plusieurs fonctions telles que différentes conversions de puissance et commandes de puissance (par exemple, telles que la supervision de tension et la protection contre les sous-tensions).

MCU (Micro Controller Unit)

Un microcontrôleur (MCU pour microcontrôle) est un petit ordinateur sur une seule puce de circuit intégré (IC) oxyde de métal-semi-conducteur (MOS). Un microcontrôleur contient un ou plusieurs processeurs (cœurs de processeur) ainsi qu'une mémoire et une entrée programmable.

Applications industrielles

Smart Cut™

Procédé qui permet le transfert de très fines couches de matériaux cristallins sur un support mécanique. L'application de ce procédé technologique est utilisée principalement dans le silicium sur isolant (SOI). Le rôle du SOI est d'isoler électroniquement une fine couche de silicium monocristallin par rapport au reste de la plaquette de silicium, un film de silicium ultra-mince est transféré à un support mécanique, ce qui introduit une couche intermédiaire, isolante. Les fabricants de semi-conducteurs peuvent ensuite fabriquer des circuits intégrés sur la couche supérieure des plaques de SOI en utilisant les mêmes procédés qu'ils utiliseraient sur des plaquettes de silicium brut.

Smart Stacking™

La technologie Smart Stacking™ de Soitec permet de transférer de fines couches de substrats ou de circuits sur d'autres substrats, dans un environnement industriel performant. Elle ouvre de nouvelles perspectives aux applications 3D.

Direct bonding

Procédé de collage de plaques de silicium sans couches intermédiaires supplémentaires.

FD-SOI (Fully-Depleted Silicon on Insulator)

Le FD-SOI est un type de substrat Soitec.

RF-SOI (Radio Frequency Silicon on Insulator)

Le RF-SOI est un type de substrat Soitec.

POI (Piezoelectric On Insulator)

Le POI est un type de substrat Soitec.

Imager-SOI

L'Imager-SOI est un substrat Soitec.

Power-SOI

Le Power-SOI est un substrat Soitec.

DSP (Digital Signal Processor)

Microprocesseur optimisé pour exécuter des applications de traitement numérique du signal (filtrage, extraction de signaux, etc.) le plus rapidement possible.

Photonics-SOI

Le Photonics-SOI est un substrat Soitec.

GaN (nitru de gallium)

Le GaN est un substrat Soitec.

Épitaxie

Opération qui consiste à faire croître une couche de matériau semi-conducteur sur un substrat, cette couche ayant la même orientation cristalline que le substrat.

IDM (Integrated Device Manufacturer)

Les IDM réalisent elles-mêmes toutes les étapes de la conception à la fabrication en passant par la vente des puces.

Fabless

Les *Fabless* conçoivent et vendent des puces, mais sous-traitent leur fabrication à des fondeurs.

Fondeurs ou foundries

Les fondeurs fabriquent les plaques à partir des plans de leurs clients.

4G LTE - 4^e Génération, Long-Term Evolution

Standard pour la 4G.

Multi-sourcing

Relatif aux activités qui visent à utiliser plusieurs sources d'approvisionnement.

SMI (Supplier-managed inventory)

Processus de réapprovisionnement et de planification piloté par les fournisseurs. Grâce au module SMI, les fournisseurs peuvent afficher et gérer les niveaux de stock, expédiés selon les besoins pour maintenir le niveau de stock attendu sur le site du client. Le SMI réduit la responsabilité du client de surveiller l'inventaire et de contacter le fournisseur.

CAGR (Compound Annual Growth Rate)

Le CAGR mesure le pourcentage annuel de croissance d'un indicateur. Le calcul du CAGR s'effectue à partir de la formule suivante :

$$((\text{valeur finale}/\text{valeur initiale})^{1/(\text{nombre d'années})}) - 1 = \text{CAGR}$$

Responsabilité sociétale de l'entreprise

CSE (Comité social et économique)

Le CSE est une instance unique de représentation du personnel composée de l'employeur et d'une délégation élue du personnel comportant un nombre de membres fixé en fonction de l'effectif de l'entreprise. Ses attributions portent notamment sur les domaines économique, social, de gestion des activités sociales et culturelles (*source : ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion*).

UES (Unité économique et sociale)

Une UES entre plusieurs entreprises distinctes se caractérise par l'existence, entre ces entreprises, d'une unité économique (direction commune, activités complémentaires) et d'une unité sociale (similarité du statut social et gestion sociale commune).

Accord d'entreprise ou d'UES

Accord collectif conclu entre la direction de la société ou de l'UES et les représentants des salariés.

Offre réservée à effet de levier

L'effet de levier est un mécanisme où le montant apporté par un investisseur est complété par une banque ou un autre investisseur, de manière à favoriser la performance de l'investisseur initial.

Action de préférence

Catégorie d'actions offrant des droits et obligations distincts de ceux associées aux actions ordinaires.

CDP (Carbon Disclosure Project)

Le CDP est un organisme à but non lucratif qui œuvre à la réduction des émissions de gaz à effet de serre des entreprises et des gouvernements

SBTi (Science-Based Targets initiative)

SBTi est le fruit d'une alliance entre le Carbon Disclosure Project (CDP), le programme Global Compact des Nations Unies, le World Resources Institute et le WWF. Cette initiative fournit aux entreprises une trajectoire afin qu'elles puissent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre en ligne avec l'Accord de Paris sur le réchauffement climatique signé en novembre 2016.

Bilan Carbone

Le Bilan Carbone est une évaluation de la quantité de gaz à effet de serre émise (ou captée) dans l'atmosphère sur une année par les activités d'une organisation ou d'un territoire. Les émissions de l'entité sont ordonnées selon des catégories prédéfinies appelées « postes ». Ce classement permet d'identifier les postes d'émissions où la contrainte carbone est la plus forte. (*source : Ademe*)

On considère trois scopes qui désignent le périmètre au sein duquel sont étudiées les émissions de gaz à effet de serre de l'organisation ou du produit en question :

- le scope 1 regroupe les émissions directes de gaz à effet de serre, c'est-à-dire directement liées à la fabrication du produit ;
- le scope 2 regroupe les émissions de gaz à effet de serre liées aux consommations d'énergie nécessaires à la fabrication du produit ;
- le scope 3 regroupe quant à lui toutes les autres émissions de gaz à effet de serre qui ne sont pas liées directement à la fabrication du produit, mais à d'autres étapes du cycle de vie du produit (approvisionnement, transport, utilisation, fin de vie...).

Analyse de matérialité et des risques

La réglementation sur la déclaration de performance extra-financière (DPEF) (Décret n° 2017-1265 du 9 août 2017 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2017-1180 du 19 juillet 2017 relative à la publication d'informations non financières par certaines grandes entreprises et certains groupes d'entreprises) impose aux entreprises assujetties d'identifier leurs risques extra-financiers. L'analyse de matérialité et des risques est l'une des méthodes proposées par le décret du 9 août 2017 pour identifier les risques extra-financiers inhérents à l'activité de chaque entreprise. Elle vise à établir une hiérarchie pertinente des enjeux d'une stratégie de développement durable, en regard des priorités d'une entreprise ou autre type d'organisation ainsi que des attentes des diverses parties prenantes.

Financier

Goodwill

La notion de survaleur ou *goodwill* correspond à une valorisation financière de la notoriété, du savoir-faire et des performances de l'entreprise mais aussi de son positionnement et de potentielles synergies.

Normes IFRS

Normes comptables (International Financial Reporting Standards) qui s'appliquent au niveau international et qui sont définies par l'International Accounting Standard Board. Les normes IFRS portent sur les documents de synthèse (bilan, résultats et tableaux annexes) communiqués par les entreprises mais aussi, d'une manière plus générale, sur l'ensemble des informations financières publiées.

Emprunt obligataire OCEANE

Obligation (titre de créance) convertible en actions nouvelles ou existantes. Une OCEANE donne la possibilité à son détenteur de convertir son obligation à des dates données ou à l'échéance. Une OCEANE peut aussi parfois être convertie au gré de l'émetteur en fonction des termes du contrat d'émission.

ISO 14001

La norme ISO 14001 définit les critères d'un système de management environnemental. Elle propose un cadre que les entreprises ou organisations peuvent appliquer pour mettre en place un système efficace de management environnemental.

ISO 50001

La norme ISO 50001 définit les critères d'un système de management de l'énergie. Elle propose un cadre que les entreprises ou organisations peuvent appliquer pour mettre en place un système efficace de management énergétique.

ISO 45001

La norme ISO 45001 définit les critères d'un système de management de la sécurité et la santé au travail, dans le but d'améliorer la sécurité des salarié-es, de réduire les risques sur le lieu de travail et de créer des conditions de travail meilleures et plus sûres.

LGBTQIA+

Sigle utilisé pour qualifier les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, queers, intersexes et asexuelles (c'est-à-dire pour désigner des personnes non hétérosexuelles, non cisgenres ou non dyadiques) et toute autre variante d'identité de genre, de caractéristiques sexuelles ou d'orientation sexuelle.

Prospectus 3

Règlement (UE) n° 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé.

UGT (unité génératrice de trésorerie)

Selon les normes IFRS, les UGT sont le plus petit groupe d'actifs identifiables générant des rentrées de trésorerie indépendantes. Les actifs sont alloués à chacune de ces UGT. C'est à l'échelle de ces UGT que se font les tests de valeur (*impairment tests*) ponctuellement s'il y a des raisons de penser que leur valeur a baissé ou chaque année si elles comprennent des *goodwill*.

Crédit photos : Daniel Rory, Tomoya Fujimoto, Pierre Jayet, Edyta Tolwinska,
Narracia, Yellow Studio, Supernova, Nuts Images/JP Noisillier, LerøKAm,
AdobeStock

Conception et réalisation : **côté corp.**

Tél. : +33 (0)1 55 32 29 74



Parc Technologique des Fontaines

Chemin des Franques – 38190 Bernin (France)

T. + 33 (0)4 76 92 75 00 – F. + 33 (0)4 38 92 17 89

www.soitec.com/fr